



Treaty Series

*Treaties and international agreements
registered
or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 1278

Recueil des Traités

*Traités et accords internationaux
enregistrés
ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies*

United Nations • Nations Unies
New York, 1991

*Treaties and international agreements
registered or filed and recorded
with the Secretariat of the United Nations*

VOLUME 1278

1982

I. No. 21071
(continued)

TABLE OF CONTENTS

I

*Treaties and international agreements
registered on 1 June 1982*

	<i>Page</i>
No. 21071. Multilateral (continued):	
The Second ACP-EEC Convention (with protocols, final act and minutes of the Convention). Signed at Lomé on 31 October 1979	3
<i>(Only the French, Italian and Dutch authentic texts of the Convention registered under No. I-21071 are published herein. The Danish, German and English authentic texts appear in volume 1277.)</i>	

***Traités et accords internationaux
enregistrés ou classés et inscrits au répertoire
au Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies***

VOLUME 1278

1982

**I. N° 21071
(suite)**

TABLE DES MATIÈRES

I

*Traités et accords internationaux
enregistrés le 1^{er} juin 1982*

Pages

N° 21071. Multilatéral (suite) :

Deuxième Convention ACP-CEE (avec protocoles, acte final et procès-verbal
de signature de la Convention). Signée à Lomé le 31 octobre 1979 3

*(On trouvera les textes authentiques français, italien et néerlandais de la
Convention enregistrée sous le numéro I-21071 dans le présent volume. Les textes
authentiques danois, allemand et anglais sont publiés dans le volume 1277.)*

NOTE BY THE SECRETARIAT

Under Article 102 of the Charter of the United Nations every treaty and every international agreement entered into by any Member of the United Nations after the coming into force of the Charter shall, as soon as possible, be registered with the Secretariat and published by it. Furthermore, no party to a treaty or international agreement subject to registration which has not been registered may invoke that treaty or agreement before any organ of the United Nations. The General Assembly, by resolution 97 (I), established regulations to give effect to Article 102 of the Charter (see text of the regulations, vol. 859, p. VIII).

The terms "treaty" and "international agreement" have not been defined either in the Charter or in the regulations, and the Secretariat follows the principle that it acts in accordance with the position of the Member State submitting an instrument for registration that so far as that party is concerned the instrument is a treaty or an international agreement within the meaning of Article 102. Registration of an instrument submitted by a Member State, therefore, does not imply a judgement by the Secretariat on the nature of the instrument, the status of a party or any similar question. It is the understanding of the Secretariat that its action does not confer on the instrument the status of a treaty or an international agreement if it does not already have that status and does not confer on a party a status which it would not otherwise have.

*
* *

Unless otherwise indicated, the translations of the original texts of treaties, etc., published in this *Series* have been made by the Secretariat of the United Nations.

NOTE DU SECRÉTARIAT

Aux termes de l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui. De plus, aucune partie à un traité ou accord international qui aurait dû être enregistré mais ne l'a pas été ne pourra invoquer ledit traité ou accord devant un organe des Nations Unies. Par sa résolution 97 (I), l'Assemblée générale a adopté un règlement destiné à mettre en application l'Article 102 de la Charte (voir texte du règlement, vol. 859, p. IX).

Le terme «traité» et l'expression «accord international» n'ont été définis ni dans la Charte ni dans le règlement, et le Secrétariat a pris comme principe de s'en tenir à la position adoptée à cet égard par l'Etat Membre qui a présenté l'instrument à l'enregistrement, à savoir que pour autant qu'il s'agit de cet Etat comme partie contractante l'instrument constitue un traité ou un accord international au sens de l'Article 102. Il s'ensuit que l'enregistrement d'un instrument présenté par un Etat Membre n'implique, de la part du Secrétariat, aucun jugement sur la nature de l'instrument, le statut d'une partie ou toute autre question similaire. Le Secrétariat considère donc que les actes qu'il pourrait être amené à accomplir ne confèrent pas à un instrument la qualité de «traité» ou d'«accord international» si cet instrument n'a pas déjà cette qualité, et qu'ils ne confèrent pas à une partie un statut que, par ailleurs, elle ne posséderait pas.

*
* *

Sauf indication contraire, les traductions des textes originaux des traités, etc., publiés dans ce *Recueil* ont été établies par le Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.

I

Treaties and international agreements

registered

on 1 June 1982

No. 21071 (continued)

Traités et accords internationaux

enregistrés

le 1^{er} juin 1982

N^o 21071 (suite)

No. 21071

(continued — suite)

MULTILATERAL

The Second ACP-EEC Convention (with protocols, final act and minutes of the Convention). Signed at Lomé on 31 October 1979

Authentic texts of the Convention, protocols and final act: Danish, German, English, French, Italian and Dutch.

Authentic texts of the minutes of the Convention: English and French.

Registered by the European Economic Community on 1 June 1982.

(Only the French, Italian and Dutch authentic texts of the Convention registered under No. I-21071 are published herein. The Danish, German and English authentic texts appear in volume 1277.)

MULTILATÉRAL

Deuxième Convention ACP-CEE (avec protocoles, acte final et procès-verbal de signature de la Convention). Signée à Lomé le 31 octobre 1979

Textes authentiques de la Convention, des protocoles et de l'acte final : danois, allemand, anglais, français, italien et néerlandais.

Textes authentiques du procès-verbal de signature de la Convention : anglais et français.

Enregistrée par la Communauté économique européenne le 1^{er} juin 1982.

(On trouvera les textes authentiques français, italien et néerlandais de la Convention enregistrée sous le numéro I-21071 dans le présent volume. Les textes authentiques danois, allemand et anglais sont publiés dans le volume 1277.)

DEUXIÈME CONVENTION¹ ACP-CEE SIGNÉE À LOMÉ LE 31 OCTOBRE 1979

Sa Majesté le Roi des Belges,
Sa Majesté la Reine de Danemark,
Le Président de la République fédérale d'Allemagne,

¹ Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1981, soit le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les instruments de ratification des Etats membres de la Communauté économique européenne et des deux tiers au moins des Etats membres du Groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique (Etats ACP) ainsi que l'acte de notification de la conclusion de la présente Convention par la Communauté avaient été déposés, conformément au paragraphe 1 de l'article 183. Les instruments de ratification ont été déposés aux dates suivantes, auprès du Secrétariat du Conseil des Communautés européennes pour ce qui concerne les Etats ACP, et auprès du Secrétariat des Etats ACP pour ce qui concerne la Communauté économique européenne et ses Etats membres :

<i>Etat ou organisation</i>	<i>Date du dépôt</i>	<i>Etat ou organisation</i>	<i>Date du dépôt</i>
Allemagne, République fédérale d'	27 octobre 1980	Madagascar	21 août 1980
Barbade	2 octobre 1980	Malawi	10 décembre 1980
Belgique	27 novembre 1980	Mali	22 octobre 1980
Bénin	16 septembre 1980	Maurice	16 juin 1980
Botswana	26 mars 1980	Niger	1 ^{er} août 1980
Burundi	11 août 1980	Ouganda	15 octobre 1980
Cap-Vert	30 octobre 1980	Papouasie-Nouvelle Guinée	15 octobre 1980
Communauté économique euro- péenne	30 novembre 1980	Pays-Bas	26 novembre 1980
Comores	18 août 1980	République centrafricaine	29 mai 1980
Côte d'Ivoire	30 octobre 1980	République-Unie du Cameroun	28 novembre 1980
Danemark	14 mars 1980	République-Unie de Tanzanie	26 septembre 1980
Dominique	7 août 1980	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	15 octobre 1980
Ethiopie	17 juillet 1980	Rwanda	22 août 1980
Fidji	9 septembre 1980	Sainte-Lucie	24 octobre 1980
France	29 juillet 1980	Saint-Vincent-et-Grenadines	6 novembre 1980
Gambie	14 juillet 1980	Samoa	7 juillet 1980
Ghana	23 décembre 1980	Sénégal	13 juin 1980
Grenade	15 septembre 1980	Seychelles	29 mai 1980
Guinée	24 octobre 1980	Sierra Leone	18 novembre 1980
Guinée-Bissau	3 décembre 1980	Soudan	25 novembre 1980
Guyane	26 juin 1980	Suriname	10 septembre 1980
Haute-Volta	13 octobre 1980	Swaziland	23 décembre 1980
Irlande	23 avril 1980	Togo	7 mars 1980
Italie	29 novembre 1980	Tonga	9 juin 1980
Jamaïque	9 juillet 1980	Tuvalu	12 mai 1980
Lesotho	10 septembre 1980	Zaire	30 octobre 1980
Luxembourg	8 octobre 1980	Zambie	8 septembre 1980

Par la suite, la Convention est entrée en vigueur pour les Etats suivants membres du Groupe Afrique, Caraïbes et Pacifique (Etats ACP) le premier jour du deuxième mois suivant les dates du dépôt de leurs instruments de ratification, conformément au paragraphe 3 de l'article 183, ou aux dates du dépôt de leurs instruments d'adhésion, conformément à l'article 185, auprès du Secrétariat du Conseil des Communautés européennes :

<i>Etat</i>	<i>Date de dépôt de l'instrument ou d'adhésion (a)</i>	<i>Date d'entrée en vigueur</i>
Gabon	19 janvier 1981	1 ^{er} mars 1981
Sao-Tomé-et-Principe	19 janvier 1981	1 ^{er} mars 1981
Guinée équatoriale	20 janvier 1981	1 ^{er} mars 1981
Libéria	20 janvier 1981	1 ^{er} mars 1981
Somalie	21 janvier 1981	1 ^{er} mars 1981
Kenya	23 janvier 1981	1 ^{er} mars 1981
Trinité-et-Tobago	23 janvier 1981	1 ^{er} mars 1981
Kiribati	2 février 1981	1 ^{er} avril 1981
Bahamas	3 février 1981	1 ^{er} avril 1981
Iles Salomon	5 février 1981	1 ^{er} avril 1981
Congo	18 février 1981	1 ^{er} avril 1981
Djibouti	18 février 1981	1 ^{er} avril 1981
Vanuatu	18 mars 1981 ^a	18 mars 1981
Tchad	2 avril 1981	1 ^{er} juin 1981
Mauritanie	24 avril 1981	1 ^{er} juin 1981
Nigéria	13 mai 1981	1 ^{er} juillet 1981

Le Président de la République française,
Le Président d'Irlande,
Le Président de la République italienne,
Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,
Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,
Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord,

Parties contractantes au Traité instituant la Communauté économique européenne, ci-après dénommée « la Communauté », signé à Rome le 25 mars 1957¹, et dont les États sont ci-après dénommés « Etats membres »,

Et le Conseil des Communautés européennes, d'une part, et
Le Chef d'Etat des Bahamas,
Le Chef d'Etat de Barbade,
Le Président de la République populaire du Bénin,
Le Président de la République du Botswana,
Le Président de la République du Burundi,
Le Président de la République-Unie du Cameroun,
Le Président de la République du Cap-Vert,
Le Président de la République centrafricaine,
Le Président de la République fédérale islamique des Comores,
Le Président de la République populaire du Congo,
Le Président de la République de Côte d'Ivoire,
Le Président de la République de Djibouti,
Le Premier Ministre et Ministre des Affaires extérieures de l'Etat indépendant de la Dominique,
Le Président du Conseil administratif militaire provisoire et du Conseil des Ministres et Commandant en Chef de l'Armée révolutionnaire de l'Ethiopie,
Sa Majesté la Reine de Fidji,
Le Président de la République gabonaise,
Le Président de la République de Gambie,
Le Président de la République du Ghana,
Le Chef d'Etat de Grenade,
Le Président de la République de Guinée,
Le Président du Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau,
Le Président de la République de Guinée équatoriale,
Le Président de la République de Guyane,
Le Président de la République de la Haute-Volta,
Le Chef d'Etat de la Jamaïque,
Le Président de la République du Kenya,

¹ Nations Unies, Recueil des Traités, vol. 294, p. 3.

Le Président de la République de Kiribati,
Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho,
Le Président de la République du Libéria,
Le Président de la République démocratique de Madagascar,
Le Président de la République du Malawi,
Le Président de la République du Mali,
Le Président de la République islamique de Mauritanie,
Sa Majesté la Reine de l'Ile Maurice,
Le Président de la République du Niger,
Le Chef du Gouvernement fédéral du Nigéria,
Le Chef de l'Etat indépendant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée,
Le Président de la République rwandaise,
Le Président de la République de Sainte-Lucie,
Le Chef d'Etat des Samoa occidentales,
Le Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe,
Le Président de la République du Sénégal,
Le Président de la République des Seychelles,
Le Président de la République de Sierra Leone,
Le Président de l'Etat indépendant des Iles Salomon,
Le Président de la République démocratique de Somalie, Président du Conseil révolutionnaire suprême,
Le Président de la République démocratique du Soudan,
Le Président de la République du Suriname,
Sa Majesté le Roi du Royaume du Swaziland,
Le Président de la République-Unie de Tanzanie,
Le Président de la République du Tchad,
Le Président de la République togolaise,
Sa Majesté le Roi Taufa'ahau Tupou IV de Tonga,
Le Président de la République de Trinité-et-Tobago,
Sa Majesté la Reine de Tuvalu,
Le Président de la République de l'Ouganda,
Le Président de la République du Zaïre,
Le Président de la République de Zambie,
dont les Etats sont ci-après dénommés « Etats ACP », d'autre part,

Vu le traité instituant la Communauté économique européenne, ci-après dénommé « le traité », et l'accord de Georgetown instituant le Groupe des Etats d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique¹;

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1247, n° 1-20345.

Soucieux de renforcer, sur la base d'une complète égalité entre partenaires et dans leur intérêt mutuel, leur coopération étroite et continue dans un esprit de solidarité internationale;

Résolus à intensifier en commun leurs efforts en vue du développement économique et du progrès social des Etats ACP, et d'assurer le mieux-être de leurs populations;

Souhaitant manifester leur volonté mutuelle de maintenir et de développer les relations amicales existant entre leurs pays, conformément aux principes de la Charte des Nations Unies;

Résolus à poursuivre et intensifier leurs efforts en vue de créer un modèle de relations entre Etats développés et Etats en développement, compatible avec les aspirations de la Communauté internationale à un nouvel ordre économique international plus juste et plus équilibré;

Décidés à promouvoir, compte tenu de leurs niveaux de développement respectifs, la coopération commerciale entre les Etats ACP et la Communauté, et à lui garantir un fondement sûr conformément à leurs obligations internationales;

Conscients de la nécessité de développer la coopération et les échanges entre les Etats ACP dans leur ensemble et de la nécessité particulière d'accélérer la coopération et le développement économiques à l'intérieur des différentes régions des Etats ACP et entre celles-ci;

Conscients de l'importance particulière du développement agricole et rural des Etats ACP et de la nécessité d'intensifier les efforts dans ce but;

Désireux de sauvegarder les intérêts des Etats ACP dont l'économie dépend dans une mesure considérable de l'exportation de produits de base et de mettre en valeur leurs ressources;

Soucieux de promouvoir le développement industriel des Etats ACP par un accroissement de la coopération entre ces Etats et les Etats membres;

Reconnaissant la nécessité de réserver un traitement particulier aux Etats ACP les moins développés et de prévoir des actions spécifiques pour les Etats ACP enclavés et insulaires afin de les aider à surmonter les difficultés spécifiques auxquelles ils sont confrontés;

Conscients de la nécessité de créer un mécanisme approprié pour établir les consultations les plus larges possibles en vue de développer la coopération ACP-CEE;

Ont décidé de conclure la présente Convention et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

Sa Majesté le Roi des Belges : M. Paul Noterdaeme, Ambassadeur, Représentant Permanent de la Belgique auprès des Communautés européennes;

Sa Majesté la Reine de Danemark : M. Niels Ersbøll, Secrétaire d'Etat, Ambassadeur, Ministère des Affaires étrangères;

Le Président de la République fédérale d'Allemagne : M. Klaus von Dohnanyi, Ministre d'Etat, Ministère des Affaires étrangères;

Le Président de la République française : M. Robert Galley, Ministre de la Coopération; M. Pierre Bernard-Reymond, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères;

- Le Président de l'Irlande : M. Michael O'Kennedy, Ministre des Affaires étrangères de l'Irlande;
- Le Président de la République italienne : M. Giuseppe Zamberletti, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères;
- Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg : M. Jean Dondelinger, Ambassadeur, Représentant Permanent du Luxembourg auprès des Communautés européennes;
- Sa Majesté la Reine des Pays-Bas : M. D. F. Van der Mei, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères;
- Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord : The Honourable Douglas Richard Hurd, CBE, Membre du Parlement, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth;
- Le Conseil des Communautés européennes : M. Michael O'Kennedy, Président en exercice du Conseil des Communautés européennes, Ministre des Affaires étrangères de l'Irlande; M. Claude Cheysson, Membre de la Commission des Communautés européennes;
- Le Chef d'Etat du Commonwealth des Bahamas : S.E. M. R. F. Anthony Roberts, Haut Commissaire du Commonwealth des Bahamas à Londres;
- Le Chef d'Etat de la Barbade : The Honourable Harold Bernard St John, QC, MP, Vice-Premier Ministre et Ministre du Commerce, du Tourisme et de l'Industrie;
- Le Président de la République populaire du Bénin : M. André Atchade, Ministre du Commerce et du Tourisme;
- Le Président de la République du Botswana : M. Archibald Mooketsa Mogwe, Ministre des Affaires étrangères;
- Le Président de la République du Burundi : M. Donatien Bihute, Ministre du Plan;
- Le Président de la République-Unie du Cameroun : M. Robert Naah, Vice-Ministre de l'Economie et du Plan;
- Le Président de la République du Cap-Vert : M. Abilio Augusto Montero Duarte, Ministre des Affaires étrangères;
- Le Président de la République centrafricaine : M. Jean-Pierre Le Boudier, Ministre de la Coopération, du Plan, de la Statistique générale, de la Tutelle des sociétés et entreprises d'études des projets concernant notamment l'organisation et la promotion des opérations agro-industrielles;
- Le Président de la République fédérale islamique des Comores : M. Ali Mroudjae, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération;
- Le Président de la République populaire du Congo : M. Elenga Ngaporo, Ministre du Commerce;
- Le Président de la République de Côte d'Ivoire : M. Abdoulaye Kone, Ministre de l'Economie, des Finances et du Plan;
- Le Président de la République de Djibouti : S.E. M. Ahmed Ibrahim Abdi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République de Djibouti auprès du gouvernement français et auprès de la Communauté économique européenne;

- Le Premier Ministre et Ministre des Affaires extérieures du Commonwealth de la Dominique : M. Arden Shillingford, Haut Commissaire de la Dominique à Londres;
- Le Président du Conseil administratif militaire provisoire et du Conseil des Ministres et Commandant en Chef de l'Armée révolutionnaire de l'Ethiopie : M. Teferra Wolde-Semait, Ministre des Finances;
- Sa Majesté la Reine de Fidji : M. Satya Nand Nandan, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Chef de la Mission de Fidji auprès des Communautés européennes;
- Le Président de la République gabonaise : M. Michel Anchouey, Ministre du Plan, du Développement, de l'Aménagement du territoire et du Tourisme;
- Le Président de la République de Gambie : M. Mohamadou Cadi Cham, Ministre des Finances et du Commerce;
- Le Président de la République du Ghana : S.E. M. Amon Nikoi, Ministre des Finances et du Plan;
- Le Chef d'Etat de Grenade : M. Fennis Augustine, Haut Commissaire de Grenade à Londres;
- Le Président de la République de Guinée : M. N'Faly Sangare, Ministre délégué auprès des Communautés européennes;
- Le Président du Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau : S.E. M. Vasco Cabral, Commissaire d'Etat à la Coordination économique et au Plan;
- Le Président de la République de Guinée équatoriale : M. Cristino Seriche Malabo Bioco, Lieutenant de l'Armée de terre, Membre du Conseil militaire suprême;
- Le Président de la République de Guyane : M. Samuel Rudolph Insanally, Représentant Permanent de la Guyane auprès de la Communauté économique européenne;
- Le Président de la République de Haute-Volta : M. Georges Sanogoh, Ministre du Plan et de la Coopération;
- Le Chef d'Etat de la Jamaïque : S.E. M. Donald Rainford, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la Jamaïque auprès de la Communauté économique européenne;
- Le Président de la République du Kenya : M. Joseph Muliro, Secrétaire Permanent, Ministère de l'Agriculture;
- Le Président de la République de Kiribati : The Honourable Douglas Richard Hurd, CBE, Membre du Parlement, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
- Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho : The Honourable Morena Makhaola Lerotholi;
- Le Président de la République du Libéria : The Honourable D. Franklin Neal, Ministre du Plan et des Affaires économiques;
- Le Président de la République démocratique de Madagascar : S.E. M. Justin Rarivoson, Ministre de l'Economie et du Commerce;

- Le Président de la République du Malawi : The Honourable Stott Zondwayo Jere, Membre du Parlement, Ministre du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme;
- Le Président de la République du Mali : S.E. Maître Alioune Blondin Beye, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale;
- Le Président de la République islamique de Mauritanie : M. Abdellah Ould Daddah, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant de la République islamique de Mauritanie auprès des Communautés européennes;
- Sa Majesté la Reine de l'Ile Maurice : The Honourable Sir Sateam Boolell, Chevalier, Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et de l'Environnement;
- Le Président de la République du Niger : M. Mai Maigena, Ministre des Affaires économiques, du Commerce et de l'Industrie;
- Le Chef du Gouvernement fédéral du Nigéria : S.E. M. P. Ayodele Afolabi, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Chef de la Mission de la République fédérale du Nigéria auprès de la Communauté économique européenne;
- Le Chef de l'Etat indépendant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée : M. Frederick Bernard Carl Reiher, Ambassadeur auprès des Communautés européennes;
- Le Président de la République rwandaise : M. Ambroise Mulindangabo, Ministre du Plan;
- Le Président de la République de Sainte-Lucie : M. George William Odlum, Vice-Premier Ministre, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce;
- Le Chef d'Etat du Samoa-Occidental : The Honourable Filipo Vaovasamanaia, Ministre des Finances;
- Le Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe : Mme Maria de Amorim, Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération;
- Le Président de la République du Sénégal : M. Ousmane Seck, Ministre des Finances et des Affaires économiques;
- Le Président de la République des Seychelles : M. Maxime Ferrari, Ministre du Plan et du Développement;
- Le Président de la République de Sierra Leone : The Honourable I. M. Fofana, Ministre du Commerce et de l'Industrie;
- Le Président de l'Etat indépendant des Iles Salomon : The Honourable Douglas Richard Hurd, CBE, Membre du Parlement, Secrétaire d'Etat, Ministère des Affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord;
- Le Président de la République démocratique de Somalie, Président du Conseil révolutionnaire suprême : S.E. M. Omar Salah Ahmed, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Représentant de la République démocratique de Somalie auprès de la Communauté économique européenne;
- Le Président de la République démocratique du Soudan : M. Izz El Din Hamid, Ministre d'Etat des Affaires du Conseil des Ministres;

- Le Président de la République du Suriname : M. Ludwig C. Zuiverloon, Ministre des Affaires économiques;
- Sa Majesté le Roi du Royaume du Swaziland : M. Dzabulumjiva H. S. Nhlabatsi, Ministre adjoint des Travaux publics, de l'Energie et des Communications;
- Le Président de la République de Tanzanie : M. Alphonse M. Rulegura, Ministre du Commerce;
- Le Président de la République du Tchad : M. Issaka Ramat Al Hamdou, Chargé d'affaires a.i., Ambassade de la République du Tchad à Bruxelles;
- Le Président de la République togolaise : M. Koudjolou Dogo, Ministre du Plan, du Développement industriel et de la Réforme administrative;
- Sa Majesté le Roi Taufa'Ahau Typou IV de Tonga : Son Altesse Royale le Prince Tupouto'a, héritier de la couronne;
- Le Président de la République de Trinidad-et-Tobago : S.E. M. Eustache Seignoret, Haut Commissaire à Londres;
- Sa Majesté la Reine de Tuvalu : M. Satya Nand Nandan, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Chef de la Mission de Fidji auprès des Communautés européennes;
- Le Président de la République de l'Ouganda : The Honourable Ateker Ejalu, Ministre de la Coopération régionale;
- Le Président de la République du Zaïre : M. Kiakwama Kia Kiziki, Commissaire d'Etat à l'Economie nationale, à l'Industrie et au Commerce;
- Le Président de la République de Zambie : M. Remi Chisupa, Membre du Parlement, Ministre du Commerce et de l'Industrie;
- lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent :

TITRE I. COOPÉRATION COMMERCIALE

Article 1. Dans le domaine de la coopération commerciale, l'objectif de la présente Convention est de promouvoir le commerce entre les Etats ACP et la Communauté, d'une part, compte tenu de leurs niveaux respectifs de développement, et entre les Etats ACP, d'autre part.

Dans la poursuite de cet objectif, un intérêt particulier sera porté à la nécessité d'assurer des avantages effectifs supplémentaires aux échanges commerciaux des Etats ACP avec la Communauté en vue d'accélérer le rythme de croissance de leur commerce et en particulier du flux des exportations des Etats ACP vers la Communauté et d'améliorer les conditions d'accès de leurs produits au marché de la Communauté, de façon à assurer un meilleur équilibre dans les échanges commerciaux des Parties contractantes.

A cette fin, les Parties contractantes mettent en œuvre les dispositions du présent titre ainsi que les autres mesures appropriées relevant des titres V, VI et VII.

Chapitre 1. RÉGIME DES ÉCHANGES

Article 2. 1. Les produits originaires des Etats ACP sont admis à l'importation dans la Communauté en exemption de droits de douane et de taxes d'effet équivalent.

2. a) Les produits originaires des Etats ACP :

- Enumérés dans la liste de l'annexe II du traité lorsqu'ils font l'objet d'une organisation commune des marchés au sens de l'article 40 du traité, ou
- Soumis, à l'importation dans la Communauté, à une réglementation spécifique introduite comme conséquence de la mise en œuvre de la politique agricole commune,

sont importés dans la Communauté, par dérogation au régime général en vigueur à l'égard des pays tiers, selon les dispositions suivantes :

- i) Sont admis en exemption de droits de douane les produits pour lesquels les dispositions communautaires en vigueur au moment de l'importation ne prévoient, en dehors des droits de douane, l'application d'aucune autre mesure concernant leur importation;
- ii) Pour les produits autres que ceux visés sous i, la Communauté prend les mesures nécessaires pour leur assurer un traitement plus favorable que celui accordé aux pays tiers bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée pour les mêmes produits.

b) Si, au cours de l'application de la présente Convention, les Etats ACP demandent que de nouvelles productions agricoles ou des produits agricoles qui ne font pas l'objet d'un régime particulier au moment de l'entrée en vigueur de la Convention bénéficient d'un tel régime, la Communauté examine ces demandes en consultation avec les Etats ACP.

c) Le régime visé sous a entre en vigueur en même temps que la présente Convention et reste applicable pendant toute la durée de celle-ci.

Toutefois, si la Communauté, au cours de l'application de la présente Convention,

- Soumet un ou plusieurs produits à une organisation commune de marché ou à une réglementation particulière introduite comme conséquence de la mise en œuvre de la politique agricole commune, elle se réserve d'adapter, à la suite de consultations au sein du Conseil des ministres, le régime d'importation de ces produits originaires des Etats ACP. Dans ce cas, les dispositions du point a sont applicables;
- Modifie une organisation commune de marché ou une réglementation particulière introduite comme conséquence de la mise en œuvre de la politique agricole commune, elle se réserve, à la suite de consultations au sein du Conseil des ministres, de modifier le régime fixé pour les produits originaires des Etats ACP. Dans ce cas, la Communauté s'engage à maintenir au profit des produits originaires des Etats ACP un avantage comparable à celui dont ils bénéficiaient précédemment par rapport aux produits originaires des pays tiers bénéficiant de la clause de la nation la plus favorisée.

d) Lorsque la Communauté envisage de conclure un accord préférentiel avec des Etats tiers, elle en informe les Etats ACP. Des consultations ont lieu, à la demande des Etats ACP, en vue de sauvegarder leurs intérêts.

Article 3. 1. La Communauté n'applique pas à l'importation des produits originaires des Etats ACP de restrictions quantitatives ni de mesures d'effet équivalent.

2. Toutefois, le paragraphe 1 s'applique sans préjudice du régime d'importation réservé aux produits visés à l'article 2, paragraphe 2, sous *a*, premier tiret.

La Communauté informe les Etats ACP de l'élimination de restrictions quantitatives résiduelles concernant ces produits.

Article 4. Les dispositions du présent chapitre ne font pas obstacle aux engagements que les Parties contractantes seraient amenées à prendre dans le cadre d'accords internationaux concernant des produits de base.

Des consultations ont lieu à ce sujet lorsque des Parties contractantes envisagent de conclure de tels accords en vue de prendre en considération les intérêts respectifs de l'ensemble des Parties contractantes.

Article 5. 1. Les dispositions de l'article 3 ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique ou de protection de la propriété industrielle et commerciale.

2. Ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer en aucun cas un moyen de discrimination arbitraire ni une restriction déguisée au commerce en général.

3. Au cas où l'application des mesures mentionnées au paragraphe 1 affecte les intérêts d'un ou plusieurs Etats ACP, des consultations ont lieu à la demande de ceux-ci en vue d'aboutir à une solution satisfaisante.

Article 6. Le régime à l'importation des produits originaires des Etats ACP ne peut être plus favorable que le traitement appliqué aux échanges entre les Etats membres.

Article 7. Lorsque des mesures nouvelles ou prévues dans le cadre des programmes de rapprochement des dispositions législatives et réglementaires que la Communauté a arrêtés en vue de faciliter la circulation des marchandises risquent d'affecter les intérêts d'un ou de plusieurs Etats ACP, la Communauté en informe, avant leur adoption, les Etats ACP par l'intermédiaire du Conseil des ministres.

Afin de permettre à la Communauté de prendre en considération les intérêts des Etats ACP concernés, des consultations ont lieu, à la demande de ceux-ci, en vue d'aboutir à une solution satisfaisante.

Article 8. 1. Lorsque des réglementations communautaires existantes adoptées en vue de faciliter la circulation des marchandises affectent les intérêts d'un ou de plusieurs Etats ACP ou lorsque ces intérêts sont affectés par l'interprétation, l'application ou la mise en œuvre des modalités de ces réglementations, des consultations ont lieu à la demande des Etats ACP concernés en vue d'aboutir à une solution satisfaisante.

2. En vue de trouver une solution satisfaisante, les Etats ACP peuvent également évoquer au sein du Conseil des ministres d'autres difficultés, relatives à la circulation des marchandises, qui résulteraient des mesures prises ou prévues par les Etats membres.

3. Les institutions compétentes de la Communauté informent autant que possible le Conseil des ministres de telles mesures.

Article 9. 1. Compte tenu des nécessités actuelles de leur développement, les Etats ACP ne sont pas tenus de souscrire, pendant la durée de la présente Convention, en ce qui concerne l'importation de produits originaires de la Communauté, à des obligations correspondant aux engagements pris par la Communauté, en vertu du présent chapitre, à l'égard de l'importation des produits originaires des Etats ACP.

2. a) Dans le cadre de leurs échanges avec la Communauté, les Etats ACP n'exercent aucune discrimination entre les Etats membres et accordent à la Communauté un traitement non moins favorable que le régime de la nation la plus favorisée.

b) Le traitement de la nation la plus favorisée auquel il est fait référence sous a ne s'applique pas aux relations économiques et commerciales entre les Etats ACP ou entre un ou plusieurs Etats ACP et d'autres pays en voie de développement.

Article 10. A moins qu'elle ne l'ait déjà fait en application de la Convention ACP-CEE de Lomé, chaque Partie contractante communique son tarif douanier au Conseil des ministres dans un délai de trois mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Convention. Elle communique également les modifications ultérieures de son tarif à mesure qu'elles entrent en vigueur.

Article 11. 1. La notion de « produits originaires », aux fins de l'application du présent chapitre, ainsi que les méthodes de coopération administrative y afférentes sont définies dans le protocole n° 1.

2. Le Conseil des ministres peut arrêter toutes modifications au protocole n° 1.

3. Lorsque, pour un produit donné, la notion de « produits originaires » n'est pas encore définie en application des paragraphes 1 ou 2, chaque Partie contractante continue à appliquer sa propre réglementation.

Article 12. 1. Si l'application du présent chapitre entraîne des perturbations graves dans un secteur d'activité économique de la Communauté ou d'un ou de plusieurs Etats membres ou compromet leur stabilité financière extérieure, ou si des difficultés surgissent, qui risquent d'entraîner la détérioration d'un secteur d'activité de la Communauté ou d'une région de celle-ci, la Communauté peut prendre ou autoriser l'Etat membre concerné à prendre des mesures de sauvegarde. Ces mesures, leur durée et leurs modalités d'application sont notifiées sans délai au Conseil des ministres.

2. La Communauté et ses Etats membres s'engagent à ne pas utiliser des mesures de sauvegarde ni d'autres moyens dans un but protectionniste ou pour entraver les évolutions structurelles.

3. Ces mesures de sauvegarde doivent se limiter à celles qui apportent le minimum de perturbations au commerce entre les Parties contractantes dans la réalisation des objectifs de la Convention et ne doivent pas excéder la portée de ce qui est strictement indispensable pour remédier aux difficultés qui se sont manifestées.

4. Au moment de leur mise en œuvre, les mesures de sauvegarde tiennent compte du niveau existant des exportations ACP concernées vers la Communauté et de leur potentiel de développement.

Article 13. 1. Des consultations préalables ont lieu en ce qui concerne l'application de la clause de sauvegarde, qu'il s'agisse de la mise en œuvre initiale ou de la prorogation de ces mesures. La Communauté fournit aux Etats ACP tous les renseignements nécessaires pour ces consultations ainsi que les données permettant de déterminer dans quelle mesure les importations d'un produit déterminé en provenance d'un ou de plusieurs Etats ACP ont provoqué les effets visés à l'article 12, paragraphe 1.

2. Lorsque des consultations ont eu lieu, les mesures de sauvegarde ou tout arrangement conclu entre les Etats ACP concernés et la Communauté entrent en vigueur à l'issue de ces consultations.

3. Toutefois, les consultations préalables prévues aux paragraphes 1 et 2 ne font pas obstacle à des décisions immédiates que pourraient prendre la Communauté ou ses Etats membres, conformément à l'article 12, paragraphe 1, lorsque des circonstances particulières ont rendu ces décisions nécessaires.

4. Afin de faciliter l'examen des faits de nature à provoquer des perturbations de marché, il est institué un mécanisme destiné à assurer la surveillance statistique de certaines exportations des Etats ACP vers la Communauté.

5. Les Parties contractantes s'engagent à tenir des consultations régulières en vue de trouver des solutions satisfaisantes aux problèmes que pourrait entraîner l'application de la clause de sauvegarde.

Article 14. Le Conseil des ministres considère, à la demande de toute Partie contractante concernée, les effets économiques et sociaux résultant de l'application de la clause de sauvegarde.

Article 15. En cas d'adoption, de modification ou d'abrogation des mesures de sauvegarde, les intérêts des Etats ACP les moins développés, enclavés et insulaires feront l'objet d'une attention particulière.

Article 16. Afin d'assurer l'application efficace des dispositions de la présente Convention dans le domaine de la coopération commerciale, les Parties contractantes conviennent de s'informer et de se consulter mutuellement.

Outre les cas où des consultations sont spécifiquement prévues aux articles 1 à 15, des consultations ont lieu à la demande de la Communauté ou des Etats ACP dans les conditions prévues par les règles de procédure figurant à l'article 168, notamment dans les cas suivants :

- 1) Lorsque des Parties contractantes envisagent de prendre des mesures commerciales affectant les intérêts d'une ou plusieurs Parties contractantes dans le cadre de la présente Convention, elles en informent le Conseil des ministres. Des consultations ont lieu à la demande des Parties contractantes concernées afin de prendre en considération leurs intérêts respectifs;
- 2) Si, au cours de l'application de la présente Convention, les Etats ACP estiment que les produits agricoles visés à l'article 2, paragraphe 2, sous *a*, autres que ceux faisant l'objet d'un régime particulier, devraient bénéficier d'un tel régime, des consultations peuvent avoir lieu au sein du Conseil des ministres;
- 3) Lorsqu'une Partie contractante estime que des entraves à la circulation des marchandises interviennent du fait de l'existence d'une réglementation

dans une autre Partie contractante, de son interprétation, de son application ou de la mise en œuvre de ses modalités;

- 4) Lorsque la Communauté envisage de conclure un accord préférentiel avec des Etats tiers, elle en informe les Etats ACP. Des consultations ont lieu, à la demande des Etats ACP, en vue de sauvegarder leurs intérêts;
- 5) Lorsque la Communauté ou les Etats membres prennent des mesures de sauvegarde, conformément à l'article 12, des consultations peuvent avoir lieu au sein du Conseil des ministres au sujet de ces mesures, à la demande des Parties contractantes intéressées, notamment en vue d'assurer le respect de l'article 12, paragraphe 3.

Chapitre 2. ENGAGEMENTS PARTICULIERS CONCERNANT LE RHUM ET LES BANANES

Article 17. Jusqu'à l'entrée en vigueur d'une organisation commune du marché des alcools et nonobstant les dispositions de l'article 2, paragraphe 1, l'admission dans la Communauté des produits de la sous-position 22.09 C I — rhum, arak, tafia — originaires des Etats ACP est régie par les dispositions du protocole n° 5.

Article 18. En vue de permettre l'amélioration des conditions de production et de commercialisation des bananes originaires des Etats ACP, les Parties contractantes conviennent des objectifs figurant au protocole n° 4.

Article 19. Le présent chapitre et les protocoles n° 4 et n° 5 ne sont pas applicables aux relations entre les Etats ACP et les départements français d'outre-mer.

Chapitre 3. PROMOTION COMMERCIALE

Article 20. En vue d'atteindre les objectifs fixés à l'article 1, les Parties contractantes mettent en œuvre des actions de promotion commerciale allant du stade de la production au stade final de la distribution. L'objet de ces actions est de faire en sorte que les Etats ACP tirent le maximum de bénéfice des dispositions de la présente Convention en matière de coopération commerciale, agricole et industrielle, et qu'ils puissent participer dans les conditions les plus favorables au marché de la Communauté et aux marchés internes, régionaux et internationaux en diversifiant la gamme et en accroissant la valeur et le volume de leurs exportations.

Article 21. Les actions de promotion commerciale prévues à l'article 20 comprennent une assistance technique et financière en vue de réaliser les objectifs suivants :

- a) La mise en place et/ou l'amélioration des structures des organisations, centres ou entreprises participant au développement du commerce des Etats ACP, et l'évaluation de leurs besoins en personnel, de leur gestion financière et de leurs méthodes de travail;
- b) La formation de base, la formation de cadres et le perfectionnement professionnel de techniciens dans le domaine du développement et de la promotion commerciale nationale et internationale;
- c) La politique de produit, y compris la recherche, la transformation, la garantie et le contrôle de la qualité, le conditionnement et la présentation;

- d) Le développement d'infrastructures de soutien, y compris les facilités de transport et de stockage, en vue de faciliter les flux d'exportation des Etats ACP;
- e) La publicité;
- f) L'établissement, la promotion et l'amélioration de la coopération entre les opérateurs économiques des Etats ACP et entre ces derniers et ceux des Etats membres de la Communauté et des pays tiers, et la mise en place des mécanismes appropriés pour promouvoir une telle coopération;
- g) La réalisation et l'exploitation d'études de marché et d'études de mercatique;
- h) La collecte, l'analyse et la diffusion de données quantitatives et qualitatives concernant le commerce et la mise en œuvre de moyens facilitant le libre accès aux systèmes/organes d'information existant ou à créer dans la Communauté et dans les Etats ACP;
- i) La participation des Etats ACP à des foires et expositions, en particulier à des salons internationaux spécialisés, dont la liste sera établie en consultation avec les Etats ACP, et l'organisation de manifestations commerciales;
- j) L'assistance spéciale aux petites et moyennes entreprises pour l'identification et la mise au point de produits, les débouchés commerciaux et les entreprises communes de commercialisation;
- k) La participation des Etats ACP les moins développés aux différentes activités de promotion commerciale est encouragée par des dispositions spéciales, notamment la prise en charge des frais pour le déplacement du personnel et le transport des objets et marchandises à exposer, lors de leur participation aux foires et aux expositions.

Article 22. En plus des crédits qui, dans le cadre des programmes indicatifs nationaux visés à l'article 109, pourront être affectés par chaque Etat ACP au financement des opérations de promotion commerciale, en fonction de leurs priorités et orientations de développement, la contribution de la Communauté au financement de ce type d'opération à caractère régional pourra atteindre, dans le cadre des programmes de coopération régionale visés à l'article 133, un montant de 40 millions d'unités de compte européennes, ci-après dénommées UCE.

TITRE II. RECETTES PROVENANT DE L'EXPORTATION DE PRODUITS DE BASE

Chapitre 1. STABILISATION DES RECETTES D'EXPORTATION

Article 23. 1. Dans le but de remédier aux effets néfastes de l'instabilité des recettes d'exportation et pour aider les Etats ACP à surmonter l'un des principaux obstacles à la stabilité, à la rentabilité et à la croissance continue de leurs économies, pour soutenir leurs efforts de développement et leur permettre d'assurer ainsi le progrès économique et social de leurs populations en contribuant à la sauvegarde du pouvoir d'achat de celles-ci, il est mis en œuvre un système visant à garantir la stabilisation des recettes provenant de l'exportation par les Etats ACP à destination de la Communauté

de produits dont leurs économies dépendent et qui sont affectés par des fluctuations de prix, de quantités ou de ces deux facteurs.

2. Pour atteindre ces objectifs, les ressources transférées doivent être affectées au maintien des flux financiers dans le secteur en cause ou, dans un souci de diversification, être dirigées vers d'autres secteurs appropriés et servir au développement économique et social.

Article 24. Les recettes d'exportation auxquelles s'applique le système de stabilisation sont celles qui proviennent des exportations, par chaque Etat ACP, à destination de la Communauté, de chacun des produits énumérés dans la liste suivante, établie en tenant compte de facteurs tels que l'emploi, la détérioration des termes de l'échange entre la Communauté et l'Etat ACP intéressé et le niveau de développement de l'Etat ACP concerné.

Article 25. 1. Les produits couverts sont les suivants :

Code NIMEXE

1. Arachides en coques ou décortiquées	12.01-31 à 12.01-35
2. Huile d'arachide	15.07-74 et 15.07-87
3. Cacao en fèves	18.01-00
4. Pâte de cacao	18.03-10 à 18.03-30
5. Beurre de cacao	18.04-00
6. Café vert ou torréfié	09.01-11 à 09.01-17
7. Extraits, essences ou concentrés de café . . .	21.02-11 à 21.02-15
8. Coton en masse	55.01-10 à 55.01-90
9. Linters de coton	55.02-10 à 55.02-90
10. Noix de coco	08.01-71 à 08.01-75
11. Coprah	12.01-42
12. Huile de coco	15.07-29, 15.07-77 et 15.07-92
13. Huile de palme	15.07-19, 15.07-61 et 15.07-63
14. Huile de palmiste	15.07-31, 15.07-78 et 15.07-93
15. Noix et amandes de palmiste	12.01-44
16. Peaux brutes	41.01-11 à 41.01-95
17. Cuir et peaux de bovins	41.02-05 à 41.02-98
18. Peaux d'ovins	41.03-10 à 41.03-99
19. Peaux de caprins	41.04-10 à 41.04-99
20. Bois bruts	44.03-20 à 44.03-99
21. Bois simplement équarris	44.04-20 à 44.04-98
22. Bois simplement sciés longitudinalement . .	44.05-10 à 44.05-79
23. Bananes fraîches	08.01-31
24. Thé	09.02-10 à 09.02-90

25. Sisal brut	57.04-10
26. Vanille	09.05-00
27. Girofle (antofles, clous et griffes)	09.07-00
28. Laines en masse	53.01-10 à 53.01-40
29. Poils fins de chèvre de mohair	53.02-95
30. Gomme arabique	13.02-91
31. Pyrèthre (fleurs, feuilles, tiges, écorces, racines) et sucs et extraits de pyrèthre ...	12.07-10 et 13.03-15
32. Huiles essentielles non déterpénées de girofle, de niaouli et d'ylang-ylang	33.01-23
33. Graines de sésame	12.01-68
34. Noix et amandes de cajou	08.01-77
35. Poivre	09.04-11 et 09.04-70
36. Crevettes	03.03-43
37. Calmars	03.03-68
38. Graines de coton	12.01-66
39. Tourteaux d'oléagineux	23.04-01 à 23.04-99
40. Caoutchouc	40.01-20 à 40.01-60
41. Pois	07.01-41 à 07.01-43, 07.05-21 et 07.05-61
42. Haricots	07.01-45 à 07.01-47, 07.05-25 et 07.05-65
43. Lentilles	07.05-30 et 07.05-70
44. Minerais de fer (minerais, concentrés, pyrites grillées)	26.01-12 à 26.01-18

2. Les exportations de minerais de fer (minerais, concentrés, pyrites grillées) provenant de sites en exploitation lors de la signature de la présente Convention relèvent des articles 23 à 47 pour une période limitée aux cinq premiers exercices du présent système.

A l'expiration de cette période, le minerai de fer relève intégralement des dispositions prévues aux articles 49 à 59.

3. A la présentation de chaque demande de transfert, l'Etat ACP choisit entre les systèmes suivants :

- a) Chaque produit énuméré à l'article 25, paragraphe 1, constitue un produit au sens des articles 27, 29, 36, 37, 38, 39, 42, 43 et 44;
- b) Les groupes de produits 1 et 2, 3 à 5, 6 et 7, 8 et 9, 10 à 12, 13 à 15, 16 à 19 et 20 à 22 constituent chacun un produit au sens des articles 27, 29, 36, 37, 38, 39, 42, 43 et 44.

Article 26. Si douze mois après l'entrée en vigueur de la présente Convention un ou plusieurs produits qui ne sont pas énumérés dans la liste figurant à l'article 25 mais dont l'économie d'un ou de plusieurs Etats ACP dépend dans une mesure considérable sont affectés par des fluctuations importantes, le Con-

seil des ministres, six mois au plus tard après la présentation d'une demande par le ou les Etats ACP concernés, se prononce sur l'inclusion de ce ou de ces produits dans cette liste.

Article 27. A la demande d'un ou de plusieurs Etats ACP visant un ou plusieurs produits énumérés dans la liste figurant à l'article 25, le Conseil des ministres, sur la base d'un rapport que la Commission des Communautés européennes, ci-après dénommée « Commission », établit en liaison avec le ou les Etats ACP demandeurs, peut décider l'application du système aux exportations, par ce ou ces Etats ACP, des produits en cause à destination des autres Etats ACP.

Article 28. Chaque Etat ACP concerné certifie que les produits auxquels s'applique le système sont originaires de son territoire au sens de l'article 2 du protocole n° 1.

Article 29. Le système s'applique aux recettes provenant de l'exportation par un Etat ACP des produits énumérés dans la liste figurant à l'article 25 si, au cours de l'année précédant l'année d'application, les recettes provenant de l'exportation de chaque produit vers toutes les destinations, déduction faite des réexportations, ont représenté au moins 6,5% de ses recettes d'exportation totales de marchandises. Ce pourcentage est de 5% dans le cas du sisal.

Article 30. 1. Le système est mis en œuvre pour les produits énumérés dans la liste figurant à l'article 25 :

- a) Qui sont mis à la consommation dans la Communauté, ou
- b) Qui y sont placés sous le régime du perfectionnement actif en vue de leur transformation.

2. Les statistiques retenues pour la mise en œuvre du système sont :

- a) Soit celles qui résultent du recoupement des statistiques de la Communauté et de l'Etat ACP, compte tenu des valeurs f.o.b.,
- b) Soit celles qui résultent de la multiplication des valeurs unitaires des exportations de l'Etat ACP concerné, telles qu'elles ressortent des statistiques de cet Etat ACP, par les quantités importées par la Communauté telles qu'elles ressortent des statistiques communautaires.

3. Lors de la présentation de la demande de transfert concernant chaque produit, l'Etat ACP demandeur choisit l'un des deux systèmes décrits ci-dessus.

Article 31. Aux fins précisées à l'article 23, la Communauté affecte au système, pour la durée de la présente Convention, un montant de 550 millions d'UCE, destiné à couvrir l'ensemble des engagements dans le cadre du système. Ce montant est géré par la Commission.

Article 32. 1. Le montant global visé à l'article 31 est divisé en un nombre de tranches annuelles égales correspondant au nombre d'années d'application.

2. Tout reliquat subsistant à la fin de chacune des quatre premières années d'application de la présente Convention est reporté de plein droit à l'année suivante.

Article 33. Les ressources disponibles au titre de chaque année d'application sont constituées par la somme des éléments suivants :

- 1) La tranche annuelle, diminuée des montants éventuellement utilisés en vertu de l'article 34, sous 1;

- 2) Les crédits reportés en application de l'article 32, paragraphe 2;
- 3) Les montants reconstitués en application des articles 42 et 43;
- 4) Les montants éventuellement dégagés en application de l'article 34, sous 1.

Article 34. En cas d'insuffisance des ressources pour une année d'application, le Conseil des ministres, sur la base d'un rapport que la Commission lui soumet, peut :

- 1) Autoriser, pour chaque année, sauf la dernière, l'utilisation anticipée d'un maximum de 20% de la tranche de l'année suivante;
- 2) Réduire le montant des transferts à effectuer.

Article 35. Avant l'expiration de la période visée à l'article 31, le Conseil des ministres décide de l'utilisation d'éventuels reliquats du montant global mentionné à l'article 31 ainsi que des conditions d'utilisation ultérieure des montants restant à reconstituer par les Etats ACP, en vertu des articles 42 et 43, après l'expiration de la période visée à l'article 31.

Article 36. 1. Pour la mise en œuvre du système, un niveau de référence est calculé pour chaque Etat ACP et pour chaque produit.

2. Ce niveau de référence correspond à la moyenne des recettes d'exportation au cours des quatre années précédant chaque année d'application.

3. Toutefois, au cas où un Etat ACP

- Entrepren d transformer un produit traditionnellement exporté à l'état brut, ou
 - Entrepren d exporter un produit qu'il ne produisait pas traditionnellement,
- le système peut être mis en œuvre sur la base d'un niveau de référence calculé sur les trois années précédant l'année d'application.

Article 37. Un Etat ACP est en droit de demander un transfert si, sur la base des résultats d'une année civile, ses recettes effectives, telles qu'elles sont définies à l'article 30 et qui proviennent de l'exportation de chaque produit vers la Communauté et, dans les cas visés à l'article 27, des exportations à destination d'autres Etats ACP ou, dans les cas visés à l'article 46, paragraphe 3, des exportations vers toutes les destinations, sont inférieures d'au moins 6,5% au niveau de référence.

Article 38. 1. Les demandes de transfert sont irrecevables dans les cas suivants :

- a) Si la demande est présentée après le 31 mars de l'année suivant l'année d'application;
- b) S'il ressort de l'examen de la demande auquel la Communauté procède en liaison avec l'Etat ACP concerné que la baisse des recettes provenant de l'exportation vers la Communauté est la conséquence d'une politique commerciale de cet Etat ACP affectant particulièrement les exportations vers la Communauté dans un sens défavorable.

2. Les demandes de transfert peuvent être également déclarées irrecevables s'il ressort de l'examen de la demande, après consultations, que l'Etat ACP demandeur a enregistré, dans ses exportations vers toutes les destinations durant l'année d'application, un excédent par rapport à la moyenne de ses recettes

d'exportation vers toutes les destinations, pour chaque produit qui a fait l'objet d'une demande, pendant les quatre années précédant l'année d'application.

Article 39. 1. Toute demande de transfert est adressée à la Commission, qui l'examine en liaison avec l'Etat ACP concerné.

2. La différence entre le niveau de référence et les recettes effectives, majorée de 1% pour erreurs et omissions statistiques, constitue la base du transfert.

3. Si l'examen de l'évolution des exportations vers toutes les destinations et de la production du produit en cause par l'Etat ACP demandeur, ainsi que de la demande dans la Communauté, fait apparaître des changements importants, des consultations ont lieu entre la Commission et l'Etat ACP demandeur pour déterminer si ces changements sont de nature à avoir des incidences sur le montant du transfert, et dans l'affirmative dans quelle mesure.

Article 40. 1. A l'issue de l'examen effectué en liaison avec l'Etat ACP demandeur, la Commission prend une décision de transfert.

2. Chaque transfert donne lieu à la conclusion d'une convention de transfert entre la Commission et l'Etat ACP concerné.

3. La Commission et l'Etat ACP concerné prennent toutes dispositions utiles pour assurer un transfert rapide. A cette fin, il est notamment prévu de procéder au versement d'avances.

4. Les montants transférés ne portent pas intérêt.

Article 41. 1. L'utilisation des ressources transférées est décidée par l'Etat ACP bénéficiaire dans le respect des objectifs définis à l'article 23.

2. Lors de l'examen de la demande, et en tout cas avant la signature de la convention de transfert, l'Etat ACP demandeur donne à la Commission des indications sur l'utilisation probable du transfert.

3. Dans les douze mois suivant la signature de la convention de transfert, l'Etat ACP bénéficiaire informe la Commission de l'utilisation qu'il a faite des ressources transférées.

Article 42. Sous réserve des dispositions de l'article 46, paragraphe 1, sous c, les Etats ACP bénéficiaires de transferts contribuent, conformément aux dispositions de l'article 43, pendant la période de sept ans suivant l'année durant laquelle le transfert a été versé, à la reconstitution des ressources mises à la disposition du système par la Communauté.

Article 43. 1. Lorsque l'évolution des recettes d'exportation provenant du produit dont l'exportation a subi une baisse de recettes ayant donné lieu à un transfert le permet, l'Etat ACP contribue à la reconstitution des ressources du système.

2. Aux fins du paragraphe 1, la Commission détermine :

- Au début de chaque année pendant les sept ans qui suivent l'année durant laquelle le transfert a été versé,
 - Tant que la totalité du transfert n'a pas été reversée au système,
 - Conformément aux dispositions de l'article 30,
- si, pour l'année précédente,

- a) La valeur unitaire du produit considéré exporté vers la Communauté est supérieure à la valeur unitaire moyenne durant les quatre années antérieures à l'année précédente,
- b) La quantité de ce produit effectivement exportée vers la Communauté est au moins égale à la moyenne des quantités exportées vers la Communauté durant les quatre années antérieures à l'année précédente,
- c) Les recettes pour l'année et le produit en question atteignent au moins 106,5% de la moyenne des recettes d'exportation vers la Communauté au cours des quatre années antérieures à l'année précédente.

3. Si les trois conditions énoncées au paragraphe 2 sont remplies simultanément, l'Etat ACP contribue au système pour un montant égal à la différence entre les recettes effectives tirées des exportations vers la Communauté, au cours de l'année précédente, et la moyenne des recettes d'exportation vers la Communauté au cours des quatre années antérieures à l'année précédente, sans que le montant de la contribution à la reconstitution des ressources du système puisse excéder le transfert en cause.

4. Ce montant est reversé au système à raison d'un cinquième par an après un différé de deux ans prenant effet dans l'année au cours de laquelle l'obligation de contribuer à la reconstitution a été constatée.

5. Si l'examen de l'évolution des exportations vers toutes les destinations et de la production du produit en question dans l'Etat ACP concerné, ainsi que de la demande dans la Communauté, fait apparaître des changements importants, des consultations ont lieu entre la Commission et l'Etat concerné pour déterminer si ces changements sont de nature à justifier une contribution à la reconstitution des ressources du système, et dans l'affirmative, dans quelle mesure.

Si un tel versement se justifie, l'Etat ACP concerné contribue au système, dans les conditions visées au paragraphe 4, pour le montant arrêté au cours des consultations.

6. Sur la base des décisions que le Conseil des ministres prend en application de l'article 27, les exportations à destination d'autres Etats ACP sont ajoutées aux exportations vers la Communauté visées dans le présent article.

Article 44. Si, à l'expiration du délai de sept ans mentionné à l'article 42, la reconstitution totale n'est pas intervenue, le Conseil des ministres, prenant en considération notamment la situation et les perspectives de la balance des paiements, des réserves de change et de l'endettement extérieur de l'Etat ACP concerné, peut décider :

- La reconstitution totale ou partielle immédiate ou échelonnée des montants à recouvrer ou,
- L'abandon de la créance.

Article 45. 1. En vue de garantir un fonctionnement efficace et rapide du système de stabilisation, une coopération statistique et douanière est instituée entre chaque Etat ACP et la Commission.

2. Les Etats ACP et la Commission arrêtent d'un commun accord toute mesure pratique facilitant notamment l'échange des informations nécessaires, la présentation des demandes de transfert, les indications relatives à l'utilisation des transferts, ainsi que la mise en œuvre des dispositions relatives à la reconsti-

tution et de tout autre élément du système grâce à l'utilisation aussi large que possible de formulaires types.

Article 46. 1. Pour les Etats ACP énumérés à l'article 155, paragraphe 3, sous *a* :

- a) Le pourcentage fixé à l'article 29 est de 2%;
- b) Le pourcentage fixé à l'article 37 est de 2%;
- c) Il n'est exigé aucune contribution à la reconstitution des ressources mises à la disposition du système.

2. Lors de l'application des articles 24, 34 et 37, il est tenu compte des difficultés particulières des Etats ACP visés ci-dessus.

3. Pour certains Etats ACP dont la plus grande partie des exportations n'est pas destinée à la Communauté, le Conseil des ministres peut décider que, par dérogation aux articles 24 et 30, le système s'applique aux exportations des produits en question quelle qu'en soit la destination. Il est alors mis en œuvre sur la base des statistiques d'exportation de l'Etat ACP concerné.

Article 47. 1. Pour les Etats ACP énumérés à l'article 155, paragraphe 3, sous *b* et *c* :

- a) Le pourcentage fixé à l'article 29 est de 2%;
- b) Le pourcentage fixé à l'article 37 est de 2%.

2. Lors de l'application de l'article 24, il est tenu compte des difficultés particulières des Etats ACP visés ci-dessus.

Chapitre 2. ENGAGEMENTS PARTICULIERS CONCERNANT LE SUCRE

Article 48. 1. Conformément à l'article 25 de la Convention ACP-CEE de Lomé et au protocole n° 3 annexé à celle-ci, la Communauté s'est engagée pour une période indéterminée, nonobstant les autres dispositions de la présente Convention, à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre de canne, brut ou blanc, originaire des Etats ACP producteurs et exportateurs de sucre de canne, que lesdits Etats se sont engagés à lui fournir.

2. Les conditions d'application de l'article 25 de la Convention ACP-CEE de Lomé ont été fixées par le protocole n° 3 visé au paragraphe 1. Le texte de ce protocole figure en annexe à la présente Convention en tant que protocole n° 7.

3. Les dispositions de l'article 12 de la présente Convention ne s'appliquent pas dans le cadre dudit protocole.

4. Aux fins de l'article 8 dudit protocole, il peut être fait recours aux institutions créées par la présente Convention, pendant la période d'application de celle-ci.

5. Les dispositions de l'article 8, paragraphe 2, dudit protocole s'appliquent dans le cas où la présente Convention cesse d'avoir effet.

6. Les déclarations figurant aux annexes XIII, XXI et XXII de l'acte final de la Convention ACP-CEE de Lomé sont réaffirmées et leurs dispositions continuent de s'appliquer. Ces déclarations sont annexées en tant que telles à la présente Convention.

7. Le présent article et le protocole n° 3 visé au paragraphe 1 ne s'appliquent pas aux relations entre les Etats ACP et les départements français d'outre-mer.

TITRE III. PRODUITS MINIERS

Chapitre 1. AIDES À DES PROJETS ET PROGRAMMES

Article 49. En vue de contribuer à la mise en place d'une base plus solide pour le développement des Etats ACP dont l'économie dépend dans une large mesure des secteurs miniers et en particulier de les aider à faire face à une baisse de leur capacité d'exportation de produits miniers vers la Communauté et à la diminution correspondante de leurs recettes d'exportation, il est mis en place un système dans le but d'apporter une assistance à ces Etats dans les efforts qu'ils consentent pour porter remède aux conséquences néfastes sur leurs revenus de perturbations graves de caractère temporaire affectant ces secteurs miniers et indépendantes de la volonté des Etats ACP concernés.

Article 50. 1. Le système prévu à l'article 49 s'applique aux produits suivants :

- Cuivre, y compris la production liée de cobalt;
- Phosphates;
- Manganèse;
- Bauxite et alumine;
- Etain;
- Pyrites de fer grillées et minerai de fer aggloméré (y compris les pellets) ou non, à l'exclusion, pendant la période mentionnée à l'article 25, paragraphe 2, des cas visés dans ce même article.

2. Si, douze mois au plus tôt après l'entrée en vigueur de la présente Convention, un ou plusieurs produits qui ne sont pas énumérés dans cette liste, mais dont l'économie d'un ou de plusieurs Etats ACP dépend dans une mesure considérable, sont affectés par de graves perturbations, le Conseil des ministres décide d'inclure ou non ce ou ces produits, six mois au plus tard après que l'Etat ou les Etats ACP concernés en ont fait la demande.

Article 51. 1. Aux fins précisées à l'article 49 et pour la durée de la présente Convention, il est créé une facilité de financement spéciale à laquelle la Communauté affecte un montant global de 280 millions d'UCE destiné à couvrir l'ensemble de ses engagements dans le cadre de ce système :

- a) Ce montant est géré par la Commission;
- b) Il est divisé en un nombre de tranches annuelles égales correspondant au nombre d'années d'application. Chaque année, sauf la dernière, le Conseil des ministres, sur la base d'un rapport qui lui sera soumis par la Commission, peut autoriser, pour autant que de besoin, l'utilisation anticipée de 50% au maximum de la tranche de l'année suivante;
- c) Tout reliquat subsistant à la fin de chaque année d'application de la présente Convention, à l'exception de la dernière, est reporté de plein droit à l'année suivante;
- d) En cas d'insuffisance des ressources pour une année d'application, les montants exigibles sont diminués en conséquence;

e) Les ressources disponibles au titre de chaque année d'application sont constituées par les éléments suivants :

- La tranche annuelle, diminuée des montants éventuellement utilisés en application du point 2;
- Les crédits reportés en application du point 3.

Avant l'expiration de la période mentionnée à l'article 188, le Conseil des ministres décide de l'affectation des reliquats éventuels sur le montant global visé au présent article.

Article 52. 1. La possibilité d'un recours aux moyens de financement de la facilité spéciale prévue à l'article 51 est ouverte aux pays justifiables des dispositions de l'article 53 lorsque, pour un produit couvert par l'article 50 et exporté vers la Communauté, il est constaté, ou il peut être attendu dans les mois qui suivent, une baisse substantielle de leur capacité de production ou d'exportation ou de leurs recettes d'exportation dans une proportion telle qu'elle affecte gravement la politique de développement des Etats ACP concernés en compromettant gravement la rentabilité d'une production par ailleurs viable et économique, la mettant ainsi dans l'impossibilité de renouveler normalement ou de maintenir l'outil de production ou la capacité d'exportation.

2. La possibilité de recours mentionnée ci-dessus est également ouverte lorsqu'une baisse substantielle de la capacité de production ou d'exportation intervient ou est prévue en raison d'accidents et d'incidents techniques sérieux ou d'événements politiques graves, internes ou externes.

3. On entend par baisse substantielle des capacités de production ou d'exportation une baisse de 10%.

Article 53. 1. Un Etat ACP qui, au cours des quatre années précédentes, a tiré, en règle générale, 15% au moins de ses recettes d'exportation de l'exportation d'un produit couvert par l'article 50, peut demander à bénéficier d'une intervention financière dans le cadre des ressources affectées à la facilité de financement spéciale, lorsque les conditions prévues à l'article 52 sont réunies.

2. Toutefois, pour les Etats visés à l'article 155, paragraphe 3, le taux prévu au premier alinéa est de 10%.

3. La demande d'intervention est adressée à la Commission, qui l'examine en liaison avec l'Etat ACP concerné. Le fait que les conditions sont réunies est constaté d'un commun accord par la Communauté et l'Etat ACP. Le constat notifié par la Commission à l'Etat ACP confère à ce dernier un droit à l'intervention de la Communauté par le moyen de la facilité de financement spéciale.

Article 54. 1. L'intervention prévue à l'article 53 est orientée vers les objectifs définis à l'article 49.

2. Le montant de cette intervention destiné à financer des projets ou programmes est fixé par la Commission en fonction des fonds disponibles au titre de la facilité de financement spéciale, de la nature des projets ou programmes proposés par l'Etat ACP concerné et des possibilités de cofinancement. Ce montant est fixé compte tenu de l'importance de la baisse des capacités de production et d'exportation et des pertes de recettes subies par les Etats ACP telles qu'elles sont définies à l'article 52.

3. En aucun cas, un seul Etat ACP ne peut bénéficier de plus de 50% des fonds disponibles au titre de la tranche annuelle.

4. Les procédures applicables à l'assistance dans les circonstances mentionnées ci-dessus et les modalités d'exécution sont celles prévues au titre VII; elles tiennent compte de la nécessité d'une mise en œuvre rapide de l'aide.

Article 55. 1. Pour permettre la mise en œuvre de mesures conservatoires propres à enrayer la dégradation de l'outil de production pendant l'instruction ou l'exécution de ces projets ou programmes, la Communauté peut accorder une avance à l'Etat ACP qui en fait la demande. Cette possibilité n'exclut pas le recours par l'Etat ACP au bénéfice des aides d'urgence prévues à l'article 137.

2. L'avance étant accordée à titre de préfinancement de projets ou programmes qu'elle précède et prépare, il est tenu compte de l'importance et de la nature de ces projets ou programmes lors de la fixation de son montant.

3. L'avance prend la forme de fournitures, de prestations de services ou de versements en espèces, si cette dernière modalité est jugée plus appropriée.

4. Elle est incorporée au montant affecté aux interventions de la Communauté sous forme de projets ou programmes au moment de la signature de la convention de financement relative à celles-ci.

Article 56. Les aides accordées sur la facilité de financement spéciale sont remboursées selon les mêmes modalités et dans les mêmes conditions que les prêts spéciaux, compte tenu des dispositions prises en faveur des Etats visés à l'article 155, paragraphe 3.

Chapitre 2. DÉVELOPPEMENT DU POTENTIEL MINIER ET ÉNERGÉTIQUE DES ETATS ACP

Article 57. La Communauté est prête à accorder son concours technique et financier en vue d'aider à la mise en valeur du potentiel minier et énergétique des Etats ACP selon les modalités propres à chacun des instruments dont elle dispose et selon les dispositions de la présente Convention.

Article 58. A la demande d'un ou de plusieurs Etats ACP, la Communauté mettra en œuvre des actions d'assistance technique visant à renforcer leur capacité scientifique et technique dans les domaines de la géologie et des mines de façon qu'ils puissent tirer un meilleur profit des connaissances disponibles et orienter en conséquence leurs programmes de recherche et d'exploration.

Le cas échéant, la Communauté apportera en outre son assistance technique et financière à la mise en place de fonds nationaux ou régionaux d'exploration dans les Etats ACP.

Dans le domaine des recherches et des investissements préparatoires à la mise en exploitation des projets miniers et énergétiques, la Communauté peut apporter un concours sous forme de capitaux à risques, éventuellement en liaison avec des participations en capital fournies par les Etats ACP intéressés et d'autres sources de financement selon les modalités de l'article 105.

Article 59. La Banque européenne d'investissement, ci-après dénommée « Banque », peut, en conformité avec ses statuts, engager cas par cas ses ressources propres au-delà du montant fixé à l'article 95 dans des projets d'investissements miniers et énergétiques reconnus par l'Etat ACP concerné et par la Communauté comme étant d'intérêt mutuel.

TITRE IV. INVESTISSEMENTS

Article 60. La Communauté et les Etats membres s'emploient à mettre en œuvre les mesures propres à inciter leurs opérateurs économiques à participer à l'effort de développement industriel des Etats ACP et encouragent ces opérateurs à se conformer aux objectifs et priorités de développement ainsi qu'aux dispositions législatives et réglementaires appropriées des Etats ACP.

Article 61. Chaque Etat ACP prend les mesures nécessaires pour promouvoir, dans le cadre du présent titre, une coopération efficace avec la Communauté et les Etats membres ou avec les opérateurs économiques ou ressortissants des Etats membres qui respectent les objectifs et priorités de développement de l'Etat ACP d'accueil.

Article 62. Chaque Etat ACP s'efforce de fournir une indication aussi claire que possible de ses domaines prioritaires de coopération industrielle et de la forme qu'il souhaiterait donner à cette coopération.

Article 63. Les Parties contractantes sont conscientes de l'importance des investissements pour la promotion de leur coopération au développement et reconnaissent à cet égard la nécessité de prendre les mesures propres à promouvoir ces investissements dans les domaines d'intérêt mutuel.

Article 64. Les Parties contractantes conviennent que le traitement des investissements provenant d'Etats membres et effectués dans les Etats ACP est régi par les dispositions de la déclaration commune figurant à l'annexe IX de l'acte final.

TITRE V. COOPÉRATION INDUSTRIELLE

Article 65. La Communauté et les Etats ACP, reconnaissant la nécessité impérieuse de promouvoir le développement industriel des Etats ACP, conviennent de prendre toutes les mesures nécessaires en vue de réaliser une coopération industrielle efficace.

Article 66. La coopération industrielle entre la Communauté et les Etats ACP poursuit les objectifs suivants :

- a) Promouvoir de nouvelles relations de complémentarité dynamique dans le domaine industriel entre la Communauté et les Etats ACP, notamment en établissant de nouveaux liens industriels et commerciaux entre les industries de la Communauté et celles des Etats ACP;
- b) Promouvoir le développement et la diversification de tous les types d'industries des Etats ACP et, à cet égard, favoriser la coopération tant au niveau régional qu'au niveau interrégional;
- c) Promouvoir l'établissement d'industries d'intégration capables de créer des liens entre différents secteurs industriels dans les Etats ACP, de manière à fournir à ces Etats la base essentielle au développement de leur technologie;
- d) Favoriser la complémentarité entre l'industrie et les autres secteurs de l'économie, notamment l'agriculture, en développant des industries liées à l'agriculture, de manière à ralentir l'exode rural, à stimuler la production alimentaire et les autres activités productrices et à promouvoir la création d'autres industries basées sur les ressources naturelles;
- e) Faciliter le transfert de la technologie et promouvoir son adaptation aux conditions et besoins spécifiques des Etats ACP et aider ceux-ci à préciser,

- évaluer et sélectionner les technologies nécessaires à leur développement et à poursuivre leurs efforts en vue de renforcer leur capacité en matière de recherche appliquée aux fins d'adaptation de la technologie et en matière de formation de spécialistes des activités industrielles à tous les niveaux;
- f) Favoriser la participation des ressortissants des Etats ACP à tous les types d'industries qui sont en cours de développement dans leur pays;
 - g) Contribuer le plus possible à créer des emplois pour les ressortissants des Etats ACP, à offrir à ces Etats des débouchés nationaux et extérieurs et à leur procurer des recettes en devises;
 - h) Faciliter le développement général de l'industrie des Etats ACP, en particulier leur production de produits manufacturés, en tenant dûment compte de leurs besoins spécifiques quant à la formulation de politiques conçues en vue d'un ajustement des structures industrielles de la Communauté aux changements survenant au niveau mondial;
 - i) Encourager la création dans les Etats ACP d'entreprises industrielles communes ACP-CEE;
 - j) Encourager et promouvoir l'établissement et le renforcement dans les Etats ACP d'associations industrielles et commerciales contribuant à la pleine utilisation des ressources internes de ces Etats, dans le but de développer leurs industries nationales;
 - k) Aider à la création et au fonctionnement dans les Etats ACP d'institutions destinées à fournir à l'industrie des services en matière de réglementation et des services de conseil;
 - l) Renforcer les institutions de financement existantes et créer les conditions favorables aux emprunts de capitaux, de façon à encourager la croissance et le développement des industries dans les Etats ACP, y compris la promotion des petites et moyennes industries de base rurales et à forte intensité de main-d'œuvre.

Article 67. En vue d'atteindre les objectifs énoncés à l'article 66, la Communauté contribue, par tous les moyens prévus à cet effet dans la présente Convention, à la réalisation de programmes, projets et actions, qui lui sont présentés à l'initiative ou avec l'accord des Etats ACP dans les domaines de la formation industrielle, des petites et moyennes entreprises industrielles, de la transformation sur place des matières premières ACP, de la coopération en matière de technologie, des infrastructures industrielles, de la promotion commerciale, de la coopération en matière d'énergie et de l'information et de la promotion industrielles.

Article 68. La Communauté fournit, par tous les moyens dont elle dispose dans le cadre de la coopération financière et technique, l'assistance nécessaire dans le domaine de la formation industrielle y compris celle en rapport avec les investissements industriels, notamment de la Communauté et de ses Etats membres, en vue de permettre aux Etats ACP d'acquérir, de développer et d'adapter les compétences technologiques qui sont essentielles pour leur croissance industrielle et l'amélioration de la qualité de la vie de leur population.

A cette fin, la Communauté fournit, sur la base des demandes adressées par les Etats ACP, une assistance efficace pour l'évaluation des besoins et la réalisation d'actions appropriées telles que :

- a) Le placement de ressortissants des Etats ACP dans des institutions techniques et dans d'autres instituts d'études supérieures appropriés;

- b) La création et le fonctionnement au niveau national ou régional d'instituts ou de centres de formation et de recherche des Etats ACP;
- c) L'établissement et la mise en œuvre de programmes prévoyant une formation industrielle spécialisée pour les ressortissants des Etats ACP à tous les niveaux et l'organisation de cours de formation pratique et de détachements dans des entreprises et des industries, tant dans la Communauté que dans les Etats ACP;
- d) La création et la promotion d'activités visant à la consolidation des technologies nationales appropriées et à l'acquisition de technologies étrangères adéquates, notamment celles d'autres pays en développement;
- e) La promotion d'échanges et d'autres formes de coopération entre les universités et les instituts spécialisés de la Communauté et des Etats ACP.

Article 69. La Communauté contribue à l'établissement et au développement de tous les types de petites et moyennes entreprises industrielles que les Etats ACP considèrent comme importantes pour leurs objectifs de développement, grâce à des actions de coopération financière et technique adaptées aux besoins spécifiques de ces entreprises dans ces Etats et par l'encouragement, au moyen d'incitations appropriées, du transfert de ressources adéquates en provenance d'entreprises privées de la Communauté, notamment par le biais d'entreprises communes entre des petites et moyennes entreprises industrielles de la Communauté et des Etats ACP. Ces actions visent notamment à :

- 1) Evaluer les potentialités de développement du secteur des petites et moyennes entreprises industrielles;
- 2) Etablir et renforcer les institutions d'information, de promotion, de consultation, de surveillance et de crédit, ainsi que les facilités pour la promotion de la commercialisation extérieure et intérieure;
- 3) Créer des infrastructures et des zones industrielles appropriées;
- 4) Organiser une formation de base et des activités de perfectionnement;
- 5) Mettre en place des structures adéquates visant au transfert, à l'adaptation et à l'innovation technologiques appropriés;
- 6) Identifier les possibilités de sous-traitance et faciliter leur mise en œuvre;
- 7) Assurer le financement d'actions en faveur des petites et moyennes entreprises industrielles.

Article 70. Dans le cadre de la coopération globale concernant le développement industriel, l'accent sera mis tout spécialement sur la transformation intérieure des matières premières des Etats ACP, afin que les matières premières transformées représentent une part équitable et plus importante tant dans la production que dans les exportations des Etats ACP. Dans ce contexte, il sera tenu compte, le cas échéant, des exigences sectorielles spécifiques, une attention appropriée étant portée au secteur de l'industrie alimentaire. La Communauté contribuera, par les différents moyens de la coopération financière et technique :

- 1) A la promotion, au développement et au financement des industries de transformation dans les Etats ACP;
- 2) Aux études de faisabilité;

- 3) A l'évaluation des possibilités de transformation et à la communication d'informations sur les technologies de transformation;
- 4) A la promotion dans la Communauté et sur d'autres marchés des exportations de produits transformés par les Etats ACP.

Article 71. En vue d'aider les Etats ACP à renforcer leur capacité intérieure de développement scientifique et technologique et de faciliter l'acquisition, le transfert et l'adaptation de la technologie dans des conditions permettant d'en tirer le maximum d'avantages et d'en réduire les coûts à un minimum, la Communauté est disposée, grâce aux instruments de la coopération financière et technique, à contribuer notamment :

- a) A l'établissement et au renforcement d'infrastructures scientifiques et techniques liées à l'industrie dans les Etats ACP;
- b) A la définition et à la mise en œuvre de programmes de recherche et développement;
- c) A l'identification et à la création de possibilités de collaboration entre instituts de recherche, institutions d'études supérieures et entreprises des Etats ACP, de la Communauté, des Etats membres et d'autres pays;
- d) A l'identification, à l'évaluation et à l'acquisition de la technologie y compris la négociation en vue de l'acquisition, à des conditions favorables, de technologies, de brevets et d'autres propriétés industrielles étrangères, notamment par voie de financement et/ou par d'autres arrangements appropriés avec des entreprises et des institutions situées dans la Communauté;
- e) A la fourniture aux Etats ACP de services de conseil pour l'élaboration de réglementations régissant le transfert de la technologie et pour la communication d'informations disponibles, notamment en ce qui concerne les conditions des contrats relatifs à la technologie, les types et sources de technologie et l'expérience des Etats ACP et des autres pays quant à l'utilisation de certaines technologies;
- f) A la promotion de la coopération technologique entre les Etats ACP et entre ces derniers et d'autres pays en développement, afin d'utiliser au mieux toutes les possibilités scientifiques et techniques particulièrement appropriées que ces Etats pourraient détenir.

Article 72. La Communauté contribue, par tous les moyens à sa disposition dans le cadre de la coopération financière et technique, à la création et à l'extension dans les Etats ACP des infrastructures nécessaires au développement industriel, en particulier dans les domaines des transports et des communications, de l'énergie, de la recherche et de l'adaptation de la technologie, de la formation industrielle et de l'implantation d'industries.

Article 73. 1. La Communauté contribue à la création et à l'extension dans les Etats ACP d'entreprises relevant notamment des domaines suivants :

- a) Industries d'intégration capables de créer des liaisons entre les différents secteurs de l'économie;
- b) Industries de transformation des ressources naturelles des Etats ACP;
- c) Industries liées au développement de l'agriculture et à la promotion de la production agricole;

d) Tout autre type de production susceptible d'augmenter la valeur ajoutée localement, d'avoir des effets favorables sur l'emploi ou la balance commerciale, de faciliter la diversification ou l'équilibre régional de l'industrie ou de favoriser la coopération industrielle ou interrégionale.

2. Le financement par la Communauté est assuré en priorité par des prêts de la Banque et par des capitaux à risques, qui sont les modes de financement spécifiques pour les entreprises industrielles. Les modes d'utilisation des capitaux à risques sont définis dans le titre VII, dans le but d'en permettre l'adaptation aux difficultés particulières propres au financement des entreprises industrielles dans les Etats ACP.

Article 74. En vue de permettre aux Etats ACP de tirer pleinement profit du régime des échanges et des autres dispositions de la présente Convention, des actions de promotion commerciale sont mises en œuvre pour favoriser la commercialisation des produits industriels des Etats ACP, tant sur le marché de la Communauté que sur les autres marchés extérieurs, et également de manière à stimuler et à développer les échanges de produits industriels entre les Etats ACP, conformément à l'article 93.

Article 75. La mise en œuvre des programmes, projets et actions de coopération industrielle qui comportent un financement par la Communauté s'effectue conformément au titre VII, compte tenu des caractéristiques propres des interventions dans le secteur industriel.

Article 76. 1. La Communauté et les Etats ACP reconnaissent les avantages mutuels de la coopération dans le secteur de l'énergie. Dans le but de développer les potentialités énergétiques traditionnelles et non traditionnelles et l'autosuffisance des Etats ACP, la Communauté apportera son aide notamment aux activités suivantes :

- a) Etablissement d'inventaires des ressources et de la demande énergétiques, une attention appropriée étant portée à la demande énergétique non commerciale;
- b) Mise en œuvre de stratégies relatives aux sources d'énergie de remplacement dans des programmes et projets qui tiendront spécialement compte de l'expérience des Etats ACP et qui concerneront notamment les sources d'énergie éolienne, solaire, géothermique et hydraulique;
- c) Développement du potentiel d'investissement pour l'exploration et le développement de sources d'énergie nationales et régionales ainsi que pour le développement de sites de production énergétique exceptionnelle permettant l'établissement d'industries à haute intensité énergétique;
- d) Renforcement de la gestion et du contrôle des Etats ACP sur leurs ressources énergétiques conformément à leurs objectifs de développement par tous les moyens prévus dans la présente Convention;
- e) Définition d'un programme d'énergie rurale qui mettra l'accent sur les technologies énergétiques et la planification énergétique rurales répondant aux besoins essentiels;
- f) Promotion de la recherche, de l'adaptation et de la diffusion de la technologie appropriée ainsi que de la formation nécessaire pour satisfaire les besoins en main-d'œuvre du secteur énergétique;

- g) Production dans les Etats ACP des équipements nécessaires à la production et à la distribution de l'énergie ainsi qu'à la mise en application de techniques permettant d'économiser l'énergie;
- h) Mise en œuvre de mesures permettant de minimiser l'impact négatif de la production énergétique sur l'environnement et de promouvoir les projets positifs du point de vue écologique;
- i) Conservation des ressources énergétiques présentes et futures des Etats ACP, qu'elles soient traditionnelles ou non traditionnelles.

2. La mise en œuvre des programmes, projets et actions de coopération dans le secteur de l'énergie qui comportent un financement par la Communauté s'effectue conformément au titre VII.

En ce qui concerne notamment les projets de recherche et les projets expérimentaux ainsi que les projets d'exploration et de développement présentant un intérêt mutuel, les ressources prévues au titre VII peuvent être complétées par :

- a) D'autres ressources financières et techniques de la Communauté;
- b) Des actions visant à la mobilisation de capitaux publics et privés, notamment le cofinancement.

Article 77. 1. Des activités d'information et de promotion industrielles seront entreprises en vue d'assurer et d'intensifier l'échange régulier d'informations et d'organiser les contacts nécessaires dans le domaine industriel entre la Communauté et les Etats ACP.

2. Ces activités d'information et de promotion industrielles pourraient notamment avoir pour objet :

- a) De réunir et de diffuser toutes informations utiles portant sur l'évolution des politiques industrielles dans la Communauté, les Etats ACP et à l'échelle mondiale, et sur les conditions et possibilités de développement industriel des Etats ACP;
- b) D'organiser, à la demande de la Communauté ou des Etats ACP, des rencontres destinées à faire le point sur les sujets mentionnés sous a);
- c) D'organiser et de faciliter toutes autres formes de contacts et de rencontres entre responsables des politiques industrielles, promoteurs et opérateurs économiques de la Communauté et des Etats ACP;
- d) De réaliser des études et évaluations visant à mettre en évidence les possibilités concrètes de coopération industrielle avec la Communauté, afin de promouvoir le développement industriel des Etats ACP et de faciliter la mise en œuvre de ces actions;
- e) De contribuer, par des actions de coopération technique appropriées, à la création, à la mise en place et au fonctionnement d'organismes de promotion industrielle des Etats ACP;
- f) De faciliter l'accès à la documentation et aux autres sources de données disponibles dans la Communauté ainsi que leur utilisation.

Article 78. 1. Un Comité de coopération industrielle, placé sous la tutelle du Comité des ambassadeurs, est chargé :

- a) De faire le point sur l'état d'avancement du programme global de coopération industrielle qui résulte de la présente Convention et, le cas échéant, de soumettre des recommandations au Comité des ambassadeurs;

- b) D'examiner les problèmes et les questions intéressant la politique en matière de coopération industrielle qui lui sont soumis par les Etats ACP ou par la Communauté, et de procéder au besoin à une évaluation sur ces points en vue de proposer des solutions adéquates;
- c) D'organiser, à la demande de la Communauté ou des Etats ACP, un examen des tendances des politiques industrielles des Etats ACP et des Etats membres ainsi que de l'évolution de la situation industrielle dans le monde, en vue d'échanger les informations nécessaires pour améliorer la coopération industrielle et faciliter le développement industriel des Etats ACP;
- d) D'orienter, superviser et contrôler les activités du Centre pour le développement industriel visé à l'article 79 et de faire rapport au Comité des ambassadeurs et, par son intermédiaire, au Conseil des ministres;
- e) D'exécuter toutes les autres tâches qui peuvent lui être confiées par le Comité des ambassadeurs.

2. La composition du Comité de coopération industrielle et ses modalités de fonctionnement sont arrêtées par le Conseil des ministres.

Article 79. Le Centre pour le développement industriel, établi conformément à l'article 36 de la Convention ACP-CEE de Lomé, contribue, dans le cadre des dispositions et des principes du présent titre, à établir et renforcer les entreprises industrielles des Etats ACP, notamment en encourageant les initiatives des opérateurs économiques de la Communauté et des Etats ACP.

En tant qu'instrument opérationnel pratique, le Centre apporte à cette fin une assistance à la promotion de projets industriels viables répondant aux besoins des Etats ACP et tient particulièrement compte de l'importance des possibilités des marchés intérieurs et extérieurs, de la transformation des matières premières et de l'utilisation des ressources locales pour l'industrie manufacturière. Ces activités sont entreprises en coopération étroite avec les Etats ACP, les Etats membres ainsi que la Commission et la Banque dans le cadre de leurs compétences respectives.

Dans son programme de promotion industrielle, il met tout particulièrement l'accent sur l'identification et l'exploitation des possibilités d'entreprises communes et de sous-traitance ainsi que sur les potentialités des petites et moyennes entreprises industrielles. Par ailleurs, il porte une attention adéquate au développement et à la consolidation des projets industriels régionaux.

Dans ses efforts pour aider à la création et au renforcement d'entreprises industrielles dans les Etats ACP, le Centre adopte les mesures appropriées dans la limite de ses ressources et de ses fonctions dans le domaine du transfert et du développement de la technologie, de la formation et de l'information industrielles.

Article 80. 1. Afin d'atteindre son objectif, le Centre est chargé :

- a) De réunir et de diffuser toutes les informations utiles sur les conditions et les possibilités de coopération industrielle ainsi que d'organiser et de faciliter toutes formes de contacts et rencontres entre responsables des politiques industrielles, promoteurs et opérateurs économiques et financiers de la Communauté et des Etats ACP;

- b) De mettre à disposition informations, services de conseil et compétences techniques spécifiques, y compris des études de faisabilité, dans le but d'accélérer la création des entreprises industrielles dont les Etats ACP ont besoin et d'assurer la viabilité des entreprises existantes; le Centre prête assistance, si nécessaire, au suivi et à la mise en œuvre;
- c) D'identifier et d'évaluer, sur la base des besoins communiqués par les Etats ACP, les possibilités de formation industrielle répondant aux exigences des entreprises industrielles existantes ou envisagées dans les Etats ACP, en tenant compte des différents moyens disponibles pour la réalisation et le financement de ces actions de formation et, si nécessaire, d'aider à leur mise en œuvre;
- d) D'identifier, d'évaluer et de fournir des informations et des avis sur l'acquisition, l'adaptation et le développement de la technologie industrielle appropriée, y compris les infrastructures technologiques, se rapportant à des projets concrets intéressant les Etats ACP;
- e) D'identifier et de fournir des informations, si nécessaire, sur les sources possibles de financement.

2. Dans l'accomplissement de ses fonctions, le Centre sera attentif aux problèmes spécifiques des Etats ACP les moins développés, enclavés et insulaires.

Article 81. 1. Le Comité de coopération industrielle est l'autorité de tutelle du Centre.

2. Le Centre est dirigé par un directeur, assisté d'un directeur adjoint, qui sont tous deux nommés par le Comité. Le Comité adopte les dispositions applicables au personnel du Centre.

3. Un Conseil consultatif a pour tâche de conseiller et d'assister le Centre dans la programmation et le développement de ses activités industrielles. Le Conseil consultatif est consulté, le cas échéant, par le directeur sur toutes les opérations envisagées et sur les questions importantes se rapportant aux activités du Centre. Il peut également, de sa propre initiative, formuler toute proposition ou soumettre au directeur toute question lorsqu'il le juge utile. Il donne son avis sur le programme annuel de travail, le budget et le rapport général.

4. Le Conseil consultatif du Centre est composé de personnes justifiant d'une grande expérience en matière industrielle et en particulier dans le secteur manufacturier. Elles sont choisies *intuitu personae* en fonction de leurs qualifications parmi les ressortissants des Etats Parties à la présente Convention et sont nommées par le Comité suivant les modalités définies par celui-ci.

5. Le budget du Centre, accompagné de l'avis du Conseil consultatif, est examiné et adopté par le Comité de coopération industrielle. Le Comité adopte le règlement financier du Centre. La Communauté contribue au financement de ce budget au moyen d'une dotation séparée d'un montant maximum de 25 millions d'UCE prélevée sur les montants affectés au titre de l'article 133 au financement des projets de coopération régionale.

6. Deux commissaires aux comptes vérifient la gestion financière du Centre.

7. Les statuts et le règlement intérieur du Centre sont arrêtés par le Conseil des ministres sur proposition du Comité des ambassadeurs après l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 82. Dans le cadre de l'application du présent titre, la Communauté répond aux besoins et aux problèmes spécifiques des Etats ACP les moins développés, enclavés et insulaires, en conformité avec les priorités établies par ces Etats, notamment pour la transformation de leurs matières premières, le développement, le transfert et l'adaptation de la technologie, le développement des petites et moyennes entreprises industrielles, le développement de leur infrastructure et de leurs ressources minières et énergétiques, et pour une formation adéquate dans les domaines scientifique, technologique et technique.

TITRE VI. COOPÉRATION AGRICOLE

Article 83. 1. L'objectif essentiel de la coopération agricole entre la Communauté et les Etats ACP doit être d'assister ces Etats dans leurs efforts pour résoudre les problèmes relatifs au développement rural et à l'amélioration et l'expansion de la production agricole destinée à la consommation intérieure et à l'exportation ainsi que ceux qu'ils peuvent rencontrer en ce qui concerne la sécurité de l'approvisionnement alimentaire de leurs populations.

2. A cet effet, la coopération dans le domaine du développement rural contribue, dans le cadre des objectifs généraux de la coopération financière et technique, notamment :

- a) A un relèvement du niveau de vie des populations rurales, en particulier par l'augmentation des revenus et la création d'emplois, grâce à l'accroissement de la production agricole en général;
- b) Au renforcement de la sécurité de l'approvisionnement alimentaire des Etats ACP et à la satisfaction des besoins alimentaires de leurs populations, notamment par l'amélioration quantitative et qualitative de la production vivrière;
- c) A l'amélioration de la productivité des activités rurales et à leur diversification, notamment par le transfert de technologies appropriées et par une exploitation rationnelle des ressources végétales et animales, tout en protégeant l'environnement;
- d) A la valorisation sur place des productions agricoles, notamment par la transformation des produits végétaux et animaux dans les pays concernés;
- e) Au développement socioculturel du monde rural, notamment par des actions intégrées dans le domaine de la santé et de l'éducation;
- f) A l'augmentation de la capacité des populations à assurer leur propre développement, notamment par une plus grande maîtrise de leur environnement technique et économique.

Article 84. En vue d'atteindre les objectifs visés à l'article 83, les actions de coopération dans le domaine du développement rural prennent notamment les formes suivantes :

- a) Projets de développement rural intégré intéressant en particulier les exploitations familiales et les coopératives paysannes et favorisant, en outre, les activités artisanales et commerciales en milieu rural;
- b) Aménagements hydro-agricoles de différents types utilisant les ressources en eau disponibles : micro-hydraulique villageoise, régularisation des cours d'eau et aménagement des sols par la maîtrise partielle ou totale de l'eau;
- c) Interventions dans le domaine de la protection, de la conservation et du stockage des récoltes ainsi que dans celui de la commercialisation des pro-

- duits agricoles en vue de créer les conditions propres à inciter les agriculteurs à accroître la production;
- d) Création d'unités agro-industrielles intégrant la production agricole primaire, sa transformation, son conditionnement et la commercialisation du produit fini;
 - e) Interventions dans le domaine de l'élevage : protection, exploitation et amélioration du cheptel et valorisation des produits de l'élevage;
 - f) Interventions dans le domaine de la pêche et de la pisciculture : exploitation des ressources naturelles et développement de nouvelles productions, conservation et commercialisation des produits;
 - g) Exploitation et développement des ressources forestières à des fins de production ou de protection de l'environnement;
 - h) Mise en œuvre de mesures destinées à élever le niveau de vie en milieu rural, notamment par l'amélioration des infrastructures sociales, des adductions d'eau potable et des réseaux de communication;
 - i) Interventions dans le domaine de la recherche agronomique et zootechnique appliquée, qui peuvent se révéler nécessaires avant ou pendant la mise en œuvre des actions de coopération agricole;
 - j) Interventions dans le domaine de la formation, à tous les niveaux, des cadres nationaux appelés à assumer la responsabilité de la conception, de la mise en œuvre et de la gestion des activités de développement rural ainsi que des projets dans le domaine de la recherche agronomique et zootechnique appliquée.

Article 85. Les actions de coopération en milieu rural, telles que définies à l'article 84, s'inscrivent dans le cadre de la politique de développement des Etats ACP, conformément aux choix et priorités qu'il appartient à ces Etats de définir. Les moyens financiers et techniques de la Communauté nécessaires à la réalisation des actions prévues dans les programmes indicatifs viennent s'ajouter aux moyens propres des Etats ACP et sont mis en œuvre conformément aux dispositions du titre VII.

Article 86. Pour la mise en œuvre des actions de coopération prévues à l'article 84 et afin d'améliorer l'efficacité des différents services des Etats ACP responsables du développement rural, aussi bien nationaux qu'interétatiques, ces services peuvent avoir recours à une assistance technique en faisant appel à des experts ou à des équipes de consultants, notamment pour assumer les tâches suivantes :

- Formulation des politiques de développement rural,
- Identification et élaboration des projets dans ce domaine,
- Exécution, gestion et évaluation de ces projets,
- Activités de recherche appliquée,
- Formation de personnels nationaux.

La mise à disposition de l'assistance technique se fait dans le cadre d'un mandat définissant les tâches à accomplir pour une durée déterminée, conformément aux dispositions du titre VII. Les actions d'assistance doivent s'inscrire dans les programmes indicatifs nationaux ou dans les programmes régionaux.

Article 87. 1. Afin de permettre aux Etats ACP de tirer un meilleur parti des possibilités d'action et de coopération interétatiques dans le domaine du développement rural, la Communauté est disposée à contribuer, au moyen des crédits affectés à la coopération régionale, à des initiatives portant sur des projets de production, de recherche ou de formation, conçues et mises en œuvre par deux Etats ACP au moins.

2. L'assistance à la coopération dans ce domaine est fournie, de préférence par l'intermédiaire des organismes nationaux ou interétatiques existants, conformément aux dispositions et aux procédures relatives à la coopération régionale.

Article 88. 1. Il est institué un Centre technique de coopération agricole et rurale.

Ce Centre est à la disposition des autorités des Etats ACP responsables du développement agricole, en vue de leur assurer un meilleur accès à l'information, à la recherche, à la formation ainsi qu'aux innovations dans le domaine agricole et rural. Pour toutes questions relevant de sa compétence, il agit en liaison étroite avec les institutions et organes mentionnés dans la présente Convention ou dans les déclarations qui y sont annexées.

2. Ce centre a pour fonctions :

- a) D'assurer, notamment à la demande des Etats ACP, la diffusion d'informations scientifiques et techniques relatives aux questions particulières soulevées par ces Etats en ce qui concerne le développement agricole;
- b) D'orienter vers les organismes compétents les demandes des Etats ACP portant sur des techniques spécifiques ou sur l'adaptation de celles-ci dans le domaine agricole;
- c) De faciliter la mise à la disposition des institutions de recherche agronomique des Etats ACP de publications scientifiques traitant des problèmes agricoles ainsi que l'accès de ces institutions aux banques de données;
- d) De faciliter la diffusion de l'information concernant la programmation de la recherche agronomique en fonction des impératifs prioritaires du développement;
- e) De provoquer des rencontres entre chercheurs, planificateurs et spécialistes du développement, de façon à permettre une meilleure confrontation des expériences acquises en ce qui concerne des zones écologiques données et des problèmes déterminés;
- f) De favoriser entre les organismes spécialisés dans les différents aspects de l'agriculture tropicale et du monde rural l'échange d'informations et de résultats concernant des activités sur le terrain;
- g) De contribuer à faciliter l'adaptation des informations disponibles aux besoins de la vulgarisation et du développement;
- h) De faciliter l'accès des formateurs et vulgarisateurs des Etats ACP à l'information dont ils ont besoin pour s'acquitter de leurs tâches;
- i) D'orienter les demandes de formation spécifique vers les organismes compétents existants.
- j) D'une manière générale, de faciliter l'accès des Etats ACP aux résultats des activités des organismes nationaux, régionaux et internationaux, notamment

de ceux situés dans la Communauté et dans les Etats ACP, compétents pour les questions techniques en matière de développement agricole et rural, avec lesquels il se tiendra en relation.

3. Pour déterminer les solutions appropriées aux problèmes rencontrés par les Etats ACP, et notamment pour améliorer leur accès à l'information, aux innovations techniques et à la recherche dans le domaine du développement rural, le Centre organise, entre délégués des organismes des Etats ACP et des Etats membres spécialisés dans la recherche agronomique appliquée, des réunions portant en particulier sur l'agriculture tropicale et/ou les questions de développement rural, ces organismes ayant reçu l'agrément du Comité des ambassadeurs ou des instances auxquelles celui-ci a donné délégation.

4. a) Le Comité des ambassadeurs est l'autorité de tutelle du Centre.

b) Le Centre est dirigé par un directeur nommé par le Comité des ambassadeurs dès l'entrée en vigueur de la présente Convention.

c) Le directeur du Centre rend compte des activités du Centre au Comité des ambassadeurs.

d) Les modalités de fonctionnement et la procédure d'adoption du budget du Centre sont fixées par le Comité des ambassadeurs. Le budget du Centre est financé conformément aux règles prévues par la Convention en matière de coopération financière et technique. Le directeur du Centre est assisté d'un personnel recruté dans la limite de l'effectif budgétaire arrêté par le Comité des ambassadeurs.

Article 89. L'aide alimentaire est une mesure transitoire et l'objectif ultime des Etats ACP est de parvenir à l'autosuffisance de leur production alimentaire.

La Communauté et les Etats ACP rechercheront les moyens de mieux combiner pour autant que possible avec les actions réalisées au titre des moyens prévus dans la présente Convention les actions d'aide alimentaire décidées d'une façon autonome par la Communauté en faveur d'un Etat ACP en fonction des règles et des critères d'attribution propres à ce type d'aide.

Article 90. Dans la mise en œuvre des dispositions du présent titre, il est accordé une priorité particulière aux problèmes et difficultés spécifiques des Etats ACP les moins développés, notamment dans les domaines de la production, de la transformation, de la formation, de la recherche, du transport, de la commercialisation, du conditionnement et de la mise en place d'infrastructures de stockage.

TITRE VII. COOPÉRATION FINANCIÈRE ET TECHNIQUE

Chapitre 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 91. 1. La coopération financière et technique a pour objectif de promouvoir le développement économique et social des Etats ACP, sur la base des priorités arrêtées par ces Etats, dans l'intérêt mutuel des parties.

2. Cette coopération est complémentaire des efforts déployés par les Etats ACP et est en harmonie avec ces efforts. Elle porte sur la préparation, le financement et l'exécution des projets et des programmes d'actions qui contribuent au développement économique et social des Etats ACP et dont la nature est adaptée aux besoins et caractéristiques de chacun de ces Etats.

3. Elle doit aider les Etats ACP les moins développés, enclavés et insulaires à surmonter les obstacles spécifiques qui freinent leurs efforts de développement.

4. Elle doit favoriser la coopération régionale des Etats ACP.

Article 92. 1. La coopération financière et technique tient compte de la nécessité de respecter les conditions particulières de chaque Etat, notamment en ce qui concerne sa politique de développement, les stratégies à suivre, les priorités qu'il s'est fixées, ainsi que ses potentialités et ses moyens propres.

2. Dans ce cadre, les projets et les programmes d'actions doivent contribuer à assurer tout ou partie des effets suivants :

- a) Donner aux Etats ACP les moyens d'améliorer et de maîtriser davantage les conditions de leur développement économique et social;
- b) Promouvoir une croissance soutenue et harmonieuse de l'économie des Etats ACP en augmentant quantitativement et qualitativement leur production et donc leur revenu national et en corrigeant les déséquilibres structurels grâce à la diversification et à l'intégration de leurs économies;
- c) Relever le niveau de vie des populations des Etats ACP;
- d) Permettre aux Etats ACP confrontés à des difficultés économiques et sociales graves, de caractère exceptionnel, résultant de calamités naturelles ou de circonstances extraordinaires ayant des effets comparables, de bénéficier d'aides d'urgence;
- e) Permettre ainsi l'instauration de relations économiques plus équilibrées entre les Etats ACP et le reste du monde et une participation accrue des Etats ACP aux échanges internationaux.

3. La mise en œuvre de la coopération financière et technique nécessite la participation réelle et effective des Etats ACP et de la Communauté, à tous les niveaux, à la gestion et au fonctionnement des instruments de la coopération financière et technique, ainsi qu'à l'évaluation concomitante et *ex post* des projets et programmes d'actions prévues par cette coopération, dans les conditions fixées à l'article 108.

Article 93. 1. Les projets et programmes d'actions peuvent concerner :

- Des investissements, y compris les aides d'accompagnement et de prolongement définies aux articles 152 et 153;
- Des actions de coopération technique.

2. Ces projets et programmes d'actions peuvent s'appliquer, dans le cadre des priorités retenues au niveau de la programmation et dans le cadre de la coopération régionale, notamment :

- a) Au développement rural, à l'industrialisation, à l'artisanat, à l'énergie, aux mines, au tourisme et à l'infrastructure économique et sociale;
- b) A l'amélioration structurelle des secteurs économiques productifs;
- c) A la protection de l'environnement;
- d) A la recherche, à l'exploration et à la mise en valeur des ressources naturelles;
- e) A la formation, la recherche scientifique et technique appliquée, l'adaptation ou l'innovation technologique, ainsi qu'au transfert de technologie;

- f) A la promotion et l'information industrielles;
- g) A la commercialisation et à la promotion des ventes;
- h) A la promotion des petites et moyennes entreprises nationales;
- i) Aux microréalisations de développement à la base.

3. Les aides financières peuvent couvrir les dépenses extérieures, ainsi que les dépenses locales nécessaires pour la réalisation des projets et programmes d'actions.

4. La coopération financière et technique ne peut porter sur les dépenses courantes d'administration, d'entretien et de fonctionnement, qui sont de la responsabilité des Etats ACP ou des autres bénéficiaires éventuels, que dans les conditions prévues aux articles 152 et 153.

5. Pour tenir compte des problèmes spécifiques auxquels les Etats ACP enclavés se trouvent confrontés en raison de leur position géographique, la Communauté accorde une priorité :

- a) Aux études, projets et programmes d'actions ainsi qu'aux actions de formation et d'assistance technique présentés par les Etats enclavés, qui permettent de réduire les difficultés particulières résultant de l'enclavement et notamment les difficultés de transport, de communication et d'approvisionnement en énergie;
- b) A la recherche nécessaire au développement des ressources énergétiques et minières et, en cas de besoin, à la réalisation des investissements correspondants.

6. La Communauté, consciente des difficultés particulières que connaissent les Etats ACP insulaires, notamment en ce qui concerne leurs transports et communications à l'intérieur de leurs territoires, entre ceux-ci et avec la Communauté, accorde une priorité aux mesures appropriées ayant pour objectif :

- a) De promouvoir, dans le domaine des transports maritimes et aériens, le mouvement des biens et des personnes;
- b) De développer les activités de pêche en mer;
- c) De contribuer, si nécessaire, à l'exploration et au développement des ressources énergétiques;
- d) De réduire les effets défavorables des difficultés particulières que connaissent ces Etats, qui sont en outre défavorisés en raison de leur éloignement de leurs marchés extérieurs, du caractère physiquement fragmenté de leur territoire et de leur exposition particulière à des catastrophes naturelles.

Article 94. 1. Bénéficient de la coopération financière et technique :

- a) Les Etats ACP;
- b) Les organismes régionaux ou interétatiques dont font partie un ou plusieurs Etats ACP et qui sont habilités par ces Etats;
- c) Les organismes mixtes institués par la Communauté et les Etats ACP et habilités par ces Etats à réaliser certains objectifs spécifiques, notamment dans le domaine de la coopération agricole, industrielle et commerciale.

2. Bénéficiaire également de la coopération financière et technique avec l'accord du ou des Etats ACP concernés et pour des projets ou programmes d'actions approuvés par ceux-ci :

- a) Les organismes de développement, publics ou à participation publique, des Etats ACP, et notamment leurs banques de développement;
- b) Les collectivités locales et organismes privés participant dans les pays intéressés au développement économique et social;
- c) Les entreprises exerçant leurs activités selon les méthodes de gestion industrielle et commerciale et constituées en sociétés d'un Etat ACP au sens de l'article 161;
- d) Les groupements de producteurs ressortissants des Etats ACP ou les organismes similaires et, à défaut de tels groupements ou organismes, les producteurs eux-mêmes;
- e) Les boursiers et stagiaires, pour les actions de formation.

Chapitre 2. MOYENS ET MODES DE FINANCEMENT

Article 95. Pendant la durée de la présente Convention, le montant global des concours financiers de la Communauté est de 5 227 millions d'UCE.

Ce montant comprend :

- 1) 4 542 millions d'UCE au titre du Fonds européen de développement, ci-après dénommé « Fonds », répartis de la façon suivante :
 - a) Aux fins précisées aux articles 91 et 92, 3 172 millions d'UCE dont :
 - 2 928 millions d'UCE sous forme de subventions,
 - 504 millions d'UCE sous forme de prêts spéciaux,
 - 280 millions d'UCE sous forme de capitaux à risques;
 - b) Aux fins précisées au titre II, à concurrence de 550 millions d'UCE sous forme de transferts pour la stabilisation des recettes d'exportation;
 - c) Aux fins précisées au titre III, chapitre 1, une facilité de financement spéciale, à concurrence d'un montant de 280 millions d'UCE;
- 2) Aux fins précisées aux articles 91 à 92, à concurrence de 685 millions d'UCE sous forme de prêts de la Banque accordés sur ses ressources propres et dans les conditions prévues par ses statuts. Ces prêts sont assortis, dans les conditions fixées à l'article 104, d'une bonification d'intérêt au taux de 3% dont la charge est imputée sur le montant des subventions prévues au point 1, sous a.

Article 96. A la demande des Etats ACP et avec l'accord des parties, les moyens financiers de la Communauté peuvent être affectés à des cofinancements, si ceux-ci permettent d'accroître les flux financiers à destination des Etats ACP et de soutenir leurs efforts pour l'harmonisation de la coopération internationale en faveur de leur développement. Il est porté une attention particulière notamment :

- a) Aux grands projets qui ne peuvent pas être financés par une seule source de financement;

- b) Aux projets pour lesquels la participation de la Communauté et son expérience des projets pourraient faciliter la participation d'autres institutions de financement;
- c) Aux projets pour lesquels une diversification des financements peut se révéler avantageuse du point de vue des conditions de financement ou du coût des investissements, et en particulier aux projets de nature sociale;
- d) Aux projets de caractère régional ou interrégional.

Article 97. Les cofinancements peuvent prendre la forme de financements conjoints ou de financements parallèles. La préférence est donnée à la formule qui conduit au meilleur coût et à la meilleure efficacité.

Article 98. Avec l'accord des parties concernées et sans préjudice des réglementations propres à chaque institution financière, les interventions de la Communauté et celles des autres cofinanciers font l'objet, lors de la conception et de la mise en œuvre du projet ou du programme d'actions cofinancé, de mesures nécessaires d'harmonisation et de coordination, de façon à éviter une multiplication des procédures à mettre en œuvre par les Etats ACP et à permettre un assouplissement de ces procédures.

Article 99. Avec l'accord de l'Etat ACP concerné, la Communauté peut apporter aux autres cofinanciers qui le souhaiteraient un appui administratif en vue de faciliter la mise en œuvre du projet ou du programme d'actions cofinancé.

Article 100. A la demande de l'Etat ACP intéressé et avec l'accord des autres parties concernées, la Commission ou la Banque peuvent jouer un rôle de chef de file ou de coordinateur pour les projets au financement desquels elles participent.

Article 101. 1. Les projets ou les programmes d'actions peuvent être financés, soit au moyen de subventions, soit au moyen de prêts spéciaux, soit au moyen de capitaux à risques, soit au moyen de prêts de la Banque sur ses ressources propres, soit en ayant recours conjointement à plusieurs de ces modes de financement.

2. Le financement des projets d'investissements productifs dans les secteurs industriel, agro-industriel, touristique, minier et de production d'énergie liée à un investissement dans ces secteurs est assuré en priorité au moyen de prêts de la Banque sur ses ressources propres et de capitaux à risques.

3. Dans le cas des ressources du Fonds gérées par la Commission, le ou les modes de financement sont déterminés conjointement, en fonction du niveau de développement et de la situation géographique, économique et financière du ou des Etats ACP concernés, de façon à assurer la meilleure utilisation des ressources disponibles. Il pourra aussi être tenu compte de leur impact économique et social.

4. Dans le cas des ressources gérées par la Banque, les modes de financement sont déterminés en fonction de la nature du projet, de ses perspectives de rentabilité économique et financière ainsi que du niveau de développement et de la situation économique et financière du ou des Etats ACP concernés. Il est tenu compte en outre des facteurs qui garantissent le service des aides remboursables.

Article 102. Les prêts spéciaux sont consentis pour une durée de quarante ans et sont assortis d'un différé d'amortissement de dix ans. Ils portent intérêt à 1% l'an.

Article 103. 1. Les subventions ou les prêts spéciaux peuvent être accordés à un Etat ACP ou, par son intermédiaire, à un bénéficiaire final.

2. Dans ce dernier cas, les conditions de l'affectation des fonds par l'Etat ACP au bénéficiaire final sont fixées dans la convention de financement.

3. Tout bénéfice revenant à l'Etat ACP, soit qu'il reçoive une subvention, soit qu'il reçoive un prêt dont le taux d'intérêt ou le délai de remboursement est plus favorable que celui du prêt final, est utilisé par l'Etat ACP à des fins de développement, dans les conditions prévues par la convention de financement.

4. Compte tenu de la demande de l'Etat ACP intéressé, la Banque peut, conformément aux dispositions de l'article 101, accorder les financements dont elle assure la gestion soit directement au bénéficiaire final, soit par l'intermédiaire d'une banque de développement ou de l'Etat ACP concerné.

Article 104. 1. L'examen par la Banque de l'admissibilité de projets et l'octroi de prêts sur ses ressources propres s'effectuent de concert avec le ou les Etats ACP intéressés suivant les modalités, conditions et procédures prévues par les statuts de la Banque et la présente Convention, et en tenant compte de la situation économique et financière du ou des Etats ACP concernés et des facteurs qui garantissent le service des aides remboursables.

2. Les prêts accordés par la Banque sur ses ressources propres sont assortis de conditions de durée fixées sur la base des caractéristiques économiques et financières du projet; cette durée ne peut dépasser vingt-cinq ans.

3. Le taux d'intérêt appliqué est celui pratiqué par la Banque au moment de la signature de chaque contrat de prêt. Ce taux est diminué de 3% grâce à une bonification d'intérêt, sauf si les prêts sont destinés à des investissements dans le secteur pétrolier.

Toutefois, ce taux de bonification est automatiquement ajusté de façon que le taux d'intérêt effectivement supporté par l'emprunteur ne soit ni inférieur à 5% ni supérieur à 8%.

4. Le montant total des bonifications d'intérêt, actualisé à sa valeur au moment de la signature du contrat de prêt à un taux et suivant les modalités à fixer par la Communauté, est imputé sur le montant des subventions prévu à l'article 95; il est versé directement à la Banque.

Article 105. 1. En vue de permettre la réalisation de projets dans l'industrie, l'agro-industrie, les mines, le tourisme et, dans des circonstances exceptionnelles, les transports et les télécommunications, ainsi que dans la production d'énergie liée à l'investissement dans ces secteurs, présentant un intérêt général pour l'économie du ou des Etats ACP concernés, la Communauté peut accorder des concours financiers sous forme de capitaux à risques.

2. Les concours sous forme de capitaux à risques peuvent être utilisés notamment pour :

- a) L'accroissement direct ou indirect des fonds propres ou assimilés des entreprises publiques, à participation publique ou privées et l'octroi de concours en quasi-capital à ces entreprises;

- b) Le financement d'études spécifiques pour la préparation et la mise au point de projets ainsi que l'assistance aux entreprises pendant la période de démarrage;
- c) Le financement de recherches et d'investissements préparatoires à la mise en exploitation de projets dans les secteurs minier et énergétique.

3. Pour atteindre ces objectifs, la Communauté peut prendre des participations minoritaires et temporaires dans le capital des entreprises concernées ou dans celui d'institutions spécialisées dans le financement du développement dans les Etats ACP. Ces prises de participation peuvent être effectuées conjointement avec un prêt de la Banque ou avec une autre forme de concours en capitaux à risques. Dès que les conditions sont réunies, ces participations sont cédées, de préférence à des ressortissants ou des institutions des Etats ACP.

4. Les concours en quasi-capital peuvent prendre la forme :

- a) De prêts subordonnés dont le remboursement et, le cas échéant, le paiement des intérêts n'interviennent qu'après le règlement des autres créances bancaires;
- b) De prêts conditionnels dont le remboursement ou la durée sont fonction de la réalisation de conditions déterminées au moment de l'octroi du prêt. Les prêts conditionnels peuvent être consentis directement, avec l'accord de l'Etat ACP intéressé, à une entreprise déterminée. Ils peuvent également être accordés à un Etat ACP ou à des institutions dans les Etats ACP, spécialisées dans le financement du développement, pour leur permettre de prendre une participation dans le capital d'entreprises relevant des secteurs mentionnés au paragraphe 1, dès lors que cette opération s'insère dans le financement d'investissements préparatoires ou de nouveaux investissements productifs et qu'elle est susceptible d'être complétée par une autre intervention financière de la Communauté, avec éventuellement d'autres sources de financement, dans le cadre d'une opération de cofinancement;
- c) De prêts à accorder à des institutions dans les Etats ACP, spécialisées dans le financement du développement, lorsque la nature de leurs activités et de leur gestion le permet. Ces prêts peuvent être rétrocédés à d'autres entreprises et ils peuvent servir à prendre des participations dans d'autres entreprises.

5. Les conditions des concours en quasi-capital mentionnées au paragraphe 4 sont déterminées cas par cas en fonction des caractéristiques des projets financés. Toutefois, les conditions d'octroi des concours en quasi-capital sont en règle générale plus favorables que celles des prêts bonifiés de la Banque. Le taux d'intérêt atteint au maximum celui des prêts bonifiés.

6. Si les concours mentionnés au présent article sont consentis à des sociétés d'études ou servent au financement de recherches ou d'investissements préparatoires à la mise en œuvre d'un projet, ils peuvent être incorporés dans l'assistance en capital dont la société promotrice peut bénéficier en cas de réalisation du projet.

Article 106. 1. Il est accordé un traitement particulier aux Etats ACP les moins développés dans la détermination du volume des ressources financières que ces Etats peuvent attendre de la Communauté dans le cadre de leur programme indicatif.

En outre, il est tenu compte des difficultés particulières des Etats ACP enclavés ou insulaires.

2. Ces ressources financières sont assorties de conditions de financement particulièrement favorables, compte tenu de la situation économique et de la nature des besoins propres à chaque Etat. Elles consistent essentiellement en subventions et, dans les cas appropriés, en prêts spéciaux ou en capitaux à risques.

3. Les prêts spéciaux en faveur des Etats les moins développés sont consentis pour une durée de quarante ans et sont assortis d'un différé d'amortissement de dix ans. Ils portent intérêt à 0,75% l'an.

4. La Communauté facilite en priorité l'accès des Etats ACP les moins développés aux concours en capitaux à risques gérés par la Banque.

5. D'autre part, la Banque peut accorder des prêts sur ses ressources propres dans les Etats ACP les moins développés, compte tenu des critères définis à l'article 104.

Article 107. A la demande des Etats ACP les moins développés, la Communauté peut, dans les conditions prévues à l'article 139, paragraphe 4, apporter à ces Etats son concours à l'étude des solutions de leurs problèmes d'endettement, de service de la dette et de balance des paiements.

Chapitre 3. RESPONSABILITÉS ACP ET CEE

Article 108. 1. Les interventions financées par la Communauté sont mises en œuvre par les Etats ACP et la Communauté en étroite coopération, dans le respect de l'égalité des partenaires.

2. Les Etats ACP ont la responsabilité de :

- a) Définir les objectifs et les priorités sur lesquels se fondent les programmes indicatifs qu'ils établissent;
- b) Choisir les projets et les programmes d'actions qu'ils décident de présenter au financement de la Communauté;
- c) Préparer et présenter à la Communauté les dossiers des projets et des programmes d'actions;
- d) Préparer, négocier et conclure les marchés;
- e) Exécuter les projets et les programmes d'actions financés par la Communauté;
- f) Gérer et entretenir les réalisations effectuées dans le cadre de la coopération financière et technique.

3. A la demande des Etats ACP, la Communauté peut leur fournir une assistance technique dans l'accomplissement des tâches visées au paragraphe 2. Elle examine notamment les mesures spécifiques permettant de réduire les difficultés particulières aux Etats ACP les moins développés, enclavés et insulaires dans la mise en œuvre de leurs projets et programmes d'actions.

4. Les Etats ACP et la Communauté ont la responsabilité conjointe de :

- a) Définir, dans le cadre des institutions communes, la politique générale et les lignes directrices de la coopération financière et technique;
- b) Arrêter les programmes indicatifs d'aide communautaire;

- c) Procéder à l'instruction des projets et des programmes d'actions et à l'examen de leur adéquation aux objectifs et priorités ainsi que de leur conformité aux dispositions de la présente Convention;
- d) Prendre les mesures d'application propres à assurer l'égalité des conditions de participation aux appels à la concurrence et aux marchés;
- e) Evaluer les effets et résultats des projets et des programmes d'actions achevés ou en cours d'exécution;
- f) S'assurer que la réalisation des projets et des programmes d'actions financés par la Communauté est conforme aux affectations décidées ainsi qu'aux dispositions de la présente Convention.

5. La Communauté a la responsabilité de préparer et de prendre les décisions de financement relatives aux projets et aux programmes d'actions.

6. a) Il est créé, au sein du Conseil des ministres, un Comité ACP-CEE chargé d'étudier sur un plan général et à partir d'exemples concrets les mesures propres à améliorer la mise en œuvre de la coopération financière et technique, notamment par une accélération et un allègement des procédures.

b) Ce Comité est composé, sur une base paritaire, de représentants des Etats ACP et de la Communauté désignés par le Conseil des ministres, ou de leurs mandataires. Il se réunit trimestriellement et, au moins une fois par an, au niveau des ministres.

Un représentant de la Banque assiste aux réunions du Comité.

c) Le Conseil des ministres arrête le règlement intérieur du Comité, notamment les conditions de représentation et le nombre des membres du Comité, les modalités selon lesquelles ils délibèrent et les conditions d'exercice de la présidence.

d) Dans le cadre des pouvoirs qui lui sont délégués par le Conseil des ministres, le Comité exécute les tâches suivantes :

- i) Rassembler les informations sur les procédures existantes concernant la mise en œuvre de la coopération financière et technique et apporter tous les éclaircissements nécessaires sur ces procédures;
- ii) Examiner, à la demande de la Communauté ou des Etats ACP, les difficultés spécifiques qui peuvent surgir au cours de la mise en œuvre de cette coopération;
- iii) Faire part au Conseil des ministres, dans le cadre du rapport annuel mentionné sous *f*, d'éventuelles observations et suggestions suscitées par le rapport annuel visé à l'article 119;
- iv) Présenter au Conseil des ministres toutes suggestions de nature à améliorer ou accélérer la mise en œuvre de la coopération financière et technique;
- v) Examiner les problèmes relatifs à la mise en œuvre des calendriers d'engagement, d'exécution et de paiement prévus à l'article 110, en vue de permettre l'élimination d'éventuels difficultés et blocages décelés aux différents niveaux.
- vi) Le Comité exécute les autres tâches qui lui sont confiées par le Conseil des ministres.

e) Avec l'accord du Comité des ambassadeurs, le Comité peut convoquer des réunions d'experts chargés d'étudier périodiquement les causes d'éventuels difficultés ou blocages qui apparaîtraient dans la mise en œuvre de la coopération financière et technique. Ces experts suggèrent au Comité les moyens permettant d'éliminer ces difficultés et blocages.

f) Le Comité examine le rapport annuel sur la gestion de l'aide financière et technique de la Communauté, qui lui est communiqué par la Commission en vertu de l'article 119, paragraphe 2. Il formule, à l'intention du Conseil des ministres, des recommandations et des résolutions relatives aux mesures tendant à la réalisation des objectifs de la coopération financière et technique, dans le cadre des compétences qui lui ont été conférées par ce Conseil. Il établit un rapport annuel exposant l'état de ses travaux qui est examiné par le Conseil lors de sa réunion annuelle consacrée à la définition de la politique et des lignes directrices de la coopération financière et technique visées à l'article 119.

7. Pour autant qu'il s'agisse des financements de projets qui sont du ressort de la Banque, les modalités et procédures relatives à la mise en œuvre de la coopération financière et technique, définies aux chapitres 4, 6, 7 et 8, peuvent, en concertation avec les Etats ACP concernés, faire l'objet d'adaptations pour tenir compte de la nature des projets financés par la Banque et lui permettre, dans le cadre de ses procédures statutaires, de mener ses opérations conformément aux objectifs de la présente Convention.

Chapitre 4. PROGRAMMATION, INSTRUCTION, MISE EN ŒUVRE ET ÉVALUATION

Article 109. 1. Les interventions financées par la Communauté, complémentaires des efforts propres des Etats ACP, s'intègrent dans les plans et programmes de développement économique et social de ceux-ci et s'articulent avec les objectifs et priorités de développement qu'ils déterminent aussi bien au plan national que régional.

2. Au début de la période couverte par la présente Convention, la coopération financière et technique est programmée de manière à permettre :

- a) A chaque Etat ACP de disposer, aussitôt que possible, avant l'établissement du programme indicatif, d'une indication aussi claire que possible du montant des concours financiers gérés par la Commission dont il peut bénéficier au cours de cette période ainsi que des modalités et conditions dont ces concours peuvent être assortis;
- b) Aux Parties contractantes, de veiller à l'utilisation optimale des différents instruments et moyens de coopération prévus par la présente Convention pour réaliser les objectifs de la coopération financière et technique;
- c) A la Communauté, de connaître les objectifs et priorités de développement fixés par chaque Etat ACP ainsi que les projets et les programmes d'actions que ces Etats décident de présenter en vue d'un financement dans le cadre de leurs objectifs et de leurs priorités.

3. Un programme indicatif est arrêté d'un commun accord par la Communauté et chaque Etat ACP sur la base des propositions formulées par ce dernier. Ce programme indique :

- a) Les orientations et le champ d'application de coopération financière et technique, tels qu'ils résultent des échanges de vues entre les représentants de l'Etat ACP et ceux de la Communauté;

- b) Les objectifs et les priorités de l'Etat ACP pour lesquels l'appui financier de la Communauté est considéré comme particulièrement approprié;
- c) Les projets et les programmes d'actions spécifiques, pour autant qu'ils aient été clairement identifiés, permettant d'atteindre ces objectifs de développement. Ces projets et ces programmes d'actions, ainsi que ceux identifiés par la suite à la lumière des objectifs et priorités inscrits dans le programme indicatif, font ensuite l'objet d'une instruction conformément aux dispositions de l'article 112.

4. En fonction de ces divers éléments, un rythme optimal d'engagement est défini dans les conditions fixées à l'article 110.

5. Les programmes indicatifs sont suffisamment souples pour tenir compte des modifications pouvant survenir dans la situation économique de chaque Etat ACP et de tout changement dans leurs priorités et objectifs initiaux. Chaque programme peut être révisé à la demande de l'Etat ACP concerné. En tout état de cause, il est réexaminé au moins une fois au cours de la période couverte par la présente Convention.

6. Ces programmes ne couvrent pas les aides d'urgence visées à l'article 137 ni les actions de stabilisation des recettes d'exportation prévues au titre II.

7. A l'occasion de l'établissement du programme indicatif d'un Etat ACP, les représentants de l'Etat ACP et de la Communauté procèdent à un échange de vues sur les priorités et les objectifs de l'Etat ACP au niveau régional. Il est pris note des projets et programmes d'actions spécifiques permettant d'atteindre ces objectifs dans le cadre de la coopération régionale.

Article 110. 1. a) Lors de la programmation des ressources du Fonds gérées par la Commission, un rythme optimal d'engagement global, année par année, est défini avec l'Etat ACP concerné en fonction des diverses contraintes qui pèsent sur les parties et des priorités que chacune d'elles doit respecter.

b) Ce rythme optimal est déterminé de telle sorte que le montant global des sommes à engager chaque année soit réparti d'une façon aussi régulière que possible sur toute la durée d'application de la présente Convention.

c) Le reliquat éventuel du Fonds qui n'est pas engagé à la fin de la dernière année d'application de la présente Convention sera utilisé jusqu'à épuisement, dans les mêmes conditions que celles prévues par la présente Convention.

2. Lorsque l'Etat ACP a présenté un dossier de projet complet au sens de l'article 111, paragraphe 1, deuxième alinéa, un calendrier prévisionnel d'instruction, allant jusqu'au stade de l'élaboration de la proposition de financement, est arrêté par la Commission et l'Etat ACP concerné.

3. La proposition de financement comporte un calendrier prévisionnel d'exécution technique et financière du projet qui est repris dans la convention de financement et porte sur la durée des différentes phases d'exécution.

4. Un état comparatif des engagements et paiements est dressé chaque année par l'ordonnateur national et le délégué de la Commission en vue de déterminer les causes des retards constatés dans l'exécution du calendrier indicatif et de proposer les mesures de redressement qui s'imposent.

Article 111. 1. a) L'élaboration des dossiers des projets ou des programmes d'actions proposés en application des programmes indicatifs relève de la

responsabilité des Etats ACP concernés ou des autres bénéficiaires agréés par eux.

b) Les dossiers doivent contenir tous les renseignements nécessaires à l'instruction du projet.

c) Si la demande lui en est faite, la Communauté peut prêter son concours à l'établissement de ces dossiers.

2. Ces dossiers sont transmis officiellement à la Communauté par les Etats ACP ou les autres bénéficiaires prévus à l'article 94, paragraphe 1. Lorsqu'il s'agit des bénéficiaires prévus à l'article 94, paragraphe 2, l'accord exprès du ou des Etats concernés est nécessaire.

3. Tous les projets et programmes d'actions, transmis officiellement conformément au paragraphe 2, sont portés à la connaissance de l'organe de la Communauté chargé de prendre les décisions de financement.

Article 112. 1. a) L'instruction des projets et des programmes d'actions est effectuée en étroite coopération par la Communauté et les Etats ACP ou les autres bénéficiaires éventuels.

b) Cette instruction porte sur les divers aspects des projets et des programmes d'actions et notamment sur les aspects économiques, sociaux, techniques, financiers et administratifs.

c) L'instruction doit permettre d'apprécier si les projets et les programmes d'actions répondent effectivement aux critères définis au paragraphe 2.

2. Les critères utilisés pour l'instruction des projets et des programmes d'actions sont les suivants :

a) Les projets ou les programmes d'actions doivent répondre aux objectifs et aux priorités de l'Etat ACP. Ils doivent tenir compte des efforts nationaux ainsi que des autres ressources d'origine extérieure et être cohérents avec eux ainsi qu'avec les dispositions de la présente Convention;

b) L'efficacité des projets et des programmes d'actions est appréciée grâce à une analyse comparant les moyens d'intervention envisagés avec les effets escomptés, sous les aspects techniques, sociaux, économiques et financiers; les variantes possibles sont examinées;

c) La viabilité des projets et des programmes d'actions est appréciée pour les différents agents économiques concernés, qu'il s'agisse de l'Etat, d'une entreprise ou des collectivités locales. Cette partie de l'instruction doit permettre de s'assurer que le projet produira, pendant le délai considéré comme normal pour le type d'action concerné, les effets escomptés.

Elle doit permettre, en outre, de s'assurer de la disponibilité effective du personnel et des autres moyens, notamment financiers, d'origine locale, qui seraient nécessaires au fonctionnement et à l'entretien des investissements ainsi qu'à la couverture des charges financières éventuelles du projet.

A cet effet, des budgets prévisionnels sont établis et les possibilités d'adaptation du projet aux contraintes et aux ressources locales sont appréciées;

d) En ce qui concerne la rentabilité, l'instruction porte sur les divers effets attendus du projet, et notamment sur les effets physiques, économiques, sociaux et financiers, si possible sur la base d'une analyse coûts-avantages;

e) L'instruction doit tenir compte des effets non quantifiables des projets, et il est porté une attention particulière aux effets du projet sur l'environnement.

3. Les difficultés et contraintes spécifiques propres aux Etats ACP les moins développés et qui ont une incidence sur l'efficacité, la viabilité et la rentabilité des projets et des programmes d'actions sont prises en compte lors de l'instruction de ceux-ci.

Article 113. 1. Les conclusions de l'instruction sont résumées dans une proposition de financement destinée à servir de base à la décision de la Communauté.

2. Les propositions de financement, rédigées par les services compétents de la Communauté, sont transmises aux Etats ACP concernés.

3. a) Lorsque l'organe de la Communauté chargé d'émettre un avis sur les projets n'émet pas un avis favorable, les services compétents de la Communauté consultent les représentants du ou des Etats ACP concernés sur la suite à donner, notamment sur l'opportunité de présenter une nouvelle fois le dossier, éventuellement modifié, à l'organe en question de la Communauté.

b) Avant que cet organe n'émette son avis définitif, les représentants du ou des Etats ACP concernés sont entendus, à leur demande, par les représentants de la Communauté au sein de cet organe afin de présenter leur justification du projet.

4. Dans le cas où l'avis définitif de cet organe n'est pas favorable, les services compétents de la Communauté consultent de nouveau les représentants du ou des Etats ACP concernés, afin de savoir si le projet doit être soumis tel quel aux organes de la Communauté ou s'il doit, au contraire, être retiré ou modifié.

5. Dans le cas où l'Etat ACP estimerait que le projet doit être présenté tel quel à l'organe de décision de la Communauté, il peut transmettre tout élément qui lui paraîtrait nécessaire pour compléter l'information de cet organe avant la décision définitive. Il peut, en outre, avant qu'une décision ne soit prise par cet organe, être entendu par le président et les membres du Conseil des Communautés européennes pour apporter des éléments d'information complémentaires.

6. Lorsque le projet n'a pu être retenu pour financement par les organes de décision communautaires, l'Etat ACP concerné est informé des motifs de cette décision.

Article 114. 1. Dans le but d'accélérer les procédures, les propositions de financement peuvent porter sur des programmes pluriannuels ou des montants globaux lorsqu'il s'agit de financer :

- a) Des ensembles d'actions de formation,
- b) Des programmes de microréalisations,
- c) Des ensembles d'actions de coopération technique et de promotion commerciale.

Les décisions de financement concernant les actions et les projets individuels sont prises dans le cadre de ces programmes et de ces montants globaux.

2. Dans le même esprit, des projets et des programmes d'actions d'un montant limité peuvent faire l'objet d'une procédure accélérée de décision.

3. Dans tous les cas, l'ensemble des projets et des programmes d'actions mis en œuvre dans le cadre de la présente Convention font l'objet des mesures nécessaires d'allègement et d'accélération des procédures.

Article 115. 1. En ce qui concerne les ressources du Fonds gérées par la Commission, tout projet ou programme d'actions ayant fait l'objet d'une décision de financement donne lieu à l'établissement d'une convention de financement entre la Commission, agissant au nom de la Communauté, et le ou les Etats ACP concernés. Cette convention précise notamment l'engagement financier du Fonds, ainsi que les modalités et conditions du financement. Un échéancier des engagements et des paiements est annexé à la convention de financement.

2. Tout projet ou tout programme d'actions financé par un prêt spécial donne lieu, en outre, à l'établissement d'un contrat de prêt entre la Commission, agissant au nom de la Communauté, et l'emprunteur.

Article 116. Les reliquats constatés lors de la clôture des comptes relatifs aux projets et aux programmes d'actions financés sur les ressources du Fonds gérées par la Commission sont acquis au bénéfice de l'Etat ACP concerné et inscrits comme tels dans les écritures du Fonds. Ils peuvent être utilisés dans les conditions prévues par la présente Convention pour le financement de projets et de programmes d'actions.

Article 117. 1. a) Les dépassements de crédits enregistrés au cours de l'exécution des projets et des programmes d'actions financés sur les ressources du Fonds gérées par la Commission sont à la charge du ou des Etats ACP concernés, sous réserve des dispositions qui suivent.

b) Toutefois, les conventions de financement prévoient pour chaque projet des crédits prévisionnels destinés à couvrir les augmentations de coûts et les dépenses imprévues.

c) Les Etats ACP peuvent également prévoir à cet effet une réserve dans leurs programmes indicatifs.

2. Dès que se manifeste un risque de dépassement, l'ordonnateur national en informe l'ordonnateur principal par l'intermédiaire du délégué de la Commission. L'ordonnateur principal est informé à cette occasion des mesures que l'ordonnateur national compte prendre pour couvrir ce dépassement, soit en réduisant l'ampleur du projet ou du programme d'actions, soit en faisant appel aux ressources nationales ou à d'autres ressources non communautaires.

3. S'il apparaît impossible de réduire l'ampleur du projet ou du programme d'actions ou de couvrir le dépassement par des ressources nationales ou d'autres ressources non communautaires, l'organe de la Communauté chargé de prendre les décisions de financement peut, cas par cas, prendre une décision d'engagement supplémentaire et financer les dépenses correspondantes.

4. Sans préjudice des paragraphes 2 et 3 et en concertation avec l'ordonnateur principal, l'ordonnateur national affecte les reliquats visés à l'article 116 à la couverture du dépassement constaté sur un projet ou un programme d'actions, dans la limite d'un plafond fixé à 15% de l'engagement financier prévu pour ce projet ou ce programme d'actions.

Article 118. 1. a) Les projets et les programmes d'actions peuvent faire l'objet d'une évaluation pendant leur exécution. Les Etats ACP intéressés et la Communauté établissent de concert, suivant une périodicité convenue, un rapport

d'évaluation portant sur les divers aspects du déroulement du projet et sur ses résultats.

b) Ce rapport peut servir à une réorientation du projet en cours d'exécution, décidée d'un commun accord.

2. a) Les projets et les programmes d'actions achevés font l'objet d'une évaluation conjointe organisée par les Etats ACP concernés et la Communauté. L'évaluation porte sur les résultats comparés aux objectifs, sur la gestion et le fonctionnement des réalisations, ainsi que sur leur entretien. Les résultats de ces évaluations sont étudiés par les deux parties.

b) Les autorités compétentes de la Communauté et des Etats ACP intéressés prennent, chacune pour ce qui la concerne, les mesures qui s'imposent à la lumière des résultats des travaux d'évaluation.

Chapitre 5. POLITIQUE ET LIGNES DIRECTRICES

Article 119. 1. Le Conseil des ministres examine, au moins une fois par an, la réalisation des objectifs de la coopération financière et technique ainsi que les problèmes généraux résultant de la mise en œuvre de cette coopération. Cet examen porte également sur la coopération régionale et sur les mesures en faveur des Etats ACP les moins développés, enclavés et insulaires.

2. A cet effet, la Commission soumet au Conseil des ministres un rapport annuel sur la gestion de l'aide financière et technique de la Communauté. Ce rapport, établi en coopération avec la Banque pour les parties qui la concernent, est communiqué au Comité ACP-CEE visé à l'article 108, paragraphe 6. Il indique notamment la situation de l'engagement, de l'exécution et de l'utilisation de l'aide, par type de financement et par Etat bénéficiaire, ainsi que les résultats des travaux d'évaluation des projets et des programmes d'actions.

3. A ces informations sont joints les résultats des travaux du Comité ACP-CEE visé à l'article 108, paragraphe 6, sur les problèmes généraux relatifs à l'amélioration de la mise en œuvre de la coopération financière et technique, ainsi que les rapports établis par des groupes d'experts que le Conseil des ministres peut périodiquement charger d'étudier les causes d'éventuels difficultés ou blocages existant de part et d'autre et les remèdes à y apporter.

4. Sur la base des informations mentionnées aux paragraphes 2 et 3, le Conseil des ministres définit la politique et les lignes directrices de la coopération financière et technique et adopte des résolutions relatives aux mesures à prendre par la Communauté et par les Etats ACP pour faire en sorte que les objectifs de cette coopération soient atteints.

Chapitre 6. EXÉCUTION DE LA COOPÉRATION FINANCIÈRE ET TECHNIQUE

Article 120. Les Etats ACP et les autres bénéficiaires agréés par ceux-ci dans les conditions précisées à l'article 94 exécutent les projets et les programmes d'actions financés par la Communauté.

A ce titre, ils ont notamment la responsabilité de préparer, négocier et conclure les marchés nécessaires à l'exécution de ces opérations.

Article 121. 1. La Commission désigne l'ordonnateur principal du Fonds, qui assure l'exécution des décisions de financement et est responsable de la

gestion des ressources du Fonds. A ce titre et compte tenu notamment des calendriers prévisionnels d'engagement et de paiement visés à l'article 110, il engage, liquide et ordonnance les dépenses et tient la comptabilité des engagements et des ordonnancements.

2. L'ordonnateur principal, en étroite coopération avec l'ordonnateur national, veille à ce que soient assurés l'égalité des conditions dans la participation aux appels d'offres, l'élimination des discriminations et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse. A ce titre, il approuve le dossier d'appel d'offres avant le lancement de celui-ci, reçoit le résultat du dépouillement des offres et approuve la proposition d'attribution du marché, sous réserve des compétences exercées par le délégué de la Commission en vertu de l'article 123.

3. Sous réserve des compétences exercées par l'ordonnateur national en vertu de l'article 122, paragraphe 4, l'ordonnateur principal prend les mesures d'adaptation et les décisions d'engagement qui se révéleraient nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions économiques et techniques, la bonne exécution des projets et des programmes d'actions approuvés.

Article 122. 1. a) Le gouvernement de chaque Etat ACP désigne un ordonnateur national qui représente les autorités de son pays pour toutes les opérations financées sur les ressources du Fonds gérées par la Commission.

b) L'ordonnateur national peut déléguer une partie de ses attributions; il informe l'ordonnateur principal des délégations auxquelles il a procédé.

2. Outre les responsabilités qu'il assume aux stades de la préparation, de la présentation et de l'instruction des projets, l'ordonnateur national :

- a) Veille, en étroite coopération avec l'ordonnateur principal, à ce que soient assurés l'égalité des conditions dans la participation aux appels d'offres, l'élimination des discriminations et le choix de l'offre économiquement la plus avantageuse;
- b) Prépare le dossier d'appel d'offres qu'il soumet pour accord au délégué avant le lancement de l'appel d'offres;
- c) Lance les appels d'offres;
- d) Reçoit les soumissions, préside à leur dépouillement et arrête le résultat du dépouillement des offres qu'il transmet au délégué avec une proposition d'attribution du marché;
- e) Signe les marchés, avenants et devis et les notifie au délégué de la Commission.

3. Dans le cadre des crédits qui lui sont délégués, l'ordonnateur national procède à la liquidation et à l'ordonnancement des dépenses, compte tenu notamment des calendriers prévisionnels d'engagement et de paiement visés à l'article 110. Sa responsabilité financière demeure engagée jusqu'à la régularisation, par la Commission, des opérations dont l'exécution lui est confiée.

4. Au cours de l'exécution des projets et sous réserve pour lui d'en informer le délégué de la Commission, l'ordonnateur national prend les mesures d'adaptation nécessaires pour assurer, dans les meilleures conditions économiques et techniques, la bonne exécution des projets et des programmes d'actions approuvés.

A ce titre, il décide :

- a) Des aménagements et modifications techniques de détail, pour autant qu'ils n'affectent pas les solutions techniques retenues et qu'ils restent dans les limites de la provision pour aménagements de détail;
- b) Des modifications de détail des devis en cours d'exécution;
- c) Des virements d'article à article à l'intérieur des devis;
- d) Des changements d'implantation de réalisations à unités multiples justifiés par des raisons techniques ou économiques;
- e) De l'application ou de la remise des pénalités de retard;
- f) Des actes donnant mainlevée des cautions;
- g) Des achats sur le marché local sans considération de l'origine;
- h) De l'utilisation de matériels et engins de chantier non originaires des Etats membres ou des Etats ACP, dont il n'existe pas une production comparable dans les Etats membres et les Etats ACP;
- i) Des sous-traitances;
- j) Des réceptions définitives; toutefois, le délégué doit assister aux réceptions provisoires, viser les procès-verbaux correspondants et, le cas échéant, assister aux réceptions définitives, notamment lorsque l'ampleur des réserves formulées lors de la réception provisoire nécessitera des travaux de reprise importants.

5. Pour les marchés inférieurs à 3,5 millions d'UCE, et d'une façon générale pour tous les marchés faisant l'objet d'une procédure accélérée, les décisions prises par l'ordonnateur national dans le cadre des pouvoirs qui lui sont conférés sont réputées approuvées par la Commission dans un délai de trente jours à compter de leur notification au délégué de la Commission.

Article 123. 1. a) La Commission désigne auprès de chaque Etat ou groupe d'Etats ACP un délégué qui la représente en vue de faciliter la mise en œuvre de la présente Convention. Le délégué de la Commission est agréé par le ou les Etats ACP concernés.

b) Dans le cas où un délégué est désigné auprès d'un groupe d'Etats ACP, les mesures appropriées sont prises pour que ce délégué soit représenté par un agent résidant dans chacun des Etats où le délégué n'est pas résident.

2. La Commission donne à son délégué les instructions et les délégations nécessaires pour faciliter et accélérer la préparation, l'instruction et l'exécution des interventions financées sur les ressources du Fonds dont elle assure la gestion. Le délégué exerce ses fonctions en étroite coopération avec l'ordonnateur national dont il est l'interlocuteur au nom de la Commission. A ce titre :

- a) Il approuve le dossier d'appel d'offres lorsqu'il s'agit d'un appel d'offres par procédure accélérée, ou transmet ce dossier pour accord à l'ordonnateur principal dans les autres cas;
- b) Il assiste au dépouillement des offres et reçoit copie des soumissions ainsi que des résultats de leur examen;
- c) Il approuve, dans le délai d'un mois, la proposition d'attribution du marché établie par l'ordonnateur national toutes les fois que sont remplies les trois

conditions suivantes : l'offre retenue est la moins disante, elle constitue l'offre économiquement la plus avantageuse et elle ne dépasse pas les crédits affectés au marché;

- d) Il approuve dans le délai d'un mois la proposition d'attribution du marché chaque fois qu'il s'agit d'un appel d'offres par procédure accélérée;
- e) Lorsque les conditions mentionnées sous c ne sont pas remplies, il transmet, pour accord, à l'ordonnateur principal la proposition d'attribution du marché. L'ordonnateur principal statue dans le délai de deux mois à compter de la date de réception par le délégué de la Commission du résultat final du dépouillement des offres et de la proposition d'attribution du marché;
- f) Il participe à la préparation et à la négociation des marchés de services.

3. a) Le délégué s'assure, pour le compte de la Commission, de la bonne exécution financière et technique des projets et des programmes d'actions financés sur les ressources du Fonds gérées par la Commission.

b) A ce titre, il vise les marchés, avenants et devis, ainsi que les ordonnances de paiement émises par l'ordonnateur national.

4. Le délégué procède à une synthèse annuelle des interventions du Fonds dans le ou les Etats ACP auprès desquels il est désigné. Le rapport établi à cet effet est communiqué par la Commission à l'Etat ou aux Etats ACP concernés.

5. Le délégué coopère avec les autorités nationales à l'évaluation des projets et des programmes d'actions qui sont achevés. Ces évaluations donnent lieu à l'élaboration de rapports qui sont communiqués aux Etats ACP concernés et à la Commission.

6. Le délégué informe les autorités nationales des activités de la Communauté susceptibles d'intéresser directement la coopération entre les Etats ACP et la Communauté.

7. a) Le délégué maintient un contact permanent avec l'ordonnateur national en vue d'étudier les problèmes spécifiques rencontrés dans la mise en œuvre de la coopération financière et technique et d'y porter remède.

b) A ce titre, il procède notamment à un examen régulier en vue de vérifier que le déroulement des opérations est conforme aux échéances fixées par les calendriers prévisionnels établis en vertu de l'article 110.

8. Le délégué communique à l'Etat ACP toutes les informations et tous les documents appropriés sur les procédures de mise en œuvre de la coopération financière et technique.

9. Le délégué prépare les propositions de financement.

Article 124. 1. En vue de l'exécution des paiements en monnaie nationale des Etats ACP, des comptes libellés dans la monnaie de l'un des Etats membres sont ouverts dans chaque Etat ACP au nom de la Commission auprès d'une institution financière nationale, publique ou à participation publique, choisie d'un commun accord entre l'Etat ACP et la Commission. Cette institution exerce les fonctions de payeur délégué.

2. Les comptes visés au paragraphe 1 sont alimentés par la Commission en fonction des besoins réels de trésorerie, compte tenu du calendrier prévisionnel de paiement prévu à l'article 110. Les transferts sont effectués dans la monnaie

de l'un des Etats membres et convertis en devise nationale de l'Etat ACP à mesure de l'exigibilité des paiements à effectuer.

3. Le service rendu par le payeur délégué n'est pas rémunéré; aucun intérêt n'est servi sur les fonds en dépôt.

4. Dans la limite des fonds disponibles, le payeur délégué effectue les paiements ordonnancés après avoir vérifié l'exactitude et la régularité matérielle des pièces justificatives présentées, ainsi que la validité de l'acquit libératoire.

5. Pour l'exécution des paiements en monnaie autre que celles des Etats ACP, le règlement des prestations s'effectue sur instructions de la Commission par tirage sur ses comptes.

Chapitre 7. CONCURRENCE ET PRÉFÉRENCES

Article 125. 1. Pour les interventions dont le financement est assuré par la Communauté, la participation aux appels d'offres et marchés est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et sociétés relevant du domaine d'application du traité et à toutes les personnes physiques et sociétés des Etats ACP.

Les sociétés visées au premier alinéa sont celles qui répondent à la définition de l'article 161.

2. Les mesures propres à favoriser la participation des entreprises des Etats ACP à l'exécution des marchés sont mises en œuvre en vue de permettre l'utilisation optimale des ressources physiques et humaines de ces Etats.

3. Le paragraphe 1 n'implique pas que les fonds versés par la Communauté doivent être utilisés exclusivement pour des achats de biens ou des rémunérations de services dans les Etats membres et les Etats ACP.

4. La participation éventuelle de pays tiers aux marchés financés par la Communauté doit revêtir un caractère exceptionnel et être autorisée, cas par cas, sur demande motivée de l'Etat ACP intéressé, par l'organe compétent de la Communauté. A moins que d'autres éléments appropriés ne prévalent, il est tenu compte du souci d'éviter un renchérissement excessif du coût des réalisations, provenant soit des distances et des difficultés de transports, soit des délais de livraison, notamment dans le cas des Etats ACP les moins développés, enclavés ou insulaires.

5. La Commission et l'Etat ACP concerné prennent les mesures appropriées pour fournir à l'organe compétent de la Communauté les éléments nécessaires à la décision sur ces dérogations. Dans le cas des Etats ACP dont la position géographique réduit dans une forte proportion la capacité de concurrence des fournisseurs et attributaires de la Communauté et des Etats ACP, cet organe examine ces éléments avec une attention particulière.

6. Lorsque la Communauté participe au financement d'actions de coopération régionale ou interrégionale intéressant des pays tiers ainsi qu'au financement de réalisations conjointement avec d'autres bailleurs de fonds, la participation de pays tiers aux marchés financés par la Communauté peut être autorisée.

Article 126. 1. Les Etats ACP et la Commission prennent les mesures propres à assurer, à égalité de conditions, une participation aussi étendue que possible aux appels d'offres et marchés de travaux et de fournitures financés sur les ressources du Fonds gérées par la Commission.

2. Ces mesures ont notamment pour objet :

- a) D'assurer, par la voie du journal officiel des Communautés européennes et des journaux officiels des Etats ACP, ainsi que par tout autre moyen d'information approprié, la publication préalable des avis d'appels d'offres dans des délais satisfaisants;
- b) D'éliminer les pratiques discriminatoires et les spécifications techniques qui pourraient faire obstacle à une participation étendue, à égalité de conditions;
- c) D'encourager la coopération entre les entreprises des Etats membres et des Etats ACP, notamment par la présélection et la création de groupements.

Article 127. 1. En règle générale, les marchés de travaux et de fournitures financés sur les ressources du Fonds gérées par la Commission sont conclus après appel d'offres ouvert.

2. Toutefois, pour les opérations relatives aux aides d'urgence, ainsi que pour d'autres opérations lorsque l'urgence est constatée ou lorsque la nature, la faible importance ou les caractéristiques particulières des travaux ou fournitures le justifient, les Etats ACP, en accord avec la Commission, peuvent autoriser à titre exceptionnel :

- La passation de marchés après appel d'offres restreint;
- La conclusion de marchés de gré à gré;
- L'exécution en régie administrative.

3. En outre, pour les opérations inférieures à un plafond de 3,5 millions d'UCE, le recours à la régie peut être autorisé lorsqu'il existe dans l'Etat ACP bénéficiaire une disponibilité suffisante d'équipements adéquats et de personnel qualifié dans ses services nationaux.

Article 128. En vue de favoriser une participation aussi étendue que possible des entreprises nationales des Etats ACP à l'exécution des marchés de travaux et de fournitures financés sur les ressources du Fonds gérées par la Commission :

- a) Il est organisé une procédure accélérée de lancement des appels d'offres lorsqu'il s'agit d'exécuter des travaux dont l'estimation est inférieure à 3,5 millions d'UCE. Cette procédure prévoit une publicité limitée à l'Etat ACP concerné et aux Etats ACP voisins ainsi que, pour le dépôt des soumissions, des délais fixés conformément à la réglementation en vigueur dans l'Etat ACP concerné.

L'organisation de cette procédure accélérée n'exclut pas la possibilité, pour la Commission, de proposer à l'Etat ACP concerné un appel d'offres international lorsqu'il apparaît que la nature des travaux à exécuter ou l'intérêt d'élargir la participation justifient un appel à la concurrence internationale;

- b) Pour l'exécution des travaux d'une valeur inférieure à 3,5 millions d'UCE, les entreprises nationales des Etats ACP bénéficient d'une préférence de 10% dans la comparaison des offres de qualité économique et technique équivalente.

Cette préférence est réservée aux seules entreprises nationales des Etats ACP, au sens de la législation nationale de ces Etats, à condition que leur domicile fiscal et le siège principal de leurs activités soient établis dans un Etat ACP et qu'une part importante du capital et des cadres soit fournie par un ou plusieurs Etats ACP;

- c) Pour la livraison des fournitures, les entreprises de production industrielle ou artisanale des Etats ACP bénéficient d'une préférence de 15% dans la comparaison des offres de qualité économique et technique équivalente.

Cette préférence est réservée aux seules entreprises nationales des Etats ACP qui apportent une marge suffisante de valeur ajoutée.

Article 129. En vue d'assurer l'exécution efficace et rapide des projets et ses programmes d'actions financés par la Communauté dans les Etats ACP les moins développés, la Communauté accorde une priorité particulière à l'application de mesures spécifiques dans les domaines suivants :

- a) L'attribution de marchés à la suite d'appels d'offres accélérés dans les conditions précisées à l'article 128;
- b) La passation de marchés après appel d'offres restreint et la conclusion de marchés de gré à gré dans les conditions précisées à l'article 127;
- c) L'exécution en régie administrative dans les conditions précisées à l'article 127;
- d) La passation de marchés de services par la Commission, en accord avec l'Etat ACP intéressé, lorsqu'il s'agit d'actions urgentes, de faible importance ou de courte durée, et notamment pour des expertises ayant pour objet la préparation des projets et programmes d'actions;
- e) L'agencement des procédures de paiement pour ne laisser aucun préfinancement à la charge des Etats concernés.

Article 130. 1. Pour chaque opération, les critères de choix de l'offre économiquement la plus avantageuse tiennent compte notamment des qualifications et des garanties présentées par les soumissionnaires, de la nature et des conditions d'exécution des travaux ou des fournitures, du prix des prestations, de leur coût d'utilisation et de leur valeur technique.

2. Lorsqu'en application des critères indiqués ci-dessus, deux offres ont été reconnues équivalentes, la préférence est donnée à l'offre de l'entreprise ressortissante d'un Etat ACP ou, à défaut d'une telle offre, à celle qui permet l'utilisation maximale des ressources physiques et humaines des Etats ACP.

3. Les Etats ACP et la Commission veillent à ce que tous les critères de choix soient mentionnés dans le dossier d'appel d'offres.

Article 131. Les conditions générales applicables à la passation et à l'exécution des marchés de travaux et de fournitures financés sur les ressources du Fonds gérées par la Commission font l'objet de cahiers généraux des charges qui, sur proposition de la Commission, sont arrêtés par décision du Conseil des ministres à l'occasion de sa première session suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

Article 132. 1. Le règlement des différends entre l'administration d'un Etat ACP et un entrepreneur, un fournisseur ou un prestataire de services à l'occasion de la passation ou de l'exécution d'un marché financé par le Fonds s'effectue par voie d'arbitrage, conformément à un règlement de procédure adopté par le Conseil des ministres.

2. Ce règlement est arrêté par décision du Conseil des ministres sur proposition des Etats ACP ou de la Communauté, au plus tard lors de sa première session suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

Chapitre 8. COOPÉRATION RÉGIONALE

Article 133. 1. Dans la mise en œuvre de la coopération financière et technique, la Communauté apporte un concours efficace à la réalisation des objectifs que les Etats ACP se fixent en matière de coopération régionale et interrégionale. Ce concours vise à :

- a) L'accélération de la coopération et du développement économique dans les régions des Etats ACP et entre elles;
- b) L'accélération de la diversification des économies des Etats ACP;
- c) La réduction de la dépendance économique des Etats ACP à l'égard des importations, en développant au maximum les productions pour lesquelles ces Etats possèdent des potentialités certaines;
- d) La création de marchés suffisamment étendus à l'intérieur des Etats ACP et des Etats voisins par l'élimination des obstacles qui empêchent le développement et l'intégration de ces marchés;
- e) La promotion et l'expansion du commerce intra-ACP et du commerce avec les pays tiers voisins;
- f) L'utilisation maximale des ressources et des services dans les Etats ACP;
- g) Le renforcement des organismes créés par les Etats ACP en vue de promouvoir la coopération et l'intégration régionales;
- h) La mise en œuvre de mesures spécifiques en faveur des pays enclavés et insulaires, notamment en matière de transports et de communication.

2. A cette fin, sur les moyens financiers prévus à l'article 95 pour le développement économique et social des Etats ACP, un montant de 600 millions d'UCE est réservé au financement des projets régionaux et interrégionaux de ces Etats et à la participation aux cofinancements pouvant être mis en œuvre pour permettre la réalisation de ces projets.

Article 134. 1. a) Au sens de la présente Convention, la coopération régionale s'applique aux relations soit entre plusieurs Etats ACP soit entre un ou plusieurs Etats ACP, d'une part, et un ou plusieurs pays tiers voisins, d'autre part.

b) La coopération interrégionale s'applique aux relations soit entre plusieurs organisations régionales dont font partie des Etats ACP, soit entre un ou plusieurs Etats ACP et une organisation régionale.

2. Les projets régionaux au sens de la présente Convention sont ceux qui contribuent directement à la solution d'un problème de développement commun à plusieurs pays, par la réalisation d'actions communes ou d'actions nationales coordonnées.

Article 135. 1. Le champ d'application de la coopération régionale et interrégionale comporte notamment :

- a) L'accélération de l'industrialisation des Etats ACP par la création d'entreprises régionales et interrégionales, compte tenu de la mise en place d'infrastructures d'accompagnement;
- b) Les transports et communications : routes, voies ferrées, transports aériens et maritimes, voies fluviales, postes et télécommunications;

- c) La production d'énergie et l'exploitation commune des ressources naturelles;
- d) La recherche et la technologie appliquées à l'intensification de la coopération régionale et interrégionale;
- e) L'agriculture, notamment l'élevage, l'industrie et la promotion du commerce intra-ACP des produits relevant de ces secteurs;
- f) L'enseignement et la formation, y compris la création d'institutions communes de technologie avancée, dans le cadre de programmes de formation visant à la pleine participation des ressortissants au développement économique;
- g) La lutte contre les grandes endémies et, plus généralement, les actions visant l'amélioration de l'état sanitaire des populations;
- h) La coopération dans le domaine du tourisme, y compris la création de centres de promotion ou le renforcement de ceux existant sur une base régionale, en vue d'accroître le tourisme régional et international;
- i) L'assistance technique pour l'établissement d'organismes régionaux de coopération ou le développement d'activités nouvelles au sein des organismes régionaux existants, y compris l'élaboration de programmes et projets spécifiques;
- j) L'assistance aux actions des organisations professionnelles ACP-CEE ayant pour objectif l'amélioration de la production et une meilleure commercialisation des produits sur les marchés extérieurs.

2. Dans le but de promouvoir leur coopération régionale, les Etats ACP les moins développés bénéficient en priorité des dispositions prévues à cet effet dans les projets concernant au moins un Etat ACP moins développé, notamment lorsqu'il s'agit de projets d'infrastructure intéressant les transports, les communications, les télécommunications, l'énergie et le développement de la production.

Article 136. 1. L'Etat ou le groupe d'Etats ACP participant avec des pays voisins non ACP à un projet régional ou interrégional peut demander à la Communauté le financement de la part de ce projet qui incombe à cet Etat ou à ce groupe d'Etats.

2. Les organismes de coopération régionale existants ou qui viendraient à être créés peuvent présenter à la Communauté une demande de financement au nom de leurs Etats ACP membres et avec l'accord explicite de ceux-ci.

3. Lorsqu'un projet ou un programme d'actions est financé par la Communauté par l'intermédiaire d'une institution régionale, les termes et conditions de ce financement applicables aux bénéficiaires finals sont, en accord avec le ou les Etats ACP concernés, convenus entre la Communauté et cette institution régionale.

Chapitre 9. AIDES D'URGENCE

Article 137. 1. Des aides d'urgence peuvent être accordées aux Etats ACP confrontés à des difficultés économiques et sociales graves, de caractère exceptionnel, résultant de calamités naturelles ou de circonstances extraordinaires ayant des effets comparables.

2. Pour le financement des aides d'urgence visées au paragraphe 1, une dotation spéciale est constituée dans le cadre du Fonds.

3. *a)* La dotation spéciale est initialement fixée à une somme de 60 millions d'UCE. Au terme de chaque année d'application de la présente Convention, cette dotation est rétablie à son niveau initial.

b) Le montant total des crédits du Fonds qui peuvent être virés à la dotation spéciale pendant la durée d'application de la présente Convention ne peut dépasser 200 millions d'UCE.

c) A l'expiration de la présente Convention, les crédits virés à la dotation spéciale et non engagés pour des aides d'urgence seront reversés à la masse du Fonds en vue du financement d'autres opérations entrant dans le champ d'application de la coopération financière et technique, sauf décision contraire du Conseil des ministres.

d) En cas d'épuisement de la dotation spéciale avant l'expiration de la présente Convention, les Etats ACP et la Communauté arrêtent, dans le cadre des institutions paritaires compétentes, les mesures appropriées pour faire face aux situations visées au paragraphe 1.

4. Les aides d'urgence ne sont pas remboursables. Elles sont attribuées cas par cas.

5. *a)* Les aides d'urgence doivent contribuer à financer les moyens les plus appropriés en vue de remédier de la façon la plus efficace et la plus rapide possible aux difficultés graves visées au paragraphe 1.

b) Ces moyens peuvent consister en travaux, fournitures ou prestations de services, ainsi qu'en versements en espèces et, à titre exceptionnel, dans le remboursement total ou partiel des sommes déjà dépensées par l'Etat ACP pour l'exécution des opérations figurant dans la convention de financement relative à l'aide d'urgence considérée.

c) L'Etat ACP bénéficiaire de l'aide d'urgence s'approvisionne sur les marchés de la Communauté, des Etats ACP ou des pays tiers, dans les conditions prévues à l'article 125.

d) Le cas échéant ces aides peuvent être mises en œuvre, avec l'accord de l'Etat ACP concerné, par l'intermédiaire d'organismes spécialisés ou directement par la Commission.

6. Les aides d'urgence ne sont pas utilisées pour pallier les effets néfastes de l'instabilité des recettes d'exportation, qui font l'objet du titre II.

7. Les modalités d'attribution de ces aides font l'objet d'une procédure d'urgence. Les conditions de paiement et de mise en œuvre des aides sont fixées cas par cas; dans le cas d'une exécution sur devis, des avances peuvent être consenties par l'ordonnateur national.

8. *a)* Les opérations financées sur les aides d'urgence doivent être réalisées dans les délais les plus brefs et, en tout état de cause, les crédits doivent être utilisés dans un délai de six mois à compter de la fixation des modalités de mise en œuvre, sauf dispositions contraires contenues dans celles-ci et pour autant que, en raison de circonstances extraordinaires, il ne soit pas convenu d'un commun accord, au cours de la période d'exécution, de la prorogation de ce délai.

b) Lorsque la totalité des crédits ouverts n'a pas été utilisée dans les délais fixés, l'engagement du Fonds peut être ramené au montant correspondant aux crédits utilisés dans ces délais.

c) Les fonds non utilisés sont alors réaffectés à la dotation spéciale.

Chapitre 10. COOPÉRATION TECHNIQUE

Article 138. La coopération technique prévue à l'article 93 porte sur les domaines suivants :

- a) Etudes de caractère général notamment dans les domaines technique, économique, de l'organisation, de la formation ou de la gestion;
- b) Etudes particulières portant sur un projet ou un programme d'actions;
- c) Services de supervision, de conseil, de gestion ou de mise à disposition de personnel d'assistance technique dans la phase d'exécution d'un projet ou d'un programme d'actions;
- d) Services d'assistance technique non liés à l'exécution d'un projet ou d'un programme d'actions.

Article 139. 1. La coopération technique peut être soit liée aux projets et aux programmes d'actions, soit générale.

2. La coopération technique liée aux projets et aux programmes d'actions comprend notamment :

- a) Les études de développement;
- b) Les études techniques, économiques, financières et commerciales, ainsi que les recherches et les prospections nécessaires à la mise au point des projets et des programmes d'actions;
- c) L'aide à la préparation des dossiers;
- d) L'aide à l'exécution et à la surveillance des travaux;
- e) La prise en charge temporaire des techniciens et la fourniture des moyens nécessaires à l'accomplissement de leur mission;
- f) Les actions de coopération technique qui, à titre temporaire, peuvent permettre l'établissement, la mise en route, l'exploitation et l'entretien d'un investissement déterminé, y compris dans la mesure nécessaire une assistance technique appropriée et la formation des ressortissants du ou des pays concernés.

3. La coopération technique générale comprend notamment :

- a) Les études sur les perspectives et les moyens de développement et de diversification des économies des Etats ACP ainsi que sur des problèmes intéressant des groupes d'Etats ACP ou l'ensemble de ces Etats;
- b) Les études par secteurs et par produits;
- c) L'envoi dans les Etats ACP d'experts, de conseillers, de techniciens et d'instructeurs des Etats membres ou des Etats ACP, pour une mission déterminée et une durée limitée;
- d) La fourniture de matériel d'instruction, d'expérimentation et de démonstration;
- e) L'information générale et la documentation destinées à favoriser le développement des Etats ACP ainsi que la bonne réalisation des objectifs de la coopération.

4. A la demande des Etats ACP les moins développés, la Communauté accorde une priorité particulière aux actions de coopération technique qui ont pour objet :

- a) D'identifier, de préparer et d'exécuter des projets et programmes d'actions entrant dans le cadre des programmes indicatifs;

- b) De faciliter la mise en œuvre du système de stabilisation des recettes d'exportation;
- c) De développer la coopération technique entre Etats ACP;
- d) De réaliser des études et des recherches orientées vers la solution de problèmes spécifiques posés par le développement économique et social, notamment en ce qui concerne l'adaptation de la technologie aux conditions et caractéristiques particulières des Etats ACP les moins développés.

Article 140. 1. Les actions de coopération technique font l'objet de marchés de services conclus avec un bureau ou une société d'études ou de conseil, un ingénieur-conseil ou un expert, choisis notamment en fonction de leurs qualifications professionnelles et de leur expérience pratique des problèmes qu'ils auront à traiter. A compétence égale, la préférence sera donnée à un expert ou un bureau d'études ACP. Exceptionnellement, ces actions peuvent être réalisées en régie.

2. Dans le but d'accélérer les procédures, les marchés de services, y compris l'engagement de consultants et autres spécialistes de l'assistance technique, peuvent être négociés, élaborés et conclus soit par l'ordonnateur national sur proposition de la Commission ou avec son accord, soit par la Commission en accord avec l'Etat ACP intéressé, lorsqu'il s'agit d'actions urgentes, de faible importance ou de courte durée et notamment pour les expertises ayant pour objet la préparation des projets et des programmes d'actions.

Article 141. 1. Les actions de coopération technique dans le domaine de la formation sont réalisées sur la base de programmes pluriannuels de formation et d'actions spécifiques.

2. Les programmes pluriannuels ont pour objet :

- a) La formation des ressortissants des Etats ACP en fonction des priorités éducatives et de formation professionnelle formulées par les Etats ACP;
- b) La formation des cadres, notamment des cadres moyens et techniques, en liaison avec différents projets de développement financés par la Communauté dans chaque Etat ACP, de manière à en arriver progressivement à la substitution de l'assistance technique et à la prise en charge totale et d'une façon durable des investissements par des cadres ressortissants des Etats ACP.

3. Les actions spécifiques concernent des opérations ponctuelles dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de l'innovation technologiques, au niveau des Etats ou des organismes régionaux. Elles ont pour objet la qualification et le perfectionnement du personnel des services et établissements publics ou des entreprises agricoles, industrielles, commerciales et de services, ainsi que la formation d'instructeurs dans ces différents secteurs.

4. La coopération technique dans le domaine de la formation se réalise par :

- a) L'attribution de bourses d'étude et de stage aux ressortissants des Etats ACP;
- b) L'envoi dans les Etats ACP d'experts et d'instructeurs ressortissants des Etats membres ou des Etats ACP pour une mission déterminée et d'une durée limitée;
- c) L'organisation de séminaires et de sessions de formation et de perfectionnement à l'intention des ressortissants des Etats ACP;
- d) La fourniture de matériel pédagogique, d'instruction, d'expérimentation, de démonstration et de recherche;

e) La coopération entre les instituts de formation et de recherche et les universités des Etats membres et les institutions correspondantes des Etats ACP.

5. Ces actions se déroulent en priorité dans l'Etat ACP bénéficiaire ou sur le plan régional. Elles peuvent en tant que de besoin être réalisées dans un autre Etat ACP ou dans un Etat membre. Pour des formations spécialisées particulièrement adaptées aux besoins des Etats ACP, des actions de formation peuvent exceptionnellement se réaliser dans un autre pays en développement.

6. A la demande des Etats ACP les moins développés, la Communauté accorde une priorité particulière aux actions ayant pour objet :

- a) La formation des cadres et autres personnels des administrations du secteur public et des services techniques responsables du développement économique et social, dans le but d'accroître l'efficacité de ceux-ci et de tirer ainsi pleinement profit des possibilités offertes par la présente Convention;
- b) La formation et le perfectionnement des cadres et autres personnels du secteur privé.

Article 142. 1. Les règles en matière d'attribution et de passation des marchés de services sont déterminées par une décision du Conseil des ministres, lors de sa première session suivant la date d'entrée en vigueur de la présente Convention.

2. Toutefois, jusqu'à l'entrée en vigueur de cette décision, les articles 24 à 27 du protocole n° 2 de la Convention ACP-CEE de Lomé, ainsi que de la déclaration commune relative à l'article 26 dudit protocole, tels qu'annexés à l'acte final de la présente Convention, s'appliquent aux marchés de services conclus après le 1^{er} mars 1980.

Article 143. 1. Lorsqu'un Etat ACP dispose, parmi ses cadres administratifs et techniques, de personnel national constituant une part substantielle des moyens en personnel nécessaires pour l'exécution en régie d'une action de coopération technique, la Communauté peut, dans des cas exceptionnels, contribuer aux dépenses de la régie en prenant en charge certains des moyens matériels qui lui feraient défaut ou en mettant à sa disposition des experts ressortissants d'un autre Etat de façon à compléter ses effectifs.

2. La participation de la Communauté ne peut concerner que la prise en charge de moyens complémentaires et des dépenses d'exécution temporaire dont le coût est limité aux seuls besoins de l'action considérée, à l'exclusion de toute dépense permanente de fonctionnement.

Chapitre 11. ASSISTANCE TECHNIQUE ET FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

Article 144. 1. La Communauté finance des actions au bénéfice des petites et moyennes entreprises des Etats ACP. Les modes de financement sont déterminés en fonction des caractéristiques des programmes d'actions présentés par ces Etats.

2. L'assistance technique de la Communauté contribue à renforcer l'activité des organismes des Etats ACP qui s'occupent du développement des petites et moyennes entreprises et à assurer la formation professionnelle nécessaire à ces entreprises.

3. Les financements de la Communauté, effectués par voie d'aides remboursables ou éventuellement non remboursables, prennent, en règle générale, la

forme de concours globaux. Ils peuvent également prendre la forme de concours directs. Les concours globaux sont attribués en priorité chaque fois qu'il existe dans l'Etat ACP concerné une banque ou autre organisme national contribuant à l'objectif visé. Ces concours globaux peuvent être accordés :

- Par la Banque, sur les fonds dont elle assure la gestion, à des banques ou à des institutions financières au bénéfice des petites et moyennes entreprises industrielles, agro-industrielles ou touristiques;
- Par la Commission, sur les ressources dont elle assure la gestion, à des organismes publics, collectivités ou coopératives ayant pour objet le développement dans les secteurs de l'artisanat, du commerce et de l'agriculture.

4. Dans le cas d'un financement par l'intermédiaire d'un organisme relais, celui-ci a la responsabilité de la présentation des projets particuliers à l'intérieur du programme d'actions précédemment agréé, ainsi que celle de l'administration des moyens financiers mis à sa disposition. Les modalités et conditions du financement octroyé au bénéficiaire final sont arrêtées d'un commun accord entre l'Etat ACP concerné, l'organe compétent de la Communauté et l'organisme relais.

5. Les projets sont instruits par l'organisme financier. Celui-ci décide, sous sa propre responsabilité financière, l'octroi des prêts finals à des conditions fixées en harmonie avec celles prévalant pour des opérations de ce genre dans l'Etat ACP considéré.

6. Les conditions de financement accordées par la Communauté à l'organisme financier tiennent compte de la nécessité, pour celui-ci, de couvrir ses frais de gestion, ses risques de change et ses risques financiers ainsi que le coût de l'assistance technique fournie aux entreprises ou aux autres emprunteurs finals.

Chapitre 12. MICRORÉALISATIONS

Article 145. 1. En vue de répondre de façon concrète aux besoins des collectivités locales en matière de développement, le Fonds participe, sur demande des Etats ACP, au financement des microréalisations.

2. Les montants nécessaires à cet effet sont inclus dans le programme indicatif d'aide communautaire visé à l'article 109, paragraphe 3, et les crédits correspondants sont prélevés sur les subventions prévues à l'article 95, point 1, sous *a*, premier tiret, pour couvrir les engagements correspondant à ce type d'actions.

3. Il est accordé une priorité particulière à la préparation et à la mise en œuvre des microréalisations dans les Etats ACP les moins développés.

Article 146. 1. *a)* Pour pouvoir bénéficier d'un financement de la Communauté, les microréalisations doivent :

- Répondre à un besoin réel et prioritaire constaté au niveau local;
- Assurer la participation active des collectivités locales.

b) L'intervention du Fonds dans chaque microréalisation ne peut dépasser 150 000 UCE.

2. Les programmes de microréalisations portent sur des petits projets ayant un impact économique et social sur la vie des populations et des collectivités locales des Etats ACP. Ces projets sont réalisés en principe dans les zones rurales;

toutefois, la Communauté peut également participer au financement de micro-réalisations dans les zones urbaines.

3. Les microréalisations consistent notamment en : barrages, puits et adductions d'eau, silos et magasins pour le stockage des vivres et des récoltes, électrification rurale, chemins ruraux de desserte et ponts, pistes d'atterrissage rurales, jetées, parcs et couloirs de vaccination, écoles primaires, écoles d'apprentissage, activités artisanales, telles que centres et coopératives, maternités, centres sociaux, centres d'animation, hangars pour marchandises, assainissements et lotissements urbains, locaux pour encourager les activités commerciales et autres projets satisfaisant aux critères mentionnés au paragraphe 1.

Article 147. 1. Toute réalisation pour laquelle le concours de la Communauté est demandé doit répondre à une initiative de la collectivité locale appelée à en recueillir le bénéfice. Le financement des microréalisations est assuré en principe par trois sources, à savoir :

- La collectivité bénéficiaire, sous forme d'une contribution, en espèces ou en nature ou de prestations de services, adaptée à sa capacité contributive;
- L'Etat ACP, sous forme d'une participation financière, d'une participation en équipements publics ou d'une prestation de services;
- Le Fonds.

2. En principe, la contribution totale supportée par l'Etat ACP et la collectivité intéressée doit être au moins égale à la subvention demandée au Fonds. La mobilisation des contributions des trois participants se fait de façon concomitante. La collectivité s'engage à assurer l'entretien et le fonctionnement de chaque réalisation au besoin avec l'appui des autorités nationales.

Article 148. 1. a) L'Etat ACP concerné prépare un programme annuel exposant les grandes lignes des réalisations projetées et le présente à la Commission.

b) Après examen par les services de la Commission, ce programme est soumis pour décision de financement aux organes compétents de la Communauté, conformément à l'article 113.

2. Dans le cadre des programmes annuels ainsi arrêtés, les décisions de financement relatives à chaque microréalisation sont prises par l'Etat ACP intéressé avec l'accord du délégué de la Commission, cet accord étant réputé acquis dans le délai d'un mois à compter de la notification de ces décisions.

Article 149. Après achèvement de chaque programme de microréalisations, l'Etat ACP bénéficiaire, en liaison avec le délégué de la Commission, adressera un rapport d'exécution aux services de la Commission.

Chapitre 13. RÉGIME FISCAL ET DOUANIER ET AUTRES DISPOSITIONS

Article 150. Le régime fiscal et douanier applicable dans les Etats ACP aux marchés financés par la Communauté fait l'objet du protocole n° 6.

Article 151. La non-ratification ou la dénonciation de la présente Convention par un Etat ACP dans les conditions prévues au titre XI entraîne, pour les Parties contractantes, l'obligation d'ajuster les montants des moyens financiers prévus dans la présente Convention. Cet ajustement est également applicable dans les conditions fixées aux articles 185 et 186, en cas d'adhésion de nouveaux Etats ACP à la présente Convention.

Article 152. 1. Le financement des projets et des programmes d'actions peut porter sur les dépenses relatives à la période de démarrage et strictement limitées à celle-ci, telles que l'entretien et le fonctionnement des installations non encore pleinement productives, dans la mesure où ces dépenses, prévues dans la proposition de financement, sont estimées nécessaires pour l'établissement, la mise en route et l'exploitation des investissements considérés.

2. Il est accordé une priorité particulière à la mise en œuvre d'aides d'accompagnement dans les Etats ACP les moins développés.

Article 153. 1. En application de l'article 93, paragraphe 4, des aides de prolongement peuvent être financées dans les conditions prévues aux paragraphes 2, 3 et 4 du présent article.

2. Les aides de prolongement peuvent couvrir les frais de fonctionnement, d'entretien et de gestion d'investissements exécutés antérieurement, en vue d'assurer la pleine utilisation de ceux-ci, notamment par la fourniture de matériel d'entretien et/ou l'exécution de grosses réparations.

3. Ces aides sont fournies à titre temporaire et de manière dégressive.

4. Elles doivent avoir un caractère exceptionnel, compte tenu des besoins et des moyens propres à chaque Etat ACP concerné.

5. Il est accordé une priorité particulière à la mise en œuvre des aides de prolongement dans les Etats ACP les moins développés.

Article 154. A l'expiration de la présente Convention :

- Les crédits prévus à l'article 95 sous forme de capitaux à risques, qui n'ont pas été engagés, viennent s'ajouter à ceux prévus au même article sous forme de prêts spéciaux;
- Les crédits prévus à l'article 133 pour financer les projets régionaux, qui n'ont pas été engagés, deviennent disponibles pour le financement en priorité d'autres projets et programmes d'actions régionaux dans la même sous-région.

TITRE VIII. DISPOSITIONS GÉNÉRALES CONCERNANT LES ÉTATS ACP LES MOINS DÉVELOPPÉS, ENCLAVÉS ET INSULAIRES

Article 155. 1. Dans le cadre de la présente Convention, un traitement particulier est réservé aux Etats ACP les moins développés, d'une part, et des mesures spéciales sont prévues pour les Etats ACP enclavés et insulaires, d'autre part, afin de leur permettre de surmonter les difficultés et obstacles spécifiques résultant pour les uns de la nature de leurs besoins et pour les autres de leur situation géographique et de tirer pleinement profit des possibilités offertes par la présente Convention.

2. Les dispositions spécifiques établies en application du présent titre en faveur des Etats ACP les moins développés, d'une part, et des Etats ACP enclavés et insulaires, d'autre part, figurent aux articles 15, 21, 46, 47, 53, 82, 90, 93, 106, 107, 108, 112, 125, 129, 133, 135, 139, 141, 145, 152 et 153, et à l'article 30 du protocole n° 1.

3. Bénéficient, selon leurs besoins et caractéristiques propres, des mesures spéciales établies en application du présent article, les Etats ACP figurant dans les trois listes suivantes :

a) *Etats ACP les moins développés*

Bénin	Niger
Botswana	Ouganda
Burundi	Rwanda
Cap-Vert	Iles Salomon
République centrafricaine	Sainte-Lucie
Comores	Samoa-Occidental
Djibouti	Sao Tomé-et-Principe
Dominique	Seychelles
Ethiopie	Sierra Leone
Gambie	Somalie
Guinée	Soudan
Guinée-Bissau	Swaziland
Grenade	Tanzanie
Haute-Volta	Tchad
Lesotho	Togo
Malawi	Tonga
Mali	Tuvalu
Mauritanie	

b) *Etats ACP enclavés*

Botswana	Niger
Burundi	Ouganda
République centrafricaine	Rwanda
Haute-Volta	Swaziland
Lesotho	Tchad
Malawi	Zambie
Mali	

c) *Etats ACP insulaires*

Bahamas	Papouasie-Nouvelle-Guinée
Barbade	Iles Salomon
Cap-Vert	Sainte-Lucie
Comores	Samoa-Occidental
Dominique	Sao Tomé-et-Principe
Fidji	Seychelles
Grenade	Tonga
Jamaïque	Trinité-et-Tobago
Madagascar	Tuvalu
Ile Maurice	

4. Les listes des Etats ACP mentionnés au paragraphe 3 peuvent être modifiées par décision du Conseil des ministres :

- Lorsqu'un Etat tiers se trouvant dans une situation comparable adhère à la présente Convention;
- Lorsque la situation économique d'un Etat ACP se modifie de façon significative et durable soit de manière à nécessiter son inclusion dans la catégorie des Etats ACP les moins développés soit de manière à ne plus justifier une telle inclusion.

TITRE IX. DISPOSITIONS RELATIVES AUX PAIEMENTS ET AUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX, À L'ÉTABLISSEMENT ET AUX SERVICES

Chapitre 1. DISPOSITIONS RELATIVES AUX PAIEMENTS COURANTS ET AUX MOUVEMENTS DE CAPITAUX

Article 156. En ce qui concerne les mouvements de capitaux liés aux investissements et les paiements courants, les Parties contractantes s'abstiennent de prendre, dans le domaine des opérations de change, des mesures qui seraient incompatibles avec leurs obligations résultant de l'application des dispositions de la présente Convention en matière d'échanges, de services, d'établissement et de coopération industrielle. Toutefois, ces obligations n'empêchent pas les Parties contractantes de prendre, pour des raisons tenant à des difficultés économiques sérieuses ou à des problèmes de balance des paiements graves, les mesures de sauvegarde nécessaires.

Article 157. 1. En ce qui concerne les opérations de change liées aux investissements et aux paiements courants, les Etats ACP, d'une part, et les Etats membres, de l'autre, s'abstiennent, dans toute la mesure possible, de prendre les uns à l'égard des autres des mesures discriminatoires ou d'accorder un traitement plus favorable à des Etats tiers, étant entendu qu'il est tenu pleinement compte du caractère évolutif du système monétaire international, de l'existence d'arrangements monétaires spécifiques et des problèmes de balance des paiements.

Au cas où de telles mesures ou un tel traitement se révéleraient inévitables, ils seraient maintenus ou introduits en conformité avec les règles monétaires internationales, et tous les efforts seraient faits pour réduire au minimum les effets négatifs pour les Parties intéressées.

Article 158. Pendant toute la durée des prêts ou des opérations de capitaux à risques visés à l'article 95, chacun des Etats ACP s'engage :

- a) A mettre à la disposition des bénéficiaires mentionnés à l'article 94 les devises nécessaires au service des intérêts, des commissions et de l'amortissement des prêts et des aides en quasi-capital accordés pour réaliser des interventions sur son territoire;
- b) A mettre à la disposition de la Banque les devises nécessaires au transfert de toutes les sommes reçues par elle en monnaies nationales et représentant les revenus et produits nets des opérations de prise de participation de la Communauté dans le capital des entreprises.

Article 159. A la demande de la Communauté ou des Etats ACP, le Conseil des ministres procède à l'examen des problèmes posés éventuellement par l'application des articles 156, 157 et 158. En outre, il formule à ce sujet toute recommandation utile.

Chapitre 2. DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT ET AUX SERVICES

Article 160. En ce qui concerne le régime applicable en matière d'établissement et de services, les Etats ACP, d'une part, et les Etats membres, de l'autre, accordent respectivement un traitement non discriminatoire aux ressortissants et sociétés des Etats membres et aux ressortissants et sociétés des Etats ACP. Toutefois, si pour une activité déterminée, un Etat ACP ou un Etat membre n'est pas en mesure d'assurer un tel traitement, les Etats membres ou les Etats ACP, selon le cas, ne sont pas tenus d'accorder un tel traitement pour cette activité aux ressortissants et aux sociétés de l'Etat en question.

Article 161. Par sociétés, on entend, au sens de la présente Convention, les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés à but non lucratif.

Par sociétés d'un Etat membre ou d'un Etat ACP, on entend les sociétés constituées en conformité avec la législation d'un Etat membre ou d'un Etat ACP et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement dans un Etat membre ou un Etat ACP; toutefois, dans le cas où elles n'ont dans un Etat membre ou un Etat ACP que leur siège statutaire, leur activité doit présenter un lien effectif et continu avec l'économie de cet Etat membre ou de cet Etat ACP.

Article 162. A la demande de la Communauté ou des Etats ACP, le Conseil des ministres procède à l'examen des problèmes posés éventuellement par l'application des articles 160 et 161. En outre, il formule à ce sujet toute recommandation utile.

TITRE X. INSTITUTIONS

Article 163. Les institutions de la présente Convention sont le Conseil des ministres, le Comité des ambassadeurs et l'Assemblée consultative.

Article 164. 1. Le Conseil des ministres est composé, d'une part, des membres du Conseil des Communautés européennes et de membres de la Commission des Communautés européennes et, d'autre part, d'un membre du gouvernement de chaque Etat ACP.

2. Tout membre du Conseil des ministres empêché peut se faire représenter. Le représentant exerce tous les droits du membre titulaire.

3. Le Conseil des ministres ne peut valablement délibérer qu'avec la participation de la moitié des membres du Conseil des Communautés européennes, d'un membre de la Commission et des deux tiers des membres titulaires représentant les gouvernements des Etats ACP.

4. Le Conseil des ministres arrête son règlement intérieur.

Article 165. La présidence du Conseil des ministres est exercée à tour de rôle par un membre du Conseil des Communautés européennes et par un membre du gouvernement d'un Etat ACP, ce dernier étant désigné par les Etats ACP.

Article 166. 1. Le Conseil des ministres se réunit une fois par an à l'initiative de son président.

2. Il se réunit en outre chaque fois que cela apparaît nécessaire, dans les conditions fixées par son règlement intérieur.

3. Le règlement intérieur du Conseil des ministres prévoit que les coprésidents, assistés de conseillers, pourront procéder à des consultations et échanges de vues réguliers entre les sessions du Conseil des ministres.

Article 167. 1. Le Conseil des ministres se prononce par commun accord de la Communauté, d'une part, et des Etats ACP, d'autre part.

2. La Communauté, d'une part, et les Etats ACP, d'autre part, déterminent, chacun par un protocole interne, la procédure d'élaboration de leurs positions respectives.

Article 168. 1. Le Conseil des ministres définit les grandes orientations des activités à entreprendre dans le cadre de l'application de la présente Convention.

2. Le Conseil des ministres procède périodiquement à l'examen des résultats du régime prévu dans la présente Convention et prend toutes mesures nécessaires pour atteindre les objectifs énoncés dans celle-ci.

A cette fin, le Conseil des ministres peut prendre en considération toute résolution ou recommandation adoptée à cet égard par l'Assemblée consultative.

3. Les décisions prises par le Conseil des ministres dans les cas prévus par la présente Convention sont obligatoires pour les Parties contractantes qui prennent les mesures nécessaires pour en assurer la mise en œuvre.

4. Le Conseil des ministres peut également formuler les résolutions, déclarations, recommandations et avis qu'il juge nécessaires pour atteindre les objectifs fixés et assurer une application satisfaisante de la présente Convention.

5. Le Conseil des ministres publie un rapport annuel et toute autre information qu'il juge utile.

6. Le Conseil des ministres peut prendre toutes dispositions appropriées pour assurer efficacement des contacts, des consultations et la coopération entre les milieux économiques et sociaux des Etats membres et ceux des Etats ACP.

7. La Communauté ou les Etats ACP peuvent saisir le Conseil des ministres de tout problème que poserait l'application de la présente Convention.

8. Dans les cas prévus par la présente Convention, des consultations ont lieu, à la demande de la Communauté ou des Etats ACP, au sein du Conseil des ministres, conformément au règlement intérieur.

9. Le Conseil des ministres peut créer des comités ou des groupes, ainsi que des groupes de travail *ad hoc*, chargés d'effectuer les travaux qu'il juge nécessaires.

10. A la demande de l'une des Parties contractantes, des échanges de vues peuvent avoir lieu sur les questions ayant une incidence directe sur les domaines faisant l'objet de la présente Convention.

11. D'un commun accord, les Parties contractantes peuvent procéder à des échanges de vues sur d'autres questions économiques ou techniques d'intérêt mutuel.

Article 169. Le Conseil des ministres peut, en cas de besoin, déléguer une partie de ses compétences au Comité des ambassadeurs. Dans ce cas, le Comité des ambassadeurs se prononce dans les conditions prévues à l'article 167.

Article 170. Le Comité des ambassadeurs est composé, d'une part, d'un représentant de chaque Etat membre et d'un représentant de la Commission et, d'autre part, d'un représentant de chaque Etat ACP.

Article 171. 1. Le Comité des ambassadeurs assiste le Conseil des ministres dans l'accomplissement de sa tâche et exécute tout mandat qui lui est confié par le Conseil des ministres.

2. Le Comité des ambassadeurs s'acquitte de toutes les autres tâches qui lui sont confiées par le Conseil des ministres.

3. Le Comité des ambassadeurs suit l'application de la présente Convention ainsi que les progrès réalisés en vue d'atteindre les objectifs définis par le Conseil des ministres.

4. Le Comité des ambassadeurs rend compte au Conseil des ministres de ses activités, notamment dans les domaines ayant fait l'objet d'une délégation de

compétence. Il soumet également au Conseil des ministres toutes propositions, résolutions, recommandations ou avis qu'il juge nécessaires ou opportuns.

5. Le Comité des ambassadeurs supervise les travaux de tous les comités et de tous les autres organes ou groupes de travail, permanents ou *ad hoc*, créés ou prévus par la présente Convention ou en application de celle-ci, et soumet périodiquement des rapports au Conseil des ministres.

6. Pour l'accomplissement de ses tâches, le Comité des ambassadeurs se réunit au moins une fois tous les six mois.

Article 172. 1. La présidence du Comité des ambassadeurs est assurée à tour de rôle par un représentant d'un Etat membre désigné par la Communauté et par un représentant d'un Etat ACP désigné par les Etats ACP.

2. Le Comité des ambassadeurs arrête son règlement intérieur qui est soumis pour approbation au Conseil des ministres.

Article 173. Un représentant de la Banque assiste aux réunions du Conseil des ministres ou du Comité des ambassadeurs lorsque des questions relevant des domaines la concernant figurent à l'ordre du jour.

Article 174. Le secrétariat et les autres travaux nécessaires au fonctionnement du Conseil des ministres et du Comité des ambassadeurs ou d'autres organes mixtes sont assurés sur une base paritaire dans les conditions prévues par le règlement intérieur du Conseil des ministres.

Article 175. 1. L'Assemblée consultative est composée, sur une base paritaire, d'une part, de membres du Parlement européen pour la Communauté et, d'autre part, de parlementaires ou de représentants désignés par les Etats ACP.

2. L'Assemblée consultative examine les moyens propres à renforcer la coopération entre la Communauté et les Etats ACP et à favoriser la réalisation des objectifs de la présente Convention, et peut soumettre au Conseil des ministres toutes conclusions et faire toutes recommandations qu'elle jugera utiles, notamment lors de l'examen du rapport annuel du Conseil des ministres.

3. L'Assemblée consultative désigne son bureau et arrête son règlement.

4. L'Assemblée consultative se réunit au moins une fois par an.

5. Les délibérations de l'Assemblée consultative sont préparées par un comité paritaire. En outre, l'Assemblée peut créer des comités consultatifs *ad hoc* chargés d'effectuer des travaux spécifiques qu'elle détermine.

6. L'Assemblée consultative examine le rapport établi en application de l'article 168, paragraphe 5.

7. L'Assemblée consultative peut, sur une base *ad hoc*, établir tous les contacts qu'elle estime souhaitables en vue de recueillir les avis des milieux économiques et sociaux sur la politique de coopération prévue par la présente Convention.

8. L'Assemblée consultative peut adopter des résolutions sur des questions concernant la présente Convention ou visées par celle-ci.

9. Le secrétariat et les autres travaux nécessaires au fonctionnement de l'Assemblée consultative sont assurés sur une base paritaire dans les conditions prévues par le règlement de l'Assemblée consultative.

Article 176. 1. Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention qui surgissent entre un Etat membre, plusieurs Etats membres ou la Communauté, d'une part, et un ou plusieurs Etats ACP, d'autre part, peuvent être soumis au Conseil des ministres.

2. S'il ne parvient pas à régler le différend, le Conseil des ministres peut, à la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes concernées, engager une procédure de bons offices dont le résultat lui est communiqué dans un rapport, lors de la session suivante.

3. a) A défaut de règlement du différend, le Conseil des ministres désigne un arbitre à la demande de l'une ou l'autre des Parties contractantes concernées. Deux autres arbitres sont ensuite désignés dans un délai de deux mois par les parties au différend, telles que définies au paragraphe 1, chacune des parties désignant un arbitre.

b) Les décisions des arbitres sont prises à la majorité dans un délai de dix-huit mois.

c) Chaque partie au différend est tenue de prendre les mesures nécessaires pour assurer l'application de la décision des arbitres.

Article 177. Les frais de fonctionnement des institutions prévues par la présente Convention sont pris en charge dans les conditions déterminées par le protocole n° 2.

Article 178. Les privilèges et immunités accordés au titre de la présente Convention sont définis dans le protocole n° 3.

TITRE XI. DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET FINALES

Article 179. Les traités, conventions, accords ou arrangements conclus entre un ou plusieurs Etats membres et un ou plusieurs Etats ACP, quelle qu'en soit la forme ou la nature, ne doivent pas faire obstacle à l'application de la présente Convention.

Article 180. Sous réserve des dispositions particulières en ce qui concerne les relations entre les Etats ACP et les départements français d'outre-mer qui y sont prévues, la présente Convention s'applique aux territoires où le traité instituant la Communauté économique européenne est d'application et dans les conditions prévues par ledit traité, d'une part, et aux territoires des Etats ACP, d'autre part.

Article 181. En cas d'adhésion d'un Etat tiers à la Communauté, les Parties contractantes conviennent de prendre, si besoin est, les mesures d'adaptation ou de transition appropriées.

Article 182. 1. a) La présente Convention sera, en ce qui concerne la Communauté, valablement conclue par une décision du Conseil des Communautés européennes prise conformément aux dispositions du traité et notifiée aux Parties.

b) Elle sera ratifiée par les Etats signataires conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

c) La ratification de la présente Convention vaut également ratification de l'Accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, signé ce même jour¹.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1279, n° I-21072.

2. Les instruments de ratification et l'acte de notification de la conclusion de la présente Convention sont déposés, pour ce qui concerne les Etats ACP, au Secrétariat du Conseil des Communautés européennes et, pour ce qui concerne la Communauté et les Etats membres, au Secrétariat des Etats ACP. Les Secrétariats en informeront aussitôt les Etats signataires et la Communauté.

Article 183. 1. La présente Convention entre en vigueur le premier jour du deuxième mois suivant la date à laquelle les instruments de ratification des Etats membres et de deux tiers au moins des Etats ACP, ainsi que l'acte de notification de la conclusion de la présente Convention par la Communauté, ont été déposés.

2. L'Etat ACP qui n'a pas accompli les procédures visées à l'article 182 à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention telle que prévue au paragraphe 1 ne peut le faire que dans les douze mois suivant cette date et ne peut engager ces procédures que pendant les douze mois suivant cette même date, sauf si, avant l'expiration de cette période, il avise le Conseil des ministres de son intention d'accomplir ces procédures au plus tard dans les six mois suivant cette période, et à condition qu'il procède, dans ce même délai, au dépôt de l'instrument de ratification.

3. Pour les Etats ACP n'ayant pas accompli les procédures visées à l'article 182 à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention telle que prévue au paragraphe 1, la présente Convention devient applicable le premier jour du deuxième mois suivant l'accomplissement de ces procédures.

4. Les Etats ACP signataires qui ratifient la présente Convention dans les conditions énoncées au paragraphe 2 reconnaissent la validité de toute mesure d'application de cette Convention prise entre la date de son entrée en vigueur et la date à laquelle ses dispositions sont devenues applicables pour ce qui les concerne. Sous réserve d'un délai supplémentaire qui pourrait leur être accordé par le Conseil des ministres, ces Etats exécutent, six mois au plus tard après l'accomplissement des procédures visées à l'article 182, toutes les obligations qui leur incombent aux termes de la présente Convention ou des décisions d'application prises par le Conseil des ministres.

5. Le règlement intérieur des institutions établies par la présente Convention fixe si, et dans l'affirmative dans quelles conditions, les représentants des Etats signataires qui, à la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, n'ont pas encore accompli les procédures visées à l'article 182 siègent en qualité d'observateurs au sein de ces institutions. Les dispositions ainsi arrêtées ne produisent effet que jusqu'à la date à laquelle la présente Convention devient applicable à ces Etats; elles cessent en tout état de cause d'être applicables à la date à laquelle, en vertu des dispositions du paragraphe 2, l'Etat en cause ne peut plus procéder à la ratification de la présente Convention.

Article 184. 1. Le Conseil des ministres est informé de toute demande d'adhésion ou d'association d'un Etat à la Communauté.

2. Le Conseil des ministres est informé de toute demande d'adhésion d'un Etat à un groupement économique composé d'Etats ACP.

Article 185. 1. Toute demande d'adhésion à la présente Convention introduite par un pays ou un territoire visé dans la quatrième partie du traité et qui accède à l'indépendance est portée à la connaissance du Conseil des ministres.

2. En cas d'approbation par le Conseil des ministres, le pays en cause adhère à la présente Convention en déposant un acte d'adhésion au Secrétariat

du Conseil des Communautés européennes qui en transmet une copie certifiée conforme au Secrétariat des Etats ACP et en informe les Etats signataires.

3. Cet Etat jouit alors des mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations que les Etats ACP. Cette adhésion ne peut porter atteinte aux avantages résultant, pour les Etats ACP signataires de la présente Convention, des dispositions relatives à la coopération financière et technique et à la stabilisation des recettes d'exportation.

Article 186. 1. Toute demande d'adhésion à la présente Convention, présentée par un Etat dont la structure économique et la production sont comparables à celles des Etats ACP, nécessite l'approbation du Conseil des ministres. L'Etat concerné peut adhérer à la présente Convention en concluant un accord avec la Communauté.

2. Cet Etat jouit alors des mêmes droits et est soumis aux mêmes obligations que les Etats ACP.

3. L'accord conclu avec cet Etat peut toutefois préciser la date à laquelle certains de ces droits et obligations lui deviendront applicables.

4. Toutefois, cette adhésion ne peut porter atteinte aux avantages résultant, pour les Etats ACP signataires de la présente Convention, des dispositions relatives à la coopération financière et technique, à la stabilisation des recettes d'exportation et à la coopération industrielle.

Article 187. A compter de la date d'entrée en vigueur de la présente Convention, les pouvoirs conférés au Conseil des ministres par la Convention ACP-CEE de Lomé sont exercés, dans la mesure nécessaire et conformément aux dispositions prévues sur ce point par ladite Convention, par le Conseil des ministres institué par la présente Convention.

Article 188. La présente Convention vient à expiration à l'issue d'une période de cinq ans à compter du 1^{er} mars 1980, soit le 28 février 1985.

Dix-huit mois avant la fin de cette période, les Parties contractantes entameront des négociations en vue d'examiner les dispositions qui régiront ultérieurement les relations entre la Communauté et les Etats membres, d'une part, et les Etats ACP, d'autre part.

Le Conseil des ministres arrête éventuellement les mesures transitoires nécessaires jusqu'à l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention.

Article 189. La présente Convention peut être dénoncée par la Communauté à l'égard de chaque Etat ACP et par chaque Etat ACP à l'égard de la Communauté moyennant un préavis de six mois.

Article 190. Les protocoles annexés à la présente Convention en font partie intégrante.

Article 191. La présente Convention rédigée en deux exemplaires en langues allemande, anglaise, danoise, française, italienne et néerlandaise, chacun de ces textes faisant également foi, sera déposée dans les archives du Secrétariat du Conseil des Communautés européennes et au Secrétariat des Etats ACP qui en remettront une copie certifiée conforme au gouvernement de chacun des Etats signataires.

[Voir p. 431 du présent volume pour les signatures.]

PROTOCOLE N° 1 RELATIF À LA DÉFINITION DE LA NOTION DE PRODUITS ORIGINAIRES ET AUX MÉTHODES DE COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

TITRE I. DÉFINITION DE LA NOTION DE PRODUITS ORIGINAIRES

Article 1. 1. Pour l'application de la Convention et sans préjudice des paragraphes 3 et 4, sont considérés comme produits originaires d'un Etat ACP, sous réserve qu'ils aient été transportés directement conformément à l'article 5 :

- a) Les produits entièrement obtenus dans un ou plusieurs Etats ACP;
- b) Les produits obtenus dans un ou plusieurs Etats ACP et dans la fabrication desquels sont entrés des produits autres que ceux visés sous *a*, sous réserve que lesdits produits aient fait l'objet d'ouvrasons ou de transformations suffisantes, au sens de l'article 3.

2. Pour l'application du paragraphe 1, les Etats ACP sont considérés comme un seul territoire.

3. Lorsque des produits entièrement obtenus dans la Communauté ou dans les pays et territoires définis à la note explicative n° 9 font l'objet d'ouvrasons ou de transformations dans un ou plusieurs Etats ACP, ils sont considérés comme ayant été entièrement obtenus dans cet ou ces Etats ACP, sous réserve qu'ils aient été transportés directement conformément à l'article 5.

4. Les ouvrasons ou transformations effectuées dans la Communauté ou dans les pays et territoires sont considérées comme ayant été effectuées dans un ou plusieurs Etats ACP lorsque les produits obtenus font ultérieurement l'objet d'ouvrasons ou de transformations dans un ou plusieurs Etats ACP, sous réserve qu'ils aient été transportés directement conformément à l'article 5.

5. Pour l'application des paragraphes précédents, et sous réserve que toutes les conditions prévues dans ces paragraphes soient remplies, les produits obtenus dans deux ou plusieurs Etats ACP sont considérés comme produits originaires de l'Etat ACP où la dernière ouvraison ou transformation a eu lieu. A cet effet, ne sont pas considérées comme ouvrasons ou transformations celles mentionnées à l'article 3, paragraphe 3, sous *a*, *b*, *c* et *d*, ni le cumul de ces ouvrasons ou de ces transformations.

6. Les produits énumérés dans la liste C figurant à l'annexe IV sont temporairement exclus du champ d'application du présent protocole. Néanmoins, les dispositions en matière de coopération administrative s'appliquent, *mutatis mutandis*, à ces produits.

Article 2. Sont considérés, au sens de l'article 1, paragraphe 1, sous *a*, et paragraphe 3, comme entièrement obtenus dans un ou plusieurs Etats ACP ou dans la Communauté ou dans les pays et territoires :

- a) Les produits minéraux extraits de leur sol ou de leur fond de mers ou d'océans;
- b) Les produits du règne végétal qui y sont récoltés;
- c) Les animaux vivants qui y sont nés et élevés;
- d) Les produits provenant d'animaux vivants qui y font l'objet d'un élevage;
- e) Les produits de la chasse et de la pêche qui y sont pratiqués;

- f) Les produits de la pêche maritime et autres produits tirés de la mer par leurs navires;
- g) Les produits fabriqués à bord de leurs navires-usines exclusivement à partir de produits visés sous *f*;
- h) Les articles usagés, ne pouvant servir qu'à la récupération des matières premières, qui y sont recueillis;
- i) Les déchets provenant d'opérations manufacturières qui y sont effectuées;
- j) Les marchandises qui y sont fabriquées exclusivement à partir de produits visés sous *a* à *i*.

Article 3. 1. Pour l'application de l'article 1, paragraphe 1, sous *b*, sont considérées comme suffisantes :

- a) Les ouvraisons ou transformations qui ont pour effet de ranger les marchandises obtenues sous une position tarifaire autre que celle afférente à chacun des produits mis en œuvre, à l'exception toutefois de celles énumérées dans la liste A figurant à l'annexe II et auxquelles s'appliquent les dispositions particulières à cette liste;
- b) Les ouvraisons ou transformations énumérées dans la liste B figurant à l'annexe III.

Par sections, chapitres et positions tarifaires, on entend les sections, chapitres et positions de la nomenclature du Conseil de coopération douanière pour la classification des marchandises dans les tarifs douaniers.

2. Lorsque, pour un produit obtenu déterminé, une règle de pourcentage limite, dans la liste A et dans la liste B, la valeur des produits et parties mis en œuvre susceptibles d'être utilisés, la valeur totale de ces produits et parties, qu'ils aient ou non, dans les limites et conditions prévues dans chacune des deux listes, changé de position tarifaire au cours des ouvraisons, transformations ou montage, ne peut dépasser, par rapport à la valeur du produit obtenu, celle correspondant soit, si les taux sont identiques dans les deux listes, à ce taux commun soit, s'ils sont différents, au plus élevé des deux.

3. Pour l'application du paragraphe 1, sous *a*, les ouvraisons ou transformations suivantes sont toujours considérées comme insuffisantes pour conférer le caractère originaire, qu'il y ait ou non changement de position tarifaire :

- a) Les manipulations destinées à assurer la conservation en l'état des marchandises pendant leur transport et leur stockage (aération, étendage, séchage, réfrigération, mise dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances, extraction des parties avariées et opérations similaires);
- b) Les opérations simples de dépoussiérage, de criblage, de triage, de classement, d'assortiment (y compris la composition de jeux de marchandises, de lavage, de peinture, de découpage);
- c) i) Les changements d'emballage et les divisions et réunions de colis;
ii) La simple mise en bouteilles, en flacons, en sacs, en étuis, en boîtes, sur planchettes, etc., et toutes autres opérations simples de conditionnement;
- d) L'apposition, sur les produits eux-mêmes ou sur leurs emballages, de marques, d'étiquettes ou d'autres signes distinctifs similaires;

- e) i) Le simple mélange de produits de même espèce dans lesquels l'un ou l'autre des composants ne remplit pas les conditions fixées par le présent protocole pour être reconnu comme originaire d'un Etat ACP, de la Communauté ou d'un pays ou territoire;
- ii) Le simple mélange de produits d'espèces différentes, à moins qu'un ou plusieurs composants remplissent les conditions fixées par le présent protocole pour être reconnus originaires d'un Etat ACP, de la Communauté ou d'un pays ou territoire, et à condition que ce ou ces composants contribuent à déterminer les caractéristiques essentielles du produit fini;
- f) La simple réunion de parties d'articles, en vue de constituer un article complet;
- g) Le cumul de plusieurs opérations reprises sous *a* à *f*;
- h) L'abattage des animaux.

Article 4. Lorsque les listes A et B visées à l'article 3 prévoient que les marchandises obtenues dans un Etat ACP ne sont considérées comme originaires qu'à condition que la valeur des produits mis en œuvre n'excède pas un pourcentage déterminé de la valeur des marchandises obtenues, les valeurs à prendre en considération pour la détermination de ce pourcentage sont :

- D'une part, en ce qui concerne les produits dont il est justifié qu'ils ont été importés : leur valeur en douane au moment de l'importation; en ce qui concerne les produits d'une origine indéterminée : le premier prix vérifiable payé pour ces produits sur le territoire de la Partie contractante où s'effectue la fabrication;
- D'autre part, le prix départ usine des marchandises obtenues, déduction faite des taxes intérieures restituées ou à restituer en cas d'exportation.

Article 5. 1. Pour l'application de l'article 1, paragraphes 1, 3 et 4, les produits dont le transport s'effectue sans emprunt de territoires autres que ceux des parties concernées sont considérés comme transportés directement des Etats ACP dans la Communauté ou de la Communauté ou des pays et territoires dans les Etats ACP. Toutefois, le transport des produits constituant un seul envoi peut s'effectuer avec emprunt de territoires autres que ceux des Etats ACP, de la Communauté ou des pays et territoires, le cas échéant avec transbordement ou entreposage temporaire dans ces territoires, pour autant que la traversée de ces derniers soit justifiée par des raisons géographiques ou des nécessités de transport et que les produits n'y aient pas été mis dans le commerce ou à la consommation et n'y aient pas subi, le cas échéant, d'autres opérations que le déchargement ou le rechargement ou toute autre opération destinée à assurer leur conservation en l'état.

Les interruptions et modifications de transport dues à des faits de mer ou des cas de force majeure ne sont pas susceptibles d'empêcher l'application du régime préférentiel prévu par le présent protocole, sous réserve que les produits n'aient pas été, pendant ces modifications ou interruptions, mis dans le commerce ou à la consommation et n'aient pas subi d'autres opérations que celles destinées à assurer leur sauvegarde et leur conservation en l'état.

2. La preuve que les conditions visées au paragraphe 1 sont réunies est fournie par la production aux autorités douanières compétentes dans la Communauté :

- a) Soit d'un titre justificatif du transport unique établi dans le pays bénéficiaire d'exportation et sous le couvert duquel s'est effectuée la traversée du pays de transit;
- b) Soit d'une attestation délivrée par les autorités douanières du pays de transit et contenant :
- Une description exacte des marchandises;
 - La date du déchargement ou du rechargement des marchandises ou, éventuellement, de leur embarquement ou débarquement, avec indication des navires utilisés;
 - La certification des conditions dans lesquelles s'est effectué le séjour des marchandises;
- c) Soit, à défaut, de tous documents probants.

TITRE II. MÉTHODES DE COOPÉRATION ADMINISTRATIVE

Article 6. 1. a) La preuve du caractère originaire des produits, au sens du présent protocole, est apportée par un certificat de circulation des marchandises EUR. 1 dont le modèle figure à l'annexe V du présent protocole.

b) Toutefois, la preuve du caractère originaire, au sens du présent protocole, des produits qui font l'objet d'envois postaux (y compris les colis postaux), pour autant qu'il s'agisse d'envois contenant uniquement des produits originaires et que la valeur ne dépasse pas 1 420 unités de compte européennes par envoi, est apportée par un formulaire EUR. 2 dont le modèle figure à l'annexe VI du présent protocole.

c) Jusqu'au 30 avril 1981 inclus, l'unité de compte européenne à utiliser en monnaie nationale d'un Etat membre de la Communauté est la contre-valeur dans cette monnaie nationale de l'unité de compte européenne à la date du 30 juin 1978. Pour chaque période suivante de deux années, elle est la contre-valeur dans cette monnaie nationale de l'unité de compte européenne au premier jour ouvrable du mois d'octobre de l'année précédant cette période de deux ans.

d) Des montants révisés remplaçant les montants exprimés en UCE mentionnés ci-dessus ainsi qu'à l'article 16, paragraphe 2, peuvent être introduits par la Communauté au début de chaque période suivante de deux années, lorsque cela est nécessaire, et doivent être notifiés par la Communauté au Comité de coopération douanière au plus tard un mois avant leur entrée en vigueur. Ces montants doivent, en tout état de cause, être tels que la valeur des limites exprimée dans la monnaie nationale d'un pays donné ne diminue pas.

e) Si la marchandise est facturée dans la monnaie d'un autre Etat membre de la Communauté, l'Etat membre d'importation reconnaît le montant notifié par l'Etat membre concerné.

2. Lorsque, à la demande du déclarant en douane, un article démonté ou non monté, relevant des chapitres 84 et 85 de la Nomenclature du Conseil de coopération douanière, est importé par envois échelonnés, aux conditions fixées par les autorités compétentes, il est considéré comme constituant un seul article, et un certificat de circulation des marchandises peut être présenté pour l'article complet lors de l'importation du premier envoi partiel.

3. Les accessoires, pièces de rechange et outillages livrés avec un matériel, une machine ou un véhicule et qui font partie de son équipement normal et sont compris dans le prix ou ne sont pas facturés à part sont considérés comme formant un tout avec le matériel, la machine, l'appareil ou le véhicule considéré.

4. Les assortiments, au sens de la règle générale 3 de la Nomenclature du Conseil de coopération douanière, sont considérés comme originaires à condition que tous les articles entrant dans leur composition soient originaires. Toutefois, un assortiment composé d'articles originaires et non originaires est considéré comme originaire dans son ensemble à condition que la valeur des articles non originaires n'excède pas 15% de la valeur totale de l'assortiment.

Article 7. 1. Le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est délivré lors de l'exportation des marchandises auxquelles il se rapporte par les autorités douanières de l'Etat ACP d'exportation. Il est tenu à la disposition de l'exportateur dès que l'exportation réelle est effectuée ou assurée.

2. A titre exceptionnel, le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 peut être également délivré après l'exportation des marchandises auxquelles il se rapporte, lorsqu'il ne l'a pas été lors de cette exportation, par suite d'erreurs, d'omissions involontaires ou de circonstances particulières. Dans ce cas, il est revêtu d'une mention spéciale indiquant les conditions dans lesquelles il a été délivré.

3. Le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 n'est délivré que sur demande écrite de l'exportateur. Cette demande est établie sur le formulaire dont le modèle figure à l'annexe V et qui est remplie conformément au présent protocole.

4. Le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 ne peut être délivré que s'il peut constituer le titre justificatif pour l'application de la Convention.

5. Les demandes de certificats de circulation des marchandises doivent être conservées pendant trois ans au moins par les autorités douanières du pays exportateur.

Article 8. 1. La délivrance du certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est effectuée par les autorités douanières de l'Etat ACP d'exportation, si les marchandises peuvent être considérées comme produits originaires au sens du présent protocole.

2. Afin de vérifier si les conditions visées au paragraphe 1 sont remplies, les autorités douanières ont la faculté de réclamer toutes pièces justificatives et de procéder à tout contrôle qu'elles jugent utile.

3. Il incombe aux autorités douanières de l'Etat d'exportation de veiller à ce que les formulaires visés à l'article 9 soient dûment remplis. Elles vérifient notamment si le cadre réservé à la désignation des marchandises a été rempli de façon à exclure toute possibilité d'adjonction frauduleuse. A cet effet, la désignation des marchandises doit être indiquée sans interligne. Lorsque le cadre n'est pas entièrement rempli, un trait horizontal doit être tiré en dessous de la dernière ligne, la partie non remplie étant barrée.

4. La date de délivrance du certificat doit être indiquée dans la partie du certificat de circulation des marchandises réservée à la douane.

Article 9. 1. Le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est établi sur le formulaire dont le modèle figure à l'annexe V du présent protocole. Ce formulaire est imprimé dans une ou plusieurs des langues dans lesquelles est rédigée la Convention. Le certificat est établi dans une de ces langues conformément au droit interne de l'Etat d'exportation. S'il est établi à la main, il doit être rempli à l'encre et en caractères d'imprimerie.

2. Le format du certificat est de 210 × 297 mm, une tolérance maximale de 8 mm en plus et de 5 mm en moins étant admise en ce qui concerne la longueur. Le papier à utiliser est un papier de couleur blanche sans pâtes mécaniques, collé pour écriture et pesant au minimum 25 g/m². Il est revêtu d'une impression de fond guillochée de couleur verte rendant apparente toute falsification par moyens mécaniques ou chimiques.

3. Les Etats d'exportation peuvent se réserver l'impression des certificats ou en confier le soin à des imprimeries ayant reçu leur agrément. Dans ce dernier cas, référence à cet agrément est faite sur chaque certificat. Chaque certificat est revêtu d'une mention indiquant le nom et l'adresse de l'imprimeur ou d'un signe permettant l'identification de celui-ci. Il porte, en outre, un numéro de série, imprimé ou non, destiné à l'identifier.

Article 10. 1. Sous la responsabilité de l'exportateur, il appartient à celui-ci ou à son représentant habilité de demander la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR. 1.

2. L'exportateur, ou son représentant, présente avec sa demande toute pièce justificative utile, susceptible d'apporter la preuve que les marchandises à exporter peuvent donner lieu à la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR. 1.

Article 11. 1. Le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 doit être produit, dans un délai de dix mois à compter de la date de délivrance par la douane de l'Etat ACP d'exportation, au bureau des douanes de l'Etat d'importation où les marchandises sont présentées.

2. Lorsque les marchandises empruntent un port d'un Etat ACP ou d'un pays et territoire autre que du pays d'origine, un nouveau délai de validité de dix mois commence à courir à la date de l'apposition dans la case 7 du certificat EUR. 1, par les autorités douanières du port de transit :

- De la mention « transit »,
- Du nom du pays de transit,
- D'un cachet à date.

Cette procédure entre en vigueur après communication à la Commission du spécimen de cachet utilisé.

La Commission communique ces informations aux autorités douanières des Etats membres.

3. Le remplacement d'un ou plusieurs certificats de circulation des marchandises EUR. 1 par un ou plusieurs certificats EUR. 1 est toujours possible, à condition qu'il s'effectue au bureau des douanes où se trouvent les marchandises.

Article 12. Dans l'Etat d'importation, le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est produit aux autorités douanières, selon les modalités prévues par la réglementation de cet Etat. Lesdites autorités ont la faculté d'en

exiger une traduction. Elles peuvent, en outre, exiger que la déclaration d'importation soit accompagnée d'une déclaration par laquelle l'importateur atteste que les marchandises remplissent les conditions requises pour l'application de la Convention.

Article 13. 1. Les certificats de circulation des marchandises EUR. 1 qui sont produits aux autorités douanières de l'Etat d'importation après expiration du délai de présentation prévu à l'article 11 peuvent être acceptés aux fins d'application du régime préférentiel lorsque le non-respect du délai est dû à des cas de force majeure ou à des circonstances exceptionnelles.

2. En dehors de ces cas, les autorités douanières de l'Etat d'importation peuvent accepter les certificats lorsque les marchandises leur ont été présentées avant l'expiration dudit délai.

Article 14. La constatation de légères discordances entre les mentions portées sur le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 et celles portées sur les documents produits au bureau de douane, en vue de l'accomplissement des formalités d'importation des marchandises, n'entraîne pas *ipso facto* la non-validité du certificat s'il est dûment établi que ce dernier correspond aux marchandises présentées.

Article 15. Le formulaire EUR. 2 dont le modèle figure à l'annexe VI est rempli par l'exportateur. Il est établi dans une des langues dans lesquelles est rédigée la Convention et conformément au droit interne de l'Etat d'exportation. S'il est établi à la main, il doit être rempli à l'encre et en caractères d'imprimerie.

Le formulaire EUR. 2 est constitué d'un volet unique de format 210 × 148 mm. Le papier à utiliser est un papier de couleur blanche, sans pâtes mécaniques, collé pour écriture et pesant au minimum 64 g/m².

Les Etats d'exportation peuvent se réserver l'impression des formulaires ou en confier le soin à des imprimeries ayant reçu leur agrément. Dans ce dernier cas, référence à cet agrément est faite sur chaque formulaire. Chaque formulaire est revêtu du signe distinctif attribué à l'imprimerie agréée, ainsi que d'un numéro de série, imprimé ou non, destiné à l'identifier.

Il est établi un formulaire EUR. 2 pour chaque envoi postal. Après avoir rempli et signé le formulaire, l'exportateur attache, dans le cas d'envois par colis postaux, celui-ci au bulletin d'expédition. Dans le cas d'envoi par la poste aux lettres, l'exportateur insère le formulaire dans le colis.

Ces dispositions ne dispensent pas l'exportateur de l'accomplissement des autres formalités prévues dans les règlements douaniers et postaux.

Article 16. 1. Sont admises comme produits originaires, sans qu'il y ait lieu de produire un certificat de circulation des marchandises EUR. 1 ou de remplir un formulaire EUR. 2, les marchandises qui font l'objet de petits envois adressés à des particuliers ou qui sont contenues dans les bagages personnels des voyageurs, pour autant qu'il s'agisse d'importations dépourvues de tout caractère commercial, dès lors qu'elles sont déclarées comme répondant aux conditions requises pour l'application de ces dispositions et qu'il n'existe aucun doute quant à la sincérité de cette déclaration.

2. Sont considérées comme dépourvues de tout caractère commercial les importations qui présentent un caractère occasionnel et qui portent uniquement

sur des marchandises réservées à l'usage personnel ou familial des destinataires ou des voyageurs, ces marchandises ne devant traduire, par leur nature et leur quantité, aucune préoccupation d'ordre commercial. En outre, la valeur globale des marchandises ne doit pas être supérieure à 90 unités de compte européennes en ce qui concerne les petits envois ou à 285 unités de compte européennes en ce qui concerne le contenu des bagages personnels des voyageurs.

Article 17. 1. Les marchandises expédiées d'un des Etats ACP pour une exposition dans un pays autre qu'un Etat ACP, un Etat membre ou un pays ou territoire et vendues après l'exposition pour être importées dans la Communauté, bénéficient à l'importation des dispositions de la Convention, sous réserve qu'elles satisfassent aux conditions prévues par le présent protocole pour être reconnues comme originaires d'un Etat ACP et pour autant que la preuve soit apportée à la satisfaction des autorités douanières :

- a) Qu'un exportateur a expédié ces marchandises d'un Etat ACP dans le pays de l'exposition et les y a exposées;
- b) Que cet exportateur a vendu les marchandises ou les a cédées à un destinataire dans la Communauté;
- c) Que les marchandises ont été expédiées dans la Communauté durant l'exposition ou immédiatement après, dans l'état où elles ont été expédiées en vue de l'exposition;
- d) Que, depuis le moment où elles ont été expédiées en vue de l'exposition, les marchandises n'ont pas été utilisées à des fins autres que la présentation à cette exposition.

2. Un certificat de circulation des marchandises EUR. 1 doit être produit dans les conditions normales aux autorités douanières. La désignation et l'adresse de l'exposition devront y être indiquées. Au besoin, il peut être demandé une preuve documentaire supplémentaire de la nature des marchandises et des conditions dans lesquelles elles ont été exposées.

3. Le paragraphe 1 est applicable à toutes les expositions, foires ou manifestations publiques analogues, de caractère commercial, industriel, agricole ou artisanal, autres que celles qui sont organisées à des fins privées dans des locaux ou magasins commerciaux et qui ont pour objet la vente de marchandises étrangères, et pendant lesquelles les marchandises restent sous contrôle de la douane.

Article 18. 1. Lorsqu'un certificat est délivré, au sens de l'article 7, paragraphe 2, après l'exportation effective des marchandises auxquelles il se rapporte, l'exportateur doit, sur la demande prévue à l'article 7, paragraphe 3 :

- Indiquer le lieu et la date de l'expédition des marchandises auxquelles le certificat se rapporte,
- Attester qu'il n'a pas été délivré de certificat EUR. 1 lors de l'exportation de la marchandise en question et en préciser les raisons.

2. Les autorités douanières ne peuvent délivrer *a posteriori* un certificat de circulation des marchandises EUR. 1 qu'après avoir vérifié si les indications contenues dans la demande de l'exportateur sont conformes à celles du dossier correspondant.

Les certificats délivrés *a posteriori* doivent être revêtus d'une des mentions suivantes : « NACHTRÄGLICH AUSGESTELLT », « DÉLIVRÉ « A POSTERIORI » ,

« RILASCIATO « A POSTERIORI », « AFGEGEVEN « A POSTERIORI », « ISSUED RETROSPECTIVELY », « UDSTEDT EFTERFØLGENDE ».

Article 19. En cas de vol, de perte ou de destruction d'un certificat de circulation des marchandises EUR. 1, l'exportateur peut demander aux autorités douanières qui l'ont délivré un duplicata établi sur la base des documents d'exportation qui sont en leur possession.

Le duplicata ainsi délivré doit être revêtu d'une des mentions suivantes : « DUPLIKAT », « DUPLICATA », « DUPLICATO », « DUPLICAAT », « DUPLICATE ».

Article 20. 1. Lorsque l'article 1, paragraphes 2, 3 et 4, est appliqué, aux fins de la délivrance d'un certificat de circulation des marchandises EUR. 1, le bureau de douane compétent de l'Etat ACP où est demandée la délivrance dudit certificat pour des produits dans la fabrication desquels sont entrés des produits provenant d'autres Etats ACP, de la Communauté ou de pays et territoires, prend en considération la déclaration dont un modèle figure à l'annexe VII, fournie par l'exportateur de l'Etat, pays ou territoire de provenance, soit sur la facture commerciale relative à ces produits, soit sur une annexe à cette facture.

2. La production de la fiche de renseignements, délivrée dans les conditions prévues à l'article 21 et dont un modèle figure à l'annexe VIII, peut toutefois être demandée à l'exportateur par le bureau des douanes intéressé soit pour contrôler l'authenticité et l'exactitude des renseignements portés sur la déclaration prévue au paragraphe 1, soit pour obtenir des informations complémentaires.

Article 21. La fiche de renseignements relative aux produits mis en œuvre est délivrée à la demande de l'exportateur de ces produits, soit dans les cas prévus à l'article 20, paragraphe 2, soit à l'initiative de cet exportateur, par le bureau de douane compétent dans l'Etat, pays ou territoire d'où ces produits ont été exportés. Elle est établie en deux exemplaires; un exemplaire est remis au demandeur à qui il appartient de le faire parvenir soit à l'exportateur des produits finalement obtenus, soit au bureau de douane où le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 est demandé pour lesdits produits. Le deuxième exemplaire est conservé par le bureau qui l'a délivré pendant au moins trois ans.

Article 22. Les Etats ACP prennent toutes les mesures nécessaires pour éviter que les marchandises ayant fait l'objet d'une transaction sous le couvert d'un certificat de circulation des marchandises EUR. 1 et qui séjournent au cours de leur transport dans une zone franche située sur leur territoire n'y fassent l'objet de substitutions ou de manipulations autres que les manipulations destinées à assurer leur conservation en l'état.

Article 23. 1. Les Etats ACP communiquent à la Commission les empreintes des cachets utilisés et les adresses des services douaniers compétents pour la délivrance des certificats de circulation EUR. 1 et procèdent au contrôle *a posteriori* des certificats de circulation EUR. 1 et des formulaires EUR. 2.

La Commission communique ces informations aux autorités douanières des Etats membres.

2. En vue d'assurer une application correcte du présent titre, les Etats membres, les pays et territoires et les Etats ACP se prêtent mutuellement assistance, par l'entremise de leurs administrations douanières respectives, pour le contrôle de l'authenticité des certificats de circulation des marchandises EUR. 1 et de l'exactitude des renseignements relatifs à l'origine réelle des produits en cause,

des déclarations des exportateurs figurant sur les formulaires EUR. 2 et de l'authenticité et de l'exactitude des fiches de renseignements visées à l'article 20.

Article 24. Des sanctions sont appliquées contre toute personne qui établit ou fait établir, en vue de faire admettre une marchandise au bénéfice du régime préférentiel, soit un document contenant des renseignements inexacts en vue d'obtenir un certificat de circulation des marchandises EUR. 1, soit un formulaire EUR. 2 contenant des renseignements inexacts.

Article 25. 1. Le contrôle *a posteriori* des certificats de circulation des marchandises EUR. 1 ou des formulaires EUR. 2 est effectué par sondage et chaque fois que les autorités douanières de l'Etat d'importation ont des doutes fondés quant à l'authenticité du document ou quant à l'exactitude des renseignements relatifs à l'origine réelle de la marchandise en cause.

2. Pour l'application des dispositions du paragraphe 1, les autorités douanières de l'Etat d'importation renvoient le certificat EUR. 1 ou le formulaire EUR. 2 ou une photocopie de ce certificat ou de ce formulaire aux autorités douanières de l'Etat d'exportation en indiquant, le cas échéant, les motifs de fond ou de forme qui justifient une enquête. Elles joignent au certificat EUR. 1 ou au formulaire EUR. 2, si elle a été produite, la facture ou une copie de celle-ci et fournissent tous les renseignements qui ont pu être obtenus et qui font penser que les mentions portées sur ledit certificat ou ledit formulaire sont inexacts.

Si elles décident de surseoir à l'application des dispositions de la Convention dans l'attente des résultats du contrôle, les autorités douanières de l'Etat d'importation offrent à l'importateur la mainlevée des marchandises, sous réserve des mesures conservatoires jugées nécessaires.

3. Les résultats du contrôle *a posteriori* sont portés à la connaissance des autorités douanières de l'Etat d'importation dans un délai de trois mois au maximum. Ils doivent permettre de déterminer si le certificat de circulation des marchandises EUR. 1 ou le formulaire EUR. 2 contesté est applicable aux marchandises réellement exportées et si celles-ci peuvent effectivement donner lieu à l'application du régime préférentiel.

Lorsque ces contestations n'ont pu être réglées entre les autorités douanières de l'Etat d'importation et celles de l'Etat d'exportation ou lorsqu'elles soulèvent un problème d'interprétation du présent protocole, elles sont soumises au Comité de coopération douanière prévu à l'article 28.

Dans tous les cas, le règlement des litiges entre l'importateur et les autorités douanières de l'Etat d'importation reste soumis à la législation de celui-ci.

Article 26. Le contrôle *a posteriori* des fiches de renseignements visées à l'article 20 est effectué dans les cas prévus à l'article 25 selon une procédure analogue à celle prévue dans cet article.

Article 27. Conformément aux dispositions de l'article 11 de la Convention, le Conseil des ministres procède, annuellement ou toutes les fois que les Etats ACP ou la Communauté en font la demande, à l'examen de l'application des dispositions du présent protocole et de leurs effets économiques en vue de les modifier ou de les adapter si nécessaire.

Le Conseil des ministres tient compte, entre autres éléments, de l'incidence sur les règles d'origine des évolutions technologiques.

La mise en vigueur des décisions prises intervient dans les meilleurs délais.

Article 28. 1. Il est institué un Comité de coopération douanière chargé d'assurer la coopération administrative en vue d'une application correcte et uniforme du présent protocole et d'exécuter toute autre tâche dans le domaine douanier qui pourrait lui être confiée.

2. Le Comité se réunit régulièrement, notamment pour préparer les décisions du Conseil des ministres en application de l'article 27.

3. Dans les conditions prévues à l'article 30, le Comité prend les décisions en ce qui concerne les dérogations au présent protocole.

4. Le Comité est composé, d'une part, d'experts des Etats membres et de fonctionnaires de la Commission responsables des questions douanières et, d'autre part, d'experts représentant les Etats ACP et de fonctionnaires de groupements régionaux des Etats ACP responsables des questions douanières.

Article 29. Le Comité de coopération douanière examine à intervalle régulier l'incidence sur les Etats ACP et, en particulier, sur les Etats ACP les moins développés, de l'application des règles d'origine et recommande au Conseil des ministres les mesures appropriées.

Article 30. 1. Des dérogations au présent Protocole peuvent être adoptées par le Comité lorsque le développement d'industries existantes ou l'implantation d'industries nouvelles le justifient. A cet effet, l'Etat ou les Etats ACP concernés, avant ou en même temps que la saisine du Comité par les Etats ACP, informent la Communauté de leur demande, sur la base d'un dossier justificatif établi conformément à la note explicative n° 10.

2. L'examen des demandes tient compte en particulier :

- a) Du niveau de développement ou de la situation géographique du ou des Etats ACP concernés;
- b) Des cas où l'application des règles d'origine existantes affecterait sensiblement la capacité, pour une industrie existante dans un Etat ACP, de poursuivre ses exportations vers la Communauté, et particulièrement des cas où cette application pourrait entraîner des cessations d'activités;
- c) Des cas spécifiques où il peut être clairement démontré que d'importants investissements dans une industrie pourraient être découragés par les règles d'origine et où une dérogation favorisant la réalisation d'un programme d'investissement permettrait de satisfaire, par étapes, à ces règles.

3. Dans tous les cas, il devra être examiné si les règles en matière d'origine cumulative ne permettent pas de résoudre le problème.

4. En outre, lorsque la demande de dérogation concerne un Etat ACP moins développé, elle est examinée avec un préjugé favorable en tenant particulièrement compte :

- a) De l'incidence économique et sociale, notamment en matière d'emploi, des décisions à prendre;
- b) De la nécessité d'appliquer la dérogation pendant une période tenant compte de la situation particulière de l'Etat ACP moins développé concerné et de ses difficultés.

5. Il est tenu compte tout spécialement, dans l'examen cas par cas des demandes, de la possibilité de conférer le caractère originaire à des produits dans

la composition desquels entrent des produits originaires de pays en développement voisins, ou de pays en développement avec lesquels un ou plusieurs Etats ACP ont des relations particulières, à condition qu'une coopération administrative satisfaisante puisse être établie.

6. Le Comité prend toutes les dispositions nécessaires pour qu'une décision intervienne dans les meilleurs délais et en tout cas trois mois au plus tard après la saisine de la Communauté. A défaut de décision par le Comité, le Comité des ambassadeurs est appelé à statuer dans le mois suivant la date à laquelle il a été saisi.

7. a) Les dérogations sont valables pour une période que le Comité détermine et qui sera en règle générale de deux années. Cette période peut être portée au maximum à trois années, lorsque la dérogation concerne un Etat ACP moins développé.

b) La décision de dérogation peut prévoir des reconductions pour une période d'une année, sans qu'une nouvelle décision du Comité soit nécessaire, à condition que l'Etat ou les Etats ACP intéressés apportent, trois mois avant la fin de chaque période, la preuve qu'ils ne peuvent toujours pas satisfaire aux dispositions du présent protocole auxquelles il a été dérogé.

c) S'il est fait objection à la prorogation, le Comité examine cette objection dans les meilleurs délais et décide ou non une nouvelle prorogation de la dérogation. Il procède dans les conditions prévues au paragraphe 6. Toutes les mesures utiles seront prises pour éviter des interruptions dans l'application de la dérogation.

Article 31. Les Parties contractantes conviennent d'examiner dans un cadre institutionnel approprié, dès la signature de la Convention, toute demande de dérogation au présent protocole, en vue de permettre l'entrée en vigueur des dérogations à la même date que celle de l'entrée en vigueur de la Convention.

Article 32. Les annexes au présent protocole font partie intégrante de celui-ci.

Article 33. La Communauté et les Etats ACP prennent pour ce qui les concerne les mesures nécessaires à la mise en œuvre du présent protocole.

A N N E X E I

NOTES EXPLICATIVES

*Note 1 — ad articles 1 et 2**

Les termes « un ou plusieurs Etats ACP », « Communauté » et « pays et territoires » couvrent également les eaux territoriales.

Les navires opérant en mer, y compris les navires-usines à bord desquels est effectuée la transformation ou l'ouvroison des produits de leur pêche, sont réputés faire partie du territoire du ou des Etats ACP, de la Communauté ou des pays et territoires auxquels ils appartiennent, sous réserve qu'ils remplissent les conditions énoncées dans la note explicative n° 6.

* En ce qui concerne ces règles, se reporter à l'examen prévu dans la déclaration commune sur l'origine des produits halieutiques.

Note 2 — ad article 1, paragraphe 1, sous b

Pour déterminer si un produit est originaire des Etats ACP, de la Communauté ou d'un pays ou territoire, il n'est pas recherché si l'énergie électrique, les combustibles, les installations et équipements, les machines et outils utilisés pour l'obtention des produits finis, ainsi que les produits utilisés en cours de fabrication et qui ne sont pas destinés à entrer dans la composition finale des marchandises sont, ou non, originaires de pays tiers.

Note 3 — ad article 1

Lorsqu'il y est fait application d'une règle de pourcentage pour déterminer le caractère originaire d'un produit obtenu dans un Etat ACP, la valeur ajoutée du fait des ouvraisons ou transformations visées à l'article 1 correspond au prix départ usine du produit obtenu, déduction faite de la valeur en douane des produits des pays tiers importés dans la Communauté ou dans les Etats ACP et dans les pays et territoires.

Note 4 — ad article 3, paragraphes 1 et 2, et ad article 4

La règle de pourcentage constitue, lorsque le produit figure dans la liste A, un critère qui s'ajoute au critère du changement de position tarifaire pour le produit non originaire éventuellement utilisé.

Note 5 — ad article 1

Pour l'application des règles d'origine, les emballages sont considérés comme formant un tout avec les marchandises qui y sont contenues. Toutefois cette disposition n'est pas applicable aux emballages qui ne sont pas d'un type usuel pour le produit emballé et qui ont une valeur d'utilisation propre d'un caractère durable indépendamment de leur fonction d'emballage.

Note 6

L'expression « leurs navires » n'est applicable qu'aux navires :

- Qui sont immatriculés ou enregistrés dans un Etat membre ou un Etat ACP,
- Qui battent pavillon d'un Etat membre ou d'un Etat ACP,
- Qui appartiennent pour moitié au moins à des ressortissants des Etats parties à la Convention ou à une société dont le siège principal est situé dans un de ces Etats, dont le ou les gérants, le président du Conseil d'administration ou du Conseil de surveillance et la majorité des membres de ces Conseils sont des ressortissants des Etats parties à la Convention et dont, en outre, en ce qui concerne les sociétés de personnes ou les sociétés à responsabilité limitée, la moitié du capital au moins appartient à des Etats parties à la Convention, à des collectivités publiques ou à des ressortissants desdits Etats,
- Dont l'équipage, y compris l'état-major, est composé, dans la proportion de 50% au moins, de ressortissants des Etats parties à la Convention.

Note 7 — ad article 4

On entend par « prix départ usine », le prix payé au fabricant dans l'entreprise duquel a été effectuée une ouvraison ou une transformation, y compris la valeur de tous les produits mis en œuvre.

Par « valeur en douane », on entend celle définie par la Convention sur la valeur en douane des marchandises signée à Bruxelles le 15 décembre 1950¹.

Note 8 — ad article 23

Les autorités consultées fournissent tous renseignements sur les conditions dans lesquelles le produit a été élaboré, en indiquant notamment les conditions dans lesquelles les règles d'origine ont été respectées dans les différents Etats ACP, Etats membres, pays et territoires concernés.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 171, p. 305.

Note 9 — ad article 1, paragraphe 3

On entend par « pays et territoires », au sens du présent protocole, les pays et territoires visés dans la quatrième partie du traité instituant la Communauté économique européenne.

Note 10 — ad article 30, paragraphe 1

Afin de faciliter l'examen des demandes de dérogations par le Comité de coopération douanière, l'État ACP demandeur fournit à l'appui de sa demande des renseignements aussi complets que possible, notamment sous les points suivants :

- Dénomination du produit fini,
- Nature et quantité de produits originaires de pays tiers,
- Nature et quantité de produits originaires des États ACP, de la Communauté ou des pays et territoires d'outre-mer, ou qui y ont été transformés,
- Méthodes de fabrication,
- Valeur ajoutée,
- Effectifs employés dans l'entreprise concernée,
- Volume des exportations escomptées vers la Communauté,
- Autres possibilités d'approvisionnement en matières premières,
- Justification de la durée demandée en fonction des recherches effectuées pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement,
- Autres observations.

Ces mêmes dispositions s'appliquent en ce qui concerne les prorogations éventuelles.

Le délai prévu à l'article 30, paragraphe 6, court à partir de la saisine de la Communauté.

ANNEXE II

LISTE A

LISTE DES OUVRAISONS OU DES TRANSFORMATIONS DE PRODUITS NON ORIGINAIRES ENTRAÎNANT UN CHANGEMENT DE POSITION TARIFAIRE, MAIS NE CONFÉRANT PAS LE CARACTÈRE DE « PRODUITS ORIGINAIRES » AUX PRODUITS PROVENANT DE CES OPÉRATIONS OU NE LE CONFÉRANT QU'À CERTAINES CONDITIONS

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus Désignation</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
02.06	Viandes et abats comestibles de toutes espèces (à l'exclusion des foies de volailles), salés ou en saumure, séchés ou fumés	Salaison, mise en saumure, séchage ou fumage de viandes et abats comestibles des n ^{os} 02.01 et 02.04	
03.02	Poissons séchés, salés ou en saumure, poissons fumés, même cuits avant ou pendant le fumage	Séchage, salaison, mise en saumure de poissons; fumage de poissons même accompagné d'une cuisson	

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
	<i>Désignation</i>		
04.02	Lait et crème de lait, conservés, concentrés ou sucrés	Mise en conserve, concentration du lait ou de la crème de lait du n° 04.01, ou addition de sucre à ces produits	
04.03	Beurre	Fabrication à partir de lait ou de crème	
04.04	Fromages et caillebotte	Fabrication à partir de produits des n°s 04.01 à 04.03 inclus	
07.02	Légumes et plantes potagères, cuits ou non, à l'état congelé	Congélation de légumes et plantes potagères	
07.03	Légumes et plantes potagères présentés dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation, mais non spécialement préparés pour la consommation immédiate	Mise dans l'eau salée ou additionnée d'autres substances de légumes et de plantes potagères du n° 07.01	
07.04	Légumes et plantes potagères desséchés, déshydratés ou évaporés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés ou pulvérisés, mais non autrement préparés	Séchage, déshydratation, évaporation, coupage, broyage, pulvérisation des légumes et plantes potagères des n°s 07.01 à 07.03 inclus	
08.10	Fruits, cuits ou non, à l'état congelé, sans addition de sucre	Congélation de fruits	
08.11	Fruits conservés provisoirement (par exemple, au moyen de gaz sulfureux ou dans l'eau salée, soufrée ou additionnée d'autres substances servant à assurer provisoirement leur conservation), mais impropres à la consommation en l'état	Mise dans l'eau salée ou additionnée d'autres substances de fruits des n°s 08.01 à 08.09 inclus	
08.12	Fruits séchés (autres que ceux des n°s 08.01 à 08.05 inclus)	Séchage de fruits	
11.01	Farines de céréales	Fabrication à partir de céréales	
11.02	Gruaux, semoules; grains mondés, perlés, concassés, aplatis ou en flocons, à	Fabrication à partir de céréales	

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
	<i>Désignation</i>		
	l'exception du riz du n° 10.06; germes de céréales, entiers, aplatis, en flocons ou moulus		
11.04	Farines des légumes à cosse secs repris au n° 07.05 ou des fruits repris au chapitre 8; farines et semoules de sagou et des racines et tubercules repris au n° 07.06	Fabrication à partir de légumes secs du n° 07.05, de produits du n° 07.06 ou de fruits du chapitre 8	
11.05	Farine, semoule et flocons de pommes de terre	Fabrication à partir de pommes de terre	
11.07	Malt, même torréfié	Fabrication à partir de céréales	
11.08	Amidons et féculés; inuline	Fabrication à partir de céréales du chapitre 10, de pommes de terre ou d'autres produits du chapitre 7	
11.09	Gluten de froment, même à l'état sec	Fabrication à partir de froment ou de farines de froment	
15.01	Saindoux, autres graisses de porc et graisses de volailles, pressés, fondus ou extraits à l'aide solvants	Fabrication à partir de produits du n° 02.05	
15.02	Suifs (des espèces bovine, ovine et caprine) bruts, fondus ou extraits à l'aide de solvants, y compris les suifs dits « premiers jus »	Fabrication à partir de produits des n°s 02.01 et 02.06	
15.04	Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins, même raffinées	Fabrication à partir de poissons ou mammifères marins	
15.06	Autres graisses et huiles animales (huile de pied de bœuf, graisses d'os, graisses de déchets, etc.)	Fabrication à partir de produits du chapitre 2	
ex 15.07	Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes, épurées ou raffinées, à l'exclusion des huiles de bois de Chine, d'abrasin, de Tung, d'oléococca, d'oïtica, de la cire de Myrica et de la cire du Japon et à l'exclusion des huiles destinées à des usages techniques ou industriels autres	Extraction des produits des chapitres 7 et 12	

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
	que la fabrication de produits alimentaires		
16.01	Saucisses, saucissons et similaires, de viandes, d'abats ou de sang	Fabrication à partir de produits du chapitre 2	
16.02	Autres préparations et conserves de viandes ou d'abats	Fabrication à partir de produits du chapitre 2	
16.04	Préparations et conserves de poissons, y compris le caviar et ses succédanés	Fabrication à partir de produits du chapitre 3	
16.05	Crustacés et mollusques (y compris les coquillages), préparés ou conservés	Fabrication à partir de produits du chapitre 3	
ex 17.01	Sucres de betteraves et de canne, à l'état solide, aromatisés ou additionnés de colorants	Fabrication à partir d'autres produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
cx 17.02	Autres sucres à l'état solide, aromatisés ou additionnés de colorants	Fabrication à partir d'autres produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
ex 17.02	Autres sucres à l'état solide sans addition d'aromatizants ou de colorants; sirops de sucre sans addition d'aromatizants ou de colorants; succédanés du miel naturel; sucres et mélanges caramélisés	Fabrication à partir de produits de toutes sortes	
ex 17.03	Mélasses, aromatisées ou additionnées de colorants	Fabrication à partir d'autres produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
17.04	Sucreries sans cacao	Fabrication à partir d'autres produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
18.06	Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao	Fabrication à partir de produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
ex 19.02	Extraits de malt	Fabrication à partir de produits du n° 11.07	
ex 19.02	Préparations pour l'alimentation des enfants ou pour usages diététiques ou culinaires, à base de farines,	Fabrication à partir de céréales et dérivés, viandes et lait, ou pour laquelle sont utilisés des produits du cha-	

N° du tarif douanier	Produits obtenus Désignation	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, même additionnés de cacao dans une proportion inférieure à 50% en poids	pitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
19.03	Pâtes alimentaires	Fabrication à partir de blé dur	
19.04	Tapioca, y compris celui de fécule de pommes de terre	Fabrication à partir de fécule de pommes de terre	
19.05	Produits à base de céréales obtenus par le soufflage ou le grillage : <i>puffed rice</i> , <i>corn-flakes</i> et analogues	Fabrication à partir de produits autres que : — Maïs du type <i>Zea indurata</i> — Blé dur — Produits du chapitre 17 dont la valeur n'excède pas 30% de la valeur du produit fini — Vitamines, sels minéraux, produits chimiques et substances naturelles ou autres ou préparations utilisées comme additifs	
19.07	Pains, biscuits de mer et autres produits de la boulangerie ordinaire, sans addition de sucre, de miel, d'œufs, de matières grasses, de fromage ou de fruits; hosties, cachets pour médicaments, pains à cacheter, pâtes séchées de farine, d'amidon ou de fécule en feuilles et produits similaires	Fabrication à partir de produits du chapitre 11	
19.08	Produits de la boulangerie fine, de la pâtisserie et de la biscuiterie, même additionnés de cacao en toutes proportions	Fabrication à partir de produits du chapitre 11	
20.01	Légumes, plantes potagères et fruits préparés ou conservés au vinaigre ou à l'acide acétique, avec ou sans sel, épices, moutarde ou sucre	Conservation de légumes, frais ou congelés ou conservés provisoirement ou conservés au vinaigre	
20.02	Légumes et plantes potagères préparés ou conservés sans vinaigre ou acide acétique	Conservation de légumes frais ou congelés	

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
20.03	Fruits à l'état congelé, additionnés de sucre	Fabrication à partir de produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
20.04	Fruits, écorces de fruits, plantes et parties de plantes, confits au sucre (égouttés, glacés, cristallisés)	Fabrication à partir de produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
ex 20.05	Purées et pâtes de fruits, confitures, gelées, marmelades, obtenues par cuisson, avec addition de sucre	Fabrication à partir de produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
20.06	Fruits autrement préparés ou conservés, avec ou sans addition de sucre ou d'alcool :		
	A. Fruits à coques		Fabrication, sans addition de sucre ou d'alcool, pour laquelle sont utilisés des produits originaires des n°s 08.01, 08.05 et 12.01, dont la valeur représente 60% au moins de la valeur du produit fini
	B. Autres fruits	Fabrication à partir de produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
ex 20.07	Jus de fruits (y compris les moûts de raisin), non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre	Fabrication à partir de produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
ex 21.02	Chicorée torréfiée et ses extraits	Fabrication à partir de chicorées fraîches ou séchées	
21.05	Préparations pour soupes, potages ou bouillons; soupes, potages ou bouillons préparés; préparations alimentaires composites homogénéisées	Fabrication à partir de produits du n° 20.02	
ex 21.07	Sirops de sucre, aromatisés ou additionnés de colorants	Fabrication à partir de produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
22.02	Limonades, eaux gazeuses aromatisées (y compris les	Fabrication à partir de jus de fruits* ou pour laquelle	

* Cette règle ne s'applique pas lorsqu'il s'agit de jus de fruits d'ananas, limes ou limettes et de pamplemousses.

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
	eaux minérales ainsi traitées) et autres boissons non alcooliques, à l'exclusion des jus de fruits ou de légumes du n° 20.07	sont utilisés des produits du chapitre 17 dont la valeur excède 30% de la valeur du produit fini	
22.06	Vermouths et autres vins de raisin frais préparés à l'aide de plantes ou de matières aromatiques	Fabrication à partir de produits des n°s 08.04, 20.07, 22.04 ou 22.05	
22.08	Alcool éthylique non dénaturé de 80° et plus; alcool éthylique dénaturé de tous titres	Fabrication à partir de produits des n°s 08.04, 20.07, 22.04 ou 22.05	
22.09	Alcool éthylique non dénaturé de moins de 80°; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses; préparations alcooliques composées (dites « extraits concentrés ») pour la fabrication des boissons	Fabrication à partir de produits des n°s 08.04, 20.07, 22.04 ou 22.05	
22.10	Vinaigres comestibles et leurs succédanés comestibles	Fabrication à partir de produits des n°s 08.04, 20.07, 22.04 ou 22.05	
ex 23.03	Résidus de l'amidonnerie du maïs (à l'exclusion des eaux de trempé concentrées), d'une teneur en protéines, calculée sur la matière sèche, supérieure à 40% en poids	Fabrication à partir de maïs ou de farine de maïs	
23.04	Tourteaux, grignons d'olives et autres résidus de l'extraction des huiles végétales, à l'exclusion des lies ou fèces	Fabrication à partir de produits divers	
23.07	Préparations fourragères mélassées ou sucrées; autres préparations du genre de celles utilisées dans l'alimentation des animaux	Fabrication à partir de céréales et dérivés, viandes, lait, sucres et mélasses	
ex 24.02	Cigarettes, cigares et cigarrillos, tabac à fumer		Fabrication dans laquelle 70% au moins en quantité des produits du n° 24.01 utilisés sont des produits originaires
30.03	Médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
			50% de la valeur du produit fini
31.05	Autres engrais; produits du présent chapitre présentés soit en tablettes, pastilles et autres formes similaires, soit en emballages d'un poids brut maximal de 10 kg		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
32.06	Laques colorantes	Toutes fabrications à partir de matières du n° 32.04 ou 32.05	
32.07	Autres matières colorantes; produits inorganiques du genre de ceux utilisés comme « luminophores »	Le mélange d'oxydes ou de sels du chapitre 28 avec des charges telles que sulfate de baryum, craie, carbonate de baryum et blanc satin	
ex 33.06	Eaux distillés aromatiques et solutions aqueuses d'huiles essentielles, même médicinales	Fabrication à partir d'huiles essentielles (déterpénées ou non), liquides ou concrètes, et résinoïdes	
35.05	Dextrine et colles de dextrine; amidons et féculés solubles ou torréfiés; colles d'amidon ou de féculé		Fabrication à partir de maïs ou de pommes de terre
ex 35.07	Préparations destinées à clarifier la bière composées de papaine et de bentonite; préparations enzymatiques pour le désencollage des textiles		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
37.01	Plaques photographiques et films plans, sensibilisés, non impressionnés, en autres matières que le papier, le carton ou le tissu	Fabrication à partir de produits du n° 37.02	
37.02	Pellicules sensibilisées, non impressionnées, perforées ou non, en rouleaux ou en bandes	Fabrication à partir de produits du n° 37.01	
37.04	Plaques, pellicules et films impressionnés, non développés, négatifs ou positifs	Fabrication à partir de produits du n° 37.01 ou 37.02	
38.11	Désinfectants, insecticides, fongicides, antirongeurs, herbicides, inhibiteurs de germination, régulateurs de croissance pour plantes et produits simi-		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
	lares, présentés à l'état de préparations ou dans des formes et emballages de vente au détail ou présentés sous forme d'articles tels que rubans, mèches et bougies souffrés et papiers tue-mouches		
38.12	Parements préparés, apprêts préparés et préparations pour le mordantage, du genre de ceux utilisés dans l'industrie textile, l'industrie du papier, l'industrie du cuir ou des industries similaires		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
38.13	Compositions pour le décapage des métaux; flux à souder et autres compositions auxiliaires pour le soudage des métaux; pâtes et poudres à souder composées de métal d'apport et d'autres produits; compositions pour l'enrobage ou le fourrage des électrodes et baguettes de soudage		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 38.14	Préparations antidétonantes, inhibiteurs d'oxydation, additifs peptisants, améliorants de viscosité, additifs anticorrosifs et autres additifs préparés similaires pour huiles minérales, à l'exclusion des additifs préparés pour lubrifiants		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
38.15	Compositions dites « accélérateurs de vulcanisation »		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
38.17	Compositions et charges pour appareils extincteurs; grenades et bombes extinctrices		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
38.18	Solvants et diluants composés pour vernis ou produits similaires		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i> <i>Désignation</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
ex 38.19	<p>Produits chimiques et préparations des industries chimiques ou des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs; produits résiduaire des industries chimiques ou des industries connexes, non dénommés ni compris ailleurs, à l'exclusion :</p> <ul style="list-style-type: none"> — Des huiles de fusel et de l'huile de Dippel — Des acides naphténiques et leurs sels insolubles dans l'eau; des esters des acides naphténiques — Des acides sulfonaphténiques et leurs sels insolubles dans l'eau; des esters des acides sulfonaphténiques — Des sulfonates de pétrole, à l'exclusion des sulfonates de pétrole de métaux alcalins, d'ammonium ou d'éthanolamines; des acides sulfoniques d'huiles de minéraux bitumineux, thiophénés, et leurs sels — Des alkylbenzènes ou alkylnaphtalènes, en mélanges — Des échangeurs d'ions — Des catalyseurs — Des compositions absorbantes pour parfaire le vide dans les tubes ou valves électriques — Des ciments, mortiers et compositions similaires, réfractaires — Des oxydes de fer alcalinisés pour l'épuration des gaz 		<p>Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini</p>

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
	— Des charbons (à l'exclusion de ceux en graphite artificiel du n° 38.01) en compositions métalligraphitiques ou autres, présentés sous forme de plaquettes, de barres ou d'autres demi-produits		
	— Du sorbitol autre que le sorbitol du n° 29.04		
	— Des eaux ammoniacales et du crude ammoniac provenant de l'épuration du gaz d'éclairage		
ex 39.02	Produits de polymérisation		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 39.07	Ouvrages en matières du n° 39.01 à 39.06 inclus, à l'exception des éventails et écrans à main et leurs montures et parties de montures et des buscs pour corsets, pour vêtements et accessoires du vêtement et similaires		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
40.05	Plaques, feuilles et bandes de caoutchouc naturel ou synthétiques, non vulcanisé, autres que les feuilles fumées et les feuilles de crêpe des n°s 40.01 et 40.02; granulés en caoutchouc naturel ou synthétique, sous forme de mélanges prêts à la vulcanisation; mélanges, dits « mélanges maîtres », constitués par du caoutchouc naturel ou synthétique, non vulcanisé, additionné, avant ou après coagulation, de noir de carbone (avec ou sans huiles minérales) ou d'anhydride silicique (avec ou sans huiles minérales), sous toutes formes		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i> <i>Désignation</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
41.08	Cuir et peaux vernis ou métallisés		Vernissage ou métallisation des peaux des n°s 41.02 à 41.06 inclus (autres que peaux de métis des Indes et peaux de chèvres des Indes, simplement tannées à l'aide de substances végétales, même ayant subi d'autres préparations, mais manifestement non utilisables, en l'état, pour la fabrication d'ouvrages en cuir), la valeur des peaux utilisées n'excédant pas 50% de la valeur du produit fini
43.03	Pelleteries ouvrées ou confectionnées (fourrures)	Confections de fourrures effectuées à partir de pelleteries en nappes, sacs, carrés, croix et similaires (ex 43.02)	
ex 44.21	Caisses, caissettes, caigeots, cylindres et emballages similaires complets en bois, à l'exception de ceux en panneaux de fibres		Fabrication à partir de planches non coupées à dimensions
ex 44.28	Bois préparés pour allumettes; chevilles en bois pour chaussures	Fabrication à partir de bois filés	
45.03	Ouvrages en liège naturel		Fabrication à partir de produits du n° 45.01
ex 48.07	Papiers et cartons simplement réglés, lignés ou quadrillés, en rouleaux ou en feuilles		Fabrication à partir de pâtes à papier
48.14	Articles de correspondance: papier à lettres en blocs, enveloppes, cartes-lettres, cartes postales non illustrées et cartes pour correspondance; boîtes, pochettes et présentations similaires, en papier ou carton, renfermant un assortiment d'articles de correspondance		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
48.15	Autres papiers et cartons découpés en vue d'un usage déterminé		Fabrication à partir de pâtes à papier

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
ex 48.16	Boîtes, sacs, pochettes, cornets et autres emballages en papier ou carton		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
49.09	Cartes postales, cartes pour anniversaires, cartes de Noël et similaires, illustrées, obtenues par tous procédés, même avec garnitures ou applications	Fabrication à partir de produits du n° 49.11	
49.10	Calendriers de tous genres en papier ou carton, y compris les blocs de calendriers à effeuiller	Fabrication à partir de produits du n° 49.11	
50.04 *	Fils de soie non conditionnés pour la vente au détail		Fabrication à partir de produits autres que ceux du n° 50.04
50.05 *	Fils de bourre de soie (schappe) ou de déchets de bourre de soie (bourrette), non conditionnés pour la vente au détail		Fabrication à partir de produits du n° 50.03
ex 50.07 *	Fils de soie, de bourre de soie (schappe) ou de déchets de bourre de soie (bourrette), conditionnés pour la vente au détail		Fabrication à partir de produits des nos 50.01 à 50.03 inclus
ex 50.07 *	Imitations de catgut préparées à l'aide de soie		Fabrication à partir de produits du n° 50.01 ou du n° 50.03 non cardés ni peignés
50.09 **	Tissus de soie, de bourre de soie (schappe) ou de déchets de bourre de soie (bourrette)		Fabrication à partir de produits des nos 50.02 ou 50.03

* Pour les fils obtenus à partir de deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le fil mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait un fil de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du fil mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

** Pour les tissus dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le tissu mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait le tissu de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du tissu mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

— A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéthylène, même guipés, des nos ex 51.01 et ex 58.07;

— A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
51.01 *	Fils de fibres textiles synthétiques et artificielles continues non conditionnés pour la vente au détail		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
51.02 *	Monofils, lames et formes similaires (paille artificielle) et imitations de catgut, en matières textiles synthétiques et artificielles		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
51.03 *	Fils de fibres textiles synthétiques et artificielles continues, conditionnés pour la vente au détail		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
51.04 **	Tissus de fibres textiles synthétiques et artificielles continues (y compris les tissus de monofils ou de lames du n° 51.01 ou 51.02)		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
52.01 *	Fils de métal combinés avec des fils textiles (filés métalliques), y compris les fils textiles goupés de métal, et fils métallisés		Fabrication à partir de produits chimiques, de pâtes textiles ou de fibres textiles naturelles, de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues ou leurs déchets, non cardés ni peignés
52.02 **	Tissus de fils de métal, de filés métalliques ou de fils textiles métallisés du n° 52.01, pour l'habillement, l'ameublement et usages similaires		Fabrication à partir de produits chimiques, de pâtes textiles ou de fibres textiles naturelles, de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues ou leurs déchets
53.06 *	Fils de laine cardée, non conditionnés pour la vente au détail		Fabrication à partir de produits des nos 53.01 ou 53.03

* Pour les fils obtenus à partir de deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le fil mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait un fil de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du fil mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

** Pour les tissus dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le tissu mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait le tissu de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du tissu mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

- A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même goupés, des nos ex 51.01 et ex 58.07;
- A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

N° du tarif douanier	Produits obtenus		Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
		Désignation		
53.07 *	Fils de laine peignée, non conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de produits des n°s 53.01 ou 53.03
53.08 *	Fils de poils fins, cardés ou peignés, non conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de poils fins bruts du n° 53.02
53.09 *	Fils de poils grossiers ou de crin, non conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de poils grossiers du n° 53.02 ou de crins du n° 05.03, bruts
53.10 *	Fils de laine, de poils (fins ou grossiers) ou de crin, conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de produits des n°s 05.03 et 53.01 à 53.04 inclus
53.11 **	Tissus de laine ou de poils fins			Fabrication à partir de produits des n°s 53.01 à 53.05 inclus
53.12 **	Tissus de poils grossiers ou de crin			Fabrication à partir de produits des n°s 53.02 à 53.05 inclus ou à partir de crin du n° 05.03
54.03 *	Fils de lin ou de ramie, non conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de produits du n° 54.01 non cardés ou peignés ou à partir de produits du n° 54.02
54.04 *	Fils de lin ou de ramie, conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de produits des n°s 54.01 ou 54.02
54.05 **	Tissus de lin ou de ramie			Fabrication à partir de produits des n°s 54.01 ou 54.02
55.05 *	Fils de coton non conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de produits des n°s 55.01 ou 55.03
55.06 *	Fils de coton conditionnés pour la vente au détail			Fabrication à partir de produits des n°s 55.01 ou 55.03

* Pour les fils obtenus à partir de deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le fil mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait un fil de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du fil mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

** Pour les tissus dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le tissu mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait le tissu de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du tissu mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

— A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéthylène, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;

— A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
55.07 **	Tissus de coton à point de gaze		Fabrication à partir de produits des nos 55.01, 55.03 ou 55.04
55.08 **	Tissus de coton bouclés du genre éponge		Fabrication à partir de produits des nos 55.01, 55.03 ou 55.04
55.09 **	Autres tissus de coton		Fabrication à partir de produits des nos 55.01, 55.03 ou 55.04
56.01	Fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues en masse		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
56.02	Câbles pour discontinus en fibres textiles synthétiques et artificielles		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
56.03	Déchets de fibres textiles synthétiques et artificielles (continues ou discontinues) en masse, y compris les déchets de fils et les effilochés		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
56.04	Fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues et déchets de fibres textiles synthétiques et artificielles (continues ou discontinues), cardés, peignés ou autrement préparés pour la filature		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
56.05 *	Fils de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues (ou de déchets de fibres textiles synthétiques)		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles

* Pour les fils obtenus à partir de deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le fil mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait un fil de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du fil mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

** Pour les tissus dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le tissu mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait le tissu de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du tissu mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

— A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des nos ex 51.01 et ex 58.07;

— A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

N° du tarif douanier	Produits obtenus Désignation	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	et artificielles), non conditionnés pour la vente au détail		
56.06 *	Fils de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues (ou de déchets de fibres textiles synthétiques et artificielles), conditionnés pour la vente au détail		Fabrication à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
57.06 **	Tissus de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues		Fabrication à partir de produits des n°s 56.01 à 56.03 inclus
57.06 *	Fils de jute ou d'autres fibres textiles libériennes du n° 57.03		Fabrication à partir de jute brut ou d'autres fibres textiles libériennes brutes du n° 57.03
ex 57.07 *	Fils de chanvre		Fabrication à partir de chanvre brut
ex 57.07 *	Fils d'autres fibres textiles végétales à l'exclusion de fils de chanvre		Fabrication à partir de fibres textiles végétales brutes des n°s 57.02 à 57.04 inclus
ex 57.07	Fils de papier		Fabrication à partir de produits du chapitre 47, de produits chimiques, de pâtes textiles ou de fibres textiles naturelles, de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues ou leurs déchets, non cardés ni peignés
57.10 **	Tissus de jute ou d'autres fibres textiles libériennes du n° 57.03		Fabrication à partir de jute brut ou d'autres fibres textiles libériennes brutes du n° 57.03

* Pour les fils obtenus à partir de deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le fil mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait un fil de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du fil mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

** Pour les tissus dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le tissu mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait le tissu de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du tissu mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

— A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;

— A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

Produits obtenus		Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
N° du tarif douanier	Désignation		
ex 57.11 **	Tissus d'autres fibres textiles végétales		Fabrication à partir de produits des n°s 57.01, 57.02, 57.04, ou des fils de coco du n° 57.07
ex 57.11	Tissus de fils de papier		Fabrication à partir de papier, de produits chimiques, de pâtes textiles ou de fibres textiles naturelles, de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues ou leurs déchets
58.01 *	Tapis à points noués ou enroulés, même confectionnés		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 51.01, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus ou 57.01 à 57.04 inclus
58.02 *	Autres tapis, même confectionnés; tissus dits « Kilim » ou « Soumak », « Karamanie » et similaires, même confectionnés		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 51.01, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus, 57.01 à 57.04 inclus ou des fils de coco du n° 57.07
58.04 *	Velours, peluches, tissus bouclés et tissus de chenille, à l'exclusion des articles des n°s 55.08 et 58.05		Fabrication à partir de produits n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus, 57.01 à 57.04 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles

* Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, les dispositions figurant dans la colonne 4 sont applicables pour chacune des matières textiles entrant dans la composition du produit mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

— A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;

— A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant intégrée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

** Pour les tissus dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, il doit être fait application cumulativement des dispositions figurant dans la présente liste, tant pour la position sous laquelle le tissu mélangé est classé que pour les positions sous lesquelles se classerait le tissu de chacune des autres matières textiles entrant dans la composition du tissu mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

— A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;

— A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
58.05 *	Rubanerie et rubans sans trame en fils ou fibres parallélisés et encollés (bolducs), à l'exclusion des articles du n° 58.06		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus, 57.01 à 57.04 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
58.06 *	Étiquettes, écussons et articles similaires, tissés, mais non brodés, en pièces, en rubans ou découpés		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
58.07 *	Fils de chenille; fils guipés (autres que ceux du n° 52.01 et que les fils de crin guipés); tresses en pièces; autres articles de passementerie et autres articles ornementaux analogues, en pièces; glands, floches, olives, noix, pompons et similaires		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
58.08 *	Tulles et tissus à mailles nouées (filet), unis		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
58.09 *	Tulles, tulles-bobinots et tissus à mailles nouées (filet), façonnés; dentelles (à la mécanique ou à la main) en pièces, en bandes ou en motifs		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles

* Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, les dispositions figurant dans la colonne 4 sont applicables pour chacune des matières textiles entrant dans la composition du produit mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

- A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;
- A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

N° du tarif douanier	Produits obtenus		Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation			
58.10	Broderies en pièces, en bandes ou en motifs			Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
59.01 *	Ouates et articles en ouate; tontisses, nœuds et noppes (boutons) de matières textiles			Fabrication soit à partir de fibres naturelles, soit à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
ex 59.02 *	Feutres et articles en feutre, à l'exception des feutres à l'aiguille, même imprégnés ou enduits			Fabrication soit à partir de fibres naturelles, soit à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
ex 59.02 *	Feutres à l'aiguille même imprégnés ou enduits			Fabrication à partir de fibres naturelles ou de produits chimiques ou de pâtes textiles; fabrication à partir de fibres ou de câbles continus de polypropylène dont les fibres simples ont un titre inférieur à 8 deniers et dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
59.03 *	« Tissus non tissés » et articles en « tissus non tissés », même imprégnés ou enduits			Fabrication soit à partir de fibres naturelles, soit à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
59.04 *	Ficelles, cordes et cordages, tressés ou non			Fabrication soit à partir de fibres naturelles, soit à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles ou de fils de coco du n° 57.07
59.05 *	Filets, fabriqués à l'aide des matières reprises au n° 59.04, en nappes, en pièces ou en forme; filets en forme pour la pêche, en fils, ficelles ou cordes			Fabrication soit à partir de fibres naturelles, soit à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles ou de fils de coco du n° 57.07

* Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, les dispositions figurant dans la colonne 4 sont applicables pour chacune des matières textiles entrant dans la composition du produit mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

- A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;
- A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
59.06 *	Autres articles fabriqués avec des fils, ficelles, cordes ou cordages, à l'exclusion des tissus et des articles en tissus		Fabrication soit à partir de fibres naturelles, soit à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles ou de fils de coco du n° 57.07
59.07	Tissus enduits de colle ou de matières amylacées, du genre utilisé pour la reliure, le cartonnage, la gainerie ou usages similaires (percaline enduite, etc.); toiles à calquer ou transparentes pour le dessin; toiles préparées pour la peinture; bougran et similaires pour la chapellerie		Fabrication à partir de fils
59.08	Tissus imprégnés, enduits ou recouverts de dérivés de la cellulose ou d'autres matières plastiques artificielles et tissus stratifiés avec ces mêmes matières		Fabrication à partir de fils
59.10 *	Linoléums pour tous usages, découpés ou non; couvre-parquets consistant en un enduit appliqué sur support de matières textiles, découpés ou non		Fabrication soit à partir de fils, soit à partir de fibres textiles
ex 59.11	Tissus caoutchoutés, autres que de bonneterie, à l'exception de ceux constitués de tissus de fibres textiles synthétiques continues ou de nappes de fils parallélisés de fibres textiles synthétiques continues, imprégnés ou recouverts de latex de caoutchouc, renfermant en poids au moins 90% de matières textiles et		Fabrication à partir de fils

* Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, les dispositions figurant dans la colonne 4 sont applicables pour chacune des matières textiles entrant dans la composition du produit mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

— A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des nos ex 51.01 et ex 58.07;

— A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
	utilisés pour la fabrication de pneumatiques ou pour d'autres usages techniques		
ex 59.11	Tissus caoutchoutés autres que de bonneterie, constitués de tissus de fibres textiles synthétiques continues ou de nappes de fils parallélisés de fibres textiles synthétiques continues, imprégnés ou recouverts de latex de caoutchouc, renfermant en poids au moins 90% de matières textiles et utilisés pour la fabrication de pneumatiques ou pour d'autres usages techniques		Fabrication à partir de produits chimiques
59.12	Autres tissus imprégnés ou enduits; toiles peintes pour décors de théâtre, fonds d'ateliers ou usages analogues		Fabrication à partir de fils
59.13 *	Tissus (autres que de bonneterie) élastiques, formés de matières textiles associées à des fils de caoutchouc		Fabrication à partir de fils simples
59.15 *	Tuyaux pour pompes et tuyaux similaires, en matières textiles, même avec armatures ou accessoires en autres matières		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus et 57.01 à 57.04 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
59.16 *	Courroies transporteuses ou de transmission en matières textiles, même armées		Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus,

* Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, les dispositions figurant dans la colonne 4 sont applicables pour chacune des matières textiles entrant dans la composition du produit mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

- A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;
- A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant, soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

N° du tarif douanier	Produits obtenus Désignation	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
59.17 *	Tissus et articles pour usages techniques en matières textiles		56.01 à 56.03 inclus et 57.01 à 57.04 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles Fabrication à partir de produits des n°s 50.01 à 50.03 inclus, 53.01 à 53.05 inclus, 54.01, 55.01 à 55.04 inclus, 56.01 à 56.03 inclus et 57.01 à 57.04 inclus ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles
ex chapitre 60 *	Bonneterie à l'exclusion des articles de bonneterie obtenus par couture ou assemblage de morceaux de bonneterie (découpés ou obtenus directement en forme)		Fabrication à partir de fibres naturelles cardées ou peignées, de matières des n°s 56.01 à 56.03 inclus, de produits chimiques ou de pâtes textiles
ex 60.02	Ganterie de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, obtenue par couture ou assemblage de morceaux de bonneterie (découpés ou obtenus directement en forme)		Fabrication à partir de fils**
ex 60.03	Bas, sous-bas, chaussettes, socquettes, protège-bas et articles similaires de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, obtenus par couture ou assemblage de morceaux de bonneterie (découpés ou obtenus directement en forme)		Fabrication à partir de fils**

* Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, les dispositions figurant dans la colonne 4 sont applicables pour chacune des matières textiles entrant dans la composition du produit mélangé. Toutefois, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées. Ce pourcentage est porté :

- A 20% lorsqu'il s'agit de fils de polyuréthane segmenté avec des segments souples de polyéther, même guipés, des n°s ex 51.01 et ex 58.07;
- A 30% lorsqu'il s'agit de fils formés d'une âme consistant soit en une bande mince d'aluminium, soit en une pellicule de matière plastique artificielle recouverte ou non de poudre d'aluminium, cette âme étant insérée par collage, à l'aide d'une colle transparente ou colorée, entre deux pellicules de matière plastique artificielle, d'une largeur n'excédant pas 5 mm.

** Les garnitures et les accessoires (à l'exception des doublures et des toiles tailleur) utilisés, qui changent de position tarifaire, n'enlèvent pas le caractère originaire du produit obtenu si leur poids ne dépasse pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

N° du tarif douanier	Produits obtenus		Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation			
ex 60.04	Sous-vêtements de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, obtenus par couture ou assemblage de morceaux de bonneterie (découpés ou obtenus directement en forme)			Fabrication à partir de fils*
ex 60.05	Vêtements de dessus, accessoires du vêtement et autres articles de bonneterie non élastique ni caoutchoutée, obtenus par couture ou assemblage de morceaux de bonneterie (découpés ou obtenus directement en forme)			Fabrication à partir de fils*
ex 60.06	Autres articles (y compris les genouillères et les bas à varices) de bonneterie élastique et de bonneterie caoutchoutée, obtenus par couture ou assemblage de morceaux de bonneterie (découpés ou obtenus directement en forme)			Fabrication à partir de fils*
ex 61.01	Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, à l'exclusion des équipements anti-feu en tissus recouverts d'une feuille de polyester aluminisée			Fabrication à partir de fils*
ex 61.01	Equipements anti-feu en tissus recouverts d'une feuille de polyester aluminisée			Fabrication à partir de tissus non enduits dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini*
ex 61.02	Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, non brodés, à l'exclusion des équipements anti-feu en tissus recouverts d'une feuille de polyester aluminisée			Fabrication à partir de fils*
ex 61.02	Equipements anti-feu en tissus recouverts d'une feuille de polyester aluminisée			Fabrication à partir de tissus non enduits dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini*

* Les garnitures et les accessoires (à l'exception des doublures et des toiles tailleur) utilisés, qui changent de position tarifaire, n'enlèvent pas le caractère origininaire du produit obtenu si leur poids ne dépasse pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

N° du tarif douanier	Produits obtenus Désignation	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
ex 61.02	Vêtements de dessus pour femmes, fillettes et jeunes enfants, brodés		Fabrication à partir de tissus non brodés dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini*
61.03	Vêtements de dessous (linge de corps) pour hommes et garçonnets, y compris les cols, faux-cols, plastrons et manchettes		Fabrication à partir de fils*
61.04	Vêtements de dessous (linge de corps) pour femmes, fillettes et jeunes enfants		Fabrication à partir de fils*
ex 61.05	Mouchoirs et pochettes, non brodés		Fabrication à partir de fils simples écus* **
ex 61.05	Mouchoirs et pochettes, brodés		Fabrication à partir de tissus non brodés dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini*
ex 61.06	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires, non brodés		Fabrication à partir de fils simples écus de fibres textiles naturelles ou de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues ou leurs déchets ou à partir de produits chimiques ou de pâtes textiles*
ex 61.06	Châles, écharpes, foulards, cache-nez, cache-col, mantilles, voiles et voilettes, et articles similaires, brodés		Fabrication à partir de tissus non brodés dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini*
61.07	Cravates		Fabrication à partir de fils*
61.09	Corsets, ceintures-corsets, gaines, soutiens-gorges, bretelles, jarretelles, jarrettières, supports-chaussettes et articles similaires en tissu ou en bonneterie, même élastiques		Fabrication à partir de fils*
ex 61.10	Ganterie, bas, chaussettes et socquettes, autres qu'en bonneterie, à l'exclusion des équipements anti-feu		Fabrication à partir de fils*

* Les garnitures et les accessoires (à l'exception des doublures et des toiles tailleur) utilisés, qui changent de position tarifaire, n'enlèvent pas le caractère originaire du produit obtenu si leur poids ne dépasse pas 10% du poids global de toutes les matières incorporées.

** Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

N° du tarif douanier	Produits obtenus Désignation	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	en tissus recouverts d'une feuille de polyester aluminisée		
ex 61.10	Equipements anti-feu en tissus recouverts d'une feuille de polyester aluminisée		Fabrication à partir de tissus non enduits dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini*
ex 61.11	Autres accessoires confectionnés du vêtement; dessous de bras, bourrelets et épaulettes de soutien pour tailleurs, ceintures et ceinturons, manchons, manches protectrices, etc., à l'exception de cols, collettes, guimpes, colifichets, plastrons, jabots, poignets, manchettes, empiècements et autres garnitures similaires pour vêtements et sous-vêtements féminins, brodés		Fabrication à partir de fils*
ex 61.11	Cols, collettes, guimpes, colifichets, plastrons, jabots, poignets, manchettes, empiècements et autres garnitures similaires pour vêtements et sous-vêtements féminins, brodés		Fabrication à partir de tissus non brodés dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini*
62.01	Couvertures		Fabrication à partir de fils écrus des chapitres 50 à 56 inclus**
ex 62.02	Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine; rideaux, vitrages et autres articles d'ameublement; non brodés		Fabrication à partir de fils simples écrus**
ex 62.02	Linge de lit, de table, de toilette, d'office ou de cuisine; rideaux, vitrages et autres articles d'ameublement; brodés		Fabrication à partir de tissus non brodés dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini

* Les garnitures et les accessoires (à l'exception des doublures et des toiles tailleur) utilisés, qui changent de position tarifaire, n'enlèvent pas le caractère originaire du produit obtenu si leur poids ne dépasse pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

** Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

N° du tarif douanier	Produits obtenus		Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation			
62.03	Sacs et sachets d'emballage			Fabrication à partir de produits chimiques, de pâtes textiles ou de fibres textiles naturelles, de fibres textiles synthétiques et artificielles discontinues ou leurs déchets*
62.04	Bâches, voiles d'embarcation, stores d'extérieur, tentes et articles de campement			Fabrication à partir de fils simples écrus*
ex 62.05	Autres articles confectionnés en tissus, y compris les patrons de vêtements, à l'exclusion des éventails et écrans à main, leurs montures et partie de montures			Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
64.01	Chaussures à semelles extérieures et dessus en caoutchouc ou en matière plastique artificielle		Fabrication à partir d'assemblages formés de dessus de chaussures fixés aux semelles premières ou à d'autres parties inférieures et dépourvus de semelles extérieures, en toutes matières autres que le métal	
64.02	Chaussures à semelles extérieures en cuir naturel, artificiel ou reconstitué; chaussures (autres que celles du n° 64.01) à semelles extérieures en caoutchouc ou en matière plastique artificielle		Fabrication à partir d'assemblages formés de dessus de chaussures fixés aux semelles premières ou à d'autres parties inférieures et dépourvues de semelles extérieures, en toutes matières autres que le métal	
64.03	Chaussures en bois ou à semelles extérieures en bois ou en liège		Fabrication à partir d'assemblages formés de dessus de chaussures fixés aux semelles premières ou à d'autres parties inférieures et dépourvues de semelles extérieures, en toutes matières autres que le métal	
64.04	Chaussures à semelles extérieures en autres ma-		Fabrication à partir d'assemblages formés de des-	

* Pour les produits dans la composition desquels entrent deux ou plusieurs matières textiles, cette règle ne s'applique pas à une ou plusieurs des matières textiles mélangées si son ou leur poids n'excède pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

N° du tarif douanier	Produits obtenus		Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation			
	tières (corde, carton, tissu, feutre, vannerie, etc.)		sus de chaussures fixés aux semelles premières ou à d'autres parties inférieures et dépourvus de semelles extérieures, en toutes matières autres que le métal	
65.03	Chapeaux et autres coiffures en feutre, fabriqués à l'aide des cloches et des plateaux du n° 65.01, garnis ou non			Fabrication à partir de fibres textiles*
65.05	Chapeaux et autres coiffures (y compris les résilles et filets à cheveux) en bonneterie ou confectionnés à l'aide de tissu, de dentelles ou de feutre (en pièces, mais non en bandes), garnis ou non			Fabrication à partir de fils ou de fibres textiles*
66.01	Parapluies, parasols et ombrelles, y compris les parapluies-cannes et les parasols-tentes et similaires			Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 70.07	Verre coulé ou laminé et « verres à vitres » (doux ou polis ou non), découpés de forme autre que carrée ou rectangulaire, ou bien courbés ou autrement travaillés (biseautés, gravés, etc.); vitrages isolants à parois multiples		Fabrication à partir de verre étiré, coulé ou laminé des nos 70.04 à 70.06 inclus	
70.08	Glaces ou verres de sécurité, même façonnés, consistant en verres trempés ou formés de deux ou plusieurs feuilles contrecollées		Fabrication à partir de verre étiré, coulé ou laminé des nos 70.04 à 70.06 inclus	
70.09	Miroirs en verre, encadrés ou non, y compris les miroirs rétroviseurs		Fabrication à partir de verre étiré, coulé ou laminé des nos 70.04 à 70.06 inclus	
71.15	Ouvrages en perles fines, en pierres gemmes ou en pierres synthétiques ou reconstituées			Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

* Les garnitures et accessoires (à l'exception des doublures et toiles tailleur) utilisés, qui changent de position tarifaire, n'enlèvent pas le caractère originaire des produits obtenus si leur poids ne dépasse pas 10% du poids global de toutes les matières textiles incorporées.

N° du tarif douanier	Produits obtenus Désignation	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
73.07	Fer et acier en « blooms », billettes, brames et largets; fer et acier simplement dégrossis par forgeage ou par martelage (ébauches de forge)	Fabrication à partir de produits du n° 73.06	
73.08	Ebauches en rouleaux pour tôles, en fer ou en acier	Fabrication à partir de produits du n° 73.07	
73.09	Larges plats en fer ou en acier	Fabrication à partir de produits du n° 73.07 ou 73.08	
73.10	Barres en fer ou en acier, laminées ou filées à chaud ou forgées (y compris les fils machine); barres en fer ou en acier, obtenues ou parachevées à froid; barres creuses en acier pour le forage des mines	Fabrication à partir de produits du n° 73.07	
73.11	Profilés en fer ou en acier, laminés ou filés à chaud, forgés, ou bien obtenus ou parachevés à froid; palplanches en fer ou en acier, même percées ou faites d'éléments assemblés	Fabrication à partir de produits des nos 73.07 à 73.10 inclus, 73.12 ou 73.13	
73.12	Feuillards en fer ou en acier, laminés à chaud ou à froid	Fabrication à partir de produits des nos 73.07 à 73.09 inclus ou 73.13	
73.13	Tôles de fer ou d'acier, laminés à chaud ou à froid	Fabrication à partir de produits des nos 73.07 à 73.09 inclus	
73.14	Fils de fer ou d'acier, nus ou revêtus, à l'exclusion des fils isolés pour l'électricité	Fabrication à partir de produits du n° 73.10	
73.16	Eléments de voies ferrées, en fonte, fer ou acier : rails, contre-rails, aiguilles, pointes de cœur, croisements et changements de voies, tringles d'aiguillage, crémaillères, traverses, éclisses, coussinets et coins, selles d'assise, plaques de serrage, plaques et barres d'écartement et autres pièces spécialement conçues pour la pose, le jointement ou la fixation des rails		Fabrication à partir de produits du n° 73.06

N° du tarif douanier	Produits obtenus Désignation	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
73.18	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches) en fer ou en acier, à l'exclusion des articles du n° 73.19		Fabrication à partir de produits des n°s 73.06, 73.07 ou du n° 73.15 sous les formes indiquées aux n°s 73.06 et 73.07
74.03	Barres, profilés et fils de section pleine, en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.04	Tôles, planches, feuilles et bandes en cuivre, d'une épaisseur de plus de 0,15 mm		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.05	Feuilles et bandes minces en cuivre (même gaufrées, découpées, perforées, revêtues, imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques artificielles ou supports similaires), d'une épaisseur de 0,15 mm et moins (support non compris)		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.06	Poudres et paillettes de cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.07	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches) et barres creuses, en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.08	Accessoires de tuyauterie en cuivre (raccords, coudes, joints, manchons, brides, etc.)		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.10	Câbles, cordages, tresses et similaires, en fils de cuivre, à l'exclusion des articles isolés pour l'électricité		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.11	Toiles métalliques (y compris les toiles continues ou sans fin), grillages et treillis, en fils de cuivre; tôles ou bandes déployées, en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
74.15	Pointes, clous, crampons appointés, crochets et punaises, en cuivre, ou avec tige en fer ou en acier et tête en cuivre; boulons et écrous (filetés ou non), vis, pitons et crochets à pas de vis, rivets, goupilles, chevilles, clavettes et articles similaires de boulonnerie et visserie en cuivre; rondelles (y compris les rondelles brisées et autres rondelles destinées à faire ressort) en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.16	Ressorts en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.17	Appareils non électriques de cuisson et de chauffage, des types servant à des usages domestiques, ainsi que leurs parties et pièces détachées, en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.18	Articles de ménage, d'hygiène et d'économie domestique et leurs parties, en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
74.19	Autres ouvrages en cuivre		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
75.02	Barres, profilés et fils de section pleine, en nickel		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
75.03	Tôles, plaques, feuilles et bandes de toute épaisseur, en nickel; poudres et paillettes de nickel		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
75.04	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches), barres creuses et accessoires de		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
	<i>Désignation</i>		
	tuyauterie (raccords, coudes, joints, manchons, brides, etc.), en nickel		50% de la valeur du produit fini
75.05	Anodes pour nickelage, y compris celles obtenues par électrolyse, brutes ou ouvrées		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
75.06	Autres ouvrages en nickel		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.02	Barres, profilés et fils de section pleine, en aluminium		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.03	Tôles, planches, feuilles et bandes en aluminium, d'une épaisseur de plus de 0,20 mm		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.04	Feuilles et bandes minces en aluminium (même gaufrées, découpées, perforées, revêtues, imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques artificielles ou supports similaires), d'une épaisseur de 0,20 mm et moins (support non compris)		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.05	Poudres et paillettes d'aluminium		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.06	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches) et barres creuses, en aluminium		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.07	Accessoires de tuyauterie en aluminium (raccords, coudes, joints, manchons, brides, etc.)		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.08	Constructions et parties de constructions (hangars,		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
	<i>Désignation</i>		
	ponts et éléments de ponts, tours, pylônes, piliers, colonnes, charpentes, toitures, cadres de portes et fenêtres, balustrades, etc.), en aluminium; tôles, barres, profilés, tubes, etc., en aluminium, préparés en vue de leur utilisation dans la construction		dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.09	Réservoirs, foudres, cuves et autres récipients analogues, pour toutes matières (à l'exclusion des gaz comprimés ou liquéfiés), en aluminium, d'une contenance supérieure à 300 l, sans dispositifs mécaniques ou thermiques, même avec revêtement intérieur ou calorifuge		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.10	Fûts, tambours, bidons, boîtes et autres récipients similaires de transport ou d'emballage, en aluminium, y compris les étuis tubulaires rigides ou souples		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.11	Récipients en aluminium pour gaz comprimés ou liquéfiés		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.12	Câbles, cordages, tresses et similaires, en fils d'aluminium, à l'exclusion des articles isolés pour l'électricité		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.15	Articles de ménage, d'hygiène et d'économie domestique et leurs parties, en aluminium		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
76.16	Autres ouvrages en aluminium		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
77.02	Barres, profilés, fils, tôles, feuilles, bandes, tournures calibrées, poudres et pail-		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i> <i>Désignation</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
	lettres, tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches), barres creuses, en magnésium; autres ouvrages en magnésium		50% de la valeur du produit fini
78.02	Barres, profilés et fils de section pleine, en plomb		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
78.03	Tables, feuilles et bandes en plomb, d'un poids au m ² de plus de 1,700 kg		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
78.04	Feuilles et bandes minces en plomb (même gaufrées, découpées, perforées, revêtues, imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques artificielles ou supports similaires), d'un poids au m ² de 1,700 kg et moins (support non compris); poudres et paillettes de plomb		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
78.05	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches), barres creuses et accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, tubes en S pour siphons, joints, manchons, brides, etc.), en plomb		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
78.06	Autres ouvrages en plomb		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
79.02	Barres, profilés et fils de section pleine, en zinc		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
79.03	Planches, feuilles et bandes de toute épaisseur, en zinc; poudres et paillettes de zinc		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
79.04	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches), barres		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits

<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Produits obtenus</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
	<i>Désignation</i>		
	creuses et accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, joints, manchons, brides, etc.), en zinc		dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
79.06	Autres ouvrages en zinc		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
80.02	Barres, profilés et fils de section pleine, en étain		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
80.03	Tables (tôles), planches, feuilles et bandes en étain, d'un poids au m ² de plus de 1 kg		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
80.04	Feuilles et bandes minces en étain (même gaufrées, découpées, perforées, revêtues, imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques artificielles ou supports similaires), d'un poids au m ² de 1 kg et moins (support non compris); poudres et paillettes d'étain		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
80.05	Tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches), barres creuses et accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, joints, manchons, brides, etc.), en étain		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
82.05	Outils interchangeables pour machines-outils et pour outillage à main, mécanique ou non (à emboutir, estamper, tarauder, aléser, fileter, fraiser, mandriner, tailler, tourner, visser, etc.), y compris les filières d'étirage et de filage à chaud des métaux, ainsi que les outils de forage		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
82.06	Couteaux et lames tranchantes pour machines et pour appareils mécaniques		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits,

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
ex chapitre 84	Chaudières, machines, appareils et engins mécaniques, à l'exclusion du matériel, des machines et des appareils pour la production du froid, à équipement électrique ou autre (n° 84.15) et des machines à coudre, y compris les meubles pour machines à coudre (ex 84.41)		parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
84.15	Matériel, machines et appareils pour la production du froid à équipement électrique ou autre		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
ex 84.41	Machines à coudre, (les tissus, les cuirs, les chaussures, etc.), y compris les meubles pour machines à coudre		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini, et à condition : — Que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés pour montage de la tête (moteur exclu) soient des produits « originaires » — Et que les mécanismes de tension du fil, le mécanisme du crochet et le mécanisme zig-zag

* Pour la détermination de la valeur des produits, parties et pièces, sont à prendre en considération :

- a) En ce qui concerne les produits, parties et pièces originaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvrage, la transformation ou le montage;
- b) En ce qui concerne les autres produits, parties et pièces, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :
 - La valeur des produits importés,
 - La valeur des produits d'origine indéterminée.

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
			soient des produits « originaires »
ex chapitre 85	Machines et appareils électriques et objets servant à des usages électrotechniques, à l'exception des produits des n°s 85.14 et 85.15		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
85.14	Microphones et leurs supports, haut-parleurs et amplificateurs électriques de basse fréquence		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini et à condition : — Que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des « produits originaires » — Et que la valeur des transistors utilisés n'excède pas 3% de la valeur du produit fini**
85.15	Appareils de transmission et de réception pour la radiotéléphonie et la radiotélégraphie; appareils d'émission et de réception pour la radiodiffusion et la télévision (y compris les récepteurs combinés avec un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son) et appareils de prise de vues pour la télévision; appareils de radioguidage, de radio-détection, de radiosondage et de radiotélécommande		Ouvraison, transformation et montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini, et à condition : — Que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisées soient des produits « originaires » — Et que la valeur des transistors utilisés n'excède pas 3% de la valeur du produit fini**

* Pour la détermination de la valeur des produits, parties et pièces, sont à prendre en considération :

- a) En ce qui concerne les produits, parties et pièces originaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvraison, la transformation ou le montage;
- b) En ce qui concerne les autres produits, parties et pièces, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :
- La valeur des produits importés,
 - La valeur des produits d'origine indéterminée.

** Ce pourcentage ne se cumule pas avec celui de 40%.

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
chapi- tre 86	Véhicules et matériel pour voies ferrées; appareils de signalisation non électriques pour voies de communication		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
ex chapi- tre 87	Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules terrestres, à l'exclusion des produits du n° 87.09		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
87.09	Motocycles et vélocipèdes avec moteur auxiliaire, avec ou sans <i>side-car</i> ; <i>side-cars</i> pour motocycles et tous vélocipèdes, présentés isolément		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini, et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
ex chapi- tre 90	Instruments et appareils d'optique, de photographie et de cinématographie, de mesure, de vérification, de précision, instruments et appareils médico-chirurgicaux, à l'exclusion des produits des n°s 90.05, 90.07 (à l'exception des lampes et tubes pour la production de la lumière-éclair en photographie à allumage électrique), 90.08, 90.12 et 90.26		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
90.05	Jumelles et longues-vues, avec ou sans prismes		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit

* Pour la détermination de la valeur des produits, parties et pièces, sont à prendre en considération :

- a) En ce qui concerne les produits, parties et pièces originaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvraison, la transformation ou le montage;
- b) En ce qui concerne les autres produits, parties et pièces, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :
 - La valeur des produits importés,
 - La valeur des produits d'origine indéterminée.

N° du tarif douanier	Produits obtenus	Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation		
ex 90.07	Appareils photographiques, appareils et dispositifs pour la production de la lumière-éclair en photographie, à l'exception des lampes à décharge du n° 85.20, à l'exclusion des lampes et tubes pour la production de la lumière-éclair en photographie, à allumage électrique		fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires » Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
90.08	Appareils cinématographiques (appareils de prise de vues et de prise de son, même combinés; appareils de projection avec ou sans reproduction du son)		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
90.12	Microscopes optiques, y compris les appareils pour la microphotographie, la microcinématographie et la microprojection		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
90.26	Compteurs de gaz, de liquides et d'électricité, y compris les compteurs de production, de contrôle et d'étalonnage		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas

* Pour la détermination de la valeur des produits, parties et pièces, sont à prendre en considération :

- a) En ce qui concerne les produits, parties et pièces originaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvrison, la transformation ou le montage;
- b) En ce qui concerne les autres produits, parties et pièces, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :
 - La valeur des produits importés,
 - La valeur des produits d'origine indéterminée.

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
ex chapitre 91	Horlogerie, à l'exception des produits des n°s 91.04 et 91.08		40% de la valeur du produit fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
91.04	Horloges, pendules, réveils et appareils d'horlogerie similaires à mouvements autre que de montre		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
91.08	Autres mouvements d'horlogerie terminés		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
ex chapitre 92	Instruments de musique, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision, parties et accessoires de ces instruments et appareils, à l'exclusion des produits du n° 92.11		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini

* Pour la détermination de la valeur des produits, parties et pièces, sont à prendre en considération :

- a) En ce qui concerne les produits, parties et pièces originaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvrison, la transformation ou le montage;
- b) En ce qui concerne les autres produits, parties et pièces, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :
 - La valeur des produits importés,
 - La valeur des produits d'origine indéterminée.

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
92.11	Phonographes, machines à dicter et autres appareils d'enregistrement ou de reproduction du son y compris les tourne-disques, les tourne-films et les tourne-fils, avec ou sans lecteur de son; appareils d'enregistrement ou de reproduction des images et du son en télévision		Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini, et à condition — Que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires » — Et que la valeur des transistors utilisés n'excède pas 3% de la valeur du produit**
chapi- tre 93	Armes et munitions		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 96.01	Articles de brosse (brosses, balais-brosses, pinces et similaires), y compris les brosses constituant des éléments de machines; rouleaux à peindre; raclettes en caoutchouc ou en autres matières souples analogues		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
97.03	Autres jouets; modèles réduits pour le divertissement		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
98.01	Boutons, boutons-pression, boutons de manchettes et similaires (y compris les ébauches et les formes pour boutons et les parties de boutons)		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

* Pour la détermination de la valeur des produits, parties et pièces, sont à prendre en considération :

- a) En ce qui concerne les produits, parties et pièces originaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvroison, la transformation ou le montage;
- b) En ce qui concerne les autres produits, parties et pièces, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :

- La valeur des produits importés,
- La valeur des produits d'origine indéterminée.

** Ce pourcentage ne se cumule pas avec celui de 40%.

<i>Produits obtenus</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires ne conférant pas le caractère de « produits originaires »</i>	<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>		
98.08	Rubans encreurs pour machines à écrire et rubans encreurs similaires, montés ou non sur bobines; tampons encreurs imprégnés ou non, avec ou sans boîte		Fabrication pour laquelle sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

ANNEXE III

LISTE B

LISTE DES OUVRAISONS OU DES TRANSFORMATIONS DE PRODUITS NON ORIGINAIRES N'ENTRAÎNANT PAS DE CHANGEMENT DE POSITION TARIFAIRE, MAIS CONFÉRANT NÉANMOINS LE CARACTÈRE DE « PRODUITS ORIGINAIRES » AUX PRODUITS PROVENANT DE CES OPÉRATIONS

<i>Produits finis</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>	
		L'incorporation de produits, parties et pièces détachées dans les chaudières, machines, appareils, etc. des chapitres 84 à 92, dans les chaudières et radiateurs du n° 73.37, ainsi que dans les produits des nos 97.07 et 98.03 n'a pas pour effet de faire perdre le caractère de produits originaires auxdits produits, à condition que la valeur de ces produits, parties et pièces n'excède pas 5% de la valeur du produit fini
13.02	Gomme, laque, même blanchie; gommes, gommes-résines, résines et baumes naturels	Ouvraisos ou transformations pour lesquelles sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 15.05	Lanoline raffinée	Fabrication à partir de graisse de laine (suint)
ex 15.10	Alcools gras industriels	Fabrication à partir d'acides gras industriels
ex 17.01	Sucres de betteraves ou de canne à l'état solide, aromatisés ou additionnés de colorants	Fabrication à partir de sucres de betteraves ou de canne, à l'état solide, sans addition d'aromatisants ou de colorants dont la valeur n'excède pas 30% de la valeur du produit fini

<i>Produits finis</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>	
ex 17.02	Lactose, glucose, sucre d'érable et autres sucres à l'état solide, aromatisés ou additionnés de colorants	Fabrication à partir d'autres sucres à l'état solide sans addition d'aromatisants ou de colorants dont la valeur n'excède pas 30% de la valeur du produit fini
ex 17.03	Mélasses, aromatisées ou additionnées de colorants	Fabrication à partir de produits sans addition d'aromatisants ou de colorants dont la valeur n'excède pas 30% de la valeur du produit fini
ex 21.03	Moutarde préparée	Fabrication à partir de farine de moutarde
ex 22.09	Whisky dont la teneur en alcool est inférieure à 50°	Fabrication à partir d'alcool provenant exclusivement de la distillation des céréales et dans laquelle 15% au maximum de la valeur du produit fini est constituée de produits non originaires
ex 25.15	Marbres simplement débités par sciage et d'une épaisseur égale ou inférieure à 25 cm	Sciage en plaques ou en éléments, polissage, adoucissage en grand et nettoyage de marbres bruts dégrossis, simplement débités par sciage et d'une épaisseur supérieure à 25 cm
ex 25.16	Granit, porphyre, basalte, grès et autres pierres de taille et de construction, simplement débités par sciage, d'une épaisseur égale ou inférieure à 25 cm	Sciage de granit, porphyre, basalte, grès et autres pierres de construction, bruts, dégrossis, simplement débités par sciage et d'une épaisseur supérieure à 25 cm
ex 25.18	Dolomie calcinée; pisé de dolomie	Calcination de la dolomie brute
ex 25.19	Autre oxyde de magnésium, même chimiquement pur	Fabrication à partir de carbonate de magnésium naturel (magnésite)
ex 25.19	Carbonate de magnésium naturel (magnésie), même calciné, à l'exclusion de l'oxyde de magnésium, broyé et mis en récipients hermétiques	Broyage et mise en récipients hermétiques de carbonate de magnésium naturel (magnésite) même calciné, à l'exclusion de l'oxyde de magnésium
ex 25.24	Fibres d'amiante brutes	Traitement du minerai d'amiante (concentré d'asbeste)
ex 25.26	Déchets de mica moulus et homogénéisés	Moulage et homogénéisation des déchets de mica
ex 25.32	Terres colorantes calcinées ou pulvérisées	Broyage et calcination ou pulvérisation de terres colorantes
ex chap. 28 à 37	Produits des industries chimiques et des industries connexes, à l'exception de l'anhydride sulfurique (ex 28.13), des phosphates aluminocalciques naturels traités thermiquement, broyés et pulvérisés (ex 31.03), des tanins (ex 32.01), des huiles essentielles, résinoïdes, et sous-produits terpéniques (ex 33.01), des préparations destinées à attendrir la viande, des préparations destinées à clarifier la bière, composés de papaine et de bentonite, et des préparations enzymatiques pour le désencollage des textiles (ex 35.07)	Ouvraisons ou transformations pour lesquelles sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 20% de la valeur du produit fini

N° du tarif douanier	Produits finis	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation	
ex 28.13	Anhydride sulfurique	Fabrication à partir d'anhydride sulfurique
ex 31.03	Phosphates aluminocalciques naturels traités thermiquement, broyés et pulvérisés	Broyage et pulvérisation de phosphates aluminocalciques naturels traités thermiquement
ex 32.01	Tanins (acides tanniques), y compris le tanin de noix de galle à l'eau, et leurs sels, éthers, esters et autres dérivés	Fabrication à partir d'extraits tannants d'origine végétale
ex 33.01	Huiles essentielles (déterpénées ou non), liquides ou concrètes; résinoïdes; sous-produits terpéniques résiduels de la déterpénation des huiles essentielles	Fabrication à partir de solutions concentrées d'huiles essentielles dans les graisses, dans les huiles fixes, dans les cires ou matières analogues, obtenues par enfleurage ou macération
ex 35.07	Préparations destinées à attendir la viande, préparations destinées à clarifier la bière, composées de papaine et de bentonite; préparations enzymatiques pour le désencollage des textiles	Fabrication à partir d'enzymes ou d'enzymes préparées, dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex chap. 38	Produits divers des industries chimiques, à l'exception du tall-oil raffiné (ex 38.05), de l'essence de papeterie au sulfate, épurée (ex 38.07) et de la poix noire (brai ou poix de goudron végétal) [ex 38.09]	Ouvraison ou transformations pour lesquelles sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 20% de la valeur du produit fini
ex 38.05	Tall-oil raffiné	Raffinage du tall-oil brut
ex 38.07	Essence de papeterie au sulfate, épurée	Épuration comportant la distillation et le raffinage d'essence de papeterie au sulfate, brute
ex 38.09	Poix noire (brai ou poix de goudron végétal)	Distillation du goudron de bois
ex chap. 39	Matières plastiques artificielles, éthers et esters de la cellulose, résines artificielles et ouvrages en ces matières, à l'exclusion des pellicules d'ionomères (ex 39.02)	Ouvraissons ou transformations pour lesquelles sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 20% de la valeur du produit fini
ex 39.02	Pellicules d'ionomères	Fabrication à partir d'un sel partiel de thermoplastique qui est un copolymère d'éthylène et de l'acide métacrylique partiellement neutralisé avec des ions métalliques, principalement de zinc et de sodium
ex 40.01	Plaques de crêpe de caoutchouc pour semelles	Laminage de feuilles de crêpe de caoutchouc naturel
ex 40.07	Fils et cordes de caoutchouc vulcanisé recouverts de textiles	Fabrication à partir de fils et cordes de caoutchouc vulcanisé nus
ex 41.01	Peaux d'ovins délainées	Délainage de peaux d'ovins
ex 41.02	Peaux de bovins (y compris les buffles) et peaux d'équidés, préparées mais non parcheminées, autres que celles des nos 41.06 et 41.08, retannées	Retannage de peaux de bovins (y compris les buffles) et des peaux d'équidés, simplement tannées

N° du tarif douanier	Produits finis	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation	
ex 41.03	Peaux d'ovins préparées mais non parcheminées, autres que celles des n°s 41.06 et 41.08, retannées	Retannage de peaux d'ovins, simplement tannées
ex 41.04	Peaux de caprins, préparées mais non parcheminées autres que celles des n°s 41.06 et 41.08, retannées	Retannage de peaux de caprins, simplement tannées
ex 41.05	Peaux préparées mais non parcheminées d'autres animaux, à l'exclusion de celles des n°s 41.06 et 41.08, retannées	Retannage de peaux d'autres animaux, simplement tannées
ex 43.02	Pelleteries assemblées	Blanchiment, teinture, apprêt, coupe et assemblage de pelleteries tannées ou apprêtées
ex 44.22	Futailles, cuves, baquets, seaux et autres ouvrages de tonnellerie et leurs parties	Fabrication à partir de merrains, même sciés sur les deux faces principales, mais non autrement travaillés
ex 50.03	Déchets de soie, bourre, bourrette et blousse, cardés ou peignés	Cardage ou peignage des déchets de soie, bourre, bourrette et blousse
ex 50.09	Tissus imprimés	Impression accompagnée des opérations d'achèvement ou de finissage (blanchiment, apprêtage, séchage, vaporisation, épincetage, stoppage, imprégnation, sanforisation, mercerisage) de tissus dont la valeur n'excède pas un taux de 47,5% de la valeur du produit fini
ex 51.04		
ex 53.11		
ex 53.12		
ex 54.05		
ex 55.07		
ex 55.08		
ex 55.09		
ex 56.07		
ex 59.14	Manchons à incandescence	Fabrication à partir de tissus tubulaires de bonneterie
ex 67.01	Plumeaux et plumasseaux	Fabrication à partir de plumes, parties de plumes et duvets
ex 68.03	Ouvrages en ardoise naturelle ou en ardoise agglomérée (ardoisine)	Fabrication d'ouvrages en ardoise
ex 68.04	Pierres à aiguiser ou à polir à la main, en pierres naturelles, en abrasifs agglomérés ou en poterie	Découpage, ajustage et collage de corps abrasifs qui, vu leur forme, ne sont pas reconnaissables comme destinés à l'emploi à la main
ex 68.13	Ouvrages en amiante; ouvrages en mélanges à base d'amiante ou à base d'amiante et de carbonate de magnésium	Fabrication d'ouvrages en amiante, en mélanges à base d'amiante ou à base d'amiante et de carbonate de magnésium
ex 68.15	Ouvrages en mica, y compris le mica fixé sur papier ou tissu	Fabrication de produits en mica
ex 70.10	Bouteilles et flacons taillés	Taille de bouteilles et flacons dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
70.13	Objets en verre pour le service de la table, de la cuisine, de la toilette, pour le bureau, l'ornementation des appartements	Taille d'objets en verre dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini ou décoration, à l'exclusion de l'im-

N° du tarif douanier	Produits finis	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation	
	ou usages similaires, à l'exclusion des articles du n° 70.19	pression sérigraphique, effectuée entièrement à la main, d'objets en verre soufflés à la bouche dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 70.20	Ouvrages en fibres de verre	Fabrication à partir de fibres de verre brutes
ex 71.02	Pierres gemmes (précieuses ou fines) taillées ou autrement travaillées, non serties ni montées, même enfilées pour la facilité du transport, mais non assorties	Fabrication à partir de pierres gemmes brutes
ex 71.03	Pierres synthétiques ou reconstituées, taillées ou autrement travaillées, non serties ni montées, même enfilées pour la facilité du transport, mais non assorties	Fabrication à partir de pierres synthétiques ou reconstituées brutes
ex 71.05	Argent et alliages d'argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), mi-ouvrés	Laminage, étirage, tréfilage, battage ou broyage de l'argent et des alliages d'argent, bruts
ex 71.05	Argent et alliages d'argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), bruts	Alliage ou séparation électrolytique de l'argent et des alliages d'argent, bruts
ex 71.06	Plaqué ou doublé d'argent, mi-ouvré	Laminage, étirage, tréfilage, battage ou broyage de plaqué ou doublé d'argent, bruts
ex 71.07	Or et alliages d'or (y compris l'or platiné), mi-ouvrés	Laminage, étirage, tréfilage, battage ou broyage de l'or et des alliages d'or (y compris d'or platiné), bruts
ex 71.07	Or et alliages d'or (y compris l'or platiné), bruts	Alliage ou séparation électrolytique de l'or et des alliages d'or, bruts
ex 71.08	Plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou sur argent mi-ouvrés	Laminage, étirage, tréfilage, battage ou broyage du plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou sur argent, bruts
ex 71.09	Platine et métaux de la mine du platine, mi-ouvrés	Laminage, étirage, tréfilage, battage ou broyage du platine et des métaux de la mine du platine, bruts
ex 71.09	Platine et métaux de la mine du platine et leurs alliages, bruts	Alliage ou séparation électrolytique du platine et des métaux de la mine du platine et de leurs alliages, bruts
ex 71.10	Plaqué ou doublé de platine ou de métaux de la mine du platine sur métaux communs ou sur métaux précieux, mi-ouvrés	Laminage, étirage, tréfilage ou broyage de plaqué ou doublé de platine ou de métaux de la mine du platine sur métaux communs ou précieux, bruts
ex 73.15	Aciers alliés et acier fin au carbone : — Sous les formes indiquées aux n°s 73.07 à 73.13 inclus — Sous les formes indiquées au n° 73.14	Fabrication à partir de produits sous les formes indiquées au n° 73.06 Fabrication à partir de produits sous les formes indiquées aux n°s 73.06 et 73.07

N° du tarif douanier	Produits finis		Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
		Désignation	
ex 73.29		Chaînes antidérapantes	Ouvraisons ou transformations pour lesquelles sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 74.01		Cuivre pour affinage (blister et autres)	Convertissage de mattes de cuivre
ex 74.01		Cuivre affiné	Affinage thermique ou électrolytique de cuivre pour affinage (blister et autres), des déchets et débris de cuivre
ex 74.01		Alliages de cuivre	Fusion et traitement thermique du cuivre affiné, des déchets et débris de cuivre
ex 75.01		Nickel brut (à l'exclusion des anodes du n° 75.05)	Affinage par électrolyse, par fusion ou par voie chimique des mattes, speiss et autres produits intermédiaires de la métallurgie du nickel
ex 75.01		Nickel brut à l'exclusion des alliages de nickel	Affinage par électrolyse, par fusion ou par voie chimique de déchets et débris de nickel
ex 76.01		Aluminium brut	Fabrication par traitement thermique ou électrolytique d'aluminium non allié, de déchets et débris d'aluminium
76.16		Autres ouvrages en aluminium	Fabrication à partir de toiles métalliques (y compris les toiles continues ou sans-fin), grillages et treillis, en fils d'aluminium, de tôles ou bandes déployées, en aluminium, dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 77.02		Autres ouvrages en magnésium	Fabrication à partir de barres, profilés, fils, tôles, feuilles, bandes, tournures calibrées, poudres et paillettes, tubes et tuyaux (y compris leurs ébauches), barres creuses, en magnésium, dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 77.04		Béryllium (glucinium) ouvré	Laminage, étirage, tréfilage et broyage du béryllium brut dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 78.01		Plomb affiné	Fabrication par affinage thermique de plomb d'œuvre
ex 81.01		Tungstène ouvré	Fabrication à partir de tungstène brut dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 81.02		Molybdène ouvré	Fabrication à partir de molybdène brut dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 81.03		Tantale ouvré	Fabrication à partir de tantale brut dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini

<i>Produits finis</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>	
ex 81.04	Autres métaux communs ouvrés	Fabrication à partir d'autres métaux communs bruts dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 82.09	Couteaux à lame tranchante et dentelée (y compris les serpettes fermantes), autres que les couteaux du n° 82.06	Fabrication à partir de lames de couteaux
ex 83.06	Objets d'ornement d'intérieur, en métaux communs, autres que les statuettes	Ouvraison ou transformation pour lesquelles sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 30% de la valeur du produit fini
ex 84.05	Locomobiles (à l'exclusion des tracteurs du n° 87.01) et machines demi-fixes, à vapeur	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
84.06	Moteurs à explosion ou à combustion interne, à pistons	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini
ex 84.08	Autres moteurs et machines motrices, à l'exclusion des propulseurs à réaction et turbines à gaz	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini, et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés soient des produits « originaires »
84.16	Calandres et laminoirs, autres que les laminoirs à métaux et les machines à laminier le verre; cylindres pour ces machines	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 25% de la valeur du produit fini
ex 84.17	Appareils et dispositifs, même chauffés électriquement, pour le traitement de matières pour des opérations impliquant un changement de température, pour les industries du bois, de pâtes à papier, papiers et cartons	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 25% de la valeur du produit fini
84.31	Machines et appareils pour la fabrication de la pâte cellulosique (pâte à papier) et pour la fabrication et le finissage du papier et du carton	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 25% de la valeur du produit fini

* Pour la détermination de la valeur des parties et pièces, sont à prendre en considération :

- a) En ce qui concerne les parties et pièces ordinaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvrison, la transformation ou le montage;
- b) En ce qui concerne les parties et pièces autres, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :
 - La valeur des produits importés,
 - La valeur des produits d'origine indéterminée.

<i>Produits finis</i>		<i>Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »</i>
<i>N° du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>	
84.33	Autres machines et appareils pour le travail de la pâte à papier, du papier et du carton y compris les coupeuses de tout genre	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 25% de la valeur du produit fini
ex 84.41	Machines à coudre (les tissus, les cuirs, les chaussures, etc.), y compris les meubles pour machines à coudre	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini, et à condition : — Que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces* utilisés pour le montage de la tête (moteur exclu) soient des produits originaires — Et que le mécanisme de tension du fil, le mécanisme du crochet et le mécanisme zig-zag soient des produits originaires
85.14	Microphones et leurs supports, haut-parleurs et amplificateurs électriques de basse fréquence	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces utilisés soient des produits originaires**
85.15	Appareils de transmission et de réception pour la radiotéléphonie et la radiotélégraphie; appareils d'émission et de réception pour la radiodiffusion et la télévision (y compris les récepteurs combinés avec un appareil d'enregistrement ou de reproduction de son) et appareils de prise de vues pour la télévision; appareils de radioguidage, de radiodétection, de sondage et de radiotélécommande	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 40% de la valeur du produit fini, et à condition que 50% au moins en valeur des produits, parties et pièces utilisés soient des produits originaires**
87.06	Parties, pièces détachées et accessoires des véhicules automobiles repris aux n°s 87.01 à 87.03 inclus	Ouvraison, transformation ou montage pour lesquels sont utilisés des produits, parties et pièces détachées dont la valeur n'excède pas 15% de la valeur du produit fini
ex 94.01	Sièges, même transformables en lits (à l'exclusion de ceux du n° 94.02), en métaux communs	Ouvraison, transformation, montage pour lesquels sont utilisés des tissus non rembourrés de coton d'un poids de

* Pour la détermination de la valeur des produits, parties et pièces, sont à prendre en considération :

a) En ce qui concerne les produits, parties et pièces originaires, le premier prix vérifiable payé, ou qui devrait être payé, en cas de vente, pour lesdits produits sur le territoire du pays où s'effectue l'ouvroison, la transformation ou le montage;

b) En ce qui concerne les autres produits, parties et pièces, les dispositions de l'article 4 du présent protocole déterminant :

— La valeur des produits importés,

— La valeur des produits d'origine indéterminée.

** L'application de cette règle ne peut avoir pour effet d'entraîner le dépassement du pourcentage de 3% de transistors prévu dans la liste A pour la même position tarifaire.

N° du tarif douanier	Produits finis	Ouvraison ou transformation de produits non originaires conférant le caractère de « produits originaires »
	Désignation	
		300 g/m ² maximal dans des formes prêtes à l'usage, dont la valeur n'excède pas 25% de la valeur du produit fini*
ex 94.03	Autres meubles, en métaux communs	Ouvraison, transformation, montage pour lesquels sont utilisés des tissus non rembourrés de coton d'un poids de 300 g/m ² maximal dans des formes prêtes à l'usage, dont la valeur n'excède pas 25% de la valeur du produit fini*
ex 95.05	Ouvrages en écaille, nacre, ivoire, os, corne, bois d'animaux, corail naturel ou reconstitué et autres matières animales à tailler	Fabrication à partir d'écaille, de nacre, d'ivoire, d'os, de corne, de bois d'animaux, de corail naturel ou reconstitué et autres matières animales à tailler, travaillés
ex 95.08	Ouvrages en matières végétales à tailler (corozo, noix, grains durs, etc.); ouvrages en écume de mer et ambre (succin) naturels ou reconstitués, jais et matières minérales similaires au jais	Fabrication à partir de matières végétales à tailler (corozo, noix, grains durs, etc.), travaillés, ou à partir d'écume de mer et ambre (succin), naturels ou reconstitués, jais et matières minérales similaires au jais, travaillés
ex 96.01	Pinceaux et articles analogues	Fabrication pour laquelle sont utilisés des têtes préparées pour articles de brosse dont la valeur n'excède pas 50% de la valeur du produit fini
ex 97.06	Têtes de club de golf en bois ou autres matières	Fabrication à partir d'ébauches
ex 98.11	Pipes, y compris les têtes	Fabrication à partir d'ébauchons

* Cette règle ne s'applique pas lorsqu'il est fait application de la règle générale du changement de position tarifaire pour les autres parties et pièces détachées qui entrent dans la composition du produit fini.

ANNEXE IV

LISTE C

LISTE DES PRODUITS EXCLUS DE L'APPLICATION DU PRÉSENT PROTOCOLE

<i>Numéro du tarif douanier</i>	<i>Désignation</i>
ex 27.07	Huiles aromatiques analogues au sens de la note 2 du chapitre 27, distillant plus de 65% de leur volume jusqu'à 250 °C (y compris les mélanges d'essences de pétrole et de benzol), destinées à être utilisées comme carburants ou comme combustibles
27.09 à 27.16	} Huiles minérales et produits de leur distillation; matières bitumineuses; cires minérales
ex 29.01	
ex 34.03	Préparations lubrifiantes, à l'exclusion de celles contenant en poids 70% ou plus d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux, contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux
ex 34.04	Cires à base de paraffine, de cires de pétrole ou de minéraux bitumineux, de résidus paraffineux
ex 38.14	Additifs préparés pour lubrifiants

ANNEXE V

CERTIFICAT DE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)	EUR. 1 N° A 000.000	
	Consulter les notes au verso avant de remplir le formulaire	
3. Destinataire (nom, adresse complète, pays) (mention facultative)	2. Certificat utilisé dans les échanges préférentiels entre	
 et	
	(Indiquer les pays, groupes de pays ou territoires concernés)	
	4. Pays, groupe de pays ou territoire dont les produits sont considérés comme originaires	5. Pays, groupe de pays ou territoire de destination
6. Informations relatives au transport (mention facultative)	7. Observations	
8. N° d'ordre; marques, numéros, nombre et nature des colis (1); désignation des marchandises	9. Poids brut (kg) ou autre mesure (l, m ³ , etc.)	10. Factures (mention facultative)
11. VISA DE LA DOUANE Déclaration certifiée conforme Document d'exportation (2) Modèle N° du Bureau de douane Pays ou territoire de délivrance A le (Signature)	Cacher	12. DÉCLARATION DE L'EXPORTATEUR Je soussigné déclare que les marchandises désignées ci-dessus remplissent les conditions requises pour l'obtention du présent certificat. A le (Signature)

(1) Pour les marchandises non emballées, indiquer le nombre d'objets ou mentionner « en vrac ».

(2) À remplir seulement lorsque les règles nationales du pays ou territoire d'exportation exigent

<p>13. DEMANDE DE CONTRÔLE, à envoyer à:</p>	<p>14. RÉSULTAT DU CONTRÔLE</p>
<p>Le contrôle de l'authenticité et de la régularité du présent certificat est sollicité.</p> <p>A, le</p> <p style="text-align: right;">Cachet</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Signature)</p>	<p>Le contrôle effectué a permis de constater que le présent certificat ⁽¹⁾</p> <p><input type="checkbox"/> a bien été délivré par le bureau de douane indiqué et que les mentions qu'il contient sont exactes.</p> <p><input type="checkbox"/> ne répond pas aux conditions d'authenticité et de régularité requises (voir les remarques ci-annexées).</p> <p>A, le</p> <p style="text-align: right;">Cachet</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Signature)</p> <p>⁽¹⁾ Marquer d'un X la mention applicable.</p>

NOTES

1. Le certificat ne doit comporter ni grattages, ni surcharges. Les modifications éventuelles qui y sont apportées doivent être effectuées en biffant les indications erronées et en ajoutant, le cas échéant, les indications voulues. Toute modification ainsi opérée doit être approuvée par celui qui a établi le certificat et visée par les autorités douanières du pays ou territoire de délivrance.
2. Les articles indiqués sur le certificat doivent se suivre sans interligne et chaque article doit être précédé d'un numéro d'ordre. Immédiatement au-dessous du dernier article doit être tracée une ligne horizontale. Les espaces non utilisés doivent être bâtonnés de façon à rendre impossible toute adjonction ultérieure.
3. Les marchandises sont désignées selon les usages commerciaux avec les précisions suffisantes pour en permettre l'identification.

DEMANDE DE CERTIFICAT DE CIRCULATION DES MARCHANDISES

1. Exportateur (nom, adresse complète, pays)	EUR. 1 N° A 000.000		
3. Destinataire (nom, adresse complète, pays) (mention facultative)	Consulter les notes au verso avant de remplir le formulaire		
	2. Demande de certificat à utiliser dans les échanges préférentiels entre et (indiquer les pays, groupes de pays ou territoires concernés)		
6. Informations relatives au transport (mention facultative)	4. Pays, groupe de pays ou territoire dont les produits sont considérés comme originaires	5. Pays, groupe de pays ou territoire de destination	7. Observations
	8. N° d'ordre; marques, numéros, nombre et nature des colis ⁽¹⁾ ; désignation des marchandises		

⁽¹⁾ Pour les marchandises non emballées, indiquer le nombre d'objets ou mentionner « en vrac ».

DÉCLARATION DE L'EXPORTATEUR

Je soussigné, exportateur des marchandises désignées au recto,

Déclare que ces marchandises remplissent les conditions requises pour l'obtention du certificat ci-annexé;

Précise les circonstances qui ont permis à ces marchandises de remplir ces conditions :

.....

Présente les pièces justificatives suivantes⁽¹⁾ :

.....

M'engage à présenter, à la demande des autorités compétentes, toutes justifications supplémentaires que celles-ci jugeraient nécessaires en vue de la délivrance du certificat ci-annexé, ainsi qu'à accepter, le cas échéant, tout contrôle par lesdites autorités de ma comptabilité et des circonstances de la fabrication des marchandises susvisées;

Demande la délivrance du certificat ci-annexé pour ces marchandises.

A, le

.....
 (Signature)

⁽¹⁾ Par exemple : documents d'importation, certificats de circulation, factures, déclarations du fabricant, etc., se référant aux produits mis en œuvre ou aux marchandises réexportées en l'état.

ANNEXE VI

(RECTO)
Avant de remplir le formulaire, lire attentivement les instructions au verso.

FORMULAIRE EUR.2 N°		1	Formulaire utilisé dans les échanges préférentiels entre (*) et
2	Exportateur (nom, adresse complète, pays)	3	Déclaration de l'exportateur Je soussigné, exportateur des marchandises désignées ci-dessous, déclare qu'elles remplissent les conditions requises pour l'établissement du présent formulaire et qu'elles ont acquis le caractère de produits originaires dans les conditions prévues par les dispositions régissant les échanges mentionnés dans la case n° 1
4	Destinataire (nom, adresse complète, pays)	5	Lieu et date
		6	Signature de l'exportateur
7	Observations (*)	8	Pays d'origine (3)
		9	Pays de destination (4)
		10	Poids brut (kg)
11	Marques, numéros de l'envoi et désignation des marchandises	12	Administration ou service du pays d'exportation (5) chargé du contrôle a posteriori de la déclaration de l'exportateur

(1) Indiquer les pays, groupes de pays ou territoires concernés.

(2) Indiquer les références au contrôle éventuellement déjà effectué par l'administration ou le service compétent.

(3) Par pays d'origine on entend le pays, le groupe de pays ou le territoire dont les produits sont considérés comme originaires.

(4) Par pays on entend un pays, un groupe de pays ou un territoire.

<p>13 Demande de contrôle</p> <p>Le contrôle de la déclaration de l'exportateur figurant au recto du présent formulaire est sollicité (*)</p> <p>À le 19.....</p> <p style="text-align: center;">Cachet</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Signature)</p>	<p>14 Résultat du contrôle</p> <p>Le contrôle effectué a permis de constater que (1)</p> <p><input type="checkbox"/> les indications et mentions portées sur le présent formulaire sont exactes.</p> <p><input type="checkbox"/> le présent formulaire ne répond pas aux conditions d'authenticité et de régularité requises (voir les remarques ci-annexées).</p> <p>À le 19.....</p> <p style="text-align: center;">Cachet</p> <p>.....</p> <p style="text-align: center;">(Signature)</p> <p>(1) Marquer d'un X la mention applicable</p>
--	---

(VERSO)

(*) Le contrôle *a posteriori* des formulaires EUR. 2 est effectué à titre de sondage ou chaque fois que les autorités douanières de l'Etat d'importation ont des doutes fondés en ce qui concerne l'authenticité du formulaire et l'exactitude des renseignements relatifs à l'origine réelle de la marchandise en cause.

INSTRUCTIONS RELATIVES À L'ÉTABLISSEMENT DU FORMULAIRE EUR. 2

1. Peuvent seules donner lieu à l'établissement d'un formulaire EUR. 2 les marchandises qui, dans le pays d'exportation, remplissent les conditions prévues par les dispositions régissant les échanges mentionnés dans la case n° 1 du formulaire. Ces dispositions doivent être soigneusement étudiées avant de remplir le formulaire.
2. L'exportateur attache le formulaire au bulletin d'expédition lorsqu'il s'agit d'un envoi par colis postal ou l'insère dans le colis lorsqu'il s'agit d'un envoi par la poste aux lettres. En outre, il porte, soit sur l'étiquette verte C 1, soit sur la déclaration en douane C 2/CP 3, la mention EUR. 2 suivie du numéro de série du formulaire.
3. Ces instructions ne dispensent pas l'exportateur de l'accomplissement des autres formalités prévues dans les règlements douaniers ou postaux.
4. L'usage du formulaire constitue pour l'exportateur l'engagement de présenter aux autorités compétentes toutes justifications que celles-ci jugent nécessaires et d'accepter tout contrôle par lesdites autorités de sa comptabilité et des circonstances de la fabrication des marchandises désignées dans la case 11 du formulaire.

ANNEXE VII

MODÈLE DE LA DÉCLARATION

Je soussigné déclare que les marchandises décrites dans la présente facture ont été obtenues
 [indiquer l'(les) Etat(s) lié(s) par la convention dans lequel (lesquels) les produits ont été obtenus]

et (selon le cas) :

a) (*) Répondent aux règles relatives à la définition de la notion de « produits entièrement obtenus », ou

b) (*) Ont été produites à partir des produits suivants :

<i>Description</i>	<i>Pays d'origine</i>	<i>Valeur</i> ^(*)
.....
.....
.....
.....

et ont été soumises aux ouvraisons suivantes :

..... (indiquer l'ouvraison)
 dans

.....
 [indiquer l'(les) Etat(s) lié(s) par la convention dans lequel (lesquels) les produits ont été obtenus.]

FAIT à, le
(Signature)

(*) Remplir si nécessaire.

ANNEXE VIII
COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

1. Expéditeur ⁽¹⁾	FICHE DE RENSEIGNEMENTS pour l'obtention d'un CERTIFICAT DE CIRCULATION prevu dans le cadre des dispositions régissant les échanges entre		
2. Destinataire ⁽¹⁾	LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE et LES ÉTATS ACP		
3. Transformateur ⁽¹⁾	4. État où ont été effectuées les opérations ou transformations		
6. Bureau de douane d'importation ⁽¹⁾	5. Pour usage officiel		
7. Document d'importation ⁽²⁾ modèle n° série du <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/>			
MARCHANDISES AU MOMENT DE L'EXPÉDITION VERS L'ÉTAT DE DESTINATION			
8. Marques, numéros, nombre et nature des colis	9. Numéro de la position de la nomenclature de Bruxelles et désignation des marchandises	10. Quantité ⁽⁴⁾	
		11. Valeur ⁽⁴⁾	
MARCHANDISES IMPORTÉES MISES EN ŒUVRE			
12. Numéro de la position de la nomenclature de Bruxelles et désignation des marchandises	13. Pays d'origine	14. Quantité ⁽⁴⁾	15. Valeur ⁽⁴⁾ ⁽⁴⁾
16. Nature des opérations ou transformations effectuées			
17. Observations			
18. VISA DE LA DOUANE Déclaration certifiée conforme Document Modèle n° Bureau de douane: Date <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> <div style="border: 1px solid black; width: 60px; height: 40px; margin: 10px auto; text-align: center; font-size: 8px;">Cachet du bureau</div> (Signature)		19. DÉCLARATION DE L'EXPÉDITEUR Le soussigné déclare que les renseignements portés sur la présente fiche sont exacts. Fait à le <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> <input style="width: 20px; height: 15px;" type="text"/> (Signature)	

(1) (2) (3) (4) (5) Voir texte des notes au verso.

DEMANDE DE CONTRÔLE	RÉSULTAT DU CONTRÔLE
<p>Le fonctionnaire des douanes soussigné sollicite le contrôle de l'authenticité et de la régularité de la présente fiche de renseignements</p> <p>A, le</p> <div style="border: 1px solid black; width: 60px; height: 40px; margin: 10px auto; text-align: center; font-size: 8px;">Cachet du bureau</div> <p>..... (Signature du fonctionnaire)</p>	<p>Le contrôle effectué par le fonctionnaire des douanes soussigné a permis de constater que la présente fiche de renseignements:</p> <p>a) a bien été délivrée par le bureau de douane indiqué et que les mentions qu'elle contient sont exactes (*)</p> <p>b) ne répond pas aux conditions d'authenticité et de régularité requises (voir les remarques ci-annexées) (*)</p> <p>A, le</p> <div style="border: 1px solid black; width: 60px; height: 40px; margin: 10px auto; text-align: center; font-size: 8px;">Cachet du bureau</div> <p>..... (Signature du fonctionnaire)</p> <p>(*) Rayer la mention inutile.</p>

RENOIS DU RECTO

- (1) Nom ou raison sociale et adresse complète.
- (2) Mention facultative.
- (3) Kilogramme, hectolitre, mètre cube ou autres mesures.
- (4) Les emballages sont considérés comme faisant un tout avec les marchandises qu'ils contiennent. Cette disposition n'est toutefois pas applicable aux emballages qui ne sont pas d'un type usuel pour le produit emballé et qui ont une valeur d'utilisation propre d'un caractère durable, indépendamment de leur fonction d'emballage.
- (5) La valeur doit être indiquée conformément aux dispositions relatives aux règles d'origine.

PROTOCOLE N° 2 RELATIF AUX FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS

Les Hautes Parties contractantes

Sont convenues des dispositions suivantes, qui sont annexées à la Convention :

Article 1. Les Etats membres et la Communauté, d'une part, les Etats ACP, d'autre part, prennent en charge les dépenses qu'ils exposent en raison de leur participation aux sessions du Conseil des ministres et des organes qui en dépendent, tant en ce qui concerne les frais de personnel, de voyage et de séjour, qu'en ce qui concerne les frais de postes et de télécommunications.

Les dépenses relatives à l'interprétation en séance ainsi qu'à la traduction et à la reproduction des documents, et les dépenses afférentes à l'organisation matérielle des réunions (locaux, fournitures, huissiers, etc.) sont supportées par la Communauté ou par l'un des Etats ACP, selon que les réunions ont lieu sur le territoire d'un Etat membre ou sur celui d'un Etat ACP.

Article 2. La Communauté et les Etats ACP prennent en charge, chacun en ce qui le concerne, les frais de voyage et de séjour de leurs participants respectifs aux réunions de l'Assemblée consultative.

Dans les mêmes conditions, ils prennent en charge les frais de voyage et de séjour du personnel nécessaire pour ces réunions ainsi que les frais de postes et de télécommunications.

Les dépenses relatives à l'interprétation en séance ainsi qu'à la traduction et à la reproduction des documents et les dépenses afférentes à l'organisation matérielle des réunions (locaux, fournitures, huissiers, etc.) sont supportées par la Communauté ou par les Etats ACP selon que les réunions ont lieu sur le territoire d'un Etat membre ou sur celui d'un Etat ACP.

Article 3. Les arbitres désignés conformément à l'article 176 de la Convention ont droit au remboursement de leurs frais de voyage et de leurs frais de séjour. Ces derniers frais sont fixés par le Conseil des ministres.

Les frais de voyage et de séjour des arbitres sont pris en charge par moitié par la Communauté et par moitié par les Etats ACP.

Les dépenses afférentes au greffe établi par les arbitres, à l'instruction des différends et à l'organisation matérielle des audiences (locaux, personnel, interprétation, etc.) sont supportées par la Communauté.

Les dépenses afférentes à des mesures extraordinaires d'instruction sont réglées avec les autres dépenses et font l'objet d'avances de la part des Parties dans les conditions fixées par l'ordonnance des arbitres.

PROTOCOLE N° 3 SUR LES PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS

Les Hautes Parties contractantes,

Désireuses de faciliter par la conclusion d'un protocole sur les privilèges et immunités une application satisfaisante de la Convention ainsi que la préparation des travaux intervenant dans le cadre de celle-ci et l'exécution des mesures prises pour son application,

Considérant qu'il y a lieu dans ces conditions de prévoir les privilèges et immunités dont pourront se prévaloir les personnes participant à des travaux se rapportant à l'application de la Convention et le régime des communications officielles intéressant ces travaux, et cela sans préjudice des dispositions du protocole sur les privilèges et immunités des Communautés européennes signé à Bruxelles le 8 avril 1965¹,

Considérant par ailleurs qu'il y a lieu de prévoir le régime à appliquer aux biens, fonds et avoirs du Conseil des ministres ACP et au personnel de celui-ci,

Considérant que l'accord de Georgetown du 6 juin 1975 a créé le Groupe des Etats ACP et institué un Conseil des ministres ACP et un Comité des ambassadeurs; que le fonctionnement des organes du groupe ACP doit être assuré par le Secrétariat général ACP,

Sont convenues des dispositions suivantes, qui sont annexées à la Convention :

CHAPITRE 1. PERSONNES PARTICIPANT AUX TRAVAUX SE RAPPORTANT À LA CONVENTION

Article 1. Les représentants des gouvernements des Etats membres et des Etats ACP et les représentants des institutions des Communautés européennes ainsi que leurs conseillers et experts et les membres du personnel du Secrétariat des Etats ACP participant sur le territoire des Etats membres ou des Etats ACP soit aux travaux des institutions de la Convention, ou des organes de coordination, soit à des travaux se rapportant à l'application de la Convention, y jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de leur mission, des privilèges, immunités et facilités d'usage.

Le premier alinéa est également applicable aux membres de l'Assemblée consultative prévue par la Convention, aux arbitres pouvant être désignés en vertu de la Convention, aux membres des organismes consultatifs des milieux économiques et sociaux qui pourront être créés et aux fonctionnaires et agents de ceux-ci, ainsi qu'aux membres des organes de la Banque européenne d'investissement et au personnel de celle-ci, ainsi qu'au personnel du Centre pour le développement industriel et du Centre technique de coopération agricole et rurale.

CHAPITRE 2. BIENS, FONDS ET AVOIRS DU CONSEIL DES MINISTRES ACP

Article 2. Les locaux et bâtiments occupés à des fins officielles par le Conseil des ministres ACP sont inviolables. Ils ne peuvent faire l'objet de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation.

Sauf pour les besoins de l'enquête concernant un accident causé par un véhicule automobile appartenant audit Conseil ou circulant pour son compte, ou en cas d'infraction à la réglementation de la circulation routière ou d'accidents causés par un tel véhicule, les biens et avoirs du Conseil des ministres ACP ne peuvent faire l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation du Conseil des ministres institué par la Convention.

Article 3. Les archives du Conseil des ministres ACP sont inviolables.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1349, n° I-22691.

Article 4. Le Conseil des ministres ACP, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

L'Etat d'accueil prend chaque fois que possible les mesures appropriées en vue de la remise ou du remboursement des droits indirects ou des taxes à la vente inclus dans le prix des biens immobiliers ou mobiliers lorsque le Conseil des ministres ACP effectue, strictement pour l'exercice de ses activités officielles, des achats importants dont le prix comporte de tels droits ou taxes.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes, droits et redevances qui ne constituent que la simple rémunération de services rendus.

Article 5. Le Conseil des ministres ACP est exonéré de tous droits de douane, et n'est soumis à aucune interdiction et restriction à l'importation et à l'exportation, pour des articles destinés à son usage officiel; les articles ainsi importés ne peuvent être vendus ou autrement cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, sauf dans des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

CHAPITRE 3. COMMUNICATIONS OFFICIELLES

Article 6. Pour leurs communications officielles et la transmission de tous leurs documents, la Communauté, les institutions de la Convention et les organes de coordination bénéficient sur le territoire des Etats parties à la Convention du traitement accordé aux organisations internationales.

La correspondance officielle et les autres communications officielles de la Communauté, des institutions de la Convention et des organes de coordination ne peuvent être censurées.

CHAPITRE 4. PERSONNEL DU SECRÉTARIAT DES ETATS ACP

Article 7. Le(s) Secrétaire(s) et le(s) Secrétaire(s) adjoint(s) du Conseil des ministres ACP et les autres membres permanents du personnel de grade supérieur, désignés par les Etats ACP, de celui-ci, bénéficient dans l'Etat où se trouve établi le Conseil des ministres ACP, sous la responsabilité du président en exercice du Comité des ambassadeurs ACP-CEE, des avantages reconnus aux membres du personnel diplomatique des missions diplomatiques. Leur conjoint et leurs enfants mineurs vivant à leur foyer bénéficient dans les mêmes conditions des avantages reconnus au conjoint et aux enfants mineurs des membres du personnel diplomatique.

Article 8. L'Etat où se trouve le Conseil des ministres ACP ne reconnaît aux agents permanents du Secrétariat des Etats ACP autres que ceux visés à l'article 7 que l'immunité de juridiction pour les seuls actes accomplis par eux dans l'exercice de leurs fonctions officielles. Cependant, cette immunité ne joue pas dans le cas d'infraction à la réglementation de la circulation routière commise par un agent permanent du personnel du Secrétariat des Etats ACP ou de dommages causés par un véhicule lui appartenant ou conduit par lui.

Article 9. Les noms, qualités et adresses du président en exercice du Comité des ambassadeurs ACP-CEE, du (des) Secrétaire(s) et du (des) Secrétaire(s) adjoint(s) du Conseil des ministres ACP ainsi que ceux des agents permanents du personnel du Secrétariat des Etats ACP sont communiqués périodi-

quement par les soins du président du Conseil des ministres ACP au gouvernement de l'Etat où se trouve établi le Conseil des ministres ACP.

CHAPITRE 5. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 10. Les privilèges, immunités et facilités prévus au présent protocole sont accordés à leurs bénéficiaires exclusivement dans l'intérêt de leurs fonctions officielles.

Les institutions et organes visés au présent protocole sont tenus de renoncer à l'immunité dans tous les cas où ils estiment que la levée de cette immunité n'est pas contraire à leurs intérêts.

Article 11. L'article 176 de la Convention est applicable aux différends relatifs au présent protocole.

Le Conseil des ministres ACP et la Banque européenne d'investissement peuvent être parties à une instance lors d'une procédure arbitrale.

PROTOCOLE N° 4 SUR LES BANANES

La Communauté et les Etats ACP conviennent des objectifs suivants en vue de permettre l'amélioration des conditions de production et de commercialisation des bananes des Etats ACP et conviennent que les mesures appropriées seront prises pour leur mise en œuvre.

Article 1. Pour ses exportations de bananes vers les marchés de la Communauté, aucun Etat ACP ne sera placé, en ce qui concerne l'accès à ses marchés traditionnels et ses avantages sur ces marchés, dans une situation moins favorable que celle qu'il connaissait antérieurement ou qu'il connaît actuellement.

Article 2. Chaque Etat ACP intéressé et la Communauté se concerteront afin de déterminer les actions à mettre en œuvre pour améliorer les conditions de production et de commercialisation des bananes. Ce but sera poursuivi en utilisant tous les moyens prévus dans le cadre de la coopération financière et technique. Ces actions seront conçues de manière à permettre aux Etats ACP, et en particulier à la Somalie, compte tenu de leurs situations particulières, d'accéder à une meilleure compétitivité, tant sur leurs marchés traditionnels que sur les autres marchés de la Communauté. Elles seront mises en œuvre à tous les stades, de la production à la consommation, et porteront notamment sur les domaines suivants :

- Amélioration des conditions de production, de récolte, de manutention et de transport intérieur,
- Promotion commerciale.

Article 3. En vue de réaliser ces objectifs, les deux Parties conviennent de se concerter au sein d'un groupe mixte permanent, assisté d'un groupe d'experts dont le rôle sera de suivre en permanence les problèmes spécifiques que pourrait soulever l'application du présent protocole, en vue de proposer des solutions.

Article 4. Si les Etats ACP producteurs de bananes décident de créer une organisation commune en vue de réaliser les objectifs du présent protocole, la Communauté apportera son soutien à une telle organisation en prenant en considération les demandes qui lui seraient présentées en vue d'appuyer les activités

de cette organisation qui entreraient dans le cadre des actions régionales au titre de la coopération financière et technique.

PROTOCOLE N° 5 RELATIF AU RHUM

Article 1. Jusqu'à l'entrée en vigueur d'une organisation commune du marché des alcools, les produits de la sous-position tarifaire 22.09 C I, originaires des Etats ACP, sont admis dans la Communauté en franchise de droits de douane dans des conditions qui permettent le développement des courants d'échanges traditionnels entre les Etats ACP et la Communauté, d'une part, et entre les Etats membres, d'autre part.

Article 2. a) Pour l'application de l'article 1 et par dérogation à l'article 2, paragraphe 1, de la Convention, la Communauté fixe chaque année les quantités qui peuvent être importées en exemption de droits de douane, sur la base des quantités annuelles les plus importantes importées des Etats ACP dans la Communauté au cours des trois dernières années pour lesquelles des statistiques sont disponibles, augmentées d'un taux de croissance annuel de 40% sur le marché du Royaume-Uni et de 18% sur les autres marchés de la Communauté.

b) Au cas où l'application du point a entraverait le développement d'un courant d'échanges traditionnel entre les Etats ACP et un Etat membre, la Communauté prend les mesures appropriées pour remédier à cette situation.

c) Dans la mesure où la consommation de rhum s'accroîtrait notablement dans les Etats membres, la Communauté s'engage à procéder à un nouvel examen du pourcentage d'augmentation annuel fixé par le présent protocole.

d) La Communauté se déclare disposée à procéder à des consultations appropriées avant d'arrêter les mesures prévues sous b.

e) La Communauté se déclare en outre disposée à rechercher avec les Etats ACP intéressés les mesures susceptibles de permettre un développement de leurs ventes de rhum sur les marchés non traditionnels.

Article 3. En vue de réaliser ces objectifs, les Parties conviennent de se concerter au sein d'un groupe de travail mixte dont le rôle sera de suivre en permanence les problèmes spécifiques que pourrait soulever l'application du présent protocole.

Article 4. A la demande des Etats ACP, la Communauté, dans le cadre des dispositions du titre I, chapitre 3, aide les Etats ACP à promouvoir et à développer leurs ventes de rhum sur les marchés traditionnels et non traditionnels de la Communauté.

PROTOCOLE N° 6 RELATIF AU RÉGIME FISCAL ET DOUANIER APPLICABLE DANS LES ETATS ACP AUX MARCHÉS FINANÇÉS PAR LA COMMUNAUTÉ

Article 1. 1. Les Etats ACP appliquent aux marchés financés par la Communauté un régime fiscal et douanier qui n'est pas moins favorable que celui appliqué vis-à-vis de l'Etat le plus favorisé, ou vis-à-vis de l'organisation internationale en matière de développement la plus favorisée.

Pour l'application du premier alinéa, il n'est pas tenu compte des régimes appliqués à l'égard des Etats ACP ou d'autres pays en voie de développement.

2. Sous réserve du paragraphe 1, les Etats ACP appliquent aux marchés financés par la Communauté le régime prévu par les articles 2 à 12.

Article 2. Les marchés financés par la Communauté ne sont assujettis ni aux droits de timbre et d'enregistrement ni aux prélèvements fiscaux d'effet équivalent, existants ou à créer dans l'Etat ACP bénéficiaire.

Toutefois, ils peuvent être assujettis à la formalité de l'enregistrement, conformément aux lois en vigueur dans les Etats ACP. Cette formalité peut donner lieu à la perception d'une redevance correspondant à la rémunération de la prestation de services et ne dépassant pas le coût de l'acte, conformément aux dispositions juridiques en vigueur dans chaque Etat ACP concerné.

Article 3. 1. Les marchés d'études, de contrôle ou de surveillance, financés par la Communauté, ne donnent pas lieu à la perception, dans l'Etat ACP bénéficiaire, de taxes sur le chiffre d'affaires.

2. Les bénéfices résultant de l'exécution des marchés de travaux, d'études, de contrôle ou de surveillance financés par la Communauté sont imposables selon le régime fiscal intérieur de l'Etat ACP, pour autant que les personnes physiques ou morales qui les y ont réalisés possèdent dans cet Etat un établissement stable ou que la durée d'exécution des marchés soit supérieure à six mois.

Article 4. 1. Les importations dans le cadre de l'exécution d'un marché de fournitures financé par la Communauté s'exécutent sans que le franchissement de la frontière de l'Etat ACP bénéficiaire entraîne la perception de droits de douane, de droits d'entrée, de taxes ou de prélèvements fiscaux d'effet équivalent.

2. Lorsqu'un marché de fournitures financé par la Communauté porte sur un produit originaire de l'Etat ACP bénéficiaire, ce marché est conclu sur la base du prix départ usine de la fourniture en question, majoré de la fiscalité intérieure applicable dans l'Etat ACP à cette fourniture.

3. Les exonérations sont expressément prévues dans le texte même du marché.

Article 5. Les achats de carburants, lubrifiants et liants hydrocarbonés ainsi que, d'une manière générale, de tous les produits incorporés dans un marché de travaux financé par la Communauté sont réputés faits sur le marché local et supportent le régime fiscal applicable en vertu de la législation nationale en vigueur dans l'Etat ACP bénéficiaire.

Article 6. Les entreprises qui, pour l'exécution des marchés de travaux, doivent importer des matériels professionnels bénéficient, sur leur demande, pour ces matériels, de l'octroi du régime de l'admission temporaire, tel qu'il est défini par la législation nationale de l'Etat ACP bénéficiaire.

Article 7. Les matériels professionnels nécessaires à l'exécution des tâches définies dans un marché d'études, de contrôle ou de surveillance sont admis temporairement, dans l'Etat ACP ou les Etats ACP bénéficiaires, en franchise de droits fiscaux, de droits d'entrée, de droits de douane et d'autres taxes d'effet équivalent, dès lors que ces droits et taxes ne sont pas la rémunération d'une prestation de services.

Article 8. 1. L'importation d'effets et objets personnels, à usage personnel et domestique, par les personnes physiques, autres que celles recrutées

localement, chargées de l'exécution des tâches définies dans un marché d'études, de contrôle ou de surveillance s'effectue, dans la limite des dispositions prévues par la législation de l'Etat ACP bénéficiaire, en exonération de la perception des droits de douane, des droits d'entrée, des taxes et autres prélèvements fiscaux d'effet équivalent.

2. Ces dispositions s'appliquent également aux membres de la famille des personnes visées au paragraphe 1.

Article 9. 1. Le délégué de la Commission et le personnel mandaté des délégations, à l'exclusion du personnel recruté localement, sont exonérés de toute perception d'impôts directs dans l'Etat ACP où ils sont installés.

2. Les personnels visés au paragraphe 1 bénéficient également des dispositions de l'article 8.

Article 10. Les Etats ACP accordent l'exonération de tout impôt ou prélèvement fiscal, national ou local, sur les intérêts, commissions et amortissements dus au titre des concours consentis par la Communauté sous forme de prêts spéciaux, de prêts subordonnés ou conditionnels par capitaux à risques ou de prêts sur les ressources propres de la Banque, dans les conditions visées aux articles 101 et 105 de la Convention.

Article 11. Toute question non visée par le présent protocole reste soumise à la législation nationale des Etats parties à la Convention.

Article 12. Les dispositions ci-dessus sont applicables à l'exécution de tous les marchés financés par la Communauté et conclus après l'entrée en vigueur de la Convention.

PROTOCOLE N° 7 REPRENANT LE TEXTE DU PROTOCOLE N° 3 SUR LE SUCRE ACP FIGURANT DANS LA CONVENTION DE LOMÉ SIGNÉE LE 28 FÉVRIER 1975 ET LES DÉCLARATIONS CORRESPONDANTES ANNEXÉES À CETTE CONVENTION

PROTOCOLE N° 3 SUR LE SUCRE ACP

Article 1. 1. La Communauté s'engage, pour une période indéterminée, à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre de canne, brut ou blanc, originaire des Etats ACP, que lesdits Etat s'engagent à lui fournir.

2. La clause de sauvegarde prévue à l'article 10 de la Convention n'est pas applicable. La mise en œuvre du présent protocole est assurée dans le cadre de la gestion de l'organisation commune du marché du sucre, qui, toutefois, ne devra pas affecter l'engagement contracté par la Communauté aux termes du paragraphe 1.

Article 2. 1. Sans préjudice de l'article 7, aucune modification apportée au présent protocole ne peut entrer en vigueur avant l'expiration d'une période de cinq années à compter de la date d'entrée en vigueur de la Convention. Passé ce délai, les modifications qui pourraient être arrêtées d'un commun accord entreront en vigueur à une date à convenir.

2. Les conditions d'application de la garantie mentionnée à l'article 1 sont réexaminées avant la fin de la septième année de leur application.

Article 3. 1. Les quantités de sucre de canne visées à l'article 1, exprimées en tonnes métriques de sucre blanc, dénommées ci-après « quantités convenues », et qui doivent être livrées durant chacune des périodes de douze mois prévues à l'article 4, paragraphe 1, sont les suivantes :

Barbade	49 300
Fidji	163 600
Guyane	157 700
Ile Maurice	487 200
Jamaïque	118 300
Kenya	5 000
Madagascar	10 000
Malawi	20 000
Ouganda	5 000
République populaire du Congo	10 000
Swaziland	116 400
Tanzanie	10 000
Trinité-et-Tobago	69 000

2. Sous réserve de l'article 7, ces quantités ne peuvent être réduites sans l'accord des Etats individuellement concernés.

3. Toutefois, pour la période allant jusqu'au 30 juin 1975, les quantités convenues, exprimées en tonnes métriques de sucre blanc, sont les suivantes :

Barbade	29 600
Fidji	25 600
Guyane	29 600
Ile Maurice	65 300
Jamaïque	83 800
Madagascar	2 000
Swaziland	19 700
Trinité-et-Tobago	54 200

Article 4. 1. Au cours de chaque période de douze mois allant du 1^{er} juillet au 30 juin inclus, ci-après dénommée « période de livraison », les Etats ACP exportateurs de sucre s'engagent à livrer les quantités visées à l'article 3, paragraphe 1, sous réserve des ajustements résultant de l'application de l'article 7. Un engagement analogue s'applique également aux quantités visées à l'article 3, paragraphe 3, pour la période allant jusqu'au 30 juin 1975, qui est également considérée comme une période de livraison.

2. Les quantités à livrer jusqu'au 30 juin 1975, visées à l'article 3, paragraphe 3, comprennent les livraisons en route à partir du port d'expédition ou, dans le cas d'Etats enclavés, celles qui ont franchi la frontière.

3. Les livraisons de sucre de canne ACP au cours de la période allant jusqu'au 30 juin 1975 bénéficient des prix garantis applicables pendant la période de livraison débutant le 1^{er} juillet 1975. Des dispositions identiques peuvent être prises pour des périodes de livraison ultérieures.

Article 5. 1. Le sucre de canne blanc ou brut est commercialisé sur le marché de la Communauté à des prix négociés librement entre acheteurs et vendeurs.

2. La Communauté n'intervient pas si un Etat membre permet que les prix de vente pratiqués à l'intérieur de ses frontières dépassent le prix du seuil de la Communauté.

3. La Communauté s'engage à acheter, au prix garanti, des quantités de sucre blanc ou brut, jusqu'à concurrence de certaines quantités convenues, qui ne peuvent être commercialisées dans la Communauté à un prix équivalent ou supérieur au prix garanti.

4. Le prix garanti, exprimé en unités de compte européennes, se réfère au sucre non emballé, rendu c.a.f. aux ports européens de la Communauté, et est fixé pour du sucre de la qualité type. Il est négocié annuellement, à l'intérieur de la gamme des prix obtenus dans la Communauté, compte tenu de tous les facteurs économiques importants, et sera fixé au plus tard le 1^{er} mai qui précède immédiatement la période de livraison à laquelle il est applicable.

Article 6. L'achat au prix garanti visé à l'article 5, paragraphe 3, est assuré par l'intermédiaire soit des organismes d'intervention, soit d'autres mandataires désignés par la Communauté.

Article 7. 1. Si, pour des raisons de force majeure, un Etat ACP exportateur de sucre ne livre pas la totalité de la quantité convenue pendant une période de livraison, la Commission, à la demande de l'Etat concerné, accorde la période de livraison supplémentaire nécessaire.

2. Si, au cours d'une période de livraison, un Etat ACP exportateur de sucre informe la Commission qu'il ne sera pas en mesure de fournir la totalité de la quantité convenue et qu'il ne souhaite pas bénéficier de la période supplémentaire mentionnée au paragraphe 1, la quantité non livrée fait l'objet d'une nouvelle allocation par la Commission en vue de sa fourniture pendant la période de livraison en question. La Commission procède à cette nouvelle allocation après consultation des Etats concernés.

3. Si, pour des raisons ne relevant pas d'un cas de force majeure, un Etat ACP exportateur de sucre ne livre pas la totalité de la quantité de sucre convenue, pendant une période de livraison quelconque, la quantité convenue est réduite, pour chacune des périodes de livraison suivantes, de la quantité non livrée.

4. La Commission peut décider que, en ce qui concerne les périodes de livraison ultérieures, la quantité de sucre non livrée fera l'objet d'une nouvelle allocation entre les autres Etats mentionnés à l'article 3. Cette nouvelle allocation est effectuée en consultation avec les Etats concernés.

Article 8. 1. A la demande d'un ou de plusieurs Etats fournisseurs de sucre aux termes du présent protocole, ou de la Communauté, des consultations relatives à toutes les mesures nécessaires pour l'application du présent protocole auront lieu dans un cadre institutionnel approprié qui sera adopté par les Parties contractantes. A cette fin, il peut être fait recours aux institutions créées par la Convention, pendant la période d'application de cette dernière.

2. Si la Convention cesse d'avoir effet, les Etats fournisseurs de sucre visés au paragraphe 1 et la Communauté arrêtent les dispositions institutionnelles appropriées en vue d'assurer l'application continue du présent protocole.

3. Les réexamens périodiques prévus dans le présent protocole ont lieu dans le cadre institutionnel convenu.

Article 9. Les types particuliers de sucre fournis traditionnellement aux Etats membres par certains Etats ACP exportateurs de sucre sont inclus dans les quantités visées à l'article 3 et traités sur les mêmes bases.

Article 10. Les dispositions du présent protocole restent en vigueur après la date prévue à l'article 91 de la Convention. Après cette date, le protocole peut être dénoncé par la Communauté à l'égard de chaque Etat ACP et par chaque Etat ACP à l'égard de la Communauté moyennant un préavis de deux ans.

A N N E X E

DÉCLARATIONS RELATIVES AU PROTOCOLE N° 3 DE LA CONVENTION ACP-CEE DE LOMÉ

1. *Déclaration commune concernant d'éventuelles demandes de participation au protocole n° 3*

Toute demande émanant d'un Etat ACP, Partie contractante à la Convention, mais non spécifiquement mentionné dans le protocole n° 3, qui souhaite participer aux dispositions dudit protocole, est examinée*.

2. *Déclaration de la Communauté concernant le sucre originaire de Belize, de St-Kitts-Nevis-Anguilla et du Suriname*

a) La Communauté s'engage à adopter les mesures nécessaires pour garantir qu'un traitement identique à celui qui est prévu au protocole n° 3 soit appliqué aux quantités suivantes de sucre de canne brut ou blanc, originaire des pays suivants :

Belize	39 400 tonnes métriques
St-Kitts-Nevis-Anguilla	14 800 tonnes métriques
Suriname	4 000 tonnes métriques

b) Toutefois, pour la période allant jusqu'au 30 juin 1975, lesdites quantités sont fixées comme suit :

Belize	14 800 tonnes métriques
St-Kitts-Nevis-Anguilla	7 900 tonnes métriques**

3. *Déclaration de la Communauté ad article 10 du protocole n° 3*

La Communauté déclare que l'article 10 du protocole n° 3 prévoyant la possibilité de dénonciation dudit protocole, aux conditions énoncées audit article, a pour objet d'assurer la sécurité juridique et ne constitue pour la Communauté aucune modification ou limitation des principes énoncés à l'article 1 de ce même protocole***.

ACTE FINAL

Les plénipotentiaires

de Sa Majesté le Roi des Belges,
de Sa Majesté la Reine de Danemark,
du Président de la République fédérale d'Allemagne,
du Président de la République française,

* Annexe XIII à l'acte final de la Convention ACP-CEE de Lomé.

** Annexe XXI à l'acte final de la Convention ACP-CEE de Lomé.

*** Annexe XXII à l'acte final de la Convention ACP-CEE de Lomé.

du Président d'Irlande,
du Président de la République italienne,
de Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg,
de Sa Majesté la Reine des Pays-Bas,
de Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande
du Nord,
et du Conseil des Communautés européennes, d'une part, et

Les plénipotentiaires

du Chef d'Etat des Bahamas,
du Chef d'Etat de Barbade,
du Président de la République populaire du Bénin,
du Président de la République du Botswana,
du Président de la République du Burundi,
du Président de la République-Unie du Cameroun,
du Président de la République du Cap-Vert,
du Président de la République centrafricaine,
du Président de la République fédérale islamique des Comores,
du Président de la République populaire du Congo,
du Président de la République de Côte d'Ivoire,
du Président de la République de Djibouti,
du Premier Ministre et Ministre des Affaires extérieures de l'Etat indé-
pendant de la Dominique,
du Président du Conseil administratif militaire provisoire et du Conseil
des Ministres et Commandant en Chef de l'Armée révolutionnaire
de l'Ethiopie,
de Sa Majesté la Reine de Fidji,
du Président de la République gabonaise,
du Président de la République de Gambie,
du Président de la République du Ghana,
du Chef d'Etat de Grenade,
du Président de la République de Guinée,
du Président du Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau,
du Président de la République de Guinée équatoriale,
du Président de la République de Guyane,
du Président de la République de la Haute-Volta,
du Chef d'Etat de la Jamaïque,
du Président de la République du Kenya,
du Président de la République de Kiribati,

de Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho,
du Président de la République du Libéria,
du Président de la République démocratique de Madagascar,
du Président de la République du Malawi,
du Président de la République du Mali,
du Président de la République islamique de Mauritanie,
de Sa Majesté la Reine de l'Ile Maurice,
du Président de la République du Niger,
du Chef du Gouvernement fédéral du Nigéria,
du Chef de l'Etat indépendant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée,
du Président de la République rwandaise,
du Président de la République de Sainte-Lucie,
du Chef d'Etat des Samoa occidentales,
du Président de la République démocratique de Sao Tomé-et-Principe,
du Président de la République du Sénégal,
du Président de la République des Seychelles,
du Président de la République de Sierra Leone,
du Président de l'Etat Indépendant des Iles Salomon,
du Président de la République démocratique de Somalie, Président du
Conseil révolutionnaire suprême,
du Président de la République démocratique du Soudan,
du Président de la République du Suriname,
de Sa Majesté le Roi du Royaume du Swaziland,
du Président de la République-Unie de Tanzanie,
du Président de la République du Tchad,
du Président de la République togolaise,
de Sa Majesté le Roi Taufa'ahau Tupou IV de Tonga,
du Président de la République de Trinité-et-Tobago,
de Sa Majesté la Reine de Tuvalu,
du Président de la République de l'Ouganda,
du Président de la République du Zaïre,
du Président de la République de Zambie,

Réunis à Lomé, le 31 octobre 1979, pour la signature de la deuxième Convention ACP-CEE de Lomé, ont arrêté les textes suivants :

- La deuxième Convention ACP-CEE de Lomé, ainsi que les protocoles suivants :
- Protocole n° 1 relatif à la définition de la notion de « produits originaires » et aux méthodes de coopération administrative,
- Protocole n° 2 relatif aux frais de fonctionnement des institutions,

- Protocole n° 3 sur les privilèges et immunités,
- Protocole n° 4 sur les bananes,
- Protocole n° 5 relatif au rhum,
- Protocole n° 6 relatif au régime fiscal et douanier applicable dans les Etats ACP aux marchés financés par la Communauté,
- Protocole n° 7 reprenant le texte du protocole n° 3 sur le sucre ACP figurant dans la Convention de Lomé signée le 28 février 1975 et les déclarations correspondantes annexées à cette Convention.

Les plénipotentiaires des Etats membres et les plénipotentiaires des Etats ACP ont en outre arrêté le texte de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté et les plénipotentiaires des Etats ACP ont également arrêté le texte des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final :

1. Déclaration commune relative à la présentation de la Convention au GATT (annexe I),
2. Déclaration commune relative au régime d'accès aux marchés des départements français d'outre-mer des produits originaires des Etats ACP visés à l'article 2, paragraphe 2, de la Convention (annexe II),
3. Déclaration commune *ad* articles 9 et 11 de la Convention (annexe III),
4. Déclaration commune concernant les produits relevant de la politique agricole commune (annexe IV),
5. Déclaration commune relative aux échanges entre la Communauté économique européenne et le Botswana, le Lesotho et le Swaziland (annexe V),
6. Déclaration commune *ad* article 46, paragraphe 3, de la Convention (annexe VI),
7. Déclaration commune sur la concertation ACP-CEE en cas d'instauration d'un système de stabilisation des recettes d'exportation à l'échelle mondiale (annexe VII),
8. Déclaration commune sur l'encouragement des investissements miniers (annexe VIII),
9. Déclaration commune *ad* article 64 de la Convention (annexe IX),
10. Déclaration commune relative au financement complémentaire de la coopération industrielle (annexe X),
11. Déclaration commune *ad* article 82 de la Convention (annexe XI),
12. Déclaration commune *ad* article 131 de la Convention (annexe XII),
13. Déclaration commune *ad* article 132 de la Convention (annexe XIII),
14. Déclaration commune reproduisant le texte des articles 24 à 27 du protocole n° 2 de la Convention ACP-CEE de Lomé visé à l'article 142 de la présente Convention, ainsi que de la déclaration commune relative à l'article 26 dudit protocole (annexe XIV),
15. Déclaration commune relative aux travailleurs ressortissants de l'une des Parties contractantes résidant légalement sur le territoire d'un Etat membre ou d'un Etat ACP (annexe XV),

16. Déclaration commune relative à la représentation des groupements économiques régionaux (annexe XVI),
17. Déclaration commune *ad* article I85 de la Convention (annexe XVII),
18. Déclaration commune sur la pêche maritime (annexe XVIII),
19. Déclaration commune relative aux transports maritimes (annexe XIX),
20. Déclaration commune relative au protocole n° 1 (annexe XX),
21. Déclaration commune sur l'origine des produits halieutiques (annexe XXI),
22. Déclaration commune relative au protocole n° 5 (annexe XXII),
23. Déclaration commune relative à l'article 1 du protocole n° 5 (annexe XXIII),
24. Déclaration commune relative à l'article 4 du protocole n° 5 (annexe XXIV).

Les plénipotentiaires des Etats ACP ont pris acte des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final :

1. Déclaration de la Communauté sur la libéralisation des échanges (annexe XXV),
2. Déclaration de la Communauté *ad* article 2, paragraphe 2, de la Convention (annexe XXVI),
3. Déclaration de la Communauté *ad* article 3 de la Convention (annexe XXVII),
4. Déclaration de la Communauté *ad* article 9, paragraphe 2, sous *a*, de la Convention (annexe XXVIII),
5. Déclaration de la Communauté *ad* article 12, paragraphe 3, de la Convention (annexe XXIX),
6. Déclaration de la Communauté *ad* article 21 de la Convention (annexe XXX),
7. Déclaration de la Communauté *ad* article 95 de la Convention (annexe XXXI),
8. Déclaration de la Communauté *ad* article 95 de la Convention (annexe XXXII),
9. Déclaration de la Communauté relative à l'article 156 de la Convention (annexe XXXIII),
10. Déclaration du Représentant du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne relative à la définition des ressortissants allemands (annexe XXXIV),
11. Déclaration du Représentant du gouvernement de la République fédérale d'Allemagne concernant l'application à Berlin de la Convention (annexe XXXV),
12. Déclaration de la Communauté relative aux articles 30 et 31 du protocole n° 1 (annexe XXXVI),
13. Déclaration de la Communauté relative au protocole n° 1 sur l'étendue des eaux territoriales (annexe XXXVII),
14. Déclaration de la Communauté relative au protocole n° 2 (annexe XXXVIII),
15. Déclaration de la Communauté relative au protocole n° 2 sur les frais de fonctionnement des Institutions (annexe XXXIX),
16. Déclaration de la Communauté concernant le protocole n° 3 (annexe XL).

Les plénipotentiaires des Etats membres et de la Communauté ont pris acte des déclarations énumérées ci-après et annexées au présent acte final :

1. Déclaration des Etats ACP relative à l'article 2 de la Convention (annexe XLI)
2. Déclaration des Etats ACP concernant le système applicable aux produits minéraux (annexe XLII)
3. Déclaration des Etats ACP relative à l'article 95 de la Convention (annexe XLIII)
4. Déclaration des Etats ACP sur l'origine des produits de la pêche (annexe XLIV)

[Voir p. 530 du présent volume pour les signatures.]

A N N E X E I

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À LA PRÉSENTATION DE LA CONVENTION AU GATT¹

Les Parties contractantes se consulteront à l'occasion de la présentation et de l'examen des dispositions commerciales de la Convention auxquels il sera procédé dans le cadre du GATT.

A N N E X E II

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE AU RÉGIME D'ACCÈS AUX MARCHÉS DES DÉPARTEMENTS FRANÇAIS D'OUTRE-MER DES PRODUITS ORIGI- NAIRES DES ETATS ACP VISÉS À L'ARTICLE 2, PARAGRAPHE 2, DE LA CONVENTION

Les Parties contractantes réaffirment que les chapitres 1 et 3 du titre I de la Convention s'appliquent aux relations entre les Etats ACP et les départements français d'outre-mer.

La Communauté aura la possibilité, pendant la durée de la Convention, de modifier le régime d'accès aux marchés des départements français d'outre-mer des produits originaires des Etats ACP visés à l'article 2, paragraphe 2, en fonction des nécessités de développement économique de ces départements.

Dans l'examen d'une éventuelle application de cette possibilité, la Communauté prendra en considération les échanges commerciaux directs entre les Etats ACP et les départements français d'outre-mer. Les procédures d'information et de consultation s'appliqueront entre les Parties concernées conformément aux dispositions de l'article 16.

A N N E X E III

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLES 9 ET 11 DE LA CONVENTION

Au cas où un régime tarifaire spécial serait appliqué par les Etats ACP à l'importation de produits originaires de la Communauté, les dispositions du protocole n° 1 s'appliqueraient *mutatis mutandis*. Dans tous les autres cas où le régime appliqué aux importations par les Etats ACP nécessite la certification de l'origine, ceux-ci acceptent les certificats d'origine conformes aux dispositions des conventions internationales en la matière.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 55, p. 187.

ANNEXE IV

DÉCLARATION COMMUNE CONCERNANT LES PRODUITS
RELEVANT DE LA POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

Les Parties contractantes reconnaissent que les produits relevant de la politique agricole commune sont soumis à des régimes et règlements particuliers, notamment en ce qui concerne les mesures de sauvegarde. Les dispositions de la Convention relatives à la clause de sauvegarde ne sont applicables à ces produits que dans la mesure où elles sont compatibles avec le caractère particulier de ces régimes et règlements.

ANNEXE V

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE AUX ÉCHANGES ENTRE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE ET LE BOTSWANA, LE LESOTHO ET LE SWAZILAND

Considérant la partie I, paragraphe 3, du protocole n° 22 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités, la Communauté reconnaît et les gouvernements du Botswana, du Lesotho et du Swaziland déclarent :

- Que les trois gouvernements s'engagent à appliquer, à l'entrée en vigueur de la Convention, le même régime tarifaire aux importations originaires de la Communauté que celui qu'ils appliquent à celles qui sont originaires de l'autre pays appartenant à l'union douanière à laquelle ils adhèrent;
- Que cet engagement est pris sans préjudice des différentes méthodes qui peuvent exister pour le financement des budgets des trois gouvernements, dans la mesure où il existe une relation entre ce financement et les importations originaires de la Communauté et celles originaires de l'autre pays de l'union douanière à laquelle ils adhèrent;
- Que les trois gouvernements s'engagent à assurer, par les dispositions de leur système douanier et particulièrement par l'application des règles d'origine établies par la Convention, qu'il ne se produira aucun détournement de trafic au détriment de la Communauté du fait de leur participation avec l'autre pays à l'union douanière à laquelle ils adhèrent.

ANNEXE VI

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLE 46, PARAGRAPHE 3,
DE LA CONVENTION

Les Parties contractantes conviennent de maintenir le bénéfice des décisions prises, en application de l'article 17, paragraphe 4, de la Convention ACP-CEE de Lomé, en faveur des Etats ACP suivants : Burundi, Ethiopie, Guinée-Bissau, Rwanda, Swaziland, Comores, Lesotho, Samoa occidentales, Seychelles, Tonga, Cap-Vert, Iles Salomon et Tuvalu.

ANNEXE VII

DÉCLARATION COMMUNE SUR LA CONCERTATION ACP-CEE EN CAS D'INSTAURATION D'UN SYSTÈME DE STABILISATION DES RECETTES D'EXPORTATION À L'ÉCHELLE MONDIALE

Les Parties contractantes conviennent de se concerter dans le cadre de la Convention afin que soient évitées d'éventuelles doubles compensations au cas où, durant la période d'application de la Convention, un système mondial de stabilisation des recettes d'exportation viendrait à être mis sur pied.

ANNEXE VIII

DÉCLARATION COMMUNE SUR L'ENCOURAGEMENT
DES INVESTISSEMENTS MINIERS

Dans le but d'encourager les investissements européens dans les projets de développement minier et énergétique faisant l'objet d'une promotion par les Etats ACP, la Communauté et les Etats membres, d'une part, et les Etats ACP, d'autre part, peuvent conclure également, dans le cadre des objectifs généraux visés au titre IV en matière de traitement des investissements, des accords relatifs à des projets spécifiques, lorsque la Communauté et éventuellement des entreprises européennes participent à leur financement.

ANNEXE IX

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLE 64 DE LA CONVENTION

1. Lorsqu'un Etat ACP a conclu ou conclut avec un Etat membre un accord intergouvernemental relatif au traitement des investissements, il reconnaît que le droit à traitement non discriminatoire des investissements provenant d'Etats membres de la Communauté et effectués dans les Etats ACP prend effet à compter de l'entrée en vigueur de la Convention.

2. a) L'application de ce droit est fondée sur des accords intergouvernementaux bilatéraux qui serviront d'accords de référence.

b) En ce qui concerne les accords intergouvernementaux bilatéraux relatifs au traitement des investissements conclus avant l'entrée en vigueur de la présente Convention, l'application du traitement non discriminatoire tient compte des dispositions contenues dans l'accord de référence. L'Etat ACP a le droit de modifier ou d'adapter ce traitement lorsque des obligations internationales et/ou une modification des circonstances de fait le rendent nécessaire.

3. Aux fins d'application du traitement non discriminatoire sur la base du paragraphe 2, sous a, les Etats contractants concluent des accords intergouvernementaux bilatéraux sous forme d'échanges de lettres ou sous une autre forme appropriée requise par la législation d'un Etat contractant.

4. Tout Etat contractant a le droit de demander un tel accord. Une fois conclu, l'accord prend effet sans délai conformément à la législation de l'Etat ACP concerné.

5. Ces accords couvriront uniquement les différends relatifs aux investissements surgissant après l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention.

6. Le traitement des investissements effectués avant l'entrée en vigueur de la présente Convention est examiné par les deux Parties à la lumière des dispositions de l'accord de référence.

ANNEXE X

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE AU FINANCEMENT
COMPLÉMENTAIRE DE LA COOPÉRATION INDUSTRIELLE

1. Lors des négociations de l'accord appelé à faire suite à la Convention ACP-CEE de Lomé, les Etats ACP et les Etats membres ont reconnu la nécessité de mobiliser des ressources financières complémentaires qui permettraient de disposer d'importantes ressources en capital pour le développement industriel. Dans ce contexte, les Etats ACP et la Communauté sont convenus, étant donné la qualité technique de la coopération entre la Communauté et les Etats ACP, de rechercher et de trouver des solutions appropriées à cette fin.

2. La Communauté reconnaît l'importance que les Etats ACP attachent au développement industriel dans le cadre de leur coopération avec la Communauté. Elle marque sa volonté d'étudier de manière approfondie en commun avec les Etats ACP les moyens de mobiliser des ressources financières complémentaires aux fins du développement industriel des Etats ACP.

3. La complexité et les multiples aspects de ce problème, joints à la nécessité de mobiliser et de trouver des ressources supplémentaires, nécessitent une étude détaillée, avec l'assistance des experts.

4. Aussi, la Communauté et les Etats ACP conviennent-ils d'entreprendre ensemble une analyse détaillée de ce problème et des moyens de se procurer des ressources supplémentaires, qui devra être réalisée dans un laps de temps aussi bref que possible et qui ne devrait pas dépasser une période de neuf mois après la signature de la Convention. Par l'intermédiaire du Comité des ambassadeurs, le rapport sur l'étude ainsi effectuée sera immédiatement soumis au Conseil des ministres aux fins d'examen et pour que soient prises les mesures appropriées.

A N N E X E X I

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLE 82 DE LA CONVENTION

Les Parties contractantes reconnaissent que certains des Etats les moins développés, enclavés et insulaires souffrent de certains désavantages particuliers qui font qu'ils attirent moins les investissements que d'autres pays en développement.

En conséquence, les Parties contractantes acceptent qu'il pourrait être souhaitable d'adopter des mesures particulières complémentaires afin d'attirer les investissements vers certains de ces Etats.

En vue de la réalisation de cet objectif, les Parties contractantes conviennent d'entreprendre dès que possible après l'entrée en vigueur de la Convention une étude commune en vue de déterminer les mesures particulières qu'il serait souhaitable d'adopter à l'égard de ces Etats afin qu'ils attirent davantage les investissements.

A N N E X E X I I

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLE 131 DE LA CONVENTION

Jusqu'à la mise en application de la décision prévue à l'article 131, la passation et l'exécution des marchés publics financés par le Fonds sont régies :

- Pour les Etats ACP parties à la Convention signée à Yaoundé le 29 juillet 1969, par la législation en vigueur le 31 janvier 1975,
- Pour les autres Etats ACP, par leurs législations nationales ou les pratiques reconnues en matière de marchés internationaux.

A N N E X E X I I I

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLE 132 DE LA CONVENTION

A titre transitoire et en attendant la mise en application de la décision prévue à l'article 132, tous les différends seront tranchés définitivement suivant le règlement de conciliation et d'arbitrage de la Chambre de commerce internationale.

ANNEXE XIV

DÉCLARATION COMMUNE REPRODUISANT LE TEXTE DES ARTICLES 24 À 27 DU PROTOCOLE N° 2 DE LA CONVENTION ACP-CEE DE LOMÉ VISÉ À L'ARTICLE 142 DE LA PRÉSENTE CONVENTION AINSI QUE DE LA DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 26 DUDIT PROTOCOLE

Article 24

Les contrats de coopération technique sont passés de gré à gré. Certains contrats peuvent être passés après appel d'offres, notamment pour les études importantes d'une complexité et d'une technicité particulières, lorsque des motifs d'ordre technique, économique ou financier justifient le recours à cette procédure.

Article 25

1. Pour chaque action de coopération technique devant donner lieu à une procédure de gré à gré, la Commission établit une liste restreinte de candidats ressortissants des Etats membres et/ou des Etats ACP, sélectionnés à partir de critères garantissant leurs qualifications, expérience et indépendance et compte tenu de leur disponibilité pour l'action envisagée.

L'Etat ACP intéressé choisit librement parmi ces candidats celui avec lequel il entend contracter.

2. Lorsqu'il est recouru à une procédure d'appel d'offres, la liste restreinte des candidats est dressée en étroite collaboration entre la Commission et l'Etat ACP intéressé, sur la base des critères énoncés au paragraphe 1. Le contrat est attribué à celui de ces candidats qui a remis l'offre jugée économiquement la plus avantageuse par la Commission et l'Etat ACP intéressé.

3. Les bureaux ACP susceptibles d'être pris en considération pour des actions de coopération technique sont sélectionnés de commun accord entre la Commission et le ou les Etats ACP concernés.

Article 26

Dans le cadre de la réglementation commune prévue à l'article 22 et des conditions générales de rémunération établies de commun accord par la Commission et les Etats ACP, les contrats de coopération technique sont élaborés, négociés et conclus par les autorités compétentes des Etats ACP, en accord et avec la participation du délégué de la Commission européenne visé à l'article 31, ci-après dénommé « délégué ».

Article 27

La Commission encourage, dans toute la mesure possible, la coopération entre bureaux d'études, ingénieurs-conseils et experts des Etats membres et des Etats ACP, les associations momentanées, les sous-traitances, ou l'utilisation d'experts nationaux dans les équipes de bureaux d'études ou d'ingénieurs-conseils des Etats membres.

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLE 26 DU PROTOCOLE N° 2

a) Jusqu'à la mise en application de la décision prévue à l'article 22 du protocole n° 2, l'exécution des contrats de coopération technique financés par le Fonds est régie :

- Pour les Etats ACP parties à la Convention signée à Yaoundé le 29 juillet 1969, par les clauses générales actuellement utilisées dans les contrats financés par le Fonds;
- Pour les autres Etats ACP, à défaut pour eux d'appliquer de façon intérimaire les clauses générales actuellement utilisées dans les contrats financés par le Fonds, par leurs législations nationales ou leurs pratiques établies en ce qui concerne les contrats internationaux.

b) La Communauté et les Etats ACP sont convenus que la Commission établira et soumettra à l'accord des Etats ACP, dans les plus brefs délais après l'entrée en vigueur de la Convention, des conditions générales de rémunération pour la détermination des honoraires à prévoir dans les contrats.

A N N E X E X V

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE AUX TRAVAILLEURS RESSORTISSANTS DE L'UNE DES PARTIES CONTRACTANTES RÉSIDANT LÉGALEMENT SUR LE TERRITOIRE D'UN ETAT MEMBRE OU D'UN ETAT ACP

1. Chaque Etat membre accorde aux travailleurs ressortissants d'un Etat ACP exerçant légalement une activité salariée sur son territoire un régime caractérisé par l'absence de toute discrimination fondée sur la nationalité par rapport à ses propres ressortissants, en ce qui concerne les conditions de travail et de rémunération.

Chaque Etat ACP accorde ce même régime aux travailleurs ressortissants des Etats membres exerçant légalement une activité salariée sur son territoire.

2. Les travailleurs ressortissants d'un Etat ACP exerçant légalement une activité salariée sur le territoire d'un Etat membre, et les membres de leur famille résidant avec eux, bénéficient, dans cet Etat membre, en ce qui concerne les prestations de sécurité sociale liées à l'emploi, d'un régime caractérisé par l'absence de toute discrimination fondée sur la nationalité par rapport aux propres ressortissants de cet Etat membre.

Chaque Etat ACP accorde aux travailleurs ressortissants des Etats membres exerçant légalement une activité salariée sur son territoire, ainsi qu'aux membres de leur famille, un régime analogue à celui prévu au paragraphe 1.

3. Ces dispositions ne portent pas atteinte aux droits et obligations découlant des accords bilatéraux liant les Etats ACP et les Etats membres, dans la mesure où ceux-ci prévoient en faveur des ressortissants des Etats ACP ou des ressortissants des Etats membres un régime plus favorable.

4. Les Parties à cette déclaration sont d'accord pour que les questions découlant de celle-ci soient résolues de façon satisfaisante et, si nécessaire, par le moyen de négociations bilatérales en vue de parvenir à la conclusion d'accords appropriés.

A N N E X E X V I

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À LA REPRÉSENTATION DES GROUPEMENTS ÉCONOMIQUES RÉGIONAUX

Le Conseil des ministres prendra les dispositions requises pour que la Communauté de l'Afrique de l'Est et la Communauté des Caraïbes puissent être représentées au sein du Conseil des ministres et du Comité des ambassadeurs en qualité d'observateurs. Il examinera cas par cas les demandes faites pour des dispositions similaires en ce qui concerne d'autres groupements régionaux entre Etats ACP.

A N N E X E X V I I

DÉCLARATION COMMUNE « AD » ARTICLE 185 DE LA CONVENTION

La Communauté et les Etats ACP sont disposés à permettre aux pays et territoires visés par la quatrième partie du traité, lorsqu'ils ont accédé à l'indépendance, d'adhérer à la Convention, s'ils souhaitent poursuivre leurs relations avec la Communauté sous cette forme.

ANNEXE XVIII

DÉCLARATION COMMUNE SUR LA PÊCHE MARITIME

1. La Communauté et les Etats ACP reconnaissent l'importance du développement des ressources halieutiques dans les eaux placées sous la juridiction des Etats côtiers ACP en tant que contribution au développement d'ensemble de ceux-ci. Ces activités se situeront dans le cadre de politiques de conservation et d'utilisation de ces ressources déterminées par chaque Etat ACP concerné.

2. Conscients de la nécessité de poursuivre leur coopération dans le domaine de la pêche, les Etats ACP se déclarent disposés à négocier avec la Communauté des accords de pêche bilatéraux pouvant assurer des conditions mutuellement satisfaisantes aux activités de pêche de navires battant pavillon de l'un des Etats membres dans les eaux maritimes relevant de la juridiction d'Etats ACP. Les Etats ACP qui concluent de tels accords n'exercent aucune discrimination entre les Etats membres ou envers la Communauté, sous réserve d'arrangements spéciaux entre Etats voisins d'une même sous-région, y compris des accords de pêche réciproques.

3. La Communauté agit dans le même esprit dans les cas où des Etats ACP situés dans la même sous-région que des territoires où s'applique le traité de Rome souhaitent exercer des activités de pêche dans la zone de pêche correspondante.

4. Les conditions mutuellement satisfaisantes auxquelles il est fait référence au point 2 concerneront notamment la nature et l'importance des contreparties dont bénéficieront les Etats ACP concernés dans le cadre de ces accords bilatéraux.

Ces contreparties pourront permettre de favoriser le développement de l'industrie de la pêche de ces Etats ACP; elles se distingueront des allocations se rapportant à des projets dans le même domaine dans le cadre de la coopération financière et technique prévue par la Convention.

5. Les Parties contractantes coopèrent directement, sur une base régionale ou par l'intermédiaire des organisations internationales appropriées afin d'assurer la conservation des ressources halieutiques y compris celle des espèces hautement migratoires et de promouvoir l'objectif de leur utilisation optimale.

ANNEXE XIX

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE AUX TRANSPORTS MARITIMES

1. a) Les Parties contractantes reconnaissent que le développement harmonieux de services de transports maritimes efficaces et fiables, dans des conditions économiquement satisfaisantes, devrait accompagner le développement et la promotion du commerce entre les Etats ACP et la Communauté.

b) Elles soulignent l'importance de la contribution apportée par la Communauté dans ce contexte avec l'adoption du règlement relatif à la Convention des Nations Unies sur un Code de conduite des Conférences maritimes¹. Ce règlement a pour objet d'assurer que les pays en développement parties au code pourront bénéficier des dispositions que prévoit celui-ci.

c) La Communauté reconnaît les aspirations des Etats ACP vers une plus grande participation aux transports maritimes en vrac.

2. Dans cette perspective, les Parties contractantes se déclarent prêtes à examiner, au sein du Conseil des ministres institué par la Convention, les sujets d'intérêt commun qui se rapportent à ce domaine.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1335, n° 1-22380.

3. La Communauté reconnaît l'importance des transports maritimes en tant que l'un des moteurs de la croissance économique et du développement des Etats ACP. Elle se déclare prête, dans le cadre des instruments de coopération financière et technique prévus par la Convention, à contribuer au développement de ce secteur dans les Etats ACP qui en feront la demande. Cette contribution pourrait inclure en particulier :

- i) Des études visant à améliorer les services de transport maritime de manière à répondre dans les meilleures conditions possibles aux besoins actuels et futurs des échanges internationaux, notamment entre les Etats ACP et la Communauté, ainsi qu'entre les Etats ACP eux-mêmes;
- ii) La création et le développement de compagnies maritimes des Etats ACP et l'encouragement d'entreprises communes ACP-CEE dans le domaine des transports maritimes;
- iii) La fourniture d'une assistance technique en ce qui concerne la formation des marins, la politique de transport maritime, les réglementations maritimes, les questions d'exportation et d'importation, la documentation, l'assurance maritime, etc.;
- iv) La fourniture d'études de faisabilité et d'une assistance technique visant à améliorer le fonctionnement des ports des Etats ACP, et l'évaluation de projets relatifs aux ports et aux chantiers navals.

La Communauté apportera également son aide à l'étude de tout autre problème ou difficulté se posant en matière de transports maritimes.

A N N E X E X X

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE AU PROTOCOLE N° 1

1. Pour l'application de l'article 5, paragraphe 2, sous *c*, du protocole, le titre de transport maritime, émis dans le premier port d'embarquement à destination de la Communauté, équivaut au titre justificatif de transport unique pour les produits faisant l'objet de certificats de circulation délivrés dans les Etats ACP enclavés.

2. Les produits exportés des Etats ACP enclavés et entreposés ailleurs que dans les Etats ACP ou dans les pays et territoires visés à la note explicative n° 9 peuvent faire l'objet de certificats de circulation délivrés dans les conditions visées à l'article 7, paragraphe 2.

3. Aux fins de l'article 7, paragraphe 1, du protocole, les certificats EUR. 1 émis par une autorité compétente et visés par les autorités douanières seront acceptés.

4. Afin de faciliter aux entreprises des Etats ACP leurs recherches pour trouver de nouvelles sources d'approvisionnement en vue de bénéficier au maximum des dispositions du protocole en matière de cumul de l'origine, des dispositions seront prises afin que le Centre de développement industriel prête son assistance aux opérateurs des Etats ACP pour l'établissement des contacts appropriés avec des fournisseurs des Etats ACP, de la Communauté et des pays et territoires, ainsi que pour favoriser des liens de coopération industrielle entre les différents opérateurs.

En outre, les Parties contractantes conviennent de l'établissement d'un manuel de vulgarisation des règles d'origine à l'intention des services utilisateurs et des exportateurs; elles envisagent également de compléter la diffusion de ce manuel par des séminaires d'information.

A N N E X E X X I

DÉCLARATION COMMUNE SUR L'ORIGINE DES PRODUITS HALIEUTIQUES

La Communauté reconnaît le droit des Etats ACP côtiers à la mise en valeur et à l'exploitation rationnelle des ressources halieutiques dans toutes les eaux relevant de leur juridiction.

Les Parties contractantes conviennent que les règles d'origine existantes doivent être examinées afin de déterminer les modifications qui pourraient y être apportées compte tenu de l'alinéa précédent.

Conscients de leurs préoccupations et de leurs intérêts respectifs, les Etats ACP et la Communauté conviennent de poursuivre l'examen du problème que pose l'entrée sur les marchés de la Communauté de produits halieutiques résultant des captures effectuées dans les zones relevant de la juridiction nationale des Etats ACP, en vue d'aboutir à une solution mutuellement satisfaisante. Cet examen aura lieu dans un cadre approprié dès que possible après la signature de la Convention et se poursuivra, si nécessaire, après son entrée en vigueur, dans le cadre du Comité de coopération douanière. Les résultats de cet examen sont soumis au cours de la première année d'application de la Convention au Comité des ambassadeurs et, au plus tard pendant la deuxième année, au Conseil des ministres pour que celui-ci s'en saisisse en vue d'aboutir à une solution mutuellement satisfaisante.

Pour le moment, et en ce qui concerne les activités de transformation de produits halieutiques dans les Etats ACP, la Communauté se déclare prête à examiner, dans un esprit ouvert, les demandes de dérogations aux règles d'origine pour les produits transformés de ce secteur de production qui seraient fondées sur l'existence de débarquements obligatoires de captures prévus par des accords de pêche avec des pays tiers. L'examen auquel elle procédera tiendra notamment compte du fait que les pays tiers concernés devraient assurer le marché normal de ces produits, après traitement, pour autant que ceux-ci ne soient pas destinés à la consommation nationale ou régionale.

A N N E X E X X I I

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE AU PROTOCOLE N° 5

Les Etats membres s'engagent à ce que leur régime de licences ne soit pas appliqué par les autorités nationales d'une manière qui risque d'entraver l'importation des quantités de rhum précisées à l'article 2, sous *a*.

A N N E X E X X I I I

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 1 DU PROTOCOLE N° 5

Pour le cas où la Communauté établirait une organisation commune des marchés de l'alcool, elle s'engage à procéder à des consultations avec les exportateurs traditionnels de rhum en vue de sauvegarder leurs intérêts compte tenu de l'évolution des conditions du marché.

A N N E X E X X I V

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 4 DU PROTOCOLE N° 5

Les Parties contractantes constatent que la Communauté a accepté les dispositions de l'article 4 à condition :

- a) Que tout Etat ACP souhaitant bénéficier de ces dispositions inclue dans son programme indicatif national des projets de promotion commerciale appropriés concernant le rhum;
- b) Que l'accord de la Communauté ne préjuge pas de la législation des Etats membres en matière de publicité pour l'alcool.

A N N E X E X X V

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ
SUR LA LIBÉRALISATION DES ÉCHANGES

La Communauté est consciente de la nécessité d'assurer, par l'application globale de la présente Convention, le maintien de la position concurrentielle des Etats ACP dans les cas où leurs avantages commerciaux sur le marché de la Communauté sont affectés par des mesures de libéralisation générale des échanges.

La Communauté se déclare disposée, toutes les fois que les Etats ACP portent à son attention des cas spécifiques, à étudier conjointement avec ceux-ci des actions spécifiques appropriées en vue de sauvegarder leurs intérêts.

A N N E X E X X V I

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ *AD* ARTICLE 2,
PARAGRAPHE 2, DE LA CONVENTION

Pour l'application de l'article 2, paragraphe 2, de la Convention, la Communauté est disposée, en vue de réaliser les objectifs fixés à l'article 1, à entamer l'examen des demandes des Etats ACP visant à faire bénéficier d'un régime particulier d'autres produits agricoles mentionnés à l'article 2, paragraphe 2, sous *a*, de la Convention.

Cet examen portera soit sur des productions agricoles nouvelles pour lesquelles existeraient des possibilités d'exportations réelles vers la Communauté, soit sur des produits actuellement non couverts par les dispositions d'application du régime visé ci-dessus, dans la mesure où ces exportations prendraient une place importante dans les exportations d'un ou de plusieurs Etats ACP.

A N N E X E X X V I I

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ « AD » ARTICLE 3 DE LA CONVENTION

L'article 3, paragraphe 1, de la Convention ne préjuge pas du régime particulier réservé à l'importation de véhicules à moteur et à l'industrie du montage en Irlande, qui font l'objet du protocole n° 7 de l'acte relatif aux conditions d'adhésion et aux adaptations des traités.

A N N E X E X X V I I I

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ *AD* ARTICLE 9
PARAGRAPHE 2, SOUS *a*, DE LA CONVENTION

En acceptant que soit repris à l'article 9, paragraphe 2, sous *a*, le texte de l'article 7, paragraphe 2, sous *a*, de la Convention ACP-CEE de Lomé, la Communauté maintient l'interprétation qui avait été donnée de ce texte, à savoir que les Etats ACP accordent à la Communauté un traitement non moins favorable que celui qu'ils accordent à des Etats développés dans le cadre d'accords portant sur les échanges commerciaux, pour autant que ces Etats n'accordent pas aux Etats ACP des préférences plus larges que celles accordées par la Communauté.

ANNEXE XXIX

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ AD ARTICLE 12,
PARAGRAPHE 3, DE LA CONVENTION

Au cas où elle arrêterait les mesures strictement indispensables auxquelles il est fait référence dans cet article, la Communauté s'emploierait à rechercher celles qui, du fait de leur portée géographique et/ou des types de produits concernés, perturberaient au minimum les exportations des Etats ACP.

ANNEXE XXX

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ AD ARTICLE 32 DE LA CONVENTION

En ce qui concerne la prise en charge des frais pour le déplacement du personnel et le transport des objets et marchandises à exposer lors de leur participation aux foires et expositions, la Communauté a accepté que, s'agissant d'Etats ACP les moins développés, ces frais soient directement réglés par le délégué de la Commission dans le pays en question, au moment du voyage ou de l'expédition.

ANNEXE XXXI

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ AD ARTICLE 95 DE LA CONVENTION

1. La Communauté s'engage à ce que les frais de fonctionnement des délégations de la Commission dans les Etats ACP, antérieurement imputés au budget du Fonds européen de développement, soient pris en charge, à compter de l'entrée en vigueur de la Convention par le budget général des Communautés européennes.

Le montant des frais des délégations est estimé à 180 millions d'UCE pour la période d'application de la nouvelle Convention.

2. Le montant maximal des interventions de la Banque financées sur ses ressources propres est fixé à l'article 95, paragraphe 2, de la Convention.

Toutefois, des interventions complémentaires de la Banque sur ses ressources propres pourront être utilisées, conformément aux dispositions de l'article 59, en vue du financement de projets d'investissements miniers et énergétiques présentant un intérêt mutuel pour la Communauté et l'Etat ACP concerné.

Ces interventions complémentaires, au titre de l'article 18 des Statuts de la Banque, feront l'objet d'autorisations du Conseil des gouverneurs de la Banque, conformément à l'article 18, paragraphe 1, deuxième alinéa, desdits Statuts.

L'intention des Parties est que ces financements complémentaires atteignent 200 millions d'unités de compte européennes au cours de la période d'application de la Convention.

3. En conséquence, le montant global des concours financiers que la Communauté économique européenne s'efforcera de mettre à la disposition des Etats ACP sera de 5 607 millions d'unités de compte européennes.

Pour autant que le montant de 180 millions d'unités de compte européennes mentionné au paragraphe 1, deuxième alinéa, de la présente déclaration n'aura pas été entièrement utilisé pour les frais des délégations, le reliquat non utilisé sera affecté aux aides financières que la Communauté économique européenne apporte aux Etats ACP.

ANNEXE XXXII

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ AD ARTICLE 95 DE LA CONVENTION

Les montants indiqués à l'article 95 pour couvrir l'ensemble des moyens financiers mis à la disposition des Etats ACP par la Communauté sont exprimés en UCE, cette UCE étant définie par la décision du Conseil du 21 avril 1975 relative à la définition et à la conversion de l'unité de compte européenne utilisée pour exprimer les montants des aides figurant à l'article 42 de la Convention ACP-CEE de Lomé.

Par une décision du Conseil des Communautés européennes qui sera portée à la connaissance des Etats ACP, l'UCE pourra être remplacée par l'Ecu tel que défini par le règlement (CEE) n° 3180/78 du Conseil du 18 décembre 1978.

Dans le cas où une telle décision serait prise et dans le souci de simplifier les méthodes de gestion des différentes conventions, l'Ecu serait également appliqué aux opérations engagées ou restant à engager au titre des conventions précédentes.

ANNEXE XXXIII

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ AD ARTICLE 156
DE LA CONVENTION

La Communauté confirme la déclaration présentée au cours des négociations en vue de la Convention ACP-CEE de Lomé signée le 28 février 1975, d'après laquelle elle considère que la suppression du membre de phrase « dans le respect de l'article 157 », dont elle avait demandé l'insertion à la fin de l'article 156 au cours des négociations, ne porte pas préjudice à la relation juridique existant entre les articles 156 et 157.

ANNEXE XXXIV

DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE RELATIVE À LA DÉFINITION DES RESSORTISSANTS ALLEMANDS

Pour autant qu'il soit question, dans la Convention, des ressortissants des Etats membres, ce terme signifie, pour la République fédérale d'Allemagne, « Allemands au sens de la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne ».

ANNEXE XXXV

DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE CONCERNANT L'APPLICATION À BERLIN DE LA CONVENTION

La deuxième Convention ACP-CEE de Lomé est également applicable au Land de Berlin, pour autant que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne n'a pas fait aux autres Parties contractantes, dans un délai de trois mois à partir de l'entrée en vigueur de la Convention, une déclaration contraire.

ANNEXE XXXVI

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ RELATIVE
AUX ARTICLES 30 ET 31 DU PROTOCOLE N° 1

La Communauté reconnaît l'importance particulière pour les Etats ACP d'une mise en œuvre des mesures d'application des décisions de dérogation aussi rapidement que possible après leur adoption.

Elle introduira des procédures lui permettant de prendre les mesures nécessaires dans les plus brefs délais possibles, en vue notamment d'être en mesure de répondre à des situations d'urgence, et dans le cadre de l'application de l'article 31 du protocole.

A N N E X E X X X V I I

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ RELATIVE AU PROTOCOLE N° 1 SUR L'ÉTENDUE DES EAUX TERRITORIALES

La Communauté, rappelant que les principes reconnus du droit international en la matière limitent l'étendue des eaux territoriales à 12 milles marins au maximum, déclare que c'est compte tenu de cette limite qu'elle appliquera les dispositions du protocole toutes les fois que celui-ci fait référence à cette notion.

A N N E X E X X X V I I I

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ RELATIVE AU PROTOCOLE N° 2

Ayant pris connaissance de la demande des Etats ACP concernant une contribution financière aux frais de fonctionnement de leur Secrétariat, la Communauté, dans l'esprit des engagements pris en la matière lors de la 2^e session du Conseil des ministres ACP-CEE à Fidji, se déclare disposée à examiner avec une attention particulière les demandes concrètes qui lui seront présentées le moment venu afin de permettre au Secrétariat de disposer du personnel qui apparaîtrait nécessaire.

A N N E X E X X X I X

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ RELATIVE AU PROTOCOLE N° 2 SUR LES FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS

La Communauté, étant consciente que les dépenses relatives à l'interprétation en séance ainsi qu'à la traduction des documents sont des dépenses engagées essentiellement pour ses propres besoins, est disposée à continuer la pratique suivie par le passé et à prendre à sa charge ces dépenses, tant pour les réunions des Institutions de la Convention qui auront lieu sur le territoire d'un Etat membre que pour celles qui auront lieu sur celui d'un Etat ACP.

A N N E X E X L

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ CONCERNANT LE PROTOCOLE N° 3

Le protocole n° 3 constitue un acte multilatéral sur le plan du droit international. Toutefois, les problèmes spécifiques que poserait l'application du protocole n° 3 dans l'Etat d'accueil devraient être réglés par la voie d'un accord bilatéral avec cet Etat.

La Communauté a pris acte des demandes des Etats ACP visant à modifier certaines dispositions du protocole n° 3, notamment en ce qui concerne le statut du personnel du Secrétariat des Etats ACP.

La Communauté est disposée à rechercher en commun des solutions appropriées aux problèmes soulevés par les Etats ACP dans leurs demandes en vue de l'établissement d'un instrument juridique distinct tel que visé ci-dessus.

Dans ce contexte, le pays d'accueil, sans porter atteinte aux avantages actuels dont bénéficient le Secrétariat ACP et son personnel :

- 1) Fera preuve de compréhension en ce qui concerne l'interprétation de l'expression « personnel de grade supérieur » qui sera définie d'un commun accord;

- 2) Reconnaîtra les pouvoirs délégués par le président du Conseil des ministres ACP au président du Comité des ambassadeurs ACP-CEE, afin de simplifier les modalités applicables au titre de l'article 9 dudit protocole;
- 3) Acceptera d'octroyer certaines facilités aux membres du personnel du Secrétariat ACP de manière à faciliter leur première installation dans le pays d'accueil;
- 4) Examinera de manière appropriée les questions d'ordre fiscal intéressant le Secrétariat ACP ainsi que son personnel.

A N N E X E X L I

DÉCLARATION DES ETATS ACP RELATIVE À L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION

Conscients du déséquilibre et de l'effet discriminatoire résultant du régime de la clause de la nation la plus favorisée, applicable aux produits originaires des Etats ACP sur le marché de la Communauté au titre de l'article 2, paragraphe 2, sous a, ii, les Etats ACP réaffirment leur interprétation selon laquelle les consultations prévues à cet article auront pour effet de faire bénéficier leurs productions essentielles exportables d'un régime au moins aussi favorable que celui que la Communauté accorde aux pays bénéficiant du régime de l'Etat tiers le plus favorisé.

Par ailleurs, des consultations similaires auront lieu dans le cas où :

- a) Un ou plusieurs Etats ACP présentent des potentialités pour un ou plusieurs produits particuliers pour lesquels des Etats tiers préférentiels jouissent d'un régime plus favorable;
- b) Un ou plusieurs Etats ACP envisagent d'exporter vers la Communauté un ou plusieurs produits particuliers pour lesquels des Etats tiers préférentiels jouissent d'un régime plus favorable.

A N N E X E X L I I

DÉCLARATION DES ETATS ACP CONCERNANT LE SYSTÈME APPLICABLE AUX PRODUITS MINÉRAUX

1. Les Etats ACP se félicitent de la mise en place d'un système applicable au traitement des échanges ACP-CEE en ce qui concerne les produits minéraux.

2. Les Etats ACP regrettent, cependant, que les dispositions du titre III, en ne stabilisant pas les recettes que les Etats ACP tirent de l'exportation de ces produits, ne répondent pas suffisamment aux problèmes que rencontrent les pays ACP dont les économies sont fortement tributaires des exportations de produits minéraux.

3. Les Etats ACP demandent à la Communauté d'accepter de réexaminer l'ensemble du système au début de la période de mise en œuvre, en vue de l'améliorer et de l'élargir pour qu'il prenne en compte les effets de l'instabilité des recettes provenant de l'exportation des produits minéraux sur les Etats producteurs.

4. Par ailleurs, les Etats ACP ont présenté, tout au long des négociations en vue du renouvellement de la Convention de Lomé, une série de demandes relatives à l'inclusion d'un certain nombre de produits minéraux dans le système applicable à cette catégorie de produits.

5. La Communauté a refusé l'inclusion de certains de ces produits.

6. Les Etats ACP soulignent l'importance de ces produits pour les économies de certains Etats ACP et insistent sur la nécessité que la Communauté poursuive l'examen de ces demandes en vue de l'inclusion de ces produits au cours de la mise en œuvre de la deuxième Convention de Lomé.

ANNEXE XLIII

DÉCLARATION DES ÉTATS ACP AD ARTICLE 95 DE LA CONVENTION

Tout en ayant accepté dans un esprit de coopération, aux fins de la présente Convention, que le montant total de l'assistance soit de 5 607 millions d'UCE, les Etats ACP tiennent à souligner qu'à leur avis ce montant n'est ni adéquat ni ne reflète l'accord sur le volume de l'assistance financière intervenu entre les coprésidents du Conseil des ministres au cours des négociations de juin 1979.

En outre, les Etats ACP considèrent que l'assistance financière de la Communauté au titre de la présente Convention ne sera pas en fait inférieure au montant mentionné ci-dessus.

ANNEXE XLIV

DÉCLARATION DES ETATS ACP SUR L'ORIGINE DES PRODUITS DE LA PÊCHE

Les Etats ACP réaffirment le point de vue qu'ils ont exprimé tout au long des négociations sur les règles d'origine en ce qui concerne les produits de la pêche et maintiennent en conséquence que, dans le cadre de l'exercice de leurs droits souverains sur les ressources halieutiques dans les eaux placées sous leur juridiction nationale, toutes les captures effectuées dans ces eaux et débarquées obligatoirement dans des ports des Etats ACP en vue de leur transformation devraient bénéficier du caractère originaire.

PROCÈS-VERBAL DE SIGNATURE DE LA DEUXIÈME CONVENTION
ACP-CEE DE LOMÉ

Les plénipotentiaires des Etats ACP, des Communautés européennes et des Etats membres de celles-ci ont procédé ce jour à la signature de la deuxième Convention ACP-CEE de Lomé, de l'acte final correspondant et de l'accord relatif aux produits relevant de la Communauté européenne du charbon et de l'acier.

A cette occasion, il a été convenu entre la Communauté économique européenne et les Etats ACP d'annexer au présent procès-verbal la déclaration ci-jointe de la Communauté relative au régime applicable aux produits agricoles et transformés, régime visé à l'article 2, paragraphe 2, de la Convention, ainsi que d'autres déclarations.

Fait à Lomé, le 31 octobre 1979.

Au nom du Conseil
des Communautés européennes :

[Signé]¹

Au nom du Conseil des ministres des
Etats d'Afrique, des Caraïbes et du
Pacifique :

[Signé]²

¹ Signé par Michael O'Kennedy.

² Signé par Harold Bernard St John, QC, MP.

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ RELATIVE AUX PRODUITS AGRICOLES

Au cours des négociations entre les Etats ACP et la Communauté, celle-ci a fait part à ses partenaires de négociation des dispositions qui, par la voie de règlements communautaires, devraient assurer aux Etats ACP le régime préférentiel prévu à l'article 2, paragraphe 2, point a, sous ii, en ce qui concerne certains produits agricoles et transformés.

Ces propositions ont été complétées lors de la dernière session de négociation au niveau ministériel des 25/27 juin 1979. La liste des mesures que la Communauté entend adopter en application des dispositions mentionnées ci-dessus de la deuxième Convention ACP-CEE de Lomé figure en annexe à la présente déclaration.

La Communauté déclare à ce sujet qu'elle prendra toutes les mesures nécessaires pour que les règlements agricoles correspondants soient adoptés en temps utile et, dans toute la mesure possible, pour qu'ils entrent en vigueur en même temps que le régime intermédiaire qui interviendra après l'expiration de la Convention ACP-CEE de Lomé.

A N N E X E

RÉGIMES D'IMPORTATION APPLICABLES AUX PRODUITS AGRICOLES ET ALIMENTAIRES ORIGINAIRES DES ÉTATS ACP

<i>Organisations communes des marchés</i>	<i>Régime particulier pour les ACP</i>
1. Viande bovine	Exemption de droits de douane pour tous les produits visés par l'organisation commune des marchés
Positions 01.02 A II	Au cas où les importations dans la Communauté de viande bovine de la position tarifaire 02.01 A II originaires d'un Etat ACP dépasseraient, au cours d'une année, une quantité correspondant à la quantité des importations réalisées dans la Communauté au cours de l'année qui, de 1969 à 1974, a fait l'objet des importations communautaires les plus importantes de l'origine considérée, augmentées d'un taux de croissance annuel de 7%, l'exemption du droit de douane est, partiellement ou totalement, suspendue pour les produits de l'origine en cause, selon la procédure prévue à l'article 27 du règlement (CEE) n° 805/68.
02.01 A II	
02.06 C I a)	
02.01 B II b)	
02.06 C I b)	
15.02 B I	
16.02 B II b) 1aa 1bb	Dans ce cas, la Commission fait rapport au Conseil qui arrête, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, le régime à appliquer aux importations en question. Voir également le contenu de l'échange de lettres figurant en appendice.
2. Produits de la pêche	Exemption de droits de douane pour tous les produits visés par l'organisation commune des marchés.
Positions 03.01	
03.02	
03.03	
05.15 A	
16.04	
16.05	
23.01 B	

<i>Organisations communes des marchés</i>	<i>Régime particulier pour les ACP</i>
3. Oléagineux	Exemption de droits de douane.
Positions 12.01 B	
12.02	
15.04	
15.07 B, C, D	
15.12	
15.13	
15.17 B II	
23.04 B	
4. Céréales	Diminution du prélèvement pays tiers de 1,5 UC/t.
Position 10.05 B Maïs	
Position 10.07 B Millet	Réduction du prélèvement pays tiers de 50%.
C Sorgho	
5. Riz	Diminution du prélèvement pays tiers par 100 kg :
Positions :	
10.06 A I Riz paddy	— Pour le riz paddy de 50% et de 0,30 UC
10.06 A II Riz décortiqué	— Pour le riz décortiqué de 50% et de 0,30 UC
10.06 B Riz semi-blanchi ou blanchi	— Pour le riz blanchi = de l'élément de protection de l'industrie = de 50% et de 0,45 UC
	— Pour le riz semi-blanchi = de l'élément de protection de l'industrie converti en fonction du taux de conversion du riz blanchi en semi-blanchi = de 50% et de 0,45 UC
10.06 C Riz en brisures	— Pour les brisures de 50% et de 0,25 UC.
	Cette dérogation est uniquement valable pour les marchandises dont le prix d'offre rendu c.a.f. (ajusté en fonction des différences éventuelles de qualité par rapport à la qualité type pour laquelle est fixé le prix de seuil) est pour chaque produit au moins égal au prix c.a.f. particulier fixé pour les importations de riz originaires des ACP.
	En cas de dépassement d'une quantité correspondant à la moyenne des importations réalisées dans la CEE des mêmes provenances au cours des trois dernières années pour lesquelles des statistiques sont disponibles, augmentée de 5%, suspension totale ou partielle de la dérogation.
6. Produits transformés à base de céréales et de riz	
Positions :	Non-application de l'élément fixe du prélèvement pays tiers pour ces produits.
	En plus, diminution de l'élément mobile du prélèvement par 100 kg :
07.06 A	— De 0,15 UC pour ex 07.06 A (Racines de manioc, de salep et autres racines et tubercules similaires à haute teneur d'amidon, à l'exclusion des patates douces)
ex 11.01 C, D, E, F, G	
ex 11.02 A, B, C, D, E, F, G	
11.04	— De 0,30 UC pour ex 11.04 (farines et semoules de sagou, de manioc, de salep et d'autres racines et tubercules repris au n° 07.06)

<i>Organisations communes des marchés</i>	<i>Régime particulier pour les ACP</i>
11.07 ex 11.08 A I, II, III, IV, V 11.09 17.02 B II	— De 50% pour ex 11.08 A V (amidon et féculés, autres) En plus, non-application de l'élément mobile du prélèvement pour les racines, farines, semoules et féculés d'arrowroot (07.06 ex A, 11.04 C ex I, II, ex a) + b), 11.08 A ex V).
21.07 F II 23.02 A 23.03 A I 23.07 ex B	
7. Fruits et légumes frais et réfrigérés	<p>Exemption de droits de douane sans calendrier de commercialisation pour :</p> <p>07.01 F Légumes à cosse G ex IV Radis (<i>Raphanus sativus</i>) dit « mooli » S Piments ou poivrons doux T Autres légumes</p> <p>08.02 D Pamplemousses et pomelos 08.02 E Autres agrumes 08.08 E Papayes ex F Fruits de la passion 08.09 Autres fruits frais</p> <p>Réduction de 80% des droits de douane pour :</p> <p>08.02 A Oranges 08.02 B Mandarines, y compris tangerines et satsumas; clémentines wilkings et autres hybrides similaires d'agrumes</p> <p>Réduction de 60% des droits de douane pour :</p> <p>07.01 H Oignons du 15 février au 15 mai dans les limites d'un plafond de 500 t 07.01 M Tomates du 15 novembre au 30 avril dans les limites d'un contingent de 2.000 t</p> <p>Réduction de 40% des droits de douane pour :</p> <p>07.01 Q IV Champignons 07.01 G Carottes du 1^{er} janvier au 31 mars dans les limites d'un plafond de 500 t 07.01 K Asperges du 15 août au 31 janvier</p>
8. Produits transformés à base de fruits et légumes	<p>Exemption de droits de douane pour tous les produits visés par l'organisation commune des marchés.</p> <p>En outre, l'élimination du droit additionnel « sucre » pour les conserves et jus</p> <p>— D'ananas — De fruits de la passion et goyaves — De mélanges d'ananas, de papayes et de grenadille</p> <p>En outre, élimination du droit additionnel sur le sucre pour les conserves de pamplemousses.</p>
Positions ex 07.02 ex 07.03 ex 07.04 08.10 08.11 08.12 08.13 ex 13.03 B 20.01 à 20.06 ex 20.07	

*Organisations communes des marchés**Régime particulier pour les ACP*

9. Vins

Exemption de droits de douane pour :

Positions :

20.07

A l ex a)

b) 1

B l a l aa)

bb)

b l aa)

bb)

} 11

Jus de raisins non fermentés

10. Tabacs bruts

Position 24.01 Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac :

Exemption de droits de douane.

A. Tabacs d'une valeur, par colis, égale ou supérieure à 280 UC par 100 kg poids net

B. Autres

Si des perturbations sérieuses se produisent du fait d'un accroissement important des importations en exemption de droits de douane de tabacs bruts (24.01) originaires des Etats ACP, ou si ces importations provoquent des difficultés se traduisant par l'altération d'une situation économique d'une région de la Communauté, la Commission peut prendre ou autoriser le ou les Etats membres intéressés à prendre, en application de l'article 12, paragraphe 1, de la Convention, les mesures de sauvegarde nécessaires, y compris celles destinées à faire face à un détournement de trafic.

11. Certaines marchandises résultant de la transformation de produits agricoles (règlement [CEE] n° 1059/69 du Conseil)

Exemption de l'élément fixe pour tout le secteur des produits transformés à partir de produits agricoles (règlement [CEE] n° 1059/69).

Positions ex 17.04
18.06
19.02 à 19.05
19.07 et 19.08
ex 21.02
ex 21.06
ex 21.07
ex 22.02
ex 29.04
ex 35.01

En outre, suspension de la perception de l'élément mobile pour :

17.04 Sucreries sans cacao :

C. Préparation dite « chocolat blanc »

18.06 Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao :

C. Chocolat et articles en chocolat, même fourrés, sucreries et leurs succédanés fabriqués à partir de produits de substitution du sucre, contenant du cacao

35.05
ex 38.12
38.19 T

19.02 Extraits de malt; préparations pour l'alimentation des enfants ou pour usages diététiques ou culinaires, à base de farines, semoules, amidons, féculés ou extraits de malt, même additionnées de cacao dans une proportion inférieure à 50% en poids :

*Organisations communes des marchés**Régime particulier pour les ACP*

- B. Autres :
- II. Non dénommés :
- a) Ne contenant pas ou contenant en poids moins de 1,5% de matières grasses provenant du lait :
4. D'une teneur en poids d'amidon ou de fécule égale ou supérieure à 45% et inférieure à 65%.
- 19.04 Tapioca, y compris celui de fécule de pommes de terre
- 19.07 Pains, biscuits de mer et autres produits de la boulangerie ordinaire, sans addition de sucre, de miel, d'œufs, de matières grasses, de fromage ou de fruits, etc. :
- D. Autres, d'une teneur en poids d'amidon ou de fécule :
- ex II. Egale ou supérieure à 50% à l'exclusion des biscuits de mer
- 19.08 Produits de la boulangerie fine, de la pâtisserie et de la biscuiterie, même additionnés de cacao en toutes proportions :
- B. Autres :
- IV a) ex 1 } biscuits
V ex a) et b) }
12. Régime spécial pour les importations de certains produits agricoles originaires des Etats ACP et des PTOM dans les départements français d'outre-mer
- 01.02 A II : Animaux vivants de l'espèce bovine, y compris le genre buffle : des espèces domestiques Non-application du prélèvement pays tiers
- 02.01 A II : Viandes de l'espèce bovine fraîches, réfrigérées ou congelées Non-application du prélèvement pays tiers
- 10.06 Riz Non-application du prélèvement pays tiers
- 10.05 B Maïs Non-application du prélèvement pays tiers
Mesures nécessaires contre perturbations du marché de la Communauté en cas de dépassement des importations de 25 000 t par an.

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ SUR LA FOURNITURE DE PRODUITS AGRICOLES DISPONIBLES AUX ETATS ACP

Afin de contribuer à améliorer la sécurité de l'approvisionnement en produits alimentaires dans les Etats ACP, la Communauté s'efforcera, en dehors du cadre des projets de coopération financière et technique visés au titre concernant la coopération agricole, de mettre en œuvre les instruments de la politique agricole commune de façon à permettre la réalisation de transactions à mettre en œuvre à travers les structures commerciales normales en ce qui concerne certains produits alimentaires essentiels, à des conditions permettant d'accroître la stabilité de l'approvisionnement.

DÉCLARATION COMMUNE CONCERNANT LE TRAITEMENT RÉSERVÉ AU RIZ MANUFACTURÉ ORIGINAIRE DES ACP

Considérant les problèmes auxquels sont confrontés les Etats ACP qui, traditionnellement, produisent du riz manufacturé et l'exportent vers la Communauté, les Parties contractantes conviennent de procéder, aussitôt que possible après l'entrée en vigueur de la nouvelle Convention, à un examen conjoint des difficultés et obstacles réels qui entravent la commercialisation sur le marché de la Communauté économique européenne du riz manufacturé originaire de certains Etats ACP, en vue de mettre en œuvre des mesures spécifiques visant à promouvoir ou accroître la commercialisation de ce produit.

La réalisation de cette étude n'empêche pas les Parties contractantes d'adopter lorsque cela est possible les mesures urgentes et temporaires d'assistance à ces Etats qu'elles jugent nécessaires.

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 38 DE LA CONVENTION

Les dispositions prévues à l'article 38 seront appliquées de la manière la plus favorable possible pour tenir compte des situations particulières qui pourraient se présenter.

DÉCLARATION COMMUNE AD ARTICLE 41 DE LA CONVENTION

Il n'est pas établi de lien de conditionnalité entre la réalisation d'un transfert et les indications relatives à ce transfert, fournies en application de l'article 41, paragraphe 2.

DÉCLARATION COMMUNE AD ARTICLE 43 DE LA CONVENTION

Si un Etat ACP le demande, la Commission examinera avec lui la possibilité de reverser en monnaie locale la totalité ou une partie des montants exigibles au titre de sa contribution à la reconstitution des ressources du système.

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À LA PREMIÈRE ANNÉE CIVILE D'APPLICATION

Les Parties contractantes conviennent que la première année d'application du système de stabilisation des recettes d'exportation visé aux articles 23 à 46 est l'année civile durant laquelle la Convention entrera effectivement en vigueur. Toutefois, si le calendrier de mise en vigueur l'exige, toutes les dispositions appropriées seront prises pour assurer l'application du système durant la première année civile au cours de laquelle les circonstances le permettront.

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ RELATIVE À L'ARTICLE 59 ET AUX INTERVENTIONS COMPLÉMENTAIRES DE LA BEI

Le montant maximal des interventions de la Banque européenne d'investissement financées sur ses ressources propres est fixé à l'article 95, paragraphe 2, de la Convention.

Toutefois, des interventions complémentaires de la Banque financées sur ses ressources propres peuvent, conformément aux dispositions de l'article 59, être utilisées en vertu de l'article 18 des statuts de la Banque pour le financement de projets d'investissements miniers et énergétiques présentant un intérêt mutuel pour la Communauté et l'Etat ACP concerné.

L'intention des Parties est que ces financements complémentaires atteignent 200 millions d'UCE au cours de la période d'application de la Convention.

En outre, au cours de l'exécution de la Convention, des interventions additionnelles de la Banque sur ses ressources propres pourraient être éventuellement envisagées dans le cadre des dispositions de l'article 18 des statuts de la Banque et en fonction de ses ressources, du montant des prêts déjà consentis, de l'intérêt des projets à financer et des garanties dont ces prêts additionnels pourraient être assortis.

Ces interventions complémentaires au titre de l'article 18 des statuts de la Banque feront l'objet d'autorisations du Conseil des gouverneurs de la Banque, conformément à l'article 18, paragraphe 1, deuxième alinéa desdits statuts.

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ *AD* ARTICLE 59 DE LA CONVENTION

La déclaration de la Communauté *ad* article 95 se réfère en partie à l'article 59.

DÉCLARATION COMMUNE *AD* ARTICLE 78 DE LA CONVENTION

Lors de l'élaboration des règles applicables au Comité de coopération industrielle, le Conseil des ministres doit tenir compte de la nécessité d'une parité de représentation dans le Comité, notamment au niveau de sa coprésidence, et insister sur la participation de fonctionnaires de haut niveau de part et d'autre.

DÉCLARATION COMMUNE *AD* ARTICLE 81 DE LA CONVENTION

Les Parties contractantes conviennent que le choix du directeur et du directeur adjoint doit être fondé uniquement sur les mérites et qualifications à la lumière des missions du Centre telles que définies au titre V. Elles conviennent également que le personnel du Centre peut provenir tant de la Communauté que des Etats ACP.

Les Parties contractantes conviennent en outre que les attributions du directeur et du directeur adjoint seront clairement définies.

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 95 DE LA CONVENTION

Les montants prévus pour les capitaux à risques, les actions de coopération régionale, les aides d'urgence, les actions de stabilisation des recettes d'exportation et la facilité de financement spéciale pour les produits miniers, qui n'ont pas été engagés à l'expiration de la période couverte par la Convention, peuvent être réaffectés au financement de projets et programmes d'actions dans les conditions fixées respectivement à l'article 154, premier et deuxième tiret, et aux articles 137, 35 et 51.

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 103, PARAGRAPHE 4, DE LA CONVENTION

En ce qui concerne la Banque, la procédure de financement à deux étages s'impose notamment dans les cas suivants :

- Lorsqu'il s'agit d'encourager, par un concours global à une institution de développement, des actions en faveur de petites et moyennes entreprises d'un Etat ACP;

— Lorsque la politique générale d'un Etat ACP est de faire transiter par son gouvernement les crédits à long terme accordés par voie de financement extérieur dont il bénéficie.

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 105, PARAGRAPHE 1, DE LA CONVENTION

Il s'agirait, dans le cas des secteurs du transport et des télécommunications, d'entreprises à gestion autonome de type industriel pouvant justifier de l'utilisation de capitaux à risques.

DÉCLARATION DE LA COMMUNAUTÉ AD ARTICLE 105, PARAGRAPHE 4, SOUS *b*, DE LA CONVENTION

Les concours en quasi-capital peuvent être consentis soit en complément d'un prêt de la Banque, soit seuls lorsqu'un tel prêt ne peut être envisagé, en application des critères indiqués à l'article 104, paragraphe 1, de la Convention.

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À L'ARTICLE 105, PARAGRAPHE 5, DE LA CONVENTION

Les Etats ACP et la Communauté, considérant le caractère particulièrement intéressant et adapté des concours en quasi-capital pour le financement et la promotion des entreprises dans les Etats ACP, sont d'accord pour accroître et intensifier ces formes de concours au cours de la période d'application de la Convention.

DÉCLARATION COMMUNE AD ARTICLE 128, SOUS *b*, DE LA CONVENTION

La Commission et le ou les Etats ACP concernés apprécieront cas par cas, compte tenu des conditions existant dans le ou les Etats concernés, l'importance des cadres et du capital.

DÉCLARATION COMMUNE AD ARTICLE 128, SOUS *c*, DE LA CONVENTION

En vue d'apprécier si la marge suffisante de valeur ajoutée des produits est suffisante, les autorités compétentes, pour se prononcer sur les appels à la concurrence, se référeront aux règles retenues dans la Convention en matière d'origine des produits.

DÉCLARATION COMMUNE AD ARTICLES 134 ET 136 DE LA CONVENTION

L'expression « Etats voisins non ACP » ne signifie pas nécessairement qu'il s'agit d'Etats ayant une frontière commune.

DÉCLARATION COMMUNE AD ARTICLE 142 DE LA CONVENTION

Il est entendu que, dans des cas exceptionnels et en accord avec la Commission, il pourra être fait appel à des bureaux d'études ou à des experts ressortissants de pays tiers.

DÉCLARATION COMMUNE RELATIVE À LA SITUATION PARTICULIÈRE DU ZAÏRE

Bien que le Zaïre, du fait de sa situation géographique, ne figure pas sur la liste des Etats ACP enclavés, la Communauté et les Etats ACP ont néanmoins reconnu les contraintes et les problèmes particuliers auxquels cet Etat se trouve confronté, compte tenu

des difficultés que lui causent l'inadéquation des voies d'accès à la mer et l'absence d'infrastructures adéquates pour lui procurer un débouché sur son propre littoral.

Pour autant que les difficultés et contraintes actuelles persistent au cours de la durée d'application de la présente Convention, la Communauté est disposée à examiner toute demande qui pourrait lui être présentée par les autorités zairoises et à aider ces autorités dans les efforts qu'elles déploient pour surmonter ces difficultés et contraintes, dans le même esprit positif et la même optique particulière qui président à l'application des dispositions de la Convention relatives aux Etats ACP enclavés.

DÉCLARATION DES ÉTATS ACP *AD* ARTICLES 125 ET 161 DE LA CONVENTION

Les Etats ACP considèrent que l'expression « sociétés des Etats ACP » couvre toute entreprise appartenant totalement ou partiellement à un Etat ACP ou au Gouvernement de celui-ci.

DÉCLARATION COMMUNE *AD* ARTICLE 168, PARAGRAPHE 6, DE LA CONVENTION

Les Parties contractantes reconnaissent l'importance d'instaurer un dialogue effectif entre les milieux économiques et sociaux de la Communauté et des Etats ACP; à cette fin, des réunions *ad hoc* pourront se tenir sous l'égide du Conseil des ministres ACP-CEE sur des sujets bien définis d'un intérêt commun.

DÉCLARATION COMMUNE CONCERNANT LES ACTIVITÉS TRADITIONNELLES DE PÊCHE

1. Dans les négociations bilatérales entre un Etat ACP et la Communauté, l'un des facteurs à prendre en compte concernera les activités traditionnelles de pêche exercées à l'heure actuelle ou dans un passé récent par des navires battant pavillon de l'un des Etats membres de la Communauté, et l'intérêt commun qu'il peut y avoir de développer de nouvelles activités de pêche dans l'avenir.

2. Les accords de pêche qui pourront être conclus entre certains Etats ACP et la Communauté antérieurement à l'entrée en vigueur de la présente Convention s'inspireront de l'esprit de la déclaration commune sur la pêche maritime et s'inscriront dans le contexte général de cette déclaration.

[ITALIAN TEXT — TEXTE ITALIEN]

SECONDA CONVENZIONE ACP-CEE FIRMATA A LOMÉ IL
31 OTTOBRE 1979

Sua Maestà il Re dei Belgi,
Sua Maestà la Regina di Danimarca,
Il Presidente della Repubblica federale di Germania,
Il Presidente della Repubblica francese,
Il Presidente dell'Irlanda,
Il Presidente della Repubblica italiana,
Sua Altezza Reale il Granduca del Lussemburgo,
Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi,
Sua Maestà la Regina del Regno Unito di Gran Bretagna e di Irlanda del Nord,
Parti contraenti del trattato che istituisce la Comunità Economica Europea,
qui di seguito denominata « Comunità », firmato a Roma il 25 marzo 1957, i cui
Stati sono qui di seguito denominati Stati membri,
e il Consiglio delle Comunità Europee, da una parte, e
Il Capo di Stato delle Bahamas,
Il Capo di Stato delle Barbados,
Il Presidente della Repubblica Popolare del Benin,
Il Presidente della Repubblica di Botswana,
Il Presidente della Repubblica del Burundi,
Il Presidente della Repubblica Unita del Camerun,
Il Presidente della Repubblica di Capo Verde,
Il Presidente della Repubblica Centrafricana,
Il Presidente della Repubblica Federale Islamica delle Comore,
Il Presidente della Repubblica Popolare del Congo,
Il Presidente della Repubblica della Costa d'Avorio,
Il Presidente della Repubblica di Gibuti,
Il Primo Ministro e Ministro degli Affari Esteri dello Stato Indipendente di
Dominica,
Il Presidente del Consiglio Militare Amministrativo Provvisorio e del Consiglio
dei Ministri e Comandante in Capo dell'Esercito Rivoluzionario d'Etiopia,
Sua Maestà la Regina delle Figi,
Il Presidente della Repubblica del Gabon,
Il Presidente della Repubblica del Gambia,
Il Presidente della Repubblica del Gana,

Il Capo di Stato di Grenada,
Il Presidente della Repubblica della Guinea,
Il Presidente del Consiglio di Stato della Guinea Bissau,
Il Presidente della Repubblica della Guinea Equatoriale,
Il Presidente della Repubblica di Guyana,
Il Presidente della Repubblica dell'Alto Volta,
Il Capo di Stato della Giamaica,
Il Presidente della Repubblica del Kenia,
Il Presidente della Repubblica di Kiribati,
Sua Maestà il Re del Regno di Lesotho,
Il Presidente della Repubblica di Liberia,
Il Presidente della Repubblica Democratica di Madagascar,
Il Presidente della Repubblica del Malawi,
Il Presidente della Repubblica del Mali,
Il Presidente della Repubblica Islamica di Mauritania,
Sua Maestà la Regina di Maurizio,
Il Presidente della Repubblica del Niger,
Il Capo del Governo Federale della Nigeria,
Il Capo dello Stato Indipendente di Papua Nuova Guinea,
Il Presidente della Repubblica del Ruanda,
Il Presidente della Repubblica di Santa Lucia,
Il Capo di Stato della Samoa Occidentale,
Il Presidente della Repubblica Democratica di Sao Tomé e Principe,
Il Presidente della Repubblica del Senegal,
Il Presidente della Repubblica delle Seychelles,
Il Presidente della Repubblica della Sierra Leone,
Il Presidente dello Stato Indipendente delle Isole Salomone,
Il Presidente della Repubblica Democratica Somala, Presidente del Consiglio
Rivoluzionario Supremo,
Il Presidente della Repubblica Democratica del Sudan,
Il Presidente della Repubblica del Surinam,
Sua Maestà il Re del Regno di Swaziland,
Il Presidente della Repubblica Unita di Tanzania,
Il Presidente della Repubblica del Ciad,
Il Presidente della Repubblica del Togo,
Sua Maestà il Re Taufa'ahau Tupou IV di Tonga,
Il Presidente della Repubblica di Trinidad e Tobago,

Sua Maestà la Regina di Tuvalu,
Il Presidente della Repubblica dell'Uganda,
Il Presidente della Repubblica dello Zaire,
Il Presidente della Repubblica dello Zambia,

I cui Stati sono qui di seguito denominati Stati ACP, d'altra parte,

Visto il trattato che istituisce la Comunità Economica Europea, qui di seguito denominato trattato, e l'accordo di Georgetown, che istituisce il Gruppo degli Stati africani, dei Caraibi e del Pacifico;

Solleciti di rafforzare, su un piano di completa uguaglianza tra le parti e nel loro reciproco interesse, la loro stretta e continua cooperazione in uno spirito di solidarietà internazionale;

Risolti ad intensificare in comune gli sforzi volti allo sviluppo economico e al progresso sociale degli Stati ACP, e a realizzare un più elevato benessere delle loro popolazioni;

Desiderando manifestare la reciproca volontà di mantenere e rafforzare le relazioni amichevoli esistenti tra i loro paesi, secondo i principi della Carta delle Nazioni Unite;

Risolti a continuare ed intensificare i loro sforzi volti a creare un modello di relazioni tra Stati sviluppati e Stati in via di sviluppo compatibile con le aspirazioni della Comunità internazionale ad un « nuovo ordine economico internazionale più giusto e più equilibrato »;

Decisi a promuovere, tenendo conto dei rispettivi livelli di sviluppo, la cooperazione commerciale tra gli Stati ACP e la Comunità ed a garantirne un fondamento sicuro in conformità dei loro obblighi internazionali;

Consapevoli della necessità di sviluppare la cooperazione e gli scambi tra tutti gli Stati ACP nonché della necessità particolare di accelerare la cooperazione economica e lo sviluppo all'interno e fra le regioni degli Stati ACP;

Consapevoli della speciale importanza dello sviluppo agricolo e rurale degli Stati ACP e della necessità di intensificare gli sforzi volti a questo fine;

Desiderando salvaguardare gli interessi degli Stati ACP, la cui economia dipende in misura rilevante dall'esportazione di prodotti di base, e valorizzare le loro risorse;

Solleciti di promuovere lo sviluppo industriale degli Stati ACP intensificando la cooperazione tra detti Stati e gli Stati membri;

Riconoscendo la necessità di riservare un trattamento speciale agli Stati ACP meno sviluppati e di emanare disposizioni speciali a favore degli Stati ACP senza sbocco sul mare ed insulari per aiutarli a superare le specifiche difficoltà che si presentano loro;

Consapevoli della necessità di creare un meccanismo adatto ad instaurare un sistema di consultazioni quanto più ampie possibile per lo sviluppo della cooperazione ACP-CEE,

Hanno deciso di concludere la presente convenzione e a questo effetto hanno designato come plenipotenziari :

Sua Maestà il Re dei Belgi : Paul Noterdaeme, Ambasciatore, Rappresentante Permanente del Belgio presso le Comunità Europee;

- Sua Maestà la Regina di Danimarca : Niels Ersbøll, Sottosegretario di Stato, Ambasciatore, Ministero degli Affari Esteri;
- Presidente della Repubblica federale di Germania : Klaus von Dohnanyi, Ministro di Stato, Ministero degli Affari Esteri;
- Presidente della Repubblica francese : Robert Galley, Ministro della Cooperazione; Pierre Bernard-Reymond, Sottosegretario di Stato, Ministero degli Affari Esteri;
- Presidente dell'Irlanda : Michael O'Kennedy, Ministro degli Affari Esteri dell'Irlanda;
- Presidente della Repubblica italiana : Giuseppe Zamberletti, Sottosegretario di Stato, Ministero degli Affari Esteri;
- Sua Altezza Reale il Granduca del Lussemburgo : Jean Dondelinger, Ambasciatore, Rappresentante Permanente del Lussemburgo presso le Comunità Europee;
- Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi : D. F. Van der Mei, Sottosegretario di Stato, Ministero degli Affari Esteri;
- Sua Maestà la Regina del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord : The Honourable Douglas Richard Huard, CBE, Membro del Parlamento, Sottosegretario di Stato, Ministero degli Affari Esteri e del Commonwealth;
- Consiglio delle Comunità Europee : Michael O'Kennedy, Presidente in carica del Consiglio delle Comunità Europee, Ministro degli Affari Esteri dell'Irlanda; Claude Cheysson, Membro della Commissione delle Comunità Europee;
- Capo di Stato del Commonwealth delle Bahamas : S.E. R. F. Anthony Roberts, Alto Commissario del Commonwealth per le Bahamas a Londra;
- Capo di Stato delle Barbados : The Honourable Harold Bernard St John, QC, MP, Vice Primo Ministro e Ministro del Commercio, del Turismo e dell'Industria;
- Presidente della Repubblica Popolare del Benin : André Atchade, Ministro del Commercio e del Turismo;
- Presidente della Repubblica del Botswana : Archibald Mooketsa Mogwe, Ministro degli Affari Esteri;
- Presidente della Repubblica del Burundi : Donatien Bihute, Ministro della Pianificazione;
- Presidente della Repubblica Unita del Camerun : Robert Naah, Viceministro dell'Economia e della Pianificazione;
- Presidente della Repubblica di Capo Verde : Abilio Augusto Montero Duarte, Ministro degli Affari Esteri;
- Presidente della Repubblica Centrafricana : Jean-Pierre Le Boudier, Ministro della Cooperazione, della Pianificazione, della Statistica generale, della Tutela delle società e delle imprese di studio dei progetti concernenti segnatamente l'organizzazione e la promozione delle operazioni agricolo-industriali;
- Presidente della Repubblica Federale Islamica delle Comore : Ali Mroudjaj, Ministro degli Affari Esteri e della Cooperazione;
- Presidente della Repubblica Popolare del Congo : Elenga Ngaporo, Ministro del Commercio;

- Presidente della Repubblica della Costa d'Avorio : Abdoulaye Kone, Ministro dell'Economia, delle Finanze e della Pianificazione;
- Presidente della Repubblica di Gibuti : Ahmed Ibrahim Abdi, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Repubblica di Gibuti presso il Governo francese e presso la Comunità Economica Europea;
- Primo Ministro e Ministro degli Affari Esteri del Commonwealth della Dominica : Arden Shillingford, Alto Commissario della Dominica a Londra;
- Presidente del Consiglio Militare Amministrativo Provvisorio e del Consiglio dei Ministri e Comandante in Capo dell'Esercito Rivoluzionario d'Etiopia : Teferra Wolde-Semait, Ministro delle Finanze;
- Sua Maestà la Regina delle Figi : Satya Nand Nandan, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario, Capo della Missione delle Figi presso le Comunità Europee;
- Presidente della Repubblica del Gabon : Michel Anchouey, Ministro della Pianificazione, dello Sviluppo, dell'Assetto territoriale e del Turismo;
- Presidente della Repubblica del Gambia : Mohamadu Cadi Cham, Ministro delle Finanze e del Commercio;
- Presidente della Repubblica del Gana : Amon Nikoi, Ministro delle Finanze e della Pianificazione economica;
- Capo di Stato di Grenada : Fennis Augustine, Alto Commissario per Grenada a Londra;
- Presidente della Repubblica della Guinea : N'Faly Sangare, Ministro delegato presso le Comunità Europee;
- Presidente del Consiglio di Stato della Guinea Bissau : S.E. Vasco Cabral, Commissario di Stato per il Coordinamento economico e per la Pianificazione;
- Presidente della Repubblica della Guinea Equatoriale : Cristino Seriche Malabo Bioco, Tenente delle Forze Terrestri, Membro del Consiglio Militare Supremo;
- Presidente della Repubblica di Guyana : Samuel Rudolph Insanally, Rappresentante Permanente della Guyana presso la Comunità Economica Europea;
- Presidente della Repubblica di Alto Volta : Georges Sanogoh, Ministro della Pianificazione e della Cooperazione;
- Capo di Stato della Giamaica : Donald Rainford, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario della Giamaica presso la Comunità Economica Europea;
- Presidente della Repubblica del Kenia : Joseph Muliro, Segretario Permanente, Ministero dell'Agricoltura;
- Presidente della Repubblica di Kiribati : The Honourable Douglas Richard Huard, CBE, Membro del Parlamento, Sottosegretario di Stato, Ministero degli Affari Esteri e del Commonwealth del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord;
- Sua Maestà il Re del Regno di Lesotho : The Honourable Morena Makhaola Lerotholi;
- Presidente della Repubblica di Liberia : The Honourable D. Franklin Neal, Ministro della Pianificazione e dell'Economia;

- Presidente della Repubblica Democratica di Madagascar : S.E. Justin Rarivoson, Ministro dell'Economia e del Commercio;
- Presidente della Repubblica del Malawi : The Honourable Stott Zondwayo Jere, Membro del Parlamento, Ministro del Commercio, dell'Industria e del Turismo;
- Presidente della Repubblica del Mali : S.E. Alioune Blondin Beye, Ministro degli Affari Esteri e della Cooperazione internazionale;
- Presidente della Repubblica Islamica di Mauritania : Abdellah Ould Daddah, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario, Rappresentante della Repubblica Islamica di Mauritania presso le Comunità Europee;
- Sua Maestà la Regina di Maurizio : The Honourable Sir Sateam Boolell, KT, Ministro dell'Agricoltura, delle Risorse naturali e dell'Ambiente;
- Presidente della Repubblica del Niger : Mai Maigena, Ministro dell'Economia, del Commercio e dell'Industria;
- Capo del Governo Federale della Nigeria : S.E. P. Ayodele Afolabi, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario, Capo della Missione della Repubblica federale della Nigeria presso la Comunità Economica Europea;
- Capo dello Stato Indipendente di Papua Nuova Guinea : Frederick Bernard Carl Reiher, Ambasciatore presso le Comunità Europee;
- Presidente della Repubblica del Ruanda : Ambroise Mulindangabo, Ministro della Pianificazione;
- Presidente della Repubblica di Saint Lucia : George William Odlum, Vice Primo Ministro, Ministro degli Affari Esteri e del Commercio;
- Capo di Stato della Samoa Occidentale : The Honourable Filipo Vaovasamanaia, Ministro delle Finanze;
- Presidente della Repubblica Democratica di Sao Tomé e Principe : Maria de Amorim, Ministro degli Affari Esteri e della Cooperazione;
- Presidente della Repubblica del Senegal : Ousmane Seck, Ministro delle Finanze e dell'Economia;
- Presidente della Repubblica delle Seychelles : Maxime Ferrari, Ministro della Pianificazione e dello Sviluppo;
- Presidente della Repubblica della Sierra Leone : The Honourable I. M. Fofana, Ministro del Commercio e dell'Industria;
- Presidente dello Stato Indipendente delle Isole Salomone : The Honourable Douglas Richard Hurd, CBE, Membro del Parlamento, Sottosegretario di Stato, Ministero degli Affari Esteri e del Commonwealth del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord;
- Presidente della Repubblica Democratica Somala, Presidente del Consiglio Rivoluzionario Supremo : S.E. Omar Salah Ahmed, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario, Rappresentante della Repubblica Democratica Somala presso la Comunità Economica Europea;
- Presidente della Repubblica Democratica del Sudan : Izz El Din Hamid, Ministro di Stato per gli Affari del Consiglio dei Ministri;

- Presidente della Repubblica del Surinam : Ludwig C. Zuiverloon, Ministro dell'Economia;
- Sua Maestà il Re del Regno di Swaziland : Dzabulumjiva H. S. Nhlabatsi, Vice Ministro del Lavoro, dell'Energia e delle Comunicazioni;
- Presidente della Repubblica Unita di Tanzania : Alphonse M. Rulegura, Ministro del Commercio;
- Presidente della Repubblica del Ciad : Issaka Ramat Al Hamdou, Incaricato d'affari a.i., Ambasciata della Repubblica del Ciad a Bruxelles;
- Presidente della Repubblica del Togo : Koudjolou Dogo, Ministro della Pianificazione, dello Sviluppo industriale e della Riforma amministrativa;
- Sua Maestà il Re Taufa'ahau Tupou IV di Tonga : His Royal Highness Crown Prince Tupouto'a;
- Presidente della Repubblica di Trinidad e Tobago : S.E. Eustache Seignoret, Alto Commissario a Londra;
- Sua Maestà la Regina di Tuvalu : Satya Nand Nandan, Ambasciatore straordinario e plenipotenziario, Capo della Missione delle Figi presso le Comunità Europee;
- Presidente della Repubblica dell'Uganda : The Honourable Ateker Ejalu, Ministro della Cooperazione regionale;
- Presidente della Repubblica dello Zaire : Kiakwama Kia Kiziki, Commissario di Stato all'Economia nazionale, all'Industria e al Commercio;
- Presidente della Repubblica dello Zambia : Remi Chisupa, Membro del Parlamento, Ministro dell'Industria e del Commercio;
- i quali, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma, hanno convenuto le disposizioni che seguono :

TITOLO I. COOPERAZIONE COMMERCIALE

Articolo 1. Nel settore della cooperazione commerciale, l'obiettivo della presente convenzione è di promuovere gli scambi fra gli Stati ACP e la Comunità, tenendo conto dei rispettivi livelli di sviluppo, nonché gli scambi fra gli Stati ACP.

Nel perseguimento di questo obiettivo, sarà riservata un'attenzione particolare alla necessità di garantire effettivi vantaggi supplementari agli scambi commerciali tra gli Stati ACP e la Comunità al fine di accelerare il ritmo di sviluppo del loro commercio e in particolare del flusso delle loro esportazioni nella Comunità e di migliorare le condizioni di accesso dei loro prodotti al mercato comunitario, assicurando così un miglior equilibrio degli scambi delle parti contraenti.

A questo scopo le parti contraenti applicano le disposizioni del presente titolo e le altre misure appropriate, enunciate nei titoli V, VI e VII.

Capitolo 1. REGIME DEGLI SCAMBI

Articolo 2. 1. I prodotti originari degli Stati ACP sono ammessi all'importazione nella Comunità in esenzione da dazi doganali e tasse d'effetto equivalente.

2. a) I prodotti originari degli Stati ACP :

- Riportati nell'elenco dell'allegato II del trattato, che siano oggetto di una organizzazione comune di mercato a norma dell'articolo 40 del trattato o
- Soggetti, all'importazione nella Comunità, ad una regolamentazione specifica introdotta in seguito all'attuazione della politica agricola comune,

sono importati nella Comunità, in deroga al regime generale vigente nei confronti dei paesi terzi, alle seguenti condizioni.

- i) Sono ammessi in esenzione dai dazi doganali i prodotti per i quali le disposizioni comunitarie vigenti al momento dell'importazione non prevedono, oltre alla riscossione dei dazi doganali, l'applicazione di altre misure relative alla loro importazione;
- ii) Per i prodotti diversi da quelli contemplati *sub* i), la Comunità adotta le misure necessarie ad assicurare un trattamento più favorevole di quello riservato ai paesi terzi che beneficiano, per gli stessi prodotti, della clausola della nazione più favorita.

b) Se nel periodo di applicazione della presente convenzione gli Stati ACP chiedono che nuove produzioni agricole o taluni prodotti agricoli che non sono soggetti ad un regime speciale sin dall'entrata in vigore della convenzione beneficino di siffatto regime, la Comunità esamina queste domande in consultazione con gli Stati ACP.

c) Il regime di cui alla lettera a) entra in vigore contemporaneamente alla presente convenzione e resta in applicazione per tutta la durata di quest'ultima.

Se però, nel periodo di applicazione della presente convenzione, la Comunità

- Sottopone uno o più prodotti ad una organizzazione comune di mercato o a una regolamentazione specifica adottata nell'ambito dell'attuazione della politica agricola comune, essa si riserva di adattare, previa consultazione in sede di Consiglio dei Ministri, il regime di importazione di questi prodotti originari degli Stati ACP. In tal caso si applica la lettera a).
- Modifica un'organizzazione comune di mercato o una regolamentazione specifica adottata nell'ambito dell'attuazione della politica agricola comune, essa si riserva di modificare, previa consultazione in sede di Consiglio dei Ministri, il regime fissato per i prodotti originari degli Stati ACP. In tal caso la Comunità si impegna a mantenere a favore dei prodotti originari degli Stati ACP un vantaggio paragonabile a quello di cui essi beneficiavano in precedenza rispetto ai prodotti originari dei paesi terzi beneficiari della clausola della nazione più favorita.

d) Qualora intenda concludere un accordo preferenziale con paesi terzi, la Comunità ne informa gli Stati ACP. Su richiesta degli Stati ACP vengono avviate consultazioni allo scopo di difendere i loro interessi.

Articolo 3. 1. La Comunità non applica all'importazione dei prodotti originari degli Stati ACP restrizioni quantitative o misure d'effetto equivalente.

2. Il paragrafo 1 tuttavia non pregiudica il regime d'importazione riservato ai prodotti di cui all'articolo 2, paragrafo 2, lettera a), primo trattino.

La Comunità informa gli Stati ACP dell'eliminazione delle restrizioni quantitative residue per tali prodotti.

Articolo 4. Le disposizioni del presente capitolo non sono d'ostacolo agli impegni che le parti contraenti potrebbero assumere nel quadro di accordi internazionali sui prodotti di base.

Se alcune parti contraenti intendono concludere accordi del genere, si tengono consultazioni in materia per tener conto dei rispettivi interessi dell'insieme delle parti contraenti.

Articolo 5. 1. L'articolo 3 non è d'ostacolo ai divieti o alle restrizioni all'importazione, all'esportazione o al transito giustificati da motivi di moralità pubblica, di ordine pubblico, di pubblica sicurezza, di tutela della salute e della vita delle persone e degli animali o di preservazione dei vegetali, di protezione del patrimonio artistico, storico o archeologico nazionali o di tutela della proprietà industriale e commerciale.

2. Detti divieti o restrizioni non devono comunque costituire un mezzo di discriminazione arbitraria né una restrizione dissimulata del commercio in generale.

3. Qualora l'applicazione delle misure enunciate al paragrafo 1 leda gli interessi di uno o più Stati ACP, si procede, su richiesta di questi ultimi, a consultazioni per la ricerca di una soluzione soddisfacente.

Articolo 6. Il regime all'importazione dei prodotti originari degli Stati ACP non può essere più favorevole del trattamento applicato agli scambi fra gli Stati membri.

Articolo 7. Qualora gli interessi di uno o più Stati ACP rischino di essere lesi da misure nuove o da misure prese nell'ambito dei programmi di ravvicinamento delle disposizioni legislative e regolamentari adottati dalla Comunità per migliorare la circolazione delle merci, la Comunità stessa, prima di adottare tali misure, ne informa gli Stati ACP tramite il Consiglio dei Ministri.

Per consentire alla Comunità di prendere in considerazione gli interessi degli Stati ACP in questione, si tengono consultazioni, a richiesta di questi ultimi, per trovare una soluzione soddisfacente.

Articolo 8. 1. Qualora gli interessi di uno o più Stati ACP siano lesi da regolamentazioni comunitarie esistenti, volte ad agevolare la circolazione delle merci, o dall'interpretazione, applicazione o attuazione delle modalità di dette regolamentazioni, si tengono consultazioni, a richiesta degli Stati ACP interessati, per trovare una soluzione soddisfacente.

2. Allo scopo di trovare una soluzione soddisfacente, gli Stati ACP possono anche evocare in sede di Consiglio dei Ministri altre difficoltà relative alla circolazione delle merci, eventualmente risultanti da provvedimenti in programma o già presi dagli Stati membri.

3. Le competenti istituzioni della Comunità forniscono al Consiglio dei Ministri le più ampie informazioni possibili su tali provvedimenti.

Articolo 9. 1. In considerazione delle loro attuali esigenze di sviluppo, gli Stati ACP non saranno tenuti a sottoscrivere, per la durata della presente convenzione e relativamente alle importazioni di prodotti originari della Comunità, obblighi corrispondenti agli impegni assunti dalla Comunità, a norma del presente capitolo, riguardo alle importazioni dei prodotti originari degli Stati ACP.

2. a) Nel quadro dei loro scambi con la Comunità, gli Stati ACP non operano discriminazioni fra gli Stati membri e accordano alla Comunità un trattamento non meno favorevole di quello riservato alla nazione più favorita.

b) Il trattamento della nazione più favorita cui si fa riferimento alla lettera a) non si applica alle relazioni economiche e commerciali fra i vari Stati ACP né a quelle tra uno o più Stati ACP ed altri paesi in via di sviluppo.

Articolo 10. A meno che vi abbia già proceduto in applicazione della convenzione ACP-CEE di Lomé, ciascuna parte contraente trasmette la sua tariffa doganale al Consiglio dei Ministri entro tre mesi dall'entrata in vigore della presente convenzione. Ciascuna parte contraente comunica anche le successive modifiche della tariffa man mano che entrano in vigore.

Articolo 11. 1. Ai fini dell'applicazione del presente capitolo, la nozione di « prodotti originari » ed i relativi metodi di cooperazione amministrativa sono definiti nel protocollo n° 1.

2. Il Consiglio dei Ministri può decidere qualsiasi modifica del protocollo n° 1.

3. Qualora per un dato prodotto non sia ancora definita, in applicazione dei paragrafi 1 o 2, la nozione di « prodotti originari », ciascuna parte contraente continua ad applicare la propria regolamentazione.

Articolo 12. 1. Qualora l'applicazione delle disposizioni del presente capitolo comporti gravi perturbazioni in un settore dell'attività economica della Comunità oppure di uno o più Stati membri o ne comprometta la stabilità finanziaria con l'estero, o qualora sorgano difficoltà che rischino di deteriorare un settore d'attività della Comunità o di una regione della stessa, la Comunità può prendere o autorizzare lo Stato membro interessato a prendere misure di salvaguardia. Queste misure, la loro durata e le relative modalità d'applicazione sono notificate senza indugio al Consiglio dei Ministri.

2. La Comunità ed i suoi Stati membri si impegnano a non avvalersi di misure di salvaguardia o di altri mezzi a fini protezionistici o allo scopo di ostacolare le evoluzioni strutturali.

3. Le suddette misure di salvaguardia devono limitarsi a quelle che perturbano il meno possibile il commercio tra le parti contraenti nel perseguimento degli obiettivi della presente convenzione, e non devono superare la portata strettamente indispensabile per porre rimedio alle difficoltà manifestatesi.

4. In fase di attuazione, le misure di salvaguardia devono tener conto del livello raggiunto dalle esportazioni ACP interessate nella Comunità e del loro potenziale di sviluppo.

Articolo 13. 1. In merito all'applicazione della clausola di salvaguardia hanno luogo consultazioni preventive, sia che si tratti dell'applicazione iniziale sia di una proroga di tali misure. La Comunità fornisce agli Stati ACP tutte le informazioni necessarie per queste consultazioni nonché i dati che consentono di determinare in quale misura le importazioni di un dato prodotto in provenienza di uno o più Stati ACP abbiano provocato gli effetti di cui all'articolo 12, paragrafo 1.

2. Quando abbiano avuto luogo consultazioni, le misure di salvaguardia o qualsiasi accordo concluso tra gli Stati ACP interessati e la Comunità entrano in vigore al termine di dette consultazioni.

3. Tuttavia le consultazioni preventive di cui ai paragrafi 1 e 2, non sono di ostacolo a decisioni immediate che la Comunità o i suoi Stati membri potrebbero prendere, conformemente all'articolo 12, paragrafo 1, qualora particolari circostanze abbiano reso necessarie tali decisioni.

4. Per facilitare l'esame dei fatti che potrebbero perturbare il mercato, viene istituito un meccanismo destinato al controllo statistico di talune esportazioni degli Stati ACP nella Comunità.

5. Le parti contraenti si impegnano a tenere regolari consultazioni allo scopo di trovare soluzioni soddisfacenti agli eventuali problemi causati dall'applicazione della clausola di salvaguardia.

Articolo 14. Su richiesta di qualsiasi parte contraente interessata, il Consiglio dei Ministri esamina gli effetti economici e sociali determinati dall'applicazione della clausola di salvaguardia.

Articolo 15. In caso di adozione, di modifica o di ritiro delle misure di salvaguardia, si presta particolare attenzione agli interessi degli Stati ACP meno sviluppati, senza sbocco sul mare ed insulari.

Articolo 16. Al fine di assicurare l'efficace applicazione delle disposizioni della presente convenzione nel settore della cooperazione commerciale, le parti contraenti convengono di informarsi e di consultarsi a vicenda.

Oltre ai casi in cui sono specificamente previste consultazioni negli articoli da 1 a 15, si avviano consultazioni, su richiesta della Comunità o degli Stati ACP alle condizioni previste dalle norme di procedura di cui all'articolo 168, specialmente nei casi seguenti :

- 1) Qualora intendano prendere misure di natura commerciale che ledano gli interessi di una o più altre parti contraenti nell'ambito della presente convenzione, le parti contraenti devono informarne il Consiglio dei Ministri. Su richiesta delle parti contraenti interessate, si avviano consultazioni per tenere conto dei rispettivi interessi;
- 2) Qualora, durante il periodo di applicazione della presente convenzione, gli Stati ACP ritengano che i prodotti agricoli di cui all'articolo 2, paragrafo 2, lettera a), che non sono oggetto di un regime speciale, debbano beneficiare di un tale regime, possono aver luogo consultazioni in sede di Consiglio dei Ministri;
- 3) Quando una parte contraente ritenga che una regolamentazione esistente in un'altra parte contraente, la sua interpretazione, la sua applicazione o l'attuazione delle sue modalità ostacolano la circolazione delle merci;
- 4) Qualora intenda concludere un accordo preferenziale con paesi terzi, la Comunità ne informa gli Stati ACP. Su richiesta di questi ultimi hanno luogo consultazioni al fine di salvaguardare i loro interessi;
- 5) Qualora la Comunità o gli Stati membri attuino misure di salvaguardia in conformità dell'articolo 12, possono essere avviate consultazioni in materia in sede di Consiglio dei Ministri, su richiesta delle parti contraenti interessate, specialmente ai fini dell'osservanza dell'articolo 12, paragrafo 3.

Capitolo 2. IMPEGNI SPECIALI PER IL RUM E LE BANANE

Articolo 17. Sino all'entrata in vigore di un'organizzazione comune di mercato per gli alcoli ed in deroga all'articolo 2, paragrafo 1, l'ammissione nella

Comunità dei prodotti della sottovoce 22.09 CI — rum, arack, tafia — originari degli Stati ACP è disciplinata dal protocollo n° 5.

Articolo 18. Per consentire il miglioramento delle condizioni di produzione e di commercializzazione delle banane originarie degli Stati ACP, le parti contraenti concordano gli obiettivi che figurano nel protocollo n° 4.

Articolo 19. Il presente capitolo ed i protocolli nn. 4 e 5 non si applicano alle relazioni tra gli Stati ACP ed i dipartimenti francesi d'oltremare.

Capitolo 3. PROMOZIONE COMMERCIALE

Articolo 20. Per conseguire gli obiettivi fissati all'articolo 1, le parti contraenti attuano misure di promozione commerciale, che vanno dalla fase della produzione alla fase finale della distribuzione. Il loro scopo è di far sì che gli Stati ACP traggano il massimo vantaggio dalle disposizioni della presente convenzione in materia di cooperazione commerciale, agricola ed industriale, e che possano partecipare, alle condizioni più favorevoli, ai mercati della Comunità e ai mercati interni, regionali ed internazionali, diversificando la gamma ed incrementando il valore ed il volume delle esportazioni ACP.

Articolo 21. Le misure di promozione commerciale di cui all'articolo 20 comprendono la fornitura d'assistenza tecnica e finanziaria per conseguire gli obiettivi sotto indicati :

- a) Creazione e/o miglioramento delle strutture delle organizzazioni, dei centri o delle imprese che partecipano allo sviluppo del commercio degli Stati ACP e valutazione del loro fabbisogno di personale, della loro gestione finanziaria e dei loro metodi di lavoro;
- b) Formazione di base, formazione di dirigenti, perfezionamento professionale di tecnici nel settore dello sviluppo e della promozione commerciale nazionale ed internazionale;
- c) Politica di prodotto comprendente la ricerca, la trasformazione, la garanzia e il controllo della qualità, imballaggio e presentazione;
- d) Sviluppo di infrastrutture di sostegno, comprese le attrezzature di trasporto e di immagazzinamento, al fine di facilitare il flusso di esportazione degli Stati ACP;
- e) Pubblicità;
- f) Instaurazione, promozione e miglioramento della cooperazione fra gli operatori economici degli Stati ACP nonché fra questi ultimi e quelli degli Stati membri della Comunità e dei paesi terzi, creazione di meccanismi adeguati per promuovere siffatta cooperazione;
- g) Esecuzione ed utilizzazione di studi e ricerche di mercato e di *marketing*;
- h) Raccolta, analisi e diffusione di dati quantitativi e qualitativi sul commercio e attuazione di mezzi atti a facilitare il libero accesso ai sistemi e/o agli organi di informazione esistenti o che saranno istituito nella Comunità e negli Stati ACP;
- i) Partecipazione degli Stati ACP a fiere, esposizioni e, in particolare, a saloni internazionali specializzati, il cui elenco sarà redatto in consultazione con gli Stati ACP stessi, e all'organizzazione di manifestazioni commerciali.

- j) Assistenza speciale alle piccole e medie imprese per l'identificazione e lo sviluppo dei prodotti, gli sbocchi di mercato e le imprese commerciali di compartecipazione;
- k) La partecipazione degli Stati ACP meno sviluppati alle varie attività di promozione commerciale in programma viene incoraggiata con disposizioni speciali, in particolare con il pagamento delle spese di viaggio del personale e di trasporto degli oggetti e delle merci da esporre in occasione della loro partecipazione alle fiere ed esposizioni.

Articolo 22. Oltre agli stanziamenti che, nel quadro dei programmi indicativi nazionali di cui all'articolo 109, potranno essere destinati da ciascuno Stato ACP al finanziamento delle operazioni di promozione commerciale, in funzione delle rispettive priorità ed orientamenti di sviluppo, i contributi della Comunità al finanziamento di questo tipo di operazione su base regionale potranno raggiungere, nel quadro dei programmi di cooperazione regionale di cui all'articolo 133, l'importo di 40 milioni di unità di conto europee, in appresso denominate UCE.

TITOLO II. PROVENTI DELL'ESPORTAZIONE DI PRODOTTI DI BASE

Capitolo 1. STABILIZZAZIONE DEI PROVENTI DA ESPORTAZIONE

Articolo 23. 1. Per porre rimedio agli effetti nefasti dell'instabilità dei proventi da esportazione e per aiutare gli Stati ACP a superare uno dei principali ostacoli alla stabilità, alla redditività ed alla costante espansione delle loro economie, per sostenere i loro sforzi di sviluppo e consentir loro di provvedere in questo modo al progresso economico e sociale delle rispettive popolazioni contribuendo a salvaguardare il loro potere d'acquisto, viene istituito un sistema inteso a garantire la stabilizzazione dei proventi che gli Stati ACP realizzano esportando nella Comunità taluni prodotti dai quali dipendono le loro economie e che risentono delle fluttuazioni dei prezzi e/o dei quantitativi.

2. Per conseguire questi obiettivi, le risorse trasferite devono essere destinate al mantenimento dei flussi finanziari nel settore in oggetto oppure, in un intento di diversificazione, essere diretti ad altri settori appropriati e servire allo sviluppo economico e sociale.

Articolo 24. I proventi da esportazione che beneficiano del sistema di stabilizzazione sono quelli che derivano dall'esportazione, da ciascuno Stato ACP nella Comunità, di ciascuno dei prodotti riportati nell'elenco seguente, redatto tenendo conto di fattori quali l'occupazione, il deterioramento dei termini di scambio tra la Comunità e lo Stato ACP interessato, e il livello di sviluppo dello Stato ACP in causa.

Articolo 25. 1. Sono contemplati i seguenti prodotti :

	<i>Codice NIMEXE</i>
1. Arachidi in guscio o decorticate	da 12.01-31 a 12.01-35
2. Olio di arachidi	15.07-74 e 15.07-87
3. Cacao in grani	18.01-00
4. Pasta di cacao	da 18.03-10 a 18.03-30
5. Burro di cacao	18.04-00

6.	Caffè, verde o torrefatto	da 09.01-11 a 09.01-17
7.	Estratti o essenze di caffè	da 21.02-11 a 21.02-15
8.	Cotone in massa	da 55.01-10 a 55.01-90
9.	Linter di cotone	da 55.02-10 a 55.02-90
10.	Noci di cocco	da 08.01-71 a 08.01-75
11.	Copra	12.01-42
12.	Olio di cocco	15.07-29, 15.07-77 e 15.07-92
13.	Olio di palma	15.07-19, 15.07-61 e 15.07-63
14.	Olio di palmisti	15.07-31, 15.07-78 e 15.07-93
15.	Noci e mandorle di palmisti	12.01-44
16.	Pelli grezze	da 41.01-11 a 41.01-95
17.	Cuoio e pelli di bovini	da 41.02-05 a 41.02-98
18.	Pelli ovine	da 41.03-10 a 41.03-99
19.	Pelli caprine	da 41.04-10 a 41.04-99
20.	Legno rozzo	da 44.03-20 a 44.03-99
21.	Legno semplicemente squadrato	da 44.04-20 a 44.04-98
22.	Legno semplicemente segato in lungo ...	da 44.05-10 a 44.05-79
23.	Banane fresche	08.01-31
24.	Tè	da 09.02-10 a 09.02-90
25.	Sisal grezzo	57.04-10
26.	Vaniglia	09.05-00
27.	Garofani (antofilli, chiodi e steli)	09.07-00
28.	Lane in massa	da 53.01-10 a 53.01-40
29.	Peli fini di capra mohair	53.02-95
30.	Gomma arabica	13.02-91
31.	Piretro (fiori, foglie, steli, cortecce, radici) nonché succhi ed estratti di piretro	12.07-10 e 13.03-15
32.	Oli essenziali non deterpenati di garofano, di niaouli e d'ylang-ylang	33.01-23
33.	Semi di sesamo	12.01-68
34.	Noci e mandorle di acagiù	08.01-77
35.	Pepe	09.04-11 e 09.04-70
36.	Gamberetti	03.03-43
37.	Calamari	03.03-68
38.	Semi di cotone	12.01-66
39.	Panelli di semi e frutti oleosi	da 23.04-01 a 23.04-99

- | | |
|--|--|
| 40. Gomma | da 40.01-20 a 40.01-60 |
| 41. Piselli | da 07.01-41 a 07.01-43,
07.05-21 e 07.05-61 |
| 42. Fagioli | da 07.01-45 a 07.01-47,
07.05-25 e 07.05-65 |
| 43. Lenticchie | 07.05-30 e 07.05-70 |
| 44. Minerali di ferro (minerali, anche arricchiti, piriti arrostiti) | da 26.01-12 a 26.01-18 |

2. Le esportazioni di minerali di ferro (minerali, anche arricchiti, piriti arrostiti) provenienti da zone in sfruttamento al momento della firma della presente Convenzione sono disciplinate dagli articoli da 23 a 47 per un periodo limitato ai primi cinque esercizi del presente sistema.

Allo scadere di questo periodo, il minerale di ferro rientra integralmente nella materia disciplinata dagli articoli da 49 a 59.

3. All'atto della presentazione di ciascuna domanda di trasferimento, lo Stato ACP sceglie fra i seguenti sistemi :

- a) Ciascun prodotto elencato all'articolo 25, paragrafo 1, costituisce un prodotto a norma degli articoli 27, 29, 36, 37, 38, 39, 42, 43 e 44;
- b) I gruppi di prodotti 1 e 2, da 3 a 5, 6 e 7, 8 e 9, da 10 a 12, da 13 a 15, da 16 a 19 e da 20 a 22 costituiscono ciascuno un prodotto a norma degli articoli 27, 29, 36, 37, 38, 39, 42, 43 e 44.

Articolo 26. Se dodici mesi dopo l'entrata in vigore della presente convenzione uno o più prodotti non elencati all'articolo 25, dai quali però dipende in misura considerevole l'economia di uno o più Stati ACP, subiscono forti fluttuazioni, il Consiglio dei Ministri si pronuncia circa l'inclusione del prodotto o dei prodotti nell'elenco entro sei mesi dalla presentazione di una richiesta dello Stato o degli Stati ACP interessati.

Articolo 27. Su richiesta di uno o più Stati ACP relativa ad uno o più prodotti elencati all'articolo 25, il Consiglio dei Ministri, basandosi su una relazione che la Commissione delle Comunità Europee, qui di seguito denominata « Commissione », redige insieme allo Stato o gli Stati ACP richiedenti, può decidere l'applicazione del sistema alle esportazioni dei prodotti in oggetto da questo Stato o questi Stati ACP negli altri Stati ACP.

Articolo 28. Ciascuno Stato ACP interessato certifica che i prodotti ai quali si applica il sistema sono originari del suo territorio a norma dell'articolo 2 del protocollo n° 1.

Articolo 29. Il sistema si applica ai proventi che derivano ad uno Stato ACP dall'esportazione dei prodotti elencati all'articolo 25 se, nell'anno che precede quello di applicazione, i proventi da esportazione di ciascun prodotto per qualsiasi destinazione, al netto delle riesportazioni, hanno costituito per tale Stato almeno il 6,5% dei proventi totali delle esportazioni di merci. Per il sisal si applica la percentuale del 5%.

Articolo 30. 1. Il sistema si applica ai prodotti elencati all'articolo 25 :

- a) Che sono immessi al consumo nella Comunità, oppure
- b) Ivi introdotti in regime di perfezionamento attivo per esservi trasformati.

2. Per l'applicazione del sistema si usano i dati statistici seguenti :

- a) Quelli che risultano da un controllo di concordanza delle statistiche della Comunità e dello Stato ACP, tenuto conto dei valori fob, oppure,
- b) Quelli che si ottengono moltiplicando i valori unitari delle esportazioni dello Stato ACP interessato, quali risultano dalle statistiche di detto Stato ACP, per i quantitativi importati dalla Comunità, quali risultano dalle statistiche comunitarie.

3. Alla presentazione della domanda di trasferimento per ciascun prodotto, lo Stato ACP richiedente sceglie uno dei due sistemi sopra indicati.

Articolo 31. Ai fini precisati all'articolo 23, la Comunità destina al sistema, per la durata della presente convenzione, un importo di 550 milioni di UCE per coprire il complesso dei suoi impegni nell'ambito del sistema. Questo importo è amministrato dalla Commissione.

Articolo 32. 1. L'importo globale di cui all'articolo 31 è suddiviso in un numero di frazioni annue di pari entità corrispondente al numero di anni di applicazione.

2. Qualsiasi rimanenza disponibile alla fine di ciascuno dei primi quattro anni di applicazione della presente convenzione è riportata di diritto all'anno successivo.

Articolo 33. Le risorse disponibili a titolo di ciascun anno di applicazione sono costituite dalla somma degli elementi sotto indicati :

- 1) Frazione annua, ridotta degli importi eventualmente utilizzati a norma dell'articolo 34, punto 1;
- 2) Stanziamenti riportati conformemente all'articolo 32, paragrafo 2;
- 3) Somme ricostituite in applicazione degli articoli 42 e 43;
- 4) Somme eventualmente rese disponibili in applicazione dell'articolo 34, punto 1.

Articolo 34. In caso di insufficienza delle risorse per un anno di applicazione, il Consiglio dei Ministri, basandosi sulla relazione presentatagli dalla Commissione, può :

- 1) Autorizzare per ogni anno, tranne l'ultimo, l'utilizzazione anticipata, sino ad un massimo del 20%, della frazione dell'anno successivo;
- 2) Ridurre l'importo dei trasferimenti da effettuare.

Articolo 35. Prima della scadenza del periodo di cui all'articolo 31, il Consiglio dei Ministri decide in merito all'utilizzazione di eventuali rimanenze dell'importo globale di cui all'articolo 31 nonché alle condizioni di utilizzazione successiva degli importi che gli Stati ACP devono ricostituire ai sensi degli articoli 42 e 43 dopo la scadenza del periodo di cui all'articolo 31.

Articolo 36. 1. Per l'applicazione del sistema, si calcola un livello di riferimento per ciascuno Stato ACP e per ciascuno prodotto.

2. Questo livello di riferimento corrisponde alla media dei proventi da esportazione realizzati nel quadriennio che precede ciascun'anno di applicazione.

3. Qualora, tuttavia, uno Stato ACP

- Intraprenda la trasformazione di un prodotto tradizionalmente esportato allo stato grezzo, oppure
 - Inizi ad esportare un prodotto che tradizionalmente non produceva,
- il sistema può essere applicato in base a un livello di riferimento calcolato sui tre anni che precedono l'anno di applicazione.

Articolo 37. Uno Stato ACP ha diritto di chiedere un trasferimento se, in base ai risultati di un anno civile, i suoi proventi effettivi, quali definiti all'articolo 30, derivanti dall'esportazione di ciascuno prodotto nella Comunità nonché, nei casi contemplati dall'articolo 27, in altri Stati ACP oppure, nei casi contemplati dall'articolo 46, paragrafo 3, per tutte le destinazioni, sono inferiori di almeno 6,5% al livello di riferimento.

Articolo 38. 1. Le domande di trasferimento sono inammissibili nei seguenti casi :

- a) Se la domanda è presentata dopo il 31 marzo dell'anno successivo all'anno di applicazione;
- b) Se dall'esame della domanda, svolto dalla Commissione insieme allo Stato ACP interessato, risulta che la diminuzione dei proventi delle esportazioni nella Comunità è conseguenza di una politica commerciale di tale Stato ACP, la quale incide sfavorevolmente in particolare sulle esportazioni nella Comunità.

2. Possono inoltre essere dichiarate inammissibili le domande di trasferimento se, preve consultazioni, risulta dalla domanda che lo Stato ACP richiedente ha registrato, per le sue esportazioni per tutte le destinazioni durante l'anno di applicazione, proventi in eccedenza rispetto alla media dei suoi proventi da esportazione per tutte le destinazioni, per ciascun prodotto che costituisce oggetto di una richiesta durante i quattro anni che precedono l'anno di applicazione.

Articolo 39. 1. Ogni domanda di trasferimento è inviata alla Commissione che la esamina in collegamento con lo Stato ACP interessato.

2. La differenza fra il livello di riferimento e i proventi effettivi, maggiorata dell'1% per eventuali errori ed omissioni statistici, costituisce la base del trasferimento.

3. Qualora l'esame dell'andamento delle esportazioni dello Stato ACP richiedente verso tutte le destinazioni e della produzione del prodotto in oggetto, nonché della domanda della Comunità rivelino forti cambiamenti, hanno luogo consultazioni tra la Commissione e lo Stato ACP richiedente per determinare se ed in quale misura questi cambiamenti possano incidere sull'importo del trasferimento.

Articolo 40. 1. La Commissione adotta una decisione di trasferimento al termine dell'esame congiunto con lo Stato ACP richiedente.

2. Ciascun trasferimento dà luogo alla conclusione di un « accordo di trasferimento » fra la Commissione e lo Stato ACP interessato.

3. La Commissione e lo Stato ACP interessato prendono tutte le disposizioni necessarie ad assicurare la rapidità del trasferimento. A questo scopo, viene tra l'altro offerta la possibilità di versamenti anticipati.

4. Le somme trasferite sono infruttifere.

Articolo 41. 1. L'utilizzazione delle risorse trasferite viene decisa dallo Stato ACP beneficiario in osservanza degli obiettivi definiti all'articolo 23.

2. Durante l'esame della domanda, e comunque prima della firma dell'accordo di trasferimento, lo Stato ACP richiedente fornisce alla Commissione indicazioni sulla probabile utilizzazione del trasferimento stesso.

3. Entro i dodici mesi successivi alla firma dell'accordo di trasferimento, lo Stato ACP beneficiario informa la Commissione circa l'utilizzazione delle risorse trasferite.

Articolo 42. Fatte salve le disposizioni dell'articolo 46, paragrafo 1, lettera c), nei sette anni successivi a quello durante il quale è stato pagato il trasferimento, gli Stati ACP beneficiari di trasferimenti contribuiscono, conformemente alle disposizioni dell'articolo 43, alla ricostituzione delle risorse che la Comunità ha messo a disposizione del sistema.

Articolo 43. 1. Quando lo consente l'evoluzione dei proventi da esportazione per un prodotto che ha subito una diminuzione di tali proventi, che ha dato origine a un trasferimento, lo Stato ACP interessato contribuisce alla ricostituzione delle risorse del sistema.

2. Ai fini del paragrafo 1, la Commissione determina

— All'inizio di ciascuno dei sette anni successivi a quello durante il quale il trasferimento è stato versato,

— Fino a quando la totalità del trasferimento non è stata riversata nel sistema,

— In conformità delle disposizioni dell'articolo 30,

se, per l'anno precedente,

- a) Il valore unitario del prodotto considerato, esportato nella Comunità, supera il valore unitario medio registrato nei quattro anni anteriori all'anno precedente;
- b) Il quantitativo dello stesso prodotto effettivamente esportato nella Comunità è perlomeno uguale alla media dei quantitativi esportati nella Comunità nei quattro anni anteriori all'anno precedente;
- c) I proventi per l'anno e il prodotto in oggetto raggiungono almeno il 106,5% della media dei proventi da esportazione nella Comunità realizzati durante i quattro anni anteriori all'anno precedente.

3. Se le tre condizioni elencate al paragrafo 2 sono soddisfatte contemporaneamente, lo Stato ACP versa al sistema un importo uguale alla differenza tra i proventi effettivi ricavati nell'anno precedente dalle esportazioni nella Comunità e la media dei proventi da esportazione nella Comunità realizzati nei quattro anni anteriori all'anno precedente, senza che tuttavia l'importo del contributo alla ricostituzione delle risorse del sistema possa superare il trasferimento in questione.

4. Questo importo viene riversato al sistema nella misura di un quinto all'anno dopo un biennio di dilazione che inizia nell'anno durante il quale è stato constatato l'obbligo di contribuire alla ricostituzione.

5. Qualora l'esame dell'andamento delle esportazioni per tutte le destinazioni e della produzione del prodotto in causa nello Stato ACP interessato, nonché della domanda in atto nella Comunità, metta in luce forti variazioni, si procede a consultazioni tra la Commissione e lo Stato ACP interessato per deter-

minare se ed in quale misura siffatte variazioni possano giustificare un contributo alla ricostituzione delle risorse del sistema.

Se tale giustificazione esiste, lo Stato ACP interessato versa al sistema, alle condizioni precisate al paragrafo 4, l'importo deciso durante le consultazioni.

6. Tenendo conto delle decisioni che il Consiglio dei Ministri prende in applicazione dell'articolo 27, le esportazioni nella Comunità di cui al presente articolo vengono aumentate delle esportazioni destinate ad altri Stati ACP.

Articolo 44. Se allo scadere del periodo di sette anni di cui all'articolo 42 non è raggiunta la ricostituzione totale, il Consiglio dei Ministri, prendendo in considerazione in particolare la situazione e le prospettive della bilancia dei pagamenti, delle riserve di cambio e dell'indebitamento con l'estero dello Stato ACP interessato, può decidere :

- O la restituzione totale o parziale, immediata o scaglionata nel tempo, degli importi dovuti
- O l'abbandono del credito stesso.

Articolo 45. 1. Per assicurare un efficace e rapido funzionamento del sistema di stabilizzazione, viene istituita tra ciascuno Stato ACP e la Commissione una cooperazione in materia statistica e doganale.

2. Gli Stati ACP e la Commissione decidono di comune accordo i provvedimenti di ordine pratico intesi a facilitare, tra l'altro, lo scambio delle necessarie informazioni, la presentazione delle domande di trasferimento, le indicazioni relative all'utilizzazione dei trasferimenti stessi e l'applicazione delle disposizioni relative alla ricostituzione e di qualsiasi altro elemento del sistema servendosi nella più ampia misura dei formulari tipo.

Articolo 46. 1. Per gli Stati ACP elencati nell'articolo 155, paragrafo 3, lettera a) :

- a) La percentuale fissata all'articolo 29 è del 2%
- b) La percentuale fissata all'articolo 37 è del 2%
- c) Non vengono richiesti contributi per la ricostituzione delle risorse messe a disposizione del sistema.

2. Ai fini dell'applicazione degli articoli 24, 34 e 37, si tiene conto delle speciali difficoltà incontrate da questi Stati ACP.

3. Per taluni Stati ACP, che non destinano la maggior parte delle loro esportazioni alla Comunità, il Consiglio dei Ministri può decidere che, in deroga agli articoli 24 e 30, il sistema si applichi all'esportazione dei prodotti in questione, qualunque ne sia la destinazione. Questa applicazione ha luogo allora in base alle statistiche d'esportazione dello Stato ACP interessato.

Articolo 47. 1. Per gli Stati ACP elencati nell'articolo 155, paragrafo 3, lettere b) e c) :

- a) La percentuale fissata all'articolo 29 è del 2%
- b) La percentuale fissata all'articolo 37 è del 2%.

2. Nell'applicazione dell'articolo 24 si tiene conto delle particolari difficoltà incontrate da questi Stati ACP.

Capitolo 2. IMPEGNI SPECIALI CONCERNENTI LO ZUCCHERO

Articolo 48. 1. Conformemente all'articolo 25 della convenzione ACP-CEE di Lomé e al protocollo n° 3 allegato a quest'ultima, la Comunità si è impegnata, senza limiti di tempo, nonostante le altre disposizioni della presente convenzione, ad acquistare e ad importare a prezzi garantiti determinati quantitativi di zucchero di canna, greggio o bianco, originario degli Stati ACP produttori ed esportatori di zucchero di canna, che detti Stati si sono impegnati a fornirle.

2. Le condizioni di applicazione dell'articolo 25 della convenzione ACP-CEE di Lomé sono state fissate dal protocollo n° 3 di cui al paragrafo 1. Il testo di tale protocollo è allegato alla presente convenzione come protocollo n° 7.

3. L'articolo 12 della presente convenzione non si applica nel contesto di detto protocollo.

4. Ai fini dell'articolo 8 di detto protocollo, durante il periodo di applicazione della presente convenzione si può ricorrere alle istituzioni da essa create.

5. L'articolo 8, paragrafo 2, del suddetto protocollo si applica qualora la presente convenzione cessi di avere effetto.

6. Le dichiarazioni riportate negli allegati XIII, XXI e XXII dell'atto finale della convenzione ACP-CEE di Lomé sono confermate e il loro contenuto rimane in applicazione. Esse sono allegate in quanto tali alla presente convenzione.

7. Il presente articolo ed il protocollo n° 3 di cui al paragrafo 1 non si applicano alle relazioni tra gli Stati ACP ed i dipartimenti francesi d'oltremare.

TITOLO III. PRODOTTI MINERARI

Capitolo 1. AIUTI A PROGETTI E PROGRAMMI

Articolo 49. Per contribuire alla creazione di basi più solide per lo sviluppo degli Stati ACP la cui economia dipende in misura considerevole dal settore minerario, e specialmente per aiutare questi ultimi a far fronte alla degradazione delle loro capacità di esportazione di prodotti minerari nella Comunità, nonché alla conseguente perdita dei proventi da esportazione, viene istituito un sistema per aiutare questi Stati nello sforzo che essi compiono per ovviare alle conseguenze nefaste che esercitano sui loro redditi i gravi turbamenti temporanei del settore minerario indipendenti dalla volontà degli Stati ACP interessati.

Articolo 50. 1. Il sistema previsto all'articolo 49 si applica ai seguenti prodotti :

- Rame, compresa la produzione di cobalto ad esso connessa
- Fosfati
- Manganese
- Bauxite ed allumina
- Stagno
- Pirite di ferro arrostita e minerale di ferro agglomerato o meno (comprese le graniglie), escludendo durante il periodo di cui all'articolo 25, paragrafo 2, i casi contemplati in detto articolo.

2. Se entro un minimo di dodici mesi dopo l'entrata in vigore della presente convenzione uno o più prodotti non riportati in questo elenco, ma dai quali dipende in ampia misura l'economia di uno o più Stati ACP, risentono di serie perturbazioni, il Consiglio dei Ministri si pronuncerà in merito all'inclusione di questo prodotto, entro un massimo di sei mesi dopo la presentazione di domanda in tal senso da parte dello Stato ACP interessato.

Articolo 51. 1. Ai fini precisati all'articolo 49, e per tutta la durata di applicazione della presente convenzione, viene istituito uno speciale sistema di finanziamento al quale la Comunità destina l'importo globale di 280 milioni di UCE destinato a coprire il complesso dei suoi impegni nel quadro del sistema stesso :

- a) L'importo è gestito dalla Commissione;
- b) Questo importo globale è diviso in un numero di frazioni annue di pari entità corrispondente al numero di anni di applicazione. In ciascun anno, salvo l'ultimo, il Consiglio dei Ministri, basandosi su una relazione che gli sarà presentata dalla Commissione, può autorizzare, se necessario, l'utilizzazione anticipata di un massimo del 50% della frazione fissata per l'anno successivo;
- c) Qualsiasi rimanenza esistente alla fine di ciascun anno di applicazione della presente convenzione, ad eccezione dell'ultimo, viene riportata di diritto all'anno successivo;
- d) In caso di insufficienza delle risorse per un dato anno di applicazione, gli importi dovuti sono ridotti in conseguenza;
- e) Le risorse disponibili a titolo di ciascun anno di applicazione sono costituite dal complesso degli elementi sotto elencati :
 - La frazione annua, ridotta degli importi eventualmente utilizzati a normal del punto 2;
 - Gli stanziamenti riportati in applicazione del punto 3.

2. Prima della scadenza del periodo di cui all'articolo 188, il Consiglio dei Ministri decide in merito alla destinazione di eventuali rimanenze dell'importo globale fissato dal presente articolo.

Articolo 52. 1. La possibilità di ricorso ai mezzi di finanziamento del sistema speciale di cui all'articolo 51 viene aperta a favore dei paesi che si trovano nelle condizioni necessarie a norma dell'articolo 53 quando, per un prodotto contemplato dall'articolo 50 ed esportato nella Comunità, viene constatata la possibilità che nei mesi successivi si verifichi una riduzione sostanziale delle loro capacità di produzione o di esportazione, oppure dei loro proventi da esportazione, in misura tale da incidere seriamente sulla politica di sviluppo dello Stato ACP interessato compromettendo gravemente la redditività di una produzione peraltro sana ed economica, impedendo così il normale rinnovo o il mantenimento dell'apparato produttivo ovvero il ripristino o il mantenimento della capacità di esportazione.

2. La predetta possibilità di ricorso è aperta anche quando si verifica oppure è prevista una sostanziale riduzione della capacità di produzione o di esportazione in seguito a seri e fortuiti incidenti o difficoltà tecniche oppure di gravi eventi politici interni od esterni.

3. Una flessione del 10% costituisce una riduzione sostanziale delle capacità di produzione o di esportazione.

Articolo 53. 1. Uno Stato ACP il quale nel quadriennio precedente ha realizzato in generale almeno il 15% dei suoi proventi dall'esportazione di un prodotto contemplato dall'articolo 50 può chiedere di beneficiare di un intervento finanziario nell'ambito delle risorse destinate al sistema speciale di finanziamento qualora siano soddisfatte le condizioni stabilite all'articolo 52.

2. Nondimeno, per gli Stati di cui all'articolo 155, paragrafo 3, il tasso di cui al comma precedente sarà pari a 10%.

3. La domanda di intervento è indirizzata alla Commissione, che l'esamina congiuntamente con lo Stato ACP interessato. L'osservanza delle condizioni viene constatata di comune accordo dalla Comunità e dallo Stato ACP. Il relativo verbale notificato dalla Commissione allo Stato ACP conferisce a quest'ultimo il diritto all'intervento della Comunità mediante ricorso al sistema speciale di finanziamento.

Articolo 54. 1. L'intervento di cui all'articolo 53 è orientato verso gli obiettivi definiti all'articolo 49.

2. L'importo di questo intervento destinato a finanziare progetti o programmi viene fissato dalla Commissione a seconda delle disponibilità di fondi del sistema speciale di finanziamento, della natura dei progetti o programmi proposti dallo Stato ACP interessato e delle possibilità di cofinanziamento. Per fissare questo importo, si tiene conto dell'entità della riduzione delle capacità di produzione e di esportazione nonché delle corrispondenti perdite subite dagli Stati ACP, quali sono individuate all'articolo 52.

3. Un solo Stato ACP non può in nessun caso beneficiare di più del 50% dei fondi disponibili come frazione annua.

4. Le procedure da applicare all'assistenza nelle succitate circostanze e le modalità di esecuzione sono quelle fissate nel titolo VII; esso tengono conto della necessità di una rapida attuazione dell'intervento.

Articolo 55. 1. Per consentire l'attuazione di misure conservative atte a limitare la degradazione dell'apparato produttivo durante l'istruzione o l'esecuzione di questi progetti o programmi, la Comunità può concedere un anticipo allo Stato ACP che ne faccia richiesta. Questa possibilità non esclude il ricorso dello Stato ACP al beneficio degli aiuti d'urgenza di cui all'articolo 137.

2. Poiché l'anticipo viene concesso a titolo di prefinanziamento dei progetti o programmi che esso precede o prepara, il suo importo viene fissato in funzione dell'importanza e della natura dei progetti o programmi stessi.

3. L'anticipo è dato sotto forma di forniture, di prestazioni di servizi o di versamenti in contanti, se quest'ultima modalità è ritenuta più adeguata.

4. Esso viene incorporato nell'importo degli interventi della Comunità in forma di progetti o di programmi al momento della firma dell'accordo di finanziamento relativo agli interventi stessi.

Articolo 56. Gli aiuti concessi mediante il ricorso al sistema speciale di finanziamento sono rimborsati con le stesse modalità e alle stesse condizioni dei prestiti speciali, tenendo conto delle disposizioni decise a favore degli Stati di cui all'articolo 155, paragrafo 3.

Capitolo 2. SVILUPPO DEL POTENZIALE MINERARIO ED ENERGETICO DEGLI STATI ACP

Articolo 57. La Comunità è disposta a fornire la propria assistenza tecnica e finanziaria per aiutare lo sfruttamento del potenziale minerario ed energetico degli Stati ACP secondo le modalità specifiche di ciascuno degli strumenti di cui essa dispone ed in conformità della presente convenzione.

Articolo 58. Su richiesta di uno o più Stati ACP la Comunità intraprenderà azioni di assistenza tecnica intese a rafforzare la loro capacità scientifica e tecnica nei settori geologico e minerario per consentir loro di sfruttare meglio le conoscenze disponibili e di orientare di conseguenza i loro programmi di ricerca e di esplorazione.

Se del caso, la Comunità darà inoltre la propria assistenza tecnica e finanziaria per la creazione negli Stati ACP di fondi di esplorazione nazionali o regionali.

Nel settore delle ricerche e degli investimenti preparatori all'avviamento dei progetti minerari ed energetici, la Comunità può intervenire con capitali di rischio, anche congiuntamente con apporti di capitali degli Stati ACP interessati ed altre fonti di finanziamento secondo le modalità fissate all'articolo 105.

Articolo 59. La Banca Europea per gli Investimenti, in appresso denominata Banca, può, in conformità del proprio statuto, impegnare caso per caso le sue risorse proprie oltre l'importo fissato all'articolo 95 in progetti di investimenti minerari ed energetici di cui sia riconosciuto il reciproco interesse da parte dello Stato ACP interessato e della Comunità.

TITOLO IV. INVESTIMENTI

Articolo 60. La Comunità e gli Stati membri si adoperano a mettere in atto misure di incitamento per i loro operatori economici affinché partecipino agli sforzi di sviluppo industriale degli Stati ACP ed incoraggiano detti operatori a conformarsi agli obiettivi ed alle priorità di sviluppo nonché alle relative leggi e regolamenti degli Stati ACP stessi.

Articolo 61. Ciascuno Stato ACP farà quanto necessario per promuovere, nell'ambito di questo titolo, un'efficace cooperazione con la Comunità e con gli Stati membri o con gli operatori economici o cittadini degli Stati membri che si conformano agli obiettivi ed alle priorità di sviluppo dello Stato ACP in cui sono stabiliti.

Articolo 62. Ciascuno Stato ACP farà in modo da indicare più chiaramente possibile i suoi settori di priorità per la cooperazione industriale e la forma nella quale gradirebbe che tale cooperazione si concretasse.

Articolo 63. Le parti contraenti riconoscono l'importanza degli investimenti per la promozione della loro cooperazione allo sviluppo ed affermano in proposito la necessità di azioni atte a promuovere tali investimenti nei settori di reciproco interesse.

Articolo 64. Le parti contraenti convengono che il trattamento degli investimenti effettuati da Stati membri negli Stati ACP sia retto dalle disposizioni della dichiarazione comune contenuta nell'allegato IX dell'atto finale.

TITOLO V. COOPERAZIONE INDUSTRIALE

Articolo 65. La Comunità e gli Stati ACP, riconoscendo l'imperiosa necessità di promuovere lo sviluppo industriale di questi ultimi, convengono di prendere tutti i provvedimenti necessari per realizzare un'efficace cooperazione industriale.

Articolo 66. La cooperazione industriale tra la Comunità e gli Stati ACP si propone i seguenti obiettivi :

- a) Promuovere tra la Comunità e gli Stati ACP nuove relazioni di complementarità dinamica nel settore industriale, specialmente instaurando nuovi legami industriali e commerciali tra le industrie della Comunità e quelle degli Stati ACP;
- b) Promuovere lo sviluppo e la diversificazione di tutti i tipi di industrie degli Stati ACP e, a tal fine, favorire la cooperazione a livello sia regionale sia inter-regionale;
- c) Promuovere la creazione di industrie di integrazione atte a favorire i collegamenti fra vari settori industriali degli Stati ACP in modo da fornire a questi Stati la base essenziale per lo sviluppo della loro tecnologia;
- d) Favorire la complementarità tra l'industria e gli altri settori dell'economia, con particolare riguardo all'agricoltura, sviluppando industrie connesse con l'agricoltura, in modo da rallentare l'esodo rurale, stimolare la produzione alimentare e le altre attività di produzione e promuovere la creazione di altre industrie basate sulle risorse naturali;
- e) Facilitare il trasferimento della tecnologia e promuovere il suo adattamento alle condizioni ed alle esigenze specifiche degli Stati ACP, assistere questi ultimi nel precisare, valutare e selezionare le tecnologie necessarie al loro sviluppo, nonché nei loro sforzi per aumentare le loro capacità in fatto di ricerca applicata e la formazione di specialisti industriali a tutti i livelli;
- f) Promuovere la partecipazione dei cittadini degli Stati ACP a tutti i tipi di attività industriali che si stanno sviluppando nei loro paesi;
- g) Contribuire per quanto possibile a creare posti di lavoro per i cittadini degli Stati ACP, a rifornire mercati nazionali ed esteri e a procurare a questi Stati proventi in valuta estera;
- h) Facilitare lo sviluppo industriale generale degli Stati ACP, in particolare la loro produzione di manufatti, tenendo nel debito conto le loro specifiche esigenze nella formulazione di politiche volte ad adattare le strutture industriali della Comunità all'evoluzione che si registra a livello mondiale;
- i) Incoraggiare negli Stati ACP la creazione di imprese industriali comuni ACP/CEE;
- j) Incoraggiare e promuovere negli Stati ACP lo stabilimento ed il rafforzamento di associazioni industriali e commerciali che contribuiscano allo sfruttamento integrale delle risorse interne di questi Stati allo scopo di sviluppare le industrie nazionali;
- k) Assistere negli Stati ACP la creazione ed il funzionamento di istituzioni destinate a fornire servizi all'industria sul piano regolamentare e consultivo;
- l) Rafforzare gli istituti di finanziamento esistenti e creare le condizioni favorevoli ai prestiti in capitali per stimolare l'espansione e lo sviluppo delle indus-

trie degli Stati ACP, ivi compresa la promozione delle piccole e medie industrie di base, rurali ed a largo impiego di manodopera.

Articolo 67. Per consentire il raggiungimento degli obiettivi enunciati all'articolo 66, la Comunità contribuisce, con tutti i mezzi offerti dalla presente convenzione, all'attuazione di programmi, progetti ed azioni che le saranno presentati su iniziativa o con l'accordo degli Stati ACP nei settori della formazione industriale, delle piccole e medie imprese industriali, della trasformazione sul posto delle materie prime degli Stati ACP, della cooperazione in materia di tecnologia, delle infrastrutture industriali, della promozione commerciale, della cooperazione nei settori dell'energia e dell'informazione e della promozione industriali.

Articolo 68. La Comunità fornisce, con tutti i mezzi di cui dispone nel quadro della cooperazione finanziaria e tecnica, l'assistenza necessaria nel settore della formazione industriale compresa la formazione in rapporto con gli investimenti industriali, specialmente della Comunità e dei suoi Stati membri, per consentire agli Stati membri di acquisire, sviluppare ed adattare le competenze tecnologiche essenziali per la loro espansione industriale ed il miglioramento della qualità di vita delle loro popolazioni.

A questo fine la Comunità fornisce, in base alle richieste trasmesse dagli Stati ACP, un'efficace assistenza nella valutazione dei bisogni e nella realizzazione di azioni appropriate quali :

- a) Insediamento di cittadini degli Stati ACP in istituzioni tecniche ed in altri adeguati istituti di istruzione superiore;
- b) Creazione e funzionamento a livello nazionale o regionale di istituti o di centri di formazione e di ricerca degli Stati ACP;
- c) Messa a punto ed applicazione di programmi che comprendano una formazione industriale specializzata per i cittadini degli Stati ACP a tutti i livelli, ed organizzazione di corsi di formazione pratica nonché di distacchi presso imprese ed industrie, tanto della Comunità quanto degli Stati ACP;
- d) Definizione e promozione di attività volte al consolidamento delle appropriate tecnologie nazionali nonché all'acquisizione di adeguate tecnologie straniere, con particolare riguardo a quelle di altri paesi in via di sviluppo;
- e) Promozione degli scambi e delle altre forme di collaborazione tra le università e gli istituti specializzati della Comunità e degli Stati ACP.

Articolo 69. La Comunità contribuisce all'insediamento ed allo sviluppo di tutti i tipi di piccole e medie imprese industriali che gli Stati ACP considerano importanti per i loro obiettivi di sviluppo, mediante iniziative di cooperazione finanziaria e tecnica adeguate alle esigenze specifiche di queste imprese in detti Stati ed incoraggiando, per mezzo di appropriati incentivi, il trasferimento di adeguate risorse in provenienza dalle imprese private della Comunità, specialmente per il tramite di imprese comuni, tra le piccole e medie imprese industriali della Comunità e degli Stati ACP. Queste azioni comprendono in particolare :

- 1) La valutazione del potenziale di sviluppo del settore delle piccole e medie imprese industriali;
- 2) La creazione ed il rafforzamento di istituti d'informazione, di promozione, di consultazione, di controllo e di credito, nonché dei mezzi per promuovere la commercializzazione esterna ed interna;

- 3) La creazione di infrastrutture adeguate e di parchi industriali;
- 4) L'organizzazione di una formazione di base e di perfezionamento;
- 5) La creazione di strutture adeguate volte ad appropriati trasferimenti, adeguamenti ed innovazioni in materia tecnologica;
- 6) L'individuazione delle possibilità di subappalto e partecipazione al loro concretamento;
- 7) Il finanziamento di azioni per le piccole e medie imprese industriali.

Articolo 70. Nel quadro della cooperazione globale per lo sviluppo industriale, particolare attenzione merita la trasformazione interna delle materie prime degli Stati ACP, in modo da dare alle materie prime trasformate una parte equa e più importante tanto nella produzione quanto nelle esportazioni di questi Stati. In questo contesto sarà tenuto conto, se del caso, delle specifiche esigenze settoriali prestando la necessaria attenzione al settore dell'industria alimentare. La Comunità contribuisce con i vari mezzi della cooperazione finanziaria e tecnica a quanto segue :

- 1) Promozione, sviluppo e finanziamento delle industrie di trasformazione degli Stati ACP;
- 2) Studi di fattibilità;
- 3) Valutazione delle possibilità di trasformazione e comunicazione di informazioni sulle tecnologie di trasformazione;
- 4) Promozione, nella Comunità e in altri mercati, delle esportazioni di prodotti trasformati degli Stati ACP.

Articolo 71. Per aiutare gli Stati ACP a rafforzare la loro capacità interna di sviluppo scientifico e tecnologico, e per facilitare loro l'acquisizione, il trasferimento e l'adattamento della tecnologia a condizioni tali da massimizzare i benefici e minimizzare i costi, la Comunità è disposta, facendo ricorso agli strumenti di cooperazione finanziaria e tecnica, a contribuire in particolare a quanto segue :

- a) Creare e rafforzare negli Stati ACP le strutture scientifiche e tecniche connesse con l'industria;
- b) Definire ed attuare programmi di ricerca e di sviluppo;
- c) Individuare e creare possibilità di collaborazione tra istituti di ricerca, istituti di istruzione superiore ed imprese degli Stati ACP, della Comunità, degli Stati membri e di altri paesi;
- d) Individuare, valutare ed assimilare la tecnologia, ivi compresa la negoziazione, a condizioni favorevoli, di tecnologie, brevetti ed altre proprietà industriali straniere, specialmente mediante finanziamento e/o altri adeguati accordi con imprese ed istituti all'interno della Comunità;
- e) Fornire agli Stati ACP strutture di consultazione per l'elaborazione di regolamentazioni che disciplinino il trasferimento di tecnologie e la trasmissione dei dati disponibili, specialmente in materia di termini e condizioni dei contratti nel settore tecnologico, tipi e fonti di tecnologia ed esperienza degli Stati ACP e degli altri paesi in fatto di utilizzazione di talune tecnologie;
- f) Promuovere la cooperazione tecnologica fra gli Stati ACP nonché fra questi ultimi ed altri paesi in via di sviluppo, per trarre il maggior vantaggio da tutte

le possibilità scientifiche e tecniche particolarmente adeguate che questi Stati detenessero.

Articolo 72. La Comunità contribuisce con tutti i mezzi di cui dispone nel quadro della cooperazione finanziaria e tecnica a creare ed ampliare negli Stati ACP le infrastrutture necessarie allo sviluppo industriale, specialmente nei settori dei trasporti e delle comunicazioni, dell'energia, della ricerca e dell'adeguamento tecnologico, della formazione industriale e dell'insediamento di industrie.

Articolo 73. 1. La Comunità contribuisce a creare ed ampliare negli Stati ACP imprese che operino in particolare nei settori sottoindicati :

- a) Industrie di integrazione atte a creare legami fra i vari settori dell'economia;
- b) Industrie di trasformazione delle risorse naturali degli Stati ACP;
- c) Industrie connesse con lo sviluppo dell'agricoltura e con la promozione della produzione agricola;
- d) Qualsiasi altro tipo di produzione atto ad aumentare il valore aggiunto localmente, ad esercitare benefici influssi sull'occupazione o sulla bilancia commerciale, a facilitare la diversificazione o l'equilibrio regionale dell'industria o favorire la cooperazione industriale o interregionale.

2. Il finanziamento da parte della Comunità è effettuato in via prioritaria mediante prestiti della Banca e con capitali di rischio, che sono i modi di finanziamento specifici per le imprese industriali. Le modalità per l'impiego dei capitali di rischio sono definite al titolo VII e sono adattate alle specifiche difficoltà del finanziamento delle imprese industriali negli Stati ACP.

Articolo 74. Per consentire agli Stati ACP di trarre pieno profitto dal regime degli scambi e dalle altre disposizioni della presente convenzione, si darà corso ad azioni di promozione commerciale per favorire la commercializzazione dei prodotti industriali degli Stati ACP tanto sul mercato della Comunità quanto sugli altri mercati esteri, anche per stimolare e sviluppare il commercio dei prodotti industriali fra gli Stati ACP, conformemente all'articolo 93.

Articolo 75. I programmi, progetti ed azioni di cooperazione industriale che comportano un finanziamento comunitario si attuano conformemente al titolo VII, tenendo conto delle caratteristiche specifiche degli interventi nel settore industriale.

Articolo 76. 1. La Comunità e gli Stati ACP riconoscono i reciproci vantaggi della cooperazione nel settore dell'energia. Al fine di sviluppare il potenziale energetico, tradizionale o meno, e l'autosufficienza degli Stati ACP, la Comunità darà il suo aiuto in particolare alle seguenti attività :

- a) Preparazione di inventari delle risorse e della domanda di energia, prestando sufficiente attenzione alla domanda di energia non commerciale;
- b) Attuazione di strategie alternative in materia di energia in programmi e progetti che terranno specialmente conto dell'esperienza degli Stati ACP e che riguarderanno in particolare le fonti di energia eolica, solare, geotermica ed idraulica;
- c) Sviluppo di un potenziale d'investimento per l'esplorazione ed il potenziamento di fonti di energia nazionali e regionali, nonché per la realizzazione di aree di produzione energetica eccezionale che consentano l'insediamento di industrie ad alta intensità di energia;

- d) Rafforzamento della gestione e del controllo degli Stati ACP sulle loro risorse di energia conformemente ai loro obiettivi di sviluppo con tutti i mezzi previsti dalla presente convenzione;
- e) Compilazione di un programma di energia rurale che riservi particolare attenzione alle tecnologie energetiche rurali e alla pianificazione energetica rurale rispondente ad esigenze essenziali;
- f) Promozione della ricerca, dell'adeguamento e della diffusione della tecnologia appropriata nonché della formazione necessaria per soddisfare il fabbisogno di manodopera nel settore dell'energia;
- g) Produzione negli Stati ACP delle attrezzature necessarie per la produzione e per la distribuzione dell'energia nonché per l'applicazione delle tecniche volte ad economizzare energia;
- h) Attuazione di misure che consentano di ridurre al minimo gli effetti negativi della produzione energetica sull'ambiente e di promuovere i progetti positivi per la tutela di detto ambiente;
- i) Conservazione delle risorse di energia presenti e future degli Stati ACP, siano esse tradizionali o no.

2. I programmi, progetti ed azioni di cooperazione del settore dell'energia che richiedano un finanziamento comunitario vengono attuati conformemente al titolo VII.

Per quanto riguarda i progetti pilota e di ricerca nonché di esplorazione e di sviluppo che presentano un reciproco interesse, le risorse previste dal titolo VII possono essere completate da :

- a) Altre risorse finanziarie e tecniche della Comunità;
- b) Azioni volte a mobilitare capitali pubblici e privati con speciale riguardo al cofinanziamento.

Articolo 77. 1. Vengono intraprese attività d'informazione e di promozione industriali per attuare ed intensificare tra la Comunità e gli Stati ACP il regolare scambio di informazioni ed i contatti necessari nel settore industriale.

2. Queste attività d'informazione e di promozione industriale possono in particolare avere come oggetto :

- a) Riunire e diffondere tutte le informazioni utili sull'evoluzione delle politiche industriali nella Comunità, negli Stati ACP ed a livello mondiale, e sulle condizioni e possibilità di sviluppo industriale degli Stati ACP;
- b) Organizzare, su richiesta della Comunità o degli Stati ACP, incontri da dedicare all'esame degli argomenti indicati in a);
- c) Organizzare e facilitare qualsiasi altra forma di contatti e di incontri tra responsabili delle politiche industriali, promotori ed operatori economici della Comunità e degli Stati ACP;
- d) Effettuare studi e valutazioni volti a mettere in evidenza le possibilità concrete di cooperazione industriale con la Comunità, al fine di promuovere lo sviluppo industriale degli Stati ACP e facilitare l'esecuzione di queste azioni;
- e) Contribuire, mediante appropriate azioni di cooperazione tecnica, alla creazione, all'avviamento ed al funzionamento di organismi di promozione industriale degli Stati ACP;

f) Facilitare l'accesso alla documentazione ed alle altre fonti di dati disponibili nella Comunità e la loro utilizzazione.

Articolo 78. 1. Un Comitato per la cooperazione industriale, posto sotto il controllo del Comitato degli Ambasciatori è incaricato di quanto segue :

- a) Passare in rassegna i progressi registrati nell'attuazione del programma globale di cooperazione industriale risultante dalla presente convenzione e, se necessario, presentare raccomandazioni al Comitato degli Ambasciatori;
- b) Studiare i problemi e le questioni di politica di cooperazione industriale che gli vengono presentati dagli Stati ACP o dalla Comunità, ed intraprendere, se necessario, la valutazione di queste materie allo scopo di suggerire adeguate soluzioni;
- c) Organizzare, su richiesta della Comunità o degli Stati ACP, un esame delle tendenze delle politiche industriali degli Stati ACP e degli Stati membri, nonché degli sviluppi della situazione industriale mondiale, al fine di scambiare le informazioni necessarie per migliorare la cooperazione industriale e facilitare lo sviluppo industriale degli Stati ACP;
- d) Orientare, sorvegliare e controllare le attività del Centro per lo sviluppo industriale di cui all'articolo 79 e riferirne al Comitato degli Ambasciatori e, per suo tramite, al Consiglio dei Ministri;
- e) Espletare tutti gli altri compiti che gli saranno affidati dal Comitato degli Ambasciatori.

2. La composizione e le modalità di funzionamento del Comitato per la cooperazione industriale sono decise dal Consiglio dei Ministri.

Articolo 79. Il Centro per lo sviluppo industriale, istituito a norma dell'articolo 36 della convenzione ACP/CEE di Lomé, contribuisce, nel quadro delle disposizioni e dei principi enunciati nel presente titolo, alla creazione ed al rafforzamento di imprese industriali degli Stati ACP, specialmente incoraggiando le iniziative degli operatori economici della Comunità e degli Stati ACP.

Quale pratico strumento operativo, il Centro assiste a questo scopo la promozione di progetti industriali vitali che rispondono alle esigenze degli Stati ACP e tiene in particolare conto il livello delle possibilità dei mercati interni ed esterni, la trasformazione delle materie prime e l'utilizzazione dei materiali locali per l'industria manifatturiera. Queste attività vengono intraprese in stretta cooperazione con gli Stati ACP, gli Stati membri nonché la Commissione e la Banca, nel quadro dei rispettivi poteri.

Nel suo programma di promozione industriale, viene riservata speciale attenzione all'individuazione ed allo sfruttamento delle possibilità di imprese comuni e di subappalto nonché delle potenzialità delle piccole e medie imprese industriali. Sarà anche riservata la debita attenzione allo sviluppo ed al consolidamento dei progetti industriali regionali.

Nel suo sforzo a favore della creazione e del rafforzamento di imprese industriali negli Stati ACP, il Centro adotta le misure adeguate, entro i limiti delle proprie risorse e funzioni, nel settore del trasferimento e dello sviluppo della tecnologia, della formazione e dell'informazione industriali.

Articolo 80. 1. Per il conseguimento dei propri obiettivi, il Centro è incaricato :

- a) Di raccogliere e diffondere tutte le informazioni utili sulle condizioni e possibilità di cooperazione industriale, organizzare e facilitare qualsiasi forma di

contatti ed incontri tra responsabili delle politiche industriali, promotori ed operatori economici e finanziari della Comunità e degli Stati ACP;

- b) Di fornire informazioni nonché strutture specifiche di consultazione e di valutazione, ivi compresi gli studi di fattibilità, allo scopo di accelerare la creazione delle imprese industriali necessarie agli Stati ACP, e garantire la vitalità delle imprese esistenti; il Centro presta assistenza, se è necessario, anche nella fase di attuazione;
- c) Di individuare e valutare, in base al fabbisogno indicato dagli Stati ACP, le possibilità di formazione industriale che risponda alle esigenze delle imprese industriali già esistenti o da creare negli Stati ACP, tenendo conto delle varie facilitazioni esistenti per la condotta ed il finanziamento di dette azioni di formazione e, se necessario, partecipare alla loro attuazione;
- d) Di individuare, valutare e fornire informazioni e pareri in materia di acquisizione, adattamento e sviluppo di un'adeguata tecnologia industriale, ivi comprese le infrastrutture tecnologiche, relativa a progetti concreti che interessano gli Stati ACP;
- e) Di individuare e fornire informazioni, se necessario, sulle possibili fonti di finanziamento.

2. Nell'espletamento delle sue funzioni il Centro riserva la sua attenzione ai problemi specifici degli Stati ACP meno sviluppati, senza sbocco sul mare o insulari.

Articolo 81. 1. Il Comitato per la cooperazione industriale è l'autorità incaricata di sorvegliare il Centro.

2. Il Centro è diretto da un direttore assistito da un vicedirettore, entrambi nominati dal Comitato. Il Comitato adotta le disposizioni che si applicano al personale del Centro.

3. Un Consiglio consultivo è incaricato di consigliare ed assistere il Centro nella programmazione e nello sviluppo delle sue attività industriali. Esso viene eventualmente consultato dal direttore su tutte le operazioni in programma e su tutti gli importanti problemi derivanti dalle attività del Centro. Esso può anche, di propria iniziativa, fare qualsiasi suggerimento o sottoporre al direttore qualsiasi problema ritenga utile studiare. Esso formula un parere sul programma annuale di lavoro, sul bilancio e sulla relazione generale.

4. Il Consiglio consultivo del Centro è composto da persone fornite di grande esperienza nel settore industriale ed in particolare nel settore manifatturiero. Esse sono scelte su base personale tenendo conto delle loro qualifiche, fra i cittadini degli Stati parti della presente convenzione, e sono nominate dal Comitato alle condizioni da quest'ultimo definite.

5. Il bilancio del Centro, corredato del parere del Consiglio consultivo, viene esaminato ed approvato dal Comitato. Quest'ultimo approva il regolamento finanziario del Centro. La Comunità contribuisce al finanziamento di questo bilancio mediante una dotazione a parte, fino a un massimo di 25 milioni di UCE, prelevata sugli importi di cui all'articolo 133 riservati per il finanziamento dei progetti di cooperazione regionale.

6. Due commissari ai conti verificano la gestione finanziaria del Centro.

7. Lo statuto ed il regolamento interno del Centro sono adottati dal Consiglio dei Ministri su proposta del Comitato degli Ambasciatori, dopo l'entrata in vigore della presente convenzione.

Articolo 82. Nel quadro dell'applicazione del presente titolo, la Comunità andrà incontro alle esigenze ed ai problemi specifici degli Stati ACP meno sviluppati, senza sbocco sul mare ed insulari, in armonia con le priorità fissate da tali Stati, specialmente per la trasformazione delle loro materie prime, lo sviluppo, il trasferimento e l'adeguamento della tecnologia, lo sviluppo delle piccole e medie imprese industriali, lo sviluppo della loro infrastruttura e delle loro risorse minerarie ed energetiche, ed una adeguata formazione nei settori scientifico, tecnologico e tecnico.

TITOLO VI. COOPERAZIONE AGRICOLA

Articolo 83. 1. La cooperazione agricola tra la Comunità e gli Stati ACP deve avere come obiettivo essenziale l'assistenza a questi ultimi nello sforzo che compiono per risolvere i problemi relativi allo sviluppo rurale e al miglioramento ed all'incremento della produzione agricola destinata al consumo interno ed all'esportazione, nonché i problemi che essi possono incontrare in materia di sicurezza degli approvvigionamenti alimentari delle rispettive popolazioni.

2. A questo scopo, la cooperazione nel settore dello sviluppo rurale contribuisce, all'interno degli obiettivi generali della cooperazione finanziaria e tecnica, in particolare a quanto segue :

- a) Miglioramento delle condizioni di vita delle popolazioni rurali, specialmente con l'aumento dei redditi e la creazione di posti di lavoro, in genere mediante l'aumento della produzione agricola;
- b) Rafforzamento della sicurezza degli approvvigionamenti alimentari degli Stati ACP, e soddisfacimento del fabbisogno nutrizionale delle loro popolazioni, grazie tra l'altro al miglioramento quantitativo e qualitativo della produzione alimentare;
- c) Miglioramento della produttività delle attività rurali e loro diversificazione, specialmente col trasferimento di idonee tecnologie e con un razionale sfruttamento delle risorse vegetali ed animali, tenendo presenti le esigenze di protezione dell'ambiente;
- d) Valorizzazione sul posto delle produzioni agricole, in particolare mediante trasformazione dei prodotti di origine vegetale ed animale in questi paesi;
- e) Sviluppo socio-culturale della comunità rurale, tra l'altro mediante azioni integrate nel settore della sanità e dell'istruzione;
- f) Aumento della capacità delle popolazioni a provvedere al proprio sviluppo, in particolare migliorando la loro conoscenza dell'ambiente tecnico ed economico.

Articolo 84. Per contribuire al conseguimento degli obiettivi enunciati all'articolo 83, le azioni di cooperazione nel settore dello sviluppo rurale comprendono tra l'altro :

- a) Progetti di sviluppo rurale integrato che interessano in particolare le aziende familiari rurali e le cooperative, favorendo inoltre le attività artigianali e commerciali nell'ambiente rurale;

- b) Lavori di sistemazione idro-agricola di vario tipo sfruttando le risorse idriche disponibili : microprogetti di idraulica di villaggio, regimentazione dei corsi d'acqua e sistemazione dei comprensori con controllo totale o parziale delle acque;
- c) Interventi nel settore della protezione delle colture, della conservazione e del magazzinaggio dei raccolti, nonché della commercializzazione dei prodotti agricoli al fine di concretare condizioni tali da incitare gli agricoltori alla produzione;
- d) Creazione di unità agro-industriali che combinino la produzione agricola primaria, la sua trasformazione, il suo condizionamento e la commercializzazione del prodotto finito;
- e) Interventi nel settore dell'allevamento : protezione, sfruttamento e miglioramento del patrimonio zootecnico, valorizzazione dei prodotti;
- f) Interventi nel settore della pesca e della piscicoltura : sfruttamento delle risorse naturali e sviluppo di nuove produzioni, conservazione e commercializzazione dei prodotti;
- g) Sfruttamento e sviluppo delle risorse forestali a fini di produzione o di protezione dell'ambiente;
- h) Attuazione di misure per migliorare le condizioni di vita nell'ambiente rurale, quali infrastrutture sociali, adduzione di acqua potabile, reti di comunicazione ecc.;
- i) Interventi nel settore della ricerca agraria e zootecnica applicata che possano rivelarsi necessari preventivamente oppure nel corso dell'azione di cooperazione agricola;
- j) Interventi nel settore della formazione a tutti i livelli dei dirigenti nazionali destinati ad assumere responsabilità di concezione, attuazione e gestione delle operazioni di sviluppo rurale, nonché nel settore della ricerca agraria e zootecnica applicata.

Articolo 85. Le azioni di cooperazione nel settore rurale, quali definite all'articolo 84, si inscrivono nella politica di sviluppo degli Stati ACP secondo le opzioni e priorità che questi Stati devono definire. I mezzi finanziari e tecnici predisposti dalla Comunità, necessari alla loro realizzazione ed iscritti nei programmi indicativi, si aggiungono ai mezzi propri degli Stati ACP e sono impiegati conformemente alle disposizioni del titolo VII.

Articolo 86. Per l'attuazione delle azioni di cooperazione di cui all'articolo 84, ed allo scopo di migliorare l'efficienza dei vari servizi degli Stati ACP che trattano dello sviluppo rurale, tanto nazionali quanto interstatali, detti Stati possono ricorrere ad una assistenza tecnica sotto forma di singoli esperti o di gruppi di consulenti tra l'altro per i seguenti compiti :

- Formulazione delle politiche di sviluppo rurale;
- Individuazione ed elaborazione dei progetti in questo settore;
- Esecuzione, gestione e valutazione di questi progetti;
- Attività di ricerca applicata;
- Formazione di personale nazionale.

L'assistenza tecnica viene messa a disposizione nell'ambito di un mandato che definisce i suoi compiti e per una durata determinata conformemente alle disposizioni del titolo VII. Le azioni di assistenza devono iscriversi nei programmi indicativi nazionali o nei programmi regionali.

Articolo 87. 1. Per consentire agli Stati ACP di trarre maggior vantaggio dalle possibilità di azione e di cooperazione interstatali nel settore dello sviluppo rurale, la Comunità è disposta a contribuire, con stanziamenti destinati alla cooperazione regionale, ad iniziative inerenti a progetti di produzione, di ricerca o di formazione concepite ed attuate da due o più Stati ACP.

2. L'assistenza alla cooperazione in questo settore si concreta, in conformità delle disposizioni e procedure relative alla cooperazione regionale, appoggiandosi di preferenza ad organismi nazionali ed interstatali esistenti.

Articolo 88. 1. Viene istituito un Centro tecnico per la cooperazione agricola e rurale.

Il Centro è a disposizione delle autorità degli Stati ACP responsabili per lo sviluppo agricolo, per aiutarle ad ottenere un migliore accesso all'informazione, alla ricerca, alla formazione e alle innovazioni nel settore agricolo e rurale. Per le questioni di sua competenza, esso opera in stretto collegamento con le istituzioni e gli organi indicati nella presente convenzione o nelle dichiarazioni ad essa allegate.

2. Le funzioni del Centro sono le seguenti :

- a) Assicurare, segnatamente su richiesta degli Stati ACP, la diffusione di informazioni scientifiche e tecniche relative a particolari problemi di sviluppo agricolo sollevati da questi Stati;
- b) Orientare verso gli organismi qualificati a rispondervi le domande degli Stati ACP relative a tecniche specifiche o al loro adeguamento nel settore agricolo;
- c) Facilitare la messa a disposizione degli istituti di ricerca agraria degli Stati ACP delle pubblicazioni scientifiche in materia agricola nonché l'accesso alle banche dei dati;
- d) Facilitare la circolazione dell'informazione sulla programmazione della ricerca agronomica in funzione delle esigenze di sviluppo;
- e) Promuovere incontri fra ricercatori, pianificatori ed agenti di sviluppo, in modo da migliorare lo scambio di esperienze acquisite su argomenti concernenti determinate zone ecologiche e temi precisi;
- f) Stimolare lo scambio di informazioni e di risultati di lavori sul terreno tra gli organismi specializzati nei vari aspetti dell'agricoltura tropicale e della comunità rurale;
- g) Contribuire a facilitare l'adeguamento delle informazioni disponibili alle esigenze della divulgazione e dello sviluppo;
- h) Facilitare l'accesso dei formatori e divulgatori degli Stati ACP all'informazione necessaria per l'espletamento dei loro compiti;
- i) Orientare le domande di formazione specifica verso gli organismi competenti attualmente in funzione;
- j) In linea generale, contribuire a facilitare l'accesso degli Stati ACP ai risultati delle attività degli organismi nazionali, regionali ed internazionali, con parti-

colare riguardo a quelli situati nella Comunità e negli Stati ACP, competenti per le questioni tecniche in materia di sviluppo agricolo e rurale, con i quali esso si terrà in rapporto.

3. Per definire le soluzioni adeguate ai problemi incontrati dagli Stati ACP, allo scopo di migliorare specialmente il loro accesso all'informazione, alle innovazioni tecniche ed alla ricerca nel settore dello sviluppo rurale, il Centro organizza riunioni di delegati degli organismi degli Stati ACP e degli Stati membri specializzati nella ricerca agraria applicata, in particolare in materia di agricoltura tropicale e/o di problemi di sviluppo rurale, che sono stati riconosciuti dal Comitato degli Ambasciatori o dagli organi da quest'ultimo delegati.

4. a) Il Comitato degli Ambasciatori è l'autorità di tutela del Centro.

b) Il Centro è diretto da un direttore nominato dal Comitato degli Ambasciatori sin dall'entrata in vigore della presente convenzione.

c) Il direttore del Centro rende conto delle attività del Centro stesso al Comitato degli Ambasciatori.

d) Le modalità di funzionamento e la procedura relativa all'approvazione del bilancio del Centro sono decise dal Comitato degli Ambasciatori. Il bilancio del Centro è finanziato secondo le disposizioni in materia di cooperazione finanziaria e tecnica enunciate dalla convenzione. Il direttore del Centro sarà assistito da collaboratori assunti entro i limiti stabiliti dal bilancio adottato dal Comitato degli Ambasciatori.

Articolo 89. L'aiuto alimentare è una misura transitoria : l'obiettivo ultimo degli Stati ACO è di giungere all'autosufficienza della loro produzione alimentare.

La Comunità e gli Stati ACP cercheranno i mezzi per meglio combinare, per quanto possibile, le azioni di aiuto alimentare che fossero decise unilateralmente dalla Comunità a favore di uno Stato ACP conformemente alle norme e ai criteri di assegnazione specifici di questo tipo di aiuto, con azioni realizzate con i mezzi offerti dalla presente convenzione.

Articolo 90. Nell'attuazione delle disposizioni del presente titolo, viene concessa una speciale priorità ai problemi e difficoltà specifici degli Stati ACP meno sviluppati, particolarmente per quanto riguarda produzione, trasformazione, formazione, ricerca, trasporto, commercializzazione, condizionamento e creazione di infrastrutture di magazzinaggio.

TITOLO VII. COOPERAZIONE FINANZIARIA E TECNICA

Capitolo 1. DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 91. 1. Obiettivo della cooperazione finanziaria e tecnica è di promuovere lo sviluppo economico e sociale degli Stati ACP in base alle priorità definite da detti Stati, nel reciproco interesse delle parti.

2. Tale cooperazione è complementare e armonizzata agli sforzi degli Stati ACP. Essa verte sulla preparazione, sul finanziamento e sull'esecuzione dei progetti e programmi di azioni che contribuiscono allo sviluppo economico e sociale degli Stati ACP e la cui natura è adeguata al fabbisogno ed alle caratteristiche di ciascuno di detti Stati.

3. Essa deve aiutare gli Stati ACP meno sviluppati, senza sbocco sul mare ed insulari, a superare gli ostacoli specifici che frenano i loro sforzi di sviluppo.

4. Essa deve favorire la cooperazione regionale degli Stati ACP.

Articolo 92. 1. La cooperazione finanziaria e tecnica tiene conto della necessità di rispettare le condizioni particolari di ogni singolo Stato soprattutto per quel che riguarda la sua politica di sviluppo, le strategie da seguire, le priorità che si è prefissa, nonché le potenzialità ed i mezzi propri.

2. In questo contesto, i progetti e programmi devono contribuire al conseguimento totale o parziale dei seguenti risultati :

- a) Fornire agli Stati ACP i mezzi per migliorare e meglio controllare le condizioni del loro sviluppo economico e sociale;
- b) Contribuire ad un'espansione armoniosa e costante dell'economia degli Stati ACP, con l'aumento quantitativo e qualitativo della produzione ed il conseguente accrescimento del reddito nazionale, nonché la rettifica degli squilibri strutturali mediante la diversificazione e l'integrazione delle loro economie;
- c) Migliorare il tenore di vita delle popolazioni degli Stati ACP;
- d) Permettere agli Stati ACP che devono far fronte a gravi difficoltà economiche e sociali, di carattere eccezionale, risultanti da calamità naturali o da circostanze straordinarie con effetti comparabili, di beneficiare di aiuti d'urgenza;
- e) Consentire in tal modo di instaurare relazioni economiche più equilibrate fra gli Stati ACP ed il resto del mondo nonché una maggiore partecipazione degli Stati ACP stessi agli scambi internazionali.

3. L'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica richiede la partecipazione reale ed effettiva degli Stati ACP e della Comunità, a tutti i livelli, alla gestione ed al funzionamento degli strumenti della cooperazione finanziaria e tecnica nonché alla valutazione concomitante ed a posteriori dei progetti e programmi di detta cooperazione, alle condizioni di cui all'articolo 108.

Articolo 93. 1. I progetti e programmi possono riguardare :

- Investimenti, compresi gli aiuti di accompagnamento e supplementari definiti agli articoli 152 e 153;
- Azioni di cooperazione tecnica.

2. Detti progetti e programmi possono applicarsi, nel quadro delle priorità prescelte a livello della programmazione ed in quello della cooperazione regionale, in particolare ai seguenti fini :

- a) Sviluppo rurale, industrializzazione, artigianato, energia, miniere, turismo ed infrastruttura economica e sociale;
- b) Miglioramento strutturale dei settori economici produttivi;
- c) Protezione dell'ambiente;
- d) Ricerca, esplorazione e valorizzazione delle risorse naturali;
- e) Formazione, ricerca scientifica e tecnica applicate, adeguamento od innovazione delle tecnologie e trasferimento delle stesse;
- f) Promozione ed informazione industriali;
- g) Commercializzazione e promozione delle vendite;
- h) Promozione delle piccole e medie imprese nazionali;
- i) Microprogetti di sviluppo di base.

3. Gli aiuti finanziari possono coprire le spese esterne e le spese locali necessarie all'attuazione dei progetti e programmi.

4. La cooperazione finanziaria e tecnica può riguardare le spese correnti di amministrazione, manutenzione e funzionamento, che sono a carico degli Stati ACP o degli altri eventuali beneficiari, soltanto alle condizioni fissate agli articoli 152 e 153.

5. Per tener conto dei problemi specifici ai quali si trovano di fronte gli Stati ACP senza sbocco sul mare a causa della loro posizione geografica, la Comunità accorda una priorità :

- a) A studi, progetti, programmi nonché ad azioni di formazione e di assistenza tecnica presentati dagli Stati ACP senza sbocco sul mare intesi a ridurre le difficoltà speciali risultanti da tale situazione, specie le difficoltà di trasporto, di comunicazione e di approvvigionamento di energia;
- b) Alla ricerca necessaria allo sviluppo delle risorse energetiche e minerarie ed eventualmente, all'attuazione dei relativi progetti di investimenti.

6. Consapevole degli speciali problemi degli Stati ACP insulari, in particolare delle difficoltà in materia di trasporto e comunicazione all'interno dei rispettivi territori, tra di loro e con la Comunità, quest'ultima si dedica in via prioritaria a ricercare misure appropriate volte

- a) A promuovere, nel settore dei trasporti aerei e marittimi, il movimento di merci e passeggeri;
- b) A sviluppare le attività di pesca in mare;
- c) A contribuire, se necessario, all'esplorazione ed allo sviluppo delle risorse energetiche;
- d) A ridurre gli effetti sfavorevoli delle particolari difficoltà che incontrano tali Stati che sono anche svantaggiati dalla loro lontananza dai mercati d'oltremare, dal carattere fisico frammentario del loro territorio e dalla particolare esposizione a catastrofi naturali.

Articolo 94. 1. La cooperazione finanziaria e tecnica è offerta :

- a) Agli Stati ACP;
- b) Agli organismi regionali od interstatali di cui fanno parte o più Stati ACP autorizzati da questi ultimi;
- c) Agli organismi misti istituiti dalla Comunità e dagli Stati ACP ed autorizzati da questi ultimi a conseguire taluni obiettivi specifici, specie nel settore della cooperazione agricola, industriale e commerciale.

2. La cooperazione finanziaria e tecnica è inoltre offerta, con l'accordo dello Stato o degli Stati ACP interessati, e per progetti o programmi approvati da questi ultimi :

- a) Agli organismi di sviluppo, pubblici o a partecipazione pubblica, degli Stati ACP, in particolare le loro banche di sviluppo;
- b) Agli enti locali e agli organismi privati che contribuiscono, nei paesi interessati, allo sviluppo economico e sociale;
- c) Alle imprese che esercitano la loro attività secondo metodi di gestione industriale e commerciale e sono costituite in società di uno Stato ACP a norma dell'articolo 161;

- d) Alle associazioni di produttori cittadini degli Stati ACP o ad organismi analoghi e, in mancanza di tali associazioni od organismi, ai produttori stessi;
- e) Ai borsisti e tirocinanti, per le azioni di formazione.

Capitolo 2. MEZZI E MODI DI FINANZIAMENTO

Articolo 95. Per la durata della presente convenzione, l'importo globale dei contributi finanziari della Comunità e di 5.227 milioni di UCE.

Detto importo comprende :

- 1) 4.542 milioni di UCE provenienti dal Fondo europeo di sviluppo, in appresso denominato « Fondo », così ripartiti :
 - a) Ai fini precisati negli articoli 91 e 92, 3.172 milioni di UCE di cui :
 - 2.928 milioni di UCE in forma di sovvenzioni,
 - 504 milioni di UCE in forma di prestiti speciali,
 - 280 milioni di UCE in forma di capitali di rischio.
 - b) Ai fini precisati nel titolo II, fino a 550 milioni di UCE in forma di trasferimenti per la stabilizzazione dei proventi d'esportazione;
 - c) Ai fini precisati nel titolo III, capitolo 1, fino a 280 milioni di UCE come sistema speciale di finanziamento;
- 2) Ai fini precisati negli articoli 91 e 92, fino a 685 milioni di UCE in forma di UCE in forma di prestiti concessi dalla Banca sulle risorse proprie e alle condizioni previste dal suo statuto. Tali prestiti fruiscono di un abbuono d'interesse al tasso del 3%, alle condizioni di cui all'articolo 104, il cui onere è imputato all'importo delle sovvenzioni di cui al punto 1, lettera a).

Articolo 96. Su richiesta degli Stati ACP e con l'accordo delle parti, i mezzi finanziari della Comunità possono servire per cofinanziamenti, quando consentono di aumentare i flussi finanziari verso gli Stati ACP e sostenere gli sforzi di questi ultimi per l'armonizzazione della cooperazione internazionale a favore del loro sviluppo. Particolare attenzione è rivolta soprattutto :

- a) Ai grandi progetti che non possono essere finanziati da un'unica fonte di finanziamento;
- b) Ai progetti per i quali la partecipazione della Comunità e la sua esperienza in materia potrebbero facilitare la partecipazione di altri istituti di finanziamento;
- c) Ai progetti per i quali può rivelarsi vantaggiosa una diversificazione dei finanziamenti dal punto di vista delle condizioni di finanziamento o del costo degli investimenti, specie ai progetti di natura sociale;
- d) Ai progetti a carattere regionale o interregionale.

Articolo 97. I cofinanziamenti possono assumere la forma di finanziamenti comuni o paralleli. La preferenza è data alla formula che porta al minor costo ed alla migliore efficacia.

Articolo 98. Con l'accordo delle parti interessate, e fatta salva la normativa propria ad ogni istituto finanziario, gli interventi della Comunità e quelli degli altri cofinanziatori sono soggetti, durante la concezione e l'attuazione del progetto o programma di azioni cofinanziato, a necessari provvedimenti di armonizzazione

e coordinamento, in modo da evitare il moltiplicarsi delle procedure che gli Stati ACP devono applicare nonché a consentire uno snellimento delle stesse.

Articolo 99. Con l'accordo dello Stato ACP interessato, la Comunità può apportare ai cofinanziatori che lo desiderino un sostegno amministrativo per agevolare l'attuazione del progetto o programma cofinanziato.

Articolo 100. Su richiesta dello Stato ACP interessato e d'intesa con le altre parti in causa, la Commissione o la Banca possono svolgere una funzione di capofila o di coordinatore per i progetti al cui finanziamento essi partecipano.

Articolo 101. 1. I progetti o programmi possono essere finanziati mediante sovvenzione, prestito speciale, capitali di rischio, prestito della Banca sulle sue risorse proprie, combinando due o più di questi modi di finanziamento.

2. Il finanziamento dei progetti di investimenti produttivi dei settori industriale, agro-industriale, turistico, minerario e di produzione d'energia connessa con un investimento in detti settori è assicurato in via prioritaria mediante prestiti della Banca sulle sue risorse proprie e capitali di rischio.

3. Per le risorse del Fondo gestite dalla Commissione, il modo od i modi di finanziamento sono determinati di comune accordo in funzione del livello di sviluppo e della situazione geografica, economica e finanziaria dello Stato e degli Stati ACP interessati, in modo da garantire la migliore utilizzazione delle risorse disponibili. Si potrà altresì tener conto del loro impatto economico e sociale.

4. Per le risorse gestite dalla Banca, i modi di finanziamento sono determinati in base alla natura del progetto, alle sue prospettive di redditività economica e finanziaria nonché al livello di sviluppo e alla situazione economica e finanziaria dello Stato e degli Stati ACP interessati. Si tiene inoltre conto di fattori che garantiscono il servizio degli aiuti rimborsabili.

Articolo 102. I prestiti speciali sono concessi per un periodo di 40 anni, con una dilazione di ammortamento di 10 anni, all'interesse annuo dell'1%.

Articolo 103. 1. Le sovvenzioni o i prestiti speciali possono essere concessi ad uno Stato ACP o, per il suo tramite, ad un beneficiario finale.

2. In quest'ultimo caso, le condizioni della concessione dei mezzi finanziari da parte dello Stato ACP al beneficiario finale sono fissati nell'accordo di finanziamento.

3. Qualsiasi utile spettante allo Stato ACP, proveniente sia da una sovvenzione, sia da un prestito con tasso d'interesse o termine di rimborso più favorevole del prestito finale, deve essere da esso utilizzato a fini di sviluppo alle condizioni previste dall'accordo di finanziamento.

4. Tenuto conto della domanda dello Stato ACP interessato, la Banca può, conformemente alle disposizioni dell'articolo 101, concedere i finanziamenti di cui assume la gestione sia direttamente al beneficiario finale, sia tramite una banca di sviluppo, o dello Stato ACP interessato.

Articolo 104. 1. L'esame della Banca sull'ammissibilità di progetti e la concessione di prestiti sulle sue risorse proprie è effettuato congiuntamente con lo Stato o gli Stati ACP interessati secondo modalità, condizioni e procedure previste dallo statuto della Banca e dalla presente convenzione, nonché in considerazione della situazione economica e finanziaria dello Stato o degli Stati ACP

interessati e, inoltre, dei fattori che garantiscono il servizio degli aiuti rimborsabili.

2. I prestiti concessi dalla Banca sulle sue risorse proprie sono soggetti a condizioni di durata stabilite sulla base delle caratteristiche economiche e finanziarie del progetto; tale durata può prolungarsi per un massimo di 25 anni.

3. Il tasso d'interesse applicato è quello praticato dalla Banca al momento della firma di ogni contratto di prestito. Tale tasso è ridotto del 3% con un abbuono d'interesse, salvo se i prestiti sono destinati ad investimenti nel settore petrolifero.

Detto tasso di abbuono è tuttavia automaticamente adeguato in modo che il tasso d'interesse effettivamente sostenuto dal mutuatario non sia inferiore al 5% né superiore all'8%.

4. L'importo globale degli abbuoni d'interesse, calcolato al valore del momento della firma del contratto di prestito, ad un tasso e secondo modalità che la Comunità dovrà fissare, è imputato all'importo delle sovvenzioni di cui all'articolo 95 ed è versato direttamente alla Banca.

Articolo 105. 1. Per la realizzazione di progetti nell'industria, in attività agro-industriali, miniere, turismo e, in circostanze eccezionali, nei settori dei trasporti e delle telecomunicazioni, nonché nella produzione di energia connessa con l'investimento in detti settori, che presentino un interesse generale per l'economia dello Stato o degli Stati ACP interessati, la Comunità può concedere contributi finanziari in forma di capitali di rischio.

2. I contributi in forma di capitali di rischio possono essere versati in particolare per il raggiungimento dei seguenti obiettivi :

- a) Incremento diretto od indiretto dei fondi propri o assimilati delle imprese pubbliche, private o ad economia mista e concessione di contributi in quasi capitale a dette imprese;
- b) Finanziamento di studi specifici per la preparazione e la stesura di progetti nonché assistenza alle imprese nel periodo iniziale;
- c) Finanziamento di ricerche e di investimenti preparatori alla fase di sfruttamento di progetti nei settori minerario ed energetico.

3. Per conseguire tali obiettivi, la Comunità può acquistare partecipazioni minoritarie e temporanee al capitale delle imprese interessate o a quello di istituti per il finanziamento dello sviluppo negli Stati ACP. Gli acquisti di partecipazioni possono effettuarsi congiuntamente con un prestito della Banca o con un'altra forma di contributo in capitali di rischio. Non appena sussistano le condizioni, dette partecipazioni vengono cedute preferibilmente a cittadini o istituti degli Stati ACP.

4. Gli altri contributi in quasi capitale possono assumere la forma di :

- a) Prestiti subordinati il cui rimborso e l'eventuale pagamento di interessi avvengono soltanto dopo l'estinzione degli altri debiti bancari;
- b) Prestiti condizionali il cui rimborso o la cui durata siano subordinati al verificarsi di determinate condizioni al momento della concessione del prestito. I prestiti condizionali possono essere concessi direttamente con l'accordo dello Stato ACP interessato ad una determinata impresa. Possono altresì essere concessi ad uno Stato ACP o ad istituti negli Stati ACP, specializzati nel

finanziamento dello sviluppo per consentir loro di acquistare una partecipazione al capitale di imprese nei settori citati al paragrafo 1 non appena tale operazione d'inserisca nel finanziamento di investimenti preparatori o di nuovi investimenti produttivi e possa essere completata da un altro intervento finanziario della Comunità, con eventualmente altre fonti di finanziamento, nel quadro di un cofinanziamento;

- c) Prestiti globali da concedere ad istituti negli Stati ACP, specializzati nel finanziamento dello sviluppo, quando lo consenta la natura delle loro attività e gestione. I prestiti possono essere retrocessi ad altre imprese e servire ad acquistare partecipazioni in altre imprese.

5. Le condizioni dei contributi in quasi capitale di cui al paragrafo 4 vengono determinate caso per caso in base alle caratteristiche dei progetti finanziati. Tuttavia, le condizioni di concessione di contributi in quasi capitale sono in genere più favorevoli di quelle dei prestiti con abbuono concessi dalla Banca. Il tasso d'interesse non può superare quello di detti prestiti con abbuono.

6. Qualora siano concessi a società di studi o servano al finanziamento di ricerche o di investimenti preventivi all'attuazione di un progetto, i contributi di cui al presente articolo possono essere incorporati nell'assistenza in capitale di cui può beneficiare la società promotrice in caso di attuazione del progetto.

Articolo 106. 1. Uno speciale trattamento è concesso agli Stati ACP meno sviluppati nella determinazione del volume delle risorse finanziarie che questi Stati possono aspettarsi dalla Comunità nel quadro del loro programma indicativo.

Si è tenuto altresì conto delle difficoltà speciali degli Stati ACP senza sbocco sul mare o insulari.

2. Tali risorse finanziarie sono abbinate a condizioni di finanziamento particolarmente favorevoli, tenuto conto della situazione economica e della natura del fabbisogno propri ad ogni Stato meno sviluppato. Consistono essenzialmente in sovvenzioni e, in determinati casi, in prestiti speciali o in capitali di rischio.

3. I prestiti speciali per gli Stati meno sviluppati sono concessi per un periodo di 40 anni, con una dilazione di pagamento di 10 anni. Essi comportano un tasso d'interesse ridotto dello 0,75% all'anno.

4. La Comunità agevola in via prioritaria l'accesso degli Stati ACP meno sviluppati ai contributi in capitali di rischio gestiti dalla Banca.

5. Possono essere inoltre concessi prestiti sulle risorse proprie della Banca negli Stati ACP meno sviluppati tenuto conto dei criteri definiti dall'articolo 104.

Articolo 107. Su richiesta degli Stati ACP meno sviluppati, la Comunità può, alle condizioni di cui all'articolo 139, paragrafo 4, dare il suo contributo allo studio delle soluzioni dei loro problemi d'indebitamento, di servizio del debito e della bilancia dei pagamenti.

Capitolo 3. RESPONSABILITÀ DEGLI STATI ACP E DELLA CEE

Articolo 108. 1. Gli Stati ACP e la Comunità attuano, in stretta cooperazione e su un piano di eguaglianza, gli interventi finanziati dalla Comunità stessa.

2. Spetta agli Stati ACP :

- a) Definire gli obiettivi e le priorità sui quali si basano i loro programmi indicativi;

- b) Scegliere i progetti e programmi che essi decidono di presentare alla Comunità per il finanziamento;
- c) Preparare e presentare alla Comunità i fascicoli dei progetti e programmi;
- d) Elaborare, negoziare e stipulare i contratti di appalto;
- e) Eseguire i progetti e programmi finanziati dalla Comunità;
- f) Gestire e provvedere alla manutenzione delle opere realizzate nel quadro della cooperazione finanziaria e tecnica.

3. Su richiesta degli Stati ACP, la Comunità può fornire loro assistenza tecnica per quanto riguarda i compiti di cui al paragrafo 2. Essa esamina i provvedimenti specifici intesi a ridurre le particolari difficoltà incontrate dagli Stati ACP meno sviluppati, senza sbocco sul mare ed insulari, nell'attuazione dei loro progetti e programmi di azioni.

4. Spetta agli Stati ACP ed alla Comunità congiuntamente :

- a) Definire, nell'ambito delle istituzioni comuni, la politica generale e le linee direttrici della cooperazione finanziaria e tecnica;
- b) Stabilire i programmi indicativi di aiuto comunitario;
- c) Istruire i progetti e programmi e l'esame dell'adeguamento di questi ultimi agli obiettivi ed alle priorità nonché della loro conformità alle disposizioni della presente convenzione;
- d) Attuare le misure di applicazione idonee ad assicurare la parità delle condizioni per la partecipazione alle gare ed agli appalti;
- e) Valutare gli effetti ed i risultati dei progetti e programmi condotti a termine o in corso di esecuzione;
- f) Accertarsi che l'attuazione dei progetti e programmi finanziati dalla Comunità sia conforme alle destinazioni decise ed alle disposizioni della presente convenzione.

5. Spetta alla Comunità elaborare e prendere le decisioni di finanziamento relative ai progetti e programmi.

6. a) Viene istituito, in sede di Consiglio dei Ministri, un Comitato ACP/CEE incaricato di esaminare, su un piano generale ed in base ad esempi concreti, le misure atte a migliorare l'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica, specie accelerando e snellendo le procedure.

b) Detto Comitato è composto, su base paritetica, di rappresentanti degli Stati ACP e della Comunità designati dal Consiglio dei Ministri o i loro mandatari. Esso si riunisce trimestralmente ed almeno una volta all'anno a livello di ministri.

Un rappresentante della Banca assiste alle riunioni del Comitato.

c) Il Consiglio dei Ministri fissa il regolamento interno di tale Comitato, specie le condizioni di rappresentanza ed il numero dei membri dello stesso, le modalità secondo le quali deliberano e le condizioni di esercizio della presidenza.

d) Nell'ambito dei poteri devolutigli dal Consiglio dei Ministri, il Comitato svolge i seguenti compiti :

- i) Raccoglie le informazioni sulle procedure esistenti nell'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica ed apporta tutti i necessari chiarimenti sulle stesse;

- ii) Esamina, su richiesta della Comunità o degli Stati ACP, le difficoltà specifiche eventualmente incontrate durante l'attuazione di detta cooperazione finanziaria e tecnica;
- iii) Comunica al Consiglio dei Ministri, nel contesto della relazione annuale di cui alla lettera f), eventuali osservazioni e suggerimenti sulla relazione annuale di cui all'articolo 119;
- iv) Presenta al Consiglio dei Ministri qualsiasi suggerimento inteso a migliorare o ad accelerare l'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica;
- v) Esamina i problemi relativi all'attuazione dei calendari d'impegno, di esecuzione e di pagamento di cui all'articolo 110, per consentire l'eliminazione di eventuali difficoltà e blocchi individuati ai diversi livelli;
- vi) Esegue gli altri compiti affidatigli dal Consiglio dei Ministri.

e) Con l'accordo del Comitato degli Ambasciatori, il Comitato può convocare riunioni di esperti incaricati di studiare periodicamente le cause di eventuali difficoltà o blocchi che apparissero nell'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica. Detti esperti suggeriscono al Comitato i mezzi atti ad eliminare tali difficoltà e blocchi.

f) Il Comitato esamina la relazione annuale sulla gestione dell'aiuto finanziario e tecnico della Comunità inviatagli dalla Commissione a norma dell'articolo 119, paragrafo 2. Esso formula raccomandazioni e risoluzioni, destinate al Consiglio dei Ministri, relative ai provvedimenti intesi a conseguire gli obiettivi della cooperazione finanziaria e tecnica nell'ambito delle competenze conferitegli da detto Consiglio. Redige una relazione annuale in cui espone lo stato dei propri lavori, relazione che è esaminata dal Consiglio in occasione della riunione annuale da quest'ultimo dedicata alla definizione della politica e delle linee direttrici della cooperazione finanziaria e tecnica di cui all'articolo 119.

7. Purché si tratti dei finanziamenti di progetti di competenza della Banca, le modalità e procedure relative all'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica, definite ai capitoli 4, 6, 7 e 8, possono, di concerto con gli Stati ACP interessati, subire adeguamenti per tener conto della natura dei progetti finanziati dalla Banca, e consentirle, all'interno delle sue procedure statutarie, di svolgere le operazioni conformemente agli obiettivi della presente convenzione.

Capitolo 4. PROGRAMMAZIONE, ISTRUZIONE, ESECUZIONE E VALUTAZIONE

Articolo 109. 1. Gli interventi finanziati dalla Comunità, complementari agli sforzi propri degli Stati ACP, s'integrano nel contesto dei piani e programmi di sviluppo economico e sociale di detti Stati e concordano con gli obiettivi e le priorità di sviluppo che essi determinano sul piano nazionale e regionale.

2. All'inizio del periodo contemplato dalla presente convenzione, la cooperazione finanziaria e tecnica è programmata in modo da consentire :

- a) Ad ogni Stato ACP, di disporre al più presto, prima della definizione del programma indicativo, di un'indicazione, per quanto possibile chiara, dell'importo dei contributi finanziari gestiti dalla Commissione di cui può beneficiare durante tale periodo, nonché delle eventuali modalità e condizioni dei medesimi;

- b) Alle parti contraenti, di vigilare che sia fatta un'utilizzazione ottimale dei vari strumenti e mezzi di cooperazione previsti nella presente convenzione per conseguire gli obiettivi della cooperazione finanziaria e tecnica;
- c) Alla Comunità, di conoscere gli obiettivi e le priorità di sviluppo fissati da ogni Stato ACP, nonché i progetti e programmi che questi ultimi decidono di presentare ai fini di un finanziamento, nell'ambito dei loro obiettivi e priorità.

3. La Comunità ed i singoli Stati ACP stabiliscono di comune accordo un programma indicativo sulla base delle proposte presentate da questi ultimi. Tale programma cita :

- a) Gli orientamenti ed il campo di applicazione della cooperazione finanziaria e tecnica, quali risultano dagli scambi di vedute fra i rappresentanti dello Stato ACP e della Comunità;
- b) Gli obiettivi e le priorità dello Stato ACP per i quali si rivela particolarmente appropriato il sostegno finanziario della Comunità;
- c) Progetti e programmi specifici atti a conseguire gli obiettivi di sviluppo, purché siano chiaramente individuati. Questi progetti e programmi e quelli successivamente individuati tenendo conto degli obiettivi e delle priorità iscritti al programma indicativo vengono quindi istruiti conformemente all'articolo 112.

4. In base a questi diversi elementi, viene definito un ritmo ottimale d'impegno alle condizioni citate all'articolo 110.

5. I programmi indicativi devono essere sufficientemente flessibili, in modo da poter tener conto degli eventuali cambiamenti della situazione economica di ciascuno Stato ACP e di qualsiasi modifica delle priorità e degli obiettivi iniziali. Ogni programma può essere riveduto su richiesta dello Stato ACP interessato. I programmi vengono comunque riesaminati almeno una volta durante il periodo contemplato dalla presente convenzione.

6. Detti programmi non riguardano né gli aiuti d'urgenza di cui all'articolo 137, né le azioni di stabilizzazione dei proventi da esportazione di cui al titolo II.

7. In occasione dell'elaborazione del programma indicativo di uno Stato ACP, i suoi rappresentanti e quelli della Comunità procedono ad uno scambio di vedute sulle priorità e sugli obiettivi dello Stato ACP a livello regionale. Si prende nota dei progetti e programmi specifici, intesi a conseguire tali obiettivi nell'ambito della cooperazione regionale.

Articolo 110. 1. a) All'atto della programmazione delle risorse del Fondo gestite dalla Commissione, viene definito annualmente con lo Stato ACP interessato un ritmo ottimale d'impegno globale, in funzione dei vari obblighi delle parti e delle priorità che esse devono osservare.

b) Questo ritmo ottimale è determinato in modo che l'importo globale delle somme da impegnare ogni anno sia ripartito nel modo più regolare possibile su tutta la durata d'applicazione della presente convenzione.

c) L'eventuale rimanenza del Fondo non impegnata alla fine dell'ultimo anno di applicazione della presente convenzione sarà utilizzata fino a suo esaurimento, a condizioni identiche a quelle previste nella presente convenzione.

2. Se lo Stato ACP ha presentato un fascicolo completo di progetto a norma dell'articolo 111, paragrafo 1, secondo comma, la Commissione e lo Stato ACP interessato fissano un calendario di previsione per l'istruzione che dura fino alla fase dell'elaborazione della proposta di finanziamento.

3. La proposta di finanziamento comporta uno scadenario provvisorio di esecuzione tecnica e finanziaria del progetto riportato nell'accordo di finanziamento il quale verte sulla durata delle diverse fasi di esecuzione.

4. L'ordinatore nazionale ed il delegato della Commissione redigono ogni anno un bilancio comparativo degli impegni e dei pagamenti per determinare le cause dei ritardi riscontrati nell'esecuzione del calendario indicativo e proporre le misure di risanamento che s'impongono.

Articolo 111. 1. a) Spetta agli Stati ACP interessati o agli altri beneficiari da essi autorizzati elaborare i fascicoli dei progetti o programmi proposti in applicazione dei programmi indicativi.

b) I fascicoli devono contenere tutte le informazioni necessarie per l'istruzione del progetto.

c) Qualora gliene venga fatta richiesta, la Comunità può fornire la sua assistenza per la preparazione dei fascicoli.

2. I fascicoli sono trasmessi ufficialmente alla Comunità dagli Stati ACP o dagli altri beneficiari di cui all'articolo 94, paragrafo 1. Quando si tratti dei beneficiari di cui all'articolo 94, paragrafo 2, è necessario l'accordo esplicito dello Stato o degli Stati interessati.

3. Tutti i progetti o programmi ufficialmente trasmessi in conformità del paragrafo 2 sono portati a conoscenza dell'organo della Comunità incaricato di prendere le decisioni di finanziamento.

Articolo 112. 1. a) La Comunità istruisce i progetti o programmi in stretta collaborazione con gli Stati ACP o gli altri eventuali beneficiari.

b) L'istruzione verte sui vari aspetti dei progetti e programmi, in particolare sugli aspetti economici, sociali, tecnici, finanziari ed amministrativi.

c) L'istruzione deve garantire che i progetti e programmi rispondano effettivamente ai criteri definiti al paragrafo 2.

2. I criteri utilizzati per l'istruzione dei progetti e programmi sono i seguenti :

a) I progetti o programmi devono rispondere agli obiettivi ed alle priorità dello Stato ACP. Devono tener conto degli sforzi nazionali e delle altre fonti di origine esterna ed essere coerenti con essi e con le disposizioni della presente convenzione;

b) L'efficacia dei progetti e programmi è valutata in base ad un'analisi comparativa dei mezzi d'intervento previsti con gli effetti attesi, dal punto di vista tecnico, sociale, economico e finanziario; vengono esaminate le possibili varianti;

c) La possibilità di esecuzione dei progetti e programmi è valutata per i vari operatori economici interessati, che si tratti dello Stato, di un'impresa o di enti locali. Questa parte dell'istruzione deve consentire di accertarsi che il progetto produrrà gli effetti attesi nel periodo ritenuto normale per il tipo di azione in questione.

Essa deve inoltre consentire di accertarsi della disponibilità effettiva sul posto del personale e degli altri mezzi, soprattutto finanziari, necessari al funzionamento ed alla manutenzione degli investimenti, nonché alla copertura degli eventuali oneri finanziari del progetto.

A tal fine sono elaborati bilanci di previsione e sono valutate le possibilità di adeguamento del progetto alle esigenze e risorse locali;

- d) Quanto alla redditività, l'istruzione è diretta ai vari effetti attesi del progetto, soprattutto sugli effetti fisici, economici, sociali e finanziari, possibilmente in base ad un'analisi costi-vantaggi;
- e) L'istruzione deve tener conto degli effetti non quantificabili dei progetti. Essa considera con particolare attenzione gli effetti del progetto sull'ambiente.

3. Le difficoltà ed esigenze specifiche degli Stati ACP meno sviluppati e che incidono sull'efficacia, sulla possibilità di esecuzione e sulla redditività dei progetti e programmi sono prese in considerazione al momento dell'istruzione di questi ultimi.

Articolo 113. 1. Le conclusioni dell'istruzione sono riassunte in una proposta di finanziamento, che costituirà la base per la decisione della Comunità.

2. Le proposte di finanziamento, redatte dai servizi competenti della Comunità, sono trasmesse agli Stati ACP interessati.

3. a) Qualora l'organo comunitario incaricato di esprimere un parere sui progetti non formuli parere favorevole su uno di essi, i servizi competenti della Comunità consultano i rappresentanti dello Stato o degli Stati ACP interessati sul seguito da riservare al progetto e in particolare sull'opportunità di ripresentare il fascicolo, con le eventuali modifiche all'organo comunitario in questione.

b) Prima che detto organo formuli il suo parere definitivo, i rappresentanti dello Stato o degli Stati ACP interessati sono, su loro richiesta, ascoltati dai rappresentanti della Comunità nell'ambito di tale organo per presentare la loro giustificazione del progetto.

4. Qualora il parere definitivo di detto organo sia sfavorevole, i servizi competenti della Comunità consultano nuovamente i rappresentanti dello Stato o degli Stati ACP interessati, per sapere se il progetto deve essere presentato così com'è agli organi della Commissione o se debba invece essere ritirato o modificato.

5. Qualora lo Stato ACP ravvisi la necessità di presentare il progetto così com'è all'organo decisionale della Comunità, può trasmettere qualsiasi elemento che gli sembri necessario per completare l'informazione di tale organo prima della decisione finale. Prima che detto organo decida, lo Stato ACP può inoltre essere inteso dal presidente e dai membri del Consiglio delle Comunità Europee per apportare tutti gli elementi complementari all'informazione di cui sopra.

6. In caso di mancata accettazione del progetto per il finanziamento da parte degli organi decisionali comunitari, lo Stato ACP interessato è informato dei motivi di questa decisione.

Articolo 114. 1. Nell'intento di accelerare le procedure, le proposte di finanziamento possono vertere su programmi pluriennali o su importi globali quando si tratti di finanziare :

- a) Complessi di azioni di formazione,

b) Programmi di microprogetti,

c) Complessi di azioni di cooperazione tecnica e di promozione commerciale.

Le decisioni di finanziamento riguardanti le azioni e i singoli progetti sono prese nell'ambito di detti programmi ed importi globali.

2. Per lo stesso motivo, per progetti e programmi di importo limitato si può ricorrere ad una procedura accelerata di decisione.

3. Per il complesso dei progetti e programmi da realizzare ai sensi della presente convenzione, verranno presi comunque i necessari provvedimenti di snellimento ed accelerazione delle procedure.

Articolo 115. 1. Per le risorse del Fondo gestite dalla Commissione, qualsiasi progetto o programma per cui è stata presa una decisione di finanziamento, dà luogo all'elaborazione di un accordo di finanziamento tra la Commissione, che agisce a nome della Comunità, e lo Stato o gli Stati ACP interessati. Tale accordo precisa in particolare l'impegno finanziario del Fondo, nonché le modalità e condizioni di finanziamento. Uno scadenzario degli impegni e dei pagamenti è allegato all'accordo di finanziamento.

2. Qualsiasi progetto o programma finanziato mediante prestito speciale dà luogo inoltre all'elaborazione di un contratto di prestito fra la Commissione, che agisce a nome della Comunità, ed il mutuatario.

Articolo 116. Le rimanenze riscontrate all'atto della chiusura dei conti relativi ai progetti e programmi finanziati sulle risorse del Fondo gestite dalla Commissione sono acquisite dallo Stato ACP interessato e distinte a tale effetto nelle scritture del Fondo. Possono essere utilizzate alle condizioni previste nella presente convenzione per il finanziamento di progetti e programmi.

Articolo 117. 1. a) I superi intervenuti durante l'esecuzione dei progetti e programmi finanziati sulle risorse del Fondo gestite dalla Commissione sono a carico dello Stato o degli Stati ACP interessati, ferme restando le disposizioni che seguono.

b) Gli accordi di finanziamento prevedono tuttavia per ogni progetto stanziamenti di riserva destinati a far fronte agli aumenti dei costi ed alle spese impreviste.

c) Gli Stati ACP possono altresì prevedere al riguardo una riserva nei loro programmi indicativi.

2. Non appena si manifesti un rischio di supero, l'ordinatore nazionale ne informa l'ordinatore principale tramite il delegato della Commissione. L'ordinatore principale è contemporaneamente informato dei provvedimenti che l'ordinatore nazionale conta di prendere per far fronte a tale supero, vale a dire riduzione del progetto o programma, ovvero ricorso alle risorse nazionali o ad altre risorse non comunitarie.

3. Qualora risultasse impossibile ridurre il progetto o programma oppure coprire il supero con risorse nazionali o con altre risorse non comunitarie, l'organo della Comunità incaricato di prendere le decisioni di finanziamento può, caso per caso, prendere una decisione d'impegno supplementare e finanziare le relative spese.

4. Fatte salve le disposizioni di cui ai paragrafi 2 e 3, e di concerto con l'ordinatore principale, l'ordinatore nazionale assegna le rimanenze di cui all'arti-

colo 116 per coprire il supero riscontrato su un progetto o programma nel limite di un massimale fissato al 15% dell'impegno finanziario previsto per detto progetto o programma.

Articolo 118. 1. a) I progetti e programmi possono essere sottoposti, nel corso della loro esecuzione, ad una valutazione. Gli Stati ACP interessati e la Comunità redigono congiuntamente, secondo una periodicità convenuta, un rapporto di valutazione concernente i diversi aspetti dell'andamento del progetto ed i suoi risultati.

b) In base a tale rapporto, può essere deciso di comune accordo un riorientamento del progetto in corso d'esecuzione.

2. a) Gli Stati ACP interessati e la Comunità procedono congiuntamente alla valutazione dei progetti e programmi condotti a termine. La valutazione verte sui risultati conseguiti, confrontati con gli obiettivi, nonché sulla gestione e sul funzionamento delle opere e sulla loro manutenzione. I risultati della valutazione sono studiati dalle due parti.

b) Le autorità competenti della Comunità e degli Stati ACP interessati prendono, ognuna per quanto la concerne, i provvedimenti che s'impongono alla luce dei lavori di valutazione.

Capitolo 5. POLITICA E LINEE DIRETTRICI

Articolo 119. 1. Il Consiglio dei Ministri esamina, almeno una volta all'anno, la fase di realizzazione degli obiettivi della cooperazione finanziaria e tecnica, nonché i problemi generali risultanti dall'attuazione di detta cooperazione. L'esame verte altresì sulla cooperazione regionale e sulle misure a favore degli Stati ACP meno sviluppati, senza sbocco sul mare ed insulari.

2. A tal fine, la Commissione presenta al Consiglio dei Ministri una relazione annuale sulla gestione dell'aiuto finanziario e tecnico della Comunità. Redatta in collaborazione con la Banca, per le parti che la riguardano, la relazione viene inviata al Comitato ACP-CEE di cui all'articolo 108, paragrafo 6. Essa espone in particolare la situazione dell'impegno, dell'esecuzione e dell'utilizzazione dell'aiuto, distinta per tipo di finanziamento e per Stato beneficiario, nonché i risultati dei lavori di valutazione dei progetti e programmi.

3. A queste informazioni sono allegati i risultati dei lavori del Comitato ACP-CEE di cui all'articolo 108, paragrafo 6 sui problemi generali relativi al miglioramento dell'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica, nonché le relazioni elaborate da gruppi di esperti che possono essere incaricati periodicamente dal Consiglio dei Ministri di studiare le cause di eventuali difficoltà o blocchi esistenti da ambo le parti ed i mezzi per eliminarle.

4. In base alle informazioni di cui ai paragrafi 2 e 3, il Consiglio dei Ministri definisce la politica e le linee direttrici della cooperazione finanziaria e tecnica e adotta risoluzioni sulle misure che la Comunità e gli Stati ACP devono attuare per il conseguimento degli obiettivi della cooperazione.

Capitolo 6. ESECUZIONE DELLA COOPERAZIONE FINANZIARIA E TECNICA

Articolo 120. Gli Stati ACP, e gli altri beneficiari da essi autorizzati alle condizioni precisate all'articolo 94 eseguono i progetti e programmi finanziati dalla Comunità.

Spetta pertanto ad essi elaborare, negoziare e stipulare in particolare i contratti di appalto necessari allo svolgimento delle operazioni.

Articolo 121. 1. La Commissione designa l'ordinatore principale del Fondo che assicura l'esecuzione delle decisioni di finanziamento ed è responsabile della gestione degli stanziamenti del Fondo stesso. A questo titolo, tenendo conto in particolare dei calendari indicativi d'impegno e di pagamento di cui all'articolo 110, egli impegna e liquida le spese, emette gli ordinativi di pagamento e tiene la contabilità dei suddetti impegni ed ordinativi.

2. In stretta collaborazione con l'ordinatore nazionale, l'ordinatore principale vigila affinché venga rispettata la parità delle condizioni nella partecipazione alle gare d'appalto, l'eliminazione delle discriminazioni e la scelta dell'offerta più vantaggiosa dal punto di vista economico. A questo titolo, dà il suo accordo sul capitolato d'appalto prima dell'indizione della gara stessa, riceve i risultati dello spoglio delle offerte ed approva la proposta di aggiudicazione del contratto di appalto, fatte salve le competenze esercitate dal delegato della Commissione a norma dell'articolo 123.

3. Ferme restando le competenze esercitate dall'ordinatore nazionale a norma dell'articolo 122, paragrafo 4, l'ordinatore principale prende i provvedimenti di adeguamento e le decisioni di impegno che si rivelassero necessari per garantire che i progetti e programmi approvati siano eseguiti alle migliori condizioni economiche e tecniche.

Articolo 122. 1. a) Il Governo di ciascuno Stato ACP designa un ordinatore nazionale che rappresenta le autorità del suo paese in tutte le operazioni finanziate con le risorse del Fondo gestite dalla Commissione.

b) L'ordinatore nazionale può delegare una parte di queste funzioni; egli informa l'ordinatore principale delle deleghe conferite.

2. Oltre alle funzioni esercitate nelle fasi di preparazione, presentazione ed istruzione dei progetti, l'ordinatore nazionale :

- a) In stretta cooperazione con l'ordinatore principale, vigila affinché siano assicurate le parità delle condizioni nella partecipazione alle gare di appalto, l'eliminazione delle discriminazioni e la scelta dell'offerta più vantaggiosa dal punto di vista economico;
- b) Prepara il capitolato d'appalto che sottopone all'accordo del delegato prima della sua indizione;
- c) Indice le gare d'appalto;
- d) Riceve le offerte, presiede al loro spoglio, approva i risultati dello spoglio delle offerte che trasmette al delegato con una proposta di aggiudicazione del contratto di appalto;
- e) Firma i contratti d'appalto, le clausole aggiuntive ed i preventivi, notificandoli al delegato della Commissione.

3. Nei limiti dei fondi assegnati, l'ordinatore nazionale liquida le spese ed emette gli ordinativi di pagamento tenendo conto specialmente dei calendari indicativi d'impegno e di pagamento di cui all'articolo 110. L'ordinatore nazionale resta responsabile per i fondi affidatigli fino a quando la Commissione autorizza l'esecuzione delle operazioni relative ai fondi affidatigli.

4. Nel corso dell'esecuzione dei progetti, fermo restando l'obbligo di informarne il delegato della Commissione, l'ordinatore nazionale prende i provvedimenti di adeguamento necessari per garantire che i progetti e programmi approvati siano eseguiti nelle migliori condizioni economiche e tecniche.

A questo titolo decide :

- a) Adeguamenti e modifiche di natura tecnica di dettaglio, purché non modifichino le soluzioni tecniche prescelte e restino nei limiti dei fondi previsti per gli adeguamenti di dettaglio;
- b) Modifiche di dettaglio dei preventivi durante l'esecuzione;
- c) Storni da un articolo all'altro all'interno dei preventivi;
- d) Cambiamenti di sede per progetti comportanti più unità se ciò è giustificato da motivi tecnici od economici;
- e) Applicazione o remissione delle penalità di mora;
- f) Atti per lo svincolo delle cauzioni;
- g) Acquisti sul mercato locale senza tener conto dell'origine;
- h) Impiego di materiali e macchine per cantiere non originari degli Stati membri né degli Stati ACP dei quali non esiste una produzione comparabile negli Stati membri o negli Stati ACP;
- i) Subappalti;
- j) Collaudi definitivi; il delegato è però tenuto ad assistere ai collaudi provvisori, di cui vista i verbali e, se del caso, ai collaudi definitivi, in particolare quando l'ampiezza delle riserve formulate al collaudo provvisorio renda necessari lavori sostanziali di consolidamento.

5. Per i contratti d'appalto inferiori a 3,5 milioni di UCE e, in genere, per tutti i contratti d'appalto oggetto di una procedura accelerata, le decisioni prese dall'ordinatore nazionale nell'ambito delle attribuzioni conferitegli sono ritenute approvate dalla Commissione nei trenta giorni successivi alla loro notifica al delegato della Commissione.

Articolo 123. 1. a) La Commissione designa presso ogni Stato o gruppo di Stati ACP un delegato che la rappresenti per agevolare l'attuazione della presente convenzione. Il delegato della Commissione è riconosciuto dallo Stato o dagli Stati ACP interessati.

b) Qualora un delegato sia designato presso un gruppo di Stati ACP, vengono presi adeguati provvedimenti affinché il delegato sia rappresentato da un agente in ciascuno degli Stati in cui non è residente.

2. La Commissione impartisce al suo delegato le istruzioni e conferisce le deleghe necessarie per agevolare ed accelerare la preparazione, l'istruzione e l'esecuzione degli interventi finanziati con le risorse del Fondo che essa gestisce. Il delegato esercita le sue funzioni in stretta cooperazione con l'ordinatore nazionale di cui è l'interlocutore a nome della Commissione. A questo titolo :

- a) Approva il capitolato d'appalto quando si tratti di una gara mediante procedura accelerata o, negli altri casi, trasmette detto capitolato per accordo all'ordinatore principale;
- b) Assiste all'apertura delle offerte e riceve copia della stessa nonché dei risultati del loro esame;

- c) Approva, nel termine di un mese, la proposta di aggiudicazione del contratto di appalto elaborata dall'ordinatore nazionale ogniqualvolta siano soddisfatte le seguenti tre condizioni : l'offerta prescelta è la più bassa, essa costituisce l'offerta più vantaggiosa dal punto di vista economico e non supera gli stanziamenti assegnati al contratto di appalto stesso;
- d) Approva, in tutti i casi e nel termine di un mese, la proposta di aggiudicazione del contratto di appalto quando si tratti di una gara mediante procedura accelerata;
- e) Trasmette, per accordo, all'ordinatore principale la proposta di aggiudicazione del contratto d'appalto quando non siano assolte le condizioni di cui alla lettera c); l'ordinatore principale delibera entro due mesi dalla data in cui il delegato della Commissione ha ricevuto il risultato definitivo dello spoglio delle offerte e la proposta di aggiudicazione del contratto di appalto;
- f) Partecipa alla preparazione ed al negoziato dei contratti di servizi.

3. a) Il delegato si accerta, per conto della Commissione, che i progetti ed i programmi di azioni finanziati con le risorse del Fondo gestite dalla Commissione siano stati correttamente eseguiti dal punto di vista finanziario e tecnico.

b) A questo titolo, il delegato visita i contratti, i protocolli aggiuntivi e preventivi, nonché gli ordinativi di pagamento emessi dall'ordinatore nazionale.

4. Il delegato procede ad una sintesi annuale degli interventi del Fondo nello Stato o negli Stati ACP presso i quali è designato. La relazione è invitata dalla Commissione allo Stato o agli Stati ACP interessati.

5. Il delegato collabora con le autorità nazionali alla valutazione dei progetti e programmi condotti a termine. Dette valutazioni danno luogo alla stesura di relazioni che vengono inviate agli Stati ACP interessati ed alla Commissione.

6. Il delegato informa le autorità nazionali delle attività comunitarie che potrebbero interessare direttamente la cooperazione fra gli Stati ACP e la Comunità.

7. a) Il delegato mantiene un contatto permanente con l'ordinatore nazionale per analizzare i problemi specifici incontrati durante l'attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica al fine di ovviarvi.

b) A questo titolo, esamina regolarmente la conformità dell'andamento delle operazioni con le scadenze previste dai calendari indicativi elaborati a norma dell'articolo 110.

8. Invia allo Stato ACP tutti i dati ed i documenti appropriati sulle procedure di attuazione della cooperazione finanziaria e tecnica.

9. Il delegato prepara le proposte di finanziamento.

Articolo 124. 1. Per i pagamenti nelle monete nazionali degli Stati ACP, in ciascuno di questi Stati sono aperti, a nome della Commissione, conti espressi nella moneta di uno degli Stati membri, presso un istituto finanziario nazionale, statale o parastatale, scelto di comune accordo dallo Stato ACP e della Commissione, il quale svolge le funzioni di delegato ai pagamenti.

2. I conti di cui al paragrafo 1 sono alimentati dalla Commissione in base alle effettive necessità di tesoreria e tenuto conto del calendario indicativo di pagamento di cui all'articolo 110. I trasferimenti sono effettuati nella moneta

di uno degli Stati membri e convertiti in moneta nazionale dello Stato ACP man mano che questi pagamenti giungono alla scadenza.

3. Il servizio reso dall'ente delegato ai pagamenti non è retribuito; i fondi depositati sono infruttiferi.

4. Nel limite dei fondi disponibili, il delegato ai pagamenti effettua i pagamenti di cui ha ricevuto il mandato, previa verifica dell'esattezza e della regolarità materiale dei documenti giustificativi nonché della validità della quietanza liberatoria.

5. Per i pagamenti in monete diverse da quella degli Stati ACP, le prestazioni vengono pagate, su istruzione della Commissione, mediante prelievo sui suoi conti.

Capitolo 7. CONCORRENZA E PREFERENZE

Articolo 125. 1. Per gli interventi finanziati dalla Comunità, possono partecipare alle gare d'appalto ed ai contratti, a parità di condizioni, tutte le persone fisiche e società che rientrano nel campo di applicazione del trattato, nonché tutte le persone fisiche e società degli Stati ACP.

Le società di cui al comma precedente sono quelle conformi alla definizione data all'articolo 161.

2. Sono messe in atto misure intese a favorire la partecipazione delle imprese degli Stati ACP all'esecuzione dei contratti d'appalto per consentire la massima utilizzazione delle risorse fisiche ed umane di detti Stati.

3. Il paragrafo 1 non implica che i fondi versati dalla Comunità debbano essere utilizzati esclusivamente per l'acquisto di beni o per la remunerazione di servizi negli Stati membri e negli Stati ACP.

4. L'eventuale partecipazione di paesi terzi ai contratti di appalto finanziati dalla Comunità deve rivestire carattere eccezionale ed essere autorizzata, caso per caso, su richiesta motivata dello Stato ACP interessato, dall'organo competente della Comunità. A meno che prevalgano altri elementi adeguati, si tiene conto della preoccupazione di evitare un rincaro eccessivo del costo delle opere dovuto alle distanze e alle difficoltà dei trasporti, oppure ai termini di consegna, specie nel caso degli Stati ACP meno sviluppati, senza sbocco sul mare e insulari.

5. La Commissione e lo Stato ACP interessato prendono i provvedimenti adeguati perché l'organo competente della Comunità disponga degli elementi necessari per una decisione sulle deroghe. Tale organo esamina questi elementi con particolare attenzione nel caso degli Stati ACP la cui posizione geografica riduca fortemente la capacità di concorrenza dei fornitori ed assegnatari della Comunità e degli Stati ACP.

6. Quando la Comunità partecipa al finanziamento di azioni di cooperazione regionale od interregionale che interessano paesi terzi nonché al finanziamento delle opere in comune con altri mutuanti, può essere autorizzata la partecipazione di paesi terzi ai contratti di appalto finanziati dalla Comunità.

Articolo 126. 1. Gli Stati ACP e la Commissione prendono i provvedimenti necessari ai fini di una partecipazione quanto più estesa possibile, a parità di condizioni, alle gare e contratti di appalto di opere e forniture finanziate mediante le risorse del Fondo gestite dalla Commissione.

2. Detti provvedimenti si prefiggono in particolare :

- a) Di provvedere alla preventiva pubblicazione dei bandi di gara, entro termini soddisfacenti, facendo ricorso alla Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee, alle Gazzette Ufficiali degli Stati ACP nonché a qualsiasi altro mezzo adeguato di informazione;
- b) Di eliminare le pratiche discriminatorie e le specifiche tecniche che potrebbero ostacolare un'estesa partecipazione a parità di condizioni;
- c) Di incoraggiare la cooperazione fra le imprese degli Stati membri e degli Stati ACP, specie mediante la preselezione e la creazione di associazioni.

Articolo 127. 1. Di norma, i contratti di appalto di opere e di forniture finanziati con le risorse del Fondo gestite dalla Commissione sono stipulati previa gara d'appalto aperta.

2. Tuttavia, per le operazioni relative agli aiuti d'urgenza, nonché per altre operazioni, quando si constati l'urgenza, o se la natura, la scarsa entità o le caratteristiche particolari dei lavori o delle forniture lo giustificano, gli Stati ACP, d'intesa con la Commissione, possono autorizzare a titolo eccezionale :

- La stipulazione di contratti di appalto previa licitazione privata;
- La conclusione di contratti di appalto con trattativa privata;
- L'esecuzione in economia.

3. Inoltre, per le operazioni il cui costo sia inferiore a 3,5 milioni di UCE, l'esecuzione in economia può essere autorizzata qualora esista nello Stato ACP beneficiario una sufficiente disponibilità di attrezzature adeguate e di personale qualificato nei servizi nazionali.

Articolo 128. Per favorire la più ampia partecipazione delle società degli Stati ACP all'esecuzione dei contratti di appalto di opere e di forniture finanziati con le risorse del Fondo gestite dalla Commissione :

- a) Viene organizzata una procedura accelerata d'indizione delle gare di appalto quando si tratti di eseguire lavori la cui stima sia inferiore a 3,5 milioni di UCE. Detta procedura comporta misure di pubblicazione limitate allo Stato ACP interessato ed agli Stati ACP vicini nonché, per il deposito delle offerte, termini fissati conformemente alla regolamentazione vigente nello Stato ACP interessato.

L'organizzazione di tale procedura accelerata non esclude la possibilità che la Commissione proponga allo Stato ACP interessato una gara d'appalto internazionale, quando risulta che la natura dei lavori da eseguire, o l'interesse di ampliare la partecipazione, giustificano il ricorso alla concorrenza internazionale;

- b) Per l'esecuzione di lavori di costo inferiore a 3,5 milioni di UCE, le imprese degli Stati ACP beneficiano di una preferenza del 10% nel confronto con le offerte di qualità economica e tecnica equivalente.

Questa preferenza è riservata alla sole imprese nazionali degli Stati ACP, determinate secondo la legislazione nazionale di questi ultimi, a condizione che abbiano la residenza fiscale e la sede principale di attività in uno Stato ACP e che una congrua parte del capitale e dei dirigenti sia fornita da uno o più Stati ACP;

- c) Per la consegna delle forniture, le imprese di produzione industriale o artigianale degli Stati ACP beneficiano di una preferenza del 15% nel confronto con le offerte di qualità economica e tecnica equivalente.

Tale preferenza è riservata alle sole imprese nazionali degli Stati ACP che apportano un margine sufficiente di valore aggiunto.

Articolo 129. Ai fini di un'efficace e rapida esecuzione dei progetti e programmi finanziati dalla Comunità negli Stati ACP meno sviluppati, la Comunità accorda una priorità particolare all'applicazione di provvedimenti specifici nei seguenti settori :

- a) Aggiudicazione di contratti di appalto in seguito a gare accelerate alle condizioni precisate all'articolo 128;
- b) Stipulazione di contratti di appalto previa licitazione privata e di contratti a trattativa privata alle condizioni precisate all'articolo 127;
- c) Esecuzione in economia alle condizioni precisate all'articolo 127;
- d) Stipulazione di contratti di servizi da parte della Commissione, d'intesa con lo Stato ACP interessato, quando si tratti di azioni urgenti, di scarsa entità o di breve durata, in particolare per perizie ai fini della preparazione dei progetti e programmi;
- e) Predisposizione delle procedure di pagamento in modo da non lasciare alcun prefinanziamento a carico degli Stati interessati.

Articolo 130. 1. Per ciascuna operazione, i criteri della scelta dell'offerta economicamente più vantaggiosa tengono conto in particolare delle qualifiche e delle garanzie presentate dagli offerenti, della natura e delle condizioni di esecuzione delle opere o delle forniture, del prezzo delle prestazioni, del loro costo di utilizzazione e del loro valore tecnico.

2. Quando, con l'applicazione dei suddetti criteri, due offerte vengano riconosciute equivalenti, viene data preferenza all'offerta dell'impresa nazionale di uno Stato ACP o, in mancanza di detta offerta, a quella che consenta la massima utilizzazione delle risorse fisiche ed umane degli Stati ACP.

3. Gli Stati ACP e la Commissione si accertano che tutti i criteri di scelta siano citati nel capitolato d'appalto.

Articolo 131. Le condizioni generali applicabili alla stipulazione ed all'esecuzione dei contratti di appalto per opere e forniture finanziati con le risorse del Fondo gestite dalla Commissione sono riprese nei capitolati generali di oneri che, su proposta della Commissione, sono approvati con decisione del Consiglio dei Ministri nella sua prima sessione dopo la data di entrata in vigore della presente convenzione.

Articolo 132. La composizione delle controversie fra l'amministrazione di uno Stato ACP ed un imprenditore, fornitore o prestatario di servizi in occasione della stipulazione o dell'esecuzione di un contratto di appalto finanziato dal Fondo avviene mediante arbitrato, conformemente ad un regolamento di procedura che, su proposta degli Stati ACP o della Comunità, viene approvato con decisione del Consiglio dei Ministri non oltre la prima sessione dalla data di entrata in vigore della presente convenzione.

Capitolo 8. COOPERAZIONE REGIONALE

Articolo 133. 1. Nell'attuare la cooperazione finanziaria e tecnica, la Comunità apporta un efficace contributo al conseguimento degli obiettivi che gli Stati ACP si prefiggono in materia di cooperazione regionale ed interregionale. Tale contributo si propone i seguenti scopi :

- a) Accelerare la cooperazione e lo sviluppo economico all'interno delle varie regioni degli Stati ACP e tra di esse;
- b) Accelerare la diversificazione delle economie degli Stati ACP;
- c) Ridurre la dipendenza economica degli Stati ACP dalle importazioni, sviluppando al massimo le produzioni per le quali tali Stati hanno sicure potenzialità;
- d) Creare mercati sufficientemente estesi all'interno degli Stati ACP e degli Stati vicini mediante l'eliminazione degli ostacoli che intralciano lo sviluppo e l'integrazione di tali mercati;
- e) Promuovere ed espandere il commercio fra gli Stati ACP e con i paesi terzi vicini;
- f) Utilizzare al massimo le risorse ed i servizi esistenti negli Stati ACP;
- g) Potenziare gli organismi creati dagli Stati ACP al fine di promuovere la cooperazione e l'integrazione regionali;
- h) Attuare misure specifiche a favore dei paesi senza sbocco sul mare ed insulari, specialmente in materia di trasporto e comunicazioni.

2. A tale scopo, dei mezzi finanziari previsti all'articolo 95 per lo sviluppo economico e sociale degli Stati ACP, una somma di 600 milioni di UCE è riservata al finanziamento dei loro progetti regionali ed interregionali nonché alla partecipazione ad eventuali cofinanziamenti per consentire la realizzazione di detti progetti.

Articolo 134. 1. a) A norma della presente convenzione, la cooperazione regionale interviene nei rapporti tra due o più Stati ACP o tra uno o più Stati ACP ed uno o più paesi terzi vicini.

b) La cooperazione interregionale interviene nei rapporti tra due o più organizzazioni regionali di cui fanno parte Stati ACP, o tra uno o più Stati ACP ed un'organizzazione regionale.

2. A norma della presente convenzione, per progetti regionali s'intendono quelli che contribuiscono direttamente alla soluzione di un problema di sviluppo comune a due o più Stati ACP mediante azioni comuni o azioni nazionali coordinate.

Articolo 135. 1. Il campo di applicazione della cooperazione regionale ed interregionale comprende in particolare :

- a) L'accelerazione dell'industrializzazione degli Stati ACP mediante la creazione di imprese regionali ed interregionali, tenendo conto della realizzazione delle necessarie infrastrutture;
- b) I trasporti e le comunicazioni : strade, ferrovie, trasporti aerei e marittimi, vie fluviali, poste e telecomunicazioni;
- c) La produzione di energia e lo sfruttamento comune delle risorse naturali;

- d) La ricerca e la tecnologia applicate all'intensificazione della cooperazione regionale ed interregionale;
- e) L'agricoltura, in particolare l'allevamento, l'industria e la promozione del commercio dei prodotti di questi settori fra gli Stati ACP;
- f) L'insegnamento e la formazione, compresa la creazione di istituzioni comuni di tecnologia avanzata, nell'ambito di programmi di formazione volti alla piena partecipazione dei cittadini allo sviluppo economico;
- g) La lotta contro le grandi endemie e, più in generale, le azioni tendenti a migliorare le condizioni sanitarie delle popolazioni;
- h) La cooperazione nel settore del turismo, compresi la creazione o il potenziamento dei centri di promozione turistica su base regionale, per incrementare il turismo regionale ed internazionale;
- i) L'assistenza tecnica per la creazione di organismi regionali di cooperazione o per lo sviluppo di nuove attività in organismi regionali esistenti, compresa l'elaborazione di programmi e progetti specifici;
- j) L'assistenza per le azioni delle organizzazioni professionali ACP-CEE tendenti a migliorare la produzione e la commercializzazione dei prodotti sui mercati esteri.

2. Al fine di promuovere la loro cooperazione regionale, gli Stati ACP meno sviluppati beneficiano in via prioritaria delle disposizioni a tal fine previste per i progetti riguardanti almeno uno Stato ACP meno sviluppato, specie quando si tratti di progetti d'infrastrutture dei trasporti, di comunicazioni, telecomunicazioni, energia e sviluppo della produzione.

Articolo 136. 1. Lo Stato o il gruppo di Stati ACP che partecipa con paesi vicini non ACP ad un progetto regionale od interregionale può chiedere alla Comunità di finanziare la parte del progetto che gli compete.

2. Gli organi di cooperazione regionale esistenti o che venissero creati possono presentare alla Comunità una richiesta di finanziamento a nome degli Stati ACP membri e con il loro accordo esplicito.

3. Quando un progetto o programma è finanziato dalla Comunità tramite un istituto regionale, i termini e le condizioni di tale finanziamento applicabili ai beneficiari finali sono, d'intesa con lo Stato o gli Stati ACP interessati, riconosciute fra la Comunità e detto istituto regionale.

Capitolo 9. AIUTI D'URGENZA

Articolo 137. 1. Aiuti d'urgenza possono essere concessi agli Stati ACP che devono far fronte a difficoltà economiche e sociali gravi di carattere eccezionale, risultanti da calamità naturali o da circostanze straordinarie aventi effetti comparabili.

2. Per il finanziamento degli aiuti d'urgenza di cui al paragrafo 1, viene costituita una dotazione speciale nell'ambito del Fondo.

3. a) La dotazione speciale è inizialmente fissata ad una somma di 60 milioni di UCE. Al termine di ogni anno di applicazione della presente convenzione, tale dotazione è ricostituita al suo livello iniziale.

b) L'importo degli stanziamenti del Fondo che possono essere stornati alla dotazione speciale per tutta la durata di applicazione della presente convenzione non può superare 200 milioni di UCE.

c) Allo scadere della presente convenzione, gli stanziamenti stornati alla dotazione speciale e non impegnati per aiuti d'urgenza saranno riversati alla massa del Fondo per il finanziamento di altre operazioni che rientrano nel campo di applicazione della cooperazione finanziaria e tecnica, salvo decisione contraria del Consiglio dei Ministri.

d) In caso di esaurimento della dotazione speciale prima dello scadere della presente convenzione, gli Stati ACP e la Comunità decidono, nell'ambito delle istituzioni paritetiche competenti, le misure appropriate per far fronte alle situazioni di cui al paragrafo 1.

4. Gli aiuti d'urgenza non sono rimborsabili e vengono concessi caso per caso.

5. a) Gli aiuti d'urgenza devono contribuire a finanziare i mezzi più adeguati per ovviare in modo più efficace e rapido alle gravi difficoltà di cui al paragrafo 1.

b) Detti mezzi possono consistere in lavori, forniture o prestazioni di servizi, nonché in versamenti in contanti e, a titolo eccezionale, in rimborso totale o parziale delle somme già spese dallo Stato ACP per l'esecuzione delle operazioni di cui all'accordo di finanziamento relativo all'aiuto d'urgenza in questione.

c) Lo Stato ACP beneficiario dell'aiuto d'urgenza si approvvigiona sui mercati comunitari, degli Stati ACP o dei paesi terzi alle condizioni di cui all'articolo 125.

d) Tali aiuti d'urgenza possono eventualmente, con l'accordo dello Stato ACP interessato, essere utilizzati tramite organismi specializzati o direttamente dalla Commissione.

6. Gli aiuti d'urgenza non si applicano agli effetti nefasti dell'instabilità dei proventi da esportazione di cui al titolo II.

7. Per le modalità di concessione di detti aiuti, si ricorre ad una procedura d'urgenza. Le condizioni di pagamento e di utilizzazione sono fissate caso per caso; quando si tratti di esecuzione su preventivo, l'ordinatore nazionale può concedere anticipi.

8. a) Le operazioni oggetto di un aiuto d'urgenza devono essere realizzate al più presto, e comunque, gli stanziamenti devono essere utilizzati entro sei mesi dall'elaborazione delle modalità di utilizzazione, salvo indicazione contraria fissata da queste ultime e purché circostanze straordinarie non portino a convenire di comune accordo, durante il periodo di esecuzione, sulla proroga di tale termine.

b) Qualora tutti gli stanziamenti aperti non siano stati utilizzati nei termini fissati, l'impegno del Fondo può essere ricondotto all'importo corrispondente agli stanziamenti utilizzati nei termini previsti.

c) I fondi non utilizzati sono quindi riassegnati alla dotazione speciale.

Capitolo 10. COOPERAZIONE TECNICA

Articolo 138. La cooperazione tecnica di cui all'articolo 93 riguarda i seguenti settori :

- a) Studi di carattere generale, in particolare nei settori tecnico, economico, organizzativo, della formazione o della gestione;
- b) Studi specifici ad un progetto o programma;
- c) Prestazioni di supervisione, consulenza, gestione o messa a disposizione di personale di assistenza tecnica nella fase esecutiva di un progetto o programma;
- d) Prestazioni di assistenza tecnica diverse da quelle connesse con l'esecuzione di un progetto o programma.

Articolo 139. 1. La cooperazione tecnica può essere connessa con i progetti e programmi oppure essere generale.

2. La cooperazione tecnica connessa con i progetti e programmi riguarda in particolare :

- a) Studi di sviluppo;
- b) Studi tecnici, economici, finanziari e commerciali, nonché ricerche e prospezioni necessarie alla messa a punto dei progetti e programmi;
- c) Aiuto per la preparazione dei fascicoli;
- d) Aiuto per l'esecuzione e la sorveglianza dei lavori;
- e) Temporanea assunzione a carico delle spese per tecnici e fornitura dei mezzi necessari alla buona esecuzione della loro missione;
- f) Azioni di cooperazione tecnica che possono essere richieste, a titolo temporaneo, per consentire l'esecuzione, la messa in funzione, la gestione o la manutenzione di un determinato progetto compresa eventualmente un'adeguata assistenza tecnica e la formazione dei cittadini del paese o dei paesi interessati.

3. La cooperazione tecnica generale comprende in particolare :

- a) Studi sulle prospettive e sui mezzi di sviluppo e di diversificazione delle economie degli Stati ACP, nonché su problemi che interessano gruppi di Stati ACP o l'insieme di tali Stati;
- b) Studi settoriali e per prodotti;
- c) Invio negli Stati ACP di esperti, consulenti, tecnici ed istruttori degli Stati membri o degli Stati ACP, per missioni specifiche e per periodi limitati;
- d) Fornitura di materiale didattico, di sperimentazione e di dimostrazione;
- e) Informazione generale e documentazione destinate a favorire lo sviluppo degli Stati ACP ed il conseguimento degli obiettivi della cooperazione.

4. Su richiesta degli Stati ACP meno sviluppati, la Comunità concede una priorità speciale alle azioni di cooperazione tecnica interesse a :

- a) Individuare, preparare ed eseguire progetti e programmi che rientrano nel quadro dei programmi indicativi;
- b) Agevolare l'attuazione del sistema di stabilizzazione dei proventi d'esportazione;
- c) Sviluppare la cooperazione tecnica fra Stati ACP;
- d) Eseguire studi e ricerche orientati verso la soluzione di problemi specifici dello sviluppo economico e sociale, specie per quanto riguarda l'adeguamento

tecnologico alle condizioni e alle caratteristiche particolari degli Stati ACP meno sviluppati.

Articolo 140. 1. Per le azioni di cooperazione tecnica vengono stipulati contratti di servizi con un ufficio o una società di studi o di consulenza, con un tecnico consulente od un esperto, scelti soprattutto in base alle loro qualifiche professionali e alla loro esperienza pratica dei problemi che dovranno trattare. A parità di competenza, sarà data preferenza ad un esperto o ad un ufficio studi degli Stati ACP. Eccezionalmente, esse possono essere realizzate in economia.

2. Per accelerare le procedure, i contratti di servizi, ivi compresi gli atti per l'assunzione di consulenti ed altri specialisti dell'assistenza tecnica, possono essere negoziati, elaborati e conclusi, dall'ordinatore nazionale su proposta della Commissione o con il suo accordo, oppure dalla Commissione d'intesa con lo Stato ACP interessato quando si tratti di azioni urgenti, di scarsa entità o di breve durata, soprattutto per le perizie che devono servire per la preparazione dei progetti e programmi di azioni.

Articolo 141. 1. Le azioni di cooperazione tecnica nel campo della formazione si attuano in base a programmi pluriennali di formazione e ad azioni specifiche.

2. I programmi pluriennali si prefiggono :

- a) La formazione dei cittadini degli Stati ACP secondo le priorità stabilite da questi ultimi in materia d'istruzione e formazione professionale;
- b) La formazione dei dirigenti, in particolare di tipo intermedio e tecnico, in relazione con i vari progetti di sviluppo finanziati dalla Comunità nei singoli Stati ACP, per poter progressivamente sostituire il personale di assistenza tecnica ed affidare interamente e stabilmente a cittadini degli Stati ACP la gestione degli investimenti.

3. Le azioni specifiche consistono in operazioni *ad hoc* nei settori della formazione professionale, della ricerca e dell'innovazione tecnologica, a livello degli Stati o degli organismi regionali. Esse si prefiggono la qualificazione ed il perfezionamento del personale dei servizi e degli enti pubblici o delle imprese agricole, industriali, commerciali e di servizi, nonché la formazione degli istruttori per questi stessi settori.

4. La cooperazione tecnica nel campo della formazione si attua attraverso :

- a) L'assegnazione di borse di studio e di tirocinio a cittadini degli Stati ACP;
- b) L'invio negli Stati ACP di esperti ed istruttori, cittadini degli Stati membri o degli Stati ACP, per missioni specifiche e per periodi limitati;
- c) L'organizzazione di seminari e di corsi di formazione o di perfezionamento per i cittadini degli Stati ACP;
- d) La fornitura di materiale pedagogico, didattico, di sperimentazione, dimostrazione e ricerca;
- e) La collaborazione fra istituti di formazione e di ricerca ed università degli Stati membri ed analoghi istituti degli Stati ACP.

5. Le azioni sopra indicate si svolgono preferibilmente nello Stato ACP beneficiario o sul piano regionale. Se necessario, esse possono svolgersi in un altro Stato ACP o in uno Stato membro. Per formazioni specializzate e partico-

larmente adatte alle esigenze degli Stati ACP, alcune azioni di formazione possono svolgersi eccezionalmente in un altro paese in via di sviluppo.

6. Su richiesta degli Stati ACP meno sviluppati, la Comunità concede una priorità speciale alle azioni che si prefiggono :

- a) La formazione dei dirigenti e di altro personale delle amministrazioni del settore pubblico e dei servizi tecnici responsabili dello sviluppo economico e sociale allo scopo di aumentarne l'efficacia e trarre in tal modo pienamente profitto delle possibilità offerte dalla presente convenzione;
- b) La formazione ed il perfezionamento dei dirigenti e di altro personale del settore privato.

Articolo 142. 1. Le norme in materia di attribuzione e stipulazione dei contratti di servizi sono determinate con una decisione del Consiglio dei Ministri in occasione della sua prima sessione dopo la data di entrata in vigore della presente convenzione.

2. Fino all'entrata in vigore di tale decisione, tuttavia, le disposizioni degli articoli da 24 a 27 del protocollo n° 2 della convenzione ACP-CEE di Lomé, nonché della dichiarazione comune relativa all'articolo 26 del suddetto protocollo allegata all'atto finale della presente convenzione sono applicabili ai contratti di servizi conclusi dopo il 1° marzo 1980.

Articolo 143. 1. Quando uno Stato ACP dispone, quali dirigenti amministrativi e tecnici, di elementi nazionali in numero tale da rappresentare una parte sostanziale del personale necessario per l'esecuzione in economia di un'azione di cooperazione tecnica, la Comunità può, in casi eccezionali, contribuire alle spese delle azioni in economia assumendo a proprio carico il costo di determinati mezzi materiali eventualmente mancanti o mettendo a disposizione esperti di un altro Stato per completare l'organico.

2. La partecipazione della Comunità si limita all'assunzione dei costi di mezzi complementari e delle spese temporanee di esecuzione il cui costo è limitato al solo fabbisogno dell'azione in questione, esclusa qualsiasi spesa permanente di funzionamento.

Capitolo 11. ASSISTENZA TECNICA E FINANZIAMENTO DELLE PICCOLE E MEDIE IMPRESE

Articolo 144. 1. La Comunità finanzia azioni a favore delle piccole e medie imprese degli Stati ACP. I modi di finanziamento sono determinati in funzione delle caratteristiche del programma di azione presentato da detti Stati.

2. L'assistenza tecnica della Comunità contribuisce a rafforzare l'attività degli organismi degli Stati ACP orientati verso lo sviluppo delle piccole e medie imprese e ad assicurare la formazione professionale necessaria a dette imprese.

3. I finanziamenti della Comunità, mediante aiuto rimborsabile o eventualmente non rimborsabile, prendono di norma la forma di contributi globali, ma possono anche assumere la forma di contributi diretti. I contributi globali sono attribuiti in via prioritaria ogniqualvolta esista, nello Stato ACP interessato, una banca od altro organismo nazionale che partecipi al conseguimento dell'obiettivo prefisso. Tali contributi globali possono essere concessi :

— Dalla Banca, con i fondi da essa gestiti, a banche o istituti finanziari a favore delle piccole e medie imprese industriali, agro-industriali o turistiche;

— Dalla Commissione, con le risorse che gestisce, ad organismi pubblici, enti locali o cooperative che si propongono lo sviluppo dei settori artigiano, commerciale ed agricolo.

4. Nel caso di un finanziamento tramite un organismo intermedio, questo è responsabile della presentazione dei progetti particolari all'interno del programma precedentemente approvato, nonché della gestione dei mezzi finanziari messi a sua disposizione. Le modalità e le condizioni di finanziamento ai beneficiari finali sono adottate di comune accordo fra lo Stato ACO interessato, l'organo competente della Comunità e l'organismo intermedio.

5. I progetti vengono istruiti dall'organismo finanziario. Esso decide, sotto la propria responsabilità finanziaria, la concessione dei prestiti finali a condizioni fissate in armonia con quelle applicate ad operazioni simili nello Stato ACP considerato.

6. Le condizioni di finanziamento concesse dalla Comunità all'organismo finanziario tengono conto della necessità che quest'ultimo copra le proprie spese di gestione, i rischi di cambio ed i rischi finanziari, nonché il costo dell'assistenza tecnica fornita alle imprese o ad altri mutuatari finali.

Capitolo 12. MICROPROGETTI

Articolo 145. 1. Per rispondere concretamente alle esigenze di sviluppo degli enti locali, il Fondo partecipa al finanziamento di microprogetti su richiesta degli Stati ACP.

2. Gli importi a tal fine necessari sono inclusi nel programma indicativo di aiuto comunitario di cui all'articolo 109, paragrafo 3, ed i relativi stanziamenti sono prelevati dalle sovvenzioni previste all'articolo 95, punto 1, lettera a), primo trattino per far fronte agli impegni corrispondenti a questo tipo di azioni.

3. Speciale priorità è data alla preparazione ed attuazione di microprogetti negli Stati ACP meno sviluppati.

Articolo 146. 1. a) Per poter beneficiare di un finanziamento della Comunità, i microprogetti devono :

— Rispondere ad una necessità reale e prioritaria constatata a livello locale;

— Comportare la partecipazione attiva degli enti locali.

b) L'intervento del Fondo in ciascun microprogetto non può superare 150.000 UCE.

2. I programmi di microprogetti riguardano piccoli progetti con un impatto economico e sociale sulla vita delle popolazioni e comunità degli Stati ACP. Detti progetti sono di massima rurali, ma la Comunità può partecipare anche al finanziamento di microprogetti nelle zone urbane.

3. I microprogetti riguardano in particolare : dighe, pozzi ed adduzioni d'acqua, sili e magazzini per il deposito di viveri e raccolti, elettrificazione rurale, strade poderali e ponti, piste di atterraggio rurali, gettate, parchi e corridoi di vaccinazione, scuole elementari, scuole di apprendistato, attività artigiane quali centri e cooperative, maternità, centri sociali, centri di animazione, capannoni merci, risanamenti e lottizzazioni urbani, locali destinati a incoraggiare le attività commerciali ed altri progetti rispondenti ai criteri di cui al paragrafo 1.

Articolo 147. 1. Ciascun progetto per il quale viene chiesto il contributo della Comunità deve essere originato da un'iniziativa dell'amministrazione locale che ne beneficerà. Il finanziamento di microprogetti ha di massima una struttura tripartita con le seguenti provenienze :

- Amministrazione beneficiaria, in forma di contributo in contanti, in natura o di prestazioni di servizio, adeguate alla sua capacità contributiva;
- Stato ACP, in forma di partecipazione finanziaria, di partecipazione in attrezzature pubbliche o di prestazione di servizi;
- Fondo.

2. Il totale delle parti a carico dello Stato ACP e dell'amministrazione locale interessata deve, di massima, essere almeno pari alla sovvenzione richiesta al Fondo. La disponibilità delle prestazioni dei tre partecipanti sarà concomitante. L'amministrazione locale s'impegna a provvedere alla manutenzione ed al funzionamento di ciascun progetto, eventualmente con il sostegno delle autorità nazionali.

Articolo 148. 1. a) Lo Stato ACP interessato prepara e presenta alla Commissione un programma annuale contenente le grandi linee dei progetti da attuare.

b) Dopo essere stato esaminato dai servizi della Commissione, questo programma viene sottoposto, per la decisione di finanziamento, agli organi competenti della Comunità, a norma dell'articolo 113.

2. Nel quadro dei programmi annuali così definiti, le decisioni di finanziamento relative a ciascun microprogetto sono prese dallo Stato ACP interessato con l'accordo del delegato della Commissione, accordo che si considera acquisito entro un mese dalla notifica di tali decisioni.

Articolo 149. Per ciascun programma di microprogetti che venga portato a termine, lo Stato ACP beneficiario, d'intesa con il delegato della Commissione, inoltra ai servizi della Commissione una relazione sull'esecuzione.

Capitolo 13. REGIME FISCALE E DOGANALE E DISPOSIZIONI VARIE

Articolo 150. Il regime fiscale e doganale applicabile negli Stati ACP ai contratti di appalto finanziati dalla Comunità è riportato nel protocollo n° 6.

Articolo 151. La mancata ratifica o la denuncia della presente convenzione da parte di uno Stato ACP alle condizioni di cui al titolo XI comporta, per le parti contraenti, l'obbligo di adeguare gli importi dei mezzi finanziari previsti nella presente convenzione. Tale adeguamento è altresì applicabile, alle condizioni fissate negli articoli 185 a 186, in caso di accessione di Stati ACP alla presente convenzione.

Articolo 152. 1. Il finanziamento dei progetti e programmi può riguardare le spese relative e strettamente limitate al periodo di avviamento, quali manutenzione e funzionamento degli impianti non ancora pienamente produttivi, purché tali spese, specificate nella proposta di finanziamento, siano ritenute necessarie per l'impianto, l'avviamento e la gestione degli investimenti.

2. Speciale priorità è concessa all'utilizzazione degli aiuti di accompagnamento negli Stati ACP meno sviluppati.

Articolo 153. 1. In applicazione dell'articolo 93, paragrafo 4, si possono concedere aiuti supplementari alle condizioni di cui ai paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo.

2. Gli aiuti supplementari possono coprire le spese di funzionamento, manutenzione e gestione degli investimenti precedentemente eseguiti per garantire la loro piena utilizzazione, soprattutto con la fornitura di materiale di manutenzione e/o con l'esecuzione di grosse riparazioni.

3. Tali aiuti sono utilizzati in modo temporaneo e decrescente.

4. Essi devono conservare carattere eccezionale, tenuto conto del fabbisogno e dei mezzi propri a ciascuno Stato ACP interessato.

5. Speciale priorità è concessa per l'utilizzazione degli aiuti supplementari negli Stati ACP meno sviluppati.

Articolo 154. Allo scadere della presente convenzione :

- Gli stanziamenti di cui all'articolo 95 in forma di capitali di rischio, non impegnati, si aggiungono a quelli previsti allo stesso articolo in forma di prestiti speciali;
- Gli stanziamenti di cui all'articolo 133 per finanziare progetti regionali, non ancora impegnati, diventano disponibili per il finanziamento prioritario degli altri progetti e programmi regionali della stessa sottoregione.

TITOLO VIII. DISPOSIZIONI GENERALI CONCERNENTI GLI STATI ACP MENO SVILUPPATI, SENZA SBOCCO SUL MARE ED INSULARI

Articolo 155. I. Nel quadro della presente convenzione, viene riservato un particolare trattamento agli Stati ACP meno sviluppati e sono previsti provvedimenti speciali per gli Stati ACP senza sbocco sul mare ed insulari perché possano superare le difficoltà e gli ostacoli specifici risultanti rispettivamente dalla natura delle loro necessità e dalla loro situazione geografica e trarre pienamente profitto dalle possibilità offerte dalla presente convenzione.

2. Le disposizioni specifiche stabilite in applicazione del presente titolo a favore degli Stati ACP meno sviluppati e degli Stati ACP senza sbocco sul mare ed insulari sono riportate negli articoli : 15, 21, 46, 47, 53, 82, 90, 83, 106, 107, 112, 125, 129, 133, 135, 139, 141, 145, 152 e 153 e nell'articolo 30 del protocollo n° 1.

3. A seconda delle loro necessità e caratteristiche, beneficiano dei provvedimenti speciali previsti dal presente articolo gli Stati ACP che figurano nei seguenti tre elenchi :

a) *Stati ACP meno sviluppati*

Benin	Guinea Bissau
Botswana	Grenada
Burundi	Alto Volta
Capo Verde	Saint Lucia
Repubblica centrafricana	Lesotho
Comore	Malawi
Gibuti	Mali
Dominica	Mauritania
Etiopia	Niger
Gambia	Uganda
Guinea	Ruanda

Salomone	Swaziland
Samoa occidentale	Tanzania
Sao Tomé e Príncipe	Ciad
Seicelle	Togo
Sierra Leone	Tonga
Somalia	Tuvalu
Sudan	

b) *Stati ACP senza sbocco sul mare*

Botswana	Niger
Burundi	Uganda
Repubblica centrafricana	Ruanda
Alto Volta	Swaziland
Lesotho	Ciad
Malawi	Zambia
Mali	

c) *Stati ACP insulari*

Bahama	Maurizio
Barbados	Papua Nuova Guinea
Capo Verde	Salomone
Comore	Samoa occidentale
Dominica	Sao Tomé e Príncipe
Figi	Seicelle
Grenada	Tonga
Giamaica	Trinidad e Tobago
Saint Lucia	Tuvalu
Madagascar	

4. Gli elenchi degli Stati ACP citati al paragrafo 3 possono essere modificati con decisione del Consiglio dei Ministri :

- Qualora un paese terzo che si trovi in una situazione comparabile acceda alla presente convenzione;
- Qualora la situazione economica di uno degli Stati si modifichi in maniera significativa e durevole o in modo da richiedere la sua inclusione nella categoria degli Stati ACP meno sviluppati, oppure in modo da non giustificare più una tale inclusione.

TITOLO IX. DISPOSIZIONI RELATIVE AI PAGAMENTI E MOVIMENTI DI CAPITALI, ALLO STABILIMENTO ED AI SERVIZI

Capitolo 1. DISPOSIZIONI RELATIVE AI PAGAMENTI CORRENTI E MOVIMENTI DI CAPITALI

Articolo 156. Per quanto riguarda i pagamenti correnti e i movimenti di capitali connessi con gli investimenti, le parti contraenti si astengono dal prendere, nel settore delle operazioni di cambio, provvedimenti incompatibili con obblighi loro derivanti dall'applicazione delle disposizioni della presente convenzione relative a scambi, servizi, stabilimento e cooperazione industriale. Tali obblighi non impediscono tuttavia alle parti contraenti di adottare, per ragioni connesse

con gravi difficoltà economiche o gravi problemi di bilancia dei pagamenti, le necessarie misure di salvaguardia.

Articolo 157. 1. Per quanto concerne le operazioni di cambio relative agli investimenti ed ai pagamenti correnti, gli Stati ACP, da una parte, e gli Stati membri, dall'altra, si astengono per quanto possibile dal prendere, gli uni nei confronti degli altri, misure discriminatorie o dal riservare un trattamento più favorevole a Stati terzi, tenendo debito conto del carattere evolutivo del sistema monetario internazionale, dell'esistenza di specifiche intese monetarie e dei problemi inerenti alla bilancia dei pagamenti.

2. Ove tali misure o trattamenti risultassero inevitabili, sarebbero mantenuti od istituiti conformemente alle norme monetarie internazionali cercando di ridurre al minimo i loro effetti negativi per le parti interessate.

Articolo 158. Per tutta la durata dei prestiti o delle operazioni di capitali di rischio di cui all'articolo 95, ciascuno degli Stati ACP si impegna :

- a) A rendere disponibili per i beneficiari di cui all'articolo 94 le divise necessarie per il servizio degli interessi e delle commissioni e per l'ammortamento dei prestiti e degli aiuti in quasi capitale concessi per interventi sul loro territorio;
- b) A mettere a disposizione della Banca le divise necessarie al trasferimento di tutte le somme che essa ha ricevuto in monete nazionali e che corrispondono ai proventi e ricavi netti delle operazioni di partecipazione della Comunità al capitale delle imprese.

Articolo 159. Su richiesta della Comunità o degli Stati ACP, il Consiglio dei Ministri esamina i problemi eventualmente posti dall'applicazione degli articoli 156, 157 e 158. Inoltre esso formula ogni utile raccomandazione al riguardo.

Capitolo 2. DISPOSIZIONI RELATIVE ALLO STABILIMENTO ED AI SERVIZI

Articolo 160. Per quanto concerne il regime applicabile in materia di stabilimento e prestazione di servizi, gli Stati ACP, da un lato, e gli Stati membri, dall'altro, riservano un trattamento non discriminatorio, rispettivamente, ai cittadini ed alle società degli Stati membri e degli Stati ACP. Tuttavia, se per un'attività determinata uno Stato ACP o uno Stato membro non può assicurare tale trattamento, gli Stati membri o, secondo il caso, gli Stati ACP non sono tenuti ad accordarlo, per la medesima attività, ai cittadini ed alle società di detto Stato.

Articolo 161. Ai sensi della presente convenzione, per società si intendono le società di diritto civile o commerciale, comprese le società cooperative e le altre persone giuridiche di diritto pubblico o privato, ad eccezione delle società senza scopo di lucro.

Per società di uno Stato membro o di uno Stato ACP si intendono quelle costituite conformemente alla legislazione di uno Stato membro o di uno Stato ACP che abbiano la sede sociale, l'amministrazione centrale o il principale centro di attività in uno Stato membro o in uno Stato ACP; qualora però dette società abbiano in uno Stato membro o in uno Stato ACP soltanto la sede sociale, la loro attività deve essere connessa in modo efficace e continuo con l'economia di detto Stato membro o Stato ACP.

Articolo 162. Su richiesta della Comunità o degli Stati ACP, il Consiglio dei Ministri procede all'esame dei problemi eventualmente posti dall'applicazione degli articoli 160 e 161. Esso formula inoltre ogni utile raccomandazione al riguardo.

TITOLO X. LE ISTITUZIONI

Articolo 163. Le istituzioni della presente convenzione sono il Consiglio dei Ministri, il Comitato degli Ambasciatori e l'assemblea consultiva.

Articolo 164. 1. Il Consiglio dei Ministri è composto dei membri del Consiglio delle Comunità Europee e di membri della Commissione delle Comunità Europee, da un lato, e di un membro del governo di ciascuno Stato ACP, dall'altro.

2. Ogni membro del Consiglio dei Ministri può farsi rappresentare in caso d'impedimento. Il rappresentante esercita tutti i diritti del membro titolare.

3. Il Consiglio dei Ministri può deliberare validamente soltanto se è presente la metà dei membri del Consiglio delle Comunità Europee, un membro della Commissione ed i due terzi dei membri titolari in rappresentanza dei governi degli Stati ACP.

4. Il Consiglio dei Ministri adotta il proprio regolamento interno.

Articolo 165. La presidenza del Consiglio dei Ministri è esercitata a turno da un membro del Consiglio delle Comunità Europee e da un membro del governo di uno Stato ACP designato dagli Stati ACP.

Articolo 166. 1. Il Consiglio dei Ministri si riunisce una volta all'anno su iniziativa del presidente.

2. Esso si riunisce inoltre ogniqualvolta sia necessario, alle condizioni stabilite dal regolamento interno.

3. Il regolamento interno del Consiglio dei Ministri stabilisce che i copresidenti, assistiti da consiglieri aventi un incarico ufficiale, potranno procedere a consultazioni e scambi di vedute regolari tra le sessioni del Consiglio dei Ministri.

Articolo 167. 1. Il Consiglio dei Ministri si pronuncia di comune accordo tra la Comunità, da un lato, e gli Stati ACP, dall'altro.

2. La Comunità, da un lato, e gli Stati ACP, dall'altro, determinano, ciascuno con un protocollo interno, la procedura da seguire per definire le rispettive posizioni.

Articolo 168. 1. Il Consiglio dei Ministri definisce i grandi orientamenti dei lavori da intraprendere nel quadro dell'applicazione della presente convenzione.

2. Il Consiglio dei Ministri esamina periodicamente i risultati del regime previsto dalla presente convenzione e prende i provvedimenti necessari per il conseguimento degli obiettivi della presente convenzione.

Il Consiglio dei Ministri può, a tal fine, prendere in considerazione qualsiasi risoluzione o raccomandazione adottata al riguardo dall'assemblea consultiva.

3. Nei casi previsti dalla presente convenzione, le decisioni prese dal Consiglio dei Ministri sono obbligatorie per le parti contraenti, che prendono i necessari provvedimenti per la loro esecuzione.

4. Il Consiglio dei Ministri può inoltre formulare risoluzioni, dichiarazioni, raccomandazioni e pareri che ritenga necessari per il conseguimento degli obiettivi prefissi e per il buon funzionamento della presente convenzione.

5. Il Consiglio dei Ministri pubblica una relazione annuale ed ogni altra informazione che ritenga utile.

6. Il Consiglio dei Ministri può prendere tutte le disposizioni atte a mantenere effettivi contatti e consultazioni ed un'effettiva cooperazione tra li ambienti economici e sociali degli Stati membri e quelli degli Stati ACP.

7. La Comunità o gli Stati ACP possono sottoporre al Consiglio dei Ministri qualsiasi problema risultante dall'applicazione della presente convenzione.

8. Nei casi previsti dalla presente convenzione, hanno luogo, su richiesta della Comunità o degli Stati ACP, consultazioni in sede di Consiglio dei Ministri in conformità del suo regolamento interno.

9. Il Consiglio dei Ministri può creare comitati, gruppi o gruppi di lavoro *ad hoc* per effettuare i lavori che ritiene necessari.

10. Su richiesta di una parte contraente, si possono avere scambi di idee sulle questioni in diretta relazione con le materie contemplate dalla presente convenzione.

11. Di comune accordo, le parti possono procedere a scambi di idee su altre questioni economiche o tecniche di reciproco interesse.

Articolo 169. Se necessario, il Consiglio dei Ministri può delegare una delle sue competenze al Comitato degli Ambasciatori. In tal caso, il Comitato degli Ambasciatori si pronuncia alle condizioni di cui all'articolo 167.

Articolo 170. Il Comitato degli Ambasciatori è composto di un rappresentante di ogni Stato membro e di un rappresentante della Commissione, da una parte, e di un rappresentante di ciascuno Stato ACP, dall'altra.

Articolo 171. 1. Il Comitato degli Ambasciatori assiste il Consiglio dei Ministri nello svolgimento delle sue funzioni ed esegue qualsiasi mandato conferitogli dal medesimo.

2. Il Comitato degli Ambasciatori esercita le altre competenze attribuitegli dal Consiglio dei Ministri ed assume i compiti assegnatigli dal medesimo.

3. Il Comitato degli Ambasciatori esamina il funzionamento della presente convenzione ed i progressi fatti nel conseguimento degli obiettivi definiti dal Consiglio dei Ministri.

4. Il Comitato degli Ambasciatori riferisce al Consiglio dei Ministri sulle attività svolte, in particolare nei settori che sono stati oggetto di una delega di competenza. Esso presenta altresì al Consiglio dei Ministri le proposte, risoluzioni, raccomandazioni o pareri che ritenga necessari od opportuni.

5. Il Comitato degli Ambasciatori controlla i lavori di tutti i Comitati e di tutti gli altri organi o gruppi di lavoro, permanenti o *ad hoc*, creati o previsti dalla presente convenzione o in applicazione della medesima, e sottopone periodiche relazioni al Consiglio dei Ministri.

6. Per svolgere le sue funzioni, il Comitato degli Ambasciatori si riunisce almeno una volta ogni sei mesi.

Articolo 172. 1. La presidenza del Comitato degli Ambasciatori è esercitata a turno da un rappresentante di uno Stato membro designato dalla Comunità e da un rappresentante di uno Stato ACP designato dagli Stati ACP.

2. Il Comitato degli Ambasciatori adotta il proprio regolamento interno, che è sottoposto per approvazione al Consiglio dei Ministri.

Articolo 173. Un rappresentante della Banca assiste alle riunioni del Consiglio dei Ministri o del Comitato degli Ambasciatori quando al loro ordine del giorno siano iscritte questioni attinenti a settori che riguardano la Banca.

Articolo 174. I compiti di segreteria e gli altri lavori necessari al funzionamento del Consiglio dei Ministri e del Comitato degli Ambasciatori o di altri organi misti sono svolti su base paritetica alle condizioni previste dal regolamento interno del Consiglio dei Ministri.

Articolo 175. 1. L'assemblea consultiva è composta, su base paritetica, di Membri del Parlamento Europeo, per la Comunità, e di parlamentari o rappresentanti designati dagli Stati ACP, per questi ultimi.

2. L'assemblea consultiva considera i modi e i mezzi atti a consolidare la cooperazione tra la Comunità e gli Stati ACP e a favorire il conseguimento degli obiettivi della presente convenzione. Essa potrà presentare al Consiglio dei Ministri tutte le raccomandazioni che riterrà adeguate, specie all'atto dell'esame della relazione annuale del Consiglio dei Ministri.

3. L'assemblea consultiva designa il proprio ufficio di presidenza e adotta il proprio regolamento.

4. L'assemblea consultiva si riunisce almeno una volta all'anno.

5. Un Comitato paritetico prepara le delibere dell'assemblea consultiva. Quest'ultima può creare inoltre Comitati consultivi *ad hoc* per effettuare lavori specifici da essa stabiliti.

6. L'assemblea consultiva esamina la relazione elaborata a norma dell'articolo 168, paragrafo 5.

7. L'assemblea consultiva può, su una base *ad hoc*, istituire tutti i collegamenti che ritiene auspicabili per raccogliere i pareri degli ambienti economici e sociali sulla cooperazione nell'ambito della presente convenzione.

8. L'assemblea consultiva può adottare risoluzioni nelle materie riguardanti la presente convenzione o ivi contemplate.

9. I compiti di segreteria e gli altri lavori necessari al funzionamento dell'assemblea consultiva sono svolti su base paritetica alle condizioni previste dal regolamento interno dell'assemblea consultiva stessa.

Articolo 176. 1. Le controversie sull'interpretazione o sull'applicazione della presente convenzione tra uno Stato membro, più Stati membri o la Comunità, da una parte, e uno o più Stati ACP, dall'altra, possono essere deferite al Consiglio dei Ministri.

2. Qualora non riesca a dirimere la controversia, il Consiglio dei Ministri può, su richiesta di una delle parti contraenti interessate, avviare un procedimento di buoni uffici il cui esito è comunicato al Consiglio in una relazione nella sessione successiva.

3. a) Se non si giunge alla composizione della controversia, il Consiglio dei Ministri designa un arbitro su richiesta di una delle parti contraenti interessate. Altri due arbitri sono successivamente designati entro un termine di due mesi, da ciascuna delle parti in causa, quali definite al paragrafo 1.

b) Le decisioni arbitrali sono pronunciate a maggioranza entro diciotto mesi.

c) Ciascuna parte in causa è tenuta a prendere i provvedimenti necessari all'esecuzione della decisione arbitrale.

Articolo 177. Le spese di funzionamento delle istituzioni previste dalla presente convenzione sono ripartite conformemente a quanto stabilito dal protocollo n° 2.

Articolo 178. I privilegi e le immunità concessi a titolo della presente convenzione sono definiti nel protocollo n° 3.

TITOLO XI. DISPOSIZIONI GENERALI E FINALI

Articolo 179. I trattati, le convenzioni, gli accordi o le intese di qualsiasi forma o natura fra uno o più Stati membri e uno o più Stati ACP non devono essere di ostacolo all'applicazione della presente convenzione.

Articolo 180. Fatte salve le disposizioni particolari in materia di relazioni fra gli Stati ACP ed i dipartimenti francesi d'oltremare ivi enunciate, la presente convenzione si applica ai territori nei quali si applica il trattato che istituisce la Comunità economica Europea e alle condizioni precisate da detto trattato, da una parte, e ai territori degli Stati ACP, dall'altra.

Articolo 181. In caso di adesione di uno Stato terzo alla Comunità, le parti contraenti convengono di prendere, se necessario, le misure di adeguamento o di transizione appropriate.

Articolo 182. 1. a) Per quanto riguarda la Comunità, la presente convenzione è validamente conclusa con decisione del Consiglio delle Comunità Europee presa conformemente alle disposizioni del trattato e notificata alle parti contraenti.

b) Essa è ratificata dagli Stati firmatari secondo le rispettive norme costituzionali.

c) La ratifica della presente convenzione vale altresì come ratifica dell'accordo relativo ai prodotti di competenza della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio, firmato in data odierna.

2. Gli strumenti di ratifica e l'atto di notifica della conclusione della presente convenzione sono depositati, per quanto riguarda gli Stati ACP, presso il Segretariato del Consiglio delle Comunità Europee e, per quanto riguarda la Comunità e gli Stati membri, presso il Segretariato degli Stati ACP. I Segretariati si affrettano ad informare dell'avvenuto deposito gli Stati firmatari e la Comunità.

Articolo 183. 1. La presente convenzione entra in vigore il primo giorno del secondo mese successivo alla data di deposito degli strumenti di ratifica da parte degli Stati membri e di almeno due terzi degli Stati ACP nonché dell'atto di notifica della conclusione della presente convenzione da parte della Comunità.

2. Lo Stato ACP che non ha espletato le procedure di cui all'articolo 182 alla data dell'entrata in vigore della presente convenzione come previsto al paragrafo 1, può procedervi soltanto entro i dodici mesi successivi a detta entrata in vigore e può proseguire tali procedure soltanto durante questi dodici mesi, a meno che, prima della scadenza di tale termine, detto Stato porti a conoscenza del Consiglio dei Ministri l'intenzione di espletare le procedure di cui sopra al più tardi entro sei mesi da tale termine e purché proceda, in questo stesso periodo, al deposito dello strumento di ratifica.

3. Per gli Stati ACP che non hanno espletato le procedure di cui all'articolo 182 alla data dell'entrata in vigore della presente convenzione come previsto al paragrafo 1, la presente convenzione diventa applicabile il primo giorno del secondo mese successivo all'espletamento di dette procedure.

4. Gli Stati ACP firmatari che ratificano la presente convenzione alle condizioni di cui al paragrafo 2 riconoscono la validità di qualsiasi misura di applicazione della presente convenzione presa tra la data d'entrata in vigore della medesima e la data in cui le sue disposizioni sono divenute ad essi applicabili. Salvo termine diverso eventualmente accordato dal Consiglio dei Ministri, essi assolvono, non oltre sei mesi dall'espletamento delle procedure di cui all'arti-

colo 182, tutti gli obblighi loro incombenti ai sensi della presente convenzione o in forza di decisioni di applicazione prese dal Consiglio dei Ministri.

5. Il regolamento interno delle istituzioni stabilite dalla presente convenzione determina se ed a quali condizioni partecipino in veste di osservatori alle sedute delle istituzioni i rappresentanti degli Stati firmatari che, alla data dell'entrata in vigore della presente convenzione, non hanno ancora espletato le procedure di cui all'articolo 182. Tali disposizioni restano in vigore solo fino al momento in cui la presente convenzione diventa applicabile a detti Stati e perdono comunque ogni efficacia alla data in cui, secondo il disposto del paragrafo 2, lo Stato in questione non può più procedere alla ratifica della presente convenzione.

Articolo 184. 1. Il Consiglio dei Ministri viene informato di qualsiasi domanda di adesione o di associazione di uno Stato alla Comunità.

2. Il Consiglio dei Ministri viene altresì informato di qualsiasi domanda di accessione d'un paese ad una qualunque associazione economica composta di Stati ACP.

Articolo 185. 1. Ogni domanda di accessione alla presente convenzione di un paese o territorio di cui alla parte IV del trattato, divenuto indipendente, è portata a conoscenza del Consiglio dei Ministri.

2. In caso di approvazione del Consiglio dei Ministri, detto paese accede alla presente convenzione depositando uno strumento di accessione presso il Segretariato del Consiglio delle Comunità Europee, che ne trasmette una copia certificata conforme al Segretariato degli Stati ACP, informandone gli Stati firmatari.

3. Questo Stato gode quindi degli stessi diritti ed è sottoposto agli stessi obblighi degli Stati ACP. L'accessione non può pregiudicare i vantaggi derivanti agli Stati ACP firmatari della presente convenzione dalle disposizioni relative alla cooperazione finanziaria e tecnica ed alla stabilizzazione dei proventi da esportazione.

Articolo 186. 1. Ogni domanda di accessione alla presente convenzione presentata da uno Stato la cui struttura economica e la cui produzione siano paragonabili a quelle degli Stati ACP richiede l'approvazione del Consiglio dei Ministri. Lo Stato interessato può accedere alla presente convenzione concludendo un accordo con la Comunità.

2. Detto Stato gode quindi degli stessi diritti ed è sottoposto agli stessi obblighi degli Stati ACP.

3. Tale accordo può tuttavia indicare la data in cui alcuni di questi diritti ed obblighi diventano ad esso applicabili.

4. L'accessione non può tuttavia pregiudicare i vantaggi derivanti agli Stati ACP firmatari della presente convenzione dalle disposizioni relative alla cooperazione finanziaria e tecnica, alla stabilizzazione dei proventi da esportazione ed alla cooperazione industriale.

Articolo 187. A decorrere dall'entrata in vigore della presente convenzione, i poteri conferiti al Consiglio dei Ministri dalla convenzione ACP-CEE di Lomé sono esercitati, se necessario e in osservanza delle disposizioni pertinenti di detta convenzione, dal Consiglio dei Ministri istituito dalla presente convenzione.

Articolo 188. 1. La presente convenzione scade al termine di un periodo di cinque anni a decorrere dal 1° marzo 1980, vale a dire il 28 febbraio 1985.

2. Diciotto mesi prima della fine di tale periodo, le parti contraenti avvieranno negoziati per esaminare le disposizioni che disciplineranno in seguito le relazioni fra la Comunità e gli Stati membri, da una parte, e gli Stati ACP, dall'altra.

3. Il Consiglio dei Ministri adotta eventualmente, le misure transitorie necessarie fino all'entrata in vigore della nuova convenzione.

Articolo 189. La presente convenzione può essere denunciata dalla Comunità nei confronti di ciascuno Stato ACP e da ciascuno Stato ACP nei confronti della Comunità con un preavviso di sei mesi.

Articolo 190. I protocolli allegati alla presente convenzione ne costituiscono parte integrante.

Articolo 191. La presente convenzione redatta in due esemplari in lingua danese, francese, inglese, italiana, olandese e tedesca, ciascuno di detti testi facente ugualmente fede, è depositata negli archivi del Segretariato del Consiglio delle Comunità Europee e presso il Segretariato degli Stati ACP che ne rimettono copia certificata conforme al governo di ogni Stato firmatario.

[See p. 431 of this volume for signatures — Voir p. 431 du présent volume pour les signatures.]

PROTOCOLLO N° 1 RELATIVO ALLA DEFINIZIONE DELLA NOZIONE DI « PRODOTTI ORIGINARI » ED AI METODI DI COOPERAZIONE AMMINISTRATIVA

TITOLO 1. DEFINIZIONE DELLA NOZIONE DI « PRODOTTI ORIGINARI »

Articolo 1. 1. Ai fini dell'applicazione della convenzione e senza pregiudizio dei paragrafi 3 e 4, sono considerati prodotti originari di uno Stato ACP, purchè siano stati trasportati direttamente ai sensi dell'articolo 5 :

- a) I prodotti interamente ottenuti in uno o più Stati ACP;
- b) I prodotti ottenuti in uno o più Stati ACP per la cui fabbricazione siano stati utilizzati prodotti diversi da quelli indicati alla lettera a), a condizione che essi siano stati oggetto di lavorazioni o trasformazioni sufficienti ai sensi dell'articolo 3.

2. Ai fini dell'applicazione del paragrafo 1, gli Stati ACP sono considerati come un unico territorio.

3. Quando prodotti interamente ottenuti nella Comunità o nei paesi e territori definiti nella nota esplicativa n° 9, costituiscono oggetto di lavorazioni o di trasformazioni in uno o più Stati ACP, li si considera come interamente ottenuti in questo o questi Stati ACP, purchè siano stati trasportati direttamente ai sensi dell'articolo 5.

4. Le lavorazioni o trasformazioni effettuate nella Comunità o nei paesi e territori sono considerate come effettuate in uno o più Stati ACP se i prodotti ottenuti sono sottoposti a ulteriore lavorazione o trasformazione in uno o più Stati ACP e sono stati trasportati direttamente ai sensi dell'articolo 5.

5. Ai fini dell'applicazione dei paragrafi precedenti, ove siano soddisfatte tutte le condizioni in essi contenute, i prodotti ottenuti in due o più Stati ACP

sono considerati come prodotti originari dello Stato ACP nel quale è stata effettuata l'ultima lavorazione o trasformazione. A tal fine non sono considerate lavorazioni o trasformazioni nè quelle indicate all'articolo 3, paragrafo 3, lettere *a*, *b*), *c*) e *d*), nè una loro combinazione.

6. I prodotti riportati nell'elenco C dell'allegato IV sono temporaneamente esclusi dal campo d'applicazione del presente protocollo. Ciò nonostante, a questi prodotti si applicano, *mutatis mutandis*, le disposizioni in materia di cooperazione amministrativa.

Articolo 2. Sono considerati come interamente ottenuti in uno o più Stati ACP, nella Comunità o nei paesi e territori ai sensi dell'articolo 1, paragrafo 1, lettera *a*), e paragrafo 3 :

- a*) I prodotti minerali estratti dal loro suolo o dal fondo dei loro mari od oceani;
- b*) I prodotti del regno vegetale ivi raccolti;
- c*) Gli animali vivi, colà nati ed allevati;
- d*) I prodotti provenienti da animali vivi che vi sono allevati;
- e*) I prodotti della caccia e della pesca ivi praticate;
- f*) I prodotti della pesca marittima ed altri prodotti estratti dal mare con le loro navi;
- g*) I prodotti ottenuti a bordo di loro navi-stabilimento esclusivamente a partire dai prodotti indicati alla lettera *f*);
- h*) Gli articoli usati, a condizione che siano ivi raccolti e possano servire soltanto al recupero di materie prime;
- i*) Gli scarti e i residui provenienti da operazioni di lavorazione ivi effettuate;
- j*) Le merci ivi ottenute esclusivamente a partire dai prodotti indicati alle lettera da *a*) a *i*).

Articolo 3. 1. Ai fini dell'applicazione dell'articolo 1, paragrafo 1, lettera *b*), sono considerate sufficienti :

- a*) Le lavorazioni o trasformazioni che hanno l'effetto di far classificare le merci ottenute in una voce tariffaria diversa da quella relativa a ciascuno dei prodotti utilizzati, ad eccezione, tuttavia, di quelle indicate nell'elenco A dell'allegato II, alle quali si applicano le disposizioni proprie di questo elenco;
- b*) Le lavorazioni o trasformazioni indicate nell'elenco B dell'allegato III.

Per « sezioni », « capitoli » e « voci tariffarie » si intendono le sezioni, i capitoli e le voci della nomenclatura del Consiglio di cooperazione doganale per la classificazione delle merci nelle tariffe doganali.

2. Quando, per un determinato prodotto ottenuto, una regola di percentuale limita, nell'elenco A e nell'elenco B, il valore dei prodotti realizzati che possono essere utilizzati, il valore totale di questi prodotti, abbiano essi o meno, entro i limiti e alle condizioni fissate in ciascuno dei due elenchi, cambiato voce tariffaria durante le lavorazioni, le trasformazioni o il montaggio, non può superare, rispetto al valore del prodotto ottenuto, il valore corrispondente al tasso comune, se i tassi sono identici nei due elenchi, oppure al tasso più elevato, se sono diversi.

3. Ai fini dell'applicazione del paragrafo 1, lettera *a*), le seguenti lavorazioni o trasformazioni sono sempre considerate come insufficienti a conferire il carattere di prodotto originario, indipendentemente dal cambiamento o meno di voce tariffaria :

- a) Le manipolazioni destinate a conservare inalterate le merci durante il trasporto e l'immagazzinamento (ventilazione, spanditura, essiccazione, refrigerazione, immersione in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze, estrazione di parti avariate ed operazioni analoghe);
- b) Le semplici operazioni di spolveratura, vagliatura, cernita, classificazione, assortimento (compresa la composizione di serie di merci), lavaggio, verniciatura, riduzione in pezzi;
- c) i) Il cambiamento di imballaggio e le divisioni e riunioni di colli;
ii) Le semplici operazioni di messa in bottiglie, boccette, sacchi, nonché la semplice sistemazione in astucci e scatole, su tavolette, ecc. e qualsiasi altra semplice operazione di condizionamento;
- d) L'apposizione di marchi, etichette o altri simili segni distintivi sui prodotti o sui loro imballaggi;
- e) i) La semplice miscela di prodotti della stessa specie, quando uno o più componenti della miscela non risponda alle condizioni prescritte dal presente protocollo per essere considerati originari di uno Stato ACP, della Comunità o di un paese o territorio;
ii) La semplice miscela di prodotti di specie diverse, a meno che uno o più componenti soddisfino alle condizioni previste dal presente protocollo per essere considerati originari di uno Stato ACP, della Comunità o di un paese o territorio, ed a condizione che questo o questi componenti contribuiscano a determinare le caratteristiche essenziali del prodotto finito;
- f) La semplice riunione di parti di articoli allo scopo di formare un articolo completo;
- g) Il cumulo di due o più operazioni di cui alle lettere da a) a f);
- h) La macellazione degli animali.

Articolo 4. Quando gli elenchi A e B di cui all'articolo 3 dispongono che le merci ottenute in uno Stato ACP sono considerate originarie del medesimo soltanto se il valore dei prodotti utilizzati non supera una data percentuale del valore delle merci ottenute, i valori da prendere in considerazione per la determinazione di questa percentuale sono :

- Da un lato, per i prodotti di cui è comprovata l'importazione, il loro valore in dogana al momento dell'importazione e, per i prodotti di origine indeterminata, il primo prezzo controllabile pagato per questi prodotti sul territorio della parte contraente in cui avviene la fabbricazione;
- Dall'altro, il prezzo franco fabbrica delle merci ottenute, al netto delle imposte interne restituite o da restituire in caso di esportazione.

Articolo 5. 1. Ai fini dell'applicazione dell'articolo 1, paragrafi 1, 3 e 4, sono considerati come trasportati direttamente dagli Stati ACP nella Comunità o nei paesi e territori oppure dalla Comunità o dai paesi e territori negli Stati ACP i prodotti il cui trasporto viene effettuato senza attraversare territori diversi da quelli di questi Stati, paesi e territori. Tuttavia il trasporto dei prodotti che costituiscono una sola spedizione può effettuarsi attraverso territori diversi da quelli degli Stati ACP, della Comunità o dei paesi e territori, all'occorrenza con transbordo o deposito temporaneo in questi territori, purchè l'attraversamento di questi ultimi sia giustificato da motivi geografici o da esigenze di trasporto, e purchè i

prodotti non vi siano stati immessi in commercio o al consumo e vi abbiano subito, eventualmente, soltanto operazioni di scarico o ricarico o altre operazioni dirette a conservarli nel loro stato.

Le interruzioni e modifiche di trasporto dovute alle condizioni del mare oppure a casi di forza maggiore non possono impedire l'applicazione del regime preferenziale stabilito dal presente protocollo, purchè in occasione di queste modifiche o interruzioni i prodotti non siano stati immessi in commercio o al consumo ed abbiano subito unicamente operazioni destinate a salvaguardarli e a conservarli nel loro stato.

2. La prova che sussistono le condizioni di cui al paragrafo 1 è fornita con la presentazione alle competenti autorità doganali comunitarie :

- a) Di un titolo giustificativo del trasporto unico, emesso nel paese beneficiario d'esportazione, che ha accompagnato i prodotti durante l'attraversamento del paese di transito;
- b) Di un attestato rilasciato dalle autorità doganali del paese di transito, contenente :
 - Un'esatta descrizione delle merci;
 - La data dello scarico o del ricarico delle merci oppure, eventualmente, del loro imbarco o sbarco, con indicazione delle navi utilizzate;
 - La certificazione delle condizioni nelle quali è avvenuta la sosta delle merci;
- c) In mancanza dei documenti di cui sopra, di qualsiasi documento probatorio.

TITOLO II. METODI DI COOPERAZIONE AMMINISTRATIVA

Articolo 6. 1. a) La prova del carattere originario dei prodotti a norma del presente protocollo è fornita da un certificato di circolazione delle merci EUR. 1, il cui modello si trova nell'allegato V del presente protocollo.

b) Tuttavia, per i prodotti che costituiscono oggetto di spedizione postale (compresi i pacchi postali), purchè si tratti di spedizioni contenenti unicamente prodotti originari e il cui valore unitario non superi 1.420 unità di conto europeo, la prova del carattere originario a norma del presente protocollo è fornita dal formulario EUR. 2, il cui modello si trova all'allegato VI del presente protocollo.

c) Sino al 30 aprile 1981 incluso, l'unità di conto europea da usarsi per la conversione nella moneta nazionale di uno Stato membro della Comunità è l'equivalente in quella moneta nazionale dell'unità di conto europea in vigore alla data del 30 giugno 1978. Per ciascun biennio successivo, essa avrà il controvalore, in quella moneta nazionale, in vigore il primo giorno lavorativo del mese di ottobre dell'anno che precede detto biennio.

d) Importi riveduti in sostituzione degli importi espressi in UCE sopra indicati nonché all'articolo 16, paragrafo 2, possono essere introdotti dalla Comunità all'inizio di ciascun biennio successivo, se necessario, e devono essere notificati dalla Comunità al Comitato di cooperazione doganale al più tardi un mese prima della loro entrata in vigore. Questi importi devono comunque essere tali da non far diminuire il valore dei limiti espresso nella moneta nazionale di un dato paese.

e) Se la merce è fatturata nella moneta di un altro Stato membro, lo Stato importatore riconosce l'importo notificato dallo Stato membro interessato.

2. Quando, su richiesta del dichiarante in dogana, un articolo smontato o non montato, che rientri nella materia dei capitoli 84 e 85 della nomenclatura del Consiglio di cooperazione doganale, è importato con spedizioni scaglionate, alle condizioni stabilite dalle competenti autorità, esso è considerato come un singolo articolo, ed un certificato di circolazione delle merci può essere presentato per l'articolo completo all'atto dell'importazione della prima spedizione parziale.

3. Gli accessori, i pezzi di ricambio e gli utensili consegnati con un'attrezzatura, una macchina od un veicolo, che fanno parte del normale equipaggiamento di questi ultimi e il cui prezzo è compreso in quello dei medesimi o non è fatturato a parte, formano un tutto unico con l'attrezzatura, la macchina o il veicolo considerato.

4. Gli assortimenti di cui alla regola generale 3 della nomenclatura del consiglio di cooperazione doganale sono considerati originari a condizione che tutti i prodotti che entrano nella loro composizione siano originari. Un assortimento composto di prodotti originari e non originari è considerato come originario nel suo complesso purché il valore dei prodotti non originari non superi il 15% del valore totale dell'assortimento.

Articolo 7. 1. Il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 è rilasciato dalle autorità doganali dello Stato ACP di esportazione all'atto dell'esportazione delle merci alle quali si riferisce. Esso è tenuto a disposizione dell'esportatore dal momento in cui l'esportazione ha effettivamente luogo o è assicurata.

2. In via eccezionale, il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 può essere rilasciato anche dopo l'esportazione delle merci cui si riferisce, quando esso non sia stato rilasciato al momento di detta esportazione in seguito a errore, omissione involontaria o circostanze particolari. In tal caso, il certificato è munito di una nota speciale indicante le condizioni in cui è stato rilasciato.

3. Il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 viene rilasciato solo su domanda scritta dell'esportatore. La domanda è fatta su un formulario il cui modello figura all'allegato V e che viene compilato conformemente al presente protocollo.

4. Il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 può essere rilasciato solo se può costituire titolo giustificativo per l'applicazione della convenzione.

5. Le domande di certificati di circolazione delle merci devono essere conservate per almeno tre anni dalle autorità doganali del paese di esportazione.

Articolo 8. 1. Il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 viene rilasciato dalle autorità doganali dello Stato ACP di esportazione se le merci possono essere considerate come prodotti originari ai sensi del presente protocollo.

2. Per verificare se sono soddisfatte le condizioni di cui al paragrafo 1, le autorità doganali hanno facoltà di richiedere qualsiasi documento giustificativo e di procedere a qualsiasi controllo che ritengano utile.

3. Spetta alle autorità doganali dello Stato di esportazione vigilare che i formulari di cui all'articolo 9 siano debitamente compilati. Esse verificano in particolare se la parte riservata alla descrizione delle merci è stata compilata in modo da rendere impossibile qualsiasi aggiunta fraudolenta. A questo fine, la descrizione delle merci deve essere effettuata senza interlinee. Qualora tale parte non sia completamente utilizzata, si deve tracciare una linea orizzontale sotto

l'ultima riga, e la parte in bianco deve essere annullata tracciandovi alcune linee.

4. La data del rilascio del certificato deve essere indicata nella parte dei certificati di circolazione delle merci riservata alla dogana.

Articolo 9. 1. Il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 viene compilato sul formulario il cui modello figura all'allegato V del presente protocollo. Detto formulario è stampato in una o più delle lingue nelle quali è redatta la convenzione. Il certificato è redatto in una di queste lingue in conformità del diritto interno dello Stato di esportazione. Se compilato a mano, esso deve essere scritto con inchiostro e a stampatello.

2. Il certificato deve avere un formato di mm 210 × 297; è ammessa una tolleranza massima di 5 mm in meno e di 8 mm in più sulla lunghezza. La carta da usare è carta collata bianca per scritture, non contenente pasta meccanica, del peso minimo di 25 g/m². Il certificato deve essere stampato con un fondo arabescato di colore verde in modo da fare risaltare qualsiasi falsificazione eseguita con mezzi meccanici o chimici.

3. Gli Stati di esportazione possono riservarsi la stampa dei certificati od affidarne il compito a tipografie da essi autorizzate. In quest'ultimo caso, su ciascun certificato devono essere indicati gli estremi dell'autorizzazione. Su ogni certificato deve figurare il nome e l'indirizzo della tipografia oppure un segno che ne consenta l'identificazione. Il certificato deve recare inoltre un numero di serie, stampato o meno, destinato a contraddistinguerlo.

Articolo 10. 1. Sotto la responsabilità dell'esportatore, è a lui o al suo rappresentante autorizzato che spetta presentare la domanda per il rilascio di un certificato di circolazione delle merci EUR. 1.

2. L'esportatore o il suo rappresentante presenta, congiuntamente alla domanda, qualsiasi documento giustificativo utile, atto a comprovare che per le merci da esportare può essere rilasciato un certificato di circolazione delle merci EUR. 1.

Articolo 11. 1. Il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 deve essere presentato, entro un termine di dieci mesi dalla data di rilascio da parte della dogana dello Stato ACP d'esportazione, all'ufficio doganale dello Stato d'importazione in cui le merci sono presentate.

2. Quando le merci passano per un porto di uno Stato ACP o di un paese e territorio diverso dal paese di origine, un nuovo termine di validità di dieci mesi inizia a decorrere dalla data in cui le autorità doganali del porto di transito hanno apposto nella casella 7 del certificato EUR. 1 i seguenti dati :

- La dicitura « transito »;
- Il nome del paese di transito;
- Il timbro a data.

Questa procedura entra in vigore dopo che è stata trasmessa alla Commissione l'impronta del timbro usato.

La Commissione trasmette questi dati alle autorità doganali degli Stati membri.

3. Uno o più certificati di circolazione delle merci EUR. 1 possono essere sostituiti da uno o più altri certificati EUR. 1, purchè la sostituzione venga effettuata all'ufficio doganale nel quale si trovano le merci.

Articolo 12. Il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 è presentato alle autorità doganali dello Stato d'importazione secondo le modalità previste dalle norme ivi vigenti. Dette autorità possono esigere la presentazione di una traduzione. Esse possono anche richiedere che la dichiarazione d'importazione sia completata da un attestato dell'importatore certificante che le merci soddisfano alle condizioni richieste per l'applicazione della convenzione.

Articolo 13. 1. I certificati di circolazione delle merci EUR. 1 presentati alle autorità doganali dello Stato d'importazione dopo lo scadere del termine di presentazione previsto dall'articolo 11 possono essere accettati, ai fini dell'applicazione del regime preferenziale, quando l'inosservanza del termine è dovuta a causa di forza maggiore o a circostanze eccezionali.

2. A parte tali casi, le autorità doganali dello Stato d'importazione possono accettare i certificati se le merci sono state loro presentate prima della scadenza di detto termine.

Articolo 14. L'accertamento di lievi discordanze tra le diciture che figurano sul certificato di circolazione delle merci EUR. 1 e quelle riportate sui documenti presentati all'ufficio doganale per l'espletamento delle formalità d'importazione delle merci stesse non comporta *ipso facto* l'invalidità del certificato, se è debitamente accertato che esso corrisponde alle merci presentate.

Articolo 15. Il formulario EUR. 2, il cui modello figura nell'allegato VI, è compilato dall'esportatore. Esso è redatto in una delle lingue ufficiali nelle quali è redatta la convenzione, ed in conformità del diritto interno dello Stato d'esportazione. Se compilato a mano, esso deve essere scritto con inchiostro e a stampatello.

Il formulario EUR. 2 è costituito da un unico foglio del formato di mm 210 × 148. La carta da usare è carta collata bianca per scritture, non contenente pasta meccanica, del peso minimo di 64 g/m².

Gli Stati d'esportazione possono riservarsi la stampa dei formulari o affidarne il compito a tipografie da essi autorizzate. In quest'ultimo caso, su ciascun formulario debbono essere indicati gli estremi dell'autorizzazione. Su ciascun formulario deve figurare il segno distintivo attribuito alla tipografia autorizzata, nonché un numero di serie, stampato o meno, destinato a contraddistinguerlo.

Viene redatto un formulario EUR. 2 per ciascuna spedizione postale. Nel caso di spedizione per pacco postale, l'esportatore compila e firma il formulario e quindi lo unisce alla bolletta di spedizione. Nel caso di spedizioni per lettera, l'esportatore inserisce il formulario all'interno del plico.

Le presenti disposizioni non dispensano l'esportatore dall'espletamento delle altre formalità previste dai regolamenti doganali e postali.

Articolo 16. 1. Sono ammesse al beneficio delle disposizioni del presente protocollo, come prodotti originari, senza che occorra presentare un certificato di circolazione delle merci EUR. 1 o di compilare un formulario EUR. 2, le merci che sono oggetto di piccole spedizioni destinate a privati o contenute nei bagagli personali dei viaggiatori, purchè si tratti di importazioni prive di qualsiasi carattere commerciale, quando dette merci sono dichiarate rispondenti alle condizioni

richieste per l'applicazione delle presenti disposizioni e purchè non sussistano dubbi circa la veridicità della dichiarazione.

2. Sono considerate prive di qualsiasi carattere commerciale le importazioni che presentano un carattere occasionale e riguardano esclusivamente merci riservate all'uso personale o familiare dei destinatari o dei viaggiatori le quali, per loro natura e quantità, non facciano sorgere preoccupazioni di carattere commerciale. Inoltre, il valore globale delle merci non deve superare 90 unità di conto europee, se si tratta di piccole spedizioni, oppure 285 unità di conto europee, se si tratta del contenuto dei bagagli personali dei viaggiatori.

Articolo 17. 1. Le merci spedite da uno degli Stati ACP per un'esposizione in un paese che non sia uno Stato ACP, uno Stato membro o un paese o territorio, e vendute, dopo l'esposizione, per essere importate nella Comunità, beneficino, all'importazione, delle disposizioni della convenzione purché soddisfino alle condizioni richieste dal presente protocollo per essere riconosciute originarie di uno Stato ACP e purché sia fornita la prova alle autorità doganali competenti :

- a) Che un esportatore ha spedito dette merci da uno Stato ACP nel paese dell'esposizione e ve le ha espote;
- b) Che detto esportatore ha venduto le merci o le ha cedute ad un destinatario nella Comunità;
- c) Che le merci sono state spedite nella Comunità durante l'esposizione o subito dopo, nello stato in cui erano state inviate all'esposizione;
- d) Che, dal momento in cui sono state inviate all'esposizione, le merci non sono state utilizzate per scopi diversi dalla dimostrazione a tale esposizione.

2. Alle autorità doganali deve essere presentato nelle condizioni normali un certificato di circolazione delle merci EUR. 1 con indicazione della denominazione e dell'indirizzo dell'esposizione. All'occorrenza può essere richiesta un'ulteriore prova documentale sulla natura delle merci e sulle condizioni alle quali esse sono state espote.

3. Il paragrafo 1 si applica a qualsiasi esposizione, fiera o manifestazione pubblica analoga, di carattere commerciale, industriale, agricolo o artigianale, diversa da quelle organizzate per finalità private in negozi o locali commerciali ed aventi per oggetto la vendita di merci straniera, durante la quale le merci restano sotto controllo della dogana.

Articolo 18. 1. Quando un certificato è rilasciato ai sensi dell'articolo 7, paragrafo 2, dopo l'effettiva esportazione delle merci cui esso si riferisce, l'esportatore deve, sulla domanda di cui all'articolo 7, paragrafo 3 :

- Indicare il luogo e la data di spedizione delle merci cui il certificato si riferisce;
- Attestare che non è stato rilasciato un certificato EUR. 1 al momento dell'esportazione di dette merci, e precisarne i motivi.

2. Le autorità doganali possono procedere al rilascio *a posteriori* di un certificato di circolazione delle merci EUR. 1 soltanto dopo aver verificato se le indicazioni contenute nella domanda dell'esportatore sono conformi alla documentazione corrispondente.

I certificati rilasciati *a posteriori* devono recare una delle seguenti diciture : « NACHTRÄGLICH AUSGESTELLT », « DÉLIVRÉ « A POSTERIORI », « RILASCIATO

« A POSTERIORI », « AFGEGEVEN « A POSTERIORI », « ISSUED RETROSPECTIVELY », « UDSTEDT EFTERFOLGENDE ».

Articolo 19. In caso di furto, perdita o distruzione di un certificato di circolazione delle merci EUR. 1, l'esportatore può chiedere alle autorità doganali che l'hanno rilasciato un duplicato redatto in base ai documenti d'esportazione in suo possesso.

Il duplicato così rilasciato deve recare una delle seguenti diciture : « DUPLIKAT », « DUPLICATA », « DUPLICATO », « DUPLICAAT », « DUPLICATE ».

Articolo 20. 1. Quando, ai fini del rilascio di un certificato di circolazione delle merci EUR. 1 si applica l'articolo 1, paragrafi 2, 3 e 4, l'ufficio doganale competente dello Stato ACP in cui si chiede il rilascio di detto certificato per prodotti nella cui fabbricazione sono entrati prodotti provenienti da altri Stati ACP, dalla Comunità o dai paesi e territori, prende in considerazione la dichiarazione che, conformemente al modello di cui all'allegato VII, l'esportatore dello Stato, paese o territorio di provenienza ha fatto sulla fattura commerciale relativa a detti prodotti o su un suo allegato.

2. L'ufficio doganale interessato può tuttavia chiedere all'esportatore di presentare la scheda informativa rilasciata alle condizioni di cui all'articolo 21, il cui modello figura nell'allegato VIII, per controllare l'autenticità e la regolarità dei dati indicati nella dichiarazione di cui al paragrafo 1, o per ottenere informazioni supplementari.

Articolo 21. La scheda informativa relativa ai prodotti utilizzati viene rilasciata, a richiesta dell'esportatore di tali prodotti, o nei casi di cui all'articolo 20, paragrafo 2, o per iniziativa di detto esportatore, dal competente ufficio doganale dello Stato, paese o territorio da cui i prodotti sono stati esportati. Essa è redatta in due esemplari, uno dei quali è rilasciato al richiedente, cui spetta farlo pervenire o all'esportatore dei prodotti finali o all'ufficio doganale cui si richiede, per tali prodotti, il certificato di circolazione delle merci ERU. 1. Il secondo esemplare è conservato per almeno tre anni nell'ufficio di rilascio.

Articolo 22. Gli Stati ACP prendono tutte le misure necessarie per evitare che le merci scambiate in base ad un certificato di circolazione delle merci EUR. 1 che, durante il trasporto, sostano in una zona franca situata sul loro territorio, siano oggetto di sostituzioni o di manipolazioni diverse dalle manipolazioni destinate a conservarle inalterate.

Articolo 23. 1. Gli Stati ACP trasmettono alla Commissione le impronte dei timbri usati e gli indirizzi dei servizi doganali competenti per il rilascio dei certificati di circolazione delle merci EUR. 1 e per il controllo *a posteriori* dei certificati di circolazione EUR. 1 nonché dei formulari EUR. 2.

La Commissione trasmette questi dati alle autorità doganali degli Stati membri.

2. Ai fini di una corretta applicazione del presente titolo, gli Stati membri, i paesi e territori e gli Stati ACP si prestano reciproca assistenza, tramite le rispettive amministrazioni doganali, per il controllo dell'autenticità dei certificati di circolazione delle merci EUR. 1 nonché dell'esattezza delle informazioni sull'origine reale dei prodotti in oggetto, delle dichiarazioni degli esportatori riportate sui formulari EUR. 2 e dell'autenticità e della regolarità delle schede informative di cui all'articolo 20.

Articolo 24. Vengono applicate sanzioni nei confronti di coloro che, per far ammettere una merce al beneficio del regime preferenziale, redigano o facciano redigere un documento contenente dati inesatti allo scopo di ottenere un certificato di circolazione delle merci EUR. 1, oppure compilino o facciano compilare un formulario EUR. 2 contenente dati inesatti.

Articolo 25. 1. Il controllo *a posteriori* dei certificati di circolazione delle merci EUR. 1 o dei formulari EUR. 2 viene effettuato per sondaggio ed ogniqualvolta le autorità doganali dello Stato d'importazione nutrano fondati dubbi sull'autenticità del documento o sulla esattezza dei dati riguardanti la reale origine delle merci in questione.

2. Per l'applicazione del paragrafo 1, le autorità doganali dello Stato d'importazione rispediscono alle autorità doganali dello Stato di esportazione il certificato EUR. 1 oppure il formulario EUR. 2, oppure una loro fotocopia, indicando, se del caso, i motivi di sostanza o di forma che giustificano un'inchiesta. Esse uniscono al certificato EUR. 1 oppure al formulario EUR. 2 la fattura eventualmente presentata o una sua copia, e forniscono tutte le informazioni disponibili che fanno ritenere inesatte le indicazioni riportate nel certificato o nel formulario.

Qualora decidano di soprassedere all'applicazione delle disposizioni della Convenzione in attesa dei risultati del controllo, le autorità doganali dello Stato d'importazione offrono all'importatore la possibilità di ritirare le merci, riservandosi però di applicare le misure conservative ritenute necessarie.

3. I risultati del controllo *a posteriori* vengono comunicati alle autorità doganali dello Stato d'importazione entro il termine massimo di tre mesi. Essi devono permettere di accertare se il certificato di circolazione delle merci EUR. 1 o il formulario EUR. 2 contestato sia applicabile alle merci realmente esportate, e se queste possano effettivamente beneficiare del regime preferenziale.

Qualora non sia possibile dirimere le contestazioni di cui sopra tra le autorità doganali dello Stato d'importazione e quelle dello Stato d'esportazione, o qualora esse creino un problema d'interpretazione del presente protocollo, dette contestazioni vengono sottoposte al comitato di cooperazione doganale previsto all'articolo 28.

La composizione delle controversie tra l'importatore e le autorità doganali dello Stato d'importazione resta comunque soggetta alla legislazione di questo Stato.

Articolo 26. Il controllo *a posteriori* delle schede informative di cui all'articolo 20 viene effettuato nei casi previsti all'articolo 25 e con metodi analoghi a quelli ivi stabiliti.

Articolo 27. Conformemente al disposto dell'articolo 11 della convenzione, il Consiglio dei Ministri procede annualmente, oppure ogniqualvolta gli Stati ACP o la Comunità ne facciano richiesta, all'esame dell'applicazione del presente protocollo e dei suoi effetti economici, allo scopo di apportarvi le modifiche o gli adeguamenti necessari.

Il Consiglio dei Ministri terrà conto di vari elementi, fra cui l'incidenza delle evoluzioni tecnologiche sulle norme di origine.

Le decisioni prese vengono attuate quanto prima.

Articolo 28. 1. È istituito un comitato di cooperazione doganale incaricato di assicurare la cooperazione amministrativa ai fini della corretta ed uniforme applicazione del presente protocollo, e di assolvere qualsiasi altro compito che possa venirgli affidato nel settore doganale.

2. Il comitato si riunisce periodicamente, specialmente per preparare le decisioni del Consiglio dei Ministri nell'ambito dell'articolo 27.

3. Alle condizioni precisate all'articolo 30, il comitato prende le decisioni in materia di deroghe al presente protocollo.

4. Il comitato è composto di esperti degli Stati membri e di funzionari della Commissione che si occupano di problemi doganali, da un lato, e di esperti rappresentanti gli Stati ACP e di funzionari dei raggruppamenti regionali degli Stati ACP, responsabili dei problemi doganali, dall'altro.

Articolo 29. Il comitato di cooperazione doganale esamina periodicamente le incidenze dell'applicazione delle norme di origine sugli Stati ACP e in particolare su quelli meno sviluppati, e raccomanda al Consiglio dei Ministri i provvedimenti del caso.

Articolo 30. 1. Il comitato può adottare deroghe al presente protocollo quando esse siano giustificate dallo sviluppo di industrie esistenti o dall'insediamento di nuove industrie. A questo scopo, prima che gli Stati ACP chiedano una pronuncia del comitato o contemporaneamente, lo Stato o gli Stati ACP interessati notificano alla Comunità la loro richiesta, in base ad una documentazione giustificativa elaborata conformemente alla nota esplicativa n° 10.

2. Nell'esame delle domande si tiene particolare conto

- a) Del livello di sviluppo o della situazione geografica dello Stato o degli Stati ACP interessati;
- b) Dei casi nei quali l'applicazione delle norme di origine comprometterebbe sensibilmente, per un'industria esistente in uno Stato ACP, la possibilità di continuare le proprie esportazioni nella Comunità, e particolarmente i casi in cui questa applicazione potrebbe provocare la cessazione di determinate attività;
- c) Dei casi specifici nei quali si può chiaramente dimostrare che importanti investimenti in una industria potrebbero essere scoraggiati dalle norme di origine e nei quali una deroga che favorisce l'attuazione di un programma di investimenti, consentirebbe di conformarsi a dette norme per fasi successive.

3. In ogni caso si dovrebbe accertare se le norme di origine cumulativa non permettano di risolvere il problema.

4. Inoltre, le domande di deroga relative ad uno Stato ACP meno sviluppato saranno esaminate con favorevole disposizione, tenendo particolarmente conto dei seguenti fattori :

- a) Incidenza economica e sociale, specialmente in materia di occupazione, delle decisioni da prendere;
- b) Necessità di applicare la deroga per un periodo che tenga conto della particolare situazione dello Stato ACP meno sviluppato e delle sue difficoltà.

5. Nell'esame delle domande caso per caso si tiene conto in particolare della possibilità di conferire il carattere originario a prodotti nella cui composizione

sono stati inclusi prodotti originari dei paesi in via di sviluppo vicini, o di paesi in via di sviluppo con i quali uno o più Stati ACP mantengono relazioni particolari, purchè possa essere instaurata una soddisfacente cooperazione amministrativa.

6. Il comitato prende tutte le disposizioni necessarie affinché una decisione possa essere presa al più presto, comunque non oltre tre mesi dopo la notifica della richiesta alla Comunità. In mancanza di decisione del comitato, il Comitato degli ambasciatori delibera entro un mese dalla data di ricezione della domanda.

7. a) Le deroghe hanno validità per un periodo deciso dal comitato, che sarà di norma di due anni. Questo periodo può essere portato ad un massimo di tre anni quando la deroga riguarda uno Stato ACP meno sviluppato.

b) La decisione di deroga può prevedere un rinnovo per un anno senza necessità di una nuova decisione del Comitato, a condizione che tre mesi prima della scadenza di ciascun periodo lo Stato o gli Stati ACP interessati dimostrino di non aver ancora potuto conformarsi alle disposizioni del presente protocollo che sono oggetto della deroga.

c) In caso di obiezioni alla proroga, il Comitato le esamina prima possibile e decide a favore o meno di una nuova proroga della deroga. Esso agisce alle condizioni stabilite al paragrafo 6. Saranno prese tutte le misure utili al fine di evitare interruzioni nell'applicazione della deroga.

Articolo 31. Le parti contraenti concordano di esaminare dopo la firma della convenzione, nella competente sede istituzionale, qualsiasi domanda di deroga al presente protocollo, per consentire l'entrata in vigore delle deroghe contemporaneamente alla data di entrata in vigore della convenzione.

Articolo 32. Gli allegati del presente protocollo costituiscono parte integrante dello stesso.

Articolo 33. La Comunità e gli Stati ACP adottano, per quanto li riguarda, le misure necessarie all'esecuzione del presente protocollo.

A L L E G A T O I

NOTE ESPLICATIVE

Nota 1, ad articoli 1 e 2⁽¹⁾

Le espressioni « uno o più Stati ACP », « Comunità » e « paesi e territori » comprendono anche le acque territoriali.

Le navi operanti in alto mare, comprese le « navi-fattoria » a bordo delle quali vengono trasformati o lavorati i prodotti della loro pesca, sono considerate parte del territorio dello Stato o degli Stati ACP, della Comunità o dei paesi e territori cui appartengono, purché rispondano alle condizioni enunciate nella nota esplicativa n° 6.

Nota 2, ad articolo 1, paragrafo 1, lettera b)

Per determinare se un prodotto sia originario degli Stati ACP, della Comunità, o di un paese e territorio, non ha rilevanza il fatto che l'energia elettrica, i combustibili, gli impianti e le attrezzature, le macchine e gli utensili utilizzati per ottenere i prodotti finiti, nonché i prodotti utilizzati nel corso della fabbricazione ma che non sono destinati ad entrare nella composizione finale delle merci, siano o meno originari di paesi terzi.

⁽¹⁾ In ordine a queste norme viene fatto riferimento all'esame di cui alla dichiarazione commune sull'origine dei prodotti alieutici.

Nota 3, ad articolo 1

Quando si applica una regola di percentuale, per determinare il carattere originario di un prodotto ottenuto in uno Stato ACP, il valore aggiunto per effetto delle lavorazioni o trasformazioni di cui all'articolo 1 corrisponde al prezzo franco fabbrica del prodotto ottenuto, al netto del valore in dogana dei prodotti terzi importati nella Comunità o negli Stati ACP o nei paesi e territori.

Nota 4, ad articolo 3, paragrafi 1 e 2, e ad articolo 4

Quando il prodotto figura nell'elenco A, la regola di percentuale costituisce un criterio che si aggiunge a quello del cambiamento di voce tariffaria per il prodotto non originario eventualmente utilizzato.

Nota 5, ad articolo 1

Per l'applicazione delle norme di origine, si considera che gli imballaggi formino un tutto unico con le merci in essi contenute. Questa disposizione non si applica tuttavia agli imballaggi che non sono di tipo abituale per il prodotto imballato e che hanno un proprio valore di utilizzazione, di carattere durevole, indipendentemente dalla loro funzione di imballaggio.

Nota 6

L'espressione « loro navi » si applica soltanto alle navi :

- Che sono immatricolate o registrate in uno Stato membro od in uno Stato ACP;
- Che battono bandiera di uno Stato membro o di uno Stato ACP;
- Che appartengono almeno per il 50% a cittadini degli Stati che sono parti della convenzione o ad una società la cui sede principale è in uno di detti Stati, ed i cui amministratori, il presidente del consiglio di amministrazione o del consiglio di vigilanza e la maggioranza dei membri di questi consigli sono cittadini degli Stati parti della convenzione e, inoltre, il cui capitale, relativamente alle società di persone o alle società a responsabilità limitata, appartiene almeno per il 50% a detti Stati, ad amministrazioni locali o a cittadini dei medesimi;
- Il cui equipaggio, compresi il capitano e gli ufficiali, è composto almeno per il 50% di cittadini degli Stati parti della convenzione.

Nota 7, ad articolo 4

Per « prezzo franco fabbrica » s'intende quello pagato al fabbricante nel cui stabilimento è stata effettuata una lavorazione o trasformazione, compreso il valore di tutti i prodotti utilizzati.

Per « valore in dogana » s'intende quello definito dalla convenzione sul valore in dogana delle merci, firmata a Bruxelles il 15 dicembre 1950.

Nota 8, ad articolo 23

Le autorità consultate forniscono qualsiasi informazione sulle condizioni nelle quali il prodotto è stato elaborato, indicando in particolare le condizioni in cui le norme di origine sono state osservate nei vari Stati ACP, negli Stati membri e nei paesi e territori interessati.

Nota 9, ad articolo 1, paragrafo 3

Per « paesi e territori » ai sensi del presente protocollo s'intendono i paesi e territori di cui alla parte IV del trattato che istituisce la Comunità Economica Europea.

Nota 10, ad articolo 30, paragrafo 1

Per facilitare al comitato di cooperazione doganale l'esame delle domande di deroga, lo Stato ACP richiedente fornisce, a corredo della sua domanda, una documentazione più possibile completa, che risponda in particolare ai punti riportati di seguito.

- Denominazione del prodotto finito,
- Natura e quantitativo di prodotti originari di paesi terzi,
- Natura e quantitativo di prodotti originari degli Stati ACP, della Comunità o dei paesi e territori d'oltremare, o ivi trasformati,
- Processo di fabbricazione,
- Valore aggiunto,
- Personale impiegato nell'impresa interessata,
- Volume delle esportazioni previste nella Comunità,
- Altre possibilità d'approvvigionamento in materie prime,
- Giustificazione della durata richiesta in base alle ricerche effettuate per trovare nuove fonti d'approvvigionamento,
- Altre osservazioni.

Lo stesso vale per quanto riguarda eventuali proroghe.

Il termine di cui al paragrafo 6 dell'articolo 30 decorre dalla data di presentazione della domanda alla Comunità.

A L L E G A T O I I

E L E N C O A

ELENCO DELLE LAVORAZIONI O TRASFORMAZIONI DI PRODOTTI NON ORIGINARI CHE COMPORTANO UN CAMBIAMENTO DI VOCE TARIFFARIA, MA CHE NON CONFERISCONO IL CARATTERE DI PRODOTTI ORIGINARI AI PRODOTTI DERIVANTI DA TALI OPERAZIONI, OPPURE LO CONFERISCONO SOLTANTO A DETERMINATE CONDIZIONI

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i> <i>Designazione</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
02.06	Carni e frattaglie, commestibili, di qualsiasi specie (esclusi i fegati di volatili), salate o in salamoia, secche o affumicate	Salagione, immersione in salamoia, essiccazione od affumicatura di carni e frattaglie commestibili delle voci nn. 02.01 e 02.04	
03.02	Pesci secchi, salati o in salamoia; pesci affumicati, anche cotti prima o durante l'affumicatura	Essiccazione, salagione, immersione in salamoia di pesci; affumicatura di pesci anche accompagnata da cottura	
04.02	Latte e crema di latte, conservati, concentrati, o zuccherati	Conservazione, concentrazione del latte o della crema di latte della voce n° 04.01 o aggiunta di zuccheri a questi prodotti	
04.03	Burro	Fabbricazione a partire dal latte o dalla crema	
04.04	Formaggi e latticini	Fabbricazione a partire dai prodotti delle voci nn. 04.01, 04.02 e 04.03	

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i> <i>Designazione</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
07.02	Ortaggi e piante mangerecce, anche cotti, congelati	Congelazione di ortaggi e piante mangerecce	
07.03	Ortaggi e piante mangerecce, presentati immersi in acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione, ma non specialmente preparati per il consumo immediato	Immersione in acqua salata e addizionata di altre sostanze, di ortaggi e di piante mangerecce della voce n° 07.01	
07.04	Ortaggi e piante mangerecce, disseccati, disidratati o evaporati, anche tagliati in pezzi o in fette oppure macinati o polverizzati, ma non altrimenti preparati	Essiccazione, disidratazione, evaporazione, riduzione in pezzi, triturazione, polverizzazione degli ortaggi e piante mangerecce delle voci nn. 07.01, 07.02 e 07.03	
08.10	Frutta, anche cotte, congelate, senza aggiunta di zuccheri	Congelazione di frutta	
08.11	Frutta temporaneamente conservate (ad esempio, mediante anidride solforosa o immersa nell'acqua salata, solforata o addizionata di altre sostanze atte ad assicurarne temporaneamente la conservazione), ma non atte per il consumo nello stato in cui sono presentate	Immersione in acqua salata o addizionata di altre sostanze, di frutta delle voci dal n° 08.01 al n° 08.09 incluso	
08.12	Frutta secche (escluse quelle delle voci dal n° 08.01 al n° 08.05 incluso)	Essiccazione di frutta	
11.01	Farine di cereali	Fabbricazione a partire da cereali	
11.02	Semole, semolini, cereali mondati, perlati, spezzati, schiacciati o in fiocchi, escluso il riso della voce n° 10.06; germi di cereali, interi, schiacciati, in fiocchi o macinati	Fabbricazione a partire da cereali	
11.04	Farine dei legumi da granello secchi compresi nella n° 07.05 o delle frutta comprese al capitolo 8; farine e semolini di sago e di radici e di tuberi compresi nella voce n° 07.06	Fabbricazione a partire da legumi secchi della voce n° 07.05, da prodotti della voce n° 07.06 o da frutta del capitolo 8	

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti		Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione			
11.05	Farina, semolino e fiocchi, di patate		Fabbricazione a partire da patate	
11.07	Malto, anche torrefatto		Fabbricazione a partire da cereali	
11.08	Amidi e fecole; inulina		Fabbricazione a partire da cereali del capitolo 10, da patate o da altri prodotti del capitolo 7	
11.09	Glutine di frumento, anche allo stato secco		Fabbricazione a partire da frumento o da farina di fru- mento	
15.01	Strutto, altri grassi di maia- le e grassi di volatili, pres- sati, fusi od estratti a mezzo di solventi		Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 02.05	
15.02	Sevi (delle specie bovina, ovina e caprina), greggi, fusi od estratti a mezzo di solventi, compresi i sevi detti « primo sugo »		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 02.01 e 02.06	
15.04	Grassi ed oli di pesci e di mammiferi marini, anche raffinati		Fabbricazione a partire da pesci o mammiferi marini	
15.06	Altri grassi ed oli animali (olio di piedi di bue, grassi di ossa, grassi di cascami, ecc.)		Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 2	
ex 15.07	Oli vegetali fissi, fluidi o concreti, greggi, depurati o raffinati, esclusi gli oli di legno della Cina, di abrasin, di Tung, di oleococca, di oitica, la cera di Mirica e la cera del Giappone e es- clusi gli oli destinati a usi tecnici o industriali diversi dalla fabbricazione di pro- dotti alimentari		Estrazione dai prodotti dei capitoli 7 e 12	
16.01	Salsicce, salami e simili, di carni, di frattaglie o di san- gue		Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 2	
16.02	Altre preparazioni e con- serve di carni o di frattaglie		Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 2	
16.04	Preparazioni e conserve di pesci, compreso il caviale ed i suoi succedanei		Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 3	
16.05	Crostacei e molluschi (compresi i testacei), pre- parati o conservati		Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 3	

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti		Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione			
ex 17.01	Zuccheri di barbabietole e di canna allo stato solido, aromatizzati o colorati		Fabbricazione a partire da altri prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
ex 17.02	Altri zuccheri allo stato solido aromatizzati o colorati		Fabbricazione a partire da altri prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
ex 17.02	Altri zuccheri allo stato solido non aromatizzati o colorati; sciroppi di zucchero non aromatizzati o colorati; succedanei del miele, anche misti con miele naturale; zuccheri e melassi, caramellati		Fabbricazione a partire da prodotti di qualsiasi specie	
ex 17.03	Melassi, aromatizzati o colorati		Fabbricazione a partire da altri prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
17.04	Prodotti a base di zuccheri non contenenti cacao		Fabbricazione a partire da altri prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
18.06	Cioccolata ed altre preparazioni alimentari contenenti cacao		Fabbricazione a partire dai prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
ex 19.02	Estratti di malto		Fabbricazione a partire dai prodotti della voce n° 11.07	
ex 19.02	Preparazioni per l'alimentazione dei fanciulli, per usi dietetici o di cucina, a base di farine, semolini, amidi, fecole o estratti di malto, anche addizionate di cacao in misura inferiore a 50% in peso		Fabbricazione a partire da cereali e derivati, carni, latte o per i quali sono utilizzati dei prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
19.03	Paste alimentari			Fabbricazione a partire da grano duro
19.04	Tapioca, compresa quella di fecola di patate		Fabbricazione a partire da fecola di patate	
19.05	Prodotti a base di cereali ottenuti per soffiatura o tos-		Fabbricazione a partire da prodotti diversi da :	

Prodotti ottenuti		Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
N° della tariffa doganale	Designazione		
	tatura : <i>puffed rice</i> , <i>corn-flakes</i> e simili	— Granturco del tipo <i>Zea indurata</i> , — Grano duro, — Prodotti elencati al capitolo 17, il cui valore non supera il 30% del valore del prodotto finito, — Vitamine, sali minerali, prodotti chimici e sostanze naturali o altre, o preparati impiegati come additivi	
19.07	Pane, biscotti di mare e altri prodotti della panetteria senza aggiunta di zuccheri, miele, uova, materie grasse, formaggio o frutta; ostie, capsule per medicinali, ostie per sigilli, fogli di paste seccate di farina, di amido o di fecole e prodotti simili	Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 11	
19.08	Prodotti della panetteria fine, della pasticceria e della biscotteria anche addizionati di cacao in qualsiasi proporzione	Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 11	
20.01	Ortaggi, piante mangerecce e frutta preparati o conservati nell'aceto o nell'acido acetico, con o senza sale, spezie, mostarda o zuccheri	Conservazione degli ortaggi, freschi o congelati o conservati provvisoriamente o conservati nell'aceto	
20.02	Ortaggi e piante mangerecce, preparati o conservati senza aceto o acido acetico	Conservazione degli ortaggi, freschi o congelati	
20.03	Frutta congelata, con aggiunta di zuccheri	Fabbricazione a partire dai prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
20.04	Frutta, scorze di frutta, piante e parti di piante, cotte negli zuccheri o candite (sgocciolate, ghiacciate, cristallizzate)	Fabbricazione a partire dai prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
ex 20.05	Puree e paste di frutta, gelatine, marmellate, ottenute mediante cottura, anche che con aggiunta di zuccheri	Fabbricazione a partire dai prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
	<i>Designazione</i>		
20.06	Frutta altrimenti preparate o conservate, anche con aggiunta di zuccheri o di alcole :		
	A. Frutta a guscio		Fabbricazione, senza aggiunta di zucchero o di alcole, per la quale sono utilizzati « prodotti originari » dei nn. 08.01, 08.05 e 12.01, il cui valore rappresenta almeno il 60% del valore del prodotto finito
	B. Altre	Fabbricazione a partire dai prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
ex 20.07	Succhi di frutta (compresi i mosti d'uva), non fermentati, senza aggiunta d'alcole, anche addizionati di zuccheri	Fabbricazione a partire dai prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
ex 21.02	Cicoria torrefatta e suoi estratti	Fabbricazione a partire da cicoria fresca o secca	
21.05	Preparazioni per zuppe, minestre o brodi; zuppe, minestre o brodi preparati; preparazioni alimentari composte omogeneizzate	Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 20.02	
ex 21.07	Sciroppi di zucchero, aromatizzati o colorati	Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
22.02	Limonate, acque gassose aromatizzate (comprese le acque minerali aromatizzate) e altre bevande non alcoliche, esclusi i succhi di frutta o di ortaggi della voce n° 20.07	Fabbricazione a partire da succhi di frutta* in cui si fa uso di prodotti del capitolo 17, il cui valore supera il 30% del valore del prodotto finito	
22.06	Vermut ed altri vini di uve fresche aromatizzati con parti di piante o con sostanze aromatiche	Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 08.04, 20.07, 22.04 o 22.05	
22.08	Alcole etilico non denaturato di 80° e più; alcole etilico denaturato di qualsiasi gradazione	Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 08.04, 20.07, 22.04 o 22.05	

* Questa norma non viene applicata quando si tratta di succhi di frutta a base di ananasso, di limetta e di pompelmo.

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti		Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione			
22.09	Alcole etilico non denaturato di meno di 80°; acquaviti, liquori ed altre bevande alcoliche; preparazioni alcoliche composte (dette « estratti concentrati » per la fabbricazione delle bevande)		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 08.04, 20.07, 22.04 o 22.05	
22.10	Aceti commestibili e loro succedanei commestibili		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 08.04, 20.07, 22.04 o 22.05	
ex 23.03	Avanzi della fabbricazione degli amidi di granturco (escluse le acque di macerazione concentrate), aventi tenore di proteine calcolato sulla sostanza secca, superiore a 40% in peso		Fabbricazione a partire da granturco o da farina di granturco	
23.04	Panelli, sansa di olive, ed altri residui dell'estrazione degli oli vegetali, escluse le morchie		Fabbricazione a partire da prodotti diversi	
23.07	Foraggi melassati o zuccherati; altre preparazioni del genere di quelle utilizzate nell'alimentazione degli animali		Fabbricazione a partire da cereali e derivati, carni, latte, zuccheri e melassi	
ex 24.02	Sigarette; sigari e sigaretti, tabacco da fumo			Fabbricazione nella quale almeno il 70% in peso delle materie utilizzate della voce n° 24.01 sono « prodotti originari »
30.03	Medicamenti per la medicina umana o veterinaria			Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
31.05	Altri concimi; prodotti di questo capitolo presentati sia in tavolette, pastiglie e altre forme simili, sia in recipienti o involucri di un peso lordo massimo di 10 kg			Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
32.06	Lacche coloranti		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 32.04 e 32.05	
32.07	Altre sostanze coloranti; prodotti inorganici del genere di quelli utilizzati		Miscela di ossidi o di sali compresi nel capitolo 28 con delle cariche, quali il	

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
	come « sostanze luminescenti »	solfato di bario, la creata, il carbonato di bario, il bianco satinato	
ex 33.06	Acque distillate aromatiche e soluzioni acquose di oli essenziali, anche medicinali	Fabbricazione a partire da oli essenziali (deterpenati o no), liquidi o concreti, e resinoidi	
35.05	Destrina e eolle di destrina; amidi e fecole solubili o torrefatti; colle di amido o di fecola		Fabbricazione a partire da granturco o patate
ex 35.07	Preparazioni destinate a chiarificare la birra composte di papaina e di bentonite; preparazioni enzimatiche per i disincollaggio dei tessuti		Fabbricazione per la quale sono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
37.01	Lastre fotografiche e pellicole piane, sensibilizzate, non impressionate, diverse da quelle di carta, di cartone, di cartoncino o di tessuto	Fabbricazione a partire dai prodotti della voce n° 37.02	
37.02	Pellicole sensibilizzate, non impressionate, anche perforate, in rotoli o in strisce	Fabbricazione a partire dai prodotti della voce n° 37.01	
37.04	Lastre e pellicole impressionate, non sviluppate, negative o positive	Fabbricazione a partire dai prodotti delle voci nn. 37.01 o 37.02	
38.11	Disinfettanti, insetticidi, fungicidi, rodenticidi, erbicidi, inibitori di germinazione, regolatori di crescita per piante, e prodotti simili, presentati allo stato di preparazioni in forme, in recipienti o involucri per la vendita al minuto oppure in particolari presentazioni quali nastri, stoppini e candele solforati e carte moschicidae		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del prodotto finito
38.12	Bozzime preparate, appretti preparati e preparazione per la mordenzatura, del tipo di quelli utilizzati nell'industria tessile, nell'industria della carta, nell'industria del cuoio o in industrie simili		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

N° della tariffa doganale	<i>Prodotti ottenuti</i> Designazione	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
38.13	Preparazione per il decapaggio dei metalli; preparazioni disossidanti per saldare ed altre preparazioni ausiliarie per la saldatura dei metalli; paste e polveri per saldare composte di metallo di apporto e di altri prodotti; preparazioni per il rivestimento o il riempimento di elettrodi e di bacchette per saldatura		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 38.14	Preparazioni antidetonanti, inibitori di ossidazione, additivi peptizzanti, additivi per la viscosità, additivi contro la corrosione ed altri additivi preparati simili per oli minerali, esclusi gli additivi preparati per lubrificanti		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
38.15	« Acceleranti di vulcanizzazione » preparati		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
38.17	Preparazioni e cariche per apparecchi estintori; grane e bombe estintrici		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
38.18	Solventi e diluenti composti per vernici o prodotti simili		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 38.19	Prodotti chimici e preparazioni delle industrie chimiche o delle industrie connesse (comprese quelle consistenti in miscele di prodotti naturali), non nominati nè compresi altrove; prodotti residuali delle industrie chimiche o delle industrie connesse, non nominati nè compresi altrove, esclusi : — Gli oli di flemma e l'olio di Dippel,		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
	<i>Designazione</i>		
	<ul style="list-style-type: none"> — Gli acidi naftenici e i loro sali insolubili in acqua; gli esteri di acidi naftenici — Gli acidi solfonaftenici e i loro sali insolubili in acqua; gli esteri di acidi solfonaftenici — I solfonati di petrolio, ad eccezione dei solfonati di petrolio di metalli alcalini, d'ammonio o d'etanolammine; acidi solfonici di oli di minerali bituminosi, tiofenici e loro sali — Gli alchilbenzoli o alchilnaftaline, in miscela — Gli scambiatori di ioni, — I catalizzatori — Le composizioni assorbenti per completare il vuoto nei tubi o nelle valvole elettriche — I cementi, le malte e composizioni simili, refrattari — Gli ossidi di ferro alcalinizzati per la depurazione dei gas — I carboni (esclusi quelli in grafite artificiale della voce n° 38.01) in composizioni metallografite od altre, presentati sotto forma di placchette, di barre, o di altri semi-prodotti — La sorbite diversa dalla sorbite della sottovoce n° 29.04 — Le acque ammoniacali e masse depuranti esaurite provenienti dalla depurazione del gas illuminante 		
ex 39.02	Prodotti di polimerizzazione		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei pro-

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
ex 39.07	Lavori delle sostanze comprese nelle voci dal n° 39.01 al n° 39.06 incluso, esclusi ventagli e ventole a mano, loro ossature e parti di ossature, e stecche per busti, per vestiti e accessori di vestimenta e simili		dotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito Fabbricazione per la quale vengono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
40.05	Lastre, fogli e nastri di gomma, naturale o sintetica, non vulcanizzata, diversi dai fogli affumicati e dai fogli crêpe delle voci 40.01 e 40.02; granuli di gomma, naturale o sintetica, sotto forma di mescole pronte per la vulcanizzazione; mescole, dette « mescole-madri », costituite da gomma, naturale o sintetica, non vulcanizzata, addizionata, prima o dopo coagulazione, di nero fumo (con o senza oli minerali) o di anidride silicilica (con o senza oli minerali), sotto qualsiasi forma		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non è superiore al 50% del valore del prodotto finito
41.08	Cuoio e pelli, verniciati o metallizzati		Verniciatura o metallizzazione delle pelli delle voci dal n° 41.02 al n° 41.06 incluso (diverse dalle pelli di meticci delle Indie e dalle pelli di capre delle Indie, semplicemente conciate con sostanze vegetali, anche sottoposte ad altre preparazioni, ma evidentemente non utilizzabili, in tale stato, per la fabbricazione di lavori di cuoio); il valore delle pelli utilizzate non deve superare il 50% del valore del prodotto finito
43.03	Pelliccerie lavorate o confezionate	Confezioni di pellicce effettuate a partire da pelli da pellicceria in tavole, sacchi, mappete, croci simili della voce n° ex 43.02	

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i> <i>Designazione</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
ex 44.21	Casse, cassette, gabbie, cilindri e imballaggi simili, completi, di legno, esclusi quelli di pannelli di fibre		Fabbricazione a partire da tavole non tagliate, in determinate misure
ex 44.28	Legno preparato per fiammiferi; zeppe di legno per calzature	Fabbricazione a partire da legno in fuscelli	
45.03	Lavori di sughero naturale		Fabbricazione che utilizza i prodotti della voce n° 45.01
ex 48.07	Carta e cartoni semplicemente rigati, lineati o quadrattati, in rotoli o in fogli		Fabbricazione a partire dalla pasta di carta
48.14	Prodotti cartotecnici per corrispondenza: carta da lettere in blocchi, buste, biglietti postali, cartoline postali non illustrate e cartoncini; scatole, involucri a busta e simili, di carta o di cartone, contenenti un assortimento di prodotti cartotecnici per corrispondenza		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
48.15	Altra carta e cartoni tagliati per un uso determinato		Fabbricazione a partire dalla pasta di carta
ex 48.16	Scatole, sacchi, sacchetti, cartocci ed altri imballaggi e contenitori di carta o di cartone		Fabbricazione per la quale sono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
49.09	Cartoline postali, cartoline per anniversari, cartoline di Natale e simili, illustrate, ottenute con qualsiasi procedimento, anche con guarnizioni od applicazioni	Fabbricazione a partire dai prodotti della voce n° 49.11	
49.10	Calendari di ogni specie di carta o cartone, compresi i blocchi di calendari da sfogliare	Fabbricazione a partire dai prodotti della voce n° 49.11	
50.04	Filati di seta non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire dai prodotti diversi da quelli della voce n° 50.04

* Per i filati ottenuti a partire da due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il filato misto è classificato quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un filato di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del filato misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste ove il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
50.05 *	Filati di borra di setta (schappe) o di caseami di borra di seta (roccadino o pettenuzzo di seta), non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 50.03
ex 50.07 *	Filati di seta, di borra di seta (schappe) o di cascami di borra di seta (roccadino o pettenuzzo di seta), preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti compresi tra le voci nn. 50.01 e 50.03 incluso
ex 50.07 *	Imitazioni del catgut preparate con fili di seta		Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 50.01 o da prodotti della voce n° 50.03 non cardati nè pettinati
50.09 **	Tessuti di seta, di borra di seta (schappe) o di cascami di borra di seta (roccadino o pettenuzzo di seta)		Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 50.02 o della voce n° 50.03
51.01 *	Filati di fibre tessili sintetiche ed artificiali continue, non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
51.02 *	Monofili, lamette e simili (paglia artificiale) ed imitazione del catgut, di materie tessili sintetiche ed artificiali		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
51.03 *	Filati di fibre tessili sintetiche ed artificiali continue, preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili

* Per i filati ottenuti utilizzando due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce per la quale il filato misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un filato di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del filato misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

** Per i tessuti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il tessuto misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un tessuto di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del tessuto misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

— Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di poliuretano, anche rivestiti, di cui alle voci nn. ex 51.01 e ex 58.07;

— Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o non di polvere di alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
51.04 **	Tessuti di fibre tessili sintetiche ed artificiali continue (compresi i tessuti di monofili o di lamette delle voci nn. 51.01 o 51.02)		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
52.01 *	Fili di metallo combinati con filati tessili (filati metallici), compresi i filati tessili spiraliati con metallo e filati tessili metallizzati		Fabbricazione a partire da prodotti chimici, paste tessili o da fibre tessili naturali, fibre tessili sintetiche ed artificiali in fiocco e loro cascami, non cardati nè pettinati
52.02 **	Tessuti di fili di metallo, di filati metallici o di filati tessili metallizzati della voce n° 52.01, per l'abbigliamento, l'arredamento ed usi simili		Fabbricazione a partire da prodotti chimici, paste tessili, fibre tessili naturali, fibre tessili sintetiche ed artificiali in fiocco o da loro cascami
53.06 *	Filati di lana cardata, non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 51.01 e 53.03
53.07 *	Filati di lana pettinata, non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 53.01 e 53.03
53.08 *	Filati di peli fini, cardati o pettinati, non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da peli fini greggi della voce n° 53.02
53.09 *	Filati di peli grossolani o di crine, non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da peli grossolani della voce n° 53.02 o da crini della voce n° 05.03, greggi
53.10 *	Filati di lana, di peli (fini o grossolani) o di crine, preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 05.03 e da 53.01 a 53.04 incluso

* Per i filati ottenuti utilizzando due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il filato misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un filato di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del filato misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

** Per tessuti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il tessuto misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un tessuto di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del tessuto misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

- Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;
- Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o no di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione		
53.11 **	Tessuti di lana o di peli fini		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci da n° 53.01 a n° 53.05 incluso
53.12 **	Tessuti di peli grossolani o di crine		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci dal n° 53.02 al n° 53.05 incluso o a partire da crine della voce n° 05.03
54.03 *	Filati di lino o di ramiè, non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 54.01, non cardati nè pettinati, o a partire da prodotti della voce n° 54.02
54.04 *	Filati di lino o di ramiè, preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da materie delle voci nn. 54.01 o 54.02
54.05 **	Tessuti di lino o di ramiè		Fabbricazione a partire da materie delle voci nn. 54.01 o 54.02
55.05 *	Filati di cotone non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 55.01 o 55.03
55.06 *	Filati di cotone preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 55.01 o 55.03
55.07 **	Tessuti di cotone a punto di garza		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 55.01, 55.03 o 55.04
55.08 **	Tessuti di cotone ricci del tipo spugna		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 55.01, 55.03 o 55.04
55.09 **	Altri tessuti di cotone		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 55.01, 55.03 o 55.04

* Per i filati ottenuti utilizzando due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce per la quale il filato misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un filato di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del filato misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

** Per i tessuti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il tessuto misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un tessuto di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del tessuto misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

— Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di poliuretano, anche rivestiti, di cui alle voci nn. ex 51.01 e ex 58.07;

— Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o no di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione		
56.01	Fiocco di fibre tessili sintetiche ed artificiali, in massa		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
56.02	Fasci (<i>câbles</i>) da fiocco di fibre tessili sintetiche ed artificiali		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
56.03	Cascami di fibre tessili sintetiche ed artificiali (continue o in fiocco) in massa, compresi gli avanzi di filati e gli afilacciati		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
56.04	Fibre tessili sintetiche ed artificiali in fiocco e cascami di fibre tessili sintetiche ed artificiali (continue o in fiocco), cardati, pettinati o altrimenti preparati per la filatura		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
56.05 *	Filati di fibre tessili sintetiche ed artificiali in fiocco (o di cascami di fibre tessili sintetiche ed artificiali), non preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
56.06 *	Filati di fibre tessili sintetiche ed artificiali in fiocco (o di cascami di fibre tessili sintetiche ed artificiali), preparati per la vendita al minuto		Fabbricazione a partire da prodotti chimici o da paste tessili
56.07 **	Tessuti di fibre tessili sintetiche ed artificiali in fiocco		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn 56.01, 56.02 e 56.03 incluso

* Per i filati ottenuti utilizzando due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il filato misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un filato di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del filato misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

** Per i tessuti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il tessuto misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un tessuto di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del tessuto misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

— Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;

— Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o non di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
57.06 *	Filati di iuta e di altre fibre tessili liberiane della voce n° 57.03		Fabbricazione a partire da iuta greggia o da altre fibre tessili liberiane gregge della voce n° 57.03
ex 57.07 *	Filati di canapa		Fabbricazione a partire da canapa greggia
ex 57.07 *	Filati di altre fibre tessili vegetali esclusi i filati di canapa		Fabbricazione a partire da fibre tessili vegetali gregge delle voci dal n. 57.02 al n. 57.04 incluso
ex 57.07	Filati di carta		Fabbricazione a partire da prodotti del capitolo 47, da prodotti chimici, paste tessili o fibre tessili naturali, fibre tessili sintetiche e artificiali; in fiocchi o loro cascami, non cardati nè pettinati
57.10 **	Tessuti di iuta o di altre fibre tessili liberiane della voce n° 57.03		Fabbricazione a partire da iuta greggia o da altre fibre tessili liberiane gregge della voce n° 57.03
ex 57.11 **	Tessuti di altre fibre tessili vegetali		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 57.01, 57.02, 57.04 o dai filati di cocco della voce n° 57.07
ex 57.11	Tessuti di filati di carta		Fabbricazione a partire da carta, da prodotti chimici, paste tessili o da fibre tessili naturali, fibre tessili sintetiche ed artificiali in fiocco o loro cascami

* Per i filati ottenuti utilizzando due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il filato misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un filato di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del filato misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

** Per i tessuti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare cumulativamente le disposizioni che figurano nel presente elenco, tanto per la voce nella quale il tessuto misto è classificato, quanto per le voci nelle quali verrebbe classificato un tessuto di ciascuna delle altre materie tessili che entrano nella composizione del tessuto misto. Tuttavia questa norma non si applica ad una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

— Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;

— Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o non di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione		
58.01 *	Tappeti a punti annodati od arrotolati, anche confezionati		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 50.01 al 50.03 incluso, 51.01, dal 53.01 al 53.05 incluso, 54.01, dal 55.01 al 55.04 incluso, dal 56.01 al 56.03 incluso, o dal 57.01 al 57.04 incluso
58.02 *	Altri tappeti, anche confezionati; tessuti detti Kelim o Kilim, Schumacks o Soumak, Karamanie e simili, anche confezionati		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 50.01 al 50.03 incluso, 51.01, dal 53.01 al 53.05 incluso, 54.01, dal 55.01 al 55.04 incluso, dal 56.01 al 56.03 incluso, dal 57.01 al 57.04 incluso o dai filati di cocco della voce n° 57.07
58.04 *	Velluti, felpe, tessuti ricci e tessuti di ciniglia, esclusi i manufatti delle voci nn. 55.08 e 58.05		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 50.01 al 50.03 incluso, dal 53.01 al 53.05 incluso, 54.01, dal 55.01 al 55.04 incluso, dal 56.01 al 56.03 incluso, dal 57.01 al 57.04 incluso o ottenuti a partire da prodotti chimici o da paste tessili
58.05 *	Nastri, galloni e simili; nastri senza trama di fibre o di fili disposti parallelamente ed incollati (<i>bolduc</i>) esclusi i manufatti della voce n° 58.06		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 50.01 al 50.03 incluso, dal 53.01 al 53.05 incluso, 54.01, dal 55.01 al 55.04 incluso, dal 56.01 al 56.03 incluso, o dal 57.01 al 57.04 incluso o ottenuti a partire da prodotti chimici o da paste tessili
58.06 *	Etichette, scudetti e simili, tessuti, ma non ricamati, in pezza, in nastri o tagliati		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 50.01 al 50.03 incluso, dal 53.01 al 53.05 incluso, 54.01, dal 55.01 al 55.04 in-

* Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare, le disposizioni che figurano nella colonna 4 per tutte le materie tessili che entrano nella composizione del prodotto misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

- Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;
- Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale ricoperta o non di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i> <i>Designazione</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
58.07 *	Filati di ciniglia; filati spirali (vergolinati), diversi da quelli della voce n° 52.01 e dai filati di crine spirali; trecce in pezza; altri manufatti di passamaneria ed altri simili manufatti ornamentali, in pezza; ghiande, nappe, olive, noci, fiocchetti (<i>pompons</i>) e simili		cluso, o dal 56.01 al 56.03 incluso, o ottenuti a partire da prodotti chimici o da paste tessili Fabbricazione a partire da prodotti delle voci dal n° 50.01 al n° 50.03 incluso, dal n° 53.01 al n° 53.05 incluso, n° 54.01, dal n° 55.01 al n° 55.04 incluso, dal n° 56.01 al n° 56.03 incluso, o ottenuti a partire da prodotti chimici o da paste tessili
58.08 *	Tulli e tessuti a maglie annodate (reti), lisci		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci dal n° 50.01 al n° 50.03 incluso, dal n° 53.01 al n° 53.05 incluso, n° 54.01, dal n° 55.01 al n° 55.04 incluso, dal n° 56.01 al n° 56.03 incluso, o ottenuti a partire da prodotti chimici o da paste tessili
58.09 *	Tulli, tulli-bobinots e tessuti a maglie annodate (reti) operati; pizzi (a macchina o a mano) in pezza, in strisce o in motivi		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci dal n° 50.01 al n° 50.03 incluso, dal n° 53.01 al n° 53.05 incluso, n° 54.01, dal n° 55.01 al n° 55.04 incluso, dal n° 56.01 al n° 56.03 incluso, o ottenuti a partire da prodotti chimici o da paste tessili
58.10	Ricami in pezza, in strisce o in motivi		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
59.01 *	Ovatte o manufatti di ovatta; borre di cimatura, nodi e groppetti (bottoni) di materie tessili		Fabbricazione a partire sia da fibre naturali sia da prodotti chimici o da paste tessili

* Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare le disposizioni che figurano nella colonna 4 per tutte le materie tessili che entrano nella composizione del prodotto misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

- Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;
- Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale ricoperta o non di polvere d'alluminio. Detta anima viene iscritta mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
ex 59.02 *	Feltri e manufatti di feltro, anche impregnati o spalmati esclusi i feltri all'ago anche impregnati o spalmati		Fabbricazione a partire sia da fibre naturali, sia da prodotti chimici o da paste tessili
ex 59.02 *	Feltri all'ago anche impregnati o spalmati		Fabbricazione a partire sia da fibre naturali, sia da prodotti chimici o da paste tessili; ottenuti a partire da fibre o da fasci continui di polipropilene i cui filamenti hanno un titolo inferiore a 8 denari e il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
59.03 *	« Stoffe non tessute » e manufatti di « stoffe non tessute » anche impregnati o spalmati		Fabbricazione a partire sia da fibre naturali, sia da prodotti chimici o da paste tessili
59.04 *	Spago, corde e funi, anche intrecciati		Fabbricazione a partire sia da fibre naturali, sia da prodotti chimici o da paste tessili o filati di cocco della voce n° 57.07
59.05 *	Reti ottenute con l'impiego di manufatti previsti dalla voce n° 59.04, in strisce, in pezza o in forme determinate; reti per la pesca, in forme determinate, costituite da filati, spago o corde		Fabbricazione a partire sia da fibre naturali, sia da prodotti chimici o paste tessili o filati di cocco della voce n° 57.07
59.06 *	Altri manufatti ottenuti, con l'impiego di filati, spago, corde o funi, esclusi i tessuti ed i manufatti di tessuto		Fabbricazione a partire sia da fibre naturali sia da prodotti chimici o paste tessili o filati di cocco della voce n° 57.07
59.07	Tessuti spalmati di colla o di sostanze amidacee, del tipo usato in legatoria, per cartonaggi, nella fabbricazione di astucci o per usi simili (percallina spalmata,		Fabbricazione a partire da filati

* Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare le disposizioni che figurano nella colonna 4 per tutte le materie tessili che entrano nella composizione del prodotto misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

- Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;
- Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o no di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione		
	ecc.), tele per decalco o trasparenti per il disegno; tele preparate per la pittura; bugrane e tessuti simili per cappelleria		
59.08	Tessuti impregnati o ricoperti di derivati della cellulosa o di altre materie plastiche artificiali e tessuti stratificati con le stesse materie		Fabbricazione a partire da filati
59.10 *	Linoleum per qualsiasi uso, anche tagliati; copripavimenti costituiti da una spalmatura applicata su supporto di materie tessili, anche tagliati		Fabbricazione a partire da filati o da fibre tessili
ex 59.11	Tessuti gommati, diversi da quelli a maglia, ad esclusione di quelli costituiti da tessuti di fibre tessili sintetiche continue o da nappe di filati di fibre tessili sintetiche continue, disposti parallelamente, impregnati o ricoperti di lattice di gomma, contenenti in peso almeno 90% di materie tessili e utilizzati per la fabbricazione di pneumatici o per altri usi tecnici		Fabbricazione a partire da filati
ex 59.11	Tessuti gommati, diversi da quelli a maglia, costituiti da tessuti di fibre tessili sintetiche continue o da nappe di filati di fibre tessili sintetiche continue, disposti parallelamente, impregnati o ricoperti di lattice di gomma, contenenti in peso almeno 90% di materie tessili e utilizzati per la fabbricazione di pneumatici o per altri usi tecnici		Fabbricazione a partire da prodotti chimici

* Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare le disposizioni che figurano nella colonna 4 per tutte le materie tessili che entrano nella composizione del prodotto misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene portata :

— Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;

— Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o non di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
59.12	Altri tessuti impregnati o spalmati; tele dipinte per scenari di teatri, per sfondi di studi o per usi simili		Fabbricazione a partire da filati
59.13 *	Tessuti (diversi da quelli a maglia) elastici, costituiti da materie tessili misti a fili di gomma		Fabbricazione a partire da filati semplici
59.15 *	Tubi per pompe ed altri tubi simili, di materie tessili, anche con armature od accessori di altre materie		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci dal n° 50.01 al n° 50.03 incluso, dal n° 53.01 al n° 53.05 incluso, n° 54.01, dal n° 55.01 al n° 55.04 incluso, dal n° 56.01 al n° 56.03 incluso, dal n° 57.01 al n° 57.04 incluso o da prodotti chimici o da paste tessili
59.16 *	Nastri trasportatori e cinghie di trasmissione di materie tessili, anche armati		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci dal n° 50.01 al n° 50.03 incluso, dal n° 53.01 al n° 53.05 incluso, n° 54.01, dal n° 55.01 al n° 55.04 incluso, dal n° 56.01 al n° 56.03 incluso, dal n° 57.01 al n° 57.04 incluso o da prodotti chimici o da paste tessili
59.17 *	Tessuti e manufatti per usi tecnici, di materie tessili		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci dal n° 50.01 al n° 50.03 incluso, dal n° 53.01 al n° 53.05 incluso, n° 54.01, dal n° 55.01 al n° 55.04 incluso, dal n° 56.01 al n° 56.03 incluso, dal n° 57.01 al n° 57.04 incluso o da prodotti chimici o da paste tessili
ex capitolo 60 *	Maglierie, esclusi i manufatti a maglia ottenuti per cucitura oppure unendo pezzi di maglieria (tagliati o ottenuti direttamente nella forma voluta)		Fabbricazione a partire da fibre naturali cardate o pettinate, da prodotti delle voci dal n° 56.01 al n° 56.03 incluso, da prodotti chimici o paste tessili

* Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, si devono applicare le disposizioni che figurano nella colonna 4 per tutte le materie tessili che entrano nella composizione del prodotto misto. Tuttavia questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate. Questa percentuale viene protata :

- Al 20%, quando si tratta di filati di poliuretano segmentato con segmenti flessibili di polietere, anche rivestiti, di cui alle voci ex n° 51.01 e ex n° 58.07;
- Al 30%, quando si tratta di filati formati da un'anima consistente o in un nastro sottile d'alluminio, o in una pellicola di materia plastica artificiale, ricoperta o non di polvere d'alluminio. Detta anima viene inserita mediante incollatura, con l'ausilio di una colla trasparente o colorata, tra due pellicole di materia plastica artificiale, di larghezza non superiore ai 5 mm.

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti Designazione	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
ex 60.02	Guanti a maglia non elastica nè gommata, ottenuti per cucitura oppure unendo pezzi di maglieria (tagliati o ottenuti direttamente nella forma voluta)		Fabbricazione a partire da filati*
ex 60.03	Calze, sottocalze, calzini, proteggiacalze e manufatti simili, a maglia non elastica nè gommata, ottenuti per cucitura oppure unendo pezzi di maglieria (tagliati o ottenuti direttamente nella forma voluta)		Fabbricazione a partire da filati*
ex 60.04	Sottovesti a maglia non elastica nè gommata, ottenute per cucitura oppure unendo pezzi di maglieria (tagliati o ottenuti direttamente nella forma voluta)		Fabbricazione a partire da filati*
ex 60.05	Indumenti esterni, accessori di abbigliamento ed altri manufatti, a maglia non elastica nè gommata, ottenuti per cucitura oppure unendo pezzi di maglieria (tagliati o ottenuti direttamente nella forma voluta)		Fabbricazione a partire da filati*
ex 60.06	Altri manufatti (comprese le ginocchiere e le calze per varici) a maglia elastica o a maglia gommata, ottenuti per cucitura oppure unendo pezzi di maglieria (tagliati o ottenuti direttamente nella forma voluta)		Fabbricazione a partire da filati*
ex 61.01	Indumenti esterni per uomo e per ragazzo esclusi gli equipaggiamenti ignifughi in tessuto ricoperto di un foglio di poliestere alluminato		Fabbricazione a partire da filati*
ex 61.01	Equipaggiamenti ignifughi in tessuto ricoperto di un foglio di poliestere alluminato		Fabbricazione a partire da tessuti non spalmati, il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito*

* Le guarnizioni e gli accessori usati (ad eccezione delle fodere e delle telette per sartoria), che rientrano in un'altra voce tariffaria, non tolgono il carattere originario del prodotto ottenuto se il loro peso non supera il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
ex 61.02	Indumenti esterni per donna, per ragazza e per bambini, non ricamati, esclusi gli equipaggiamenti ignifughi in tessuto ricoperto di un foglio di poliestere alluminato		Fabbricazione a partire da filati*
ex 61.02	Equipaggiamenti ignifughi in tessuto ricoperto di un foglio di poliestere alluminato		Fabbricazione a partire da tessuti non spalmati, il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito*
ex 61.02	Indumenti esterni per donna, per ragazzo e ragazza, per bambini, ricamati		Fabbricazione a partire da tessuti non ricamati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito*
61.03	Sottovesti (biancheria da dosso) per uomo e per ragazzo, compresi i colli, colletti, sparati e polsini		Fabbricazione a partire da filati*
61.04	Sottovesti (biancheria da dosso) per donna, per ragazza e per bambini		Fabbricazione a partire da filati*
ex 61.05	Fazzoletti da naso e da taschino, non ricamati		Fabbricazione a partire da filati semplici greffi*. **
ex 61.05	Fazzoletti da naso e da taschino, ricamati		Fabbricazione a partire da tessuti non ricamati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito*
ex 61.06	Scialli, sciarpe, fazzoletti da collo, sciarpette, mantiglie, veli e velette, e manufatti simili, non ricamati		Fabbricazione a partire da filati semplici greggi di fibre tessili naturali o di fibre tessili sintetiche e artificiali a fiocco o loro cascami o da prodotti chimici o paste tessili*
ex 61.06	Scialli, sciarpe, fazzoletti collo, sciarpette, mantiglie, veli e velette, e manufatti simili, ricamati		Fabbricazione a partire da tessuti non ricamati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito*

* Le guarnizioni e gli accessori usati (ad eccezione delle fodere e delle telette per sartoria), che rientrano in un'altra voce tariffaria, non tolgono il carattere originario del prodotto ottenuto se il loro peso non supera il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

** Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
61.07	Cravatte		Fabbricazione a partire da filati*
61.09	Busti, fascette, guaine, reggiseno, bretelle, giarrettiere, reggicalze e manufatti simili, di tessuto o di maglia, anche elastici		Fabbricazione a partire da filati*
ex 61.10	Guanti, calze e calzini, esclusi quelli a maglia, esclusi gli equipaggiamenti ignifughi in tessuto ricoperto di un foglio di poliestere alluminato		Fabbricazione a partire da filati*
ex 61.10	Equipaggiamenti ignifughi in tessuto ricoperto di un foglio di poliestere alluminato		Fabbricazione a partire da tessuti non spalmati, il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito*
ex 61.11	Altri accessori confezionati per oggetti di vestiario : sottobraccia, imbottiture e spalline di sostegno per sarti, cinture e cinturoni, manicotti, maniche di protezione, ecc., esclusi i colli, collaretti, soggoli, sparati, gale, polsi, polsini sproni, fronzoli ed altre guarnizioni simili per abiti e sottovesti da donna, ricamati		Fabbricazione a partire da filati*
ex 61.11	Colli, collaretti, soggoli, sparati, gale, polsi, polsini, sproni, fronzoli ed altre guarnizioni simili per abiti e sottovesti da donna, ricamati		Fabbricazione a partire da tessuti non ricamati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito*
62.01	Coperte		Fabbricazione a partire da filati greggi di cui ai capitoli da 50 a 56 compreso**
ex 62.02	Biancheria da letto, da tavola, da toletta, da servizio o da cucina; tende, tendine ed altri manufatti per l'arredamento, non ricamati		Fabbricazione a partire da filati semplici greggi**

* Le guarnizioni e gli accessori usati (ad eccezione delle fodere e delle telette per sartoria), che rientrano in un'altra voce tariffaria, non tolgono il carattere originario del prodotto ottenuto se il loro peso non supera il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

** Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non superi il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
ex 62.02	Biancheria da letto, da tavola, da toletta, da servizio o da cucina; tende, tendine ed altri manufatti per l'arredamento, ricamati		Fabbricazione a partire da tessuti non ricamati il cui valore non supera il 40% valore del prodotto finito
62.03	Sacchi e sacchetti da imballaggio		Fabbricazione a partire da prodotti chimici, da paste tessili o fibre tessili naturali, da fibre tessili sintetiche e artificiali in fiocco o loro cascami*
62.04	Copertoni, vele per imbarcazioni, tende per l'esterno, tende e oggetti per campeggio		Fabbricazione a partire da filati semplici e greggi*
ex 62.05	Altri manufatti confezionati di tessuti, compresi i modelli di vestiti, esclusi ventagli e ventole a mano, loro ossature e parti di ossature		Fabbricazione per la quale sono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
64.01	Calzature con soles esterne e tomaia di gomma o di materia plastica artificiale	Fabbricazione a partire dalle calzature incomplete formate da tomaie fissate alle soles primarie o ad altre parti inferiori e sprovviste di soles esterne, di qualsiasi materia eccetto il metallo	
64.02	Calzature con soles esterne di cuoio naturale, artificiale o ricostituito; calzature (non comprese nella voce n° 64.01) con soles esterne di gomma o di materia plastica artificiale	Fabbricazione a partire dalle calzature incomplete formate da tomaie fissate alle soles primarie o ad altre parti inferiori e sprovviste di soles esterne, di qualsiasi materia eccetto il metallo	
64.03	Calzature di legno o con soles esterne di legno o di sughero	Fabbricazione a partire dalle calzature incomplete formate da tomaie fissate alle soles primarie o ad altre parti inferiori e sprovviste di soles esterne, di qualsiasi materia eccetto il metallo	
64.04	Calzature con soles esterne di altre materie (corda, cartone, tessuto, feltro, giunco, materie da intreccio, ecc.)	Fabbricazione a partire dalle calzature incomplete formate da tomaie fissate alle soles primarie o ad altre parti inferiori e sprovviste	

* Per i prodotti nella composizione dei quali entrano due o più materie tessili, questa norma non si applica a una o più materie tessili miste, nel caso che il peso della o delle stesse non supera il 10% del peso complessivo di tutte le materie tessili incorporate.

N° della tariffa doganale	Prodotti ottenuti	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
	Designazione		
		di soles esterne, di qualsiasi materia eccetto il metallo	
65.03	Cappelli, copricapi ed altre acconciature, di feltro, fab- bricati con le campane o i dischi o piatti della voce n° 65.01, anche guarniti		Fabbricazione a partire da fibre tessili*
65.05	Cappelli, copricapi ed altre acconciature (comprese le retine per capelli), di maglia o fabbricati con tessuti, pizzi o feltro (in pezzi, ma non in striscie), anche guar- niti		Fabbricazione a partire o da filati, o da fibre tessili*
66.01	Ombrelli (da pioggia e da sole), compresi gli ombrel- li-bastone, i parasoli-tende, gli ombrelloni e simili		Fabbricazione per la quale sono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 70.07	Vetro colato o laminato e « vetro per vetrare » (an- che sgrassati e smerigliati o puliti), tagliati in forma di- versa dalla quadrata o dalla rettangolare, o curvati o al- trimenti lavorati (smussati, incisi, ecc.); vetri isolanti a pareti multiple	Fabbricazione a partire dal vetro tirato, colato o lami- nato delle voci nn. dal 70.04 al 70.06 incluso	
70.08	Lastre o vetri di sicurezza, anche sagomati, consistenti in vetri temperati o formati di due o più fogli aderenti fra loro	Fabbricazione a partire dal vetro tirato, colato o lami- nato delle voci nn. dal 70.04 al 70.06 incluso	
70.09	Specchi di vetro, anche in- corniciati, compresi gli specchi retrovisivi	Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 70.04 al 70.06 incluso	
71.15	Lavori di perle fini, di pie- tre preziose (<i>gemme</i>), di pietre semipreziose (fini) di pietre sintetiche o ricosti- tuite		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei pro- dotti il cui valore non supe- ra il 50% del valore del pro- dotto finito
73.07	Ferro ed acciaio in blumi, billette, bramme e bidoni; ferro ed acciaio semplice- mente sbozzati per fucina- tura o per battitura al ma- glio (sbozzi di forgia)	Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 73.06	

* Le guarniture e gli accessori impiegati (ad eccezione delle fodere e delle telette sottofodera) che cambiano voce tariffaria non tolgono il carattere originario del prodotto ottenuto se il loro peso non supera il 10% del peso globale di tutte le materie tessili incorporate.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
73.08	Sbozzi in rotoli per lamiere, di ferro o di acciaio	Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 73.07	
73.09	Larghi piatti di ferro o di acciaio	Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 73.07 o 73.08	
73.10	Barre di ferro o di acciaio, laminate o estruse a caldo o fucinate (compresa la vergella o bordione); barre di ferro o di acciaio ottenute o rifinite a freddo, barre forate di acciaio per la perforazione delle mine	Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 73.07	
73.11	Profilati di ferro o di acciaio, laminati o estrusi a caldo, fucinati, oppure ottenuti o rifiniti a freddo; palancole di ferro o di acciaio, anche forate o fatte di elementi riuniti	Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 73.07 al 73.10 incluso, 73.12 o 73.13	
73.12	Nastri di ferro o di acciaio, laminati a caldo o a freddo	Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 73.07 al 73.09 incluso o 73.13	
73.13	Lamiere di ferro o di acciaio, laminate a caldo o a freddo	Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. dal 73.07 al 73.09 incluso	
73.14	Fili di ferro o di acciaio, nudi o rivestiti, esclusi i fili isolati per l'elettricità	Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 73.10	
73.16	Elementi per la costruzione di strade ferrate, di ghisa, di ferro o di acciaio: rotaie, controrotaie, aghi, cuori, incroci e scambi, tiranti per aghi, rotaie a cremagliera, traverse, stecche, cuscinetti, cunei, piastre di appoggio, piastre di fissaggio, piastre e barre di scartamento ed altri pezzi specialmente costruiti per la posa, la congiunzione o il fissaggio delle rotaie		Fabbricazione a partire da prodotti della voce n° 73.06
73.18	Tubi (compresi i loro sbozzi) di ferro o di acciaio, esclusi gli oggetti della voce n° 73.19		Fabbricazione a partire da prodotti delle voci nn. 73.06 e 73.07 e della voce n° 73.15 sotto le forme indicate alle voci nn. 73.06 e 73.07

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
	<i>Designazione</i>		
74.03	Barre, profilati e fili di sezione piena, di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.04	Lamiere, lastre, fogli e nastri di rame, di spessore superiore a 0,15 mm		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.05	Fogli e nastri sottili di rame (anche goffrati, tagliati, perforati, ricoperti, stampati o fissati su carta, cartone, materie plastiche artificiali o supporti simili), di spessore di 0,15 mm o meno (non compreso il supporto)		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.06	Polveri e pagliette di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.07	Tubi (compresi i loro sbocchi) e barre forate, di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.08	Accessori per tubi, di rame (raccordi, gomiti, giunti, manicotti, flange, ecc.)		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.10	Cavi, corde, trecce e simili, di fili di rame, esclusi i prodotti isolati per l'elettricità		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.11	Tele metalliche (comprese le tele continue o senza fine), reti e griglie di fili di rame; lamiere o lastre incise e stirate di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.15	Punte, chiodi, rampini, ganci e puntine, di rame o aventi il gambo di ferro o di acciaio e la testa di rame; bulloni e dadi (anche non filettati), viti, viti ad occhio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

N° della tariffa doganale	<i>Prodotti ottenuti</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
	<i>Designazione</i>		
	e ganci a vite, ribadini, copiglie, pernotti, chiavette e oggetti simili di bullonceria e di viteria, di rame; rondelle (comprese le rondelle spaccate e quelle destinate a funzionare da molla), di rame		
74.16	Molle di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.17	Apparecchi non elettrici per cucinare e per riscaldare, dei tipi di uso domestico, loro parti e pezzi staccati, di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.18	Oggetti di uso domestico o igienico e loro parti, di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
74.19	Altri lavori di rame		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
75.02	Barre, profilati e fili di sezione piena, di nichelio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
75.03	Lamiere, lastre, fogli e nastri di qualunque spessore, di nichelio; polveri e pagliette di nichelio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
75.04	Tubi (compresi i loro sbocchi), barre forate ed accessori per tubi (raccordi, gomiti, giunti, manicotti, flange, ecc.) di nichelio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
75.05	Anodi per nichelatura, compresi quelli ottenuti per elettrolisi, greggi o lavorati		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
75.06	Altri lavori di nichelio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei pro-

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
76.02	Barre, profilati e fili di sezione piena, di alluminio		dotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.03	Lamiere, lastre, fogli e nastri, di alluminio, di spessore superiore a 0,20 mm		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.04	Fogli e nastri sottili, di alluminio (anche goffrati, tagliati, perforati, ricoperti, stampati o fissati su carta, cartone, materie plastiche artificiali o supporti simili), di spessore di 0,20 mm o meno (non compreso il supporto)		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.05	Polveri e pagliette di alluminio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.06	Tubi (compresi i loro sbocchi) e barre forate, di alluminio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.07	Accessori per tubi, di alluminio (raccordi, gomiti, giunti, manicotti, flange, ecc.)		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.08	Costruzioni e loro parti (capannoni, ponti ed elementi di ponti, torri, piloni, pilastri, colonne, ossature, impalcature, tettoie, intelaiature di porte e finestre, balaustrate, ecc.), di alluminio; lamiere, barre, profilati, tubi, ecc., di alluminio, predisposti per essere utilizzati nelle costruzioni		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.09	Serbatoi, cisterne, vasche, tini ed altri recipienti simili		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei pro-

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
	<i>Designazione</i>		
	per qualsiasi materia (esclusi i gas compressi o liquefatti), di alluminio, di capacità superiore a 300 litri, senza dispositivi meccanici o termici, anche con rivestimento interno o calorifugo		dotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.10	Fusti, tamburi, bidoni, scatole ed altri recipienti simili, per il trasporto o l'imballaggio, di alluminio, compresi gli astucci tubolari rigidi o flessibili		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.11	Recipienti di alluminio per gas compressi e liquefatti		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.12	Cavi, corde, trecce e simili, di fili di alluminio, esclusi i prodotti isolati per l'elettricità		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.15	Oggetti di uso domestico o igienico e loro parti, di alluminio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
76.16	Altri lavori di alluminio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
77.02	Barre, profilati, fili, lamiere, fogli, nastri, torniture calibrate, polveri e pagliette, tubi (compresi i loro sbozzi), barre forate, di magnesio; altri lavori di magnesio		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
78.02	Barre, profilati e fili di sezione piena, di piombo		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
78.03	Lamiere, fogli e nastri di piombo, del peso superiore a 1,700 kg per m ²		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
78.04	Fogli e nastri sottili di piombo (anche goffrati, tagliati, perforati, ricoperti, stampati o fissati su carta, cartone, materie plastiche artificiali o supporti simili), pesanti 1,700 kg o meno per m ² (non compreso il supporto); polveri e pagliette di piombo		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
78.05	Tubi (compresi i loro sbocchi), barre forate ed accessori per tubi (raccordi, gomiti, tubi ad S per sifoni, giunti, manicotti, flange, ecc.), di piombo		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
78.06	Altri lavori di piombo		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
79.02	Barre, profilati e fili di sezione piena, di zinco		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
79.03	Lamiere, fogli e nastri, di qualsiasi spessore, di zinco; polveri e pagliette di zinco		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
79.04	Tubi (compresi i loro sbocchi), barre forate ed accessori per tubi (raccordi, gomiti, giunti, manicotti, flange, ecc.), di zinco		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
79.06	Altri lavori di zinco		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
80.02	Barre, profilati e fili di sezione piena, di stagno		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
80.03	Lamiere, lastre, fogli e nastri, di stagno, del peso superiore a 1 kg per m ²		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
	<i>Designazione</i>		
80.04	Fogli e nastri sottili, di stagno (anche goffrati, tagliati, perforati, ricoperti, stampati o fissati su carta, cartone, materie plastiche artificiali o supporti simili), del peso di 1 kg o meno per m ² (non compreso il supporto); polveri e pagliette di stagno		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
80.05	Tubi (compresi i loro sbocchi), barre forate ed accessori per tubi (raccordi, gomiti, giunti, manicotti, flange, ecc.) di stagno		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
82.05	Utensili intercambiabili per macchine utensili e per utensileria a mano, anche meccanica (per imbutire, stampare, maschiare, alesare, filettare, fresare, mandrinare, intagliare, tornire, avvitare, ecc.), comprese le filiere per trafilare o estrudere i metalli nonché gli utensili per forare, con parte operante		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non è superiore al 40% del valore del prodotto finito
82.06	Coltelli e lame trancianti per macchine ed apparecchi meccanici		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non è superiore al 40% del valore del prodotto finito
ex cap. 84	Caldaie, macchine, apparecchi e congegni meccanici, eccettuati materiale, macchine ed apparecchi per la produzione del freddo con attrezzatura elettrica o di altra specie (84.15) e macchine per cucire, compresi i mobili per dette macchine (ex 84.41)		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non è superiore al 40% del valore del prodotto finito
84.15	Materiale, macchine ed apparecchi per la produzione del freddo con attrezzatura elettrica o di altra specie		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, parti e

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
ex 84.41	Macchine per cucire (tessuti, cuoi, calzature, ecc.) compresi i mobili per dette macchine		pezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari » Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti o pezzi staccati il cui valore non è superiore al 40% del valore del prodotto finito, e a condizione : — Che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi* utilizzati per il montaggio della testa (motore escluso) siano prodotti « originari » — E che il meccanismo di tensione del filo, il meccanismo dell'uncinetto e il meccanismo zig-zag, siano prodotti « originari »
ex capitolo 85	Macchine ed apparecchi elettrici; materiali destinati ad usi elettrotecnici, ad eccezione dei prodotti delle voci nn. 85.14 e 85.15		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
85.14	Microfoni e loro supporti, altoparlanti e amplificatori elettrici a bassa frequenza		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito, e a condizione : — Che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi* utilizzati sia rappresentante da prodotti « originari »

* Per stabilire il valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi, sono da prendere in considerazione :

- a) Per i prodotti, le parti e i pezzi originari, il primo prezzo controllabile pagato o che dovrebbe essere pagato in caso di vendita, dei suddetti prodotti nel territorio dello Stato in cui si effettua la lavorazione, la trasformazione o il montaggio;
- b) Per gli altri prodotti, parti e pezzi, le disposizioni dell'articolo 4 del presente protocollo che determinano :
 - Il valore dei prodotti importati,
 - Il valore dei prodotti di origine indeterminata.

Prodotti ottenuti	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »	Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
N° della tariffa doganale	Designazione	
85.15	Apparecchi di trasmissione e di ricezione per la radiotelegrafia e la radiotelegrafia; apparecchi trasmettenti e riceventi per la radiodiffusione e la televisione (compresi gli apparecchi riceventi combinati con un apparecchio di registrazione o di riproduzione del suono) e apparecchi per la presa delle immagini per la televisione; apparecchi di radioguida, di radiorelevazione, di radioscandaglio e di radiotelecomando	<p>— E che il valore dei transistori utilizzati non superi il 3% del valore del prodotto finito**</p> <p>Lavorazione, trasformazione e montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e, a condizione :</p> <p>— Che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi** utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari »</p> <p>— E che il valore dei transistori utilizzati non superi il 3% del valore del prodotto finito**</p>
capitolo 86	Veicoli e materiale per strade ferrate; apparecchi di segnalazione non elettrici per vie di comunicazione	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
ex capitolo 87	Vetture automobili, trattori, velocipedi ed altri veicoli terrestri, esclusi i prodotti della voce n° 87.09	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
87.09	Motocicli e velocipedi con motore ausiliario, anche con carrozzetta; carrozzette per motocicli e per velocipedi di ogni sorta, presentate isolatamente	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito ed a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, pezzi e

* Per stabilire il valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi, sono da prendere in considerazione :

- a) Per i prodotti, le parti e i pezzi originari, il primo prezzo controllabile pagato o che dovrebbe essere pagato in caso di vendita dei suddetti prodotti nel territorio dello Stato in cui si effettua la lavorazione, la trasformazione o il montaggio;
- b) Per gli altri prodotti, parti e pezzi, le disposizioni dell'articolo 4 del presente protocollo che determinano :
- Il valore dei prodotti importati,
 - Il valore dei prodotti di origine indeterminata.

** Questa percentuale non si somma a quella del 40%.

<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Prodotti ottenuti</i> <i>Designazione</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
ex cap. 90	Strumenti e apparecchi di ottica, per fotografia e per cinematografia, di misura, di verifica, di precisione; strumenti e apparecchi medico-chirurgici, esclusi i prodotti delle voci nn. 90.05, 90.07 (esclusi lampade e tubi per la produzione di lampi di luce in fotografia ad accensione elettrica), 90.08, 90.12 e 90.26		parti* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari » Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali sono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
90.05	Binocoli e cannocchiali con o senza prismi		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari »
ex 90.07	Apparecchi fotografici; apparecchi e dispositivi compresi lampade e tubi per la produzione di lampi di luce in fotografia, diversi da lampade e tubi a scarica della voce n° 85.20, esclusi lampade e tubi per la produzione di lampi di luce in fotografia, ad accensione elettrica		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali sono impiegati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% in valore, dei prodotti, parti e pezzi* impiegati sia rappresentato da prodotti « originari »
90.08	Apparecchi cinematografici (da presa delle immagini e da presa del suono, anche combinati, apparecchi da proiezione con o senza riproduzione del suono)		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione

* Per stabilire il valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi, sono da prendere in considerazione :

- a) Per i prodotti, le parti e i pezzi originari, il primo prezzo controllabile pagato o che dovrebbe essere pagato in caso di vendita dei suddetti prodotti nel territorio dello Stato in cui si effettua la lavorazione, la trasformazione o il montaggio;
- b) Per gli altri prodotti, parti e pezzi, le disposizioni dell'articolo 4 del presente protocollo che determinano :
 - Il valore dei prodotti importati,
 - Il valore dei prodotti di origine indeterminata.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
90.12	Microscopi ottici, compresi gli apparecchi per la micro-fotografia, la microcinematografia e la microproiezione		che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari » Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari »
90.26	Contatori di gas, di liquidi e di elettricità, compresi i contatori di produzione, di controllo e di taratura		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari »
ex capitolo 91	Orologeria, ad eccezione dei prodotti di cui alle voci nn. 91.04 e 91.08		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali sono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
91.04	Orologi, pendole, sveglie e simili apparecchi di orologeria, con movimento diverso da quello degli orologi tascabili		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, parti e pezzi* utilizzati sia rappresen-

* Per stabilire il valore dei prodotti, della parti e dei pezzi, sono da prendere in considerazione :

- a) Per i prodotti, le parti e i pezzi originari, il primo prezzo controllabile pagato o che dovrebbe essere pagato in caso di vendita dei suddetti prodotti nel territorio dello Stato in cui si effettua la lavorazione, la trasformazione o il montaggio;
- b) Per gli altri prodotti, parti e pezzi, le disposizioni dell'articolo 4 del presente protocollo che determinano :
 - Il valore dei prodotti importati,
 - Il valore dei prodotti di origine indeterminata.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
			tato da prodotti « originari »
91.08	Altri movimenti finiti di orologeria		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, parti e pezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari »
ex capitolo 92	Strumenti musicali, apparecchi di registrazione e di riproduzione del suono, apparecchi di registrazione o di riproduzione delle immagini e del suono in televisione, loro parti ed accessori, esclusi i prodotti della voce n° 92.11		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali sono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto
92.11	Fonografi, apparecchi per dettare ed altri apparecchi di registrazione o di riproduzione del suono, compresi i giradischi, girafilm e girafili, con o senza lettore di suono; apparecchi di registrazione o di riproduzione delle immagini e del suono in televisione		Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali sono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito, ed a condizione : — Che almeno il 50% del valore dei prodotti, parti e pezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti « originari » — E che il valore dei transistori utilizzati non superi il 3% del valore del prodotto finito**
capitolo 93	Armi e munizioni		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

* Per stabilire il valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi, sono da prendere in considerazione :

a) Per i prodotti, le parti e i pezzi originari, il primo prezzo controllabile pagato o che dovrebbe essere pagato in caso di vendita dei suddetti prodotti nel territorio dello Stato in cui effettua la lavorazione, la trasformazione o il montaggio;

b) Per gli altri prodotti, parti e pezzi, le disposizioni dell'articolo 4 del presente protocollo che determinano :

— Il valore dei prodotti importati,

— Il valore dei prodotti di origine indeterminata.

** Questa percentuale non si somma a quella del 40%.

<i>Prodotti ottenuti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che non conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>	<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>		
ex 96.01	Oggetti di spazzoiificio (spazzole, spazzolini, scope-spazzole, pennelli e simili), comprese le spazzole costituenti elementi di macchine, rulli per dipingere, raschini di gomma o di altre simili materie flessibili		Fabbricazione per la quale sono impiegati prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
97.03	Altri giocattoli; modelli ridotti per divertimento		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
98.01	Bottoni, bottoni a pressione, bottoni per polsini e simili (compresi gli sbozzi, i dischetti per bottoni e le parti di bottoni)		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
98.08	Nastri inchiostatori per macchine da scrivere e nastri inchiostatori simili, anche montati su bobine; cuscinetti per timbri, anche impregnati, con o senza scatola		Fabbricazione per la quale vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

ALLEGATO III

ELENCO B

ELENCO DELLE LAVORAZIONI O TRASFORMAZIONI DI PRODOTTI NON ORIGINARI CHE NON COMPORTANO CAMBIAMENTI DI VOCE TARIFFARIA, MA CHE TUTTAVIA CONFERISCONO IL CARATTERE DI « PRODOTTI ORIGINARI » AI PRODOTTI OTTENUTI DA QUESTE OPERAZIONI

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	

L'incorporazione dei prodotti, parti e pezzi staccati, nelle caldaie, macchine, apparecchi, ecc., dei capitoli da 84 a 92, nelle caldaie e radiatori, di cui alla voce n° 73.37, nonché nei prodotti delle voci nn. 97.07 e 98.03 non ha l'effetto di far perdere il carattere di « prodotti origina-

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	
		ri » ai suddetti prodotti, a condizione che il valore di questi ultimi, parti e pezzi non superi il 5% del valore del prodotto finito.
13.02	Gomma lacca, anche imbianchita; gomme, gommoresine, resine e balsami naturali	Lavorazioni o trasformazioni per le quali vengono utilizzati dei prodotti il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 15.05	Lanolina raffinata	Fabbricazione a partire dal grasso di lana (untume)
ex 15.10	Alcoli grassi industriali	Fabbricazione a partire da acidi grassi industriali
ex 17.01	Zuccheri di barbabietola o di canna, allo stato solido, aromatizzati o colorati	Fabbricazione a partire da zuccheri di barbabietola o di canna allo stato solido senza aggiunta di aromatizzanti o di coloranti il cui valore non supera il 30% del valore del prodotto finito
ex 17.02	Lattosio, glucosio, zucchero d'acero e altri zuccheri, allo stato solido, aromatizzati o colorati	Fabbricazione a partire da altri zuccheri allo stato solido senza aggiunta di aromatizzanti o di coloranti il cui valore non supera il 30% del valore del prodotto finito
ex 17.03	Melassi, aromatizzati o con aggiunta di coloranti	Fabbricazione a partire da prodotti senza aggiunta di aromatizzanti o coloranti il cui valore non supera il 30% del valore del prodotto finito
ex 21.03	Senapa preparata	Fabbricazione a partire da farina di senapa
ex 22.09	Whisky, il cui tenore in alcole è inferiore a 50°	Fabbricazione a partire da alcole proveniente esclusivamente dalla distillazione di cereali e nel quale al massimo il 15% del valore del prodotto finito è rappresentato da prodotti non originari
ex 25.15	Marmi semplicemente segati e di spessore uguale o inferiore a 25 cm	Segamento in lastre o in elementi, lucidatura, levigatura grossolana e pulitura di marmi greggi sgrossati, semplicemente segati e di spessore superiore a 25 cm
ex 25.16	Granito, porfido, basalto, arenaria ed altre pietre da taglio o da costruzione, greggi, sgrossati o semplicemente segati, di spessore uguale o inferiore a 25 cm	Segamento di granito, porfido, basalto, arenaria ed altre pietre da costruzione greggi, sgrossati, semplicemente segati e di spessore superiore a 25 cm
ex 25.18	Dolomite calcinata; pigiata di dolomite	Calcinazione della dolomite greggia
ex 25.19	Altro ossido di magnesio anche chimicamente puro	Fabbricazione a partire da carbonato di magnesio natural (magnesite)
ex 25.19	Carbonato di magnesio naturale (magnesite), anche calcinato, ad esclusione dell'ossido di magnesio, macinato e messo in recipienti ermetici	Macinazione del magnesio naturale (<i>magnésite</i>), anche calcinato, escluso l'ossido di magnesio, e confezione in recipienti ermetici

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	
ex 25.24	Fibre di amianto grezze	Trattamento del minerale di amianto concentrato (arricchito)
ex 25.26	Cascami di mica macinati ed omogeneizzati	Macinazione ed omogeneizzazione dei cascami di mica
ex 25.32	Terre coloranti, calcinate o polverizzate	Triturazione e calcinazione o polverizzazione di terre coloranti
ex cap. da 28 a 37	Prodotti delle industrie chimiche e delle industrie connesse, eccetto l'anidride solforica (ex 28.13), i fosfati alluminio-calcici naturali trattati termicamente, macinati e polverizzati (ex 31.03), i tannini (ex 32.01), gli oli essenziali, i resinoidi e i sottoprodotti terpenici (ex 33.01), le preparazioni destinate a intenerire la carne e le preparazioni destinate a chiarificare la birra, composte di papaina e bentonite e le preparazioni enzimatiche per il disincollaggio dei tessuti (ex 35.07)	Lavorazione o trasformazione per le quali sono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 20% del valore del prodotto finito
ex 28.13	Anidride solforica	Fabbricazione a partire da anidride solforosa
ex 31.03	Fosfati alluminio-calcici naturali trattati termicamente, macinati e polverizzati	Macinazione e polverizzazione di fosfati alluminio-calcici naturali trattati termicamente
ex 32.01	Tannini (acidi tannici), compreso il tannino di noci di galla all'acqua, e loro sali, eteri, esteri ed altri derivati	Fabbricazione a partire da estratti per concia di origine vegetale
ex 33.01	Oli essenziali (deterpenati o no), liquidi o concreti; resinoidi; sottoprodotti terpenici residuali della deterpenazione degli oli essenziali	Fabbricazione a partire da soluzioni concentrate di oli essenziali nei grassi, negli oli fissi, nelle cere o prodotti analoghi, ottenuti per <i>effleurage</i> o macerazione
ex 35.07	Preparazioni destinate a intenerire la carne e a chiarificare la birra, composte di papaina e di bentonite; preparazioni enzimatiche per il disincollaggio dei tessuti	Fabbricazione a partire da enzimi o da enzimi preparati il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex cap. 38	Prodotti diversi delle industrie chimiche, eccetto il tallol raffinato (ex 38.05). L'essenza recuperata nella fabbricazione della cellulosa al solfato, purificata (ex 38.07), la pece nera (pece di catrame vegetale) (ex 38.09)	Lavorazione o trasformazione per le quali sono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 20% del valore del prodotto finito
ex 38.05	Tallol raffinato	Raffinazione del tallol greggio
ex 38.07	Essenza recuperata nella fabbricazione della cellulosa al solfato, depurata	Depurazione consistente nella distillazione e nella raffinazione dell'essenza recuperata nella fabbricazione della cellulosa al solfato, greggia
ex 38.09	Pece nera (pece di catrame vegetale)	Distillazione dal catrame di legno
ex cap. 39	Materie plastiche artificiali, eteri ed esteri della cellulosa, resine artificiali e lavori	Lavorazioni o trasformazioni per le quali vengono utilizzati prodotti il cui valore

Prodotti finiti		Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »
N° della tariffa doganale	Designazione	
	di tali sostanze, escluse le pellicole di ionomeri (ex 39.02)	non supera il 20% del valore del prodotto finito
ex 39.02	Pellicole di ionomeri	Fabbricazione a partire da un sale parziale di termoplastica, che è un copolimero d'etilene e dell'acido metacrilico parzialmente neutralizzato con ioni metallici, principalmente di zinco e di sodio
ex 40.01	Lastre <i>crêpe</i> di gomma per suole	Laminazione di fogli <i>crêpe</i> di gomma naturale
ex 40.07	Fili e corde di gomma vulcanizzata ricoperti di materie tessili	Fabbricazione a partire da fili e corde di gomma vulcanizzata, nudi
ex 41.01	Pelli di ovini senza vello	Slanatura di pelli di ovini
ex 41.02	Pelli di bovini (compresi i bufali) e di equini, preparate ma non pergamenate, escluse quelle delle voci nn. 41.06 e 41.08, riconciate	Riconciatura di pelli di bovini (compresi bufali) e di equini, semplicemente conciate
ex 41.03	Pelli ovine, preparate ma non pergamenate, escluse quelle delle voci nn. 41.06 e 41.08, riconciate	Riconciatura di pelli ovine, semplicemente conciate
ex 41.04	Pelli caprine, preparate ma non pergamenate, escluse quelle delle voci nn. 41.06 e 41.08, riconciate	Riconciatura di pelli caprine, semplicemente conciate
ex 41.05	Pelli preparate, ma non pergamenate, di altri animali, escluse quelle delle voci nn. 41.06 e 41.08, riconciate	Riconciatura di pelli di altri animali, semplicemente conciate
ex 43.02	Pelli confezionate	Imbianchimento, tintura, appretto, taglio e cucitura di pelli da pellicceria conciate o preparate
ex 44.22	Fusti, botti, mastelli, secchie e altri lavori di bottaio e loro parti	Fabbricazione a partire da legname da bottaio, anche segato sui due lati principali, ma non altrimenti lavorato
ex 50.03	Cascami di seta, borra, roccadino o pettenuzzo e residui della cardatura, cardati o pettinati	Cardatura o pettinatura dei cascami di seta, borra, roccadino o pettenuzzo e residui della cardatura
ex 50.09 ex 51.04 ex 53.11 ex 53.12 ex 54.05 ex 55.07 ex 55.08 ex 55.09 ex 56.07	Tessuti stampati	Stampa accompagnata da operazioni di finitura o rifinitura (imbianchimento, apprettatura, essiccamento, vaporizzazione, desmottamento (<i>épincetage</i>), rattoppatura, impregnazione, sanforizzazione, mercerizzazione) di tessuti il cui valore non supera il tasso del 47,5% del valore del prodotto finito
ex 59.14	Reticelle ad incandescenza	Fabbricazione a partire da tessuti tubolari di maglia

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	
ex 67.01	Spolverini e scopette di piume	Fabbricazione a partire da piume, parti di piume e calugine
ex 68.03	Lavori di ardesia naturale o agglomerata	Fabbricazione di lavori di ardesia
ex 68.04	Pietre per affilare, per avvivare o levigare a mano, di pietre naturali, di abrasivi naturali od artificiali agglomerati o di materie ceramiche	Taglio, aggiustamento ed incollaggio di abrasivi che per la forma non sono riconoscibili come destinati all'uso a mano
ex 68.13	Lavori di amianto; lavori di miscele a base di amianto o a base di amianto e carbonato di magnesio	Fabbricazione di lavori di amianto, di miscele a base di amianto o a base di amianto e di carbonato di magnesio
ex 68.15	Lavori di mica, compresa la mica su carta o su tessuto	Fabbricazione di lavori di mica
ex 70.10	Bottiglie e boccette tagliate	Sfaccettatura di bottiglie e boccette il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
70.13	Oggetti di vetro per il servizio di tavola, di cucina, di toletta, per ufficio, per la decorazione degli appartamenti o per usi simili, esclusi gli oggetti della voce n° 70.19	Sfaccettatura di oggetti di vetro il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito o decorazione eseguita completamente a mano, ad esclusione della stampa serigrafica, di oggetti di vetro soffiati a bocca, il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 70.20	Lavori di fibre di vetro	Fabbricazione a partire da fibre di vetro gregge
ex 71.02	Pietre preziose (<i>gemme</i>) e pietre semipreziose (fini), tagliate o altrimenti lavorate, non incastonate nè montate, anche infilate per comodità di trasporto, ma non assortite	Fabbricazione a partire da pietre preziose gregge
ex 71.03	Pietre sintetiche e ricostituite, tagliate o altrimenti lavorate, non incastonate nè montate, anche infilate per comodità di trasporto, ma non assortite	Fabbricazione a partire da pietre sintetiche o ricostituite gregge
ex 71.05	Argento e sue leghe (compreso l'argento dorato e l'argento platinato), semilavorati	Laminazione, stiratura, trafilatura, battitura e tritrazione dell'argento e sue leghe, greggi
ex 71.05	Argento e sue leghe (compreso l'argento dorato e l'argento platinato), greggi	Mescolanza o separazione elettrolitica dell'argento e sue leghe, greggi
ex 71.06	Metalli comuni placcati o ricoperti d'argento, semilavorati	Laminazione, stiratura, trafilatura, battitura o tritrazione di metalli comuni placcati o ricoperti di argento, greggi
ex 71.07	Oro e sue leghe (compreso l'oro platinato), semilavorati	Laminazione, stiratura, trafilatura, battitura o tritrazione dell'oro e delle sue leghe (compreso l'oro platinato), greggi
ex 71.07	Oro e sue leghe (compreso l'oro platinato), greggi	Mescolanza o separazione elettrolitica dell'oro e sue leghe, greggi

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	
ex 71.08	Metalli comuni o argento, placcati o ricoperti di oro, semilavorati	Laminazione, stiratura, trafilatura, battitura o triturazione di metalli comuni placcati o ricoperti di oro o di argento, greggi
ex 71.09	Platino e metalli del gruppo del platino e loro leghe, greggi	Laminazione, stiratura, trafilatura, battitura o triturazione del platino e dei metalli del gruppo del platino e loro leghe, greggi
ex 71.09	Platino e metalli del gruppo del platino e loro leghe, semilavorati	Mescolanza o separazione elettrolitica del platino e dei metalli del gruppo del platino e delle loro leghe, greggi
ex 71.10	Metalli comuni o metalli preziosi, placcati o ricoperti di platino o di metalli del gruppo del platino	Laminazione, stiratura, trafilatura, battitura o triturazione dei metalli comuni o metalli preziosi, placcati o ricoperti di platino o di metalli del gruppo del platino, greggi
ex 73.15	Acciai legati e acciai fini al carbonio : — Nelle forme indicate alle voci dal n° 73.07 al n° 73.13 incluso — Nelle forme di cui alla voce n° 73.14	Fabbricazione a partire dai prodotti nelle forme indicate alla voce n° 73.06 Fabbricazione a partire dai prodotti nelle forme indicate alle voci nn. 73.06 e 73.07
ex 73.29	Catene antisdrucchiolevoli	Lavorazioni o trasformazioni per le quali vengono impiegati prodotti di valore non superiore al 50% del valore del prodotto finito
ex 74.01	Rame da affinazione (blisters ed altri)	Conversione di metalline cuprifere
ex 74.01	Rame raffinato	Affinazione termica od elettrolitica del rame da affinazione (blisters ed altri), dei cascami e dei rottami di rame
ex 74.01	Leghe di rame	Fusione e trattamento termico del rame raffinato, dei cascami e dei rottami di rame
ex 75.01	Nichelio greggio (esclusi gli anodi della voce n° 75.05)	Affinazione per elettrolisi, per fusione o con processi chimici delle metalline <i>speiss</i> ed altri prodotti intermedi della metallurgia del nichelio
ex 75.01	Nichelio greggio, escluse le leghe di nichelio	Affinaggio per elettrolisi, per fusione o per via chimica di avanzi e rottami
ex 76.01	Alluminio greggio	Fabbricazione, con trattamento termico o elettrolitico, di alluminio non legato, di cascami e di rottami
76.16	Altri lavori di alluminio	Fabbricazione per la quale sono utilizzate delle tele metalliche (comprese le tele continue o senza fine), reti e griglie, di fili di alluminio; lamiere o nastri spiegati di alluminio il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	
ex 77.02	Altri lavori di magnesio	Fabbricazione a partire da barre, profilati, fili, lamiere, fogli, nastri, torniture calibrate, polveri e pagliette, tubi (compresi i loro sbozzi), barre forate di magnesio il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 77.04	Berillio (glucinio) lavorato	Laminazione, stiratura, trafilatura e trituratione del berillio greggio il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 78.01	Piombo affinato	Produzione per affinazione termica di piombo d'opera
ex 81.01	Tungsteno lavorato	Fabbricazione a partire dal tungsteno greggio il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 81.02	Molibdeno lavorato	Fabbricazione a partire dal molibdeno greggio il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 81.03	Tantalio lavorato	Fabbricazione a partire dal tantalio greggio il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 81.04	Altri metalli comuni lavorati	Fabbricazione a partire da altri metalli comuni greggi il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 82.09	Coltelli a lama trinciante e dentata (compresi i roncoli chiudibili), esclusi i coltelli della voce n° 82.06	Fabbricazione a partire da lame di coltelli
ex 83.06	Oggetti di ornamento per interni, di metalli comuni, escluse le statuette	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 30% del valore del prodotto finito
ex 84.05	Locomobili (ad esclusione dei trattori della voce n° 87.01) e macchine semifisse, a vapore	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
84.06	Motori a scoppio o a combustione interna, a pistone	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito
ex 84.08	Altri motori e macchine motrici, ad esclusione dei propulsori e reazione e delle turbine a gas	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	
		prezzi* utilizzati sia rappresentato da prodotti originari
84.16	Calandre e laminatoi, diversi dai laminatoi per metalli e dalle macchine per laminare il vetro; cilindri per dette macchine	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 25% del valore del prodotto finito
ex 84.17	Apparecchi e dispositivi, anche riscaldati elettricamente, per il trattamento di materie con operazioni che implicano un cambiamento di temperatura, per l'industria del legno, delle paste per carta, carta e cartoni	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 25% del valore del prodotto finito
84.31	Macchine ed apparecchi per la fabbricazione della pasta di cellulosa (pasta per carta) e per la fabbricazione e la rifinitura della carta e del cartone	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 25% del valore del prodotto finito
84.33	Altre macchine ed apparecchi per la lavorazione della pasta per carta, della carta e del cartone, comprese le tagliatrici di ogni specie	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 25% del valore del prodotto finito
ex 84.41	Macchine per cucire (tessuti, cuoi, calzature, ecc.), compresi i mobili per dette macchine	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non è superiore al 40% del valore del prodotto finito, e a condizione : — Che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi* utilizzati per il montaggio della testa (motore escluso) siano prodotti « originari » — E che il meccanismo di tensione del filo, il meccanismo dell'uncinetto e il meccanismo zig-zag, siano prodotti « originari »
85.14	Microfoni e loro supporti, altoparlanti ed amplificatori elettrici a bassa frequenza	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi

* Per stabilire il valore delle parti e dei pezzi, sono da prendere in considerazione :

- a) Per le parti e i pezzi originari, il primo prezzo controllabile pagato e che dovrebbe essere pagato in caso di vendita dei suddetti prodotti nel territorio dello Stato in cui si effettua la lavorazione, la trasformazione o il montaggio;
- b) Per gli altri pezzi e parti, le disposizioni dell'articolo 4 del presente protocollo che determinano :
 - Il valore dei prodotti importati,
 - Il valore dei prodotti di origine indeterminata.

<i>Prodotti finiti</i>		<i>Lavorazioni o trasformazioni di prodotti non originari che conferiscono il carattere di « prodotti originari »</i>
<i>N° della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>	
		utilizzati sia rappresentato da « prodotti originari*»
85.15	Apparecchi di trasmissione e di ricezione per la radiotelegrafia e la radiotelegrafia; apparecchi trasmettenti e riceventi per la radiodiffusione e la televisione (compresi gli apparecchi riceventi combinati con un apparecchio di registrazione o di riproduzione del suono) e apparecchi per la presa delle immagini per la televisione; apparecchi di radioguida, di radiorelevazione, di radioscandaglio e di radiotelecomando	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati il cui valore non supera il 40% del valore del prodotto finito e a condizione che almeno il 50% del valore dei prodotti, delle parti e dei pezzi utilizzati sia rappresentato da « prodotti originari*»
87.06	Parti, pezzi staccati e accessori degli autoveicoli compresi nelle voci dal n° 87.01 al n° 87.03 incluso	Lavorazione, trasformazione o montaggio per i quali vengono utilizzati prodotti, parti e pezzi staccati, il cui valore non supera il 15% del valore del prodotto finito
ex 94.01	Mobili per sedersi, anche trasformabili in letti (esclusi quelli della voce n° 94.02), di metalli comuni	Lavorazione, trasformazione, montaggio per i quali vengono utilizzati tessuti imbottiti di cotone di peso non superiore a 300 g/m ² in forme pronte per l'uso, il cui valore non supera il 25% del valore del prodotto finito**
ex 94.03	Altri mobili, di metalli comuni	Lavorazione, trasformazione, montaggio per i quali vengono utilizzati tessuti non imbottiti di cotone di peso non superiore a 300 g/m ² in forme pronte per l'uso, il cui valore non supera il 25% del valore del prodotto finito**
ex 95.05	Lavori di tartaruga, madreperla, avorio, osso, corno, corna di animali, corallo naturale o ricostituito ed altre materie animali da intaglio	Fabbricazione a partire da tartaruga, madreperla, avorio, osso, corno, corna di animali, corallo naturale o ricostituito e altre materie animali da intaglio, lavorati
ex 95.08	Lavori di materie vegetali da intaglio (corozo, noci, semi duri, ecc.), lavori di schiuma di mare e ambra gialla (succino), naturali o ricostituite, giavazzo e materie minerali simili al giavazzo	Fabbricazione a partire da materie vegetali da intaglio (corozo, noci, semi duri, ecc.) lavorati, o a partire da schiuma di mare e ambra gialla (succino), naturali o ricostituite, giavazzo e materie minerali simili al giavazzo
ex 96.01	Oggetti di spazzolificio	Fabbricazione per la quale sono utilizzate le teste preparate per oggetti di spazzolificio, il cui valore non supera il 50% del valore del prodotto finito
ex 97.06	Teste di bastoni da golf in legno od altre materie	Fabbricazione a partire da sbozzi
ex 98.11	Pipe (comprese le teste)	Fabbricazione a partire da sbozzi

* Con l'applicazione di questa norma non si deve tuttavia superare la percentuale del 3% per i transistori di cui all'elenco A della stessa voce tariffaria.

** Questa norma non si applica ove si applichi la regola generale del cambiamento della voce tariffaria per le altre parti e gli altri pezzi staccati, rientranti nella composizione del prodotto.

A L L E G A T O I V

E L E N C O C

ELENCO DEI PRODOTTI ESCLUSI DALL'APPLICAZIONE DEL PRESENTE PROTOCOLLO

<i>N. della tariffa doganale</i>	<i>Designazione</i>
ex 27.07	Oli aromatici analoghi ai sensi della nota 2 del capitolo 27, distillanti più del 65% del loro volume fino a 250 °C (comprese le miscele di benzine e di benzolo), destinati ad essere impiegati come carburanti o come combustibili
da 27.09 a 27.16	} Oli minerali e prodotti della loro distillazione; materie bituminose, cere minerali
ex 29.01	
	Idrocarburi : — Aciclici, — Cicloparaffinici e cicloolefinici, esclusi gli azuleni, — Benzolo, toluolo, xiloli, destinati ad essere utilizzati come carburanti o come combustibili
ex 34.03	Preparazioni lubrificanti, escluse quelle contenenti 70% o più, in peso, di oli di petrolio o di minerali bituminosi, contenenti oli di petrolio o di minerali bituminosi
ex 34.04	Cere a base di paraffina, di cere di petrolio o di minerali bituminosi, di residui paraffinici
ex 38.14	Additivi preparati per lubrificanti

ALLEGATO V

CERTIFICATO DI CIRCOLAZIONE DELLE MERCI

1. Esportatore (nome, indirizzo completo, paese)		EUR. 1 N. A 000.000	
		Prima di compilare il formulario consultare le note al retro	
3. Destinatario (nome, indirizzo completo, paese) (indicazione facoltativa)		2. Certificato utilizzato negli scambi preferenziali tra	
		c	
		(indicare i paesi, gruppi di paesi o territori di cui trattasi)	
		4. Paese, gruppo di paesi o territorio di cui i prodotti sono considerati originari (*)	5. Paese, gruppo di paesi o territorio di destinazione
6. Informazioni riguardanti il trasporto (indicazione facoltativa)		7. Osservazioni	
(*) Per le merci non imballate, indicare il numero degli oggetti o indicare « alla rinfusa ».	8. N. d'ordine, marche, numeri, numero e natura dei colli (2), designazione delle merci		9. Peso lordo (kg) o altra misura (l, m ³ , ecc.)
			10. Fatture (indicazione facoltativa)
11. VISTO DELLA DOGANA Dichiarazione certificata conforme Documento d'esportazione (2) modello n. del Ufficio doganale Paese o territorio in cui il certificato è rilasciato. A addi (Firma)		Timbro	12. DICHIARAZIONE DELL'ESPORTATORE Io sottoscritto dichiaro che le merci di cui sopra soddisfano alle condizioni richieste per ottenere il presente certificato. Fatto a addi (Firma)

(*) Da riempire solo quando le norme nazionali del paese o territorio d'esportazione lo richiedono.

<p>13. DOMANDA DI CONTROLLO, da inviare a:</p>	<p>14. RISULTATO DEL CONTROLLO</p>
<p>È richiesto il controllo dell'autenticità e della regolarità del presente certificato.</p> <p>Fatto a _____, addì _____</p> <p style="text-align: right;">Timbro</p> <p>_____ (Firma)</p>	<p>Il controllo effettuato ha permesso di constatare che il presente certificato ⁽¹⁾</p> <p><input type="checkbox"/> è stato effettivamente rilasciato dall'ufficio doganale indicato e che i dati ivi contenuti sono esatti.</p> <p><input type="checkbox"/> non risponde alle condizioni di autenticità e di regolarità richieste (si vedano le allegate osservazioni).</p> <p>Fatto a _____, addì _____</p> <p style="text-align: right;">Timbro</p> <p>_____ (Firma)</p> <p>⁽¹⁾ Segnare con una X la menzione applicabile.</p>

NOTE

1. Il certificato non deve presentare nè raschiature nè correzioni sovrapposte. Le modifiche apportatevi devono essere effettuate cancellando le indicazioni errate ed aggiungendo, se del caso, quelle volute. Ogni modifica così apportata deve essere approvata da chi ha compilato il certificato e vistata dalle autorità doganali del paese o territorio in cui il certificato è rilasciato.
2. Gli articoli indicati nel certificato devono essere indicati senza lasciare linee in bianco ed ogni articolo deve essere preceduto da un numero d'ordine. Immediatamente dopo l'ultima trascrizione deve essere tracciata una linea orizzontale. Gli spazi non utilizzati devono essere sbarrati in modo da rendere impossibile ogni ulteriore aggiunta.
3. Le merci debbono essere descritte secondo gli usi commerciali e con sufficiente precisione per permettere l'identificazione.

**DOMANDA PER OTTENERE UN CERTIFICATO DI
CIRCOLAZIONE DELLE MERCI**

1. Esportatore (nome, indirizzo completo, paese)	EUR. 1 N. A 000.000	
	Prima di compilare il formulario consultare le note al retro	
3. Destinatario (nome, indirizzo completo, paese) (indicazione facoltativa)	2. Domanda per ottenere un certificato da utilizzare negli scambi preferenziali tra	
	c	
	(indicare i paesi, gruppi di paesi o territori di cui trattasi)	
	4. Paese, gruppo di paesi o territorio di cui i prodotti sono considerati originari	5. Paese, gruppo di paesi o territorio di destinazione
6. Informazioni riguardanti il trasporto (indicazione facoltativa)	7. Osservazioni	
8. N. d'ordine, marche, numeri, numero e natura dei colli ⁽¹⁾ , designazione delle merci	9. Peso lordo (kg) o altra misura (l, m ³ , ecc.)	10. Fatture (indicazione facoltativa)

⁽¹⁾ Per le merci non imballate, indicare il numero degli oggetti o indicare « alla rinfusa ».

DICHIARAZIONE DELL'ESPORTATORE

Io sottoscritto, esportatore delle merci descritte a fronte,

Dichiaro che queste merci rispondono alle condizioni richieste per ottenere il certificato qui allegato;

Preciso le circostanze che hanno permesso a queste merci di soddisfare a queste condizioni :

.....

Presento i seguenti documenti giustificativi⁽¹⁾ :

.....

M'impegno a presentare, su richiesta della autorità competenti, qualsiasi giustificazione supplementare che dette autorità ritenessero indispensabile per il rilascio del certificato qui allegato, come pure ad accettare qualunque controllo da parte delle dette autorità, della mia contabilità e delle circostanze relative alla fabbricazione delle merci di cui sopra;

Chiedo il rilascio del certificato qui allegato per queste merci.

Fatto a, addì

.....
 (Firma)

⁽¹⁾ Ad esempio : documenti d'importazione, certificati di circolazione, fatture, dichiarazioni del fabbricante, ecc., relativi ai prodotti messi in opera o alle merci riesportate tal quali.

ALLEGATO VI

(RECTO)
Prima di compilare questo formulario leggere con attenzione le istruzioni a tergo.

FORMULARIO EUR. 2 N.		1 Formulario utilizzato negli scambi preferenziali tra ⁽¹⁾ e	
2 Esportatore (nome, indirizzo completo, paese)		3 Dichiarazione dell'esportatore Io sottoscritto, esportatore delle merci descritte in appresso, dichiaro che esse soddisfano alle condizioni richieste per procedere alla compilazione del presente formulario e che hanno il carattere di prodotti originari conformemente alle disposizioni che disciplinano gli scambi di cui alla casella n. 1.	
4 Destinatario (nome, indirizzo completo, paese)		5 Luogo e data	
		6 Firma dell'esportatore	
7 Osservazioni ⁽²⁾		8 Paese d'origine ⁽³⁾	9 Paese di destinazione ⁽⁴⁾
		10 Peso lordo (kg)	
11 Marche e numeri dell'invio e designazione delle merci		12 Amministrazione o servizio del paese d'esportazione ⁽⁴⁾ incaricato del controllo a posteriori della dichiarazione dell'esportatore	

⁽¹⁾ Indicare i paesi, gruppi di paesi o territori interessati.

⁽²⁾ Indicare il riferimento al controllo eventualmente già effettuato dall'amministrazione o servizio competente.

⁽³⁾ Per paese d'origine s'intende il paese, il gruppo di paesi o il territorio di cui i prodotti sono considerati originari.

⁽⁴⁾ Per paese s'intende un paese, gruppo di paesi ovvero un territorio.

(VERSO)	<p>13 Richiesta di controllo</p> <p>Il controllo della dichiarazione dell'esportatore figurante sulla prima pagina del presente formulario è richiesto da (*).</p> <p>Fatto a _____, addì _____ 19..... <small style="margin-left: 150px;">Timbro dell'ufficio</small></p> <p>_____ <small>(Firma)</small></p>	<p>14 Risultato del controllo</p> <p>Il controllo effettuato ha permesso di constatare</p> <p><input type="checkbox"/> che le indicazioni e menzioni riportate sul presente formulario sono esatte (!);</p> <p><input type="checkbox"/> che il presente formulario non è conforme alle prescritte condizioni di autenticità e di regolarità (si vedano le osservazioni qui allegate) (!)</p> <p>Fatto a _____, addì _____ 19..... <small style="margin-left: 150px;">Timbro dell'ufficio</small></p> <p>_____ <small>(Firma)</small></p> <p>(!) Contrassegnare con una X la casella di cui trattasi.</p>
---------	---	---

(*) Il controllo *a posteriori* dei formulari EUR. 2 è effettuato a titolo di sondaggio o quante volte le autorità doganali dello Stato d'importazione abbiano fondati dubbi in merito all'autenticità del formulario ed all'esattezza delle indicazioni sull'origine reale della merce in questione.

ISTRUZIONI RELATIVE ALLA COMPILAZIONE DEL FORMULARIO EUR. 2

1. Possono dar luogo alla compilazione di un formulario EUR. 2 soltanto le merci che nel paese di esportazione soddisfino alle condizioni previste dalle disposizioni che disciplinano gli scambi di cui alla casella 1. Tali disposizioni devono essere attentamente studiate prima di procedere alla compilazione del formulario.
2. L'esportatore unisce il formulario al bolletino di spedizione quando si tratta di spedizioni per pacco postale e l'inserisce nel pacco quando si tratta di spedizione sotto forma di lettere. Inoltre appone sull'etichetta verde C 1 o sulla dichiarazione in dogana C 2/C P 3 l'indicazione EUR. 2, seguita dal numero di serie del formulario.
3. Tali istruzioni non dispensano gli esportatori dall'espletamento delle altre formalità previste dai regolamenti doganali o postali.
4. L'utilizzazione di tale formulario costituisce per l'esportatore impegno a presentare alle autorità responsabili qualsiasi documento giustificativo da esse ritenuto necessario e ad accettare che le stesse procedano a qualsiasi controllo sulla sua contabilità e sulle circostanze di fabbricazione delle merci descritte nella casella 11.

A L L E G A T O V I I
M O D E L L O D I D I C H I A R A Z I O N E

Il sottoscritto dichiara che le merci indicate nella presente fattura sono state ottenute . . .

 (indicare lo(gli) Stato(i) legato(i) dalla convenzione nel quale(nei quali) i prodotti sono stati ottenuti).

e (secondo il caso) :

a) (*) Soddisfano alle norme relative alla definizione della nozione di « prodotti interamente ottenuti » o

b) (*) Sono state ottenute dai seguenti prodotti :

<i>Descrizione</i>	<i>Paese d'origine</i>	<i>Valore(*)</i>
.....
.....
.....
.....

e sono state sottoposte alle seguenti lavorazioni :

..... (indicare l'operazione)

in

..... (indicare lo(gli) Stato(i) legato(i) dalla convenzione nel quale(nei quali) i prodotti sono stati ottenuti).

Fatto a, addì
(Firma)

(*) Compilare se necessario.

ALLEGATO VIII
COMUNITÀ EUROPEE

1. Speditore (*)	SCHEDA DI INFORMAZIONE per ottenere un CERTIFICATO DI CIRCOLAZIONE come previsto dalle disposizioni relative agli scambi tra		
2. Destinatario (*)	LA COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA e GLI STATI ACP		
3. Trasformatore (*)	4. Stato ove sono state effettuate le lavorazioni o trasformazioni		
6. Ufficio di dogana d'importazione (*)	5. Per uso ufficiale		
7. Documento d'importazione (*) modello n. serie del <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>			
MERCI AL MOMENTO DELLA SPEDIZIONE VERSO LO STATO DESTINATARIO			
8. Marche, numeri, numero a natura dei colli	9. Numero posizione NdB e descrizione delle merci	10. Quantità (*)	
		11. Valore (*)	
MERCI IMPORTATE UTILIZZATE			
12. Numero posizione NdB e descrizione delle merci	13. Paese d'origine	14. Quantità (*)	15. Valore (*) (*)
16. Natura delle lavorazioni o trasformazione effettuate			
17. Osservazioni			
18. VISTO DELLA DOGANA Dichiarazione certificata conforme Documento: modello n. Ufficio doganale Addì <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>		19. DICHIARAZIONE DELLO SPEDITORE Il sottoscritto dichiara che le informazioni che figurano sulla presente scheda sono esatte Fatto a addì <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
..... (Firma)	 (Firma)	
<div style="border: 1px solid black; width: 100px; height: 50px; margin: 0 auto; display: flex; align-items: center; justify-content: center;"> <small>Timbro dell'ufficio</small> </div>			

(1) (2) (3) (4) (5) Per le note vedasi a tergo.

RICHIESTA DI CONTROLLO	RISULTATO DEL CONTROLLO
<p>Il funzionario doganale sottoscritto chiede il controllo dell'autenticità e della regolarità della presente scheda di informazione.</p>	<p>Il controllo effettuato dal funzionario doganale sottoscritto ha permesso di accertare che la presente scheda di informazione:</p> <p>a) è stata effettivamente rilasciata dall'ufficio doganale indicato e che le menzioni ivi contenute sono esatte (*).</p> <p>b) non risponde ai requisiti d'autenticità e di regolarità prescritti (ved. osservazioni allegate) (*).</p>
<p>Fatto a, addì</p> <div data-bbox="225 556 329 658" style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p>Timbro dell'ufficio</p> </div>	<p>Fatto a, addì</p> <div data-bbox="682 556 786 658" style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p>Timbro dell'ufficio</p> </div>
<p>..... (Firma del funzionario)</p>	<p>..... (Firma del funzionario)</p> <p>(*) Cancellare la menzione inutile.</p>

NOTE DELLA PAGINA I

- (1) Nome o ragione sociale e indirizzo completo.
- (2) Menzione facoltativa.
- (3) Kg, hl, m² o altra unità di misura.
- (4) Gli imballaggi sono considerati come formanti un tutto unico con i prodotti in essi contenuti. Tuttavia, questa disposizione non si applica per gli imballaggi che non sono di tipo abituale per il prodotto imballato e che hanno un proprio valore di utilizzazione a carattere durevole, indipendentemente dalla loro funzione d'imballaggio.
- (5) Il valore deve essere indicato conformemente alle disposizioni concernenti le norme d'origine.

PROTOCOLLO N° 2. RELATIVO ALLE SPESE DI FUNZIONAMENTO DELLE ISTITUZIONI

Le alte parti contraenti,

Hanno convenuto le seguenti disposizioni che sono allegate alla convenzione :

Articolo 1. Gli Stati membri e la Comunità, da un lato, gli Stati ACP, dall'altro, assumono l'onere delle spese da essi sostenute per partecipare alle sessioni del Consiglio dei Ministri e degli organi che ne dipendono, per quanto riguarda sia le spese di personale, di viaggio e di soggiorno sia le spese postali e di telecomunicazioni.

Le spese per il servizio d'interpretazione durante le sedute e per la traduzione e riproduzione dei documenti e le spese per l'organizzazione materiale delle riunioni (locali, forniture, uscieri, ecc.) sono sostenute dalla Comunità o da uno degli Stati ACP a seconda che le riunioni abbiano luogo sul territorio di uno Stato membro o di uno Stato ACP.

Articolo 2. La Comunità e gli Stati ACP assumono l'onere, ciascuno per quanto lo riguarda, delle spese di viaggio e di soggiorno dei loro partecipanti alle riunioni dell'Assemblea consultiva.

Alle stesse condizioni, assumono l'onere delle spese di viaggio e di soggiorno del personale necessario per queste sessioni, nonché delle spese postali e di telecomunicazioni.

Le spese per il servizio d'interpretazione durante le sedute e per la traduzione e riproduzione dei documenti e le spese per l'organizzazione materiale delle riunioni (locali, forniture, uscieri, ecc.) sono sostenute dalla Comunità o dagli Stati ACP a seconda che le riunioni abbiano luogo sul territorio di uno Stato membro o di uno Stato ACP.

Articolo 3. Gli arbitri designati a norma dell'articolo 176 della convenzione hanno diritto al rimborso delle spese di viaggio e di soggiorno. Queste ultime sono stabilite dal Consiglio dei Ministri.

Le spese di viaggio e di soggiorno degli arbitri sono sostenute per metà dalla Comunità e per metà dagli Stati ACP.

Le spese di cancelleria per l'istruzione delle controversie e per l'organizzazione materiale delle udienze (locali, personale, interpretazione, ecc.) sono sostenute dalla Comunità.

Le spese per misure straordinarie d'istruzione sono pagate con le altre spese e sono oggetto di anticipi pagati dalle parti alle condizioni stabilite dalla decisione degli arbitri.

PROTOCOLLO N° 3. SUI PRIVILEGI E SULLE IMMUNITÀ

Le alte parti contraenti,

Sollecite di favorire, con la conclusione di un protocollo sui privilegi e sulle immunità, il buon funzionamento della convenzione nonché la preparazione dei suoi lavori e l'esecuzione dei provvedimenti presi per la sua applicazione,

Considerando che è pertanto opportuno prevedere i privilegi e le immunità di cui potranno avvalersi le persone che partecipano a lavori inerenti all'applicazione

cazione della convenzione, nonché il regime delle comunicazioni ufficiali relative a detti lavori, senza pregiudizio delle disposizioni del protocollo sui privilegi e sulle immunità delle Comunità Europee firmato a Bruxelles l'8 aprile 1965,

Considerando altresì che è opportuno prevedere il regime da applicare ai beni, fondi e averi del Consiglio dei Ministri ACP ed al suo personale,

Considerando che l'accordo di Georgetown del 6 giugno 1975 ha istituito il gruppo degli Stati ACP, un Consiglio dei Ministri ACP e un Comitato degli Ambasciatori ACP; che detti organi del gruppo degli Stati ACP sono assistiti dal segretariato generale ACP;

Hanno convenuto le seguenti disposizioni, allegate alla convenzione :

CAPITOLO 1. PERSONE CHE PARTECIPANO AI LAVORI RELATIVI ALLA CONVENZIONE

Articolo 1. I rappresentanti dei governi degli Stati membri e degli Stati ACP ed i rappresentanti delle istituzioni delle Comunità Europee nonché i loro consiglieri ed esperti e i membri del personale del Segretariato degli Stati ACP che partecipano nel territorio degli Stati membri o degli Stati ACP ai lavori delle istituzioni della convenzione o degli organi di coordinamento, oppure a lavori relativi alla applicazione della convenzione, vi godono, durante l'esercizio delle loro funzioni o nei loro viaggi a destinazione del luogo della missione o in provenienza dal medesimo, dei privilegi, delle immunità o delle agevolazioni d'uso.

Le disposizioni del comma precedente si applicano altresì ai membri dell'assemblea consultiva della convenzione, agli arbitri che possono essere designati in virtù della convenzione, ai membri degli organismi consultivi degli ambienti economici e sociali che possono essere istituiti e ai funzionari e agenti dei medesimi, ai membri degli organi della Banca Europea per gli Investimenti, al personale di quest'ultima, al personale del Centro per lo sviluppo industriale e al personale del Centro tecnico di cooperazione agricola.

CAPITOLO 2. BENI, FONDI E AVERI DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI ACP

Articolo 2. I locali e gli edifici utilizzati a fini ufficiali dal Consiglio dei Ministri ACP sono inviolabili. Essi sono esenti da perquisizioni, requisizioni, confisca o espropriazione.

Salvo nella misura necessaria alle inchieste alle quali un incidente causato da un autoveicolo appartenente al suddetto Consiglio o circolante per conto di quest'ultimo può dar luogo in caso di infrazione alle norme che regolano la circolazione stradale o di incidenti causati da tale veicolo, i beni e gli averi del Consiglio dei Ministri ACP non possono essere oggetto di alcun provvedimento di coercizione amministrativa o giudiziaria senza l'autorizzazione del Consiglio dei Ministri istituito dalla convenzione.

Articolo 3. Gli archivi del Consiglio dei Ministri ACP sono inviolabili.

Articolo 4. Il Consiglio dei Ministri ACP, i suoi averi, le sue entrate e gli altri suoi beni sono esenti da qualsiasi imposta diretta.

Ove il Consiglio dei Ministri ACP effettui acquisti considerevoli di beni immobili o mobili che siano strettamente necessari all'esercizio delle sue attività amministrative ufficiali ed il cui prezzo comprenda imposte indirette o tasse

sulla vendita, lo Stato ospitante adotta, ogniqualvolta ciò sia possibile, le opportune disposizioni per l'abbuono e il rimborso di tali imposte e tasse.

Nessuna esenzione è concessa per imposte, tasse, diritti e canoni che costituiscono mera remunerazione di servizi prestati.

Articolo 5. Il Consiglio dei Ministri ACP è esente da qualsiasi dazio doganale, divieto o restrizione all'importazione e all'esportazione, in ordine agli oggetti destinati al suo uso ufficiale; gli oggetti così importati non possono essere venduti né ceduti a titolo oneroso o gratuito nel territorio del paese in cui sono stati importati, salvo che ciò avvenga a condizioni approvate dal governo di questo paese.

CAPITOLO 3. COMUNICAZIONI UFFICIALI

Articolo 6. Per le loro comunicazioni ufficiali e la trasmissione di tutti i loro documenti, la Comunità Economica Europea, le istituzioni della convenzione e gli organi di coordinamento godono nel territorio degli Stati che sono parti della convenzione del trattamento concesso alle organizzazioni internazionali.

La corrispondenza ufficiale e le altre comunicazioni ufficiali della Comunità, delle istituzioni della convenzione e degli organi di coordinamento non possono essere censurate.

CAPITOLO 4. PERSONALE DEL SEGRETARIATO DEGLI STATI ACP

Articolo 7. Il(I) Segretario(Segretari) e il(i) Segretario(Segretari) aggiunto(i) del Consiglio dei Ministri ACP e gli altri membri permanenti del personale di grado superiore del medesimo che gli Stati ACP devono designare beneficiano nello Stato che ospita la sede del Consiglio dei Ministri ACP, sotto la responsabilità del presidente in carica del Comitato degli Ambasciatori ACP, dei vantaggi riconosciuti ai membri del personale diplomatico delle missioni diplomatiche. Il coniuge e i figli minorenni conviventi beneficiano, alle stesse condizioni, dei vantaggi riconosciuti al coniuge e ai figli minorenni dei membri del personale diplomatico.

Articolo 8. Lo Stato che ospita la sede del Consiglio dei Ministri ACP riconosce agli agenti permanenti del Segretariato degli Stati ACP diversi da quelli indicati all'articolo 7 l'immunità di giurisdizione solamente per gli atti da essi compiuti in veste ufficiale e nei limiti delle loro attribuzioni. Sono esclusi dall'immunità i casi di infrazione alle norme che regolano la circolazione degli autoveicoli da parte di un agente permanente del personale del Segretariato degli Stati ACP o di danni causati da un autoveicolo di sua proprietà o da lui guidato.

Articolo 9. I nomi, le qualifiche e gli indirizzi del presidente in carica del Comitato degli Ambasciatori ACP, del(dei) Segretario(Segretari) e del(dei) Segretario(Segretari) aggiunto(aggiunti) del Consiglio dei Ministri ACP, nonché degli agenti permanenti del personale del Segretariato degli Stati ACP sono comunicati periodicamente, a cura del Presidente del Consiglio dei Ministri ACP, al governo dello Stato che ospita la sede del Consiglio dei Ministri ACP.

CAPITOLO 5. DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo 10. I privilegi, le immunità e le agevolazioni previste dal presente protocollo sono concessi ai beneficiari esclusivamente nell'interesse delle loro funzioni ufficiali.

Le istituzioni e gli organi di cui al presente protocollo hanno l'obbligo di rinunciare all'immunità ogniqualvolta reputino che ciò non sia contrario ai loro interessi.

Articolo 11. L'articolo 176 della convenzione è applicabile alle vertenze relative al presente protocollo.

Il Consiglio dei Ministri ACP e la Banca Europea per gli Investimenti possono essere parti di un procedimento d'arbitrato.

PROTOCOLLO N° 4. RELATIVO ALLE BANANE

La Comunità e gli Stati ACP convengono sugli obiettivi che seguono per migliorare le condizioni di produzione e di commercializzazione delle banane degli Stati ACP e sul fatto che saranno presi gli adeguati provvedimenti per la loro attuazione.

Articolo 1. In merito alle esportazioni di banane nei mercati della Comunità, nessuno Stato ACP sarà posto in una situazione meno favorevole di quella passata o presente per quanto concerne l'accesso ai suoi mercati tradizionali ed i vantaggi di cui fruisce sui medesimi.

Articolo 2. Ciascuno Stato ACP interessato e la Comunità si concertano al fine di determinare le azioni da attuare per migliorare le condizioni di produzione e commercializzazione delle banane. Questo scopo sarà perseguito con tutti i mezzi disponibili ai sensi della cooperazione finanziaria e tecnica. Dette azioni saranno concepite in modo da consentire agli Stati ACP, ed in particolare alla Somalia, tenuto conto delle loro situazioni speciali, di essere maggiormente competitivi, tanto sui loro mercati tradizionali quanto sugli altri mercati della Comunità. Esse verranno attuate a tutti i livelli dalla produzione al consumo o regoleranno in particolare i seguenti settori :

- Miglioramento delle condizioni di produzione, raccolta, trattamento e trasporto interno,
- Promozione commerciale.

Articolo 3. Per conseguire questi obiettivi, le due parti convengono di concertarsi nell'ambito di un gruppo misto permanente, assistito da un gruppo di esperti incaricato di esaminare costantemente i problemi specifici che l'applicazione del presente protocollo potrebbe sollevare allo scopo di suggerire soluzioni.

Articolo 4. Qualora gli Stati ACP produttori di banane siano indotti a creare un'organizzazione comune per conseguire gli obiettivi del presente protocollo, la Comunità apporterà il suo sostegno a tale organizzazione prendendo in considerazione le domande che le saranno presentate per appoggiare le attività di detta organizzazione che rientrano tra le azioni regionali in materia di cooperazione finanziaria e tecnica.

PROTOCOLLO N° 5. RELATIVO AL RUM

Articolo 1. Sino all'entrata in vigore di un'organizzazione comune del mercato degli alcoli, i prodotti della sottovoce tariffaria 22.09 C I originari degli Stati ACP sono ammessi nella Comunità in esenzione da dazi doganali, a condi-

zioni che consentono lo sviluppo delle correnti tradizionali di scambi tra gli Stati ACP e la Comunità nonché tra i vari Stati membri.

Articolo 2. a) Ai fini dell'applicazione dell'articolo 1, la Comunità fissa ogni anno, in deroga all'articolo 2, paragrafo 1, della convenzione, i quantitativi che possono essere importati in esenzione da dazi doganali, basandosi sui quantitativi annui più elevati importati dagli Stati ACP nella Comunità negli ultimi tre anni per i quali sono disponibili statistiche, maggiorati di un tasso d'aumento annuo del 40%, per quanto concerne il mercato del Regno Unito, e del 18% per gli altri mercati della Comunità.

b) Qualora l'applicazione del punto a) ostacolasse lo sviluppo d'una corrente tradizionale di scambi tra gli Stati ACP ed uno Stato membro, la Comunità prenderebbe provvedimenti per ovviare a tale situazione.

c) La Comunità s'impegna a procedere ad un nuovo esame della percentuale d'incremento annuo fissato nel presente protocollo qualora il consumo di rum negli Stati membri aumentasse notevolmente.

d) La Comunità si dichiara disposta a procedere ad opportune consultazioni prima di adottare le misure previste alla lettera b).

e) La Comunità si dichiara peraltro disposta a ricercare con gli Stati ACP interessati le misure che permettano di sviluppare le loro vendite di rum su mercati non tradizionali.

Articolo 3. Per conseguire tali obiettivi, le parti convengono di concertarsi nell'ambito di un gruppo misto la cui funzione consiste nell'esame continuo dei problemi specifici che l'applicazione del presente protocollo potrebbe sollevare.

Articolo 4. Su richiesta degli Stati ACP, la Comunità, nel quadro delle disposizioni del titolo 1, capitolo 3, aiuta gli Stati ACP a promuovere ed a sviluppare le loro vendite di rum sui mercati tradizionali e no della Comunità stessa.

PROTOCOLLO N° 6. RELATIVO AL REGIME FISCALE E DOGANALE APPLICABILE NEGLI STATI ACP AI CONTRATTI DI APPALTO FINANZIATI DALLA COMUNITÀ

Articolo 1. 1. Gli Stati ACP applicano ai contratti di appalto finanziati dalla Comunità un regime fiscale e doganale non meno favorevole di quello applicato nei confronti dello Stato più favorito, o nei confronti dell'organizzazione internazionale in materia di sviluppo più favorita.

Per l'applicazione del primo comma, non si tiene conto dei regimi applicati nei confronti degli Stati ACP o di altri paesi in via di sviluppo.

2. Fermo restando il paragrafo 1, gli Stati ACP applicano, ai contratti di appalto finanziati dalla Comunità, il regime di cui agli articoli da 2 a 12.

Articolo 2. I contratti di appalto finanziati dalla Comunità non sono soggetti nè alle tasse di bollo e di registro nè ai prelievi fiscali di effetto equivalente, esistenti o da creare nello Stato ACP beneficiario.

Essi possono tuttavia essere soggetti alla formalità della registrazione, conformemente alle leggi vigenti negli Stati ACP. Questa formalità può portare alla riscossione di un canone pari alla remunerazione della prestazione di servizio non superiore al costo dell'atto, conformemente alle disposizioni giuridiche vigenti in ciascuno Stato ACP interessato.

Articolo 3. 1. I contratti di studi, di controllo e di sorveglianza, finanziati dalla Comunità, non sono soggetti alla riscossione di imposte sulla cifra di affari nello Stato ACP beneficiario.

2. Gli utili risultanti dall'esecuzione degli appalti di opere, studi, controllo e sorveglianza finanziati dalla Comunità sono soggetti ad imposta secondo il regime fiscale interno dello Stato ACP, purchè le persone fisiche o giuridiche che li hanno realizzati abbiano in tale Stato un centro di attività stabile o purchè la durata di esecuzione dei contratti sia superiore a sei mesi.

Articolo 4. 1. Le importazioni nell'ambito dell'esecuzione di un appalto di forniture finanziato dalla Comunità sono effettuate senza che l'attraversamento del cordone doganale dello Stato ACP beneficiario comporti la riscossione di dazi doganali, dazi di entrata, tasse o prelievi fiscali di effetto equivalente.

2. Qualsiasi appalto di forniture finanziato dalla Comunità che riguardi un prodotto originario dello Stato ACP beneficiario, viene concluso per il prezzo franco stabilimento della fornitura in questione, maggiorato delle imposte interne applicate nello Stato ACP a detta fornitura.

3. Le esenzioni di riscossione sono espressamente precisate nel testo stesso del contratto di appalto.

Articolo 5. Gli acquisti di carburanti, lubrificanti e leganti idrocarbonati nonché, in genere, di tutti i materiali inclusi in un appalto di opere finanziato dalla Comunità sono considerati effettuati sul mercato locale e sono soggetti al regime fiscale applicabile a norma della legislazione nazionale vigente nello Stato ACP beneficiario.

Articolo 6. Le imprese che, per l'esecuzione degli appalti di opere, devono importare materiali professionali beneficiano, per gli stessi, dietro loro domanda, della concessione del regime di temporanea importazione, quale definito dalla legislazione nazionale dello Stato ACP beneficiario.

Articolo 7. I materiali professionali necessari all'esecuzione dei compiti definiti in un contratto di studi, di controllo o di sorveglianza sono ammessi temporaneamente, nello Stato o negli Stati ACP beneficiari, in franchigia di diritti fiscali, diritti di entrata, dazi doganali ed altre tasse di effetto equivalente, purché tali diritti, dazi e tasse non costituiscano la remunerazione di una prestazione di servizio.

Articolo 8. 1. L'importazione di effetti ed oggetti personali, ad uso personale e domestico, da parte di persone fisiche, diverse da quelle assunte in loco, incaricate dell'esecuzione dei compiti definiti in un contratto di studio, di controllo o di sorveglianza si effettua, nel limite delle disposizioni previste dalla legislazione dello Stato ACP beneficiario, in esenzione dalla riscossione dei dazi doganali, dazi di entrata, tasse ed altri prelievi fiscali di effetto equivalente.

2. Queste disposizioni si applicano altresì ai familiari delle persone di cui al paragrafo 1.

Articolo 9. 1. Il delegato della Commissione ed il personale delle delegazioni, ad esclusione del personale assunto in loco, sono esonerati da qualsiasi imposta diretta nello Stato ACP in cui sono insediati.

2. Il personale di cui al paragrafo 1 beneficia altresì delle disposizioni dell'articolo 8.

Articolo 10. Gli Stati ACP concedono l'esenzione da qualsiasi imposta o prelievo fiscale, nazionale o locale, sugli interessi, sulle commissioni e sugli ammortamenti dovuti per i contributi concessi dalla Comunità in forma di prestiti speciali, prestiti subordinati o condizionali con capitali di rischio o prestiti sulle risorse proprie della Banca di cui agli articoli 101 a 105 della convenzione.

Articolo 11. Qualsiasi materia non contemplata dal presente protocollo resta soggetta alla legislazione nazionale degli Stati aderenti alla convenzione.

Articolo 12. Le precedenti disposizioni sono applicabili alla esecuzione di tutti i contratti d'appalto finanziati dalla Comunità, stipulati dopo l'entrata in vigore della presente convenzione.

PROTOCOLLO N° 7. CHE RIPRENDE IL TESTO DEL PROTOCOLLO N° 3 SULLO ZUCCHERO ACP ALLEGATO ALLA CONVENZIONE ACP-CEE DI LOMÉ FIRMATA IL 28 FEBBRAIO 1975 E LE RELATIVE DICHIARAZIONI ALLEGATE A TALE CONVENZIONE

PROTOCOLLO N° 3. RELATIVO ALLO ZUCCHERO ACP

Articolo 1. 1. La Comunità si impegna senza limiti di tempo ad acquistare e ad importare a prezzi garantiti determinati quantitativi di zucchero di canna, greggio o bianco, originario degli Stati ACP, i quali a loro volta si impegnano a fornire tali quantitativi.

2. La clausola di salvaguardia di cui all'articolo 10 della convenzione non è applicabile. L'applicazione del presente protocollo è assicurata nel quadro della gestione dell'organizzazione comune del mercato dello zucchero, senza tuttavia che ciò possa pregiudicare l'impegno assunto dalla Comunità ai sensi del paragrafo 1.

Articolo 2. 1. Fatto salvo l'articolo 7, eventuali modifiche del presente protocollo possono entrare in vigore soltanto dopo cinque anni dalla data d'entrata in vigore della convenzione. Trascorso tale periodo, le modifiche eventualmente adottate di comune accordo entrano in vigore a una data da convenire.

2. Le condizioni d'applicazione della garanzia di cui all'articolo 1 sono riesaminate prima della fine del settimo anno della loro applicazione.

Articolo 3. 1. I quantitativi di zucchero di canna di cui all'articolo 1, espressi in tonnellate di zucchero bianco, in appresso denominati « quantitativi convenuti », che devono essere consegnati in ciascuno dei periodi annui previsti dall'articolo 4, paragrafo 1, sono i seguenti :

Barbados	49.300
Figi	163 600
Giamaica	118.300
Guyana	157.700
Kenya	5.000
Madagascar	10.000
Malawi	20.000
Maurizio	487.200
Repubblica popolare del Congo	10.000
Swaziland	116.400
Tanzania	10.000

Trinidad e Tobago	69.000
Uganda	5.000

2. Fermo restando l'articolo 7, tali quantitativi non possono essere ridotti senza il consenso dei singoli Stati interessati.

3. Nondimeno, fino al 30 giugno 1975, i quantitativi convenuti, espressi in tonnellate di zucchero bianco, sono i seguenti :

Barbados	29.600
Figi	25.600
Giamaica	83.800
Guyana	29.600
Madagascar	2.000
Maurizio	65.300
Swaziland	19.700
Trinidad e Tobago	54.200

Articolo 4. 1. Gli Stati ACP esportatori di zucchero si impegnano a consegnare, in ogni periodo di dodici mesi compreso fra il 1° luglio e il 30 giugno dell'anno successivo, denominato in appresso « periodo di consegna », i quantitativi di cui all'articolo 3, paragrafo 1, salvo modifiche derivanti dall'applicazione dell'articolo 7. Un impegno analogo vale anche per i quantitativi di cui all'articolo 3, paragrafo 3, da fornire nel periodo che si conclude il 30 giugno 1975 e che deve essere parimenti considerato come un « periodo di consegna ».

2. I quantitativi da consegnare entro il 30 giugno 1975, di cui all'articolo 3, paragrafo 3, comprendono le forniture che, abbandonato il porto di spedizione, siano in viaggio o che, in caso di Stati privi di sbocco diretto al mare, abbiano superato la frontiera.

3. Le consegne di zucchero di canna originario degli Stati ACP effettuate entro il 30 giugno 1975 fruiscono dei prezzi garantiti applicabili nel periodo di consegna che decorre dal 1° luglio 1975. Identiche disposizioni possono essere adottate per periodi di consegna successivi.

Articolo 5. 1. Lo zucchero di canna, bianco o greggio, è commercializzato sul mercato della Comunità a prezzi liberamente negoziati tra acquirenti e venditori.

2. La Comunità non interviene se uno Stato membro autorizza entro le sue frontiere prezzi di vendita superiori al prezzo d'entrata comunitario.

3. La Comunità si impegna ad acquistare al prezzo garantito, entro limiti di volume convenuti, quantitativi di zucchero bianco o greggio che non possono essere in essa commercializzati ad un prezzo uguale o superiore al prezzo garantito.

4. Il prezzo garantito, espresso in unità di conto, è fissato per zucchero della qualità tipo, non confezionato, fornito cif nei porti europei della Comunità. Lo si negozia ogni anno, all'interno della gamma dei prezzi praticati nella Comunità, tenendo conto di tutti i fattori economici di rilievo, e lo si fissa al più tardi il 1° maggio che immediatamente precede il periodo di consegna in cui esso va applicato.

Articolo 6. L'acquisto al prezzo garantito di cui all'articolo 5, paragrafo 3, è assicurato o da organismi d'intervento o da altri mandatari designati dalla Comunità.

Articolo 7. 1. Se, per cause di forza maggiore, uno Stato ACP esportatore di zucchero non consegna l'intero quantitativo convenuto nel periodo dovuto, la Commissione accorda, a richiesta dello Stato interessato, il lasso di tempo supplementare necessario alla consegna.

2. Se in uno periodo di consegna uno Stato ACP esportatore di zucchero informa la Commissione che non è in grado di fornire l'intero quantitativo convenuto e non intende giovare del lasso di tempo supplementare di cui al paragrafo 1, la Commissione ridistribuisce la quantità mancante onde permetterne la consegna nel periodo di cui trattasi. La Commissione procede a questa ridistribuzione dopo aver consultato gli Stati interessati.

3. Se per ragioni diverse, non di forza maggiore, uno Stato ACP esportatore di zucchero non consegna in uno periodo l'intero quantitativo convenuto, in ciascuno dei successivi periodi di consegna il quantitativo convenuto viene ridotto della quantità mancante.

4. La Commissione può decidere che, nei periodi di consegna successivi, la quantità mancante venga ridistribuita fra gli altri Stati di cui all'articolo 3. Per questa ridistribuzione si consultano gli Stati interessati.

Articolo 8. 1. A richiesta della Comunità o di uno o più Stati fornitori di zucchero ai sensi del presente protocollo si tengono consultazioni in merito alle misure necessarie all'applicazione del medesimo, in un'opportuna sede istituzionale scelta dalle parti contraenti. A tal fine, durante il periodo di applicazione della convenzione si può ricorrere alle istituzioni create dalla medesima.

2. Se la convenzione cessa di avere effetto, gli Stati fornitori di zucchero di cui al paragrafo 1 e la Comunità adottano disposizioni di carattere istituzionale che permettano di continuare ad applicare le disposizioni del presente protocollo.

3. Le revisioni periodiche previste dal presente protocollo hanno luogo nella sede istituzionale convenuta.

Articolo 9. I particolari tipi di zucchero tradizionalmente forniti agli Stati membri da taluni Stati ACP esportatori sono compresi nei quantitativi di cui all'articolo 3 e soggetti allo stesso regime.

Articolo 10. Le disposizioni del presente protocollo restano in vigore anche oltre la data indicata all'articolo 91 della convenzione. Dopo tale data, il protocollo può essere denunciato dalla Comunità nei confronti di qualsiasi Stato ACP e da qualsiasi Stato ACP nei confronti della Comunità con preavviso di due anni.

A L L E G A T O

DICHIARAZIONI RELATIVE AL PROTOCOLLO N° 3 DELLA CONVENZIONE ACP-CEE DI LOMÉ

I. *Dichiarazione comune circa eventuali richieste di partecipazione al protocollo n° 3*

Qualora uno Stato ACP che sia parte contraente della convenzione ma non sia espressamente menzionato nel protocollo n° 3 chieda di partecipare alle disposizioni di detto protocollo, la sua domanda viene presa in esame*.

* Allegato XIII dell'atto finale della convenzione ACP-CEE di Lomé.

2. *Dichiarazione della Comunità in merito allo zucchero originario di Belize, di St. Kitts-Nevis-Anguilla e del Surinam*

a) La Comunità si impegna ad adottare misure che permettano di applicare un trattamento identico a quello previsto dal protocollo n° 3 ai seguenti quantitativi di zucchero di canna, bianco o greggio, originario dei seguenti paesi :

Belize	39.400 tonnellate
St. Kitts-Nevis-Anguilla	14.800 tonnellate
Surinam	4.000 tonnellate

b) Tuttavia, sino al 30 giugno 1975 i quantitativi sono i seguenti :

Belize	14.800 tonnellate
St. Kitts-Nevis-Anguilla	7.900 tonnellate*

3. *Dichiarazione della Comunità ad articolo 10 del protocollo n° 3*

La Comunità dichiara che le disposizioni dell'articolo 10 del protocollo n° 3, le quali prevedono la possibilità di denunciare, a determinate condizioni ivi stabilite, il protocollo stesso, hanno lo scopo di assicurare la certezza giuridica e non costituiscono, per la Comunità, nessuna modificazione o limitazione dei principi enunciati all'articolo 1 di detto protocollo**

ATTO FINALE

I plenipotenziari

di Sua Maestà il Re dei Belgi,
 di Sua Maestà la Regina di Danimarca,
 del Presidente della Repubblica Federale di Germania,
 del Presidente della Repubblica francese,
 del Presidente dell'Irlanda,
 del Presidente della Repubblica italiana,
 di Sua Altezza Reale il Granduca del Lussemburgo,
 di Sua Maestà la Regina dei Paesi Bassi,
 di Sua Maestà la Regina del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord,
 e del Consiglio delle Comunità Europee, da una parte, e

I plenipotenziari

del Capo di Stato delle Bahamas,
 del Capo di Stato delle Barbados,
 del Presidente della Repubblica Popolare del Benin,
 del Presidente della Repubblica di Botswana,
 del Presidente della Repubblica del Burundi,
 del Presidente della Repubblica Unita del Camerun,
 del Presidente della Repubblica di Capo Verde,

* Allegato XXI dell'atto finale della convenzione ACP-CEE di Lomé

** Allegato XXII dell'atto finale della convenzione ACP-CEE di Lomé.

del Presidente della Repubblica Centrafricana,
del Presidente della Repubblica Federale Islamica delle Comore,
del Presidente della Repubblica Popolare del Congo,
del Presidente della Repubblica della Costa d'Avorio,
del Presidente della Repubblica di Gibuti,
del Primo Ministro e Ministro degli Affari Esteri dello Stato Indipendente di Dominica,
del Presidente del Consiglio Militare Amministrativo Provvisorio e del Consiglio dei Ministri e Comandante in Capo dell'Esercito Rivoluzionario d'Etiopia,
di Sua Maestà la Regina delle Figi,
del Presidente della Repubblica del Gabon,
del Presidente della Repubblica del Gambia,
del Presidente della Repubblica del Gana,
del Capo di Stato di Grenada,
del Presidente della Repubblica della Guinea,
del Presidente del Consiglio di Stato della Guinea Bissau,
del Presidente della Repubblica della Guinea Equatoriale,
del Presidente della Repubblica di Guyana,
del Presidente della Repubblica dell'Alto Volta,
del Capo di Stato della Giamaica,
del Presidente della Repubblica del Kenia,
del Presidente della Repubblica di Kiribati,
di Sua Maestà il Re del Regno di Lesotho,
del Presidente della Repubblica di Liberia,
del Presidente della Repubblica Democratica di Madagascar,
del Presidente della Repubblica del Malawi,
del Presidente della Repubblica del Mali,
del Presidente della Repubblica Islamica di Mauritania,
di Sua Maestà la Regina di Maurizio,
del Presidente della Repubblica del Niger,
del Capo del Governo Federale della Nigeria,
del Capo dello Stato Indipendente di Papua Nuova Guinea,
del Presidente della Repubblica del Ruanda,
del Presidente della Repubblica di Santa Lucia,
del Capo di Stato della Samoa Occidentale,
del Presidente della Repubblica Democratica di São Tomé e Príncipe,

del Presidente della Repubblica del Senegal,
del Presidente della Repubblica delle Seychelles,
del Presidente della Repubblica della Sierra Leone,
del Presidente dello Stato Indipendente delle Isole Salomone,
del Presidente della Repubblica Democratica Somala, Presidente del
Consiglio Rivoluzionario Supremo,
del Presidente della Repubblica Democratica del Sudan,
del Presidente della Repubblica del Surinam,
di Sua Maestà il Re del Regno di Swaziland,
del Presidente della Repubblica Unita di Tanzania,
del Presidente della Repubblica del Ciad,
del Presidente della Repubblica del Togo,
di Sua Maestà il Re Taufa'ahau Tupou IV di Tonga,
del Presidente della Repubblica di Trinidad e Tobago,
di Sua Maestà la Regina di Tuvalu,
del Presidente della Repubblica dell'Uganda,
del Presidente della Repubblica dello Zaire,
del Presidente della Repubblica dello Zambia,

Riuniti a Lomé, il trentuno ottobre millenovecentosettantanove, per la firma della seconda convenzione ACP-CEE di Lomé, hanno adottato i testi seguenti :

- La seconda convenzione ACP-CEE di Lomé, nonché i seguenti protocolli :
- Protocollo n° 1 relativo alla definizione della nozione di « prodotti originari » ed ai metodi di cooperazione amministrativa,
- Protocollo n° 2 relativo alle spese di funzionamento delle Istituzioni,
- Protocollo n° 3 sui privilegi e sulle immunità,
- Protocollo n° 4 relativo alle banane,
- Protocollo n° 5 relativo al rum,
- Protocollo n° 6 relativo al regime fiscale e doganale applicabile negli Stati ACP agli appalti finanziati dalla Comunità,
- Protocollo n° 7 che riprende il testo del protocollo n° 3 sullo zucchero ACP allegato alla convenzione ACP-CEE di Lomé firmata il 28 febbraio 1975 e le relative dichiarazioni allegata a tale convenzione.

I plenipotenziari degli Stati membri e i plenipotenziari degli Stati ACP hanno inoltre adottato il testo dell'accordo relativo ai prodotti di competenza della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio.

I plenipotenziari degli Stati membri e delle Comunità e i plenipotenziari degli Stati ACP hanno altresì adottato il testo delle dichiarazioni sotto elencate, allegate al presente atto finale:

1. Dichiarazione comune relativa alla presentazione della convenzione al GATT (allegato I),

2. Dichiarazione comune relativa al regime di accesso ai mercati dei dipartimenti francesi d'oltremare dei prodotti originari degli Stati ACP contemplati dall'articolo 2, paragrafo 2, della convenzione (allegato II),
3. Dichiarazione comune sugli articoli 9 e 11 della convenzione (allegato III),
4. Dichiarazione comune sui prodotti che sono oggetto della politica agricola comune (allegato IV),
5. Dichiarazione comune relativa agli scambi tra la Comunità Economica Europea e il Botswana, il Lesotho e lo Swaziland (allegato V),
6. Dichiarazione comune sull'articolo 46, paragrafo 3, della convenzione (allegato VI),
7. Dichiarazione comune sulla concertazione ACP-CEE in caso di instaurazione di un sistema di stabilizzazione dei proventi da esportazione su scale mondiale (allegato VII),
8. Dichiarazione comune sull'incoraggiamento degli investimenti minerari (allegato VIII),
9. Dichiarazione comune sull'articolo 64 della convenzione (allegato IX),
10. Dichiarazione comune relativa al finanziamento complementare della cooperazione industriale (allegato X),
11. Dichiarazione comune sull'articolo 82 della convenzione (allegato XI),
12. Dichiarazione comune sull'articolo 131 della convenzione (allegato XII),
13. Dichiarazione comune sull'articolo 132 della convenzione (allegato XIII),
14. Dichiarazione comune che riprende il testo degli articoli 24-27 del protocollo n° 2 della convenzione ACP-CEE di Lomé, cui si fa riferimento nell'articolo 142 della presente convenzione, nonché della dichiarazione comune relativa al suddetto articolo 26 di detto protocollo (allegato XIV),
15. Dichiarazione comune relativa ai lavoratori cittadini di una delle parti contraenti i quali risiedono legalmente sul territorio di uno Stato membro o di uno Stato ACP (allegato XV),
16. Dichiarazione comune in merito alla rappresentanza dei raggruppamenti economici regionali (allegato XVI),
17. Dichiarazione comune sull'articolo 185 della convenzione (allegato XVII),
18. Dichiarazione comune sulla pesca marittima (allegato XVIII),
19. Dichiarazione comune relativa ai trasporti marittimi (allegato XIX),
20. Dichiarazione comune relativa al protocollo n° 1 (allegato XX),
21. Dichiarazione comune sull'origine dei prodotti alieutici (allegato XXI),
22. Dichiarazione comune relativa al protocollo n° 5 (allegato XXII),
23. Dichiarazione comune sull'articolo 1 del protocollo n° 5 (allegato XXIII),
24. Dichiarazione comune sull'articolo 4 del protocollo n° 5 (allegato XXIV).

I plenipotenziari degli Stati ACP hanno inoltre preso atto delle dichiarazioni sotto elencate, allegate al presente atto finale :

1. Dichiarazione della Comunità sulla liberalizzazione degli scambi (allegato XXV),

2. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 2, paragrafo 2, della convenzione (allegato XXVI),
3. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 3 della convenzione (allegato XXVII),
4. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 9, paragrafo 2, lettera *a*), della convenzione (allegato XXVIII),
5. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 12, paragrafo 3, della convenzione (allegato XXIX),
6. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 21 della convenzione (allegato XXX),
7. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 95 della convenzione (allegato XXXI),
8. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 95 della convenzione (allegato XXXII),
9. Dichiarazione della Comunità sull'articolo 156 della convenzione (allegato XXXIII),
10. Dichiarazione del rappresentante del Governo della Repubblica federale di Germania relativa alla definizione dei cittadini tedeschi (allegato XXXIV),
11. Dichiarazione del rappresentante del Governo della Repubblica federale di Germania relativa all'applicazione a Berlino della convenzione (allegato XXXV),
12. Dichiarazione della Comunità sugli articoli 30 e 31 del protocollo n° 1 (allegato XXXVI),
13. Dichiarazione della Comunità relativa al protocollo n° 1 sull'estensione delle acque territoriali (allegato XXXVII),
14. Dichiarazione della Comunità relativa al protocollo n° 2 (allegato XXXVIII),
15. Dichiarazione della Comunità relativa al protocollo n° 2 sulle spese di funzionamento delle Istituzioni (allegato XXXIX),
16. Dichiarazione della Comunità relativa al protocollo n° 3 (allegato XL).

I plenipotenziari degli Stati membri e della Comunità hanno preso atto delle dichiarazioni sotto elencate, allegate al presente atto finale :

1. Dichiarazione degli Stati ACP sull'articolo 2 della convenzione (allegato XLI),
2. Dichiarazione degli Stati ACP relativa al sistema applicabile ai prodotti minerali (allegato XLII),
3. Dichiarazione degli Stati ACP sull'articolo 95 della convenzione (allegato XLIII),
4. Dichiarazione degli Stati ACP sull'origine dei prodotti alieutici (allegato XLIV).

[See p. 530 of this volume for signatures — Voir p. 530 du présent volume pour les signatures.]

A L L E G A T O I

DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA ALLA PRESENTAZIONE
DELLA CONVENZIONE AL GATT

Le parti contraenti si consultano in occasione della presentazione e dell'esame, nell'ambito del GATT, delle disposizioni commerciali della convenzione.

A L L E G A T O II

DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA AL REGIME DI ACCESSO AI MERCATI
DEI DIPARTIMENTI FRANCESI D'OLTREMARE DEI PRODOTTI ORIGINARI
DEGLI STATI ACP CONTEMPLATI DALL'ARTICOLO 2, PARAGRAFO 2,
DELLA CONVENZIONE

Le parti contraenti riaffermano che i capitoli 1 e 3 del titolo I della convenzione si applicano alle relazioni fra gli Stati ACP e i dipartimenti francesi d'oltremare.

Durante il periodo di validità della convenzione, la Comunità avrà la possibilità di modificare il regime di accesso ai mercati dei dipartimenti francesi d'oltremare dei prodotti originari degli Stati ACP di cui all'articolo 2, paragrafo 2, in funzione della necessità di sviluppo economico di tali dipartimenti.

Nell'esame di un'eventuale applicazione di questa possibilità, la Comunità prende in considerazione gli scambi commerciali diretti tra gli Stati ACP e i dipartimenti francesi d'oltremare. Le procedure di informazione e di consultazione si applicheranno tra le parti interessate conformemente alle disposizioni dell'articolo 16.

A L L E G A T O III

DICHIARAZIONE COMUNE SUGLI ARTICOLI 9 ET 11 DELLA CONVENZIONE

Qualora un regime tariffario speciale fosse applicato dagli Stati ACP all'importazione di prodotti originari della Comunità, si applicheranno, *mutatis mutandis*, le disposizioni del protocollo n° 1. In tutti gli altri casi in cui il regime applicato all'importazione dagli Stati ACP richiede la certificazione dell'origine, tali Stati accettano i certificati d'origine conformi alle disposizioni delle convenzioni internazionali in materia.

A L L E G A T O IV

DICHIARAZIONE COMUNE SUI PRODOTTI CHE SONO OGGETTO
DELLA POLITICA AGRICOLA COMUNE

Le parti contraenti riconoscono che i prodotti che sono oggetto della politica agricola comune sono sottoposti a regimi e regolamentazioni speciali, soprattutto per quanto riguarda le misure di salvaguardia. Le disposizioni della convenzione relative alla clausola di salvaguardia si applicano a questi prodotti soltanto se sono compatibili con il carattere specifico di detti regimi e regolamentazioni.

A L L E G A T O V

DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA AGLI SCAMBI TRA LA COMUNITÀ
ECONOMICA EUROPEA E IL BOTSWANA, IL LESOTHO E LO SWAZILAND

Considerando la parte I, paragrafo 3, del protocollo n° 22 dell'atto relativo alle condizioni d'adesione e agli adattamenti dei trattati, la Comunità riconosce e i governi del Botswana, del Lesotho e del Swaziland dichiarano che :

- I tre governi s'impegnano ad applicare alle importazioni originarie della Comunità, a decorrere dall'entrata in vigore della convenzione, lo stesso regime tariffario che essi applicano alle importazioni originarie dell'altro paese membro dell'unione doganale cui essi aderiscono;
- Questo impegno lascia impregiudicati i vari metodi eventualmente esistenti per il finanziamento dei bilanci dei tre governi, ove esista un nesso tra questo finanziamento e le importazioni originarie della Comunità e quelle originarie dell'altro paese membro dell'unione doganale cui essi aderiscono;
- I tre governi s'impegnano ad assicurare, grazie alle disposizioni del loro sistema doganale e in particolare con la applicazione delle norme d'origine stabilite dalla convenzione, che la partecipazione dell'altro paese all'unione doganale cui aderiscono non produrrà alcuna deviazione di traffico a danno della Comunità.

ALLEGATO VI

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 46, PARAGRAFO 3, DELLA CONVENZIONE

Le parti contraenti convengono di mantenere il beneficio delle decisioni prese in applicazione dell'articolo 17, paragrafo 4, della Convenzione ACP-CEE di Lomé per i seguenti Stati ACP: Burundi, Etiopia, Guinea Bissau, Ruanda, Swaziland, Comore, Lesotho, Samoa occidentale, Seicelle, Tonga, Capo Verde, Salomone e Tuvalu.

ALLEGATO VII

DICHIARAZIONE COMUNE SULLA CONCERTAZIONE ACP-CEE IN CASO DI INSTAURAZIONE DI UN SISTEMA DI STABILIZZAZIONE DEI PROVENTI DA ESPORTAZIONE SU SCALA MONDIALE

Le parti contraenti decidono di concertarsi nel contesto della convenzione per evitare eventuali doppie compensazioni qualora, durante il periodo di applicazione della convenzione, fosse istituito un sistema mondiale di stabilizzazione dei proventi da esportazione.

ALLEGATO VIII

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'INCORAGGIAMENTO DEGLI INVESTIMENTI MINERARI

Allo scopo di incoraggiare gli investimenti europei nei progetti di sviluppo minerario ed energetico promossi dagli Stati ACP, la Comunità e gli Stati membri, da un lato, e gli Stati ACP, dall'altro, possono anche concludere, nell'ambito degli obiettivi generali di trattamento degli investimenti di cui al titolo IV, accordi relativi a progetti specifici qualora la Comunità, ed eventualmente imprese europee, partecipino al loro finanziamento.

ALLEGATO IX

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 64 DELLA CONVENZIONE

1. Qualora uno Stato ACP abbia concluso o concluda con uno Stato membro un accordo intergovernativo relativo al trattamento degli investimenti, esso riconosce che il diritto al trattamento non discriminatorio degli investimenti effettuati dagli Stati membri della Comunità negli Stati ACP prende effetto dall'entrata in vigore della convenzione.

2. a) L'applicazione di questo diritto si baserà su accordi bilaterali intergovernativi di investimento che serviranno come accordi di riferimento.

b) Per quanto riguarda gli accordi bilaterali intergovernativi di investimento conclusi prima dell'entrata in vigore della presente convenzione, l'applicazione del trattamento non discriminatorio terrà conto di tutte le disposizioni dell'accordo di riferimento. Gli Stati ACP avranno il diritto di modificare o adeguare tale trattamento qualora obblighi internazionali e/o circostanze cambiate de facto lo richiedano.

3. Ai fini dell'applicazione del trattamento non discriminatorio ai sensi del paragrafo 2, lettera a), gli Stati contraenti ricorreranno ad accordi intergovernativi bilaterali sotto forma di scambi di lettere o in altra forma adeguata determinata dalla legislazione di uno Stato contraente.

4. Gli Stati contraenti hanno il diritto di richiedere la conclusione di siffatti accordi. L'accordo concluso entra in vigore quanto prima in conformità della legislazione dello Stato membro interessato.

5. I suddetti accordi dirimeranno soltanto le controversie relative agli investimenti sorte dopo l'entrata in vigore della nuova convenzione.

6. Il trattamento degli investimenti effettuati prima dell'entrata in vigore della presente convenzione dovrà essere esaminato dalle due parti alla luce delle disposizioni dell'accordo di riferimento.

A L L E G A T O X

DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA AL FINANZIAMENTO COMPLEMENTARE DELLA COOPERAZIONE INDUSTRIALE

1. In fase di negoziato dell'accordo inteso a fare seguito alla convenzione ACP-CEE di Lomé, gli Stati ACP e gli Stati membri hanno riconosciuto la necessità di mobilitare risorse finanziarie supplementari, in modo da disporre di forti capitali per lo sviluppo industriale. In questo contesto, gli Stati ACP e la Comunità hanno convenuto, dato il carattere tecnico della cooperazione tra la Comunità e gli Stati ACP, di ricercare e trovare soluzioni adeguate a questo scopo.

2. La Comunità riconosce l'importanza che gli Stati ACP attribuiscono allo sviluppo industriale nel quadro della loro cooperazione con la Comunità. Essa afferma la propria volontà di studiare a fondo con gli Stati ACP i mezzi per mobilitare risorse finanziarie supplementari ai fini dello sviluppo industriale degli Stati ACP.

3. La complessità e la molteplicità degli aspetti del problema, cui si aggiunge la necessità di trovare e di mobilitare risorse supplementari, richiedono profonda riflessione, con l'assistenza degli esperti.

4. La Comunità e gli Stati ACP, quindi, decidono di intraprendere insieme un'analisi dettagliata di questo problema e dei mezzi per procurarsi risorse supplementari, analisi che dovrà essere conclusa al più presto possibile, e comunque non oltre nove mesi dopo la firma della convenzione. La relazione su questo studio sarà immediatamente presentata, tramite il Comitato degli ambasciatori, al Consiglio dei ministri per esame e perché siano prese le misure del caso.

A L L E G A T O X I

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 82 DELLA CONVENZIONE

Le parti contraenti riconoscono che alcuni degli Stati meno sviluppati, privi di sbocchi sul mare o insulari, si trovano in una posizione particolarmente svantaggiata che tende a renderli meno attraenti per gli investimenti rispetto ad altri paesi in via di sviluppo.

Pertanto, le parti contraenti convengono che sarebbe auspicabile adottare speciali misure particolari per attirare gli investimenti verso alcuni di questi Stati.

In tale prospettiva, le parti contraenti convengono di intraprendere, al più presto dopo l'entrata in vigore della convenzione, uno studio comune per individuare quali misure specifiche sia opportuno adottare nei confronti di questi Stati per migliorarne le possibilità di attirare gli investimenti.

ALLEGATO XII

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 131 DELLA CONVENZIONE

Sino all'entrata in vigore della decisione di cui all'articolo 131, la stipulazione e l'esecuzione dei contratti di appalto pubblici finanziati dal Fondo sono disciplinati :

- Per gli Stati ACP parti della convenzione firmata a Yaoundé il 29 luglio 1969, dalla legislazione vigente al 31 gennaio 1975;
- Per gli altri Stati ACP, dalle loro legislazioni nazionali o prassi stabilite per i contratti internazionali.

ALLEGATO XIII

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 132 DELLA CONVENZIONE

A titolo trasitorio ed in attesa che sia messa in applicazione la decisione di cui all'articolo 132, tutte le controversie saranno composte definitivamente secondo il regolamento di conciliazione e di arbitrato della Camera di Commercio Internazionale.

ALLEGATO XIV

DICHIARAZIONE COMUNE CHE RIPRENDE IL TESTO DEGLI ARTICOLI 24-27 DEL PROTOCOLLO N° 2 DELLA CONVENZIONE ACP-CEE DI LOMÉ, CUI SI FA RIFERIMENTO NELL'ARTICOLO 142 DELLA PRESENTE CONVENZIONE, NONCHÉ DELLA DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA AL SUDDETTO ARTICOLO 26 DI DETTO PROTOCOLLO

Articolo 24

I contratti di cooperazione tecnica sono stipulati mediante trattativa privata. Taluni contratti possono essere stipulati in seguito a gara d'appalto, specialmente per studi importanti, particolarmente complessi e tecnici, ove motivi di ordine tecnico, economico o finanziario giustificano il ricorso a detta procedura.

Articolo 25

1. Per ogni azione di cooperazione tecnica che dà luogo ad una procedura mediante trattativa privata, la Commissione stabilisce un elenco ristretto di candidati, cittadini degli Stati membri e/o degli Stati ACP, scelti in base a criteri che ne garantiscano le qualifiche, l'esperienza e l'indipendenza e tenuto conto della loro disponibilità per l'azione prevista.

Lo Stato ACP interessato sceglie liberamente fra i candidati in elenco quello con cui intende trattare.

2. Qualora sia bandita una gara di appalto, la Commissione e lo Stato ACP interessato stabiliscono, in stretta collaborazione, l'elenco ristretto dei candidati in base ai criteri enunciati al paragrafo 1. Il contratto è assegnato al candidato la cui offerta è giudicata dalla Commissione e dallo Stato ACP interessato come la più vantaggiosa dal punto di vista economico.

3. Gli uffici di studio ACP che possono essere presi in considerazione per azioni di cooperazione tecnica sono scelti di comune accordo dalla Commissione e dallo o dagli Stati ACP interessati.

Articolo 26

Nel quadro della regolamentazione comune prevista dall'articolo 22 e delle condizioni generali di pagamento fissate di comune accordo dalla Commissione e dagli Stati ACP, i contratti di cooperazione tecnica sono elaborati, negoziati e conclusi dalle autorità competenti degli Stati ACP con il consenso e la partecipazione del delegato della Commissione europea previsto dall'articolo 31, in appresso denominato « il delegato ».

Articolo 27

La Commissione incoraggia per quanto possibile la cooperazione tra uffici di studio, consulenti tecnici ed esperti degli Stati membri e degli Stati ACP nonché le associazioni momentanee, i subappalti o l'inserimento di esperti nazionali nei gruppi di consulenti degli Stati membri.

DICHIAZIONE COMUNE AD ARTICOLO 26 DEL PROTOCOLLO N° 2

a) Sino all'applicazione della decisione prevista dall'articolo 22 del protocollo n° 2, l'esecuzione dei contratti di cooperazione tecnica finanziati dal Fondo è disciplinata :

- Per gli Stati ACP parti della convenzione firmata a Yaoundé il 29 luglio 1969, dalle clausole generali attualmente utilizzate nei contratti finanziati dal Fondo;
- Per gli altri Stati ACP, ove non sia possibile applicare loro a titolo transitorio le clausole generali attualmente utilizzate nei contratti finanziati dal Fondo, dalle rispettive legislazioni nazionali o dalle prassi da essi seguite in materia di contratti internazionali.

b) La Comunità e gli Stati ACP convengono che la Commissione stabilisca e sottoponga all'accordo degli Stati ACP, nel più breve tempo dopo l'entrata in vigore della convenzione, le condizioni generali di pagamento applicabili ai contratti.

A L L E G A T O X V

DICHIAZIONE COMUNE RELATIVA AI LAVORATORI CITTADINI DI UNA DELLE PARTI CONTRAENTI I QUALI RISIEDONO LEGALMENTE SUL TERRITORIO DI UNO STATO MEMBRO O DI UNO STATO ACP

1. Ciascuno Stato membro concede ai lavoratori cittadini di uno Stato ACP che esercitino legalmente sul suo territorio un'attività dipendente un regime senza discriminazioni basate sulla cittadinanza rispetto ai propri cittadini, per quanto riguarda le condizioni di lavoro e di retribuzione.

Ciascuno Stato ACP concede questo stesso regime ai lavoratori cittadini degli Stati membri che esercitano legalmente sul suo territorio un'attività dipendente.

2. I lavoratori cittadini di uno Stato ACP che esercitino legalmente un'attività dipendente sul territorio di uno Stato membro, nonché i loro familiari coabitanti, beneficino, in questo Stato membro, per quanto riguarda le prestazioni di sicurezza sociale connesse con l'occupazione, di un regime senza discriminazioni basate sulla cittadinanza rispetto ai cittadini di tale Stato membro.

Ciascuno Stato ACP concede ai lavoratori cittadini degli Stati membri che esercitano legalmente un'attività dipendente sul suo territorio, nonché ai loro familiari, un regime analogo a quello di cui al paragrafo 1.

3. Queste disposizioni lasciano salvi i diritti e gli obblighi derivanti dagli accordi bilaterali che vincolano gli Stati ACP e gli Stati membri, ove detti accordi riservino ai cittadini degli Stati ACP oppure ai cittadini degli Stati membri un regime più favorevole.

4. Le parti di questa dichiarazione sono d'accordo perchè le questioni da essa derivanti siano risolte in maniera soddisfacente e, se necessario, mediante trattative bilaterali per concludere accordi appropriati.

ALLEGATO XVI

DICHIARAZIONE COMUNE IN MERITO ALLA RAPPRESENTANZA DEI RAGGRUPPAMENTI ECONOMICI REGIONALI

Il Consiglio dei Ministri adotta le misure che permettono alla Comunità dell'Africa orientale e alla Comunità dei Caraibi di essere rappresentate in seno al Consiglio dei Ministri e al Comitato degli Ambasciatori in qualità di osservatori. Esso esamina caso per caso le richieste di simili misure per altri raggruppamenti regionali di Stati ACP.

ALLEGATO XVII

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 185 DELLA CONVENZIONE

La Comunità e gli Stati ACP sono disposti a consentire ai paesi e territori di cui alla parte IV del trattato, divenuti indipendenti, di accedere alla convenzione se essi desiderano che le loro relazioni con la Comunità proseguano in tale forma.

ALLEGATO XVIII

DICHIARAZIONE COMUNE SULLA PESCA MARITTIMA

1. La Comunità e gli Stati ACP riconoscono l'importanza dello sviluppo delle risorse alieutiche nelle acque poste sotto la giurisdizione degli Stati ACP costieri quale contributo allo sviluppo complessivo degli stessi. Queste attività rientreranno nel quadro di politiche di conservazione e di utilizzazione di queste risorse definite da ciascuno Stato ACP interessato.

2. Consapevoli della necessità di continuare la loro cooperazione nel settore della pesca, gli Stati ACP si dichiarano disposti a negoziare con la Comunità accordi bilaterali di pesca che possano offrire condizioni reciprocamente soddisfacenti alle attività di pesca di navi battenti bandiera di uno degli Stati membri nelle acque marittime poste sotto la giurisdizione di Stati ACP. Gli Stati ACP che concludono siffatti accordi eviteranno qualsiasi discriminazione fra gli Stati membri o nei confronti della Comunità stessa, fatti salvi eventuali accordi speciali tra Stati vicini di una stessa sub-regione, ivi compresi gli accordi reciproci di pesca.

3. La Comunità opera nello stesso spirito qualora gli Stati ACP situati nella stessa sub-regione dei territori ai quali si applica il trattato di Roma auspichino di esercitare attività di pesca nella zona corrispondente.

4. Le condizioni reciprocamente soddisfacenti cui si fa riferimento al punto 2 riguardano in particolare la natura e l'entità delle contropartite di cui beneficeranno gli Stati ACP interessati nel quadro di questi accordi bilaterali.

Queste contropartite potranno consentire di favorire lo sviluppo dell'industria della pesca di questi Stati ACP; esse si distinguono dagli stanziamenti relativi a progetti nello stesso settore nell'ambito della cooperazione finanziaria e tecnica prevista dalla presente convenzione.

5. Le parti contraenti cooperano direttamente o su base regionale o tramite appropriate organizzazioni internazionali, per assicurare la conservazione delle risorse alieutiche, ivi comprese quelle delle specie tipicamente migratrici, e per conseguire l'obiettivo della loro utilizzazione ottimale.

A L L E G A T O X I X

DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA AI TRASPORTI MARITTIMI

1. a) Le parti contraenti riconoscono che l'armonico sviluppo di servizi di trasporti marittimi efficaci e sicuri, in condizioni economicamente soddisfacenti, dovrebbe andare di pari passo con lo sviluppo e la promozione degli scambi fra gli Stati ACP e la Comunità.

b) Esse mettono in risalto l'importanza del contributo portato dalla Comunità in questo contesto con l'adozione del regolamento relativo alla convenzione delle Nazioni Unite su un codice di condotta per le conferenze marittime. Questo regolamento si propone assicurare ai paesi in via di sviluppo parti del codice la possibilità di beneficiare delle sue disposizioni.

c) La Comunità riconosce le aspirazioni degli Stati ACP ad una maggiore partecipazione ai trasporti marittimi alla rinfusa.

2. In questa prospettiva, le parti contraenti si dichiarano disposte ad esaminare, in sede di Consiglio dei Ministri istituito dalla convenzione, gli argomenti di interesse comune che si riferiscono a questo settore.

3. La Comunità riconosce l'importanza dei trasporti marittimi in quanto propulsori dell'espansione economica e dello sviluppo degli Stati ACP. Essa si dichiara disposta, nel quadro degli strumenti di cooperazione finanziaria e tecnica istituiti dalla convenzione, a contribuire allo sviluppo di questo settore negli Stati ACP che ne faranno richiesta. Questo contributo potrebbe includere in particolare quanto segue :

- i) Studi per migliorare i servizi di trasporto marittimo in modo da rispondere al meglio alle esigenze attuali e future degli scambi internazionali, specialmente tra gli Stati ACP e la Comunità, nonché tra i vari Stati ACP;
- ii) Creazione e sviluppo di compagnie marittime degli Stati ACP e incoraggiamento di imprese comuni ACP-CEE nel settore dei trasporti marittimi;
- iii) Fornitura di assistenza tecnica in materia di formazione dei marinai, politica dei trasporti marittimi, regolamentazioni marittime, problemi di esportazione e di importazione, documentazione, assicurazione marittima, ecc.;
- iv) Esecuzione di studi di fattibilità ed assistenza tecnica volti a migliorare il funzionamento dei porti degli Stati ACP nonché valutazione di progetti relativi ai porti ed ai cantieri navali.

La Comunità darà il suo aiuto anche allo studio di qualsiasi altro problema o difficoltà che si presenti in materia di trasporti marittimi.

A L L E G A T O X X

DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA AL PROTOCOLLO N° 1

1. Ai fini dell'applicazione dell'articolo 5, paragrafo 2, lettera c), del protocollo, il titolo di trasporto marittimo emesso nel primo porto di imbarco a destinazione della Comunità equivale al titolo di trasporto unico per i prodotti che sono oggetto di certificati di circolazione rilasciati negli Stati ACP senza sbocco sul mare.

2. I prodotti esportati dagli Stati ACP senza sbocco sul mare, che non sono immagazzinati negli Stati ACP o nei paesi e territori di cui alla nota esplicativa n° 9, potranno essere oggetto di certificati di circolazione rilasciati alle condizioni di cui all'articolo 7, paragrafo 2.

3. Ai fini dell'articolo 7, paragrafo 1, del protocollo, sono accettati i certificati EUR. I emessi da un'autorità competente e visti dalle autorità doganali.

4. Per facilitare alle imprese degli Stati ACP le ricerche di nuove fonti d'approvvigionamento allo scopo di beneficiare al massimo delle disposizioni del protocollo in materia di cumulo dell'origine, saranno prese disposizioni affinché il centro per lo sviluppo industriale offra la sua assistenza agli operatori degli Stati ACP per l'instaurazione di adeguati contatti con fornitori degli Stati ACP, della Comunità e dei paesi e territori d'oltremare, oltre che per favorire l'instaurazione di vincoli di cooperazione industriale fra i vari operatori.

Inoltre, le parti contraenti sono d'accordo per redigere un manuale di divulgazione delle norme d'origine destinato ai servizi utilizzatori ed agli esportatori; esse si propongono di integrare con seminari d'informazione la diffusione di questo manuale.

A L L E G A T O X X I

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ORIGINE DEI PRODOTTI ALIEUTICI

La Comunità riconosce il diritto degli Stati ACP costieri a valorizzare e a sfruttare razionalmente le risorse alieutiche in tutte le acque poste sotto la loro giurisdizione.

Le parti contraenti sono d'accordo circa la necessità di un esame delle attuali norme di origine al fine di decidere quali modifiche potrebbero esservi apportate per tener conto del paragrafo precedente.

Consapevoli delle loro preoccupazioni e dei loro rispettivi interessi, gli Stati ACP e la Comunità decidono di continuare l'esame del problema inerente all'entrata sui mercati della Comunità dei prodotti alieutici ottenuti da catture effettuate nelle zone poste sotto la giurisdizione nazionale degli Stati ACP, al fine di trovare una soluzione di comune gradimento. Questo esame avrà luogo in un ambito appropriato non appena possibile dopo la firma della convenzione e continuerà, se necessario, dopo la sua entrata in vigore in sede di comitato di cooperazione doganale. I risultati dell'esame saranno presentati, nel primo anno d'applicazione della convenzione, al Comitato degli ambasciatori e, al più tardi durante il secondo anno, al Consiglio dei ministri, affinché lo esamini per trovare una soluzione di reciproco gradimento.

Fin da ora, e per quanto riguarda le attività di trasformazione dei prodotti alieutici negli Stati ACP, la Comunità si dichiara disposta ad esaminare con spirito aperto le domande di deroga alle norme di origine per i prodotti trasformati di questo settore produttivo, basate sull'esistenza di obblighi di sbarco di catture contenuti in accordi di pesca con paesi terzi. Nel suo esame, la Comunità terrà conto specialmente del fatto che i paesi terzi interessati dovrebbero garantire un normale mercato a questi prodotti previo trattamento, a meno essi siano destinati al consumo nazionale o regionale.

A L L E G A T O X X I I

DICHIARAZIONE COMUNE RELATIVA AL PROTOCOLLO N° 5

Gli Stati membri si impegnano ad assicurare che il loro regime di licenze non sarà applicato dalle autorità nazionali in modo da ostacolare l'importazione dei quantitativi di rum precisati all'articolo 2, lettera a).

A L L E G A T O X X I I I

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 1 DEL PROTOCOLLO N° 5

Qualora adottasse un'organizzazione comune dei mercati dell'alcole, la Comunità si impegna a procedere a consultazioni con gli esportatori tradizionali di rum al fine di salvaguardare i loro interessi, tenuto conto dell'evoluzione delle condizioni del mercato.

A L L E G A T O X X I V

DICHIARAZIONE COMUNE SULL'ARTICOLO 4 DEL PROTOCOLLO N° 5

Le parti contraenti costatano che la Comunità ha accettato le disposizioni dell'articolo 4, purchè

- a) Qualsiasi Stato ACP che desideri beneficiare di tali disposizioni includa adeguati progetti di promozione commerciale relativi al rum nel suo programma indicativo nazionale,
- b) L'accordo della Comunità non pregiudichi la legislazione degli Stati membri in materia di pubblicità per l'alcole.

A L L E G A T O X X V

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULLA LIBERALIZZAZIONE
DEGLI SCAMBI

La Comunità è consapevole della necessità di salvaguardare, mediante l'applicazione globale della convenzione, la posizione concorrenziale degli Stati ACP qualora i loro vantaggi commerciali sul mercato della Comunità risentano di eventuali misure di liberalizzazione generale degli scambi.

La Comunità si dichiara disposta a studiare congiuntamente azioni specifiche adatte a salvaguardare gli interessi degli Stati ACP ogni qualvolta questi ultimi le segnalino casi specifici.

A L L E G A T O X X V I

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 2, PARAGRAFO 2,
DELLA CONVENZIONE

Per l'applicazione dell'articolo 2, paragrafo 2, della convenzione, la Comunità, allo scopo di conseguire gli obiettivi fissati all'articolo 1, è disposta ad avviare l'esame delle richieste degli Stati ACP di far beneficiare di un regime particolare altri prodotti agricoli di cui all'articolo 2, paragrafo 2, lettera a), della convenzione.

Saranno esaminate nuove produzioni agricole per le quali esistano effettive possibilità di esportazione nella Comunità o altri prodotti non contemplati dalle disposizioni di applicazione del regime suddetto, nella misura in cui assumessero una parte rilevante nelle esportazioni di uno o più Stati ACP.

A L L E G A T O X X V I I

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 3
DELLA CONVENZIONE

L'articolo 3, paragrafo 1, della convenzione non pregiudica il regime particolare riservato alle importazioni di veicoli a motore e all'industria del montaggio in Irlanda che sono oggetto del protocollo n° 7 dell'atto relativo alle condizioni di adesione ed agli adattamenti dei trattati.

A L L E G A T O X X V I I I

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 9, PARAGRAFO 2,
LETTERA A), DELLA CONVENZIONE

Nell'accettare che venga ripreso all'articolo 9, paragrafo 2, lettera a), il testo dell'articolo 7, paragrafo 2, lettera a), della convenzione ACP-CEE di Lomé, la Comunità

mantiene l'interpretazione che era stata data a questo testo secondo cui gli Stati ACP concedono alla Comunità un trattamento non meno favorevole di quello che essi riservano a taluni Stati sviluppati nel quadro di accordi commerciali, sempre che questi Stati non concedano agli Stati ACP preferenze più ampie di quelle concesse dalla Comunità.

A L L E G A T O X X I X

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 12, PARAGRAFO 3, DELLA CONVENZIONE

Qualora la Comunità adottasse le misure strettamente indispensabili cui si fa riferimento in questo articolo, essa avrebbe cura di ricercare quelle che, per la loro portata geografica e/o i tipi di prodotti interessati, recano il minor danno alle esportazioni degli Stati ACP.

A L L E G A T O X X X

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 21 DELLA CONVENZIONE

Per quanto riguarda il pagamento delle spese di viaggio del personale e di trasporto degli oggetti e delle merci da esporre in occasione della partecipazione a fiere ed esposizioni, la Comunità ha accettato che, per gli Stati ACP meno sviluppati, queste spese siano direttamente pagate dal delegato della Commissione nel paese in questione, al momento del viaggio o della spedizione.

A L L E G A T O X X X I

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 95 DELLA CONVENZIONE

1. La Comunità si impegna a imputare al bilancio generale delle Comunità Europee, a decorrere dall'entrata in vigore della presente convenzione, le spese di funzionamento delle delegazioni della Commissione negli Stati ACP, che precedentemente erano imputate al bilancio del Fondo europeo di sviluppo.

L'importo stimato delle spese delle delegazioni per la durata della nuova convenzione è di 180 milioni di UCE.

2. L'importo massimo degli interventi della Banca Europea per gli Investimenti sulle sue risorse proprie è fissato all'articolo 95, paragrafo 2, della convenzione.

Tuttavia, interventi aggiuntivi della Banca sulle sue risorse proprie potranno essere utilizzati, conformemente all'articolo 59, per il finanziamento di progetti di investimenti minerari ed energetici che presentino un reciproco interesse per la Comunità e lo Stato ACP interessato.

A norma dell'articolo 18 dello statuto della Banca, tali interventi aggiuntivi saranno soggetti ad autorizzazioni del Consiglio dei Governatori della Banca, conformemente all'articolo 18, paragrafo 1, secondo comma, di detto statuto.

Le parti intendono portare questi finanziamenti aggiuntivi a 200 milioni di UCE nel periodo di applicazione della convenzione.

3. L'importo complessivo dei contributi finanziari che la Comunità si sforzerà di mettere a disposizione degli Stati ACP sarà pertanto di 5.607 milioni di UCE.

Qualora l'importo di 180 milioni di UCE di cui al secondo comma del paragrafo 1 della presente dichiarazione non venga integralmente utilizzato per le spese delle delegazioni, la rimanenza disponibile sarà destinata agli aiuti finanziari della Comunità agli Stati ACP.

ALLEGATO XXXII

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 95 DELLA CONVENZIONE

Gli importi di cui all'articolo 95 intesi a coprire il complesso dei mezzi finanziari messi a disposizione degli Stati ACP dalla Comunità sono espressi in UCE; queste sono state definite dalla decisione del Consiglio del 21 aprile 1975 relativa alla definizione ed alla conversione dell'unità di conto europea utilizzata per esprimere gli importi degli aiuti di cui all'articolo 42 della convenzione ACP-CEE di Lomé.

Con decisione del Consiglio delle Comunità Europee che sarà comunicata agli Stati ACP, l'UCE potrà essere sostituita dall'Ecu quale definito nel Regolamento (CEE) n° 3180/78 del Consiglio del 18 dicembre 1978.

Qualora fosse presa una tale decisione e nell'intento di semplificare i metodi di gestione delle diverse convenzioni, l'Ecu sarebbe altresì applicato alle operazioni impegnate o da impegnare a titolo delle convenzioni precedenti.

ALLEGATO XXXIII

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SULL'ARTICOLO 156 DELLA CONVENZIONE

La Comunità conferma la dichiarazione fatta durante i negoziati della convenzione ACP-CEE di Lomé, firmata il 28 febbraio 1975, in cui ritiene che la soppressione della parte di frase « nell'osservanza dell'articolo 157 », di cui la Comunità aveva chiesto l'inserimento alla fine dell'articolo 156 durante i negoziati, non pregiudica la relazione giuridica esistente fra gli articoli 156 e 157.

ALLEGATO XXXIV

DICHIARAZIONE DEL RAPPRESENTANTE DEL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA RELATIVA ALLA DEFINIZIONE DEI CITTADINI TEDESCHI

Quando nella convenzione si parla di cittadini degli Stati membri, questo significa, per la Repubblica federale di Germania, « tedeschi ai sensi della legge fondamentale della Repubblica federale di Germania ».

ALLEGATO XXXV

DICHIARAZIONE DEL RAPPRESENTANTE DEL GOVERNO DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA RELATIVA ALL'APPLICAZIONE A BERLINO DELLA CONVENZIONE

La seconda convenzione ACP-CEE di Lomé si applica ugualmente al Land di Berlino, salvo che il Governo della Repubblica federale di Germania non faccia alle altre parti contraenti, entro tre mesi dall'entrata in vigore della convenzione, una dichiarazione contraria.

A L L E G A T O X X X V I

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ SUGLI ARTICOLI 30 E 31
DEL PROTOCOLLO N° 1

La Comunità riconosce la speciale importanza per gli Stati ACP della sollecita attuazione delle misure d'applicazione delle decisioni di deroga una volta approvate.

Essa avvierà procedure che le consentano di attuare al più presto dette misure d'applicazione, soprattutto per poter far fronte a situazioni che assumono carattere d'urgenza e nel quadro dell'applicazione dell'articolo 31 del protocollo.

A L L E G A T O X X X V I I

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ RELATIVA AL PROTOCOLLO N° 1
SULL'ESTENSIONE DELLE ACQUE TERRITORIALI

Ricordando che i principi riconosciuti e pertinenti di diritto internazionale limitano l'estensione massima delle acque territoriali a 12 miglia marine, la Comunità dichiara che applicherà le disposizioni del protocollo tenendo conto di questo limite ogni qualvolta il protocollo farà riferimento a questo concetto.

A L L E G A T O X X X V I I I

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ RELATIVA AL PROTOCOLLO N° 2

Dopo aver preso atto della domanda degli Stati ACP relativa ad un contributo finanziario per le spese di funzionamento del loro segretariato, la Comunità, tenendo conto degli impegni assunti in materia in occasione della seconda sessione del Consiglio dei ministri ACP-CEE a Figi, si dichiara disposta ad esaminare con speciale attenzione le domande specifiche che le saranno presentate a tempo debito affinché il segretariato possa disporre del personale che risulta necessario.

A L L E G A T O X X X I X

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ RELATIVA AL PROTOCOLLO N° 2
SULLE SPESE DI FUNZIONAMENTO DELLE ISTITUZIONI

La Comunità, consapevole del fatto che le spese per il servizio di interpretazione durante le sedute e per la traduzione dei documenti sono spese sostenute essenzialmente per soddisfare le sue esigenze, è disposta a continuare la prassi seguita in passato e ad assumersi l'onere di tali spese, sia per le riunioni delle Istituzioni della Convenzione che si svolgeranno nel territorio di uno Stato membro, sia per quelle che avranno luogo nel territorio di uno Stato ACP.

A L L E G A T O X L

DICHIARAZIONE DELLA COMUNITÀ RELATIVA AL PROTOCOLLO N° 3

Il protocollo n° 3 costituisce un atto multilaterale sul piano del diritto internazionale. I problemi specifici che l'applicazione del protocollo n° 3 sollevasse nello Stato ospitante potrebbero tuttavia essere disciplinati con un accordo bilaterale con detto Stato.

La Comunità ha preso atto delle domande degli Stati ACP intese a modificare alcune disposizioni del protocollo n° 3, specie per quanto riguarda lo statuto del personale del segretariato degli Stati ACP.

La Comunità è disposta a trovare in comune soluzioni adeguate ai problemi sollevati dagli Stati ACP nelle loro domande per costituire uno strumento giuridico distinto quale sopra proposto.

In questo contesto, il paese ospitante, senza pregiudicare gli attuali vantaggi di cui beneficiano il segretariato degli Stati ACP e il suo personale :

- 1) Dà prova di comprensione per quanto riguarda l'interpretazione dell'espressione « personale di grado superiore » che sarà definita di comune accordo;
- 2) Riconosce i poteri delegati dal presidente del Consiglio dei ministri ACP al presidente del Comitato degli ambasciatori ACP, per semplificare l'applicazione dell'articolo 9 del suddetto protocollo;
- 3) Accetta di concedere talune agevolazioni al personale del segretariato degli Stati ACP in modo da facilitarne la prima sistemazione nel paese ospitante;
- 4) Esamina in modo adeguato le questioni di carattere fiscale che interessano il segretariato degli Stati ACP ed il suo personale.

A L L E G A T O X L I

DICHIARAZIONE DEGLI STATI ACP SULL'ARTICOLO 2 DELLA CONVENZIONE

Consapevoli dello squilibrio e dell'effetto discriminante derivanti dal regime della clausola della nazione più favorita, applicabile ai prodotti originari degli Stati ACP sul mercato della Comunità, ai sensi dell'articolo 2, paragrafo 2, lettera a), punto ii), gli Stati ACP ribadiscono la loro interpretazione secondo la quale lo scopo principale delle consultazioni previste da tale articolo sarà quello di far beneficiare i loro principali prodotti esportabili di un regime almeno altrettanto favorevole di quello concesso dalla Comunità ai paesi che beneficiano del regime dello Stato terzo più favorito.

Inoltre, devono aver luogo consultazioni qualora :

- a) Uno o più Stati ACP dispongano potenzialmente di uno o più prodotti specifici per i quali degli Stati terzi preferenziali usufruiscono di un regime più favorevole;
- b) Uno o più Stati ACP intendano esportare nella Comunità uno o più prodotti specifici per i quali degli Stati terzi preferenziali usufruiscono di un regime più favorevole.

A L L E G A T O X L I I

DICHIARAZIONE DEGLI STATI ACP RELATIVA AL SISTEMA APPLICABILE AI PRODOTTI MINERARI

1. Gli Stati ACP si compiacciono per l'istituzione di un sistema di regolazione degli scambi ACP-CEE per quanto riguarda i prodotti minerari.
2. Gli Stati ACP deplorano tuttavia che le disposizioni del titolo III, non stabilizzando i proventi che gli Stati ACP traggono dall'esportazione di tali prodotti, non risolvano in modo sufficiente i problemi incontrati dagli Stati ACP le cui economie dipendono in larga misura dalle esportazioni di prodotti minerari.
3. Gli Stati ACP chiedono alla Comunità di accettare un riesame del sistema nel suo complesso, all'inizio del periodo di applicazione, per migliorarlo e ampliarlo in modo da tener conto degli effetti economici dell'instabilità dei proventi derivanti dall'esportazione dei prodotti minerari sugli Stati produttori.
4. Gli Stati ACP hanno inoltre presentato, nel corso dei negoziati per la nuova convenzione di Lomé, una serie di richieste relative all'inserimento di un certo numero di prodotti minerari nel sistema applicabile a questa categoria di prodotti.
5. La Comunità ha tuttavia rifiutato l'inserimento di taluni di questi prodotti.

6. Gli Stati membri sottolineano l'importanza di tali prodotti per le economie di taluni Stati ACP ed insistono sulla necessità che la Comunità continui ad esaminare tali richieste in vista dell'inserimento di tali prodotti nel corso del periodo di applicazione della seconda convenzione di Lomé.

ALLEGATO XLIII

DICHIARAZIONE DEGLI STATI ACP SULL'ARTICOLO 95 DELLA CONVENZIONE

Sebbene, in uno spirito di cooperazione, gli Stati ACP abbiano accettato, ai fini della presente convenzione, un importo globale per l'assistenza di 5.607 milioni d'UCE, essi desiderano dichiarare che secondo loro tale cifra è non solo inadeguata ma che non rispecchia fedelmente l'accordo sul volume di assistenza finanziaria raggiunto dai Copresidenti del Consiglio dei ministri nel corso dei negoziati del mese di giugno 1979.

Inoltre, secondo l'interpretazione degli Stati ACP, l'assistenza finanziaria della Comunità ai sensi della presente convenzione non sarà inferiore alla cifra sopra indicata.

ALLEGATO XLIV

DICHIARAZIONE DEGLI STATI ACP SULL'ORIGINE DEI PRODOTTI ALIEUTICI

Gli Stati ACP riaffermano l'opinione espressa lungo tutte le trattative sulle norme di origine per quanto riguarda i prodotti alieutici e di conseguenza confermano che, nell'esercizio dei loro diritti sovrani sulle risorse alieutiche nelle acque poste sotto la loro giurisdizione nazionale, tutte le catture effettuate in queste acque e sbarcate obbligatoriamente in porti degli Stati ACP a scopo di trasformazione dovrebbero beneficiare del carattere originario.

[DUTCH TEXT — TEXTE NÉERLANDAIS]

TWEEDE ACS-EEG-OVEREENKOMST ONDERTEKEND OP
31 OKTOBER 1979 TE LOME

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,
Hare Majesteit de Koningin van Denemarken,
de President van de Bondsrepubliek Duitsland,
de President van de Franse Republiek,
de President van Ierland,
de President van de Italiaanse Republiek,
Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg,
Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,
Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,
Partijen bij het op 25 maart 1957 te Rome ondertekende Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, hierna „de Gemeenschap“ genoemd, wier Staten hierna „Lid-Staten“ worden genoemd,
en de Raad van de Europese Gemeenschappen, enerzijds, en
het Staatshoofd van de Bahama-eilanden,
het Staatshoofd van Barbados,
de President van de Volksrepubliek Benin,
de President van de Republiek Botswana,
de President van de Republiek Boeroendi,
de President van de Verenigde Republiek Kameroen,
de President van de Republiek Kaapverdië,
de President van de Centraalafrikaanse Republiek,
de President van de Federale Islamitische Republiek der Comoren,
de President van de Volksrepubliek Kongo,
de President van de Republiek Ivoorkust,
de President van de Republiek Djiboeti,
de Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken van de onafhankelijke Staat Dominica,
de Voorzitter van de voorlopige militaire Bestuursraad en van de Raad van Ministers en opperbevelhebber van het revolutionaire leger van Ethiopië,
Hare Majesteit de Koningin van Fiji,
de President van de Republiek Gabon,
de President van de Republiek Gambia,

de President van de Republiek Ghana,
het Staatshoofd van Grenada,
de President van de Republiek Guinee,
de President van de Staatsraad van Guinee-Bissau,
de President van de Republiek Equatoriaal Guinee,
de President van de Republiek Guyana,
de President van de Republiek Opper-Volta,
het Staatshoofd van Jamaica,
de President van de Republiek Kenya,
de President van de Republiek Kiribati,
Zijne Majesteit de Koning van het Koninkrijk Lesotho,
de President van de Republiek Liberia,
de President van de Democratische Republiek Madagascar,
de President van de Republiek Malawi,
de President van de Republiek Mali,
de President van de Islamitische Republiek Mauritanië,
Hare Majesteit de Koningin van Mauritius,
de President van de Republiek Niger,
het Hoofd van de Federale Regering van Nigeria,
het Hoofd van de onafhankelijke Staat Papoea Nieuw-Guinea,
de President van de Republiek Rwanda,
de President van de Republiek Santa Lucia,
het Staatshoofd van Westelijk Samoa,
de President van de Democratische Republiek Sao Tomé en Príncipe,
de President van de Republiek Senegal,
de President van de Republiek der Seychellen,
de President van de Republiek Sierra Leone,
de President van de onafhankelijke Staat der Salomons-eilanden,
de President van de Democratische Somali-Republiek, Voorzitter van de hoge
revolutionaire Raad,
de President van de Democratische Republiek Soedan,
de President van de Republiek Suriname,
Zijne Majesteit de Koning van het Koninkrijk Swaziland,
de President van de Verenigde Republiek Tanzania,
de President van de Republiek Tsjaad,
de President van de Republiek Togo,
Zijne Majesteit Koning Taufa'ahau Tupou IV van Tonga,

de President van de Republiek Trinidad en Tobago,
Hare Majesteit de Koningin van Tuvalu,
de President van de Republiek Oeganda,
de President van de Republiek Zaïre,
de President van de Republiek Zambia,
wier Staten hierna „ACS-Staten“ worden genoemd, anderzijds,

Gelet op het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, hierna „het Verdrag“ genoemd, en de Overeenkomst van Georgetown tot oprichting van de groep van Staten in Afrika, het Caraïbisch gebied en de Stille Zuidzee;

Verlangende op basis van volledige gelijkheid van de deelgenoten en in hun wederzijds belang hun nauwe en voortdurende samenwerking in een geest van internationale solidariteit te versterken;

Vastbesloten gezamenlijk krachtiger inspanningen te leveren voor de economische ontwikkeling en de sociale vooruitgang van de ACS-Staten en zorg te dragen voor een groter welzijn van hun volkeren;

Wensende uitdrukking te geven aan hun wederzijdse wil om de tussen hun landen bestaande vriendschappelijke betrekkingen in stand te houden en te ontwikkelen volgens de beginselen van het Handvest der Verenigde Naties;

Vastbesloten tot voortzetting en intensivering van hun inspanningen met het oog op de totstandbrenging van een model van betrekkingen tussen ontwikkelde landen en ontwikkelingslanden dat verenigbaar is met het in de internationale gemeenschap bestaande verlangen naar een „meer rechtvaardige en meer evenwichtige nieuwe internationale economische orde“;

Besloten hebbende de commerciële samenwerking tussen de ACS-Staten en de Gemeenschap, met inachtneming van hun onderscheiden ontwikkelingsniveaus, te bevorderen en daarvoor een vaste basis te garanderen overeenkomstig hun internationale verplichtingen;

Zich bewust van de noodzaak om de samenwerking en het handelsverkeer tussen de ACS-Staten te ontwikkelen alsmede van de bijzondere noodzaak de economische samenwerking en de ontwikkeling binnen en tussen de gebieden van de ACS-Staten te versnellen;

Zich bewust van de bijzondere betekenis van de landbouw- en plattelandsontwikkeling in de ACS-Staten en van de noodzaak daarvoor een grotere inspanning te leveren;

Geleid door de wens de belangen van de ACS-Staten waarvan de economie in aanzienlijke mate afhankelijk is van de uitvoer van basisprodukten, te vrijwaren en hun hulpbronnen te ontwikkelen;

Verlangende de industriële ontwikkeling van de ACS-Staten te bevorderen door de samenwerking tussen deze Staten en de Lid-Staten uit te breiden;

Erkennende dat moet worden voorzien in een bijzondere behandeling voor de minst ontwikkelde ACS-Staten en in speciale maatregelen voor de niet aan zee grenzende en insulaire ACS-Staten ten einde deze te helpen hun specifieke moeilijkheden te overwinnen;

Zich bewust van de noodzaak om met het oog op de ontwikkeling van de ACS-EEG-samenwerking een geschikt mechanisme in het leven te roepen voor een zo ruim mogelijk overleg,

Hebben besloten de volgende Overeenkomst aan te gaan, en hebben te dien einde als hun gevolmachtigden aangewezen :

Zijne Majesteit de Koning der Belgen ; de heer Paul Noterdaeme, Ambassadeur, Permanent Vertegenwoordiger van België bij de Europese Gemeenschappen;

Hare Majesteit de Koningin van Denemarken : de heer Niels Ersbøll, Staatssecretaris, Ambassadeur, Ministerie van Buitenlandse Zaken;

De President van de Bondsrepubliek Duitsland : de heer Klaus von Dohnanyi, Staatsminister, Ministerie van Buitenlandse Zaken;

De President van de Franse Republiek : de heer Robert Galley, Minister voor Samenwerking; de heer Pierre Bernard-Reymond, Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken;

De President van Ierland : de heer Michael O'Kennedy, Minister van Buitenlandse Zaken van Ierland;

De President van de Italiaanse Republiek : de heer Giuseppe Zamberletti, Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken;

Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg : de heer Jean Dondelinger, Ambassadeur, Permanent Vertegenwoordiger van Luxemburg bij de Europese Gemeenschappen;

Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden : de heer D. F. Van der Mei, Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken;

Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland : The Honourable Douglas Richard Hurd, CBE, M.P., Onderminister van Buitenlandse Zaken en Gemenebestzaken;

De Raad van de Europese Gemeenschappen : de heer Michael O'Kennedy, Fungierend Voorzitter van de Raad der Europese Gemeenschappen, Minister van Buitenlandse Zaken van Ierland; de heer Claude Cheysson, Lid van de Commissie der Europese Gemeenschappen;

Het Staatshoofd van het Gemenebest van de Bahamas : Z. E. de heer Anthony Roberts, Hoge Commissaris voor het Gemenebest van de Bahamas in Londen;

Het Staatshoofd van Barbados : The Honourable Harold Bernard St John, Q.C., M.P., Vice-Minister-President en Minister van Handel, Toerisme en Industrie;

De President van de Volksrepubliek Benin : de heer André Atchade, Minister van Handel en Toerisme;

De President van de Republiek Botswana : de heer Archibald Mooketsa Mogwe, Minister van Externe Zaken;

De President van de Republiek Boeroendi : de heer Donatien Bihute, Minister van Planning;

De President van de Verenigde Republiek Kameroen : de heer Robert Naah, Vice-Minister van Economische Zaken en Planning;

De President van de Republiek Kaapverdië : de heer Abilio Augusto Montero Duarte, Minister van Buitenlandse Zaken;

- De President van de Centraalafrikaanse Republiek : de heer Jean-Pierre Le Boudier, Minister voor Samenwerking, Planning, Algemene Statistiek, Toezicht op Vennootschappen en Ondernemingen voor Studies over projecten betreffende inzonderheid de Organisatie en de Bevordering van de Agrarisch-Industriële Activiteiten;
- De President van de Islamitische Federal Republiek der Comoren : de heer Ali Mroudjae, Minister van Buitenlandse Zaken en Samenwerking;
- De President van de Volksrepubliek Kongo : de heer Elenga Ngaporo, Minister van Handel;
- De President van de Republiek Ivoorkust : de heer Abdoulaye Kone, Minister van Economische Zaken, Financiën en Planning;
- De President van de Republiek Djiboeti : Z. E. de heer Ahmed Ibrahim Abdi, Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van de Republiek Djiboeti bij de Franse Regering en bij de Europese Economische Gemeenschap;
- De Minister-President en Minister van Buitenlandse Zaken van het Gemenebest van Dominica : de heer Arden Shillingford, Hoge Commissaris van Dominica te Londen;
- De Voorzitter van de voorlopige militaire Bestuursraad en van de Raad van Ministers en opperbevelhebber van het revolutionaire leger van Ethiopië : de heer Teferra Wolde-Semait, Minister van Financiën;
- Hare Majesteit de Koningin van Fiji : de heer Satya Nand Nandan, Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, Hoofd van de Missie van Fiji bij de Europese Gemeenschappen;
- De President van de Republiek Gabon : de heer Michel Anchouey, Minister van Planning, Ontwikkeling, Ruimtelijke Ordening en Toerisme;
- De President van de Republiek Gambia : de heer Mohamadu Cadi Cham, Minister van Financiën en Handel;
- De President van de Republiek Ghana : Z. E. de heer Amon Nikoi, Minister van Financiën en Economische Planning;
- Het Staatshoofd van Grenada : de heer Fennis Augustine, Hoge Commissaris voor Grenada in Londen;
- De President van de Republiek Guinee : de heer N'Faly Sangare, Afgevaardigd Minister bij de Europese Gemeenschappen;
- De President van de Staatsraad van Guinee-Bissau : Z. E. de heer Vasco Cabral, Staatscommissaris voor Economische Coördinatie en Planning;
- De President van de Republiek Equatoriaal Guinee : Don Cristino Seriche Malabo Bioco, Luitenant van de Landmacht, Lid van de Hoge Militaire Raad;
- De President van de Republiek Guyana : de heer Samuel Rudolph Inanally, Permanent Vertegenwoordiger van Guyana bij de Europese Economische Gemeenschap;
- De President van de Republiek Boven-Volta : de heer Georges Sanogoh, Minister van Planning en Samenwerking;
- Het Staatshoofd van Jamaica : Z. E. de heer Donald Rainford, Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur van Jamaica bij de Europese Economische Gemeenschap;

- De President van de Republiek Kenya : de heer Joseph Muliro, Permanent-Secretaris, Ministerie van Landbouw;
- De President van de Republiek Kiribati : The Honourable Douglas Richard Hurd, C.B.E., M.P., Onderminister van Buitenlandse Zaken en Gemenebestzaken van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland;
- Zijne Majesteit de Koning van het Koninkrijk Lesotho : The Honourable Morena Makhaola Lerotholi;
- De President van de Republiek Liberia : The Honourable D. Franklin Neal, Minister van Planning en Economische Zaken;
- De President van de Democratische Republiek Madagascar : Z.E. de heer Justin Rarivoson, Minister van Economische Zaken en Handel;
- De President van de Republiek Malawi : The Honourable Stott Zondwayo Jere, M.P., Minister van Handel, Industrie en Toerisme;
- De President van de Republiek Mali : Z.E. Mr. Alioune Blondin Beye, Minister van Buitenlandse Zaken en voor Internationale Samenwerking;
- De President van de Islamitische Republiek Mauritanië : de heer Abdellah Ould Daddah, Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, Vertegenwoordiger van de Islamitische Republiek Mauritanië bij de Europese Gemeenschappen;
- Hare Majesteit de Koningin van Mauritius : The Honourable Sir Sateam Boolell, Knight, Minister van Landbouw, Natuurlijke Rijkdommen en Milieu;
- De President van de Republiek Niger : de heer Mai Maigena, Minister van Economische Zaken, Handel en Industrie;
- Het Hoofd van de Bondsregering van Nigeria : Z.E. de heer P. Ayodele Afolabi, Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, Hoofd van de Missie van de Bondsrepubliek Nigeria bij de Europese Economische Gemeenschap;
- Het Hoofd van de Onafhankelijke Staat Papoea Nieuw-Guinea : de heer Frederick Bernard Carl Reiher, Ambassadeur bij de Europese Gemeenschappen;
- De President van de Republiek Rwanda : de heer Ambroise Mulindangabo, Minister van Planning;
- De President van de Republiek Santa Lucia : de heer George William Odlum, Vice-Minister-President, Minister van Buitenlandse Zaken en Handel;
- Het Staatshoofd van West-Samoa : The Honourable Filipo Vaovasamanaia, Minister van Financiën;
- De President van de Democratische Republiek Sao Tomé en Príncipe : Mevrouw Maria de Amorim, Minister van Buitenlandse Zaken en Samenwerking;
- De President van de Republiek Senegal : de heer Ousmane Seck, Minister van Financiën en Economische Zaken;
- De President van de Republiek der Seychellen : de heer Maxime Ferrari, Minister van Planning en Ontwikkeling;
- De President van de Republiek Sierra Leone : The Honourable Dr. I. M. Fofana, Minister van Handel en Industrie;
- De President van de onafhankelijke Staat der Salomons-eilanden : The Honourable Douglas Richard Hurd, CBE, M.P., Onderminister van Buitenlandse

Zaken en Gemeenebestzaken van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland;

De President van de Democratische Somali-Republiek, Voorzitter van de hoge revolutionaire Raad : Z.E. de heer Omar Salah Ahmed, Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, Vertegenwoordiger van de Democratische Somali-Republiek bij de Europese Economische Gemeenschap;

De President van de Democratische Republiek Soedan : de heer Izz El Din Hamid, Onderminister voor Ministerraadaangelegenheden;

De President van de Republiek Suriname : de heer Ludwig C. Zuiverloon, Minister van Economische Zaken;

Zijne Majesteit de Koning van het Koninkrijk Swaziland : de heer Dzabulumjiva H. S. Nhlabatsi, Onderminister van Openbare Werken, Energie en Communicatie;

De President van de Verenigde Republiek Tanzania : de heer Alphonse M. Ruligura, Minister van Handel;

De President van de Republiek Tsjaad : de heer Issaka Ramat Al Hamdou, Chargé d'affaires a.i., Ambassade van de Republiek Tsjaad te Brussel;

De President van de Republiek Togo : de heer Koudjoulou Dogo, Minister van Planning, Industriële Ontwikkeling en Administratieve Hervorming;

Zijne Majesteit Koning Taufa'Ahau Tupou IV van Tonga : Zijne Koninklijke Hoogheid Kroonprins Tupouto'a;

De President van de Republiek Trinidad en Tobago : Z.E. de heer Eustache Seignoret, Hoge Commissaris in Londen;

Hare Majesteit de Koningin van Tuvalu : de heer Satya Nand Nandan, Buitengewoon en gevolmachtigd Ambassadeur, Hoofd van de Missie van Fiji bij de Europese Gemeenschappen;

De President van de Republiek Oeganda : The Honourable Ateker Ejalu, Minister voor Regionale Samenwerking;

De President van de Republiek Zaïre : de heer Kiakwama Kia Kiziki, Staatscommissaris voor de Nationale Economie, Industrie en Handel;

De President van de Republiek Zambia : de heer Remi Chisupa, M.P., Minister van Handel en Industrie;

die, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten, overeenstemming hebben bereikt omtrent de volgende bepalingen :

TITEL I. COMMERCIELE SAMENWERKING

Artikel 1. Op het gebied van de commerciële samenwerking heeft deze Overeenkomst tot doel de handel te bevorderen tussen de ACS-Staten en de Gemeenschap, met inachtneming van hun respectieve ontwikkelingspeil, en tussen de ACS-Staten onderling.

Bij het nastreven van dit doel zal bijzondere aandacht worden besteed aan de noodzaak daadwerkelijke extra voordelen te garanderen voor het handelsverkeer van de ACS-Staten met de Gemeenschap ten einde het groeitempo van hun handel en inzonderheid van hun export naar de Gemeenschap te versnellen en de toegankelijkheid van de markt van de Gemeenschap voor hun producten

te verbeteren, zodat een beter evenwicht in de handel van de partijen bij de Overeenkomst wordt gewaarborgd.

Te dien einde leggen de partijen bij de Overeenkomst de bepalingen van deze titel ten uitvoer evenals de overige passende maatregelen uit hoofde van de titels V, VI en VII.

Hoofdstuk 1. HANDELSREGELING

Artikel 2. 1. Proukten van oorsprong uit de ACS-Staten mogen met vrijdom van douanerechten en heffingen van gelijke werking in de Gemeenschap worden ingevoerd.

2. a) Produkten van oorsprong uit de ACS-Staten :

- die zijn genoemd in de lijst van bijlage II van het Verdrag, voor zover zij aan een gemeenschappelijke marktordening in de zin van artikel 40 van het Verdrag zijn onderworpen, of
- die bij invoer in de Gemeenschap zijn onderworpen aan een bijzondere regeling, ingesteld in verband met de tenuitvoerlegging van het gemeenschappelijk landbouwbeleid,

worden in afwijking van de algemene regeling die ten aanzien van derde landen geldt, overeenkomstig de volgende bepalingen in de Gemeenschap ingevoerd :

- i) produkten waarvoor de op het moment van invoer van kracht zijnde Gemeenschapsbepalingen behalve douanerechten geen andere maatregel inzake de invoer behelzen, kunnen vrij van douanerechten worden ingevoerd;
- ii) voor andere dan de sub i) bedoelde produkten neemt de Gemeenschap de nodige maatregelen om een regeling te waarborgen die gunstiger is dan die welke krachtens de clause van de meestbegunstigde natie voor dezelfde produkten op derde landen wordt toegepast.

b) Indien de ACS-Staten tijdens de toepassingsduur van deze Overeenkomst verzoeken dat nieuwe landbouwproducties of landbouwprodukten waarvoor geen bijzondere regeling vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst geldt, voor een dergelijke regeling in aanmerking moeten komen, onderzoekt de Gemeenschap deze verzoeken in overleg met de ACS-Staten.

c) De sub a) bedoelde regeling treedt tegelijkertijd met deze Overeenkomst in werking en blijft voor de gehele duur daarvan van toepassing.

Indien de Gemeenschap echter gedurende de periode van toepassing van deze Overeenkomst

- een of meer produkten aan een gemeenschappelijke marktordening of aan een bijzondere regeling in het kader van de tenuitvoerlegging van het gemeenschappelijk landbouwbeleid onderwerpt, behoudt zij zich het recht voor om, na overleg in de Raad van Ministers de invoerregeling voor deze produkten van oorsprong uit de ACS-Staten aan te passen. In dat geval is littera a) van toepassing;
- een gemeenschappelijke marktordening of een bijzondere regeling in het kader van de tenuitvoerlegging van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wijzigt, behoudt zij zich het recht voor om, na overleg in de Raad van Ministers de regeling die voor de produkten van oorsprong uit de ACS-Staten is vastgesteld, te wijzigen. In dat geval verbindt de Gemeenschap zich ertoe om

voor de produkten van oorsprong uit de ACS-Staten een voordeel te handhaven dat vergelijkbaar is met dat wat zij voordien genoten ten opzichte van produkten van oorsprong uit derde landen waarvoor de clausule van de meest-begunstigde natie geldt.

d) Wanneer de Gemeenschap het sluiten van een preferentiële overeenkomst met derde Staten overweegt, stelt zij de ACS-Staten hiervan op de hoogte. Op verzoek van de ACS-Staten vindt dan overleg plaats ten einde hun belangen te vrijwaren.

Artikel 3. 1. De Gemeenschap past bij de invoer van produkten van oorsprong uit de ACS-Staten geen kwantitatieve beperkingen of maatregelen van gelijke werking toe.

2. Lid 1 doet echter geen afbreuk aan de invoerregeling voor de in artikel 2, lid 2, sub a), eerste streepje bedoelde produkten.

De Gemeenschap stelt de ACS-Staten op de hoogte van de opheffing van de voor deze produkten resterende kwantitatieve beperkingen.

Artikel 4. De bepalingen van dit hoofdstuk vormen geen beletsel voor de verplichtingen die de partijen bij de Overeenkomst zouden aangaan in het kader van internationale basisproduktenovereenkomsten.

Wanneer partijen bij de Overeenkomst het sluiten van dergelijke overeenkomsten overwegen, vindt daarover overleg plaats ten einde de respectieve belangen van alle partijen bij de Overeenkomst in aanmerking te nemen.

Artikel 5. 1. Artikel 3 vormt geen beletsel voor verboden of beperkingen van invoer, uitvoer of doorvoer, die gerechtvaardigd zijn uit hoofde van de bescherming van de openbare zedelijkheid, de openbare orde, de openbare veiligheid, de gezondheid en het leven van personen en dieren of het behoud van planten, van de bescherming van het nationaal artistiek, historisch en archeologisch bezit of uit hoofde van de bescherming van de industriële en commerciële eigendom.

2. Deze verboden of beperkingen mogen in geen geval een middel tot willekeurige discriminatie noch een verkapte beperking van de handel in het algemeen vormen.

3. Indien de toepassing van de in lid 1 genoemde maatregelen raakt aan de belangen van een of meer ACS-Staten, vindt er op verzoek van deze Staten overleg plaats ten einde tot een bevredigende oplossing te komen.

Artikel 6. De regeling voor de invoer van produkten van oorsprong uit de ACS-Staten mag niet gunstiger zijn dan die welke wordt toegepast op de handel tussen de Lid-Staten onderling.

Artikel 7. Indien nieuwe maatregelen of maatregelen die zijn voorgeschreven in het kader van door de Gemeenschap ter verbetering van het goederenverkeer vastgestelde programma's voor de onderlinge aanpassing van de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen, de belangen van een of meer ACS-Staten dreigen te schaden, stelt de Gemeenschap de ACS-Staten hiervan door bemiddeling van de Raad van Ministers in kennis alvorens zij deze maatregelen aanneemt.

Ten einde de Gemeenschap in staat te stellen de belangen van de betrokken ACS-Staten in aanmerking te nemen vindt er op verzoek van die Staten overleg plaats ten einde tot een bevredigende oplossing te komen.

Artikel 8. 1. Indien bestaande, ter vergemakkelijking van het goederenverkeer vastgestelde voorschriften van de Gemeenschap de belangen van een of meer ACS-Staten schaden, of indien deze belangen worden geschaad door de interpretatie, de toepassing of de uitvoeringsbepalingen van deze voorschriften, vindt er op verzoek van de betrokken ACS-Staten overleg plaats ten einde tot een bevredigende oplossing te komen.

2. Met het oog op een bevredigende oplossing kunnen de ACS-Staten in de Raad van Ministers eveneens andere moeilijkheden op het gebied van het goederenverkeer, die het gevolg zijn van door de Lid-Staten getroffen of voorgenomen maatregelen, aan de orde stellen.

3. De bevoegde Instellingen van de Gemeenschap brengen de Raad van Ministers zoveel mogelijk van dergelijke maatregelen op de hoogte.

Artikel 9. 1. Gelet op hun huidige ontwikkelingsbehoeften zijn de ACS-Staten, wat de invoer van produkten van oorsprong uit de Gemeenschap betreft, tijdens de toepassingsduur van deze Overeenkomst niet gehouden verplichtingen aan te gaan welke overeenkomen met de door de Gemeenschap krachtens dit hoofdstuk aangegane verbintenissen ten aanzien van de invoer van produkten van oorsprong uit de ACS-Staten.

2. a) In het kader van hun handelsverkeer met de Gemeenschap discrimineren de ACS-Staten niet tussen de Lid-Staten en kennen zij de Gemeenschap een behandeling toe die niet minder gunstig is dan de regeling van de meestbegunstigde natie.

b) De sub a) bedoelde behandeling van de meestbegunstigde natie geldt niet voor de economische en commerciële betrekkingen tussen de ACS-Staten onderling of tussen een of meer ACS-Staten en andere ontwikkelingslanden.

Artikel 10. Tenzij zij zulks al ter uitvoering van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé heeft gedaan, stelt elk der partijen bij de Overeenkomst binnen drie maanden na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst de Raad van Ministers in kennis van haar douanetarief. Elke partij bij de Overeenkomst deelt eveneens de latere wijzigingen van haar tarief mede naarmate deze in werking treden.

Artikel 11. 1. Het begrip „produkten van oorsprong“ voor de toepassing van dit hoofdstuk en de desbetreffende methoden van administratieve samenwerking zijn omschreven in protocol nr. 1.

2. De Raad van Ministers kan alle wijzigingen in protocol nr. 1 vaststellen.

3. Wanneer het begrip „produkten van oorsprong“ voor een bepaald produkt nog niet overeenkomstig lid 1 of lid 2 is omschreven, blijft elk der partijen bij de Overeenkomst haar eigen voorschriften toepassen.

Artikel 12. 1. Indien de toepassing van de bepalingen van dit hoofdstuk leidt tot ernstige verstoringen in een van de sectoren van het economische leven van de Gemeenschap of van een of meer Lid-Staten of hun externe financiële stabiliteit in gevaar brengt, of indien er moeilijkheden rijzen die achteruitgang in een sector van het economische leven van de Gemeenschap of een regio van de Gemeenschap tot gevolg kunnen hebben, kan de Gemeenschap vrijwaringsmaatregelen nemen of de betrokken Lid-Staat daartoe machtigen. Deze maatregelen, de duur en de uitvoeringsbepalingen daarvan worden onverwijld ter kennis van de Raad van Ministers gebracht.

2. De Gemeenschap en haar Lid-Staten verbinden zich ertoe geen vrijwaringsmaatregelen of andere middelen aan te wenden voor protectionistische doeleinden of ter belemmering van de structurele ontwikkelingen.

3. Deze vrijwaringsmaatregelen moeten beperkt blijven tot die welke bij de verwezenlijking van de doeleinden van deze Overeenkomst de handel tussen de partijen bij de Overeenkomst het minst verstoren en zij mogen niet verder reiken dan strikt noodzakelijk is om de gerezen moeilijkheden te ondervangen.

4. Bij de tenuitvoerlegging van de vrijwaringsmaatregelen wordt rekening gehouden met het bestaande niveau van de export van de betrokken ACS-Statens naar de Gemeenschap en met hun ontwikkelingspotentieel.

Artikel 13. 1. Over de toepassing van de vrijwaringsclausule vindt voorafgaand overleg plaats, zowel voor de aanvankelijke tenuitvoerlegging als voor de verlenging van deze maatregelen. De Gemeenschap verschaft de ACS-Statens alle voor dit overleg vereiste inlichtingen alsmede de gegevens die het mogelijk maken te bepalen in hoeverre de invoer van een bepaald produkt uit een of meer ACS-Statens de in artikel 12, lid 1, bedoelde gevolgen heeft teweeggebracht.

2. Wanneer overleg heeft plaatsgehad, treden de vrijwaringsmaatregelen of tussen de betrokken ACS-Statens en de Gemeenschap gemaakte afspraken na afloop van dit overleg in werking.

3. Het in lid 1 en lid 2 bedoelde voorafgaande overleg vormt evenwel geen beletsel voor onmiddellijke beslissingen die de Gemeenschap of haar Lid-Statens overeenkomstig artikel 12, lid 1, zouden kunnen nemen wanneer bijzondere omstandigheden deze beslissingen noodzakelijk maken.

4. Ter vergemakkelijking van het onderzoek van feiten die marktverstoringen kunnen teweegbrengen, wordt er een regeling ingesteld om het statistisch toezicht op de export van bepaalde goederen van de ACS-Statens naar de Gemeenschap te garanderen.

5. De partijen bij de Overeenkomst verbinden zich ertoe geregeld overleg te plegen ten einde tot bevredigende oplossingen te komen voor de problemen die uit de toepassing van de vrijwaringsclausule zouden kunnen voortvloeien.

Artikel 14. De Raad van Ministers gaat op verzoek van de betrokken partijen bij de Overeenkomst na welke economische en sociale gevolgen voortvloeien uit de toepassing van de vrijwaringsclausule.

Artikel 15. Wanneer vrijwaringsmaatregelen worden vastgesteld, gewijzigd of ingetrokken, wordt speciale aandacht besteed aan de belangen van de minst ontwikkelde, niet aan zee grenzende en insulaire ACS-Statens.

Artikel 16. Ten einde de doeltreffende toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst op het gebied van de commerciële samenwerking te waarborgen, komen de partijen bij de Overeenkomst overeen elkaar inlichtingen te verstrekken en te raadplegen.

Afgezien van de gevallen waarin overleg uitdrukkelijk is voorgeschreven in de artikelen 1 tot en met 15, vindt op verzoek van de Gemeenschap of van de ACS-Statens volgens de procedurevoorschriften van artikel 168, met name in de volgende gevallen, overleg plaats :

- 1) wanneer de partijen bij de Overeenkomst overwegen handelsmaatregelen te treffen die van invloed zijn op de belangen van een of meer andere partijen

bij deze Overeenkomst, moeten zij de Raad van Ministers hiervan in kennis stellen. Er vindt dan op verzoek van de betrokken partijen bij de Overeenkomst overleg plaats ten einde hun respectieve belangen in aanmerking te nemen;

- 2) wanneer de ACS-Staten tijdens de toepassingsduur van deze Overeenkomst van mening zijn dat andere van de in artikel 2, lid 2, sub a), bedoelde landbouwprodukten dan die welke onder een bijzondere regeling vallen, eveneens voor zulk een regeling in aanmerking komen, kan er in de Raad van Ministers overleg worden gepleegd;
- 3) wanneer een partij bij de Overeenkomst van mening is dat belemmeringen van het goederenverkeer ontstaan als gevolg van het bestaan, de interpretatie, de toepassing of het beheer van een regeling van een andere partij bij de Overeenkomst;
- 4) wanneer de Gemeenschap het sluiten van een preferentiële overeenkomst met derde Staten overweegt, stelt zij de ACS-Staten hiervan op de hoogte. Op verzoek van de ACS-Staten vindt dan overleg plaats ten einde hun belangen te vrijwaren;
- 5) wanneer de Gemeenschap of de Lid-Staten vrijwaringsmaatregelen op grond van artikel 12 nemen, kan er op verzoek van de betrokken partijen bij de Overeenkomst over deze maatregelen overleg in de Raad van Ministers plaatsvinden, met name ten einde te waarborgen dat artikel 12, lid 3, wordt nageleefd.

Hoofdstuk 2. BIJZONDERE VERBINTENISSEN BETREFFENDE RUM EN BANANEN

Artikel 17. Tot de inwerkingtreding van een gemeenschappelijke marktordering voor alcohol worden de produkten van tariefpost 22.09 CI — rum, arak, tafia — van oorsprong uit de ACS-Staten, in afwijking van artikel 2, lid 1, in de Gemeenschap toegelaten overeenkomstig de bepalingen van protocol nr. 5.

Artikel 18. Ter verbetering van de omstandigheden waarin bananen van oorsprong uit de ACS-Staten worden geproduceerd en afgezet, komen de partijen bij de Overeenkomst overeen de in protocol nr. 4 bij deze Overeenkomst vermelde doelstellingen te aanvaarden.

Artikel 19. Dit hoofdstuk en de protocollen nr. 4 en nr. 5 gelden niet voor de betrekkingen tussen de ACS-Staten en de Franse overzeese departementen.

Hoofdstuk 3. BEVORDERING VAN DE HANDEL

Artikel 20. Ter verwezenlijking van de in artikel 1 genoemde doelstellingen nemen de partijen bij de Overeenkomst maatregelen tot bevordering van de handel, die het volledige terrein vanaf het produktieniveau tot het uiteindelijke distributiestadium bestrijken. Het doel hiervan is te vewerkstelligen dat de ACS-Staten maximaal profijt trekken van de bepalingen van deze Overeenkomst op het gebied van commerciële samenwerking, samenwerking op landbouwgebied en industriële samenwerking, en dat zij onder zo gunstig mogelijke omstandigheden kunnen deelnemen aan de markten van de Gemeenschap en de interne, regionale en internationale markten, daarbij hun exportassortiment diversifiërend en de waarde en de omvang van hun export opvoerend.

Artikel 21. De in artikel 20 bedoelde maatregelen tot bevordering van de handel behelzen het verlenen van technische en financiële bijstand om de volgende doeleinden te verwezenlijken :

- a) totstandbrenging en/of verbetering van de structuren, raming van de behoeften aan personeel, verbetering van het financieel beheer en de werkmethoden van de organisaties, centra of ondernemingen die medewerken aan de ontwikkeling van de handel van de ACS-Staten;
- b) basisopleiding, opleiding van leidinggevend personeel en scholing van technici op het gebied van ontwikkeling en bevordering van de handel op nationaal en internationaal niveau;
- c) produktbeleid dat het onderzoek, de verwerking, de kwaliteitsgarantie en -controle, de verpakking en de aanbiedingsvorm omvat;
- d) ontwikkeling van basisinfrastructuren, waaronder transporten opslagvoorzieningen, ten einde de exportstroom uit de ACS-Staten te vergemakkelijken;
- e) reclame;
- f) totstandbrenging, bevordering en verbetering van de samenwerking tussen de ondernemers van de ACS-Staten onderling en tussen laatstgenoemden en die van Lid-Staten van de Gemeenschap en de derde landen, alsmede totstandbrenging van adequate mechanismen ter bevordering van een dergelijke samenwerking;
- g) markt- en marketingstudies en -enquêtes en verwerking van de resultaten daarvan;
- h) verzameling, analyse en verspreiding van kwantitatieve en kwalitatieve gegevens betreffende de handel alsmede vergemakkelijking van de vrije toegang tot de bestaande of op te richten informatiesystemen en/of -organen in de Gemeenschap en in de ACS-Staten;
- i) deelneming van de ACS-Staten aan handelsbeurzen, tentoonstellingen en inzonderheid internationale vakbeurzen, waarvan in overleg met de ACS-Staten een lijst zal worden opgesteld, en aan de organisatie van dergelijke evenementen van commerciële aard;
- j) speciale bijstand aan de kleine en middelgrote ondernemingen voor produktselectie en -ontwikkeling, marktprospectie met het oog op afzetmogelijkheden en het opzetten van joint ventures;
- k) de deelneming van de minst ontwikkelde ACS-Staten aan de verschillende beoogde activiteiten voor de bevordering van de handel wordt gestimuleerd door speciale voorzieningen betreffende met name de bekostiging van reiskosten van personeel en transportkosten van voorwerpen en goederen die in verband met hun deelneming aan handelsbeurzen en tentoonstellingen worden geëxposeerd.

Artikel 22. Afgezien van de kredieten die in het kader van de in artikel 109 bedoelde nationale indicatieve programma's door iedere ACS-Staat kunnen worden aangewend voor de financiering van maatregelen tot bevordering van de handel in overeenstemming met hun ontwikkelingsprioriteiten en -doelstellingen, draagt de Gemeenschap in het kader van de in artikel 133 bedoelde programma's voor regionale samenwerking voor een bedrag van maximaal 40 miljoen Europese rekeneenheden, hierna ERE genoemd, bij tot de financiering van dit soort regionale maatregelen.

TITEL II. OPBRENGSTEN UIT DE EXPORT VAN BASISPRODUKTEN

Hoofdstuk 1. STABILISATIE VAN DE EXPORTOPBRENGSTEN

Artikel 23. I. Ten einde de funeste gevolgen van de onstabiliteit van de exportopbrengsten op te vangen en de ACS-Statens te helpen een van de voornaamste hinderpalen voor de stabiliteit, de rentabiliteit en de gestadige groei van hun economie te boven te komen, hun streven naar ontwikkeling te ondersteunen en hen aldus in staat te stellen de economische en sociale ontwikkeling van hun volkeren te verzekeren door bij te dragen tot de vrijwaring van hun koopkracht, wordt een systeem toegepast dat erop gericht is de stabilisatie van de exportopbrengsten te waarborgen voor door de ACS-Statens naar de Gemeenschap uitgevoerde produkten waarvan de economie van deze Statens afhankelijk is en die onderhevig zijn aan schommelingen van de prijzen, van de hoeveelheden of van deze beide factoren te zamen.

2. Om deze doelstellingen te verwezenlijken moeten de getransfereerde middelen worden besteed aan de instandhouding van de geldstromen in de betrokken sector of met het oog op diversificatie naar andere passende sectoren worden geïndigeerd en de economische en sociale ontwikkeling ten goede komen.

Artikel 24. Onder het stabilisatiesysteem vallen de opbrengsten uit de export van elke ACS-Staat naar de Gemeenschap van elk van de produkten van onderstaande lijst, opgesteld met inachtneming van factoren zoals werkgelegenheid, verslechtering van de ruilvoet tussen de Gemeenschap en de betrokken ACS-Staat en ontwikkelingspeil van de betrokken ACS-Staat.

Artikel 25. 1. De betrokken produkten zijn :

	<i>NIMEXE-code</i>
1. Grondnoten, ongepeld of gepeld	12.01-31 t/m 12.01-35
2. Grondnotenolie	15.07-74 en 15.07-87
3. Cacaobonen	18.01-00
4. Cacaopasta	18.03-10 t/m 18.03-30
5. Cacaoboter	18.04-00
6. Koffie, ook indien gebrand	09.01-11 t/m 09.01-17
7. Extracten en essences van koffie	21.02-11 t/m 21.02-15
8. Katoen, niet gekaard en niet gekamd	55.01-10 t/m 55.01-90
9. Linters van katoen	55.02-10 t/m 55.02-90
10. Kokosnoten	08.01-71 t/m 08.01-75
11. Kopra	12.01.42
12. Kokosolie	15.07-29, 15.07-77 en 15.07-92
13. Palmolie	15.07-19, 15.07-61 en 15.07-63
14. Palmpittenolie en palmnotenolie	15.07-31, 15.07-78 en 15.07-93

15. Palmnoten en palmpitten	12.01-44
16. Huiden en vellen, ongelooïd	41.01-11 t/m 41.01-95
17. Leder, huiden en vellen van runderen	41.02-05 t/m 41.02-98
18. Huiden en vellen van schapen	41.03-10 t/m 41.03-99
19. Huiden en vellen van geiten	41.04-10 t/m 41.04-99
20. Hout, onbewerkt	44.03-20 t/m 44.03-99
21. Hout, enkel vierkant behakt of vierkant bezaagd	44.04-20 t/m 44.04-98
22. Hout, enkel overlans gezaagd	44.05-10 t/m 44.05-79
23. Bananen, vers	08.01-31
24. Thee	09.02-10 t/m 09.02-90
25. Sisalvezels, ruw	57.04-10
26. Vanille	09.05-00
27. Kruidnagels, moernagels en kruidna- gelstelen	09.07-00
28. Wol, niet gekaard en niet gekamd	53.01-10 t/m 53.01-40
29. Fijn haar van angorageiten	53.02-95
30. Arabische gom	13.02-91
31. Pyrethrum (bloemen, bladeren, stengels, bast en wortels) en plantesappen en planten- extracten van pyrethrum	12.07-10 en 13.03-15
32. Etherische oliën, waaruit de terpenen niet zijn afgesplitst, van kruidnagelen, niaouli en ylang-ylang	33.01-23
33. Sesamzaad	12.01-68
34. Cashewnoten en cashewpitten	08.01-77
35. Peper	09.04-11 en 09.04-70
36. Garnalen	03.03-43
37. Pijlinktvissen	03.03-68
38. Katoenzaad	12.01-66
39. Perskoeken van oliehoudende zaden en vruchten	23.04-01 t/m 23.04-99
40. Rubber	40.01-20 t/m 40.01-60
41. Erwtten, peultjes daaronder begrepen	07.01-41 t/m 07.01-43, 07.05-21 en 07.05-61
42. Bonen van de „Phaseolus“-soorten	07.01-45 t/m 07.01-47, 07.05-25 en 07.05-65
43. Linzen	07.05-30 en 07.05-70
44. IJzererts (erks, ook indien geconcentreerd, en geroost ijzerkies)	26.01-12 t/m 26.01-18

2. De uitvoer van ijzererts (erts, ook indien geconcentreerd, en geroost ijzerkies), afkomstig van winplaatsen in bedrijf bij de ondertekening van deze Overeenkomst, valt onder de artikelen 23 tot en met 47 gedurende een periode die beperkt is tot de eerste vijf boekjaren van dit systeem.

Vanaf het verstrijken van deze periode valt ijzererts integraal onder de bepalingen van de artikelen 49 tot en met 59.

3. Bij de indiening van elke transferaanvraag kiest de ACS-Staat tussen de volgende systemen :

- a) elk in artikel 25, lid 1, genoemd produkt vormt een produkt in de zin van de artikelen 27, 29, 36, 37, 38, 39, 42, 43 en 44;
- b) de groepen gevormd door de produkten 1 en 2, 3 tot en met 5, 6 en 7, 8 en 9, 10 tot en met 12, 13 tot en met 15, 16 tot en met 19 en 20 tot en met 22 vormen elk een produkt in de zin van de artikelen 27, 29, 36, 37, 38, 39, 42, 43 en 44.

Artikel 26. Indien zich 12 maanden na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst sterke schommelingen voordoen met betrekking tot één of meer produkten die niet in artikel 25 worden genoemd maar waarvan de economie van één of meer ACS-Staten in hoge mate afhankelijk is, spreekt de Raad van Ministers zich, uiterlijk zes maanden na de indiening van een verzoek door de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten, uit over de opnemng van dit produkt of deze produkten in deze lijst.

Artikel 27. Indien daarom verzocht door één of meer ACS-Staten met betrekking tot één of meer produkten genoemd in artikel 25, kan de Raad van Ministers op grond van een verslag dat de Commissie van de Europese Gemeenschappen, hierna „de Commissie“ genoemd, in contact met de verzoekende ACS-Staat of ACS-Staten opstelt, besluiten het systeem toe te passen op de uitvoer van de betrokken produkten van deze ACS-Staat of ACS-Staten naar andere ACS-Staten.

Artikel 28. Iedere betrokken ACS-Staat verklaart dat de produkten waarop het systeem wordt toegepast, van oorsprong uit zijn grondgebied zijn in de zin van artikel 2 van protocol nr. 1.

Artikel 29. Het systeem wordt toegepast op de opbrengsten van een ACS-Staat uit de export van de in artikel 25 genoemde produkten indien de opbrengsten uit de export van elk produkt naar alle bestemmingen, minus de wederuitvoer, tijdens het aan het toepassingsjaar voorafgaande jaar ten minste 6,5% van zijn totale opbrengsten uit de export van goederen uitmaakte. Voor sisal bedraagt dit percentage 5.

Artikel 30. 1. Het systeem wordt toegepast ten aanzien van de in artikel 25 genoemde produkten :

- a) die in de Gemeenschap in het vrije verkeer worden gebracht, of
- b) die er met het oog op hun verwerking onder de regeling actieve veredeling worden geplaatst.

2. Voor de toepassing van het systeem worden de statistische gegevens aangehouden :

- a) die voortvloeien uit de vergelijking van de statistieken van de Gemeenschap en de ACS-Staat, op basis van de f.o.b.-waarden, of

b) die voortvloeien uit de vermenigvuldiging van de waarden per eenheid van de uitvoer van de betrokken ACS-Staat zoals die blijkt uit de statistieken van die ACS-Staat, met de door de Gemeenschap ingevoerde hoeveelheden zoals die blijken uit de statistieken van de Gemeenschap.

3. Bij de indiening van de transferaanvraag voor ieder produkt kiest de aanvragende ACS-Staat een van beide bovenvermelde systemen.

Artikel 31. Voor de toepassing van artikel 23 stelt de Gemeenschap voor de toepassingsduur van deze Overeenkomst een bedrag van 550 miljoen ERE beschikbaar, dat is bestemd om al haar verbintenissen in het kader van het systeem te dekken. Dit bedrag wordt beheerd door de Commissie.

Artikel 32. 1. Het in artikel 31 genoemde totaalbedrag wordt verdeeld in zoveel gelijke jaarlijkse tranches als er toepassingsjaren zijn.

2. Alle middelen die aan het eind van elk van de eerste vier toepassingsjaren van deze Overeenkomst overblijven, worden automatisch naar het volgende jaar overgedragen.

Artikel 33. De voor elk toepassingsjaar beschikbare middelen bestaan uit :

1. de jaarlijkse tranche, verminderd met de eventueel krachtens artikel 34, punt 1, gebruikte bedragen;
2. het krachtens artikel 32, lid 2, overgedragen krediet;
3. de krachtens de artikelen 42 en 43 teruggestorte bedragen;
4. de eventueel krachtens artikel 34, punt 1, vrijgemaakte bedragen.

Artikel 34. Indien de middelen voor een bepaald toepassingsjaar ontoereikend zijn, kan de Raad van Ministers op grond van een hem door de Commissie voorgelegd verslag :

1. voor elk jaar behalve het laatste, machtiging geven tot vervroegd gebruik van ten hoogste 20% van de tranche van het volgende jaar;
2. het bedrag der te verrichten transfers verminderen.

Artikel 35. Vóór het verstrijken van de in artikel 31 bedoelde periode beslist de Raad van Ministers over de bestemming van eventueel resterende gedeelten van het in artikel 31 bepaalde totaalbedrag alsmede over de bestemming van de bedragen die de ACS-Staten na het verstrijken van de in artikel 31 bedoelde periode krachtens de artikelen 42 en 43 nog moeten terugstorten.

Artikel 36. 1. Voor de toepassing van het systeem wordt voor elke ACS-Staat en voor elk produkt een referentieniveau berekend.

2. Dit referentieniveau komt overeen met het gemiddelde van de exportopbrengsten over de aan elk toepassingsjaar voorafgaande periode van vier jaar.

3. Echter kan, indien een ACS-Staat

— een produkt gaat verwerken dat vanouds onbewerkt werd uitgevoerd, of

— een produkt gaat exporteren dat hij niet vanouds voortbracht,

het systeem worden toegepast op basis van een referentieniveau berekend over de aan het toepassingsjaar voorafgaande periode van drie jaar.

Artikel 37. Een ACS-Staat heeft het recht een transfer aan te vragen wanneer, op basis van de uitkomsten van een kalenderjaar, zijn werkelijke opbrengsten, zoals omschreven in artikel 30, uit de export van elk produkt naar de Gemeenschap en, in de in artikel 27 bedoelde gevallen, uit de export naar andere ACS-Staten of, in de in artikel 46, lid 3, bedoelde gevallen, uit de export naar alle bestemmingen, ten minste 6,5% onder het referentieniveau liggen.

Artikel 38. 1. De transferaanvragen zijn in de volgende gevallen niet ontvankelijk :

- a) indien de aanvraag na de 31e maart die volgt op het toepassingsjaar, wordt ingediend;
- b) indien bij de behandeling van de door de Commissie in contact met de ACS-Staat opgestelde aanvraag blijkt dat de daling van de opbrengsten van de uitvoer naar de Gemeenschap het gevolg is van een handelsbeleid van de betrokken ACS-Staat dat met name de uitvoer naar de Gemeenschap ongunstig beïnvloedt.

2. Bovendien kunnen de transferaanvragen niet ontvankelijk worden verklaard, indien na overleg uit de aanvraag blijkt dat de aanvragende ACS-Staat bij zijn uitvoer naar alle bestemmingen tijdens het toepassingsjaar een overschot heeft geboekt ten opzichte van het gemiddelde van de opbrengsten van zijn uitvoer naar alle bestemmingen tijdens de aan het toepassingsjaar voorafgaande periode van vier jaar met betrekking tot elk produkt waarvoor een aanvraag wordt ingediend.

Artikel 39. 1. De transferaanvraag wordt gericht tot de Commissie, die deze in contact met de betrokken ACS-Staat behandelt.

2. Het verschil tussen het referentieniveau en de werkelijke opbrengsten, verhoogd met 1% voor statistische fouten en omissies, vormt de basis van de transfer.

3. Indien het onderzoek naar de ontwikkeling van de uitvoer naar alle bestemmingen, van de produktie van het betrokken produkt door de aanvragende ACS-Staat en van de vraag in de Gemeenschap aanzienlijke wijzigingen aan het licht brengt, vindt overleg tussen de Commissie en de aanvragende ACS-Staat plaats om uit te maken of en in welke mate deze wijzigingen invloed kunnen hebben op het transferbedrag.

Artikel 40. 1. Na afsluiting van het in contact met de aanvragende ACS-Staat verrichte onderzoek neemt de Commissie een transferbesluit.

2. Voor iedere transfer wordt tussen de Commissie en de betrokken ACS-Staat een transferovereenkomst gesloten.

3. De Commissie en de betrokken ACS-Staat doen al het nodige om de transfer vlot te laten plaatshebben. Daartoe wordt met name voorzien in het verlenen van voorschotten.

4. De getransfereerde bedragen brengen geen rente op.

Artikel 41. 1. De ontvangende ACS-Staat beslist over het gebruik van de getransfereerde middelen met inachtneming van de in artikel 23 omschreven doelstellingen.

2. Tijdens de behandeling van de aanvraag en in ieder geval vóór de ondertekening van de transferovereenkomst verstrekt de aanvragende ACS-Staat de

Commissie gegevens over het gebruik dat waarschijnlijk van de transfer zal worden gemaakt.

3. In de twaalf maanden die op de ondertekening van de transferovereenkomst volgen, licht de ontvangende ACS-Staat de Commissie in over het gebruik dat hij van de getransfereerde middelen heeft gemaakt.

Artikel 42. Onverminderd artikel 46, lid 1, sub c), dragen de ACS-Staten die transfers hebben ontvangen, overeenkomstig artikel 43 in de loop van de zeven jaren die volgen op het jaar waarin de transfer heeft plaatsgevonden, bij tot de aanvulling van de middelen die de Gemeenschap ter beschikking van het systeem heeft gesteld.

Artikel 43. 1. De betrokken ACS-Staat draagt tot de aanvulling van de middelen van het systeem bij wanneer de ontwikkeling van de exportopbrengsten van het produkt waarvan de daling aanleiding heeft gegeven tot een transfer, het toelaat.

2. Ter toepassing van lid 1 bepaalt de Commissie

— aan het begin van elk van de zeven jaren die volgen op het jaar waarin de transfer heeft plaatsgevonden,

— zolang de gehele transfer niet ten behoeve van het systeem is teruggestort,

— overeenkomstig het bepaalde in artikel 30,

of, voor het afgelopen jaar,

- a) de waarde per eenheid van het desbetreffende naar de Gemeenschap geëxporteerde produkt hoger ligt dan de gemiddelde waarde per eenheid in de vier jaren die aan het afgelopen jaar zijn voorafgegaan;
- b) de werkelijk naar de Gemeenschap geëxporteerde hoeveelheid van dat produkt tenminste gelijk is aan het gemiddelde van de hoeveelheden die naar de Gemeenschap zijn geëxporteerd in de vier jaren die aan het afgelopen jaar zijn voorafgegaan;
- c) de opbrengsten van het betrokken jaar voor het desbetreffende produkt ten minste 106,5% bedragen van het gemiddelde van de opbrengsten van de export naar de Gemeenschap in de vier jaren die aan het afgelopen jaar zijn voorafgegaan.

3. Indien de drie in lid 2 genoemde voorwaarden gelijktijdig zijn vervuld, stort de ACS-Staat ten behoeve van het systeem een bedrag dat gelijk is aan het verschil tussen de werkelijke opbrengsten van de export naar de Gemeenschap tijdens het afgelopen jaar en het gemiddelde van de opbrengsten van de export naar de Gemeenschap tijdens de vier jaren die aan het afgelopen jaar zijn voorafgegaan, met dien verstande dat het bedrag van de aanvulling van de middelen van het systeem de betrokken transfer niet mag overschrijden.

4. Dit bedrag wordt ten behoeve van het systeem gestort naar rata van een vijfde per jaar, na een terugstortingsvrije periode van twee jaar, ingaande in het jaar waarin de verplichting tot aanvulling is geconstateerd.

5. Wanneer het onderzoek naar de ontwikkeling van de uitvoer naar alle bestemmingen, van de produktie van het produkt in kwestie van de betrokken ACS-Staat en van de vraag in de Gemeenschap aanzienlijke wijzigingen aan het licht brengt, vindt tussen de Commissie en de betrokken Staat overleg plaats

om uit te maken of in het licht van deze wijzigingen een bijdrage tot de aanvulling van de middelen van het systeem verantwoord is en, zo ja, wat de omvang daarvan moet zijn.

Indien wordt beslist dat tot aanvulling moet worden overgegaan, stort de betrokken ACS-Staat overeenkomstig lid 4 ten behoeve van het systeem het bij het overleg vastgestelde bedrag.

6. Op grond van besluiten die de Raad van Ministers krachtens artikel 27 neemt, wordt de in dit artikel bedoelde uitvoer naar de Gemeenschap vermeerderd met de uitvoer naar andere ACS-Statens.

Artikel 44. Indien aan het einde van de in artikel 42 bedoelde periode van zeven jaren de middelen niet volledig zijn aangevuld, kan de Raad van Ministers, daarbij in het bijzonder de stand van en de vooruitzichten voor de betalingsbalans, de deviezenreserves en de buitenlandse schuld van de betrokken ACS-Staat in aanmerking nemend, beslissen :

- dat de te vorderen bedragen volledig of gedeeltelijk, ineens of in termijnen, moeten worden gerestitueerd, of
- dat de schuld wordt kwijtgescholden.

Artikel 45. 1. Ten einde een doeltreffende en vlotte functionering van het stabilisatiesysteem te waarborgen, wordt tussen elke ACS-Staat en de Commissie samenwerking op statistisch en douanegebied tot stand gebracht.

2. De ACS-Statens en de Commissie nemen in gemeenschappelijk overleg praktische maatregelen om met name de uitwisseling van de nodige informatie, de indiening van transferaanvragen, het verstrekken van gegevens betreffende het gebruik van de getransfereerde middelen, de toepassing van de bepalingen betreffende de aanvulling van de middelen en alle andere onderdelen van het systeem te vergemakkelijken door zoveel mogelijk gebruik te maken van standaardformulieren.

Artikel 46. 1. Voor de in artikel 155, lid 3, sub *a*), genoemde ACS-Statens :

- a*) bedraagt het in artikel 29 vastgestelde percentage 2;
- b*) bedraagt het in artikel 37 vastgestelde percentage 2;
- c*) vervalt de bijdrage tot de aanvulling van de ter beschikking van het systeem gestelde middelen.

2. Bij de toepassing van de artikelen 24, 34 en 37 wordt aandacht geschonken aan de bijzondere moeilijkheden van deze ACS-Statens.

3. Voor sommige ACS-Statens waarvan de uitvoer grotendels niet is bestemd voor de Gemeenschap, kan de Raad van Ministers beslissen dat, in afwijking van de artikelen 24 en 30, het systeem toepasselijk is op de uitvoer van de betrokken produkten ongeacht de bestemming. Het systeem wordt dan toegepast op basis van de uitvoerstatistieken van de betrokken ACS-Statens.

Artikel 47. 1. Voor de in artikel 155, lid 3, sub *b*) en *c*), genoemde ACS-Statens :

- a*) bedraagt het in artikel 29 vastgestelde percentage 2;
- b*) bedraagt het in artikel 37 vastgestelde percentage 2.

2. Bij de toepassing van artikel 24 wordt rekening gehouden met de bijzondere moeilijkheden van deze ACS-Statens.

Hoofdstuk 2. BIJZONDERE VERBINTENISSEN TEN AANZIEN VAN SUIKER

Artikel 48. 1. Ingevolge artikel 25 van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé en het aan deze Overeenkomst gehechte protocol nr. 3 heeft de Gemeenschap zich ertoe verbonden om niettegenstaande de andere bepalingen van deze Overeenkomst voor een onbepaalde periode tegen gegarandeerde prijzen bepaalde hoeveelheden ruwe of witte rietsuiker van oorsprong uit de rietsuikerproducerende en -exporterende ACS-Staten te kopen en in te voeren, tot levering waarvan deze Staten zich hebben verbonden.

2. De bepalingen ter uitvoering van artikel 25 van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé zijn vastgesteld in het in lid 1 bedoelde protocol nr. 3. De tekst van dit protocol is als protocol nr. 7 aan de onderhavige Overeenkomst gehecht.

3. Artikel 12 van deze Overeenkomst is niet van toepassing in het kader van genoemd protocol.

4. Voor de uitvoering van artikel 8 van genoemd protocol kan gedurende de toepassingsperiode van deze Overeenkomst gebruik worden gemaakt van de bij deze Overeenkomst opgerichte instellingen.

5. Artikel 8, lid 2, van genoemd protocol is van toepassing indien deze Overeenkomst buiten werking treedt.

6. De verklaringen van de bijlagen XIII, XXI en XXII van de slotakte van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé worden hierbij bevestigd en blijven van toepassing. Deze verklaringen worden als zodanig aan deze Overeenkomst gehecht.

7. Dit artikel en het in lid 1 bedoelde protocol nr. 3 gelden niet voor de betrekkingen tussen de ACS-Staten en de Franse overzeese departementen.

TITEL III. MIJNBOUWPRODUKTEN

Hoofdstuk 1. HULP VOOR PROJECTEN EN PROGRAMMA'S

Artikel 49. Ten einde bij te dragen tot het leggen van een hechtere basis voor de ontwikkeling van de ACS-Staten waarvan de economie in grote mate afhankelijk is van de mijnbouwsectoren en om deze in het bijzonder te steunen bij hun strijd tegen de afbrokkeling van hun uitvoercapaciteit voor mijnbouwprodukten naar de Gemeenschap en van de daarmee overeenstemmende vermindering van hun exportopbrengsten, wordt een systeem tot stand gebracht om deze Staten te steunen bij hun streven naar oplossingen voor de voor hun inkomsten funeste gevolgen van ernstige tijdelijke verstoringen die van invloed zijn op die mijnbouwsectoren en waarvoor de betrokken ACS-Staten niet verantwoordelijk zijn.

Artikel 50. 1. Het in artikel 49 bedoelde systeem is van toepassing op de volgende produkten :

- koper, met inbegrip van de daarmee samengaande winning van kobalt,
- fosfaten,
- mangaan,
- bauxiet en aluminiumoxyde,
- tin,

— geroost ijzerkies en al of niet geagglomereerd ijzererts (met inbegrip van pellets), met uitsluiting, gedurende de periode bedoeld in artikel 25, lid 2, van de in datzelfde artikel bedoelde gevallen.

2. Indien zich, op zijn vroegst twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, ernstige verstoringen voordoen voor een of meer produkten die niet op deze lijst voorkomen maar waarvan de economie van een of meer ACS-Staten in hoge mate afhankelijk is, spreekt de Raad van Ministers zich uiterlijk zes maanden na de indiening van een daartoe strekkend verzoek door de betrokken ACS-Staten uit over de opnemng van dit produkt op deze lijst.

Artikel 51. 1. Ter uitvoering van artikel 49 wordt voor de toepassingsduur van deze Overeenkomst een speciale financieringsfaciliteit gecreëerd, waarvoor de Gemeenschap een totaalbedrag van 280 miljoen ERE toewijst ter dekking van al haar verbintenissen in het kader van dit systeem :

- a) dit bedrag wordt beheerd door de Commissie;
- b) dit totaalbedrag wordt verdeeld in zoveel gelijke jaarlijkse tranches als er toepassingsjaren zijn. Voor zover nodig kan de Raad van Ministers elk jaar behalve het laatste op grond van een door de Commissie voor te leggen verslag machtiging verlenen tot vervroegd gebruik van ten hoogste 50% van de tranche van het volgende jaar;
- c) alle middelen die aan het eind van elk toepassingsjaar van deze Overeenkomst behalve het laatste resterend, worden automatisch naar het volgende jaar overgedragen;
- d) indien de middelen voor een bepaald toepassingsjaar ontoereikend zijn, worden de verschuldigde bedragen dienovereenkomstig verminderd;
- e) de middelen die voor een bepaald toepassingsjaar beschikbaar zijn, bestaan uit :
 - de jaarlijkse tranche, verminderd met de eventueel krachtens punt 2 gebruikte bedragen;
 - het krachtens punt 3 overgedragen krediet.

2. Vóór het verstrijken van de in artikel 188 bedoelde periode beslist de Raad van Ministers over de bestemming van eventueel resterende gedeelten van het in dit artikel bedoelde totaalbedrag.

Artikel 52. 1. De mogelijkheid een beroep te doen op de financieringsmiddelen van de speciale faciliteit van artikel 51 staat open voor de krachtens artikel 53 daarvoor in aanmerking komende landen, wanneer voor een onder artikel 50 vallend produkt dat naar de Gemeenschap wordt uitgevoerd, een zo aanzienlijke daling van hun produktie- of exportcapaciteit of van hun exportopbrengsten wordt geconstateerd of in de komende maanden wordt verwacht dat het ontwikkelingsbeleid van de betrokken ACS-Staat ernstig in gevaar wordt gebracht doordat de rentabiliteit van een overigens levensvatbare en economisch verantwoorde produktie ernstig wordt bedreigd en het aldus onmogelijk wordt het produktieapparaat normaal te vernieuwen of in stand te houden of de exportcapaciteit te herstellen of te handhaven.

2. Bovengenoemde mogelijkheid bestaat eveneens wanneer ten gevolge van ernstige technische ongevallen en moeilijkheden of ernstige interne of externe politieke gebeurtenissen een aanzienlijke daling van de produktie- of exportcapaciteit optreedt of wordt voorzien.

3. Een terugval van 10% wordt als een aanzienlijke daling van de productie- of exportcapaciteit beschouwd.

Artikel 53. 1. Een ACS-Staat die tijdens de vier voorgaande jaren in de regel ten minste 15% van zijn exportopbrengsten heeft gehaald uit een onder artikel 50 vallend produkt, kan financiële hulp uit de aan de speciale financieringsfaciliteit toegewezen middelen aanvragen indien de voorwaarden van artikel 52 vervuld zijn.

2. Voor de in artikel 155 bedoelde Staten bedraagt het in de eerste alinea bedoelde percentage evenwel 10.

3. Het verzoek om hulp wordt gericht tot de Commissie, die dit verzoek in contact met de betrokken ACS-Staat onderzoekt. Het feit dat de voorwaarden vervuld zijn, wordt in onderling overleg door de Gemeenschap en de ACS-Staat geconstateerd. Kennisgeving hiervan door de Commissie aan de ACS-Staat verleent deze laatste recht op hulp van de Gemeenschap uit de middelen van de speciale financieringsfaciliteit.

Artikel 54. 1. De in artikel 53 bedoelde hulp is gericht op de in artikel 49 omschreven doelstellingen.

2. Het bedrag van deze hulp dat bestemd is voor het financieren van projecten of programma's, wordt door de Commissie vastgesteld naar gelang van de uit hoofde van de speciale financieringsfaciliteit beschikbare middelen, de aard van de door de betrokken ACS-Staat voorgestelde projecten of programma's en de mogelijkheden inzake medefinanciering. Bij de vaststelling van dit bedrag wordt rekening gehouden met de omvang van de daling van de productie- en exportcapaciteit en met het verlies aan opbrengsten waarmee de ACS-Staten worden geconfronteerd als omschreven in artikel 52.

3. Onder geen beding kan een enkele ACS-Staat in aanmerking komen voor meer dan 50% van de uit hoofde van de jaarlijkse tranche beschikbare financiële middelen.

4. De procedures die in de bovengenoemde omstandigheden op de bijstand van toepassing zijn en de uitvoeringsbepalingen zijn gelijk aan die welke in titel VII zijn vastgesteld; daarbij wordt rekening gehouden met de noodzaak van een snelle tenuitvoerlegging van de steunmaatregel.

Artikel 55. 1. Om de uitvoering mogelijk te maken van voorzorgsmaatregelen die het verval van het productie-apparaat gedurende het onderzoek of de uitvoering van deze projecten of programma's tegengaan, kan de Gemeenschap een voorschot verlenen aan de ACS-Staat die hierom verzoekt. Dit sluit niet uit dat de ACS-Staat een beroep kan doen op de in artikel 137 bedoelde spoedhulp.

2. Aangezien het voorschot wordt verleend ter voorfinanciering van projecten of programma's waaraan het voorafgaat of die het voorbereidt, wordt bij de vaststelling van het voorschotbedrag rekening gehouden met de omvang en de aard van deze projecten of programma's.

3. Het voorschot wordt verleend in de vorm van leveranties of diensten dan wel in de vorm van baar geld indien deze laatste vorm meer geschikt wordt geacht.

4. Het wordt in het bedrag bestemd voor acties van de Gemeenschap in de vorm van projecten of programma's opgenomen op het ogenblik waarop de financieringsovereenkomst betreffende deze acties wordt ondertekend.

Artikel 56. De uit de middelen van de speciale financieringsfaciliteit verleende hulp wordt onder dezelfde voorwaarden terugbetaald als de speciale leningen, rekening houdend met de bepalingen ten gunste van de Staten bedoeld in artikel 155, lid 3.

Hoofdstuk 2. ONTWIKKELING VAN HET MIJNBOW- EN ENERGIEPOTENTIEEL VAN DE ACS-STATEN

Artikel 57. De Gemeenschap is bereid technische en financiële bijstand te verlenen om volgens de specifieke procedures van elk instrument waarover zij beschikt en in overeenstemming met de bepalingen van deze Overeenkomst bij te dragen tot de exploitatie van het mijnbouw- en energiepotentieel van de ACS-Statens.

Artikel 58. Op verzoek van een of meer ACS-Statens verleent de Gemeenschap technische bijstand ter vergroting van hun wetenschappelijke en technische capaciteit op het gebied van geologie en mijnbouw, zodat zij meer profijt kunnen trekken van de beschikbare kennis en hun onderzoek- en exploratieprogramma's dienovereenkomstig kunnen oriënteren.

Zo nodig verleent de Gemeenschap bovendien technische en financiële bijstand voor de instelling van nationale of regionale exploratiefondsen in de ACS-Statens.

Bij onderzoek en investeringen ter voorbereiding van de ontwikkeling van mijnbouw- en energieprojecten kan de Gemeenschap overeenkomstig artikel 105 hulp verlenen in de vorm van risicodragend kapitaal, eventueel samen met kapitaalverstrekkers uit de betrokken ACS-Statens en andere financieringsbronnen.

Artikel 59. De Europese Investeringsbank, hierna „Bank“ genoemd, kan overeenkomstig haar statuten van geval tot geval verplichtingen uit hoofde van haar eigen middelen voor een hoger bedrag dan bepaald in artikel 95 aangaan ten behoeve van mijnbouw- en energie-investeringsprojecten die door de betrokken ACS-Staat en door de Gemeenschap als zijnde van wederzijds belang zijn erkend.

TITEL IV. INVESTERINGEN

Artikel 60. De Gemeenschap en de Lid-Statens bejiveren zich om maatregelen te nemen om het bedrijfsleven aan te sporen deel te nemen aan de industriële ontwikkeling van de ACS-Statens en adviseren het bedrijfsleven zich te richten naar de ontwikkelingsdoelstellingen en -prioriteiten alsook naar de desbetreffende wetten en voorschriften van de ACS-Statens.

Artikel 61. Elke ACS-Staat neemt de nodige maatregelen om in het kader van deze titel een doeltreffende samenwerking te bevorderen met de Gemeenschap en de Lid-Statens of met de ondernemingen of onderdanen van de Lid-Statens die de ontwikkelingsdoelstellingen en -prioriteiten van de ontvangende ACS-Staat in acht nemen.

Artikel 62. Elke ACS-Staat tracht zo duidelijk mogelijk aan te geven welke sectoren voor hem bij de industriële samenwerking voorrang genieten en welke vorm hij aan deze samenwerking zou wensen te geven.

Artikel 63. De partijen bij de Overeenkomst zijn zich bewust van het belang van investeringen voor de bevordering van hun ontwikkelingssamenwerking en erkennen in dit verband de noodzaak om maatregelen te nemen die dergelijke investeringen in sectoren van wederzijds belang kunnen bevorderen.

Artikel 64. De partijen bij de Overeenkomst komen overeen dat voor de behandeling van investeringen uit de Lid-Staten in the ACS-Staten de bepalingen gelden van de gemeenschappelijke verklaring van bijlage IX van de slotakte.

TITEL V. INDUSTRIELE SAMENWERKING

Artikel 65. De Gemeenschap en de ACS-Staten erkennen de dwingende noodzaak om de industriële ontwikkeling van de ACS-Staten te bevorderen en komen overeen alle maatregelen te treffen die nodig zijn om een doeltreffende industriële samenwerking tot stand te brengen.

Artikel 66. De industriële samenwerking tussen de Gemeenschap en de ACS-Staten heeft de volgende doelstellingen :

- a) het bevorderen van nieuwe betrekkingen tussen de Gemeenschap en de ACS-Staten om elkaar op industrieel gebied actief aan te vullen, met name door het tot stand brengen van nieuwe industriële en commerciële banden tussen de ondernemingen van de Gemeenschap en die van de ACS-Staten;
- b) het bevorderen van de ontwikkeling en de diversificatie van alle soorten industrieën in de ACS-Staten en met het oog hierop het stimuleren van de samenwerking in zowel regionaal als interregionaal verband;
- c) het bevorderen van de vestiging van ondernemingen met een intergrerende functie die een schakel kunnen vormen tussen verschillende industriële sectoren van de ACS-Staten ten einde deze landen een grondslag te geven waarop zij hun technologie kunnen opbouwen;
- d) het bevorderen van de complementariteit tussen de industrie en de andere economische sectoren, met name de landbouw, door met de landbouw verbonden industrieën te ontwikkelen, om de uittocht uit het platteland af te remmen, de voedselproductie en andere productie-activiteiten te stimuleren en de vestiging van andere industrieën voor de exploitatie van natuurlijke hulpbronnen te bevorderen;
- e) het vergemakkelijken van de overdracht van technologie aan de ACS-Staten, het bevorderen van de aanpassing van deze technologie aan hun specifieke omstandigheden en behoeften en het verlenen van medewerking aan de ACS-Staten bij het bepalen, beoordelen en kiezen van de voor hun ontwikkeling vereiste technologische kennis en bij hun streven om hun mogelijkheden inzake toegepast onderzoek voor de aanpassing van de technologie en de opleiding van op industrieel gebied gespecialiseerd personeel op elk niveau te verruimen;
- f) het stimuleren van de deelname van onderdanen van de ACS-Staten aan alle soorten industrieën die in hun land tot ontwikkeling komen;
- g) het leveren van een optimale bijdrage tot het scheppen van arbeidsplaatsen voor de onderdanen van ACS-Staten, het openen van afzetmarkten in binnen- en buitenland en het verschaffen van deviezeninkomsten aan deze Staten;
- h) het vergemakkelijken van de algemene industriële ontwikkeling van de ACS-Staten, in het bijzonder hun productie van fabrikaten, door naar behoren

rekening te houden met hun specifieke behoeften bij het opstellen van beleidslijnen die erop gericht zijn de industriële structuren van de Gemeenschap aan te passen aan de wijzigingen die zich in de wereld voordoen;

- i) het stimuleren van het opzetten van ACS-EEG-joint ventures op industrieel gebied in de ACS-Statens;
- j) het stimuleren en bevorderen van de oprichting en versterking van industriële en commerciële samenwerkingsverbanden in de ACS-Statens die bijdragen tot het volledige gebruik van de eigen hulpbronnen van deze Statens, met het doel hun nationale industrieën te ontwikkelen;
- k) het verlenen van bijstand bij het oprichten en doen functioneren in de ACS-Statens van instellingen welke ten behoeve van de industrie op het gebied van de voorschriften diensten verlenen en adviezen verstrekken;
- l) het versterken van de bestaande financiële instellingen en het scheppen van gunstige omstandigheden voor het lenen van kapitaal om de groei en de ontwikkeling van de industrieën van de ACS-Statens te stimuleren daarbij inbegrepen de bevordering van kleine en middelgrote arbeidsintensieve basis-industrieën op het platteland.

Artikel 67. Ten einde de verwezenlijking van de in artikel 66 genoemde doelstellingen mogelijk te maken draagt de Gemeenschap met alle middelen waarin deze Overeenkomst ter zake voorziet, bij tot de uitvoering van programma's, projecten en acties op het gebied van industriële scholing, kleine en middelgrote industriële ondernemingen, verwerking ter plaatse van grondstoffen van de ACS-Statens, technologische samenwerking, industriële infrastructuur, afzetbevordering, samenwerking in de energiesector, voorlichting op industrieel gebied en bevordering van de industrie, waartoe haar op initiatief of met instemming van de ACS-Statens voorstellen worden voorgelegd.

Artikel 68. De Gemeenschap verstrekt met alle middelen waarover zij in het kader van de financiële en technische samenwerking beschikt, de nodige bijstand op het gebied van de industriële scholing mede in verband met investeringen in de industrie met name van de Gemeenschap en haar Lid-Statens, om de ACS-Statens in staat te stellen de voor hun industriële groei en de verbetering van de levensstandaard van hun volkeren onmisbare technologische capaciteiten te verwerven, te ontwikkelen en toe te passen.

Daartoe verstrekt de Gemeenschap op grond van de door de ACS-Statens ingediende verzoeken doelmatige bijstand bij de raming van de behoeften en de verwezenlijking van passende maatregelen zoals :

- a) het plaatsen van onderdanen van de ACS-Statens in technische instituten en andere geschikte instellingen voor hoger onderwijs;
- b) de oprichting en het doen functioneren van nationale of regionale instituten of opleidings- en onderzoekcentra in de ACS-Statens;
- c) de opstelling en uitvoering van programma's die een gespecialiseerde industriële scholing op alle niveaus voor onderdanen van de ACS-Statens omvatten, alsmede praktische cursussen en stages bij ondernemingen en industrieën zowel in de Gemeenschap als in de ACS-Statens;
- d) het opzetten en bevorderen van activiteiten die gericht zijn op het nader uitwerken van aangepaste technologieën uit eigen land en het overnemen van

geschikte technologieën uit het buitenland, met name uit andere ontwikkelingslanden;

- e) het bevorderen van uitwisseling en andere vormen van samenwerking tussen universiteiten en gespecialiseerde instituten van de Gemeenschap en de ACS-Staten.

Artikel 69. De Gemeenschap draagt bij tot de oprichting en het tot ontwikkeling brengen van alle soorten kleine en middelgrote industriële ondernemingen die de ACS-Staten belangrijk achten voor de verwezenlijking van hun ontwikkelingsdoelstellingen, door middel van maatregelen op het gebied van financiële en technische samenwerking die zijn aangepast aan de specifieke behoeften van deze ondernemingen in die Staten, en door particuliere bedrijven uit de Gemeenschap op doeltreffende wijze te stimuleren tot overdracht van passende middelen, met name via joint ventures van kleine en middelgrote industriële ondernemingen van de Gemeenschap en de ACS-Staten. Deze maatregelen behelzen met name :

- 1) onderzoek naar het ontwikkelingspotentieel van de sector kleine en middelgrote industriële ondernemingen;
- 2) het oprichten en versterken van voorlichtings-, promotie-en adviesdiensten, organen van toezicht en kredietinstellingen, alsmede faciliteiten voor het bevorderen van de afzet in binnen- en buitenland;
- 3) totstandbrenging van passende infrastructuur en aanleg van industrieterreinen;
- 4) het opzetten van een elementaire en een voortgezette opleiding;
- 5) het opzetten van deugdelijke structuren voor adequate technologische overdracht, aanpassing en innovatie;
- 6) het opsporen van mogelijkheden tot onderaanneming en bijdragen tot de verwezenlijking daarvan;
- 7) het financieren van programma's voor kleine en middelgrote industriële ondernemingen.

Artikel 70. In het kader van de algemene samenwerking met het oog op de industriële ontwikkeling krijgt de binnenlandse verwerking van de grondstoffen van de ACS-Staten bijzondere aandacht ten einde te bewerkstelligen dat verwerkte grondstoffen een billijk en groter deel gaan uitmaken van zowel produktie als uitvoer van de ACS-Staten. In dit verband zal zo nodig rekening worden gehouden met specifieke sectoriële behoeften met de nodige nadruk op de voedingsmiddelenindustrie. De Gemeenschap draagt met de diverse middelen van de financiële en technische samenwerking bij tot :

- 1) de bevordering, ontwikkeling en financiering van de verwerkende industrieën van de ACS-Staten;
- 2) het maken van uitvoerbaarheidsstudies;
- 3) het onderzoeken van de verwerkingsmogelijkheden en het verstrekken van informatie over verwerkingstechnologieën;
- 4) de bevordering van de uitvoer van door de ACS-Staten verwerkte produkten naar de Gemeenschap en naar andere markten.

Artikel 71. Ten einde de ACS-Staten te helpen om hun eigen wetenschappelijke en technologische ontwikkelingspotentieel te versterken en hun het verwerven, overnemen en aanpassen van technologie te vergemakkelijken onder

zodanige omstandigheden dat zij er optimaal voordeel uit kunnen trekken tegen minimale kosten, is de Gemeenschap bereid om met behulp van de instrumenten voor financiële en technische samenwerking met name bij te dragen tot :

- a) het tot stand brengen en versterken van de met de industrie verbonden wetenschappelijke en technische infrastructuur in de ACS-Staten;
- b) het opstellen en uitvoeren van programma's voor onderzoek en ontwikkeling;
- c) het opsporen en scheppen van mogelijkheden tot samenwerking tussen onderzoeksinstituten, instellingen voor hoger onderwijs en ondernemingen uit de ACS-Staten, de Gemeenschap, de Lid-Staten en andere landen;
- d) het opsporen, evalueren en overnemen van technologie, alsmede het onderhandelen om op gunstige voorwaarden buitenlandse technologieën, octrooien en andere industriële eigendomsrechten te verkrijgen, met name door middel van financiering en/of andere daartoe geschikte regelingen met ondernemingen en instellingen in de Gemeenschap;
- e) het opzetten in de ACS-Staten van adviesdiensten voor het opstellen van regelingen voor de overdracht van technologie en de verstrikking van beschikbare informatie, met name over de bepalingen en voorwaarden van technologische contracten, de soorten en bronnen van technologie en de ervaringen van de ACS-Staten en andere landen met het gebruik van bepaalde technologieën;
- f) het bevorderen van technologische samenwerking tussen de ACS-Staten onderling en tussen deze Staten en andere ontwikkelingslanden ten einde optimaal profijt te trekken van alle in het bijzonder bruikbare wetenschappelijke en technische voorzieningen die eventueel in deze Staten aanwezig zijn.

Artikel 72. De Gemeenschap draagt met alle middelen die haar in het kader van de financiële en technische samenwerking ter beschikking staan, bij tot de totstandbrenging en uitbreiding in de ACS-Staten van de nodige infrastructuur voor de industriële ontwikkeling, in het bijzonder in de sectoren vervoer en communicatie, energie, research en aanpassing van technologie, industriële scholing en vestiging van industrieën.

Artikel 73. 1. De Gemeenschap draagt bij tot de vestiging en uitbreiding van ondernemingen in the ACS-Staten, met name in de volgende sectoren :

- a) ondernemingen met een integrerende functie die een schakel kunnen vormen tussen verschillende economische sectoren;
- b) ondernemingen voor de exploitatie van de natuurlijke hulpbronnen van de ACS-Staten;
- c) ondernemingen die verbonden zijn met de ontwikkeling van de landbouw en de opvoering van de landbouwproductie;
- d) elke andere produktieve bedrijvigheid die de ter plaatse toegevoegde waarde verhoogt, gunstig is voor de werkgelegenheid of de handelsbalans, de diversificatie of het regionale evenwicht van de industrie ten goede komt of bevorderlijk is voor de industriële of interregionale samenwerking.

2. Financiering door de Gemeenschap geschiedt bij voorrang in de vorm van leningen van de Bank en risicodragend kapitaal, de specifieke financieringsvormen voor industriële ondernemingen. De in titel VII omschreven gebruikswijzen van

risicodragend kapitaal zijn afgestemd op de bijzondere moeilijkheden die de financiering van industriële ondernemingen in de ACS-Staten kenmerken.

Artikel 74. Ten einde de ACS-Staten in staat te stellen volledig profijt te trekken van de handelsregeling en de andere bepalingen van deze Overeenkomst worden acties ondernomen ter bevordering van de afzet van industrieproducten van de ACS-Staten op de markt van de Gemeenschap en op andere buitenlandse markten en tevens ter stimulering en uitbreiding van de handel in industrieproducten tussen de ACS-Staten onderling overeenkomstig artikel 93.

Artikel 75. De uitvoering van de programma's, projecten en acties inzake industriële samenwerking met financiële steun van de Gemeenschap geschiedt overeenkomstig titel VII, met inachtneming van de bijzondere kenmerken van de interventies in de industriesector.

Artikel 76. 1. De Gemeenschap en de ACS-Staten erkennen de wederzijdse voordelen van samenwerking in de energiesector. Ten einde het conventionele en alternatieve energiepotentieel van de ACS-Staten tot ontwikkeling te brengen en deze Staten in dit opzicht meer zelfverzorgend te maken, zal de Gemeenschap met name bijstand verlenen voor de volgende activiteiten :

- a) inventarisering van de nenergiebronnen en van de vraag naar energie, met voldoende aandacht voor de nietcommerciële energievraag;
- b) uitvoering van een alternatief energiebeleid in het kader van programma's en projecten die speciaal zijn afgestemd op de ervaring van de ACS-Staten en die met name zijn gericht op het gebruik van wind, zon, aardwarmte en waterkracht als energiebronnen;
- c) uitbreiding van het investeringspotentieel voor de exploratie, prospectie en ontwikkeling van nationale en regionale energiebronnen alsmede voor de aanleg van terreinen voor uitzonderlijke energieproductie die de vestiging van energie-intensieve industrieën mogelijk maken;
- d) uitbreiding van het beheer en het toezicht van de ACS-Staten met betrekking tot hun eigen energiebronnen overeenkomstig hun ontwikkelingsdoelstellingen, met alle middelen waarin deze Overeenkomst voorziet;
- e) opstelling van een energieprogramma voor het platteland waarin de nadruk moet liggen op aan de elementaire behoeften beantwoordende energietechnologieën en energieplanning voor het platteland;
- f) bevordering van onderzoek, aanpassing en verbreiding van bruikbare technologie alsmede van de opleiding van het voor de energiesector vereiste personeel;
- g) fabricage in de ACS-Staten van het materiaal dat nodig is voor de energieproductie en -distributie en voor het toepassen van energiebesparende technieken;
- h) uitvoering van maatregelen om de schadelijke effecten van de energieproductie op het milieu zoveel mogelijk te beperken en milieuvriendelijke projecten te bevorderen;
- i) behoud van de huidige en toekomstige zowel conventionele als alternatieve energiebronnen van de ACS-Staten.

2. De uitvoering van de programma's, projecten en maatregelen voor samenwerking in de energiesector waarbij de Gemeenschap financiële steun verleent, geschiedt overeenkomstig titel VII.

Voor de uitvoering van onderzoek- en modelprojecten, alsmede exploratie- en ontwikkelingsprojecten van wederzijds belang zouden de in titel VII bedoelde middelen kunnen worden aangevuld :

- a) met andere financiële en technische middelen van de Gemeenschap;
- b) door maatregelen voor het beschikbaar stellen van overheids- en particulier kapitaal, met name in het kader van medefinancieringen.

Artikel 77. 1. Er worden acties met betrekking tot voorlichting op industrieel gebied en bevordering van de industrie ondernomen ten einde de geregelde uitwisseling van informatie en van de nodige contacten op industrieel gebied tussen de Gemeenschap en de ACS-Staten te waarborgen en te intensiveren.

2. Deze acties kunnen met name tot doel hebben :

- a) het bijeenbrengen en verspreiden van alle nuttige inlichtingen omtrent de ontwikkeling van het industriebeleid in de Gemeenschap, de ACS-Staten en op mondiaal niveau en omtrent de voorwaarden en mogelijkheden voor industriële ontwikkeling in de ACS-Staten;
- b) het organiseren van ontmoetingen op verzoek van de Gemeenschap of de ACS-Staten om de onder a) genoemde onderwerpen te bespreken;
- c) het organiseren en bevorderen van alle andere contacten en ontmoetingen tussen personen met verantwoordelijke functies op het gebied van het industriële beleid, promotoren en vertegenwoordigers van het bedrijfsleven uit de Gemeenschap en de ACS-Staten;
- d) het verrichten van studies en evaluaties voor een nauwkeurige bepaling van concrete mogelijkheden voor industriële samenwerking met de Gemeenschap, ten einde de industriële ontwikkeling van de ACS-Staten te bevorderen en de uitvoering van deze maatregelen te vergemakkelijken;
- e) via doeltreffende acties op het gebied van de technische samenwerking bij te dragen tot het oprichten, op gang brengen en doen functioneren van organen voor de bevordering van de industrie in de ACS-Staten;
- f) de toegang tot en het gebruik van de documentatie en de andere in de Gemeenschap beschikbare informatiebronnen te vergemakkelijken.

Artikel 78. 1. Een Comité voor industriële samenwerking, dat onder toezicht staat van het Comité van Ambassadeurs, wordt met de volgende taken belast :

- a) de vorderingen met de uitvoering van het algemene programma voor industriële samenwerking in het kader van deze Overeenkomst bijhouden en zo nodig aanbevelingen aan het Comité van Ambassadeurs voorleggen;
- b) de door de ACS-Staten of de Gemeenschap voorgelegde problemen en beleidsvraagstukken op het gebied van de industriële samenwerking bestuderen en zo nodig een eigen oordeel ter zake bepalen ten einde adequate oplossingen voor te stellen;
- c) op verzoek van de Gemeenschap of de ACS-Staten een onderzoek instellen naar de tendensen van het industriebeleid van de ACS-Staten en van de Lid-Staten en naar de ontwikkeling van de situatie van de industrieën in de gehele wereld om de informatie te kunnen uitwisselen die nodig is voor de verbe-

tering van de industriële samenwerking en de bevordering van de industriële ontwikkeling van de ACS-Staten;

- d) leiding geven bij en toezicht en controle uitoefenen op de werkzaamheden van het in artikel 79 genoemde Centrum voor industriële ontwikkeling en hierover verslag uitbrengen aan het Comité van Ambassadeurs en, via dit Comité, aan de Raad van Ministers;
- e) alle andere opdrachten uitvoeren die hem door het Comité van Ambassadeurs worden opgedragen.

2. De samenstelling en de werkwijze van het Comité voor industriële samenwerking worden bepaald door de Raad van Ministers.

Artikel 79. Het Centrum voor industriële ontwikkeling dat is opgericht krachtens artikel 36 van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé, draagt in het kader van de bepalingen en beginselen van deze titel bij tot de vestiging en versterking van industriële ondernemingen in de ACS-Staten, met name door het aanmoedigen van initiatieven van het bedrijfsleven van de Gemeenschap en de ACS-Staten.

Het Centrum verleent praktische bijstand ter bevordering van levensvatbare industrieprojecten die aan de behoeften van de ACS-Staten beantwoorden, waarbij het in het bijzonder rekening houdt met de omvang van de mogelijkheden op de binne- en buitenlandse markten, de verwerking van grondstoffen en het gebruik van ter plaatse aanwezig materiaal bij de fabricage. Bij deze activiteiten werkt het nauw samen met de ACS-Staten, de Lid-Staten alsmede met de Commissie en de Bank in het kader van hun onderscheiden bevoegdheden.

In zijn programma ter bevordering van de industrie zal bijzondere nadruk worden gelegd op het opsporen en verwezenlijken van mogelijkheden voor joint ventures en onderaanneming, alsmede voor het potentieel van kleine en middelgrote industriële ondernemingen. Ook de ontwikkeling en de consolidatie van regionale industrieprojecten zullen de vereiste aandacht krijgen.

Bij zijn pogingen om te helpen bij de vestiging en versterking van industriële ondernemingen in ACS-Staten treft het Centrum daartoe strekkende maatregelen binnen de grenzen van zijn middelen en van zijn taken op het gebied van de overdracht en de ontwikkeling van technologie, industriële scholing en voorlichting op industrieel gebied.

Artikel 80. 1. Ten einde zijn doel te bereiken zal het Centrum :

- a) alle nuttige inlichtingen omtrent de voorwaarden en mogelijkheden voor industriële samenwerking bijeenbrengen en verspreiden en alle mogelijke vormen van contacten en ontmoetingen tussen personen met verantwoordelijke functies op het gebied van het industriële beleid, promotoren en vertegenwoordigers van het economische en financiële leven in de Gemeenschap en de ACS-Staten organiseren en bevorderen;
- b) informatie verstrekken alsmede specifieke adviezen en deskundige begeleiding, met inbegrip van uitvoerbaarheidsstudies, ten einde de oprichting van de door de ACS-Staten gewenste industriële ondernemingen te bespoedigen en de levensvatbaarheid van bestaande ondernemingen te waarborgen; zo nodig zal het Centrum bijstand verlenen bij de follow-up en de uitvoering;
- c) op grond van de door de ACS-Staten te kennen gegeven behoeften de mogelijkheden voor een industriële scholing die beantwoordt aan de eisen van de

reeds bestaande of geplande industriële ondernemingen in de ACS-Staten, opsporen en beoordelen rekening houdend met de diverse aanwezige faciliteiten voor de verwezenlijking en financiering van maatregelen met betrekking tot deze scholing en zo nodig helpen bij de tenuitvoerlegging daarvan;

- d) informatie en adviezen inwinnen, beoordelen en verstrekken over de verwerking, aanpassing en ontwikkeling van geschikte industriële technologie, met inbegrip van technologische infrastructuur, met betrekking tot concrete projecten die voor de ACS-Staten van belang zijn;
- e) zo nodig, mogelijke financieringsbronnen opsporen en daarover informatie verstrekken.

2. Bij de uitvoering van zijn taken moet het Centrum aandacht wijden aan de specifieke problemen van de minst ontwikkelde, niet aan zee grenzende of insulaire ACS-Staten.

Artikel 81. 1. Het Comité voor industriële samenwerking is de instantie die belast is met het toezicht op het Centrum.

2. Het Centrum staat onder leiding van een directeur, bijgestaan door een adjunct-directeur die beiden door het Comité worden benoemd. Het Comité keurt de regelingen goed die van toepassing zijn op het personeel van het Centrum.

3. Een Adviesraad heeft tot taak het Centrum te adviseren en bij te staan bij de planning en ontplooiing van zijn activiteiten op industriegebied. De Adviesraad wordt in voorkomend geval door de directeur geraadpleegd ten aanzien van alle geplande maatregelen en belangrijke aangelegenheden die voortvloeien uit de activiteiten van het Centrum. Tevens kan de Adviesraad, wanneer hij dat nuttig acht, op eigen initiatief voorstellen doen of vragen aan de directeur voorleggen. Hij beoordeelt het jaarlijkse werkprogramma, de begroting en het algemeen verslag.

4. De Adviesraad van het Centrum bestaat uit personen met grote ervaring op industrieel gebied en in het bijzonder in de be- en verwerkende sector. Zij worden op grond van hun kwalificaties persoonlijk gekozen uit de onderdanen van de Staten die partij zijn bij deze Overeenkomst en worden door het Comité op de door hem bepaalde voorwaarden benoemd.

5. De begroting van het Centrum wordt, vergezeld van de beoordeling van de Adviesraad, door het Comité onderzocht en goedgekeurd. Het financiële reglement van het Centrum wordt door het Comité goedgekeurd. De Gemeenschap draagt tot de financiering van deze begroting bij door middel van een afzonderlijk krediet tot 25 miljoen ERE uit de bedragen die in artikel 133 zijn uitgetrokken voor de financiering van projecten voor regionale samenwerking.

6. Het financiële beheer van het Centrum wordt gecontroleerd door twee financiële commissarissen.

7. De statuten en het reglement van orde van het Centrum worden na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst op voorstel van het Comité van Ambassadeurs door de Raad van Ministers vastgesteld.

Artikel 82. In het kader van de toepassing van de bepalingen van deze titel komt de Gemeenschap tegemoet aan de specifieke behoeften en problemen van de minst ontwikkelde, niet aan zee grenzende en insulaire ACS-Staten, overeenkomstig de door deze Staten bepaalde prioriteiten, met name ten aanzien van de

verwerking van hun grondstoffen, de ontwikkeling, overdracht en aanpassing van technologie, de ontwikkeling van kleine en middelgrote industriële ondernemingen, de ontwikkeling van hun infrastructuur, bodemschatten en energiebronnen, en passende opleidingsmogelijkheden op wetenschappelijk, technologisch en technisch gebied.

TITEL VI. SAMENWERKING OP LANDBOUWGEBIED

Artikel 83. 1. De samenwerking op landbouwgebied tussen de Gemeenschap en de ACS-Staten moet tot hoofddoel hebben de ACS-Staten bij te staan in hun streven oplossingen te vinden voor de vraagstukken in verband met de plattelandsontwikkeling en de verbetering en bevordering van de voor binnenlands verbruik en uitvoer bestemde landbouwproductie alsmede voor de eventuele vragstukken in verband met de continuïteit van de voedselvoorziening van hun bevolking.

2. Bijgevolg moet de samenwerking op het gebied van de plattelandsontwikkeling in het kader van de algemene doelstellingen van de financiële en technische samenwerking meer in het bijzonder ertoe bijdragen :

- a) de levensstandaard van de plattelandsbevolking te verhogen, met name door hun inkomen te doen toenemen en werkgelegenheid te scheppen door middel van een algemene verhoging van de landbouwproductie;
- b) de voedselvoorziening van de ACS-Staten beter te waarborgen en de voedselbehoefte van hun bevolking te bevredigen, meer in het bijzonder door kwantiteit en kwaliteit van het geproduceerde voedsel te verhogen;
- c) de activiteiten op het platteland produktiever te maken en te diversifiëren, met name door de overdracht van de nodige technologische kennis en door het rationale gebruik van gewassen en vee, met behoud van het milieu;
- d) de landbouwproductie ter plaatse te valoriseren, met name door gewassen en veeteeltproducten in de betrokken landen te verwerken;
- e) het platteland sociaal en cultureel te ontwikkelen, met name door middel van geïntegreerde volksgezondheids- en opleidingsprogramma's;
- f) het vermogen tot zelfontwikkeling der bevolking te vergroten, met name door een betere beheersing van de technische en economische aspecten.

Artikel 84. Ten einde bij te dragen tot de verwezenlijking van de in artikel 83 genoemde doelstellingen worden onder andere de volgende maatregelen inzake samenwerking op het gebied van plattelandsontwikkeling genomen :

- a) geïntegreerde plattelandsontwikkelingsprojecten, meer in het bijzonder voor gezinsbedrijven en coöperaties, die tevens het ambachtelijk bedrijf en de handel op het platteland bevorderen;
- b) allerlei programma's ter verbetering van de watervoorziening met gebruikmaking van aanwezige watervoorraden; waterbouwkundige microprojecten in de dorpen, normalisatie van waterlopen en grondverbetering door middel van gedeeltelijke of volledige waterbeheersing;
- c) projecten voor de bescherming, conservering en opslag van gewassen en voor de afzet van landbouwproducten om de nodige voorwaarden te scheppen waardoor de landbouwers tot produceren worden aanzet;

- d) de oprichting van geïntegreerde industriële landbouwbedrijven waarin naast de primaire landbouwproductie en de verwerking daarvan ook de bereiding, de verpakking en de afzet van de eindprodukten plaatsvindt;
- e) veeteeltprojecten : bescherming, exploitatie en verbetering van de veestapel en valorisatie van de veeteeltprodukten;
- f) visserij- en visteeltprojecten : exploitatie van de natuurlijke rijkdommen en ontwikkeling van nieuwe produkten; conservering en afzet van produkten;
- g) bosexploitatie en bebossing met het oog op de productie of de bescherming van het milieu;
- h) uitvoering van maatregelen om de levensstandaard op het platteland te verhogen, bijvoorbeeld door de sociale infrastructuur, de drinkwatervoorziening en de verbindingen te verbeteren;
- i) projecten voor toegepast agronomisch en zoötechnisch onderzoek die nodig zijn vóór of tijdens de uitvoering van programma's voor landbouwsamenwerking;
- j) opleidingsprogramma's op alle niveaus voor leidinggevend personeel uit eigen land dat belast zal worden met het ontwerpen, uitvoeren en beheren van de plannen voor plattelandsontwikkeling en van de projecten voor toegepast agronomisch en zoötechnisch onderzoek.

Artikel 85. De in artikel 84 bedoelde maatregelen tot samenwerking op het gebied van plattelandsontwikkeling maken deel uit van het ontwikkelingsbeleid van de ACS-Staten overeenkomstig de keuzen en prioriteiten die deze Staten zelf zullen bepalen. De financiële en technische middelen uit de Gemeenschap die nodig zijn voor de uitvoering van deze in indicatieve programma's opgenomen maatregelen, vormen een aanvulling op de eigen middelen van de ACS-Staten en worden aangewend in overeenstemming met de bepalingen van titel VII.

Artikel 86. Ter uitvoering van de in artikel 84 bedoelde samenwerkingsmaatregelen en ter vergroting van de doeltreffendheid van de verschillende nationale en internationale diensten voor plattelandsontwikkeling van de ACS-Staten, kunnen de ACS-Staten technische bijstand aanvragen van individuele deskundigen of adviesteams, die meer in het bijzonder tot taak zullen hebben :

- het opzetten van het plattelandsontwikkelingsbeleid;
- de keuze en voorbereiding van projecten ter zake;
- de uitvoering, het beheer en de beoordeling van projecten;
- toegepast wetenschappelijk onderzoek;
- de opleiding van personeel uit het eigen land.

De technische bijstand wordt verleend binnen het kader van een mandaat waarin de uit te voeren taken voor een bepaalde periode zijn omschreven in overeenstemming met de bepalingen van titel VII. De bijstandprogramma's moeten deel uitmaken van nationale indicatieve programma's of van regionale programma's.

Artikel 87. 1. Om de ACS-Staten de gelegenheid te bieden beter gebruik te maken van de mogelijkheden voor onderlinge actie en samenwerking op het gebied van plattelandsontwikkeling, is de Gemeenschap bereid uit de voor regionale samenwerking bestemde middelen bij te dragen tot door twee of meer

ACS-Staten opgezette en uitgevoerde initiatieven met betrekking tot produktie-, onderzoek- of opleidingsprojecten.

2. De bijstand voor de samenwerking op dit gebied wordt bij voorkeur via bestaande nationale organisaties of organisaties van Staten onderling verleend overeenkomstig de voorschriften en procedures inzake regionale samenwerking.

Artikel 88. 1. Er wordt een Technisch Centrum voor landbouwsamenwerking en plattelandontwikkeling opgericht.

Het Centrum staat ter beschikking van de voor de landbouwontwikkeling verantwoordelijke instanties van de ACS-Statens om deze een betere toegang te verschaffen tot informatie, onderzoek, opleiding en innovaties op het gebied van landbouw en plattelandontwikkeling. Het Centrum werkt op de gebieden waarvoor het bevoegd is, nauw samen met de instellingen en instanties als bedoeld in deze Overeenkomst of in de daaraan gehechte verklaringen.

2. Het Centrum heeft tot taak :

- a) in het bijzonder op verzoek van de ACS-Statens, zorg te dragen voor de verspreiding van wetenschappelijke en technische informatie over speciale vraagstukken betreffende de landbouwontwikkeling die door deze Staten naar voren gebracht worden;
- b) de verzoeken van de ACS-Statens met betrekking tot het gebruik of de aanpassing van specifieke landbouwtechnieken door te zenden aan de ter zake bevoegde instanties;
- c) ertoe bij te dragen dat de landbouwkundige literatuur binnen het bereik wordt gebracht van de instellingen voor landbouwkundig onderzoek in de ACS-Statens en deze toegang te verschaffen tot de databanken;
- d) de doorstroming van informatie over de programmering van het landbouwkundig onderzoek te vergemakkelijken in overeenstemming met de prioritaire ontwikkelingsbehoeften;
- e) ontmoetingen tussen onderzoekers, planningdeskundigen en ontwikkelingshulpverleners tot stand te brengen voor een betere uitwisseling van ervaringen inzake specifieke ecologische gebieden en speciale onderwerpen;
- f) de uitwisseling van gegevens en resultaten van het veldwerk aan te moedigen tussen de instanties die zich speciaal toeleggen op de verschillende aspecten van de tropische landbouw en het leven op het platteland;
- g) bij te dragen tot een betere aanpassing van de beschikbare gegevens aan de voorlichtings- en ontwikkelingsbehoeften;
- h) het opleidings- en voorlichtingspersoneel van de ACS-Statens gemakkelijker toegang te verschaffen tot de informatie die zij voor de uitvoering van hun taak nodig hebben;
- i) aanvragen voor specifieke opleidingen aan de daartoe bevoegde instanties door te zenden.
- j) in het algemeen de ACS-Statens te helpen gemakkelijker toegang te krijgen tot de resultaten van de werkzaamheden van de met name in de Gemeenschap en in de ACS-Statens gevestigde nationale, regionale en internationale instellingen die technisch bevoegd zijn inzake landbouw- en plattelandontwikkeling; het zal tevens met deze instellingen in verbinding blijven.

3. Ten einde adequate oplossingen te vinden voor de problemen van de ACS-Staten en om deze met name een betere toegang te verschaffen tot de informatie, de technische vindingen en het onderzoek op het gebied van de plattelandontwikkeling, belegt het Centrum bijeenkomsten met vertegenwoordigers van organisaties uit de ACS-Staten en de Lid-Staten die zich speciaal toeleggen op toegepast landbouwkundig onderzoek, meer in het bijzonder op het gebied van de tropische landbouw en/of de plattelandontwikkeling; deze organisaties moeten erkend zijn door het Comité van Ambassadeurs of door de door dit Comité aangewezen instanties.

4. a) Het Comité van Ambassadeurs is belast met het toezicht op het Centrum.

b) Vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst wordt het Centrum geleid door een directeur die door het Comité van Ambassadeurs wordt benoemd.

c) De directeur van het Centrum brengt verslag uit over de activiteiten van het Centrum aan het Comité van Ambassadeurs.

d) De werkwijze en procedures voor de goedkeuring van de begroting van het Centrum worden vastgesteld door het Comité van Ambassadeurs. De begroting wordt gefinancierd volgens de in de Overeenkomst vastgestelde voorschriften inzake financiële en technische samenwerking. De directeur van het Centrum wordt bijgestaan door personeel dat wordt aangeworven binnen de grenzen van de budgettaire personeelsbezetting zoals die door het Comité van Ambassadeurs is goedgekeurd.

Artikel 89. Voedselhulp is een tijdelijke maatregel; het uiteindelijke doel van de ACS-Staten is met hun eigen produktie in de voedselbehoefte te voorzien.

De Gemeenschap en de ACS-Staten zullen naar betere middelen zoeken om voedselhulpacties ten behoeve van de ACS-Staten, waartoe de Gemeenschap unilateraal overeenkomstig de bijzondere voorschriften en criteria voor de toekenning van deze hulp besluit, zoveel mogelijk af te stemmen op de maatregelen die worden uitgevoerd met behulp van de bij deze Overeenkomst vastgestelde middelen.

Artikel 90. Bij de uitvoering van de bepalingen van deze titel zal bijzondere voorrang worden verleend aan de specifieke vraagstukken en moeilijkheden van de minst ontwikkelde ACS-Staten meer in het bijzonder met betrekking tot de produktie, de verwerking, de opleiding, het onderzoek, het vervoer, de afzet, de verpakking en de bouw van opslagvoorzieningen.

TITEL VII. FINANCIËLE EN TECHNISCHE SAMENWERKING

Hoofdstuk 1. ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 91. 1. De financiële en technische samenwerking heeft ten doel de economische en sociale ontwikkeling van de ACS-Staten uitgaande van de door deze Staten vastgestelde prioriteiten te bevorderen met het oog op de wederzijdse belangen van de partijen.

2. Deze samenwerking vormt een aanvulling op en is in overeenstemming met de eigen maatregelen van de ACS-Staten. Zij omvat de voorbereiding, financiering en uitvoering van projecten en actieprogramma's, die tot de economische en sociale ontwikkeling van de ACS-Staten bijdragen en zijn afgestemd op de behoeften en kenmerken van elk van deze Staten.

3. Deze samenwerking moet ertoe bijdragen dat de minst ontwikkelde, niet aan zee grenzende, en insulaire ACS-Staten de specifieke belemmeringen die hun ontwikkeling afremmen, te boven komen.

4. Door deze samenwerking moet de regionale samenwerking van de ACS-Staten worden bevorderd.

Artikel 92. 1. In het kader van de financiële en technische samenwerking wordt rekening gehouden met het feit dat de bijzondere situatie van elke Staat, met name ten aanzien van het door die Staat gekozen ontwikkelingsbeleid, de te volgen strategie, de prioriteiten welke die Staat heeft gesteld alsmede de mogelijkheden en eigen middelen van die Staat, in acht moet worden genomen.

2. In dit kader moeten de projecten en actieprogramma's ertoe bijdragen dat de volgende resultaten geheel of ten dele worden bereikt :

- a) de mogelijkheid voor de ACS-Staten om hun economische en sociale ontwikkeling op te voeren en beter te beheersen;
- b) een aanhoudende en harmonische groei van de economie van de ACS-Staten door verhoging van de kwantiteit en kwaliteit van hun produktie en derhalve van hun nationaal inkomen alsmede door een correctie van de structurele evenwichtsverstoringen door middel van diversificatie en integratie van hun economie;
- c) verbetering van de levensstandaard van de bevolking van de ACS-Staten;
- d) aan ACS-Staten die het hoofd moeten bieden aan uitzonderlijke, ernstige moeilijkheden van economische en sociale aard ten gevolge van natuurrampen of vergelijkbare buitengewone omstandigheden, de mogelijkheid bieden voor spoedhulp in aanmerking te komen;
- e) aldus bij te dragen tot evenwichtiger economische betrekkingen tussen de ACS-Staten en de rest van de wereld en een grotere deelname van de ACS-Staten in de internationale handel.

3. De tenuitvoerlegging van de financiële en technische samenwerking vergt reële en doeltreffende deelname van de ACS-Staten en de Gemeenschap op alle niveaus aan het beheer en de functionering van de instrumenten voor deze samenwerking, evenals aan een terzelfder tijd en achteraf uitgevoerde evaluatie van de projecten en programma's dezer samenwerking, overeenkomstig artikel 108.

Artikel 93. 1. De projecten en actieprogramma's kunnen betrekking hebben op :

- investeringen, met inbegrip van de begeleidende en aansluitende hulp, bedoeld in de artikelen 152 en 153;
- technische samenwerking.

2. Deze projecten en actieprogramma's kunnen uit hoofde van de bij de programmering aangehouden prioriteiten en in het kader van de regionale samenwerking gericht zijn op :

- a) plattelandsontwikkeling, industrialisatie, ambachtelijke activiteiten, energie, mijnbouw, toerisme en economische en sociale infrastructuur;
- b) structurele verbetering van de produktieve economische sectoren;
- c) milieubescherming;

- d) prospectie, exploratie en valorisatie van natuurlijke hulpbronnen;
- e) opleiding, toegepast wetenschappelijk en technisch onderzoek, technologische aanpassing of innovatie en overdracht van technologie;
- f) bevordering van en voorlichting over de industrie;
- g) handel en afzetbevordering;
- h) bevordering van kleine en middelgrote nationale ondernemingen;
- i) microprojecten voor basisontwikkeling.

3. De financiële steun kan zich uitstrekken tot de externe kosten en tot de lokale uitgaven die nodig zijn voor de uitvoering van de projecten en actieprogramma's.

4. De financiële en technische samenwerking kan uitsluitend onder de in de artikelen 152 en 153 genoemde voorwaarden betrekking hebben op de lopende administratie-, onderhouds- en bedrijfskosten die ten laste komen van de ACS-Statens of de andere eventuele begunstigen.

5. Ten einde rekening te houden met de specifieke problemen waarmee de niet aan zee grenzende ACS-Statens in verband met hun geografische ligging worden geconfronteerd, kent de Gemeenschap prioriteit toe aan :

- a) de door de niet aan zee grenzende Statens voorgestelde studies, projecten, actieprogramma's en maatregelen inzake opleiding en technische bijstand die ertoe kunnen bijdragen de bijzondere moeilijkheden als gevolg van de ingesloten ligging, met name wat vervoer, communicatie en energievoorziening betreft, te beperken;
- b) het voor de bevordering van de energiewinning en mijnbouw noodzakelijke onderzoek en de eventuele uitvoering van desbetreffende investeringsprojecten.

6. Gezien de bijzondere moeilijkheden van de insulaire ACS-Statens, met name wat hun vervoer- en communicatiemogelijkheden betreft binnen hun grondgebied, onderling en met de Gemeenschap, kent de Gemeenschap prioriteit toe aan passende maatregelen die ten doel hebben :

- a) op het gebied van het zee- en luchtvervoer, het goederenverkeer en personenverkeer te stimuleren;
- b) de zeevisserij te bevorderen;
- c) zo nodig de exploratie en valorisatie van energiebronnen te steunen;
- d) de nadelige effecten te beperken van de speciale problemen van deze Statens, die bovendien in een ongunstige positie verkeren door de grote afstand van hun overzeese markten, de fragmentarische structuur van hun grondgebied en de steeds dreigende natuurrampen.

Artikel 94. 1. Voor de financiële en technische samenwerking komen in aanmerking :

- a) de ACS-Statens;
- b) de regionale of internationale instanties waarvan een of meer ACS-Statens deel uitmaken en die door deze Statens zijn gemachtigd;
- c) de door de Gemeenschap en de ACS-Statens opgerichte gemengde instanties die door de ACS-Statens zijn gemachtigd om bepaalde specifieke doelstellingen,

met name op het gebied van de agrarische, industriële en commerciële samenwerking, te verwezenlijken.

2. Met instemming van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten komen, voor wat de door die Staat of Staten goedgekeurde projecten of actieprogramma's betreft, voor de financiële en technische samenwerking eveneens in aanmerking :

- a) overheids- of semi-overheidsinstanties van de ACS-Staten op het gebied van de ontwikkeling, met name hun ontwikkelingsbanken;
- b) lokale overheden en particuliere organen, die in de betrokken landen meewerken aan de economische en sociale ontwikkeling;
- c) ondernemingen die hun werkzaamheden verrichten volgens de methoden van industriële en commerciële bedrijfsvoering en die zijn opgericht als vennootschappen van een ACS-Staat in de zin van artikel 161;
- d) verenigingen van producenten die onderdanen van ACS-Staten zijn, of soortgelijke organen en, indien dergelijke verenigingen of organen niet bestaan, de producenten zelf;
- e) bursalen en stagiaires, met het oog op hun opleiding.

Hoofdstuk 2. FINANCIËLE MIDDELEN EN WIJZE VAN FINANCIERING

Artikel 95. Tijdens de toepassingsduur van deze Overeenkomst bedraagt de financiële bijdrage van de Gemeenschap in totaal 5.227 miljoen ERE.

Dit bedrag omvat :

- 1) 4.542 miljoen ERE uit hoofde van het Europees Ontwikkelingsfonds, hierna „het Fonds“ genoemd, als volgt verdeeld :
 - a) voor de in de artikelen 91 en 92 genoemde doeleinden : 3.172 miljoen ERE, waarvan :
 - 2.928 miljoen ERE in de vorm van subsidies,
 - 504 miljoen ERE in de vorm van speciale leningen,
 - 280 miljoen ERE in de vorm van risicodragend kapitaal;
 - b) voor de in titel II genoemde doeleinden : tot 550 miljoen ERE in de vorm van transfers ter stabilisatie van de exportopbrengsten;
 - c) voor de in titel III, hoofdstuk 1, genoemde doeleinden : een speciale financieringsfaciliteit ten bedrage van 280 miljoen ERE;
- 2) voor de in de artikelen 91 en 92 genoemde doeleinden : tot 685 miljoen ERE in de vorm van leningen van de Bank uit haar eigen middelen overeenkomstig de in haar statuten neergelegde voorwaarden. Aan deze leningen wordt een rentesubsidie van 3% verbonden onder de in artikel 104 gestelde voorwaarden, waarvan de kosten worden afgeboekt op het in punt 1, sub a), voor subsidies aangegeven bedrag.

Artikel 96. Op verzoek van de ACS-Staten en met instemming van de partijen, kunnen de financiële middelen van de Gemeenschap worden aangewend voor medefinancieringen, indien de ACS-Staten daardoor meer financiële steun ontvangen en de internationale samenwerking beter op hun ontwikkeling kunnen afstemmen. Bijzondere aandacht krijgen :

- a) grootscheepse projecten die niet uit één enkele financieringsbron kunnen worden gefinancierd;

- b) projecten waarbij dank zij de deelneming en de ervaring van de Gemeenschap de deelneming van andere financieringsinstellingen zou kunnen worden vergemakkelijkt;
- c) projecten waarvoor diversificatie van de financiering voordelen kan opleveren ten aanzien van de financieringsvoorwaarden of de investeringskosten, met name sociale projecten;
- d) regionale of interregionale projecten.

Artikel 97. Medefinanciering kan plaatsvinden in de vorm van gezamenlijke of parallelle financiering. De voorkeur wordt gegeven aan de goedkoopste en meest doeltreffende formule.

Artikel 98. Onverminderd de reglementen van de diverse financieringsinstellingen worden met instemming van de betrokken partijen met betrekking tot de interventies van de Gemeenschap en de overige medefinanciers, tijdens de opstelling en uitvoering van het gezamenlijk te financieren project of actieprogramma, de nodige harmonisatie- en coördinatiemaatregelen getroffen ten einde uitbreiding van door de ACS-Staten te volgen procedures te vermijden en versoepeling van die procedures te bewerkstelligen.

Artikel 99. De Gemeenschap kan met instemming van de betrokken ACS-Staat de medefinanciers desgewenst administratieve bijstand verlenen ten einde de uitvoering van het gezamenlijk gefinancierde project of actieprogramma te vergemakkelijken.

Artikel 100. Op verzoek van de betrokken ACS-Staat en met instemming van de overige betrokken partijen, kunnen de Commissie of de Bank een leidinggevende of coördinerende rol spelen ten aanzien van de projecten die zij medefinancieren.

Artikel 101. 1. De projecten of actieprogramma's kunnen worden gefinancierd met hetzij een subsidie, hetzij een speciale lening, hetzij risicodragend kapitaal, hetzij een lening van de Bank uit eigen middelen, hetzij een combinatie daarvan.

2. Produktieve investeringsprojecten op het gebied van industrie, landbouwindustrie, toerisme, mijnbouw en energieproductie, gekoppeld aan een investering in deze sectoren, worden bij voorrang met leningen van de Bank uit eigen middelen en met risicodragend kapitaal gefinancierd.

3. Voor de door de Commissie beheerde middelen van het Fonds, wordt de financieringswijze in gemeenschappelijk overleg vastgesteld, met inachtneming van het ontwikkelingsniveau en de geografische, economische en financiële situatie van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten ten einde de beschikbare middelen zo nuttig mogelijk te besteden. Er kan eveneens rekening worden gehouden met de daaruit voortvloeiende economische en sociale consequenties.

4. Wat de door de Bank beheerde middelen aangaat, hangt de wijze van financiering af van de aard van het project, de vooruitzichten inzake economische en financiële rentabiliteit, het ontwikkelingsniveau en de economische en financiële situatie van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten. Voorts wordt rekening gehouden met de factoren die de aflossing van de terug te betalen steun garanderen.

Artikel 102. Speciale leningen worden verstrekt voor een periode van 40 jaar, waarvan de eerste tien jaar aflossingsvrij zijn. De rentevoet bedraagt 1% per jaar.

Artikel 103. 1. Subsidies of speciale leningen kunnen aan een ACS-Staat of via diens tussenkomst aan een uiteindelijke begunstigde worden verstrekt.

2. In het laatste geval worden de voorwaarden waaronder de ACS-Staat de financiële middelen aan de uiteindelijke begunstigde verstrekt, vastgelegd in de financieringsovereenkomst.

3. De ACS-Staat moet alle winst die hij maakt doordat hij een subsidie ontvangt of een lening waarvan de rentevoet of de aflossingstermijn gunstiger is dan die van de uiteindelijke lening, aanwenden voor ontwikkelingsdoelinden onder de in de financieringsovereenkomst vastgestelde voorwaarden.

4. Op verzoek van de betrokken Lid-Staat kan de Bank, overeenkomstig artikel 101 de financiële steun die zij beheert, hetzij rechtstreeks hetzij door tussenkomst van een ontwikkelingsbank of van de betrokken ACS-Staat aan de uiteindelijke begunstigde verstrekken.

Artikel 104. 1. Het onderzoek door de Bank naar de aanvaardbaarheid van projecten en de toekenning van leningen uit eigen middelen geschieden in contact met de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten volgens de bij de statuten van de Bank en deze Overeenkomst vastgestelde bepalingen, voorwaarden en procedures rekening houdend met de economische en financiële situatie van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten en met de factoren die de aflossing van de terug te betalen steun garanderen.

2. De looptijdvoorwaarden van de door de Bank uit eigen middelen verstrekte leningen worden vastgesteld op basis van de economische en financiële kenmerken van het project; deze looptijd kan maximaal 25 jaar bedragen.

3. De rentevoet is die welke de Bank op het tijdstip van de ondertekening van elk leningscontract toepast. Deze rentevoet wordt door middel van een rentesubsidie met 3% verlaagd, behalve indien de leningen zijn bestemd voor investeringen in de aardolie-sector.

Deze rentesubsidie wordt evenwel zodanig automatisch aangepast, dat de door de lener daadwerkelijk te betalen rente ten minste 5% en ten hoogste 8% bedraagt.

4. De waarde van het totaalbedrag van de rentesubsidies, berekend op het tijdstip waarop de lening wordt aangegaan tegen een percentage en volgens regels, vast te stellen door de Gemeenschap, wordt in mindering gebracht op het in artikel 95 genoemde subsidiebedrag; het wordt rechtstreeks aan de Bank overgemaakt.

Artikel 105. 1. Met het oog op de uitvoering van projecten op het gebied van industrie, landbouwindustrie, mijnbouw, toerisme en in uitzonderlijke omstandigheden, vervoer en telecommunicatie en aan de investering in deze sectoren gekoppelde energieproductie, die van algemeen belang zijn voor de economie van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten, kan de Gemeenschap bijdragen verstrekken in de vorm van risicodragend kapitaal.

2. De bijdrage in de vorm van risicodragend kapitaal kan onder meer dienen voor het verwezenlijken van de volgende doelstellingen :

- a) directe of indirecte aanvulling van de eigen middelen of daarmee gelijk te stellen middelen van overheids-, semi-overheids- of particuliere bedrijven en verlening van steun in de vorm van semikapitaal aan deze ondernemingen;
- b) financiering van specifieke studies voor de voorbereiding en uitwerking van projecten en steun aan de ondernemingen in de aanloopperiode;
- c) financiering van onderzoek en investeringen ter voorbereiding van projecten in de mijnbouw- en energiesector.

3. Om deze doelstellingen te verwezenlijken, kan de Gemeenschap via minderheidsdeelnemingen van tijdelijke aard deelnemen in het kapitaal van de betrokken ondernemingen of van instellingen voor de financiering van de ontwikkeling van de ACS-Staten. Deze deelnemingen kunnen samengaan met een lening van de Bank of met een andere vorm van bijdragen in risicodragend kapitaal. Zodra aan de voorwaarden hiervoor is voldaan, worden de deelnemingen gecedeerd, bij voorkeur aan onderdanen of instellingen van de ACS-Staten.

4. De bijdragen in semikapitaal kunnen de vorm aannemen van :

- a) achtergestelde leningen, waarvan de aflossing en in voorkomend geval, de betaling van de verschuldigde rente pas plaatsvinden nadat de overige verstrekte bankkredieten zijn terugbetaald;
- b) voorwaardelijke leningen, waarvan de aflossing of de looptijd afhankelijk is van de vervulling van bepaalde voorwaarden, die bij de toekenning van de lening zijn vastgesteld. Voorwaardelijke leningen kunnen met instemming van de betrokken ACS-Staat rechtstreeks aan een bepaalde onderneming worden toegekend. Deze leningen kunnen ook worden verstrekt aan een ACS-Staat of aan instellingen in de ACS-Staten die zijn gespecialiseerd in de financiering van ontwikkelingsmaatregelen, ten einde deze de mogelijkheid te bieden deel te nemen in kapitaal van ondernemingen in de onder lid 1 genoemde sectoren, voor zover zulks valt onder de financiering van voorbereidende investeringen of nieuwe produktieve investeringen en kan worden aangevuld met verdere financiële steun van de Gemeenschap, eventueel met andere financieringsbronnen, in het kader van een medefinanciering;
- c) globale leningen aan instellingen in de ACS-Staten die ontwikkelingsmaatregelen financieren, voor zover de aard van hun activiteiten en beheer zulks toelaat. Deze leningen kunnen worden gecedeerd aan andere ondernemingen en kunnen dienen voor deelnemingen in andere ondernemingen.

5. De in lid 4 genoemde voorwaarden voor bijdragen in de vorm van semikapitaal, worden voor elk geval afzonderlijk vastgesteld op grond van de kenmerken van de te financieren projecten. Deze voorwaarden zijn over het algemeen gunstiger dan die voor gesubsidieerde leningen van de Bank. De rentevoet bedraagt niet meer dan die voor gesubsidieerde leningen.

6. Indien de in het onderhavige artikel genoemde bijdrage wordt verleend aan studie bureaus of dient voor de financiering van onderzoek of investeringen, voorafgaande aan de uitvoering van een project, kan zij deel uitmaken van de bijdragen in kapitaal, waarvoor de ontwikkelingsmaatschappij in geval van uitvoering van het project in aanmerking kan komen.

Artikel 106. 1. Bij de vaststelling van de financiële bijdrage die de ACS-Staten van de Gemeenschap mogen verwachten uit hoofde van hun indicatieve

programma's, wordt bijzondere aandacht besteed aan de minst ontwikkelde ACS-Staten.

Er wordt ook rekening gehouden met de bijzondere moeilijkheden van de niet aan zee grenzende of insulaire ACS-Staten.

2. De bijdrage wordt verleend tegen bijzonder gunstige financieringsvoorwaarden die zijn aangepast aan de economische situatie en specifieke behoeften van elke ACS-Staat. De financiering geschiedt hoofdzakelijk in de vorm van subsidies en, indien zulks gezien de omstandigheden mogelijk is, in de vorm van speciale leningen of risicodragend kapitaal.

3. De speciale leningen worden voor de minst ontwikkelde Staten verstrekt voor een periode van veertig jaar waarvan de eerste tien jaar aflossingsvrij zijn. De rentevoet bedraagt 0,75 %'s jaars.

4. De Gemeenschap vergemakkelijkt bij voorrang het verstrekken van bijdragen in de vorm van door de Bank beheerd risicodragend kapitaal aan de minst ontwikkelde ACS-Staten.

5. In de minst ontwikkelde ACS-Staten kunnen eveneens leningen uit de eigen middelen van de Bank worden verstrekt met inachtneming van de in artikel 104 vastgestelde criteria.

Artikel 107. Op verzoek van de minst ontwikkelde ACS-Staten kan de Gemeenschap overeenkomstig artikel 139, lid 4, hulp bieden bij de bestudering van hun problemen op het gebied van schuldenlast, schuldaflossing en betalingsbalans.

Hoofdstuk 3. VERANTWOORDELIJKHEDEN VAN DE ACS-STATEN EN DE EEG

Artikel 108. 1. Bij de uitvoering van de door de Gemeenschap gefinancierde activiteiten werken de ACS-Staten en de Gemeenschap, met inachtneming van de gelijkheid der partijen, nauw samen.

2. De ACS-Staten zijn verantwoordelijk voor :

- a) het vaststellen van de doelstellingen en prioriteiten waarop de indicatieve programma's worden gebaseerd;
- b) het kiezen van de projecten en actieprogramma's die zij voor financiering aan de Gemeenschap besluiten voor te leggen;
- c) het voorbereiden en voorleggen aan de Gemeenschap van de dossiers betreffende de projecten en actieprogramma's;
- d) het uitwerken van, het onderhandelen over en het afsluiten van de contracten;
- e) het uitvoeren van de door de Gemeenschap gefinancierde projecten en actieprogramma's;
- f) het beheren en onderhouden van hetgeen in het kader van de financiële en technische samenwerking tot stand is gebracht.

3. Op verzoek van de ACS-Staten, kan de Gemeenschap hun, met betrekking tot de in lid 2 bedoelde taken, haar technische medewerking verlenen. Zij bestudeert met name de specifieke maatregelen die ertoe kunnen bijdragen de speciale problemen van de minst ontwikkelde, niet aan zee grenzende en insulaire ACS-Statens bij de uitvoering van hun projecten en actieprogramma's op te lossen.

4. De ACS-Staten en de Gemeenschap zijn gezamenlijk verantwoordelijk voor :

- a) het vaststellen, in het kader van de gemeenschappelijke instellingen, van het algemeen beleid en de richtsnoeren van de financiële en technische samenwerking;
- b) het vaststellen van de indicatieve programma's inzake communautaire hulp;
- c) het onderzoeken van de projecten en actieprogramma's waarbij ook wordt nagegaan of deze op de doelstellingen en prioriteiten en op de bepalingen van de Overeenkomst zijn afgestemd;
- d) het ten uitvoer leggen van de toepassingsmaatregelen die de gelijkheid van de voorwaarden voor deelneming aan aanbestedingen en contracten waarborgen;
- e) het beoordelen van het effect en de resultaten van de voltooide of nog in uitvoering zijnde projecten en actieprogramma's;
- f) het nagaan of de uitvoering van de door de Gemeenschap gefinancierde projecten en actieprogramma's geschiedt overeenkomstig de doelstellingen daarvan en de bepalingen van de Overeenkomst.

5. De Gemeenschap is verantwoordelijk voor het voorbereiden en nemen van financieringsbesluiten met betrekking tot de projecten en actieprogramma's.

6. a) Er wordt in het kader van de Raad van Ministers een ACS-EEG-Comité opgericht dat tot taak heeft in algemene zin aan de hand van concrete voorbeelden maatregelen te bestuderen tot verbetering van de financiële en technische samenwerking, met name door bespoediging en vereenvoudiging van de procedures.

b) Dit Comité bestaat op basis van pariteit uit door de Raad van Ministers aangewezen vertegenwoordigers van de ACS-Staten en van de Gemeenschap of hun gemachtigden. Het Comité komt ieder kwartaal bijeen en ten minste eenmaal per jaar op Ministersniveau.

Een vertegenwoordiger van de Bank woont de vergaderingen van het Comité bij.

c) De Raad van Ministers stelt het reglement van orde van het Comité vast, waaronder de voorwaarden van vertegenwoordiging en het aantal leden van het Comité, de wijze waarop zij hun besprekingen voeren en de voorwaarden voor de uitoefening van het voorzitterschap.

d) In het kader van de door de Raad van Ministers gedelegeerde bevoegdheden oefent het Comité de volgende taken uit :

- i) het verzamelen van gegevens over de ter zake van de financiële en technische samenwerking bestaande procedures en het verschaffen van de nodige toelichtingen op die procedures;
- ii) het bestuderen van specifieke moeilijkheden bij de tenuitvoerlegging van deze financiële en technische samenwerking op verzoek van de Gemeenschap of de ACS-Staten;
- iii) in het kader van het sub f) genoemde jaarverslag eventuele opmerkingen en suggesties aan de Raad van Ministers voorleggen betreffende het in artikel 119 bedoelde jaarverslag;

- iv) het aan de Raad van Ministers voorleggen van alle suggesties die kunnen bijdragen tot verbetering of bespoediging van de tenuitvoerlegging van de financiële en technische samenwerking;
- v) het bestuderen van problemen in verband met de tenuitvoerlegging van de tijdschema's voor het aangaan van betalingsverplichtingen, de uitvoering en de betalingen als bedoeld in artikel 110, met het oog op het opheffen van eventuele knelpunten en moeilijkheden op diverse niveaus;
- vi) het voert voorts in opdracht van de Raad van Ministers eventuele andere taken uit.

e) Met instemming van het Comité van Ambassadeurs kan het Comité vergaderingen beleggen van deskundigen voor periodieke bestudering van de oorzaken van eventuele knelpunten of moeilijkheden bij de tenuitvoerlegging van de financiële en technische samenwerking. Deze deskundigen leggen het Comité mogelijkheden voor om deze knelpunten en moeilijkheden op te heffen.

f) Het Comité bestudeert het jaarverslag over het beheer van de financiële en technische steun van de Gemeenschap dat haar uit hoofde van artikel 119, lid 2, door de Commissie wordt voorgelegd. Het Comité formuleert ten behoeve van de Raad van Ministers aanbevelingen en resoluties inzake maatregelen ter verwezenlijking van de doelstellingen van de financiële en technische samenwerking, in het kader van de door deze Raad aan het Comité toegekende bevoegdheden. Het Comité stelt een jaarverslag op over de stand van zijn werkzaamheden, dat door de Raad wordt onderzocht tijdens zijn jaarlijkse vergadering over de vaststelling van beleid en richtlijnen voor de financiële en technische samenwerking als bedoeld in artikel 119.

7. Met betrekking tot de financiering van projecten binnen de bevoegdheidsgrenzen van de Bank kunnen de in de hoofdstukken 4, 6, 7 en 8 omschreven regelingen en procedures betreffende de tenuitvoerlegging van de financiële en technische samenwerking in overleg met de betrokken ACS-Staten worden gewijzigd ten einde rekening te houden met de aard van de door de Bank gefinancierde projecten en de Bank in staat te stellen in het kader van haar statutaire procedures conform de doelstellingen van deze Overeenkomst te handelen.

Hoofdstuk 4. PROGRAMMATIE, BEOORDELING, UITVOERING EN EVALUATIE

Artikel 109. 1. De door de Gemeenschap gefinancierde acties vormen een aanvulling op hetgeen de ACS-Staten zelf ondernemen, worden geïntegreerd in de economische en sociale ontwikkelingsplannen en -programm'as van die Staten en sluiten aan op de door hen nationaal en regionaal bepaalde ontwikkelingsdoelstellingen en -prioriteiten.

2. Bij de aanvang van de onder deze Overeenkomst vallende periode wordt de financiële en technische samenwerking zodanig geprogrammeerd dat :

- a) elke ACS-Staat zo sopedig mogelijk vóór de opstelling van het indicatief programma over zo duidelijk mogelijke gegevens beschikt omtrent het bedrag van de door de Commissie beheerde financiële bijdrage waarvoor die Staat gedurende die periode in aanmerking komt en omtrent de daaraan te verbinden voorwaarden;
- b) de partijen bij de Overeenkomst kunnen zorg dragen voor een optimaal gebruik van de in de Overeenkomst omschreven samenwerkingsinstrumenten en

-middelen die tot het verwezenlijken van de doelstellingen van de financiële en technische samenwerking moeten leiden;

- c) de Gemeenschap op de hoogte is van de door elk der ACS-Staten vastgestelde ontwikkelingsdoelstellingen en -prioriteiten en van de projecten en actieprogramma's welke deze Staten voornemens zijn in het kader van hun doelstellingen en prioriteiten voor financiering voor te leggen.

3. In overleg tussen de Gemeenschap en elke ACS-Staat wordt op basis van voorstellen van deze ACS-Staat een indicatief programma vastgesteld. Dit programma vermeldt :

- a) de algemene strekking en het toepassingsgebied van de financiële en technische samenwerking zoals die zijn vastgelegd in overleg tussen vertegenwoordigers van de ACS-Staten en van de Gemeenschap;
- b) de doelstellingen en prioriteiten van de ACS-Staat die zich bijzonder lenen voor financiële steun van de Gemeenschap;
- c) specifieke projecten en actieprogramma's, voor zover deze duidelijk vastliggen, waardoor die ontwikkelingsdoelstellingen kunnen worden verwezenlijkt. Deze projecten en actieprogramma's, evenals die welke later in het indicatief programma in het licht van de doelstellingen en prioriteiten worden opgenomen, worden vervolgens overeenkomstig artikel 112 onderworpen aan de beoordelingsprocedure.

4. Op basis van deze verschillende elementen wordt op de in artikel 110 vermelde wijze een optimaal tempo voor het aangaan van betalingsverplichtingen vastgesteld.

5. In de indicatieve programma's wordt de nodige soepelheid ingebouwd zodat rekening kan worden gehouden met veranderingen in de economische situatie van elke ACS-Staat en met wijzigingen in de aanvankelijk aanvaarde prioriteiten en doelstellingen. Elk programma kan op verzoek van de betrokken ACS-Staat worden herzien. In ieder geval wordt het programma ten minste eenmaal in de loop van de onder deze Overeenkomst vallende periode opnieuw bezien.

6. Deze programma's hebben geen betrekking op de spoedhulp conform artikel 137 en de in titel II genoemde maatregelen ter stabilisering van de exportopbrengsten.

7. Wanneer het indicatieve programma van een ACS-Staat wordt opgesteld, wisselen de vertegenwoordigers van de ACS-Staat en van de Gemeenschap van gedachten over de regionale prioriteiten en doelstellingen van de ACS-Staat. Er wordt kennis genomen van die specifieke projecten en actieprogramma's waardoor deze doelstellingen in het kader van de regionale samenwerking kunnen worden verwezenlijkt.

Artikel 110. 1. a) Bij de programmering van de bestemming van de middelen uit het door de Commissie beheerde Fonds wordt van jaar tot jaar met de betrokken ACS-Staat een optimaal tempo voor het aangaan van betalingsverplichtingen vastgesteld dat is aangepast aan de prioriteiten en andere factoren waarmee elke partij rekening dient te houden.

b) Dit optimale tempo wordt zodanig vastgesteld dat het totaal van de bedragen waarvoor jaarlijks betalingsverplichtingen worden aangegaan, zo regel-

matig mogelijk wordt verdeeld over de gehele toepassingsperiode van deze Overeenkomst.

c) Wat eventueel in het Fonds resteert na afloop van het laatste toepassingsjaar van deze Overeenkomst, zal geheel volgens de voorwaarden van deze Overeenkomst volledig worden gebruikt.

2. Wanneer de ACS-Staat een volledig projectdossier in de zin van artikel 111, lid 1, tweede alinea, heeft ingediend, wordt door de Commissie en de betrokken ACS-Staat een tijdschema voor de beoordeling vastgesteld dat loopt tot en met de fase waarin het financieringsvoorstel wordt uitgewerkt.

3. Het financieringsvoorstel behelst het tijdschema voor de technische en financiële uitvoering van het project dat wordt overgenomen in de financieringsovereenkomst en betrekking heeft op de duur van de verschillende uitvoeringsfasen.

4. Jaarlijks wordt door de nationale ordonnateur en de gemachtigde van de Commissie een vergelijkende staat van aangegane betalingsverplichtingen en betalingen opgesteld ten einde de oorzaken van tijdslimietoverschrijdingen bij de uitvoering van het indicatieve tijdschema vast te stellen en voorstellen voor corrigerende maatregelen te formuleren.

Artikel 111. 1. a) De samenstelling van de dossiers van projecten en actieprogramma's die op basis van de indicatieve programma's worden voorgesteld, behoort tot de verantwoordelijkheid van de betrokken ACS-Staten of de door hen erkende andere begunstigen.

b) De dossiers dienen alle voor de beoordeling van het project nodige inlichtingen te bevatten.

c) Desgevraagd kan de Gemeenschap hulp bieden bij de samenstelling van deze dossiers.

2. Deze dossiers worden officieel bij de Gemeenschap ingediend door de ACS-Staten of de in artikel 94, lid 1, genoemde begunstigen. Betreft het begunstigen bedoeld in artikel 94, lid 2, dan is uitdrukkelijke toestemming van de betrokken Staat of Staten vereist.

3. Alle officieel overeenkomstig lid 2 ingediende projecten en actieprogramma's worden ter kennis gebracht van de Gemeenschapsinstantie die de financieringsbesluiten neemt.

Artikel 112. 1. a) De procedure voor de beoordeling van de projecten en actieprogramma's verloopt in nauwe samenwerking tussen de Gemeenschap en ACS-Staten of eventuele andere begunstigen.

b) De beoordeling heeft betrekking op de diverse aspecten van de projecten en actieprogramma's en met name de economische, sociale, technische, financiële en administratieve aspecten.

c) De beoordeling is bedoeld om te verzekeren dat de projecten en actieprogramma's inderdaad beantwoorden aan de in lid 2 omschreven criteria.

2. Bij de beoordelingsprocedure worden de volgende criteria gehanteerd :

a) de projecten en actieprogramma's moeten beantwoorden aan de doelstellingen en prioriteiten van de ACS-Staten. Er moet daarbij rekening worden gehouden met de nationale inspanningen en andere door buitenlandse bronnen

beschikbaar gestelde middelen. Tevens moeten zij een goede samenhang vertonen zowel onderling als met de bepalingen van de Overeenkomst;

- b) de doelmatigheid van de projecten en actieprogramma's wordt beoordeeld via een vergelijkende analyse van de beoogde middelen en de verwachte resultaten in technisch, sociaal, economisch en financieel opzicht; mogelijke varianten worden eveneens in de beschouwing betrokken;
- c) de levensvatbaarheid van projecten en actieprogramma's wordt beoordeeld uit het oogpunt van de verschillende betrokkenen: de Staat, een onderneming of een lokale gemeenschap. Via dit deel van de beoordeling wordt nagegaan of een project het verwachte effect kan sorteren gedurende de periode die voor dit soort activiteiten als normaal wordt beschouwd.

De beoordeling dient voorts om na te gaan of het personeel en de andere, met name financiële, middelen die nodig zijn voor het functioneren en het onderhoud van het investeringsobject en voor de bestrijding van de eventuele aan het project verbonden financiële lasten, daadwerkelijk lokaal beschikbaar zijn.

Zulks geschiedt door middel van begrotingsramingen en het afwegen van de mogelijkheden om het project aan te passen aan plaatselijke factoren en middelen;

- d) voor het bepalen van de rentabiliteit worden bij de beoordeling de van het project verwachte effecten nagegaan, speciaal die van fysische, economische, sociale en financiële aard, zo mogelijk op basis van een kosten- en batenanalyse;
- e) bij de beoordeling moet rekening worden gehouden met de niet-kwantificeerbare resultaten van de projecten. Verder wordt bijzondere aandacht besteed aan de effecten van het project op het milieu.

3. Met de speciale moeilijkheden en omstandigheden van de minst ontwikkelde ACS-Statens, voor zover die gevolgen hebben voor de doelmatigheid, levensvatbaarheid en rentabiliteit van de projecten en actieprogramma's, wordt bij de beoordeling rekening gehouden.

Artikel 113. 1. De beoordelingsconclusies worden samengevat in een financieringsvoorstel dat als basis moet dienen voor het besluit van de Gemeenschap.

2. De door de diensten van de Gemeenschap opgestelde financieringsvoorstellen worden ter kennis gebracht van de betrokken ACS-Statens.

3. a) Wanneer de met het uitbrengen van adviezen over de projecten belaste instantie van de Gemeenschap over een project geen gunstig advies uitbrengt, raadplegen de ter zake bevoegde diensten van de Gemeenschap de vertegenwoordigers van de betrokken ACS-Staat of ACS-Statens over de verder te ondernemen stappen, met name over de wenselijkheid het dossier eventueel in gewijzigde vorm opnieuw aan de betrokken instantie van de Gemeenschap voor te leggen.

b) Voordat deze instantie definitief advies uitbrengt, worden de vertegenwoordigers van de betrokken ACS-Staat of ACS-Statens op hun verzoek door de vertegenwoordigers van de Gemeenschap in die instantie gehoord, zodat zij het project kunnen verdedigen.

4. Indien het definitieve advies van deze instantie ongunstig uitvalt, raadplegen de ter zake bevoegde diensten van de Gemeenschap opnieuw de vertegenwoordigers van de betrokken ACS-Staat of ACS-Statens over de vraag of het project ongewijzigd aan de instanties van de Gemeenschap moet worden voorgelegd of dat het moet worden ingetrokken of gewijzigd.

5. Indien de ACS-Staat van oordeel is dat het project ongewijzigd aan de besluitvormingsinstantie van de Gemeenschap moet worden voorgelegd, kan die Staat, voordat die instantie het definitieve besluit neemt, alle nodig geachte aanvullende gegevens verstrekken. Die Staat kan bovendien, voordat deze instantie een besluit neemt, door de Voorzitter en de leden van de Raad van de Europese Gemeenschappen worden gehoord voor het verstrekken van aanvullende informatie naast de hierboven reeds genoemde.

6. Wanneer het project door de besluitvormingsinstanties van de Gemeenschap niet ter financiering is aanvaard, wordt de betrokken ACS-Staat omtrent de motieven hiervoor ingelicht.

Artikel 114. 1. Ter bespoediging van de procedures kunnen de financieringsvoorstellen betrekking hebben op meerjarenprogramma's of totaalbedragen, wanneer het gaat om financiering van :

- a) een reeks opleidingsmaatregelen,
- b) microprojectenprogramma's,
- c) een reeks acties inzake technische samenwerking en afzetbevordering.

De financieringsbesluiten met betrekking tot afzonderlijke maatregelen en projecten worden genomen in het kader van deze programma's en totaalbedragen.

2. Ook kunnen in deze geest projecten en actieprogramma's waarmee een beperkt bedrag is gemoeid, via een versnelde besluitvormingsprocedure worden behandeld.

3. Met betrekking tot alle projecten en actieprogramma's uit hoofde van deze Overeenkomst worden in alle gevallen maatregelen ter vereenvoudiging en bespoediging van de procedures genomen.

Artikel 115. 1. Voor ieder project of actieprogramma ten aanzien waarvan wordt besloten tot financiering uit het door de Commissie beheerde Fonds, wordt een financieringsovereenkomst aangegaan tussen de Commissie, namens de Gemeenschap, en de betrokken ACS-Staat of ACS-Statens. In deze financieringsovereenkomst wordt de financiële verbintenis vastgelegd die het Fonds aangaat en worden de financieringsvoorwaarden vermeld. Aan de financieringsovereenkomst wordt een schema gehecht van betalingsverplichtingen en betalingen.

2. Voor ieder met een speciale lening gefinancierd project of actieprogramma wordt bovendien een leningcontract aangegaan tussen de Commissie, namens de Gemeenschap, en de ontvanger van de lening.

Artikel 116. De bedragen die bij afsluiting van de rekeningen betreffende uit het door de Commissie beheerde Fonds gefinancierde projecten en actieprogramma's resteren, blijven bestemd voor de betrokken ACS-Staat en worden als zodanig in de boekhouding van het Fonds gespecificeerd. Zij kunnen worden aangewend onder de in deze Overeenkomst voor de financiering van projecten en actieprogramma's gestelde voorwaarden.

Artikel 117. 1. *a)* Indien bij de uitvoering van uit het door de Commissie beheerde Fonds gefinancierde projecten en actieprogramma's de toegestane kredieten worden overschreden, komen die overschrijdingen voor rekening van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten onder voorbehoud van de volgende bepalingen.

b) In de financieringsovereenkomst worden evenwel per project reservebedragen opgenomen ter dekking van kostenstijgingen en onvoorziene uitgaven.

c) De ACS-Staten kunnen daartoe ook een reserve opnemen in hun indicatieve programma's.

2. Zodra overschrijding dreigt, stelt de nationale ordonnateur de hoofdordonnateur hiervan in kennis via de gemachtigde van de Commissie. De nationale ordonnateur deelt de hoofdordonnateur bij die gelegenheid tevens mede welke maatregelen hij voornemens is ter dekking van die overschrijding te treffen, namelijk inkrimping van het project of actieprogramma dan wel bekostiging uit nationale of andere, nietcommunautaire middelen.

3. Blijkt het onmogelijk het project of actieprogramma in te krimpen of de overschrijding te financieren uit nationale of andere, niet-communautaire middelen, dan kan de instantie van de Gemeenschap, die de financieringsbesluiten neemt, per geval een aanvullende betalingsverplichting aangaan en de desbetreffende uitgaven aldus financieren.

4. Onverminderd de leden 2 en 3 bestemt de nationale ordonnateur in overleg met de hoofdordonnateur de resterende bedragen bedoeld in artikel 116 voor dekking van de bij een project of actieprogramma geconstateerde overschrijding, zulks tot ten hoogste 15% van de betalingsverplichting die voor dat project of actieprogramma is aangegaan.

Artikel 118. 1. *a)* Projecten en actieprogramma's kunnen tijdens hun uitvoering aan evaluatie worden onderworpen. De betrokken ACS-Staten en de Gemeenschap stellen gezamenlijk volgens een afgesproken frequentie een evaluatierapport op met betrekking tot de diverse aspecten en de resultaten van het project.

b) Dit rapport kan leiden tot een in gezamenlijk overleg door te voeren heroriëntering van het project tijdens de uitvoering.

2. *a)* Gereedgekomen projecten en voltooide actieprogramma's worden door de betrokken ACS-Staten en de Gemeenschap gezamenlijk aan evaluatie onderworpen. Daarbij vindt vergelijking van de resultaten met de doelstellingen plaats en worden tevens het beheer, het functioneren en het onderhoud van het object gezien. De resultaten van die evaluatie worden door beide partijen bestudeerd.

b) De bevoegde instanties van de Gemeenschap en van de betrokken ACS-Staten nemen elk op hun terrein die maatregelen welke in het licht van de evaluatie nodig zijn.

Hoofdstuk 5. BELEID EN RICHTLIJNEN

Artikel 119. 1. De Raad van Ministers onderzoekt ten minste eenmaal per jaar in hoeverre van verwezenlijking van de doelstelling van de financiële en technische samenwerking sprake is. Tevens onderzoekt de Raad de algemene problemen die zich bij deze samenwerking voordoen. In het onderzoek worden

tevens betrokken de regionale samenwerking en de maatregelen ten behoeve van de minst ontwikkelde, de niet aan zee grenzende en insulaire ACS-Staten.

2. Te dien einde legt de Commissie de Raad van Ministers jaarlijks een verslag voor over het beheer van de financiële en technische steunverlening door de Gemeenschap. Dit verslag, dat wordt opgesteld in samenwerking met de Bank wat die delen betreft die de Bank aangaan, wordt ter kennis gebracht van het in artikel 108, lid 6, bedoelde ACS-EEG-Comité. Het heeft betrekking op onder meer de situatie van de aangegane betalingsverplichtingen, het verloop van de steunverlening en het gebruik dat ervan wordt gemaakt, gespecificeerd per financieringscategorie en per begunstigde Staat, en de resultaten van de evaluatie van projecten en actieprogramma's.

3. Aan deze gegevens worden de bevindingen toegevoegd van het in artikel 108, lid 6, bedoelde ACS-EEG-Comité met betrekking tot de algemene problemen in verband met verbetering van de tenuitvoerlegging van de financiële en technische samenwerking, alsmede de verslagen van de deskundigengroepen die van de Raad van Ministers opdracht krijgen periodiek de oorzaken van eventuele knelpunten of moeilijkheden, aan welke zijde ook, te bestuderen.

4. Op grond van de in de leden 2 en 3 genoemde gegevens stelt de Raad van Ministers het beleid en de richtlijnen vast voor de financiële en technische samenwerking en neemt hij resoluties aan inzake de door de Gemeenschap en de ACS-Staten te nemen maatregelen ter verwezenlijking van de samenwerkingsdoelstellingen.

Hoofdstuk 6. UITVOERING VAN DE FINANCIËLE EN TECHNISCHE SAMENWERKING

Artikel 120. De ACS-Staten en de andere begunstigden welke door deze Staten overeenkomstig artikel 94 als zodanig zijn gemachtigd, voeren de door de Gemeenschap gefinancierde projecten en actieprogramma's uit.

Zij zijn daartoe onder meer verantwoordelijk voor het uitwerken van, onderhandelen over en afsluiten van de voor deze operaties vereiste contracten.

Artikel 121. 1. De Commissie wijst de hoofddonateur van het Fonds aan die zorg draagt voor de uitvoering van de financieringsbesluiten. Het behoort tot zijn verantwoordelijkheid de kredieten van het Fonds te beheren. Uit dien hoofde worden door hem, rekening houdende met onder meer de in artikel 110 bedoelde tijdschema's voor betalingsverplichtingen en betalingen, betalingsverplichtingen aangegaan, betaalbaarstellingen verricht en betalingsopdrachten verstrekt; hij voert de boekhouding inzake de betalingsverplichtingen en betalingsopdrachten.

2. De hoofddonateur ziet er in nauwe samenwerking met de nationale ordonnateur op toe dat voor alle deelnemers aan aanbestedingen gelijke voorwaarden gelden, dat discriminatie wordt vermeden en dat gunning plaatsheeft aan de indiener van de economisch voordeligste offerte. Hij moet zijn goedkeuring verlenen aan het te publiceren aanbestedingsdossier, wordt in kennis gesteld van het resultaat van de opening der inschrijvingen en moet zijn goedkeuring geven aan het gunningsvoorstel, zulks onverminderd de bevoegdheden van de gemachtigde van de Commissie uit hoofde van artikel 123.

3. Onverminderd de bevoegdheden van de nationale ordonnateur uit hoofde van artikel 122, lid 4, neemt de hoofddonateur de voor een in economisch en technisch opzicht optimale uitvoering van de goedgekeurde projec-

ten en actieprogramma's vereiste aanpassingsmaatregelen en gaat daartoe de nodige betalingsverplichtingen aan.

Artikel 122. 1. a) De Regering van elke ACS-Staat wijst een nationale ordonnateur aan die de overheid van zijn land vertegenwoordigt bij alle transacties voor rekening van het door de Commissie beheerde Fonds.

b) De nationale ordonnateur kan een deel van zijn taken delegeren; hij stelt de hoofdordonnateur in kennis van de door hem verrichte delegaties.

2. Afgezien van taken bij de voorbereiding, indiening en beoordeling van projecten behoort tot de bevoegdheden van de nationale ordonnateur ook het volgende :

- a) hij ziet er in nauwe samenwerking met de hoofdordonnateur op toe dat bij de aanbesteding voor alle deelnemers gelijke voorwaarden gelden, dat discriminatie wordt vermeden en dat gunning plaatsheeft aan de indiener van de economisch voordeligste offerte;
- b) hij stelt het aanbestedingsdossier op, dat hij voor de publikatie ter goedkeuring voorlegt aan de gemachtigde;
- c) hij neemt het initiatief tot aanbestedingen;
- d) hij ontvangt de inschrijvingen, zit voor bij de opening hiervan, stelt het resultaat van die opening vast en brengt dit ter kennis van de gemachtigde, te zamen met een gunningsvoorstel;
- e) hij ondertekent de contracten, toevoegingsclausules en regiebegrotingen en doet hiervan mededeling aan de gemachtigde van de Commissie.

3. Binnen de grenzen van de toegekende kredieten zorgt de nationale ordonnateur voor de betaalbaarstellingen en verstrekt hij de betalingsopdrachten, daarbij onder meer rekening houdende met de in artikel 110 bedoelde tijdschema's voor betalingsverplichtingen en betalingen. Hij blijft met betrekking tot de hem toevertrouwde kredieten aansprakelijk totdat de Commissie machtiging verleent voor de transacties waarvoor de kredieten hem werden toevertrouwd.

4. Tijdens de uitvoering van de projecten neemt de nationale ordonnateur alle voor een in economisch en technisch opzicht optimale uitvoering van de goedgekeurde projecten en actieprogramma's vereiste aanpassingsmaatregelen, met dien verstande dat hij daarvan de gemachtigde van de Commissie op de hoogte brengt.

Daartoe beslist hij over :

- a) technische detailwijzigingen en -aanpassingen, voor zover deze geen wijziging brengen in de aanvaarde technieken en voor zover zij binnen de voorzieningsreserve voor kleine aanpassingen blijven;
- b) detailwijzigingen in de regiebegrotingen tijdens de uitvoering;
- c) overschrijvingen van het ene artikel naar het andere op de regiebegrotingen;
- d) wijzigingen om technische of economische redenen in de plaats van uitvoering in geval van meervoudige projecten;
- e) toepassing of kwijtschelding van boeten wegens tijdslimietoverschrijding;
- f) akten betreffende ontheffing van borgtochten;
- g) aankopen op de plaatselijke markt, ongeacht oorsprong;

- h) gebruik van bouw materiaal en -werktuigen die niet van oorsprong uit de Lid-Staten of de ACS-Staten zijn en waarvan in de Lid-Staten en de ACS-Staten geen vergelijkbare productie bestaat;
- i) onderaannemingen;
- j) definitieve opleveringen; de gemachtigde moet evenwel aanwezig zijn bij de voorlopige oplevering en de desbetreffende processen-verbaal voor gezien tekenen en, in voorkomend geval, tevens bij de definitieve oplevering, met name wanneer bij de voorlopige oplevering zodanige aanmerkingen naar voren zijn gekomen dat aanzienlijke correcties nodig zijn.

5. Ten aanzien van transacties van minder dan 3,5 miljoen ERE en in het algemeen alle transacties die bij spoedprocedure worden afgedaan, worden besluiten van de nationale ordonnateur op grond van diens bevoegdheden geacht door de Commissie te zijn goedgekeurd binnen 30 dagen na kennisgeving ervan aan de gemachtigde van de Commissie.

Artikel 123. 1. a) De Commissie stelt in iedere ACS-Staat of groep ACS-Staten een gemachtigde aan, die haar vertegenwoordigt met het oog op de uitvoering van de Overeenkomst. Voor de aanstelling van de gemachtigde van de Commissie is de instemming nodig van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten.

b) Indien een gemachtigde wordt aangesteld bij een groep ACS-Staten, worden maatregelen genomen opdat deze gemachtigde in elk der Staten waar hij geen verblijf houdt, door een aldaar verblijf houdend agent wordt vertegenwoordigd.

2. De Commissie voorziet haar gemachtigde van de nodige instructies en bevoegdheden ten behoeve van een vlot verloop van de voorbereiding, beoordeling en uitvoering van activiteiten die uit het door haar beheerde Fonds worden bekostigd. De gemachtigde voert zijn taak uit in nauwe samenwerking met de nationale ordonnateur, te wiens opzichte hij optreedt namens de Commissie. Daartoe kwijt hij zich van de volgende taken :

- a) hij verleent goedkeuring aan aanbestedingsdossiers wanneer het een spoed-aanbesteding betreft, terwijl hij in alle andere gevallen dit dossier ter goedkeuring voorlegt aan de hoofdonnateur;
- b) hij woont de opening der inschrijvingen bij en ontvangt afschriften van de inschrijvingen en van de resultaten van het desbetreffende onderzoek;
- c) hij verleent binnen een maand zijn goedkeuring aan gunningsvoorstellen van de nationale ordonnateur wanneer aan drie voorwaarden is voldaan : de gunning heeft betrekking op de laagste inschrijving, zij heeft betrekking op de economisch voordeligste offerte en zij gaat niet het voor de opdracht uitgetrokken krediet te boven;
- d) hij verleent binnen een maand goedkeuring aan gunningsvoorstellen in geval van spoedaanbestedingen;
- e) hij legt het gunningsvoorstel ter goedkeuring voor aan de hoofdonnateur wanneer aan de onder c) genoemde voorwaarden niet is voldaan. De hoofdonnateur besluit binnen twee maanden nadat de gemachtigde van de Commissie het eindresultaat van de opening der inschrijvingen en het gunningsvoorstel heeft ontvangen;
- f) hij neemt deel aan de uitwerking van en de onderhandelingen over dienstverleningsopdrachten.

3. a) De gemachtigde ziet er namens de Commissie op toe, dat de uit het door de Commissie beheerde Fonds gefinancierde projecten en actieprogramma's in financieel en technisch opzicht goed worden uitgevoerd.

b) De contracten, toevoegingsclausules en regiebegrotingen alsmede de betalingsopdrachten van de nationale ordonnateur moeten daartoe door hem voor gezien worden getekend.

4. De gemachtigde stelt jaarlijks een overzicht op van de uit het Fonds bekostigde acties in de ACS-Staat of ACS-Staten waar hij de Commissie vertegenwoordigt. De desbetreffende verslagen worden door de Commissie ter kennis van de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten gebracht.

5. De gemachtigde werkt met de binnenlandse autoriteiten samen bij de evaluatie van voltooide projecten en actieprogramma's. Van deze evaluatie worden verslagen opgesteld, die ter kennis van de betrokken ACS-Staten en de Commissie worden gebracht.

6. De gemachtigde brengt de binnenlandse autoriteiten op de hoogte van de activiteiten van de Gemeenschap die rechtstreeks van belang kunnen zijn voor de samenwerking tussen de ACS-Staten en de Gemeenschap.

7. a) De gemachtigde houdt permanent contact met de nationale ordonnateur voor het bestuderen van specifieke problemen die zich voordoen bij de financiële en technische samenwerking en voor het zoeken van een oplossing voor die problemen.

b) Daartoe gaat hij regelmatig na of de werkzaamheden verlopen overeenkomstig de conform artikel 110 opgestelde tijdschema's.

8. Hij verstrekt de ACS-Staat alle gewenste gegevens en bescheiden over de tenuitvoerlegging van de financiële en technische samenwerking.

9. De gemachtigde bereidt de financieringsvoorstellen voor.

Artikel 124. 1. Voor het verrichten van betalingen in de nationale valuta van de ACS-Staten worden in elke ACS-Staat op naam van de Commissie in de valuta van een van de Lid-Staten uitgedrukte rekeningen geopend bij een gezamenlijk door de ACS-Staat en de Commissie gekozen nationale, financiële overheids- of semi-overheidsinstelling, die de functie van betalingsgemachtigde uitoefent.

2. De in lid 1 bedoelde rekeningen worden overeenkomstig de werkelijke liquiditeitsbehoeften en rekening houdende met het in artikel 110 genoemde betalingsschema door de Commissie van middelen voorzien. De transfers geschieden in de valuta van één van de Lid-Staten; zij worden in de nationale valuta van de betrokken ACS-Staat omgezet naarmate de betalingen opeisbaar worden.

3. De betalingsgemachtigde ontvangt geen betaling voor de door hem verleende diensten; over de deposito's is geen rente verschuldigd.

4. Binnen de grenzen van de beschikbare middelen verricht de betalingsgemachtigde de betalingen waarvoor een opdracht is verstrekt, na de juistheid en de materiële regelmatigheid van de ingediende bewijsstukken alsmede de geldigheid van de betalingskwijting, te hebben geverifieerd.

5. Betalingen in een andere valuta dan die van de ACS-Staat geschieden overeenkomstig de instructies van de Commissie door opnemings uit haar rekeningen.

Hoofdstuk 7. CONCURRENTIE EN PREFERENTIES

Artikel 125. 1. Voor door de Gemeenschap gefinancierde activiteiten staat deelname aan inschrijvingen en contracten onder gelijke voorwaarden open voor alle binnen het toepassingsgebied van het Verdrag vallende natuurlijke personen en vennootschappen en alle natuurlijke personen en vennootschappen van de ACS-Statens.

De in voorgaande alinea genoemde vennootschappen zijn die, welke beantwoorden aan de definitie van artikel 161.

2. Maatregelen tot bevordering van de deelname van ondernemingen uit de ACS-Statens aan de uitvoering van contracten worden genomen ten behoeve van een optimaal gebruik van de natuurlijke rijkdommen en het arbeidspotentieel van die Statens.

3. Lid 1 houdt niet in dat de door de Gemeenschap beschikbaar gestelde middelen uitsluitend gebruikt mogen worden voor aankoop van goederen of betaling van diensten in de Lid-Statens en de ACS-Statens.

4. Deelname van derde Statens aan door de Gemeenschap gefinancierde contracten moet een uitzondering vormen en behoeft per geval goedkeuring van de bevoegde instantie van de Gemeenschap, waartoe de ACS-Staat in kwestie een met redenen omkleed verzoek moet indienen. Tenzij andere gewichtige factoren een rol spelen, wordt rekening gehouden met de wenselijkheid buitengewoon hoge kosten te vermijden die kunnen voortvloeien uit de overbrugging van grote afstanden en vervoersproblemen dan wel het gevolg kunnen zijn van de levertijden, met name in het geval van de minst ontwikkelde, niet aan zee grenzende en insulaire ACS-Statens.

5. De Commissie en de betrokken ACS-Statens treffen maatregelen om de bevoegde instantie van de Gemeenschap de nodige gegevens te verstrekken voor het nemen van besluiten over dergelijke afwijkingen. Deze instantie onderzoekt de bedoelde gegevens extra zorgvuldig wanneer het gaat om ACS-Statens waarvan de geografische ligging een sterke beperking vormt voor de concurrentiemogelijkheden van de leveranciers en aannemers uit de Gemeenschap en de ACS-Statens.

6. Wanneer de Gemeenschap deelneemt in de financiering van regionale of interregionale samenwerkingsactiviteiten die van belang zijn voor derde Statens, dan wel van projecten die te zamen met andere geldverschaffers worden gefinancierd, kan toestemming worden gegeven voor deelneming van derde Statens aan de door de Gemeenschap gefinancierde contracten.

Artikel 126. 1. De ACS-Statens en de Commissie dragen er zorg voor dat onder gelijke voorwaarden een zo ruim mogelijke deelname wordt gegarandeerd aan de inschrijvingen en contracten voor de uitvoering van werken en voor leveranties die uit het door de Commissie beheerde Fonds worden gefinancierd.

2. Het doel van deze maatregelen is :

- a) te bewerkstelligen dat uitnodigingen tot inschrijving lang genoeg van tevoren via het Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen, de officiële publicatiebladen van de ACS-Statens en andere daartoe geschikte informatiemiddelen ter kennis van betrokkenen worden gebracht;
- b) discriminerende praktijken en technische specificaties die ruime deelname onder gelijke voorwaarden kunnen verhinderen, uit te schakelen;

- c) samenwerking tussen ondernemingen uit de Lid-Staten en uit de ACS-Staten te bevorderen, met name door voorselectie en vorming van combinaties.

Artikel 127. 1. In het algemeen worden uit het door de Commissie beheerde Fonds gefinancierde contracten voor de uitvoering van werken en voor leveranties gegund bij openbare aanbesteding.

2. Voor spoedhulptransacties evenwel en voor andere transacties welke urgent zijn of waarbij de aard, de geringe omvang of de speciale kenmerken van de te leveren prestatie zulks wettigen, kunnen de ACS-Staten in overleg met de Commissie bij wijze van uitzondering toestemming verlenen tot :

- gunning via een besloten aanbesteding;
- onderhandse gunning;
- uitvoering in eigen beheer.

3. Bovendien kan voor transacties van minder dan 3,5 miljoen ERE toestemming worden gegeven tot uitvoering in eigen beheer, wanneer de overheid in de betrokken ACS-Staat over voldoende gekwalificeerd personeel en technische voorzieningen beschikt.

Artikel 128. Ten einde een zo ruim mogelijke deelname van binnenlandse ondernemingen van de ACS-Staten aan de uitvoering van contracten voor werken en voor leveranties voor rekening van het door de Commissie beheerde Fonds te bevorderen :

- a) wordt een versnelde aanbestedingsprocedure toegepast voor de uitvoering van werken die op minder dan 3,5 miljoen ERE worden geraamd. Deze procedure behelst een tot de betrokken ACS-Staat en de naburige ACS-Staten beperkte publicatie, terwijl voor het indienen der inschrijvingen de termijnen worden aangepast aan de in de betrokken ACS-Staat geldende regels.

De toepassing van een versnelde procedure sluit voor de Commissie niet de mogelijkheid uit om de betrokken ACS-Staat voor te stellen tot internationale aanbesteding over te gaan wanneer daartoe aanleiding bestaat wegens de aard van de uit te voeren werken of ter wille van een ruimer aantal inschrijvingen.

- b) voor werken waarmee minder dan 3,5 miljoen ERE zijn gemoeid, krijgen ondernemingen uit de ACS-Staten bij vergelijking van offertes van hetzelfde economische en technische kwaliteitsniveau een preferentie van 10%.

Deze preferentie geldt uitsluitend voor de naar de normen van de nationale wetgeving binnenlandse ondernemingen van de ACS-Staten, welke hun fiscale verblijfplaats en hun voornaamste bedrijvigheid in een ACS-Staat hebben en wier kapitaal en leidinggevend personeel voor een aanzienlijk deel afkomstig zijn uit één of meer ACS-Staten.

- c) bij leveranties krijgen industriële of ambachtelijke ondernemingen in de ACS-Staten een preferentie van 15% bij vergelijking van offertes van hetzelfde economische en technische kwaliteitsniveau.

Deze preferentie geldt alleen voor binnenlandse ondernemingen van de ACS-Staten die een voldoende marge aan toegevoegde waarde brengen.

Artikel 129. Met het oog op de doeltreffende en snelle uitvoering van door de Gemeenschap gefinancierde projecten en actieprogramma's in de minst ont-

wikkelde ACS-Staten kent de Gemeenschap speciale prioriteit toe aan specifieke maatregelen op de volgende gebieden :

- a) gunning bij versnelde aanbesteding overeenkomstig artikel 128;
- b) gunning na besloten aanbesteding en onderhandse gunning overeenkomstig artikel 127;
- c) uitvoering in eigen beheer overeenkomstig artikel 127;
- d) gunning van dienstverleningscontracten door de Commissie in overleg met de betrokken ACS-Staat wanneer het gaat om activiteiten van dringende aard, geringe omvang of korte duur, met name voor expertises ter voorbereiding van projecten en actieprogramma's;
- e) de regeling van betalingsprocedures ten einde te voorkomen dat de kosten in verband met voorfinanciering ten laste van deze Staten komen.

Artikel 130. 1. De criteria voor de keuze van de economisch voordeligste offerte zijn steeds gebaseerd op de kwalificaties welke de inschrijvers bezitten en de garanties die zij kunnen bieden, de aard en de uitvoeringsvoorwaarden van de werken of leveranties, de prijs, de gebruikskosten en de technische waarde van deze werken en leveranties.

2. Wanneer bij toetsing aan deze criteria twee offertes equivalent blijken te zijn, wordt voorrang gegeven aan de offerte van een binnenlands bedrijf van een ACS-Staat, of, bij ontbreken van een dergelijke offerte, aan de offerte welke een maximaal gebruik mogelijk maakt van de natuurlijke rijkdommen en het arbeidspotentieel van de ACS-Staten.

3. De ACS-Staten en de Commissie dragen er zorg voor dat alle keuze-criteria worden vermeld in het aanbestedingsdossier.

Artikel 131. De algemene voorwaarden welke gelden voor de gunning en uitvoering van contracten voor de uitvoering van werken en voor leveranties die worden gefinancierd uit het door de Commissie beheerde Fonds, worden op voorstel van de Commissie bij besluit van de Raad van Ministers vastgesteld tijdens de eerste zitting van deze Raad na de inwerkingtreding van de Overeenkomst.

Artikel 132. 1. Geschillen tussen de overheid van een ACS-Staat en een aannemer, leverancier of dienstenverlener ter zake van de gunning of uitvoering van een uit het Fonds gefinancierd contract worden geregeld bij arbitrage, volgens een door de Raad van Ministers vastgestelde procedure.

2. De bovenbedoelde procedure wordt op voorstel van de ACS-Staten of de Gemeenschap vastgesteld bij besluit van de Raad van Ministers uiterlijk tijdens de eerste zitting van deze Raad na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst.

Hoofdstuk 8. REGIONALE SAMENWERKING

Artikel 133. 1. Bij de tenuitvoerlegging van de financiële en technische samenwerking verleent de Gemeenschap doeltreffende medewerking aan de verwezenlijking van de doelstellingen die de ACS-Staten op het gebied van de regionale en interregionale samenwerking vaststellen. Deze medewerking is gericht op :

- a) het versnellen van de economische samenwerking en ontwikkeling van de ACS-Staten in regionaal en interregionaal verband;

- b) het versnellen van de diversificatie van de economie van de ACS-Staten;
- c) het verminderen van de economische afhankelijkheid van de ACS-Staten van de invoer, door de voortbrenging van die produkten waarvoor in deze Staten reële mogelijkheden aanwezig zijn, maximaal op te voeren;
- d) het scheppen van voldoende ruime markten in de ACS-Staten en naburige Staten door het opheffen van de belemmeringen voor de ontwikkeling en integratie van deze markten;
- e) het stimuleren en uitbreiden van de handel tussen de ACS-Staten onderling en tussen de ACS-Staten en de naburige derde Staten;
- f) het maximaal gebruiken van hulpbronnen en diensten in de ACS-Staten;
- g) het versterken van de door de ACS-Staten ter bevordering van de regionale samenwerking en integratie opgerichte instellingen;
- h) het ten uitvoer leggen van specifieke maatregelen ten behoeve van de niet aan zee grenzende en de insulaire Staten, met name op het gebied van vervoer en communicatie.

2. Hiertoe wordt van de financiële middelen die krachtens artikel 95 voor de economische en sociale ontwikkeling van de ACS-Staten beschikbaar worden gesteld, een bedrag van 600 miljoen ERE bestemd voor het financieren van hun regionale en interregionale projecten en voor de deelneming aan eventuele medefinancieringen voor de uitvoering van deze projecten.

Artikel 134. 1. a) In de zin van deze Overeenkomst is de regionale samenwerking van toepassing op de betrekkingen tussen twee of meer ACS-Staten onderling of tussen één of meer ACS-Staten enerzijds en één of meer naburige derde Staten anderzijds.

b) De interregionale samenwerking is van toepassing op de betrekkingen tussen twee of meer regionale organisaties waarvan ACS-Staten deel uitmaken dan wel tussen één of meer ACS-Staten en een regionale organisatie.

2. Regionale projecten in de zin van deze Overeenkomst zijn projecten die rechtstreeks bijdragen tot oplossing van een gemeenschappelijk ontwikkelingsprobleem van twee of meer Staten, door middel van gemeenschappelijke acties of gecoördineerde nationale acties.

Artikel 135. 1. Tot het toepassingsgebied van de regionale en interregionale samenwerking behoren met name :

- a) versnelling van de industrialisatie van de ACS-Staten door oprichting van regionale en interregionale ondernemingen, daarbij rekening houdend met de totstandbrenging van begeleidende infrastructuurvoorzieningen;
- b) vervoer en communicatie : wegen, spoorwegen, lucht- en zeevervoer, binnenvaart, posten en telecommunicatie;
- c) energiewinning en gemeenschappelijke exploitatie van natuurlijke hulpbronnen;
- d) onderzoek en technologie ten behoeve van de intensivering van de regionale en interregionale samenwerking;
- e) landbouw, met name veeteelt, en industrie en bevordering van de handel in produkten uit deze sectoren tussen de ACS-Staten onderling;

- f) onderwijs en opleiding, waaronder de oprichting van gemeenschappelijke instellingen voor geavanceerde technologie, in het kader van opleidingsprogramma's die de onderdanen de mogelijkheid moeten bieden volledig deel te hebben aan de economische ontwikkeling;
- g) bestrijding van endemische ziekten en in het algemeen maatregelen tot verbetering van de gezondheidstoestand van de bevolking;
- h) samenwerking op het gebied van toerisme, mede door oprichting of uitbreiding op regionale basis van centra ter bevordering van het regionale en internationale toerisme;
- i) technische bijstand voor de oprichting van regionale samenwerkingsorganen of het ontwikkelen van nieuwe activiteiten in de bestaande regionale organen, waaronder uitwerking van specifieke programma's en projecten;
- j) bijstand voor de werkzaamheid van ACS-EEG-beroepsorganisaties tot verbetering van de produktie en de afzet van produkten op buitenlandse markten.

2. Met het oog op de bevordering van hun regionale samenwerking genieten de minst ontwikkelde ACS-Staten voorrang bij de toepassing van de daartoe strekkende bepalingen voor projecten waarbij ten minste één van de minst ontwikkelde ACS-Staten is betrokken, met name met betrekking tot infrastructuurprojecten inzake vervoer, communicatie, telecommunicatie, energie en ontwikkeling van de produktie.

Artikel 136. 1. De ACS-Staat of de groep ACS-Staten die met naburige derde Staten in een regionaal of interregionaal project samenwerkt, kan de Gemeenschap om financiering van zijn of haar aandeel in dit project verzoeken.

2. Bestaande of nieuwe regionale samenwerkingsorganen kunnen namens de bij hen aangesloten ACS-Staten en met hun uitdrukkelijke instemming bij de Gemeenschap een financieringsaanvraag indienen.

3. Wordt een project of actieprogramma door de Gemeenschap gefinancierd via een regionale instelling, dan worden de voor de uiteindelijke begunstigden geldende voorwaarden van deze financiering in overleg met de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten tussen de Gemeenschap en die regionale instelling overeengekomen.

Hoofdstuk 9. SPOEDHULP

Artikel 137. 1. Spoedhulp kan worden tegegend aan ACS-Staten die het hoofd moeten bieden aan ernstige economische en sociale moeilijkheden van uitzonderlijke aard ten gevolge van natuurrampen of buitengewone omstandigheden met vergelijkbare gevolgen.

2. Voor de financiering van de in lid 1 bedoelde spoedhulp wordt in het kader van het Fonds een speciale toewijzing gereserveerd.

3. a) De speciale toewijzing wordt aanvankelijk op 60 miljoen ERE vastgesteld. Aan het einde van elk toepassingsjaar van deze Overeenkomst wordt deze toewijzing weer tot haar oorspronkelijk niveau aangevuld.

b) Het totale bedrag van de kredieten van het Fonds die tijdens de toepassingsduur van deze Overeenkomst voor de speciale toewijzing kunnen worden gestort, mag niet hoger zijn dan 200 miljoen ERE.

c) Na het verstrijken van de Overeenkomst worden de voor de speciale toewijzing gestorte en niet voor spoedhulp aangewende kredieten opnieuw gevoegd bij de algemene middelen van het Fonds, met het oog op de financiering van andere activiteiten die binnen het toepassingsgebied van de financiële en technische samenwerking vallen, tenzij de Raad van Ministers een andersluidend besluit neemt.

d) Ingeval de speciale toewijzing vóór het verstrijken van de Overeenkomst is uitgeput, treffen de Gemeenschap en de ACS-Staten in het kader van de ter zake bevoegde paritaire instellingen passende maatregelen om de in lid 1 bedoelde situaties het hoofd te bieden.

4. De spoedhulp behoeft niet te worden terugbetaald. Zij wordt van geval tot geval toegekend.

5. a) De spoedhulp moet bijdragen tot de financiering van de meest adequate middelen om de in lid 1 bedoelde ernstige moeilijkheden, zo doeltreffend en snel mogelijk te verhelpen.

b) Deze middelen kunnen zijn : werkzaamheden, leveranties of diensten, geldbedragen en bij wijze van uitzondering volledige of gedeeltelijke terugbetaling van de reeds door de ACS-Staat verrichte uitgaven voor de uitvoering van de in de financieringsovereenkomst betreffende de bedoelde spoedhulp vermelde activiteiten.

c) De ACS-Staat waaraan de spoedhulp ten goede komt, betreft het benodigde overeenkomstig artikel 125 op de markten van de Gemeenschap, de ACS-Staten of derde Staten.

d) In voorkomend geval mag deze hulp met instemming van de betrokken ACS-Staat worden verleend door tussenkomst van gespecialiseerde instellingen of rechtstreeks door de Commissie.

6. De spoedhulp geldt niet voor funeste gevolgen van de onstabiele van de exportopbrengsten als bedoeld in titel II.

7. Voor de wijze van toekenning van deze hulp wordt een spoedprocedure gevolgd. De betalingscondities en tenuitvoerlegging worden per geval vastgesteld; bij uitvoering volgens bestek kunnen door de nationale ordonnateur voorschotten worden verleend.

8. a) De activiteiten waarvoor spoedhulp is toegekend, moeten binnen een zo kort mogelijke termijn worden uitgevoerd en de kredieten moeten in elk geval binnen een termijn van zes maanden na vaststelling van de uitvoeringsbepalingen zijn aangewend, tenzij daarin anders is bepaald en mits niet tijdens de uitvoeringsperiode op grond van buitengewone omstandigheden in onderlinge overeenstemming tot verlenging van die termijn wordt besloten.

b) Zijn de beschikbaar gestelde kredieten tijdens de vastgestelde termijn niet volledig gebruikt, dan kunnen de betalingsverplichtingen van het Fonds worden beperkt tot het bedrag van de binnen de gestelde termijn gebruikte kredieten.

c) De niet aangewende middelen worden opnieuw bij de speciale toewijzing gevoegd.

Hoofdstuk 10. TECHNISCHE SAMENWERKING

Artikel 138. De in artikel 93 bedoelde technische samenwerking heeft betrekking op :

- a) studies van algemene aard, met name op technisch, economisch en organisatorisch gebied alsmede op het gebied van opleiding en beheer;
- b) studies voor een afzonderlijk project of actieprogramma;
- c) toezicht, advies, beheer en terbeschikkingstelling van technisch bijstandspersoneel in de uitvoeringsfase van een project of actieprogramma;
- d) andere, niet met de uitvoering van een project of actieprogramma verband houdende technische bijstand.

Artikel 139. 1. Technische samenwerking kan verband houden met projecten en actieprogramma's of van algemene aard zijn.

2. Technische samenwerking in verband met projecten en actieprogramma's omvat onder meer :

- a) ontwikkelingsstudies;
- b) technische, economische, financiële en commerciële studies alsmede onderzoek en prospectie, met het oog op de opstelling van projecten en actieprogramma's;
- c) hulp bij het opstellen van de dossiers;
- d) hulp bij de uitvoering en het toezicht op de werkzaamheden;
- e) tijdelijke bekostiging van technici en het verstrekken van de voor de goede uitvoering van hun opdracht vereiste middelen;
- f) activiteiten op het gebied van technische samenwerking die tijdelijk nodig zijn voor het tot stand en op gang brengen, de exploitatie en het onderhoud van een bepaald project zo nodig met inbegrip van adequate technische bijstand en scholing van personeel uit de betrokken Staat of Staten.

3. Algemene technische samenwerking omvat onder meer :

- a) studies betreffende vooruitzichten en mogelijkheden inzake de ontwikkeling en diversificatie van de economie van de ACS-Staten en betreffende vraagstukken die van belang zijn voor groepen ACS-Staten of de ACS-Staten als geheel;
- b) studies inzake bepaalde sectoren en produkten;
- c) uitzending naar de ACS-Staten van deskundigen, adviseurs, technici en instructeurs uit de Lid-Staten of de ACS-Staten voor het vervullen van een bepaalde opdracht in een beperkt tijdsbestek;
- d) levering van instructie-, proef- en demonstratiemateriaal;
- e) algemene informatie en documentatie ten behoeve van de ontwikkeling van de ACS-Staten en de verwezenlijking van de samenwerkingsdoelstellingen.

4. Op verzoek van de minst ontwikkelde ACS-Staten verleent de Gemeenschap bijzondere voorrang aan acties op het gebied van de technische samenwerking die tot doel hebben :

- a) selectie, voorbereiding en uitvoering van de projecten en actieprogramma's die deel uitmaken van indicatieve programma's;

- b) vergemakkelijking van de toepassing van het systeem ter stabilisatie van de exportopbrengsten;
- c) bevordering van technische samenwerking tussen ACS-Staten onderling;
- d) studies en onderzoek met het oog op de oplossing van specifieke economische en sociale ontwikkelingsproblemen, met name ten aanzien van de technologische aanpassing aan de omstandigheden en kenmerken die eigen zijn aan de minst ontwikkelde ACS-Staten.

Artikel 140. 1. Voor technische samenwerking wordt een dienstverleningscontract aangegaan met technische of adviesbureaus, raadgevend ingenieurs of deskundigen die onder meer worden gekozen op grond van hun beroepskwalificaties en praktische ervaring bij het oplossen van de zich voordoende problemen. Bij gelijkwaardigheid wordt voorrang gegeven aan deskundigen of technische bureaus uit de ACS-Staten. In uitzonderingsgevallen kan een en ander in beheer geschieden.

2. Ter bespoediging van de procedures kan het onderhandelen over, het opstellen en sluiten van dienstverleningscontracten, met inbegrip van het aantrekken van adviseurs en andere technische bijstandsspecialisten, geschieden door hetzij de nationale ordonnateur op voorstel of met instemming van de Commissie hetzij de Commissie in overleg met de betrokken ACS-Staat, indien het gaat om activiteiten van dringende aard, beperkte omvang of korte duur, speciaal wat betreft expertises ter voorbereiding van de opstelling van projecten en actieprogramma's.

Artikel 141. 1. Technische samenwerking met betrekking tot opleiding geschiedt op grond van meerjarige opleidingsprogramma's en specifieke acties.

2. De meerjarige programma's hebben ten doel :

- a) de opleiding van onderdanen van de ACS-Staten met inachtneming van de door de ACS-Staten voor het onderwijs en de beroepsopleiding gestelde prioriteiten;
- b) de opleiding van met name middelbaar en technisch leidinggevend personeel, in samenhang met de verschillende ontwikkelingsprojecten die door de Gemeenschap in elke ACS-Staat worden gefinancierd, zodat de technische bijstand geleidelijk kan worden opgeheven en de verantwoordelijkheid voor de investeringen volledig en permanent in handen van het eigen leidinggevend personeel van de ACS-Staten kan worden gelegd.

3. De specifieke acties hebben betrekking op beroepsopleiding, technologisch onderzoek en technologische innovatie op het niveau van de Staten of regionale organisaties. Zij beogen de scholing en bijscholing van het personeel van openbare diensten en instellingen en van agrarische, industriële, commerciële en dienstverlenende ondernemingen alsmede de vorming van opleiders op al deze gebieden.

4. De technische samenwerking met betrekking tot opleiding wordt verwezenlijkt door :

- a) toekenning van studie- en stagebeurzen aan onderdanen van de ACS-Staten;
- b) uitzending naar de ACS-Staten van deskundigen en instructeurs uit de Lid-Staten of de ACS-Staten voor het vervullen van een bepaalde opdracht in een beperkt tijdsbestek;

- c) organisatie van studiebijeenkomsten en opleidings- en bijscholingscursussen voor onderdanen van de ACS-Staten;
- d) levering van opvoedkundig materiaal en instructie-, proef-, demonstratie- en onderzoekmateriaal;
- e) samenwerking tussen opleidings- en researchinstituten en universiteiten in de Lid-Staten en soortgelijke instellingen in de ACS-Staten.

5. Deze activiteiten worden bij voorkeur in de begunstigde ACS-Staat of op regionaal niveau uitgevoerd. Indien nodig kunnen zij in een andere ACS-Staat of in een Lid-Staat worden uitgevoerd. Speciale en bijzonder op de behoeften van de ACS-Staten afgestemde opleidingen kunnen bij wijze van uitzondering in een ander ontwikkelingsland worden verzorgd.

6. Op verzoek van de minst ontwikkelde ACS-Staten verleent de Gemeenschap bijzondere voorrang aan acties met als doel :

- a) opleiding van leidinggevend personeel en ander personeel van de overheidsdiensten en van de technische diensten die verantwoordelijk zijn voor de economische en sociale ontwikkeling ten einde de doeltreffendheid daarvan te verhogen en aldus van de in deze Overeenkomst geboden mogelijkheden optimaal gebruik te maken;
- b) opleiding en bijscholing van leidinggevend personeel en ander personeel in de particuliere sector.

Artikel 142. 1. De regels ter zake van de gunning van dienstverleningscontracten worden bij besluit van de Raad van Ministers tijdens de eerste zitting van deze Raad na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst vastgesteld.

2. Tot aan de inwerkingtreding van dit besluit zijn evenwel de artikelen 24 tot en met 27 van protocol nr. 2 van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé, alsmede de gemeenschappelijke verklaring ad artikel 26 van genoemd protocol, zoals weergegeven in de slotakte bij de onderhavige Overeenkomst, van toepassing op na 1 maart 1980 afgesloten dienstverleningscontracten.

Artikel 143. 1. Indien een ACS-Staat over binnenlands administratief en technisch leidinggevend personeel beschikt dat een belangrijk deel vormt van de voor de uitvoering in eigen beheer van een technische samenwerkingsactie benodigde personeelssterkte, kan de Gemeenschap in uitzonderingsgevallen bijdragen in de kosten van de uitvoering in eigen beheer door bepaalde ontbrekende materiële voorzieningen te bekostigen of door buitenlandse deskundigen toe te voegen aan het personeel.

2. De bijdrage van de Gemeenschap mag uitsluitend betrekking hebben op tot de betrokken actie beperkte kosten van aanvullende voorzieningen en tijdelijke uitgaven in verband met de uitvoering, met uitsluiting van alle permanente kosten.

Hoofdstuk 11. TECHNISCHE BIJSTAND AAN EN FINANCIERING VAN KLEINE EN MIDDELGROTE ONDERNEMINGEN

Artikel 144. 1. De Gemeenschap financiert acties ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen in de ACS-Staten. De financieringswijze wordt vastgesteld op grond van de kenmerken van het door die Staten ingediende actieprogramma.

2. De technische bijstand van de Gemeenschap draagt bij tot de uitbreiding van de activiteiten van de op de ontwikkeling van kleine en middelgrote ondernemingen gerichte instellingen in de ACS-Staten en tot het verstrekken van de voor de werking van deze ondernemingen vereiste beroepsopleiding.

3. De financiering door de Gemeenschap in de vorm van terug te betalen hulp of eventueel giften is in de regel zogenaamd globaal, maar kan ook rechtstreeks zijn. Globale hulp geniet de voorkeur wanneer in de betrokken ACS-Staat een bank of andere nationale instelling meewerkt aan het object. Globale hulp kan worden gegeven door :

- de Bank uit de middelen die zij beheert, aan banken of financiële instellingen ten behoeve van kleine en middelgrote ondernemingen in de sectoren industrie, agrarische industrie of toerisme;
- de Commissie uit de middelen die zij beheert, aan openbare instellingen, lokale overheden of coöperaties die de ontwikkeling van de ambachtelijke, commerciële en agrarische sectoren ten doel hebben.

4. Geschiedt de financiering via een bemiddelende instelling, dan is deze verantwoordelijk voor de indiening van afzonderlijke projecten in het kader van het vooraf goedgekeurde actieprogramma, alsook voor het beheer van de haar ter beschikking gestelde financiële middelen. De wijze van en de voorwaarden voor de financiering van de leningen aan de uiteindelijke belanghebbenden worden in onderlinge overeenstemming tussen de betrokken ACS-Staat, het bevoegde orgaan van de Gemeenschap en de bemiddelende instelling vastgesteld.

5. De projecten worden beoordeeld door de financiële instelling. Deze beslist op eigen financiële verantwoordelijkheid over de toekenning van de leningen aan de uiteindelijke belanghebbenden, met dien verstande dat de voorwaarden in overeenstemming dienen te zijn met die welke voor dergelijke transacties in de betrokken ACS-Staat gebruikelijk zijn.

6. Bij de bepaling van de financieringsvoorwaarden voor de financiële instelling houdt de Gemeenschap rekening met de administratiekosten, koersrisico's en financiële risico's van de instelling en met de kosten van de technische bijstand aan de ondernemingen of uiteindelijke belanghebbenden.

Hoofdstuk 12. MICROPROJECTEN

Artikel 145. 1. Ten einde op concrete wijze tegemoet te komen aan de ontwikkelingsbehoeften van lokale gemeenschappen draagt het Fonds op verzoek van de ACS-Staten bij in de financiering van microprojecten.

2. De daartoe nodige bedragen worden opgenomen in het indicatief programma voor steun van de Gemeenschap als bedoeld in artikel 109, lid 3, en de overeenkomstige kredieten worden beschikbaar gesteld ten laste van de in artikel 95, punt 1, sub a), eerste streepje, bedoelde subsidies, ter dekking van betalingsverplichtingen in verband met dit soort acties.

3. Bijzondere voorrang wordt verleend aan de voorbereiding en uitvoering van microprojecten in de minst ontwikkelde ACS-Staten.

Artikel 146. 1. a) Om voor financiering door de Gemeenschap in aanmerking te komen moeten microprojecten :

- beantwoorden aan een reële en urgente lokale behoefte en,
- worden uitgevoerd met actieve deelneming van de lokale gemeenschap.

b) De bijdrage uit het Fonds mag per microproject niet meer bedragen dan 150.000 ERE.

2. De microprojectenprogramma's hebben betrekking op kleine projecten die een economische en sociale invloed hebben op de levensvoorwaarden van de bevolking en de lokale gemeenschappen in de ACS-Staten. De projecten worden in principe uitgevoerd in plattelandsgebieden; de Gemeenschap kan echter ook deelnemen in de financiering van microprojecten in stedelijke gebieden.

3. Microprojecten kunnen onder meer betrekking hebben op stuwdammen, waterputten en waterleidingen, silo's en opslagplaatsen voor levensmiddelen en oogstgewassen, elektriciteitsvoorziening op het platteland, landbouwwegen en bruggen, start- en landingsbanen op het platteland, steigers, vaccinatiëkralen en -gangen voor vee, lagere scholen, vakscholen, ambachtelijke ondernemingen, zoals centra en coöperaties, kraamklinieken, sociale centra, vormingscentra, goederenloodsen, stadssanering en -verkaveling, gebouwen ten behoeve van commerciële activiteiten en andere aan de criteria van lid 1 beantwoordende projecten.

Artikel 147. 1. Het initiatief tot ieder project waarvoor steun van de Gemeenschap wordt gevraagd, moet afkomstig zijn van de lokale gemeenschap waarvoor het bestemd is. Microprojecten worden in principe op driedelige basis gefinancierd, namelijk door :

- de betrokken lokale gemeenschap, die een bijdrage levert in geld, in natura of in de vorm van dienstverlening, afhankelijk van haar mogelijkheden;
- de ACS-Staat, die een financiële bijdrage, infrastructuurvoorzieningen beschikbaar stelt of diensten verleent;
- het Fonds.

2. De gezamenlijke bijdrage van de ACS-Staat en de betrokken lokale gemeenschap is in principe ten minste gelijk aan de aan het Fonds gevraagde bijdrage. De bijdragen van de drie deelnemers worden tegelijkertijd beschikbaar gesteld. De lokale gemeenschap verbindt zich ertoe voor het onderhoud en de functionering van het project zorg te dragen, zo nodig met steun van de nationale overheid.

Artikel 148. 1. a) De betrokken ACS-Staat stelt jaarlijks een globaal programma op van de voorgenomen projecten en dient dit in bij de Commissie.

b) Na onderzoek door de diensten van de Commissie wordt dit programma overeenkomstig artikel 113 aan de bevoegde instanties van de Gemeenschap voorgelegd ter fine van financieringsbesluit.

2. In het kader van de aldus vastgestelde jaarprogramma's worden de financieringsbesluiten voor elk microproject door de betrokken ACS-Staat genomen met instemming van de gemachtigde van de Commissie, die na een maand na de kennisgeving van deze besluiten wordt geacht te zijn verkregen.

Artikel 149. Na de uitvoering van een microprojectenprogramma doet de betrokken ACS-Staat, in samenwerking met de gemachtigde van de Commissie, een uitvoeringsrapport toekomen aan de diensten van de Commissie.

Hoofdstuk 13. BELASTING- EN DOUANEREGELING EN OVERIGE BEPALINGEN

Artikel 150. De belasting- en douaneregeling die in de ACS-Staten van toepassing is op door de Gemeenschap gefinancierde contracten, is vervat in protocol nr. 6.

Artikel 151. Bij niet-bekrachtiging of opzegging van deze Overeenkomst door een ACS-Staat overeenkomstig titel XI zijn de partijen bij de Overeenkomst verplicht de bedragen van de in deze Overeenkomst vastgestelde financiële middelen aan te passen. Deze aanpassing wordt ook onder de in de artikelen 185 en 186 vastgestelde voorwaarden toegepast in geval van toetreding van ACS-Staten tot deze Overeenkomst.

Artikel 152. 1. De financiering van projecten en actieprogramma's kan betrekking hebben op uitsluitend tot de aanlooperperiode beperkte uitgaven, bijvoorbeeld voor onderhoud en functionering van nog niet volledig productieve installaties, voor zover deze in het financieringsvoorstel vastgestelde uitgaven noodzakelijk worden geacht voor het tot stand brengen, op gang brengen en exploiteren van de investeringsobjecten.

2. Bijzondere voorrang wordt gegeven aan het verlenen van begeleidende hulp in de minst ontwikkelde ACS-Staten.

Artikel 153. 1. Overeenkomstig artikel 93, lid 4, mag onder de in de leden 2 tot en met 4 van dit artikel vermelde voorwaarden aansluitende hulp worden verleend.

2. Met aansluitende hulp kunnen exploitatie-, onderhouds- en beheerskosten in verband met vroeger verrichte investeringen worden gedekt ten einde te waarborgen dat de investeringsobjecten volledig worden gebruikt, met name door de levering van onderhoudsmaterieel en/of de uitvoering van grote reparaties.

3. Aansluitende hulp wordt tijdelijk en degressief verleend.

4. Aansluitende hulp wordt bij uitzondering verleend met inachtneming van de behoeften en eigen middelen van elke betrokken ACS-Staat.

5. Bijzondere voorrang wordt verleend aan het verstrekken van aansluitende hulp in de minst ontwikkelde ACS-Staten.

Artikel 154. Bij het verstrijken van deze Overeenkomst worden :

- de in artikel 95 vastgestelde kredieten in de vorm van risicodragend kapitaal waarvoor geen betalingsverplichtingen zijn aangegaan, gevoegd bij de in datzelfde artikel vastgestelde kredieten voor speciale leningen, en worden
- de in artikel 133 vastgestelde kredieten ter financiering van regionale projecten die niet voor dat doel zijn aangewend, beschikbaar gesteld voor de financiering van bij voorrang de andere regionale projecten en actieprogramma's van dezelfde subregio.

TITEL VIII. ALGEMENE BEPALINGEN BETREFFENDE DE MINST ONTWIKKELDE, DE NIET AAN ZEE GRENZENDE EN DE INSULAIRE STATEN

Artikel 155. 1. In het kader van deze Overeenkomst geldt een bijzondere behandeling ten gunste van de minst ontwikkelde ACS-Staten enerzijds en zijn speciale maatregelen vastgesteld voor de niet aan zee grenzende en de insulaire ACS-Staten anderzijds ten einde hen in staat te stellen de specifieke moeilijkheden en belemmeringen die voor de eerste categorie uit de aard van hun behoeften en voor de tweede categorie uit hun geografische situatie voortvloeien te boven te komen en ten volle profijt te trekken van de door de Overeenkomst geboden mogelijkheden.

2. De specifieke bepalingen die op grond van deze titel zijn vastgesteld ten behoeve van de minst ontwikkelde ACS-Staten enerzijds en de niet aan zee grenzende en de insulaire ACS-Staten anderzijds zijn opgenomen in de artikelen 15, 21, 46, 47, 53, 82, 90, 93, 106, 107, 112, 125, 129, 133, 135, 139, 141, 145, 152, 153 en artikel 30 van protocol nr. 1.

3. De op de onderstaande drie lijsten vermelde ACS-Staten komen volgens hun eigen behoeften en omstandigheden, in aanmerking voor de in dit artikel bedoelde speciale maatregelen :

a) *Minst ontwikkelde ACS-Staten*

Benin	Niger
Boeroendi	Oeganda
Botswana	Rwanda
Boven-Volta	Salomonseilanden
Centraalafrikaanse Republiek	Sao Tomé en Príncipe
Comoren	Seychellen
Djiboeti	Sierra Leone
Dominica	Soedan
Ethiopië	Somalië
Gambia	St. Lucia
Grenada	Swaziland
Guinee	Tanzania
Guinee-Bissau	Toevaloe
Kaapverdië	Togo
Lesotho	Tonga
Malawi	Tsjaad
Mali	West-Samoa
Mauritanië	

b) *Niet aan zee grenzende ACS-Staten*

Boeroendi	Niger
Botswana	Oeganda
Boven-Volta	Rwanda
Centraalafrikaanse Republiek	Swaziland
Lesotho	Tsjaad
Malawi	Zambia
Mali	

c) *Insulaire ACS-Staten*

Bahamas	Papoea-Nieuw-Guinea
Barbados	Salomonseilanden
Comoren	Sao Tomé en Príncipe
Dominica	Seychellen
Fiji	St. Lucia
Grenada	Toevaloe
Jamaica	Tonga
Kaapverdië	Trinidad en Tobago
Madagaskar	West-Samoa
Mauritius	

4. De lijsten van de in lid 3 genoemde ACS-Staten kunnen bij besluit van de Raad van Ministers worden gewijzigd,

- indien een derde Staat die zich in een vergelijkbare situatie bevindt, tot deze Overeenkomst toetreedt;
- indien de economische situatie van een van de Staten een belangrijke en blijvende wijziging ondergaat, zodat indeling van deze Staat bij de groep van minst ontwikkelde ACS-Staten noodzakelijk wordt of indeling bij deze groep niet langer gewettigd is.

TITEL IX. BEPALINGEN BETREFFENDE VESTIGING, DIENSTEN, BETALINGEN EN KAPITAALVERKEER

Hoofdstuk 1. BEPALINGEN BETREFFENDE LOPENDE BETALINGEN EN KAPITAALVERKEER

Artikel 156. Wat het met de investeringen verbonden kapitaalverkeer en de lopende betalingen betreft, onthouden de partijen bij de Overeenkomst zich van maatregelen op het gebied van wisseltransacties die onverenigbaar zijn met hun verplichtingen die voortvloeien uit de toepassing van de bepalingen van deze Overeenkomst inzake handelsverkeer, diensten, vestiging en industriële samenwerking. Ondanks deze verplichtingen mogen de partijen, om redenen die verband houden met grote economische moeilijkheden of ernstige betalingsbalansproblemen, de noodzakelijke vrijwaringsmaatregelen treffen.

Artikel 157. 1. Wat de wisseltransacties in verband met investeringen en lopende betalingen betreft, onthouden de ACS-Staten enerzijds en de Lid-Staten anderzijds zich zoveel mogelijk van discriminerende maatregelen jegens elkaar of van het toekennen van een gunstiger behandeling aan derde Staten; zij houden daarbij volledig rekening met het evoluerende karakter van het internationaal monetair systeem, het bestaan van specifieke monetaire regelingen en betalingsbalansproblemen.

2. Ingeval dergelijke maatregelen of een dergelijke behandeling onvermijdelijk blijken, worden zij overeenkomstig de internationale monetaire voorschriften gehandhaafd of ingevoerd en wordt alles in het werk gesteld om de negatieve gevolgen voor de betrokken partijen tot een minimum te beperken.

Artikel 158. Tijdens de gehele looptijd van de in artikel 95 bedoelde leningen of transacties met risicodragend kapitaal verbindt elk van de ACS-Staten zich ertoe

- a) de in artikel 94 genoemde begunstigden de beschikking te geven over de nodige deviezen voor de betaling van de rente, de provisies, de aflossing van de leningen en de steun in de vorm van semi-kapitaal, verstrekt voor de uitvoering van maatregelen op zijn grondgebied;
- b) aan de Bank de beschikking te geven over de nodige deviezen voor de transfer van alle bedragen die zij in nationale valuta's heeft ontvangen en die de netto-inkomsten uit en de netto-opbrengsten van de transacties in het kader van de deelneming van de Gemeenschap in het kapitaal van ondernemingen vertegenwoordigen.

Artikel 159. Op verzoek van de Gemeenschap of van de ACS-Staten bestudeert de Raad van Ministers de eventueel in verband met de toepassing van

de artikelen 156 tot en met 158 gerezen problemen. Hij stelt bovendien ter zake alle dienstige aanbevelingen op.

Hoofdstuk 2. BEPALINGEN BETREFFENDE VESTIGING EN DIENSTEN

Artikel 160. Wat de regeling inzake vestiging en dienstverlening betreft, behandelen de ACS-Staten enerzijds en de Lid-Staten anderzijds de onderdanen en vennootschappen uit de Lid-Staten respectievelijk ACS-Staten op voet van gelijkheid. Indien evenwel een ACS-Staat of een Lid-Staat voor een bepaalde activiteit deze behandeling niet kan toepassen, zijn de Lid-Staten c.q. de ACS-Staten niet verplicht voor die activiteit deze behandeling toe te kennen aan onderdanen en vennootschappen van de betrokken Staat.

Artikel 161. Onder vennootschappen in de zin van deze Overeenkomst worden verstaan maatschappen naar burgerlijk recht of handelsrecht, coöperatieve verenigingen of vennootschappen daaronder begrepen, en de overige rechtspersonen naar publiek of privaatsrecht, met uitzondering van vennootschappen die geen winst beogen.

Vennootschappen van een Lid-Staat of van een ACS-Staat zijn vennootschappen die in overeenstemming met de wetgeving van een Lid-Staat of van een ACS-Staat zijn opgericht en die hun statutaire zetel, hun hoofdbestuur of hun hoofdvestiging in een Lid-Staat of in een ACS-Staat hebben; ingeval zij slechts hun statutaire zetel in een Lid-Staat of een ACS-Staat hebben, dient hun activiteit een daadwerkelijke en voortdurende band te vertonen met de economie van deze Lid-Staat of van deze ACS-Staat.

Artikel 162. Op verzoek van de Gemeenschap of van de ACS-Staten bestudeert de Raad van Ministers de eventueel in verband met de toepassing van de artikelen 160 en 161 gerezen problemen. Hij stelt bovendien ter zake alle dienstige aanbevelingen op.

TITEL X. DE INSTELLINGEN

Artikel 163. De Instellingen voor deze Overeenkomst zijn de Raad van Ministers, het Comité van Ambassadeurs en de Raadgevende Vergadering.

Artikel 164. 1. De Raad van Ministers bestaat uit de leden van de Raad van de Europese Gemeenschappen en leden van de Commissie van de Europese Gemeenschappen enerzijds, en één lid van de Regering van elke ACS-Staat anderzijds.

2. Ieder lid van de Raad van Ministers kan zich bij verhindering doen vertegenwoordigen. Het plaatsvervangend lid oefent alle rechten van het gewone lid uit.

3. De besluiten van de Raad van Ministers zijn slechts geldig, indien de helft van de leden van de Raad van de Europese Gemeenschappen, een lid van de Commissie en twee derde van de gewone leden die de Regeringen van de ACS-Staten vergegenwoordigen, aan de besluitvorming hebben deelgenomen.

4. De Raad van Ministers stelt zijn reglement van orde vast.

Artikel 165. Het Voorzitterschap van de Raad van Ministers wordt bij toerbeurt uitgeoefend door een lid van de Raad van de Europese Gemeenschappen en door een lid van de Regering van een ACS-Staat, welke laatste door de ACS-Staten wordt aangewezen.

Artikel 166. 1. De Raad van Ministers komt éénmaal per jaar op initiatief van zijn Voorzitter bijeen.

2. Hij komt bovendien bijeen zo vaak de omstandigheden zulks vereisen, en wel onder de in zijn reglement van orde bepaalde voorwaarden.

3. In het reglement van orde van de Raad van Ministers zal worden bepaald dat de Co-Voorzitters, bijgestaan door adviseurs, in de perioden tussen de zittingen van de Raad van Ministers geregeld overleg kunnen plegen en gedachtenwisselingen kunnen houden.

Artikel 167. 1. De Raad van Ministers spreekt zich uit in onderlinge overeenstemming tussen de Gemeenschap enerzijds en de ACS-Staten anderzijds.

2. De Gemeenschap enerzijds en de ACS-Staten anderzijds, stellen, elk door middel van een intern protocol, de procedure vast volgens welke zij hun onderscheiden standpunten bepalen.

Artikel 168. 1. De Raad van Ministers bepaalt de grote lijnen voor de werkzaamheden die in het kader van de toepassing van deze Overeenkomst moeten worden verricht.

2. De Raad van Ministers onderwerpt de resultaten van de bij deze Overeenkomst vastgestelde regeling op gezette tijden aan een onderzoek en neemt alle nodige maatregelen voor de verwezenlijking van de doelstellingen van deze Overeenkomst.

De Raad van Ministers kan daartoe elke in dit verband door de Raadgevende Vergadering aangenomen resolutie of aanbeveling in aanmerking nemen.

3. De door de Raad van Ministers in de bij deze Overeenkomst vastgestelde gevallen genomen beslissingen zijn bindend voor de partijen bij de Overeenkomst, die de voor de tenuitvoerlegging ervan vereiste maatregelen nemen.

4. De Raad van Ministers kan voorts de resoluties aannemen, verklaringen, aanbevelingen en adviezen formuleren die hij nodig acht voor de verwezenlijking van de gestelde doeleinden en de goede werking van deze Overeenkomst.

5. De Raad van Ministers publiceert een jaarverslag alsook alle andere informatie die hij nuttig acht.

6. De Raad van Ministers kan alle passende maatregelen nemen voor het onderhouden van daadwerkelijke contacten, daadwerkelijk overleg en daadwerkelijke samenwerking tussen de economische en sociale groeperingen in de Lid-Staten en in de ACS-Staten.

7. De Gemeenschap of de ACS-Staten kunnen alle problemen die in verband met de toepassing van deze Overeenkomst mochten rijzen, aan de Raad van Ministers voorleggen.

8. In de bij deze Overeenkomst bepaalde gevallen wordt op verzoek van de Gemeenschap of van de ACS-Staten in de Raad van Ministers overeenkomstig zijn reglement van orde overleg gepleegd.

9. De Raad van Ministers kan comités, groepen, of *ad hoc* werkgroepen oprichten om de door hem nodig geachte werkzaamheden te verrichten.

10. Op verzoek van één van de partijen bij de Overeenkomst kunnen gedachtenwisselingen plaatsvinden over vraagstukken die rechtstreeks betrekking hebben op de onder deze Overeenkomst vallende aangelegenheden.

11. In onderlinge overeenstemming kunnen de partijen van gedachten wisselen over andere economische en technische vraagstukken die voor hen van wederzijds belang zijn.

Artikel 169. Wanneer zulks noodzakelijk blijkt, kan de Raad van Ministers één van zijn bevoegdheden delegeren aan het Comité van Ambassadeurs. In dat geval spreekt het Comité van Ambassadeurs zich uit onder de in artikel 167 vastgestelde voorwaarden.

Artikel 170. Het Comité van Ambassadeurs bestaat uit een vertegenwoordiger van iedere Lid-Staat en een vertegenwoordiger van de Commissie enerzijds en een vertegenwoordiger van iedere ACS-Staat anderzijds.

Artikel 171. 1. Het Comité van Ambassadeurs staat de Raad van Ministers bij in de vervulling van zijn taak en voert alle hem door de Raad van Ministers opgedragen mandaten uit.

2. Het Comité van Ambassadeurs oefent de overige bevoegdheden uit en vervult de andere taken die hem door de Raad van Ministers worden opgedragen.

3. Het Comité van Ambassadeurs bestudeert de werking van deze Overeenkomst en de vooruitgang die bij de verwezenlijking van de door de Raad van Ministers omschreven doelstellingen wordt geboekt.

4. Het Comité van Ambassadeurs brengt bij de Raad van Ministers verslag uit over zijn werkzaamheden, met name op die gebieden waar overdracht van bevoegdheden heeft plaatsgevonden. Tevens dient het bij de Raad van Ministers alle voorstellen, resoluties, aanbevelingen en adviezen in die het nodig of wenselijk acht.

5. Het Comité van Ambassadeurs houdt toezicht op de werkzaamheden van alle comités en alle andere permanente of *ad hoc* opgerichte organen en werkgroepen die bij of krachtens deze Overeenkomst worden opgericht of waarin deze Overeenkomst voorziet en brengt op gezette tijden verslag uit aan de Raad van Ministers.

6. Het Comité van Ambassadeurs komt ten minste eenmaal per zes maanden bijeen ten einde zijn taken te verrichten.

Artikel 172. 1. Het Voorzitterschap van het Comité van Ambassadeurs wordt bij toerbeurt uitgeoefend door een vertegenwoordiger van een door de Gemeenschap aangewezen Lid-Staat en een vertegenwoordiger van een door de ACS-Staten aangewezen ACS-Staat.

2. Het Comité van Ambassadeurs stelt zijn reglement van orde vast, dat ter goedkeuring aan de Raad van Ministers wordt voorgelegd.

Artikel 173. Een vertegenwoordiger van de Bank woont de vergaderingen van de Raad van Ministers en het Comité van Ambassadeurs bij wanneer op de agenda vraagstukken voorkomen op gebieden die de Bank betreffen.

Artikel 174. Het secretariaat wordt gevoerd en de overige voor de goede werking van de Raad van Ministers en het Comité van Ambassadeurs of andere gemengde organen vereiste werkzaamheden worden verricht op paritaire basis, overeenkomstig het reglement van orde van de Raad van Ministers.

Artikel 175. 1. De Raadgevende Vergadering is op paritaire basis samengesteld uit leden van het Europese Parlement voor de Gemeenschap enerzijds en uit door de ACS-Staten aangewezen parlementsleden of vertegenwoordigers anderzijds.

2. De Raadgevende Vergadering beziet op welke wijze de samenwerking tussen de Gemeenschap en de ACS-Staten kan worden verstevigd en de verwezenlijking van de doelstellingen van deze Overeenkomst kan worden bevorderd. Zij kan de Raad van Ministers alle door haar beoordeelde aanbevelingen voorleggen, met name naar aanleiding van het onderzoek van het jaarverslag van de Raad van Ministers.

3. De Raadgevende Vergadering kiest haar bureau en stelt haar reglement van orde vast.

4. De Raadgevende Vergadering komt ten minste eenmaal per jaar bijeen.

5. De beraadslagingen van de Raadgevende Vergadering worden voorbereid door een paritair comité. Bovendien kan zij raadgevende *ad hoc* comités vormen, om de door haar vast te stellen werkzaamheden te verrichten.

6. De Raadgevende Vergadering onderzoekt het krachtens artikel 168, lid 5, opgestelde verslag.

7. De Raadgevende Vergadering kan op *ad hoc* basis alle door haar wenselijk geachte contacten leggen ten einde het advies van de economische en sociale groeperingen in te winnen over de samenwerking in het kader van deze Overeenkomst.

8. De Raadgevende Vergadering kan resoluties aannemen inzake aangelegenheden die deze Overeenkomst betreffen of daaronder ressorteren.

9. Het Secretariaat wordt gevoerd en de overige voor de goede werking van de Raadgevende Vergadering vereiste werkzaamheden worden verricht op paritaire basis overeenkomstig het reglement van orde van de Raadgevende Vergadering.

Artikel 176. 1. Geschillen betreffende de uitlegging of toepassing van deze Overeenkomst die tussen een Lid-Staat, verscheidene Lid-Staten of de Gemeenschap enerzijds en een of meer ACS-Staten anderzijds rijzen, kunnen worden voorgelegd aan de Raad van Ministers.

2. Indien de Raad van Ministers er niet in slaagt het geschil te beslechten, kan hij o verzoek van een van de betrokken partijen bij de Overeenkomst een procedure van goede diensten instellen, waarvan het resultaat in een verslag aan de Raad tijdens zijn volgende zitting wordt medegedeeld.

3. a) Indien het geschil niet kan worden beslecht, wijst de Raad van Ministers op verzoek van een van de betrokken partijen bij de Overeenkomst een scheidsrechter aan. Vervolgens worden binnen twee maanden door de bij het geschil betrokken partijen als omschreven in lid 1 nog twee scheidsrechters aangewezen, één door elke partij.

b) De scheidsrechters beslissen bij meerderheid van stemmen binnen een termijn van 18 maanden.

c) Iedere partij bij het geschil is verplicht de maatregelen te nemen die nodig zijn voor de tenuitvoerlegging van de scheidsrechterlijke uitspraak.

Artikel 177. De huishoudelijke kosten van de krachtens deze Overeenkomst opgerichte Instellingen worden gedragen overeenkomstig protocol nr. 2.

Artikel 178. De krachtens deze Overeenkomst toegekende voorrechten en immuniteiten worden omschreven in protocol nr. 3.

TITEL XI. ALGEMENE EN SLOTBEPALINGEN

Artikel 179. Verdragen, overeenkomsten, akkoorden of regelingen van ongeacht welke vorm of aard tussen een of meer Lid-Staten en een of meer ACS-Staten mogen geen beletsel vormen voor de toepassing van deze Overeenkomst.

Artikel 180. Deze Overeenkomst is, onverminderd de erin vervatte bijzondere bepalingen inzake de betrekkingen tussen de ACS-Staten en de Franse overzeese departementen, enerzijds onder de voorwaarden van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap van toepassing op de grondgebieden waarvoor dat Verdrag geldt, en anderzijds op de grondgebieden van de ACS-Staten.

Artikel 181. De partijen bij de Overeenkomst komen overeen voor zover nodig adequate aanpassings- of overgangsmaatregelen te nemen in geval van toetreding van een derde Staat tot de Gemeenschap.

Artikel 182. 1. a) Deze Overeenkomst wordt, wat de Gemeenschap betreft, rechtsgeldig gesloten bij een besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen, dat overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag is genomen en dat ter kennis van de partijen is gebracht.

b) Zij wordt door de ondertekenende Staten bekrachtigd overeenkomstig hun onderscheiden grondwettelijke bepalingen.

c) De bekrachtiging van deze Overeenkomst geldt eveneens als bekrachtiging van het op dezelfde dag ondertekende Akkoord betreffende de produkten die onder de bevoegdheid van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal vallen.

2. De akten van bekrachtiging en de akte van kennisgeving van het sluiten van deze Overeenkomst worden, wat de ACS-Staten betreft, neergelegd bij het Secretariaat van de Raad van de Europese Gemeenschappen en, wat de Gemeenschap en de Lid-Staten betreft, bij het Secretariaat van de ACS-Staten. De Secretariaten stellen de ondertekenende Staten en de Gemeenschap hiervan onmiddellijk in kennis.

Artikel 183. 1. Deze Overeenkomst treedt in werking op de eerste dag van de tweede maand volgende op de datum waarop de akten van de bekrachtiging van de Lid-Staten en van ten minste twee derde van de ACS-Staten, alsmede de akte van kennisgeving van het sluiten van de Overeenkomst door de Gemeenschap, zijn neergelegd.

2. De ACS-Staat die de in artikel 182 bedoelde procedures op de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst, zoals deze in lid 1 is vastgesteld, niet heeft voltooid, kan hiertoe slechts overgaan binnen twaalf maanden na deze inwerkingtreding en kan deze procedures slechts voortzetten tijdens de twaalf maanden na deze inwerkingtreding, tenzij hij vóór het verstrijken van die termijn, de Raad van Ministers in kennis stelt van zijn voornemen die procedures uiterlijk binnen zes maanden na het verstrijken van die termijn te voltooien en

mits hij binnen die zes maanden overgaat tot de neerlegging van de akte van bekrachtiging.

3. Ten aanzien van de ACS-Staten die de in artikel 182 bedoelde procedures op de datum van inwerkingtreding van deze Overeenkomst, zoals deze in lid 1 is vastgesteld, niet hebben voltooid, wordt deze Overeenkomst van toepassing op de eerste dag van de tweede maand volgende op de voltooiing van deze procedures.

4. De ondertekenende ACS-Staten die deze Overeenkomst bekrachtigen op de in lid 2 omschreven wijze, erkennen de geldigheid van elke uitvoeringsmaatregel van de Overeenkomst, die is getroffen tussen de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst en de datum waarop deze op hen van toepassing is geworden. Behoudens een mogelijk door de Raad van Ministers te verlenen uitstel komen zij uiterlijk zes maanden na de voltooiing van de in artikel 182 bedoelde procedures alle verplichtingen na, die krachtens deze Overeenkomst of krachtens de uitvoeringsbesluiten van de Raad van Ministers op hen rusten.

5. Het reglement van orde van de bij deze Overeenkomst opgerichte Instellingen bepaalt of en onder welke voorwaarden de vertegenwoordigers van de ondertekenende Staten, die op de datum van inwerkingtreding van de Overeenkomst de in artikel 182 bedoelde procedures nog niet hebben voltooid, als waarnemer in die Instellingen zitting hebben. De aldus vastgestelde bepalingen gelden slechts tot de datum waarop deze Overeenkomst ten aanzien van deze Staten van toepassing wordt; zij houden in elk geval op van toepassing te zijn op de datum waarop de betrokken Staat ingevolge lid 2, deze Overeenkomst niet meer kan bekrachtigen.

Artikel 184. 1. De Raad van Ministers wordt in kennis gesteld van ieder verzoek van een Staat om toetreding tot of associatie met de Gemeenschap.

2. De Raad van Ministers wordt in kennis gesteld van ieder verzoek van een Staat om toetreding tot een uit ACS-Staten samengestelde economische groepering.

Artikel 185. 1. Ieder verzoek om toetreding tot deze Overeenkomst van een in het vierde deel van het Verdrag bedoeld land of gebied dat onafhankelijk wordt, wordt aan de Raad van Ministers voorgelegd.

2. Na goedkeuring door de Raad van Ministers treedt de betrokken Staat tot deze Overeenkomst toe door neerlegging van een akte van toetreding bij het Secretariaat van de Raad van de Europese Gemeenschappen, die hiervan een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift doet toekomen aan het Secretariaat van de ACS-Staten en de ondertekenende Staten ervan in kennis stelt.

3. Deze Staat heeft dan dezelfde rechten en verplichtingen als de ACS-Staten. Deze toetreding mag geen afbreuk doen aan de voordelen die voor de ACS-Staten welke deze Overeenkomst hebben ondertekend, voortvloeien uit de bepalingen inzake financiële en technische samenwerking en inzake de stabilisatie van de exportopbrengsten.

Artikel 186. 1. Voor elk verzoek om toetreding tot deze Overeenkomst dat afkomstig is van een Staat waarvan de economische structuur en de produktie vergelijkbaar zijn met die van de ACS-Staten, is goedkeuring van de Raad van

Ministers vereist. De Betrokken Staat kan tot deze Overeenkomst toetreden door met de Gemeenschap een desbetreffende overeenkomst te sluiten.

2. Deze Staat heeft dan dezelfde rechten en verplichtingen als de ACS-Staten.

3. In bedoelde overeenkomst kan echter de datum worden genoemd waarop sommige van deze rechten en verplichtingen op hem van toepassing worden.

4. Deze toetreding mag echter geen afbreuk doen aan de voordelen die voor de ACS-Staten welke deze Overeenkomst hebben ondertekend, voortvloeien uit de bepalingen inzake financiële en technische samenwerking, inzake de stabilisatie van de exportopbrengsten en inzake industriële samenwerking.

Artikel 187. Te rekenen vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst worden de bij de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé aan de Raad van Ministers verleende bevoegdheden met inachtneming van de desbetreffende bepalingen van genoemde Overeenkomst voor zover nodig uitgeoefend door de bij deze Overeenkomst ingestelde Raad van Ministers.

Artikel 188. 1. Deze Overeenkomst verstrijkt na een tijdsduur van vijf jaar te rekenen vanaf 1 maart 1980, dat wil zeggen op 28 februari 1985.

2. Achttien maanden vóór het einde van deze periode knopen de partijen bij de Overeenkomst onderhandelingen aan ten einde na te gaan welke bepalingen later voor de betrekkingen tussen de Gemeenschap en de Lid-Staten enerzijds en de ACS-Staten anderzijds zullen gelden.

3. De Raad van Ministers neemt eventueel de overgangsmaatregelen die nodig zijn tot de inwerkingtreding van de nieuwe Overeenkomst.

Artikel 189. Deze Overeenkomst kan door de Gemeenschap ten aanzien van elke ACS-Staat en door elke ACS-Staat ten aanzien van de Gemeenschap worden opgezegd met inachtneming van een opzeggingstermijn van zes maanden.

Artikel 190. De protocollen die aan deze Overeenkomst zijn gehecht, maken een integrerend deel daarvan uit.

Artikel 191. Deze Overeenkomst, opgesteld in twee exemplaren, in de Deense, de Duitse, de Engelse, de Franse, de Italiaanse en de Nederlandse taal, zijnde alle teksten gelijkelijk authentiek, zal worden neergelegd in het archief van het Secretariaat van de Raad van de Europese Gemeenschappen en bij het Secretariaat van de ACS-Staten, die een voor eensluidend gewaarmerkt afschrift daarvan toezenden aan de Regeringen van de ondertekenende Staten.

TIL BEKRÆFTELSE HERAF har undertegnede befuldmægtigede underskrevet denne konvention.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Abkommen gesetzt.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries have affixed their signatures below this Convention.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce alla presente convenzione.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze overeenkomst hebben gesteld.

UDFÆRDIGET i Lomé, den enogtredivte oktober nitten hundrede og nioghalvfjerds.

GESCHEHEN zu Lome am einunddreissigsten Oktober neunzehnhundertneundsiebzig.

DONE at Lomé on the thirty-first day of October in the year one thousand nine hundred and seventy-nine.

FAIT à Lomé, le trente et un octobre mil neuf cent soixante-dix-neuf.

FATTO a Lomé, addì trentuno ottobre millenovecentosettantanove.

GEDAAN te Lomé, de eenendertig oktober negentienhonderd negenenzeventig.

Pour Sa Majesté le Roi des Belges
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen
[For His Majesty the King of the Belgians]

[PAUL NOTERDAEME]¹

For Hendes Majestæt Dronningen af Danmark
[For Her Majesty the Queen of Denmark]
[Pour Sa Majesté la Reine du Danemark]

[NIELS ERSBØLL]

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland
[For the President of the Federal Republic of Germany]
[Pour le Président de la République fédérale d'Allemagne]

[KLAUS VON DOHNANYI]

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the European Economic Community — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par la Communauté économique européenne.

Pour le Président de la République française
[For the President of the French Republic]

[ROBERT GALLEY]

[PIERRE BERNARD-REYMOND]

For the President of Ireland
[Pour le Président de l'Irlande]

[MICHAEL O'KENNEDY]

Per il Presidente della Repubblica italiana
[For the President of the Italian Republic]
[Pour le Président de la République italienne]

[GIUSEPPE ZAMBERLETTI]

Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg
[For His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg]

[JEAN DONDELINGER]

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden
[For Her Majesty the Queen of the Netherlands]
[Pour Sa Majesté la Reine des Pays-Bas]

[D. F. VAN DER MEI]

For Her Majesty the Queen of the United Kingdom of
Great Britain and Northern Ireland
[Pour Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord]

[DOUGLAS RICHARD HURD, CBE]

For Rådet for De europæiske Fællesskaber
Für den Rat der Europäischen Gemeinschaften
For the Council of the European Communities
Pour le Conseil des Communautés européennes
Per il Consiglio delle Comunità Europee
Voor de Raad van de Europese Gemeenschappen

[MICHAEL O'KENNEDY]

[CLAUDE CHEYSSON]

For the Head of State of the Bahamas
[Pour le Chef d'Etat des Bahamas]

[R. F. ANTHONY ROBERTS]

For the Head of State of Barbados
[Pour le Chef d'Etat de la Barbade]

[HAROLD BERNARD ST JOHN, Q.C., M.P.]

Pour le Président de la République Populaire du Bénin
[For the President of the People's Republic of Benin]

[ANDRÉ ATCHADE]

For the President of the Republic of Botswana
[Pour le Président de la République du Botswana]

[ARCHIBALD MOOKETSA MOGWE]

Pour le Président de la République du Burundi
[For the President of the Republic of Burundi]

[DONATIEN BIHUTE]

Pour le Président de la République-Unie du Cameroun
[For the President of the United Republic of Cameroon]

[ROBERT NAAH]

For the President of the Republic of Cap Verde
[Pour le Président de la République du Cap-Vert]

[ABILIO AUGUSTO MONTERO DUARTE]

Pour le Président de la République centrafricaine
[For the President of the Central African Republic]

[JEAN-PIERRE LE BOUDER]

Pour le Président de la République fédérale islamique des Comores
[For the President of the Federal Islamic Republic of the Comoros]

[ALI MROUDJAE]

Pour le Président de la République populaire du Congo
[For the President of the People's Republic of the Congo]

[ELENGA NGAPORO]

Pour le Président de la République de Côte d'Ivoire
[For the President of the Republic of the Ivory Coast]

[ABDOULAYE KONE]

Pour le Président de la République de Djibouti
[For the President of the Republic of Djibouti]

[AHMED IBRAHIM ABDI]

For the Prime Minister and Minister of External Affairs of
Independent State of Dominica
[Pour le Premier Ministre et Ministre des Affaires extérieures
de l'Etat indépendant de la Dominique]

[ARDEN SHILLINGFORD]

For the Chairman of the provisional Military Administrative
Council and of the Council of Ministers and Commander in Chief
of the Revolutionary Army of Ethiopia
[Pour le Président du Conseil administratif militaire provisoire et
du Conseil des Ministres et Commandant en Chef de l'Armée
révolutionnaire de l'Ethiopie]

[TEFERRA WOLDE-SEMAIT]

For Her Majesty the Queen of Fiji
[Pour Sa Majesté la Reine de Fidji]

[SATYA NAND NANDAN]

Pour le Président de la République gabonaise
[For the President of the Gabonese Republic]

[MICHEL ANCHOUÉY]

For the President of the Republic of the Gambia
[Pour le Président de la République de Gambie]

[MOHAMADU CADI CHAM]

For the President of the Republic of Ghana
[Pour le Président de la République du Ghana]

[AMON NIKOI]

For the Head of State of Grenada
[Pour le Chef d'Etat de la Grenade]

[FENNIS AUGUSTINE]

Pour le Président de la République de Guinée
[For the President of the Republic of Guinea]

[N'FALY SANGARE]

Pour le Président du Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau
[For the President of the Council of State of Guinea-Bissau]

[VASCO CABRAL]

Pour le Président de la République de Guinée équatoriale
[For the President of the Republic of Equatorial Guinea]

[CRISTINO SERICHE MALABO BICO]

For the President of the Republic of Guyana
[Pour le Président de la République de Guyane]

[SAMUEL RUDOLPH INSANALLY]

Pour le Président de la République de Haute-Volta
[For the President of the Republic of the Upper Volta]

[GEORGES SANOGOH]

For the Head of State of Jamaica
[Pour le Chef d'Etat de la Jamaïque]

[DONALD RAINFORD]

For the President of the Republic of Kenya
[Pour le Président de la République du Kenya]

[JOSEPH MULIRO]

For the President of the Republic of Kiribati
[Pour le Président de la République de Kiribati]

[DOUGLAS RICHARD HURD, CBE, M.P.]

For His Majesty the King of the Kingdom of Lesotho
[Pour Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho]

[MORENA MAKHAOLA LEROTHOLI]

For the President of the Republic of Liberia
[Pour le Président de la République du Libéria]

[FRANKLIN NEAL]

Pour le Président de la République démocratique de Madagascar
[For the President of the Democratic Republic of Madagascar]

[JUSTIN RARIVOSON]

For the President of the Republic of Malawi
[Pour le Président de la République du Malawi]

[STOTT ZONDWAYO JERE, M.P.]

Pour le Président de la République du Mali
[For the President of the Republic of Mali]

[ALIOUNE BLONDIN BEYE]

Pour le Président de la République islamique de Mauritanie
[For the President of the Islamic Republic of Mauritania]

[ABDELLAH OULD DADDAH]

Pour Sa Majesté la Reine de l'Île Maurice
[For Her Majesty the Queen of Mauritius]

[SATEAM BOOLELL, Knight]

Pour le Président de la République du Niger
[For the President of the Republic of the Niger]

[MAI MAIGENA]

For the Head of the Federal Government of Nigeria
[Pour le Chef du Gouvernement fédéral du Nigéria]

[P. AYODELE AFOLABI]

For the Head of the Independent State of Papua New Guinea
[Pour le Chef de l'Etat indépendant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée]

[FREDERICK BERNARD CARL REIHER]

Pour le Président de la République rwandaise
[For the President of the Republic of Rwanda]

[AMBROISE MULINDANGABO]

For the President of the Republic of Saint Lucia
[Pour le Président de la République de Sainte-Lucie]

[GEORGE WILLIAM ODLUM]

For the Head of State of Western Samoa
[Pour le Chef d'Etat du Samoa-Occidental]

[FILIPO VAOVASAMANAIA]

For the President of the Democratic Republic of Sao Tome
and Principe
[Pour le Président de la République démocratique de Sao Tomé-
et-Principe]

[MARIA DE AMORIM]

Pour le Président de la République du Sénégal
[For the President of the Republic of Senegal]

[OUSMANE SECK]

Pour le Président de la République des Seychelles
[For the President of the Republic of Seychelles]

[MAXIME FERRARI]

For the President of the Republic of Sierra Leone
[Pour le Président de la République de Sierra Leone]

[I. M. FOFANA]

For the President of the Independent State of Solomon Islands
[Pour le Président de l'Etat indépendant des Iles Salomon]

[DOUGLAS RICHARD HURD, CBE, M.P.]

For the President of the Somali Democratic Republic,
President of the Supreme Revolutionary Council
[Pour le Président de la République démocratique somalie,
Président du Conseil révolutionnaire suprême]

[OMAR SALAH AHMED]

For the President of the Democratic Republic of the Sudan
[Pour le Président de la République démocratique du Soudan]

[IZZ EL DIN HAMID]

For the President of the Republic of Suriname
[Pour le Président de la République du Suriname]

[LUDWIG C. ZUIVERLOON]

For His Majesty the King of the Kingdom of Swaziland
[Pour Sa Majesté le Roi du Royaume du Swaziland]

[DZABULUMJIVA H. S. NHLABATSI]

For the President of the United Republic of Tanzania
[Pour le Président de la République-Unie de Tanzanie]

[ALPHONSE M. RULEGURA]

Pour le Président de la République du Tchad
[For the President of the Republic of Chad]

[ISSAKA RAMAT AL HAMDOUN]

Pour le Président de la République togolaise
[For the President of the Republic of Togo]

[KOU DJOLOU DOGO]

For His Majesty King Taufa'ahau Tupou IV of Tonga
[Pour Sa Majesté le Roi Taufa'ahau Tupou IV des Tonga]

[TUPOUTO'A]

For the President of the Republic of Trinidad and Tobago
[Pour le Président de la République de Trinidad-et-Tobago]

[EUSTACHE SEIGNORET]

For Her Majesty the Queen of Tuvalu
[Pour Sa Majesté la Reine de Tuvalu]

[SATYA NAND NANDAN]

For the President of the Republic of Uganda
[Pour le Président de la République de l'Ouganda]

[ATEKER EJALU]

Pour le Président de la République du Zaïre
[For the President of the Republic of Zaire]

[KIAKWAMA KIA KIZIKI]

For the President of the Republic of Zambia
[Pour le Président de la République de Zambie]

[REMI CHISUPA]

PROTOCOL Nr. 1. BETREFFENDE DE DEFINITIE VAN HET BEGRIP
„PRODUKTEN VAN OORSPRONG“ EN DE METHODEN VAN
ADMINISTRATIEVE SAMENWERKING

TITEL I. DEFINITIE VAN HET BEGRIP „PRODUKTEN VAN OORSPRONG“

Artikel 1. 1. Onverminderd de leden 3 en 4 worden voor de toepassing van de Overeenkomst beschouwd als „produkten van oorsprong“ uit een ACS-Staat, mits zij overeenkomstig artikel 5 zijn vervoerd :

- a) geheel en al in een of meer ACS-Staten verkregen produkten;
- b) in een of meer ACS-Staten verkregen produkten bij de vervaardiging waarvan andere dan de sub a) bedoelde produkten zijn gebruikt, mits deze produkten bewerkingen of verwerkingen hebben ondergaan die toereikend zijn in de zin van artikel 3.

2. Voor de toepassing van lid 1 worden de ACS-Staten als één enkel grondgebied beschouwd.

3. Wanneer bepaalde produkten die geheel en al zijn verkregen in de Gemeenschap of in de landen en gebieden, omschreven in verklarende aantekening 9, in een of meer ACS-Staten bewerkingen of verwerkingen ondergaan, worden zij geacht geheel en al in deze ACS-Staat of ACS-Staten verkregen te zijn, mits zij overeenkomstig artikel 5 zijn vervoerd.

4. De in de Gemeenschap of in de landen en gebieden verrichte bewerkingen of verwerkingen worden, wanneer de verkregen produkten later in een of meer ACS-Staten bewerkingen of verwerkingen ondergaan, geacht in een of meer ACS-Staten te zijn verricht, mits de produkten overeenkomstig artikel 5 zijn vervoerd.

5. Voor de toepassing van de voorgaande leden worden de in twee of meer ACS-Staten verkregen produkten beschouwd als produkten van oorsprong uit de ACS-Staat waar de laatste bewerking of verwerking heeft plaatsgehad, mits aan alle in deze leden gestelde voorwaarden is voldaan. In dit verband worden de in artikel 3, lid 3, sub a), b), c) en d), genoemde bewerkingen of verwerkingen, noch een combinatie daarvan, niet als zodanig beschouwd.

6. De in lijst C van bijlage IV genoemde produkten zijn tijdelijk van de toepassing van dit protocol uitgesloten. De bepalingen inzake administratieve samenwerking blijven evenwel *mutatis mutandis* van toepassing op deze produkten.

Artikel 2. Als „geheel en al verkregen“ is een of meer ACS-Staten of in de Gemeenschap of in de landen en gebieden, in de zin van artikel 1, lid 1, sub a), en lid 3, worden beschouwd :

- a) uit hun bodem of hun zeebodem gewonnen minerale produkten;
- b) aldaar geogste produkten van het plantenrijk;
- c) aldaar geboren en opgefokte levende dieren;
- d) produkten afkomstig van levende dieren die aldaar worden opgefokt;
- e) produkten van de aldaar bedreven jacht en visserij;
- f) produkten van de zeevisserij en andere door hun schepen uit de zee gewonnen produkten;

- g) produkten, uitsluitend uit de sub *f*) bedoelde produkten aan boord van hun fabrieksschepen vervaardigd;
- h) aldaar verzamelde gebruikte artikelen die slechts kunnen dienen voor het terugwinnen van grondstoffen;
- i) afval afkomstig van aldaar verrichte fabrieksbewerkingen;
- j) goederen die aldaar zijn vervaardigd uit geen andere dan de sub *a*) tot en met *i*) bedoelde produkten.

Artikel 3. 1. Voor de toepassing van artikel 1, lid 1, sub *b*), worden als toereikend beschouwd :

- a) bewerkingen of verwerkingen die tot gevolg hebben dat de verkregen goederen onder een andere tariefpost komen te vallen dan die waartoe elk der bewerkte of verwerkte produkten behoort, met uitzondering evenwel van de bewerkingen of verwerkingen die zijn opgenomen in lijst A van bijlage II en waarop de bijzondere bepalingen van die lijst van toepassing zijn;
- b) bewerkingen of verwerkingen die zijn genoemd in lijst B van bijlage III.

Onder afdelingen, hoofdstukken en tariefposten worden verstaan de afdelingen, hoofdstukken en posten van de nomenclatuur van de Internationale Douaneraad voor de indeling van goederen in douanetarieven.

2. Wanneer voor een bepaald verkregen produkt door een procentageregel in lijst A en in lijst B de waarde van de be- of verwerkte produkten die kunnen worden gebruikt, wordt beperkt, mag de totale waarde van deze produkten, ongeacht of zij binnen de grenzen en onder de voorwaarden, vermeld in elk van deze beide lijsten, tijdens bewerkingen, verwerkingen of de montage onder een andere tariefpost zijn komen te vallen, ten opzichte van de waarde van het verkregen produkt niet hoger zijn dan de waarde die overeenkomt met hetzij, indien de percentages in de beide lijsten gelijk zijn, dat gemeenschappelijke percentage, hetzij het hoogste van deze percentages, indien deze verschillen.

3. Voor de toepassing van lid 1, sub *a*), worden de volgende bewerkingen of verwerkingen steeds als ontoereikend beschouwd om het karakter van produkten van oorsprong te verlenen, ongeacht of er verandering van tariefpost plaatsvindt :

- a) behandelingen om de bewaring in ongewijzigde staat van goederen tijdens het vervoer en de opslag te verzekeren (luchten, uitleggen, drogen, koelen, leggen in water waaraan zout, zwavel of andere stoffen zijn toegevoegd, verwijdering van beschadigde gedeelten en soortgelijke handelingen);
- b) eenvoudige handelingen bestaande in stofvrij maken, zeven, uitzoeken, rangschikken, sorteren (met inbegrip van het samenvoegen van goederensets), wassen, verven en snijden;
- c) i) veranderingen in de verpakking en verdeling en samenvoeging van colli;
ii) eenvoudig bottelen, verpakken in zakken, in omhulsels, in blikken, bevestigen op plankjes enzovoorts en alle andere eenvoudige verpakkingshandelingen;
- d) het aanbrenge op de produkten zelf of op hun verpakkingen van merken, etiketten of andere soortgelijke onderscheidingstekens;

- e) i) het eenvoudig mengen van produkten van dezelfde soort die een of meer bestanddelen bevatten welke niet voldoen aan de in het protocol vastgestelde voorwaarden om als produkten van oorsprong uit een ACS-Staat, uit de Gemeenschap of uit een land of gebied te kunnen worden aangemerkt;
- ii) het eenvoudig mengen van produkten van verschillende soorten tenzij een of meer bestanddelen van het mengsel voldoen aan de in dit protocol vastgestelde voorwaarden om als produkten van oorsprong uit een ACS-Staat, uit de Gemeenschap of uit een land of gebied te kunnen worden aangemerkt en mits dit bestanddeel of deze bestanddelen mede het wezenlijk karakter van het eindprodukt bepalen;
- f) het eenvoudig samenvoegen van delen van artikelen om een geheel artikel te vormen;
- g) twee of meer van de sub a) tot en met f) genoemde handelingen te zamen;
- h) het slachten van dieren.

Artikel 4. Wanneer in de in artikel 3 bedoelde lijsten A en B is bepaald dat de in een ACS-Staat verkregen goederen alleen als goederen van oorsprong daaruit worden beschouwd indien de waarde van de bewerkte of verwerkte produkten een bepaald percentage van de waarde van de verkregen goederen niet overschrijdt, wordt bij de bepaling van dat percentage uitgegaan van de volgende waarden :

- enerzijds, voor produkten waarvan is aangetoond dat zij zijn ingevoerd : hun douanewaarde op het tijdstip van de invoer; voor produkten van onbepaalde oorsprong : de eerste controleerbare prijs die voor deze produkten is betaald op het grondgebied van de partij bij de Overeenkomst waar de fabricage plaatsvindt;
- anderzijds, de prijs af-fabriek van de verkregen goederen, onder aftrek van de bij uitvoer gerestitueerde of te restitueren binnenlandse belastingen.

Artikel 5. 1. Voor de toepassing van artikel 1, leden 1, 3 en 4 worden produkten geacht rechtstreeks van de ACS-Staten naar de Gemeenschap of van de Gemeenschap of de landen en gebieden naar de ACS-Staten te zijn vervoerd, wanneer het vervoer plaatsvindt zonder gebruikmaking van enig ander grondgebied dan dat van deze Staten, landen en gebieden. Het vervoer van produkten die één enkele zending vormen, kan echter plaatsvinden met gebruikmaking van andere grondgebieden dan de bovengenoemde, eventueel met overlading of tijdelijke opslag op die grondgebieden, voor zover het vervoer over die gebieden om geografische of vervoertechnische redenen gerechtvaardigd is en de produkten er niet in de handel zijn gebracht of ten invoer tot verbruik aangegeven en er eventueel geen andere behandelingen hebben ondergaan dan lossen en opnieuw laden, of andere behandelingen ter verzekering van hun bewaring in ongewijzigde staat.

Onderbrekingen en wijzigingen van het vervoer ten gevolge van moeilijkheden op zee of overmacht vormen geen beletsel voor de toepassing van het in dit protocol vastgestelde preferentiestelsel, mits de produkten tijdens deze wijzigingen of onderbrekingen niet in de handel zijn gebracht of ten invoer tot verbruik zijn aangegeven en geen andere behandelingen hebben ondergaan dan die welke tot doel hebben om hun bewaring in ongewijzigde staat te verzekeren.

2. Het bewijs dat aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden is voldaan, wordt geleverd door overlegging van de volgende documenten aan de bevoegde douaneautoriteiten van de Gemeenschap :

- a) hetzij een doorvoercognossement dat is opgemaakt in het begunstigde land van uitvoer en onder dekking waarvan het vervoer over het grondgebied van het doorvoerland heeft plaatsgevonden;
- b) hetzij een door de douaneautoriteiten van het doorvoerland afgegeven verklaring die de volgende gegevens bevat :
 - een nauwkeurige omschrijving van de goederen;
 - de data van lossen of opnieuw laden van de goederen, eventueel met vermelding van de specificaties van de gebruikte schepen;
 - een verklaring betreffende de omstandigheden waaronder het verblijf van de goederen heeft plaatsgevonden;
- c) hetzij, bij gebreke van bovenstaande documenten, elk stuk dat tot bewijs kan dienen.

TITEL II. METHODEN VAN ADMINISTRATIEVE SAMENWERKING

Artikel 6. 1. a) Als bewijs van het karakter van oorsprong van de produkten in de zin van dit protocol geldt een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1, waarvan men het model in bijlage V aantreft.

b) Voor produkten die over de post worden verzonden (ook in colli) geldt echter als bewijs van de oorsprong in de zin van dit protocol een formulier EUR. 2, waarvan men het model in bijlage VI aantreft, mits de zendingen uitsluitend produkten van oorsprong bevatten en de waarde per zending niet meer dan 1.420 Europese rekeneenheden bedraagt.

c) Tot en met 30 april 1981 wordt voor de omrekening van de Europese rekeneenheid in de nationale valuta van een Lid-Staat van de Gemeenschap de op 30 juni 1978 geldende koers van de Europese rekeneenheid in de nationale valuta van dit land gebruikt. Voor iedere volgende periode van twee jaar is dit de tegenwaarde in de nationale valuta van dit land van de Europese rekeneenheid zoals die van toepassing is op de eerste werkdag van de maand oktober van het jaar dat aan deze periode van twee jaar voorafgaat.

d) Aan het begin van iedere volgende periode van twee jaar kan de Gemeenschap zo nodig ter vervanging van de bovenstaande in Europese rekeneenheid uitgedrukte bedragen en die welke in artikel 16, lid 2, worden genoemd, herziene bedragen vaststellen die zij uiterlijk één maand voor hun inwerkingtreding aan het Comité voor douanesamenwerking dient mede te delen. Deze bedragen dienen alleszins zodanig te worden vastgesteld dat de in de nationale valuta van een bepaald land uitgedrukte waarde van maxima niet vermindert.

e) Indien de goederen in de valuta van een andere Lid-Staat van de Gemeenschap worden gefactureerd, erkent de Lid-Staat van invoer het door de betrokken Lid-Staat medegedeelde bedrag.

2. Wanneer op verzoek van de declarant een onder de hoofdstukken 84 of 85 van de nomenclatuur van de Internationale Douaneraad vallend gedemonteerd of niet gemonteerd artikel onder de door de bevoegde instanties vastgestelde voorwaarden in deelzendingen wordt ingevoerd, wordt dit geacht één enkel artikel

te vormen en kan bij de invoer van de eerste deelzending een certificaat inzake goederenverkeer voor het volledige artikel worden overgelegd.

3. Accessoires, vervangingsonderdelen en gereedschappen die samen met materieel, machines of voertuigen worden geleverd, die deel uitmaken van de normale uitrusting daarvan en waarvan de prijs is begrepen in de prijs daarvan of niet afzonderlijk in rekening wordt gebracht, worden geacht één geheel te vormen met het betrokken materieel of de betrokken machines, apparaten of voertuigen.

4. Assortimenten in de zin van algemene bepaling 3 van de nomenclatuur van de Internationale Douaneraad worden als van oorsprong beschouwd indien alle artikelen waaruit zij zijn samengesteld, van oorsprong zijn. Een assortiment bestaande uit artikelen van oorsprong en artikelen welke niet van oorsprong zijn, wordt evenwel als van oorsprong beschouwd indien de waarde van de artikelen welke niet van oorsprong zijn, niet meer dan 15% van de totale waarde van het assortiment bedraagt.

Artikel 7. 1. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 worden bij uitvoer van de goederen waarop zij betrekking hebben, door de douaneautoriteiten van de ACS-Staat van uitvoer afgegeven. Zij worden ter beschikking van de exporteur gehouden, zodra de werkelijke uitvoer plaatsvindt of is verzekerd.

2. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 kunnen bij wijze van uitzondering eveneens worden afgegeven na uitvoer van de goederen waarop zij betrekking hebben, wanneer zij door vergissingen, onopzettelijk verzuim of bijzondere omstandigheden niet bij de uitvoer werden overgelegd. In dat geval wordt zulks speciaal op de certificaten vermeld, waarbij wordt aangegeven onder welke omstandigheden de afgifte heeft plaatsgevonden.

3. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 worden slechts afgegeven op schriftelijk verzoek van de exporteur, die daartoe een formulier van het in bijlage V voorkomende model op de in dit protocol voorgeschreven wijze invult.

4. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 mogen slechts worden afgegeven wanneer zij als bewijsstuk kunnen dienen voor de toepassing van de Overeenkomst.

5. Verzoeken om certificaten inzake goederenverkeer moeten door de douaneautoriteiten van het land van uitvoer gedurende ten minste drie jaar worden bewaard.

Artikel 8. 1. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 worden door de douaneautoriteiten van de ACS-Staat van uitvoer afgegeven, indien de goederen kunnen worden beschouwd als produkten van oorsprong in de zin van dit protocol.

2. Ten einde na te gaan of aan de in lid 1 bedoelde voorwaarden is voldaan, kunnen de douaneautoriteiten alle bewijsstukken eisen en iedere controle uitoefenen die zij dienstig achten.

3. De douaneautoriteiten van de Staat van uitvoer moeten erop toezien dat de formulieren, bedoeld in artikel 9, op de juiste wijze zijn ingevuld. Zij gaan met name na of het vak dat voor de omschrijving van de goederen is bestemd, zodanig is ingevuld dat elke mogelijkheid van frauduleuze toevoegingen is uitgesloten. Daartoe mag bij de omschrijving van de goederen geen ruimte tussen

de regels worden opengelaten. Wanneer het vak niet geheel is ingevuld, dient onder de laatste regel een horizontale streep te worden getrokken en het niet-gevulde gedeelte te worden doorstreept.

4. De datum van afgifte van het certificaat dient te worden vermeld op het gedeelte van de certificaten inzake goederenverkeer dat voor de douane is bestemd.

Artikel 9. 1. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 worden opgemaakt op het formulier waarvan het model in bijlage V voorkomt. Dit formulier wordt gedrukt in een of meer van de talen waarin de Overeenkomst is opgesteld. De certificaten worden in een van deze talen opgemaakt overeenkomstig het nationale recht van de Staat van uitvoer; indien een certificaat met de hand wordt opgemaakt, moet het met inkt en in blokletters worden ingevuld.

2. Het formaat van de certificaten is 210 × 297 mm, waarbij voor de lengte een maximumtolerantie van 5 mm minder en 8 mm meer is toegestaan. Het te gebruiken papier moet wit en houtvrij zijn, zodanig gelijmd zijn dat het goed te beschrijven is en ten minste 25 gram per m² wegen. Het papier moet voorzien zijn van een groenkleurige geguillocheerde onderdruk die elke vervalsing met behulp van mechanische of chemische middelen zichtbaar maakt.

3. De Staten van uitvoer kunnen het drukken van de certificaten zelf uitvoeren, dan wel overlaten aan drukkerijen die zij daartoe vergunning hebben verleend. In het laatste geval dient op ieder certificaat naar deze vergunning te worden verwezen. Op elk certificaat moeten naam en adres van de drukker worden vermeld of een teken waardoor deze kan worden geïdentificeerd. Voorts moeten alle certificaten van een al dan niet gedrukt serienummer worden voorzien, ten einde ze onderling te kunnen onderscheiden.

Artikel 10. 1. Om afgifte van een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 dient, onder aansprakelijkheid van de exporteur, door deze of door zijn gevolmachtigde vertegenwoordiger te worden verzocht.

2. De exporteur of diens vertegenwoordiger dient te zamen met zijn verzoek elk nuttig bewijsstuk in dat kan dienen om aan te tonen dat de uit te voeren goederen in aanmerking kunnen komen voor de afgifte van een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1.

Artikel 11. 1. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 moeten binnen tien maanden na de datum van afgifte door de douane van de ACS-Staat van uitvoer worden overgelegd op het douanekantoor van de Staat van invoer waar de goederen worden aangeboden.

2. Wanneer de goederen via een haven van een andere ACS-Staat of van andere landen of gebieden dan het land van oorsprong worden verscheept, gaat een nieuwe geldigheidsduur van zes maanden in op de datum waarop door de douaneautoriteiten van de haven van doorvoer in vak 7 van het certificaat EUR. 1

- de vermelding „transit“,
 - de naam van het land van doorvoer,
 - een datumstempel,
- worden aangebracht.

Deze procedure treedt in werking nadat het model van de gebruikte stempelafdruk aan de Commissie is toegezonden.

De Commissie deelt deze gegevens aan de douaneautoriteiten van de Lid-Staten mede.

3. Vervanging van een of meer certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 door een of meer certificaten EUR. 1 is steeds mogelijk, mits zulks plaatsvindt op het douanekantoor waar de goederen zich bevinden.

Artikel 12. In de Staat van invoer worden certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 aan de douaneautoriteiten overgelegd volgens de voorschriften van dat land. Deze autoriteiten hebben het recht daarvan een vertaling te eisen. Zij kunnen bovendien eisen dat de invoeraangifte wordt aangevuld met een verklaring van de importeur dat de goederen voldoen aan de voorwaarden voor de toepassing van de Overeenkomst.

Artikel 13. 1. Certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 die na het verstrijken van de in artikel 11 bedoelde indieningstermijn bij de douaneautoriteiten van de Staat van invoer worden overgelegd, kunnen worden aanvaard met het oog op de toepassing van de preferentiële regeling, wanneer men zich ten gevolge van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden niet aan de termijn heeft kunnen houden.

2. Behalve in bovengenoemde gevallen kunnen de douaneautoriteiten van de Staat van invoer de certificaten aanvaarden, wanneer de goederen vóór het verstrijken van genoemde termijn bij hen zijn aangeboden.

Artikel 14. Indien geringe verschillen worden vastgesteld tussen de op het certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 vermelde gegevens en die welke voorkomen op de documenten die aan het douanekantoor met het oog op het vervullen van de invoerformaliteiten voor de goederen zijn overgelegd, leidt dit niet op zichzelf tot ongeldigheid van het certificaat indien deugdelijk wordt vastgesteld dat dit certificaat op de aangeboden goederen betrekking heeft.

Artikel 15. Formulier EUR. 2, waarvan men het model in bijlage VI aantreft, wordt ingevuld door de exporteur. Het wordt opgemaakt in een der officiële talen waarin de Overeenkomst is opgesteld en in overeenstemming met het nationale recht van de Staat van uitvoer. Indien het formulier met de hand wordt opgemaakt, moet het met inkt en in blokletters worden ingevuld.

Formulier EUR. 2 bestaat uit een enkel deel met een formaat van 210 × 148 mm. Het te gebruiken papier moet wit en houtvrij zijn, zodanig gelijmd dat het goed te beschrijven is en ten minste 64 gram per m² wegen.

De Staten van uitvoer kunnen het drukken van de formulieren zelf verrichten dan wel overlaten aan drukkerijen die zij daartoe vergunning hebben verleend. In dit laatste geval dient op ieder formulier naar deze vergunning te worden verwezen. Alle formulieren worden voorzien van het onderscheidingsteken dat aan de erkende drukkerij is toegekend, alsmede van een al dan niet gedrukt serienummer, waardoor ze onderling kunnen worden onderscheiden.

Voor elke postzending wordt een formulier EUR. 2 opgemaakt. Na invulling en ondertekening van het formulier hecht de exporteur dit formulier in geval van pakketpostzendingen aan het verzendformulier. Indien het brievenpostzendingen betreft, sluit de exporteur het formulier in het collo.

Deze bepalingen ontslaan de exporteur niet van het vervullen van alle overige formaliteiten volgens de douane- en postvoorschriften.

Artikel 16. 1. Goederen die zich in aan particulieren gerichte kleine zendingen of in de persoonlijke bagage van reizigers bevinden, worden als produkten van oorsprong toegelaten, zonder dat een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 moet worden overgelegd, of een formulier EUR. 2 moet worden ingevuld, voor zover het invoer betreft waaraan ieder handelskarakter vreemd is en op voorwaarde dat bij de aangifte wordt verklaard dat de betrokken goederen voldoen aan de voorwaarden voor de toepassing van deze bepalingen en er geen twijfel bestaat omtrent de juistheid van deze verklaring.

2. Als invoer waaraan ieder handelskarakter vreemd is, wordt beschouwd invoer die een incidenteel karakter draagt en die uitsluitend betrekking heeft op goederen, bestemd om door de reiziger of de geadresseerde persoonlijk dan wel door zijn gezin te worden gebruikt, mits noch de aard, noch de hoeveelheid van de goederen op commerciële bedoelingen wijzen. Bovendien mag de totale waarde van de betrokken goederen niet meer bedragen dan 90 Europese reken-eenheden wat kleine zendingen betreft, en 285 Europese reken-eenheden wat de inhoud van persoonlijke bagage van reizigers betreft.

Artikel 17. 1. Op goederen die uit een van de ACS-Staten naar een tentoonstelling in een ander land dan een ACS-Staat, een Lid-Staat of een land of gebied worden verzonden, en die na de tentoonstelling worden verkocht om te worden ingevoerd in de Gemeenschap, is bij invoer de Overeenkomst van toepassing, mits zij voldoen aan de voorwaarden die in dit Protocol worden gesteld om te worden beschouwd als produkten van oorsprong uit een ACS-Staat en voor zover aan de bevoegde douaneautoriteiten het bewijs wordt geleverd :

- a) dat een exporteur deze goederen uit een ACS-Staat heeft verzonden naar het land van de tentoonstelling en aldaar heeft tentoongesteld;
- b) dat deze exporteur de goederen heeft verkocht of overgedragen aan een geadresseerde in de Gemeenschap;
- c) dat de goederen tijdens de tentoonstelling of onmiddellijk daarna naar de Gemeenschap zijn verzonden in dezelfde staat waarin zij naar de tentoonstelling werden verzonden;
- d) dat de goederen vanaf het moment dat zij naar de tentoonstelling werden verzonden, niet voor andere doeleinden zijn gebruikt dan om op die tentoonstelling te worden vertoond.

2. Er moet onder de normale voorwaarden aan de douaneautoriteiten een certificaat inzake goederenverkeer worden overgelegd waarop naam en adres van de tentoonstelling vermeld staan. Zo nodig kan een aanvullend bewijsstuk worden gevraagd betreffende de aard van de goederen en de omstandigheden waaronder zij zijn tentoongesteld.

3. Lid 1 is van toepassing op alle tentoonstellingen, jaarbeurzen of soortgelijke openbare manifestaties met een commercieel, industrieel, agrarisch of ambachtelijk karakter gedurende welke de goederen onder douanetoezicht blijven, met uitzondering van de voor particuliere doeleinden in winkels of handelslokalen georganiseerde manifestaties die de verkoop van buitenlandse goederen ten doel hebben.

Artikel 18. 1. Wanneer een certificaat wordt afgegeven in de zin van artikel 7, lid 2, na de daadwerkelijke uitvoer van de goederen waarop het betrekking heeft, dient de exporteur op de in artikel 7, lid 3, bedoelde aanvraag :

- plaats en datum van verzending van de goederen, waarop het certificaat betrekking heeft, te vermelden;
- onder opgave van de redenen te verklaren dat bij de uitvoer van de betrokken goederen geen certificaat EUR. 1 is afgegeven.

2. De douaneautoriteiten kunnen slechts *a posteriori* een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 afgeven na te hebben nagegaan of de in de aanvraag van de exporteur vermelde aanduidingen overeenstemmen met die welke in het overeenkomstige dossier voorkomen.

De *a posteriori* afgegeven certificaten dienen van een van de volgende vermeldingen te zijn voorzien : „NACHTRÄGLICH AUSGESTELLT“, „DÉLIVRÉ, A POSTERIORI“, „RILASCIATO, A POSTERIORI“, „AFGEGEVEN, A POSTERIORI“, „ISSUED RETROSPECTIVELY“, „UDSTEDT EFTERFØLGENDE“.

Artikel 19. In geval van diefstal, verlies of vernietiging van een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 kan de exporteur aan de douaneautoriteiten die het certificaat hebben afgegeven, om een duplicaat verzoeken, dat wordt opgesteld aan de hand van de uitvoerdocumenten die in het bezit van deze autoriteiten zijn.

Op het aldus afgegeven duplicaat dient een van de volgende vermeldingen te worden aangebracht : „DUPLIKAT“, „DUPLICATA“, „DUPLICATO“, „DUPLICAAT“, „DUPLICATE“, „DUPLIKAT“.

Artikel 20. 1. Wanneer artikel 1, leden 2, 3 en 4, wordt toegepast met het oog op de afgifte van een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1, neemt het bevoegde douanekantoor van de ACS-Staat waarin voor produkten, bij de vervaardiging waarvan produkten van herkomst uit andere ACS-Staten, de Gemeenschap of landen en gebieden zijn gebruikt, om de afgifte van genoemd certificaat wordt verzocht, de verklaring volgens het model van bijlage VII in aanmerking die door de exporteur van de Staat, het land of het gebied van herkomst wordt gesteld, hetzij op de handelsfactuur betreffende deze produkten, hetzij op een bijlage bij deze factuur.

2. Het betrokken douanekantoor kan de exporteur evenwel verzoeken om overlegging van het onder de voorwaarden van artikel 21 afgegeven inlichtingenblad, waarvan een model voorkomt in bijlage VIII, hetzij om de echtheid en de juistheid van de inlichtingen, vervat in de in lid 1 bedoelde verklaring, te controleren, hetzij om aanvullende gegevens te verkrijgen.

Artikel 21. Het inlichtingenblad betreffende de be- of verwerkte produkten wordt op verzoek van de exporteur van deze produkten, hetzij in de gevallen bedoeld in artikel 20, lid 2, hetzij op initiatief van deze exporteur, afgegeven door het bevoegde douanekantoor in de Staat, het land of het gebied waaruit deze produkten zijn geëxporteerd. Het wordt opgemaakt in twee exemplaren. Eén exemplaar wordt overhandigd aan de aanvrager, die het doet toekomen hetzij aan de exporteur van de uiteindelijk verkregen produkten, hetzij aan het douanekantoor dat om afgifte van het certificaat inzake het goederenverkeer EUR. 1 voor bedoelde produkten is verzocht. Het tweede exemplaar wordt door het kantoor dat het heeft afgegeven, gedurende ten minste drie jaar bewaard.

Artikel 22. De ACS-Staten treffen alle nodige maatregelen om te voorkomen dat de goederen die onder dekking van een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 worden verhandeld en tijdens hun vervoer in een vrije zone op hun grondgebied verblijven, aldaar worden vervangen of andere behandelingen ondergaan dan die welke voor hun bewaring in ongewijzigde staat gebruikelijk zijn.

Artikel 23. 1. De ACS-Staten doen de Commissie de gegruikte stempelafdrukken toekomen met de adressen van de douanediensden die bevoegd zijn voor de afgifte van certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 en voor de controle *a posteriori* van certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 en formulieren EUR. 2.

De Commissie deelt deze inlichtingen aan de douaneautoriteiten van de Lid-Staten mede.

2. Om de juiste toepassing van deze titel de verzekeren, verlenen de Lid-Staten, de landen en gebieden en de ACS-Staten elkaar, via hun respectieve douanediensden, bijstand ten aanzien van de controle van de echtheid van de certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1, de juistheid van de inlichtingen betreffende de werkelijke oorsprong van de betrokken produkten en van de op de formulieren EUR. 2 gestelde verklaringen van de exporteurs, en de echtheid en de juistheid van de in artikel 20 bedoelde inlichtingenbladen.

Artikel 24. Tegen een ieder die, ten einde een goed onder de preferentiële regeling te doen vallen, hetzij een document met onjuiste gegevens opstelt of laat opstellen om een certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 te verkrijgen, hetzij een formulier EUR. 2 met onjuiste gegevens opstelt of laat opstellen, worden sancties getroffen.

Artikel 25. 1. De controle *a posteriori* van de certificaten inzake goederenverkeer EUR. 1 of van de formulieren EUR. 2 geschiedt door middel van steekproeven en telkens wanneer de douaneautoriteiten van de Staat van invoer gegronde twijfel koesteren over de echtheid van het document of de juistheid van de gegevens betreffende de werkelijke oorsprong van het betrokken goed.

2. Voor de toepassing van lid 1 zenden de douaneautoriteiten van de Staat van invoer het certificaat EUR. 1 of het formulier EUR. 2 dan wel een fotocopy van dit certificaat of dit formulier terug aan de douaneautoriteiten van de Staat van uitvoer, onder eventuele vermelding van de materiële of formele redenen die een onderzoek rechtvaardigen. Zij voegen bij certificaat EUR. 1 of formulier EUR. 2, indien dit is overgelegd, de factuur of een afschrift daarvan en verstrekken alle verkregen inlichtingen die doen vermoeden dat de op dit certificaat of dit formulier vermelde gegevens onjuist zijn.

Indien zij besluiten de toepassing van de Overeenkomst in afwachting van de resultaten van de controle op te schorten, stellen de douaneautoriteiten van de Staat van invoer de importeur voor, de goederen vrij te geven onder voorbehoud van de noodzakelijk geachte conservatoire maatregelen.

3. De resultaten van de controle *a posteriori* worden binnen uiterlijk drie maanden ter kennis van de douaneautoriteiten van de Staat van invoer gebracht. Aan de hand daarvan moet kunnen worden vastgesteld of het betwiste certificaat inzake goederenverkeer EUR. 1 of formulier EUR. 2 geldt voor de werkelijk

uitgevoerde goederen en of de preferentiële regeling inderdaad daarop kan worden toegepast.

Wanneer deze geschillen niet tussen de douaneautoriteiten van de Staat van invoer en die van de Staat van uitvoer kunnen worden geregeld, of wanneer zich daarbij een probleem betreffende de interpretatie van dit protocol voordoeet, worden zij voorgelegd aan het in artikel 28 genoemde Comité voor douanesamenwerking.

In alle gevallen is de regeling van geschillen tussen de importeur en de douaneautoriteiten van de Staat van invoer onderworpen aan de wetgeving van deze Staat.

Artikel 26. De controle *a posteriori* op de in artikel 20 bedoelde inlichtingenbladen geschiedt in de in artikel 25 genoemde gevallen volgens aan de in dat artikel genoemde analoge methoden.

Artikel 27. Overeenkomstig artikel 11 van de Overeenkomst worden de toepassing en de economische consequenties van dit protocol jaarlijks of telkens wanneer de ACS-Staten of de Gemeenschap een daartoe strekkend verzoek indienen, door de Raad van Ministers aan een onderzoek onderworpen met het doel daarin de noodzakelijk geachte wijzigingen of aanpassingen aan te brengen.

De Raad van Ministers houdt onder meer rekening met de gevolgen welke de technologische ontwikkelingen voor de regels van oorsprong kunnen hebben.

De genomen besluiten worden zo spoedig mogelijk ten uitvoer gelegd.

Artikel 28. 1. Er is een Comité voor douanesamenwerking ingesteld dat ermee belast is de administratieve samenwerking met het oog op de juiste en uniforme toepassing van dit protocol te waarborgen, en elke andere opdracht op douanegebied die het kan worden toevertrouwd, uit te voeren.

2. Het Comité komt op gezette tijden bijeen, met name ter voorbereiding van de besluiten die krachtens artikel 27 door de Raad van Ministers worden genomen.

3. Het Comité neemt overeenkomstig artikel 30 besluiten in verband met afwijkingen van dit protocol.

4. Het Comité is samengesteld uit deskundigen van de Lid-Staten en ambtenaren van de Commissie onder wier bevoegdheid douane-aangelegenheden vallen, enerzijds, en uit deskundigen die de ACS-Staten vertegenwoordigen en ambtenaren van regionale groeperingen van de ACS-Staten die verantwoordelijk zijn voor douane-aangelegenheden, anderzijds.

Artikel 29. Het Comité voor douanesamenwerking onderzoekt op gezette tijden welke gevolgen de toepassing van de oorsprongsregels voor de ACS-Staten, in het bijzonder voor de minst ontwikkelde ACS-Staten, meebrengen en doet de Raad van Ministers aanbevelingen voor passende maatregelen toekomen.

Artikel 30. 1. Wanneer zulks op grond van de ontwikkeling van bestaande industrieën of de vestiging van nieuwe industrieën gerechtvaardigd is, kan het Comité afwijkingen van dit protocol vaststellen. Met het oog hierop brengt c.q. brengen de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten, voordat of wanneer de ACS-Staten het Comité inlichten, een daartoe strekkend verzoek ter kennis van de Gemeenschap onder overlegging van een overeenkomstig verklarende aantekening 10 samengesteld dossier van bewijsstukken.

2. Bij het onderzoek van de aanvragen wordt in het bijzonder rekening gehouden met :

- a) het ontwikkelingsniveau of de geografische ligging van de betrokken ACS-Staat of ACS-Statens;
- b) omstandigheden waarbij de toepassing van de oorsprongsregels van aanzienlijke invloed zou zijn op de mogelijkheid voor een bestaande industrie in een ACS-Staat om haar uitvoer naar de Gemeenschap te handhaven en in het bijzonder omstandigheden waarbij de toepassing van deze regels tot stopzetting van haar activiteiten zou leiden;
- c) specifieke gevallen waarin duidelijk kan worden aangetoond dat de oorsprongsregels belangrijke investeringen in een industrie zouden kunnen ontmoedigen en waarin dank zij een afwijking zou worden bijgedragen tot de verwezenlijking van een investeringsprogramma, waardoor naleving van deze regels in verschillende fasen mogelijk wordt gemaakt.

3. In alle gevallen dient te worden nagegaan of de regels inzake cumulatie van oorsprong geen oplossing bieden voor het probleem.

4. Wanneer het verzoek om een afwijking een van de minst ontwikkelde ACS-Statens betreft, wordt dit in een geest van welwillendheid onderzocht, waarbij met name rekening wordt gehouden met :

- a) de economische en sociale weerslag van de te nemen besluiten ten aanzien van de werkgelegenheid;
- b) de noodzaak de afwijking toe te passen gedurende een periode bij de vaststelling waarvan de bijzondere situatie van de betrokken ACS-Staat en de moeilijkheden waarmee deze te kampen heeft, in aanmerking worden genomen.

5. Bij het onderzoek, dat voor ieder geval afzonderlijk plaatsvindt, wordt in het bijzonder rekening gehouden met de mogelijkheid om het oorsprongs-karakter te verlenen aan produkten bij de samenstelling waarvan produkten zijn verwerkt welke van oorsprong zijn uit ontwikkelingslanden die aan een ACS-Staat grenzen of waarmee een ACS-Staat of de ACS-Statens bijzondere betrekkingen onderhouden, mits er een bevredigende administratieve samenwerking tot stand kan worden gebracht.

6. Het Comité draagt er zorg voor dat zo spoedig mogelijk en in ieder geval uiterlijk drie maanden nadat de kwestie aan de Gemeenschap is voorgelegd, een besluit wordt genomen. Indien het Comité geen besluit neemt, wordt het Comité van Ambassadeurs verzocht tijdens de maand volgende op de datum waarop het is benaderd, een uitspraak te doen.

7. a) De afwijkingen gelden voor een door het Comité vast te stellen periode die in het algemeen twee jaar bedraagt. Wanneer de afwijking een van de minst ontwikkelde ACS-Statens betreft, kan deze periode op maximaal drie jaar worden gebracht.

b) Het afwijkingsbesluit kan in verlenging van één jaar voorzien zonder dat hiervoor een nieuw besluit van het Comité vereist is, op voorwaarde dat door de betrokken ACS-Staat of ACS-Statens drie maanden vóór het einde van iedere periode wordt aangetoond dat nog niet kan worden voldaan aan die bepalingen van dit protocol waarop de afwijking betrekking heeft.

c) Indien tegen de verlenging bezwaar wordt aangetekend, onderzoekt het Comité dit bezwaar ten spoedigste en besluit al dan niet tot nieuwe verlenging van de afwijking. Het Comité gaat hierbij te werk volgens de procedure van lid 6. Alle dienstige maatregelen worden genomen om te voorkomen dat zich onderbrekingen in de toepassing van de afwijking voordoen.

Artikel 31. De partijen bij de Overeenkomst komen overeen, zodra de Overeenkomst is ondertekend, ieder verzoek om afwijking van dit protocol in een passend institutioneel kader te onderzoeken, ten einde ervoor te zorgen dat de afwijkingen op dezelfde datum in werking kunnen treden als de Overeenkomst.

Artikel 32. De bij dit protocol gevoegde bijlagen maken daarvan een integrerend deel uit.

Artikel 33. De Gemeenschap en de ACS-Staten nemen ieder voor zich de voor de tenuitvoerlegging van dit protocol vereiste maatregelen.

BIJLAGE I

VERKLARENDE AANTEKENINGEN

*Aantekening 1 — ad artikelen 1 en 2**

De termen „een of meer ACS-Staten“, „Gemeenschap“ en „landen en gebieden“ omvatten eveneens de territoriale wateren.

Schepen waarmee in volle zee wordt gevist, met inbegrip van fabrieksschepen aan boord waarvan de eigen vangst wordt verwerkt of bewerkt, worden geacht deel uit te maken van het grondgebied van de ACS-Staat of ACS-Staten, de Gemeenschap of de landen en gebieden waartoe zij behoren, mits zij aan de in aantekening 6 genoemde voorwaarden voldoen.

Aantekening 2 — ad artikel 1, lid 1, sub b)

Om te bepalen of een produkt van oorsprong is uit de ACS-Staten, uit de Gemeenschap, dan wel uit een land of gebied, wordt niet nagegaan of de voor de verkrijging van de eindprodukten gebruikte elektrische energie, brandstoffen, installaties en uitrusting, machines en gereedschappen alsmede de produkten die bij de vervaardiging worden gebruikt doch niet in de uiteindelijke samenstelling van de artikelen voorkomen, al dan niet van oorsprong zijn uit derde landen.

Aantekening 3 — ad artikel 1

Wanneer een procentagereguleer wordt toegepast ter bepaling van het oorsprongs karakter van een in een ACS-Staat verkregen produkt, komt de ten gevolge van de in artikel 1 bedoelde bewerkingen of verwerkingen toegevoegde waarde overeen met de prijs af fabriek van het verkregen produkt, verminderd met de douanewaarde van de in de Gemeenschap, in de ACS-Staten en in de landen en gebieden ingevoerde produkten van derde landen.

Aantekening 4 — ad artikel 3, leden 1 en 2, en ad artikel 4

De procentagereguleer is, wanneer het produkt in lijst A voorkomt, een criterium dat moet worden toegepast naast het criterium betreffende de verandering van tariefpost voor het eventueel gebruikte produkt dat geen produkt van oorsprong is.

* Voor deze regels wordt verwezen naar het onderzoek waarvan sprake is in de gemeenschappelijke verklaring betreffende de oorsprong van visserijprodukten.

Aantekening 5 — ad artikel 1

Voor de toepassing van de oorsprongsregels worden verpakkingen geacht een geheel te vormen met de goederen die zij bevatten. Deze bepaling is echter niet van toepassing op de verpakkingen die van een voor het verpakte produkt ongebruikelijke type zijn en die naast hun functie van verpakkingsmateriaal een eigen, duurzame gebruikswaarde bezitten.

Aantekening 6

De uitdrukking „hun schepen“ heeft slechts betrekking op schepen :

- die zijn ingeschreven of geregistreerd in een Lid-Staat of een ACS-Staat;
- die de vlag voeren van een Lid-Staat of een ACS-Staat;
- die voor tenminste de helft het eigendom zijn van onderdanen van de Staten die partij zijn bij de Overeenkomst of van een vennootschap waarvan het hoofdkantoor in een van die Staten is gevestigd, waarvan de zaakvoerder of zaakvoerders dan wel bestuurder of bestuurders, de voorzitter van de raad van beheer of van de raad van toezicht en de meerderheid van de leden van deze raden onderdanen zijn van de Staten die partij zijn bij de Overeenkomst en waarvan bovendien, voor zover het personenvennootschappen en vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid betreft, tenminste de helft van het kapitaal toebehoort aan Staten die partij zijn bij de Overeenkomst, aan publiekrechtelijke lichamen of aan onderdanen van genoemde Staten;
- waarvan de bemanning, met inbegrip van de officieren, voor ten minste 50% bestaat uit onderdanen van de Staten die partij zijn bij de Overeenkomst.

Aantekening 7 — ad artikel 4

Onder „prijs af-fabriek“ wordt verstaan de prijs die is betaald aan de fabrikant in wiens onderneming een bewerking of verwerking heeft plaatsgevonden, met inbegrip van de waarde van alle bewerkte of verwerkte produkten.

Onder „douanewaarde“ wordt verstaan de douanewaarde als bepaald in het op 15 december 1950 te Brussel ondertekende Verdrag nopens de waarde van goederen in douanezaken.

Aantekening 8 — ad artikel 23

De geraadpleegde autoriteiten verstrekken alle inlichtingen omtrent de voorwaarden waaronder het produkt is bewerkt, met name de voorwaarden waaronder de oorsprongsregels in de verschillende ACS-Staten, de Lid-Staten of de landen of gebieden in acht zijn genomen.

Aantekening 9 — ad artikel 1, lid 3

Onder „landen en gebieden“ in de zin van dit protocol worden verstaan : de in het vierde deel van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap bedoelde landen en gebieden.

Aantekening 10 — ad artikel 30, lid 1

Ten einde het onderzoek van het Comité voor douanesamenwerking met betrekking tot verzoeken om afwijkingen te vergemakkelijken dient de aanvragende ACS-Staat ter staving van zijn verzoek een zo volledig mogelijk dossier in dat met name op de volgende punten betrekking heeft.

- Omschrijving van het eindprodukt,
- Aard en hoeveelheid van de produkten van oorsprong uit derde landen,
- Aard en hoeveelheid van de produkten van oorsprong uit de ACS-Staten, de Gemeenschap of de landen en gebieden of die aldaar worden verwerkt,
- Fabricageprocédé,

- Toegevoegde waarde,
- Aantal werknemers van het betrokken bedrijf,
- Verwachte omvang van de uitvoer naar de Gemeenschap,
- Andere mogelijke voorzieningsbronnen voor grondstoffen,
- Verantwoording van de duur van de gevraagde afwijking gezien het verrichte onderzoek naar nieuwe voorzieningsbronnen,
- Andere opmerkingen.

Zulks geldt eveneens voor de eventuele verlengingen.

De in lid 6 van artikel 30 bedoelde termijn gaat in op het ogenblik waarop de kwestie aan de Gemeenschap wordt voorgelegd.

B I J L A G E I I

LIJST A

LIJST VAN BEWERKINGEN OF VERWERKINGEN VAN PRODUKTEN DIE NIET VAN OORSPRONG ZIJN, WELKE EEN VERANDERING VAN TARIEFPOST MEEBRENGEN, DOCH AAN DE DAARDOOR VERKREGEN PRODUKTEN NIET OF SLECHTS ONDER BEPAALDE VOORWAARDEN HET KARAKTER VAN „PRODUKTEN VAN OORSPRONG“ VERLENEN

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten Omschrijving</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
02.06	Vlees en eetbare slachtafvallen van alle soorten (met uitzondering van levers van pluimvee), gezouten, gepekeld, gedroogd of gerookt	Zouten, pekelen, drogen en roken van vlees en eetbare slachtafvallen van de posten 02.01 en 02.04	
03.02	Vis, gedroogd, gezouten of gepekeld; gerookte vis, ook indien voor of tijdens het roken gekookt	Drogen, zouten, pekelen van vis; roken van vis, ook indien tevens wordt gekookt	
04.02	Melk en room, verduurzaamd, ingedikt of met toegevoegde suiker	Verduurzamen en indikken van melk en room van post 04.01 en toevoegen van suiker aan deze produkten	
04.03	Boter	Vervaardiging uit melk of room	
04.04	Kaas en wrongel	Vervaardiging uit produkten van de posten 04.01 tot en met 04.03	
07.02	Groenten en moeskruiden, al dan niet gekookt of gebakken, bevroren	Bevriezen van groenten en moeskruiden	
07.03	Groenten en moeskruiden, in water, waaraan, voor het voorlopig verduurzamen,	Groenten en moeskruiden van post 07.01 in water zetten, waaraan zout of	

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
	zout, zwavel of andere stoffen zijn toegevoegd, doch niet special bereid voor dadelijke consumptie	andere stoffen zijn toegevoegd	
07.04	Groenten en moeskruiden, gedroogd, gedehydrateerd of geëvaporeerd, ook indie in stukken of in schijven gesneden, dan wel fijnge maakt of in poedervorm, doch niet op andere wijze bereid	Drogen, dehydreren, evaporeren, snijden, fijnmaken en fijnhakken (ook tot poedervorm) van groenten en moeskruiden van de posten 07.01 tot en met 07.03	
08.10	Fruit, ook indien gekookt, bevroren, zonder toegevoegde suiker	Bevriezen van fruit	
08.11	Vruchten, voorlopig verduurzaamd (bijvoorbeeld door middel van zwaveldioxyde of in water waaraan zout, zwavel of andere stoffen voor het voorlopig verduurzamen zijn toegevoegd), doch als zodanig ongeschikt voor dadelijke consumptie	Vruchten van de posten 08.01 tot en met 08.09 in water zetten, waaraan zout of andere stoffen zijn toegevoegd	
08.12	Fruit (ander dan dat bedoeld bij de posten 08.01 tot en met 08.05), gedroogd	Drogen van fruit	
11.01	Meel van granen	Vervaardiging uit granen	
11.02	Gries en griesmeel; grutten, gort en parelgort en andere gepelde, geparelde, gebroken of geplette granen of granen in vlokken, met uitzondering van rijst bedoeld bij post 10.06; graankiemen, ook indien geplet, in vlokken of gemalen	Vervaardiging uit granen	
11.04	Meel van gedroogde zaden van peulgroenten bedoeld bij post 07.05 of van vruchten bedoeld bij hoofdstuk 8; meel en gries van sago en van wortels en knollen, bedoeld bij post 07.06	Vervaardiging uit gedroogde zaden van peulgroenten van post 07.05, uit produkten van post 07.06 of uit vruchten van hoofdstuk 8	
11.05	Meel, gries en vlokken, van aardappelen	Vervaardiging uit aardappelen	
11.07	Mout, ook indien gebrand	Vervaardiging uit granen	

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
11.08	Zetmeel; inuline	Vervaardiging uit granen van hoofdstuk 10, uit aardappelen of uit andere produkten van hoofdstuk 7	
11.09	Tarwegluten, ook indien gedroogd	Vervaardiging uit granen of meel van granen	
15.01	Reuzel, ander varkensvet en vet van pluimvee, geperst, gesmolten of met behulp van oplosmiddelen geëxtraheerd	Vervaardiging uit produkten van post 02.05	
15.02	Rundvet, schapevet en geitvet, ruw, gesmolten of met behulp van oplosmiddelen geëxtraheerd, premier jus (oleostock) daaronder begrepen	Vervaardiging uit produkten van de posten 02.01 en 02.06	
15.04	Vetten en oliën, van vis of van zeezoogdieren, ook indien geraffineerd	Vervaardiging uit vis of zeezoogdieren	
15.06	Andere vetten en oliën, van dierlijke oorsprong (klauwolie, beendervet, afvalvet, enz.)	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 2	
ex 15.07	Plantaardige vette oliën, vloeibaar of vast, ruw, gezuiverd of geraffineerd, met uitzondering van Chinese houtolie, andere houtolie, tungolie en oiticicaolie, Myricawas en Japanwas, en met uitzondering van oliën voor ander technisch of industrieel gebruik dan voor de vervaardiging van produkten voor menselijke consumptie	Vervaardiging uit produkten van de hoofdstukken 7 en 12	
16.01	Worst van alle soorten, van vlees, van slachtafval of van bloed	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 2	
16.02	Andere bereidingen en conserven, van vlees of van slachtafval	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 2	
16.04	Bereidingen en conserven, van vis (kaviaar en kaviaarsurrogaten daaronder begrepen)	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 3	
16.05	Bereidingen en conserven, van schaal-, schelp- of weekdieren	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 3	

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
ex 17.01	Beetwortelsuiker en riet- suiker, in vaste vorm, ge- aromatiseerd of met toege- voegde kleurstoffen	Vervaardiging uit andere produkten van hoofdstuk 17 waarvan de waarde 30% van de waarde van het eind- produkt overschrijdt	
ex 17.02	Andere suikers in vaste vorm, gearomatiseerd of met toegevoegde kleurstof- fen	Vervaardiging uit andere produkten van hoofdstuk 17 waarvan de waarde 30% van de waarde van het eind- produkt overschrijdt	
ex 17.02	Andere suikers in vaste vorm, niet gearomatiseerd en zonder toegevoegde kleurstoffen; suikerstroop, niet gearomatiseerd en zon- der toegevoegde kleurstof- fen; kunsthonig (ook indien met natuurhonig ver- mengd); karamel	Vervaardiging uit allerlei produkten	
ex 17.03	Melasse, gearomatiseerd of met toegevoegde kleurstof- fen	Vervaardiging uit andere produkten van hoofdstuk 17 waarvan de waarde 30% van de waarde van het eind- produkt overschrijdt	
17.04	Suikerwerk zonder cacao	Vervaardiging uit andere produkten van hoofdstuk 17 met een waarde van meer dan 30% van de waarde van het eindpro- dukt	
18.06	Chocolate en andere voe- dingsmiddelen, welke ca- cao bevatten	Vervaardiging uit produk- ten van hoofdstuk 17 met een waarde van meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt	
ex 19.02	Moutextract	Vervaardiging uit produk- ten van post 11.07	
ex 19.02	Meel-, gries-, griesmeel-, zetmeel- en moutextract- preparaten voor kinder- voeding, voor dieetvoeding of voor keukengebruik, zonder cacao of met minder dan 50 gewichtspercenten cacao	Vervaardiging uit graan en graanderivaten, vlees en melk, of waarvoor produk- ten van hoofdstuk 17 wor- den gebruikt waarvan de waarde 30% van de waarde van het eindprodukt over- schrijdt	
19.03	Deegwaren		Vervaardiging uit durum tarwe
19.04	Tapioca en sago, alsmede soortgelijke produkten uit	Vervaardiging uit aardap- pelzetmeel	

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Omschrijving	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
		aardappelzetmeel of uit ander zetmeel		
19.05	Graanpreparaten, vervaardigd door poffen of door roosteren (gepofte rijst, <i>corn-flakes</i> en dergelijke)		Vervaardiging uit andere produkten dan : maïs van het type <i>Zea indurata</i> , durum tarwe, produkten van hoofdstuk 17 waarvan de waarde niet meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt bedraagt, vitamines, mineral zouten, chemische produkten en natuurlijke of andere bestanddelen of preparaten die als additieven worden gebruikt	
19.07	Brood, scheepsbeschuit en andere gewone bakkerswaren, waaraan geen suiker, honig, eieren, vetstoffen, kaas of vruchten zijn toegevoegd; ouwel in bladen, hosties, ouwels voor geneesmiddelen, plakouwels en dergelijke produkten, van meel of van zetmeel		Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 11	
19.08	Banketbakkerswerk, gebak en biscuits, ook indien deze produkten (ongeacht in welke verhouding) cacao bevatten		Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 11	
20.01	Groenten, moeskruiden en vruchten, bereid of verduurzaamd in azijn of in azijnzuur, met of zonder zout, specerijen, mosterd of suiker		Verduurzaming van verse, bevroren, voorlopig verduurzaamde of in azijn verduurzaamde groenten	
20.02	Groenten en moeskruiden, bereid of verduurzaamd zonder azijn of azijnzuur		Verduurzaming van verse of bevroren groenten	
20.03	Bevroren vruchten met toegevoegde suiker		Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 17 met een waarde van meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt	
20.04	Vruchten, vruchteschillen, planten en plantedelen, gekonfijt met suiker (uitgedropen, geglaceerd of uitgekristalliseerd)		Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 17 met een waarde van meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt	

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
ex 20.05	Jam, gelei, marmelade, vruchtenmoes en vruchtenpasta, door koken of stoven verkregen, met toegevoegde suiker	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 17 met een waarde van meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt	
20.06	Op andere wijze bereide of verduurzaamde vruchten, ook indien met toegevoegde suiker of alcohol : A. Noten, amandelen, kastanjes en pingels		Vervaardiging, zonder toevoeging van suiker of alcohol waarvoor „produkten van oorsprong“ van de posten 08.01, 08.05 en 12.01 worden gebruikt waarvan de waarde minstens 60% bedraagt van de waarde van het eindprodukt
	B. andere	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 17 met een waarde van meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt	
ex 20.07	Ongegiste vruchtesappen (met inbegrip van druivemost), zonder toegevoegde alcohol, ook indien met toegevoegde suiker	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 17 met een waarde van meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt	
ex 21.02	Gebrande cichorei en extracten daarvan	Vervaardiging uit verse of gedroogde cichorei	
21.05	Preparaten voor soepen of voor bouillons; bereide soepen en bouillons; samengestelde gehomogeniseerde produkten voor menselijke consumptie	Vervaardiging uit produkten van post 20.02	
ex 21.07	Suikerstroop, gearomatiseerd of met toegevoegde kleurstoffen	Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 17 waarvan de waarde 30% van de waarde van het eindprodukt overschrijdt	
22.02	Limonade (gearomatiseerd mineraalwater en gearomatiseerd spuitwater daaronder begrepen) en andere alcoholvrije dranken, met	Vervaardiging uit vruchtesappen* of waarvoor produkten van hoofdstuk 17 worden gebruikt met een waarde van meer dan 30%	

* Deze regel is niet van toepassing wanneer er sprake is van vruchtesappen van ananassen, limmetjes en pompelmoezen.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Omschrijving	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
		uitzondering van de vruchte- en groentesappen bedoeld bij post 20.07	van de waarde van het eindprodukt	
22.06		Vermout en andere wijn van verse druiven, bereid met aromatische planten of met aromatische stoffen	Vervaardiging uit produkten van de posten 08.04, 20.07, 22.04 of 22.05	
22.08		Ethylalcohol, niet gedenateerd, met een sterkte van 80 graden of meer; gedenateerde ethylalcohol, ongeacht de sterkte	Vervaardiging uit produkten van de posten 08.04, 20.07, 22.04 of 22.05	
22.09		Ethylalcohol, niet gedenateerd, met een sterkte van minder dan 80 graden; gedistilleerde dranken, likeuren en andere alcoholhoudende dranken; samengestelde alcoholische preparaten (geconcentreerde extracten) voor de vervaardiging van dranken	Vervaardiging uit produkten van de posten 08.04, 20.07, 22.04 of 22.05	
22.10		Tafelazijn (natuurlijke en kunstmatige)	Vervaardiging uit produkten van de posten 08.04, 20.07, 22.04 of 22.05	
ex 23.03		Afvallen van maïszetmeelfabrieken (met uitzondering van ingedikt zwelwater), met een gehalte aan proteïnen, berekend op de droge stof, van meer dan 40 gewichtspercenten	Vervaardiging uit maïs of maïsmeel	
23.04		Perskoeken, ook die van olijven, en andere bij de winning van plantaardige oliën verkregen afvallen, met uitzondering van droesem of bezincksel	Vervaardiging uit diverse produkten	
23.07		Veevoeder, samengesteld met melasse of met suiker; andere bereidingen van de soorten welke worden gebezigd voor het voederen van dieren	Vervaardiging uit granen, graanprodukten, vlees, melk, suikers en melasse	
ex 24.02		Sigaretten, sigaren en cigarillo's, rooktabak		Vervaardiging waarbij — naar hoeveelheid gemeten — ten minste 70 % van de gebruikte produkten van post 24.01 produkten „van oorsprong“ zijn

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
30.03	Geneesmiddelen voor mensen en dieren		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
31.05	Andere meststoffen; produkten bedoeld bij een der posten van dit hoofdstuk, in tabletten of in dergelijke vormen, dan wel in verpakkingen met een brutogewicht van niet meer dan 10 kg		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
32.06	Verflakken	Alle vervaardiging uit stoffen van de posten 32.04 of 32.05	
32.07	Andere verfstoffen; anorganische produkten van de soorten, welke als lichtgevendende stoffen (luminoforen) worden gebezigd	Menging van oxyden of zouten van hoofdstuk 28 met vulstoffen als bariumsulfaat, krijt, bariumcarbonaat en satijnwit	
ex 33.06	Gedistilleerd aromatisch water en waterige oplossingen van etherische oliën, ook indien medicinaal	Vervaardiging uit etherische oliën (ook indien daaruit de terpenen zijn afgesplitst), vast of vloeibaar, harsaroma's	
35.05	Dextrine en lijm van dextrine; oplosbaar of geroost zetmeel; lijm van zetmeel		Vervaardiging uit maïs of uit aardappelen
ex 35.07	Preparaten voor het klaren van bier, samengesteld uit papaine en bentoniet; enzympreparaten voor het ontsterken van textiel		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
37.01	Fotografische platen en vlakfilm, lichtgevoelig, onbelicht, van andere stoffen dan papier, karton of weefsel	Vervaardiging uit produkten van post 37.02	
37.02	Films, lichtgevoelig, onbelicht, ook indien geperforeerd, op rollen of in stroken	Vervaardiging uit produkten van post 37.01	
37.04	Platen en films, belicht, niet ontwikkeld (negatieve en positieve)	Vervaardiging uit produkten van de posten 37.01 of 37.02	
38.11	Ontsmettingsmiddelen, insectendodende middelen,		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	schimmelwerende middelen, rattenbestrijdingsmiddelen, onkruidbestrijdingsmiddelen, middelen om het kiemen tegen te gaan, middelen om de plantengroei te regelen en dergelijke produkten, voorkomend als preparaten (mengsels) of in vormen of verpakkingen voor de verkoop in het klein, dan wel in de vorm van artikelen, zoals zwavelbanden, zwavellonten, zwavelkaarsen en vliegenvangers		meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
38.12	Preparaten voor het appretieren of voor het beitsen, van de soorten, welke worden gebruikt in de textielindustrie, in de papierindustrie, in de lederindustrie of in dergelijke industrieën		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
38.13	Preparaten voor het beitsen van metalen; vloeimiddelen en andere hulpmiddelen voor het solderen en het lassen van metalen; soldeer- en laspoeder en soldeer- en laspasata's, samengesteld uit metaal en andere stoffen; preparate voor het bekleden of het vullen van elektroden en van soldeer- en lasstaaafjes		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 38.14	Dopes (anti-klopmiddelen, oxydatievertragers, peptisatiemiddelen, middelen ter verbetering van de viscositeit, corrosievertragers en dergelijke preparaten), voor minerale oliën, met uitzondering van dopes voor smeeroliën		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
38.15	Rubbervulcanisatieversnellers van gemengde samenstelling		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
38.17	Preparaten en ladingen, voor brandblusapparaten; brandblusbommen		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
38.18	Preparaten voor het oplossen of voor het verdunnen van vernissen of van dergelijke produkten		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 38.19	<p>Chemische produkten en preparaten van de chemische of van aanverwante industrieën (mengsels van natuurlijke produkten daaronder begrepen), elders genoemd noch elders onder begrepen; residuen van de chemische of van aanverwante industrieën, elders genoemd noch elders onder begrepen, met uitzondering van :</p> <ul style="list-style-type: none"> — foezeloliën en dippelolie — nafteenzuren en niet in water oplosbare zouten daarvan; esters van nafteenzuren — sulfonafteenzuren en niet in water oplosbare zouten daarvan; esters van sulfonafteenzuren — petroleumsulfonaten, met uitzondering van petroleumsulfonaten van alkalimetalen, ammonium of ethanolaminen; thiofeenhoudende sulfonzuren van oliën uit bitumineuze mineralen, alsmede zouten daarvan — alkylbenzenen en alkylnaftalenen, van gemengde samenstelling — ionenwisselaars — katalysatoren — gasbinders (getters) voor elektrische lampen en buizen — vuurvast cement, vuurvaste mortel en dergelijke vuurvaste preparaten 		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	<ul style="list-style-type: none"> — gealkaliseerde ijzeroxyden voor het zuiveren van gas — kool of grafiet (andere dan die bedoeld bij onderverdeling A van post 38.01), vermengd met metaalpoeders of met andere stoffen, in de vorm van platen, staven of andere halffabrikaten — sorbitol, andere dan die bedoeld bij post 29.04 — ammoniakwaters en gaszuiveringsmassa, verkregen bij het zuiveren van lichtgas 		
ex 39.02	Polymerisatie-produkten		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 39.07	Werken van de stoffen bedoeld bij de posten 39.01 tot en met 39.06, met uitzondering van waaiers, alsmede waaiergeraamten en delen daarvan, en van busks voor korsetten, voor kleding of voor kledingtoebehoren, alsmede dergelijke artikelen		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
40.05	Platen, vellen en strippen, van niet ge vulcaniseerde natuurlijke of synthetische rubber, andere dan gerookte vellen (<i>smoked sheets</i>) en dan vellen crêperubber, bedoeld bij de posten 40.01 en 40.02; voor het vulcaniseren bereide mengsels van natuurlijke of synthetisch rubber, in korrelvorm; zogenaamde basismengsels (<i>mélanges-mâitres</i>) ongeacht de vorm, samengesteld uit niet ge vulcaniseerde natuurlijke of synthetische rubber, waaraan, vóór of na de coagulatie, carbonblack en dergelijk zwartsel (ook indien met minerale		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
	oliën) of siliciumdioxide (ook indien met minerale oliën) is toegevoegd		
41.08	Lakleder en gemetalliseerd leder		Lakken of metalliseren van huiden en vellen van de posten 41.02 tot en met 41.06 (andere dan huiden en vellen van Indische bastaards of Indische geiten, enkel met plantaardige stoffen voorgeloid of geloid, ook indien verder bewerkt, maar niet als zodanig bruikbaar voor het vervaardigen van werken van leder) met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
43.03	Bontwerk (bewerkte of geconfectioneerde pelterijen)	Confectionering van bontwerk uit pelterijen in banen, zakken, vierkanten, kruisen en dergelijke vormen (ex 43.02)	
ex 44.21	Pakkisten, kratten, trommels en dergelijke complete verpakkingsmiddelen, van hout, met uitzondering van vezelplaat		Vervaardiging uit niet op maat gezaagde planken
ex 44.28	Hout, geschikt gemaakt voor de vervaardiging van lucifers; houten schoenpinnen	Vervaardiging uit houtdraad	
45.03	Werken van natuurkurk		Vervaardiging uit produkten van post 45.01
ex 48.07	Papier en karton, enkel gelijnd, gelinieerd of geruit, op rollen of in bladen		Vervaardiging uit papierstof
48.14	Papierwaren voor correspondentie: brievenbloccs, enveloppen, postbladen, briefkaarten (andere dan prentbriefkaarten) en correspondentiekaarten; assortimenten van die artikelen in dozen, omslagen of dergelijke verpakkingen, van papier of van karton		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
48.15	Ander papier en karton voor bepaalde doeleinden gesneden		Vervaardiging uit papierstof

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
Omschrijving			
ex 48.16	Dozen, zakken, omslagen, puntzakjes en andere verpakkingsmiddelen, van papier of van karton		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
49.09	Prentbriefkaarten, geïllustreerde kerst- en nieuwjaarskaarten en dergelijke, ongeacht de wijze waarop zij zijn vervaardigd, ook indien met garneringen	Vervaardiging uit produkten van post 49.11	
49.10	Kalenders van alle soorten, van papier of van karton, kalenderblokken daaronder	Vervaardiging uit produkten van post 49.11	
50.04 *	Garens van zijde, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit produkten welke niet onder post 50.04 vallen
50.05 *	Garens van vlokzijde of van bourrette, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit produkten van post 50.03
ex 50.07 *	Garens van zijde, van vlokzijde of van bourrette, gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit produkten van de posten 50.01 tot en met 50.03
ex 50.07 *	Imitatiecatgut, vervaardigd van zijde		Vervaardiging uit produkten van post 50.01 of uit niet gekaarde en niet gekamde produkten van post 50.03
50.09 **	Weefsels van zijde, van vlokzijde of van bourrette		Vervaardiging uit produkten van post 50.02 of 50.03
51.01 *	Garens van synthetische of van kunstmatige continuevezels, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit chemische produkten of textielmassa

* Ten aanzien van garens welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde garen wordt ingedeeld als ten aanzien van de posten waaronder een garen van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde garen is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

** Ten aanzien van weefsels welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde weefsel is ingedeeld als ten aanzien van posten waaronder het weefsel van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde weefsel is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit ofwel een dunne aluminiumstrook, ofwel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
51.02 *	Monofil, strippen, alsmede artikelen van dergelijke vorm (kunststro) en imitatiecattun van synthetische of van kunstmatige textielstoffen		Vervaardiging uit chemische produkten of textielmassa
51.03 *	Garens van synthetische of van kunstmatige continuevezels, gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit chemische produkten of textielmassa
51.04 **	Weefsels van synthetische of van kunstmatige continuevezels (weefsels van monofil en weefsels van strippen of van artikelen van dergelijke vorm, bedoeld bij post 51.01 of bij post 51.02, daaronder begrepen)		Vervaardiging uit chemische produkten of textielmassa
52.01 *	Metaalgarens, bestaande uit textielgarens met metaaldraad, textielgarens omwoeld met metaal en gemetalliseerde textielgarens		Vervaardiging uit chemische produkten, textielmassa of uit natuurlijke textielvezels, synthetische en kunstmatige stapelvezels of afval hiervan, niet gekaard en niet gekamd
52.02 **	Weefsels van metaaldraad en weefsels van metaalgarens of van gemetalliseerde textielgarens bedoeld bij post 52.01, voor kleding, voor stoffering of voor dergelijk gebruik		Vervaardiging uit chemische produkten, textielmassa of uit natuurlijke textielvezels, synthetische en kunstmatige stapelvezels of afval hiervan
53.06 *	Kaardgaren van wol, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit produkten van de posten 53.01 of 53.03

* Ten aanzien van garens welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde garen wordt ingedeeld als ten aanzien van de posten waaronder een garen van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde garen is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

** Ten aanzien van weefsels welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde weefsel is ingedeeld als ten aanzien van de posten waaronder het weefsel van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde weefsel is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een keru, bestaande uit ofwel een dunne aluminiumstrook, ofwel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	Omschrijving		
53.07 *	Kamgaren van wol, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit produkten van de posten 53.01 of 53.03
53.08 *	Garens van fijn haar, gekaard of gekamd, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit onbewerkt fijn haar van post 53.02
53.09 *	Garens van grof haar of van paardehaar (<i>crin</i>), niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit onbewerkt grof haar van post 53.02 of uit onbewerkt paardehaar (<i>crin</i>) van post 05.03
53.10 *	Garens van wol, van fijn haar of van grof haar of van paardehaar (<i>crin</i>), gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit stoffen van de posten 05.03 en 53.01 tot en met 53.04
53.11 **	Weefsels van wol of van fijn haar		Vervaardiging uit stoffen van de posten 53.01 tot en met 53.05
53.12 **	Weefsels van grof haar of van paardehaar (<i>crin</i>)		Vervaardiging uit produkten van de posten 53.02 tot en met 53.05 of uit paardehaar (<i>crin</i>) van post 05.03
54.03 *	Garens van vlas of van ramee, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit niet-gekaarde en niet-gekamde produkten van post 54.01 of uit produkten van post 54.02
54.04 *	Garens van vlas of van ramee, gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit stoffen van de posten 54.01 of 54.02
54.05 **	Weefsels van vlas of van ramee		Vervaardiging uit stoffen van de posten 54.01 of 54.02

* Ten aanzien van garens welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde garen wordt ingedeeld als ten aanzien van de posten waaronder een garen van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde garen is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

** Ten aanzien van weefsels welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde weefsel is ingedeeld als ten aanzien van posten waaronder het weefsel van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde weefsel is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage word gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit of wel een dunne aluminiumstrook, of wel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
55.05 *	Garens van katoen, niet gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit stoffen van de posten 55.01 of 55.03
55.06 *	Garens van katoen, gereed voor de verkoop in het klein		Vervaardiging uit stoffen van de posten 55.01 of 55.03
55.07 **	Weefsels met gaasbinding, van katoen		Vervaardiging uit stoffen van de posten 55.01, 55.03 of 55.04
55.08 **	Bad- of frotteerstof (lussen-doek) van katoen		Vervaardiging uit stoffen van de posten 55.01, 55.03 of 55.04
55.09 **	Andere weefsels van katoen		Vervaardiging uit stoffen van de posten 55.01, 55.03 of 55.04
56.01	Synthetische of kunstmatige stapelvezels		Vervaardiging uit chemische produkten of uit textielmassa
56.02	Kabel voor de vervaardiging van synthetische of van kunstmatige stapelvezels		Vervaardiging uit chemische produkten of uit textielmassa
56.03	Afvval van synthetische of van kunstmatige vezels (continuvezels of stapelvezels), garenavval en rafelingen daaronder begrepen		Vervaardiging uit chemische produkten of uit textielmassa
56.04	Synthetische en kunstmatige stapelvezels en afval van synthetische of van kunstmatige vezels (continuvezels of stapelvezels), gekaard, gekamd of op andere wijze bewerkt met het oog op het spinnen		Vervaardiging uit chemische produkten of uit textielmassa

* Ten aanzien van garens welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde garen wordt ingedeeld als ten aanzien van de posten waaronder een garen van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde garen is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

** Ten aanzien van weefsels welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde weefsel is ingedeeld als ten aanzien van posten waaronder het weefsel van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde weefsel is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit of wel een dunne aluminiumstrook, of wel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Omschrijving	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
56.05 *	Garens van synthetische of van kunstmatige stapelvezels (of van afval van synthetische of van kunstmatige vezels), niet gereed voor de verkoop in het klein			Vervaardiging uit chemische produkten of uit textielmassa
56.06 *	Garens van synthetische of van kunstmatige stapelvezels (of van afval van synthetische of van kunstmatige vezels), gereed voor de verkoop in het klein			Vervaardiging uit chemische produkten of uit textielmassa
56.07 **	Weefsels van synthetische of van kunstmatige stapelvezels			Vervaardiging uit stoffen van de posten 56.01 tot en met 56.03
57.06 *	Garens van jute of van andere bastvezels bedoeld bij post 57.03			Vervaardiging uit ruwe jute of uit andere ruwe bastvezels van post 57.03
ex 57.07 *	Garens van hennep			Vervaardiging uit ruwe hennep
ex 57.07 *	Garens van andere plantaardige textielvezels met uitzondering van garens van hennep			Vervaardiging uit ruwe plantaardige textielvezels van de posten 57.02 tot en met 57.04
ex 57.07	Papiergarens			Vervaardiging uit produkten van hoofdstuk 47, chemische produkten, textielmassa of uit natuurlijke textielvezels, synthetische en kunstmatige stapelvezels of uit afvallen hiervan, niet gekaard en niet gekamd
57.10 **	Weefsels van jute of van andere bastvezels bedoeld bij post 57.03			Vervaardiging uit ruwe jute of uit andere ruwe bastvezels van post 57.03

* Ten aanzien van garens welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde garen wordt ingedeeld als ten aanzien van de posten waaronder een garen van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde garen is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

** Ten aanzien van weefsels welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde weefsel is ingedeeld als ten aanzien van posten waaronder het weefsel van elk van de andere textielstoffen waaruit het samengestelde weefsel is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit of wel een dunne aluminiumstrook, of wel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
ex 57.11 **	Weefsels van andere plant-aardige textielvezels		Vervaardiging uit stoffen van de posten 57.01, 57.02, 57.04 of uit kokosgarens van post 57.07
ex 57.11	Weefsels van papiergarens		Vervaardiging uit papier, chemische produkten, textielmassa of uit natuurlijke textielvezels, synthetische en kunstmatige stapelvezels of uit afvallen hiervan
58.01 *	Tapijten, geknoopt of met opgerolde polen, ook indien geconfectioneerd		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 51.01, 53.01 tot en 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03 of 57.01 tot en met 57.04
58.02 *	Andere tapijten ook indien geconfectioneerd; Kelim-, Sumak-, Karamaniestof en dergelijke, ook indien geconfectioneerd		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 51.01, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, 57.01 tot en met 57.04 of uit kokosgarens van post 57.07
58.04 *	Fluweel, pluche, lussenweefsel en chenilleweefsel, met uitzondering van de artikelen bedoeld bij de posten 55.08 en 58.05		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met

* Ten aanzien van produkten welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen, welke in kolom 4 voorkomen, te worden toegepast op elk van de textielstoffen, waaruit het samengestelde produkt is vervaardigd. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit ofwel een dunne aluminiumstrook, ofwel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

** Ten aanzien van weefsels welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen welke op deze lijst voorkomen gezamenlijk te worden toegepast, zowel ten aanzien van de post waaronder het samengestelde weefsel is ingedeeld, als ten aanzien van de posten waaronder het weefsel van elk van de andere textielstoffen, waaruit het samengestelde weefsel is vervaardigd, zou worden ingedeeld. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit ofwel een dunne aluminiumstrook, ofwel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
			56.03, 57.01 tot en met 57.04, uit chemische produkten of uit textielmassa
58.05 *	Lint, alsmede bolduclint, zijnde lint zonder inslag van aaneengelijmde evenwijdig lopende draden of textielvezels, met uitzondering van de artikelen bedoeld bij post 58.06		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, 57.01 tot en met 57.04, uit chemische produkten of uit textielmassa
58.06 *	Etiketten, insignes en dergelijke artikelen, geweven, niet geborduurd, aan het stuk, in banden of gesneden		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, uit chemische produkten of uit textielmassa
58.07 *	Chenillegaren; omwoeld garen (ander dan garen bedoeld bij post 52.01 en ander dan omwoeld paardehaar), vlechten aan het stuk; ander passementwerk en andere dergelijke versieringsartikelen, aan het stuk; eikels, kwasten, pompons en dergelijke		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, uit chemische produkten of uit textielmassa
58.08 *	Tule en filetweefsels, niet opgemaakt		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, uit chemische produkten of uit textielmassa
58.09 *	Tule, bobinettule en filetweefsels, opgemaakt; kant (mechanisch of met de hand vervaardigd), aan het stuk, in banden of in de vorm van motieven		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, uit chemische produkten of uit textielmassa

* Ten aanzien van produkten welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen, welke in kolom 4 voorkomen, te worden toegepast op elk van de textielstoffen, waaruit het samengestelde produkt is vervaardigd. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

- op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;
- op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit of wel een dunne aluminiumstrook, of wel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	Omschrijving		
58.10	Borduurwerk, aan het stuk, in banden of in de vorm van motieven		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
59.01 *	Watten en artikelen van watten; scheerhaar (<i>ton-tisse</i>) en noppen, van textielstof		Vervaardiging uit natuurlijke vezels, uit chemische produkten of uit textiel-massa
ex 59.02 *	Vilt en viltwaren met uitzondering van naaldgetouwvilt, ook indien geïmpregneerd of met een deklaag		Vervaardiging uit natuurlijke vezels, uit chemische produkten of uit textiel-massa
ex 59.02 *	Naaldgetouwvilt, ook indien geïmpregneerd of met een deklaag		Vervaardiging uit natuurlijke vezels, uit chemische produkten of uit textiel-massa; vervaardiging uit tontinuvezels of -kabels van polypropyleen waarvan de eenvoudige vezels een titer van minder dan 8 deniers hebben en waarvan de waarde niet meer 40% van de waarde van het eindprodukt bedraagt
59.03 *	Gebonden textielvlies, alsmede artikelen daarvan, ook indien geïmpregneerd, of met een deklaag		Vervaardiging uit natuurlijke vezels, uit chemische produkten of uit textiel-massa
59.04 *	Bindgaren, touw en kabel, al dan niet gevlochten		Vervaardiging uit natuurlijke vezels, uit chemische produkten, uit textielmassa of uit kokosgarens van post 57.07
59.05 *	Netten, vervaardigd van produkten bedoeld bij post 59.04, in banen, aan het stuk of in bepaalde vorm: visvangnetten van garen, van bindgaren of van touw		Vervaardiging uit natuurlijke vezels, uit chemische produkten, uit textielmassa of uit kokosgarens van post 57.07

* Ten aanzien van produkten welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen, welke in kolom 4 voorkomen, te worden toegepast op elk van de textielstoffen, waaruit het samengestelde produkt is vervaardigd. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht:

- op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;
- op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit ofwel een dunne aluminiumstrook, ofwel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
59.06 *	Andere artikelen, vervaardigd van garen, van bindgaren, van touw of van kabel, met uitzondering van weefsels en van artikelen van weefsels		Vervaardiging uit natuurlijke vezels, uit chemische produkten, uit textielmassa of uit kokosgarens van post 57.07
59.07	Weefsels met een deklaag van lijm of van zetmeelachtige stoffen, van de soorten welke gebruikt worden voor het boekbinden, voor het kartonneren, voor foedraalwerk of voor dergelijk gebruik (percaline, enz.); calqueerlinnen en tekenlinnen; schilderdoek; stijflinnen (buckram) en dergelijke weefsels voor steunvormen van hoeden en dergelijk gebruik		Vervaardiging uit garens
59.08	Weefsels, geïmpregneerd met, voorzien van een deklaag van of bekleed met cellosederivaten of andere kunstmatige plastische stoffen, alsmede weefsels met inlagen van deze stoffen		Vervaardiging uit garens
59.10 *	Linoleum, ongeacht het gebruik daarvan, ook indien in bepaalde vorm gesneden; vloerbedekking, bestaande uit een deklaag met een rug van textiel, ook indien in bepaalde vorm gesneden		Vervaardiging uit garens of uit textielvezels
ex 59.11	Gegummeerde weefsels, andere dan brei- of haakwerk, met uitzondering van gegummeerde weefsels samengesteld uit weefsels van synthetische textielve-		Vervaardiging uit garens

* Ten aanzien van produkten welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen, welke in kolom 4 voorkomen, te worden toegepast op elk van de textielstoffen, waaruit het samengestelde produkt is vervaardigd. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omweld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit of wel een dunne aluminiumstrook, of wel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
ex 59.11	zels (continuvezels) of uit canvas van parallelgelegde garens van synthetische textielvezels (continuvezels), geïmpregneerd met rubberlatex of met een deklaag van rubberlatex, bevattende ten minste 90 gewichtspercenten textielstoffen en gebruikt bij de vervaardiging van luchtbanden of voor ander technisch gebruik		Vervaardiging uit chemische produkten
59.12	Andere weefsels, geïmpregneerd of voorzien van een deklaag; beschilderd doek voor theatercoulissen, voor achtergronden van studio's of voor dergelijk gebruik		Vervaardiging uit garens
59.13	Elastische weefsels (met uitzondering van brei- en haakwerk) van met rubberdraden verbonden textielstoffen		Vervaardiging uit eendraadgarens

* Ten aanzien van produkten welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen, welke in kolom 4 voorkomen, te worden toegepast op elk van de textielstoffen, waaruit het samengestelde produkt is vervaardigd. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

- op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;
- op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit of wel een dunne aluminiumstrook, of wel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	Omschrijving		
59.15 *	Brandslangen en dergelijke slangen, van textielstoffen, ook indien gewapend, met beslag of met toebehoren van andere stoffen		Vervaardiging uit stoffen de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, 57.01 tot en met 57.04, uit chemische produkten of uit textielmassa
59.16 *	Drijfriemen, drijfsnaren en transportbanden, van textielstoffen, ook indien versterkt met metaal of met andere stoffen		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, 57.01 tot en met 57.04, uit chemische produkten of uit textielmassa
59.17 *	Weefsels en artikelen, voor technisch gebruik, van textielstoffen		Vervaardiging uit stoffen van de posten 50.01 tot en met 50.03, 53.01 tot en met 53.05, 54.01, 55.01 tot en met 55.04, 56.01 tot en met 56.03, 57.01 tot en met 57.04, uit chemische produkten of uit textielmassa
ex hoofdstuk 60 *	Breiwerk en haakwerk, met uitzondering van de artikelen van brei- of haakwerk, vervaardigd door aaneennaaien of anderszins aaneenzetten van stukken brei- of haakwerk (gesneden of in vorm gebreid of gehaakt)		Vervaardiging uit gekearde of gekamde natuurlijke vezels, uit stoffen van de posten 56.01 tot en met 56.03, uit chemisch produkten of uit textielmassa
ex 60.02	Handschoenen, wanten en dergelijke artikelen, van niet-elastisch of van niet-gegummeerd brei- of haakwerk, vervaardigd door aaneennaaien of anderszins		Vervaardiging uit garens**

* Ten aanzien van produkten welke vervaardigd zijn uit twee of meer textielstoffen dienen de bepalingen, welke in kolom 4 voorkomen, te worden toegepast op elk van de textielstoffen, waaruit het samengestelde produkt is vervaardigd. Deze regel is echter niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt. Dit percentage wordt gebracht :

— op 20% wanneer het garens van polyurethaan met soepele segmenten van polyether betreft, ook indien omwoeld, van de posten ex 51.01 en ex 58.07;

— op 30% wanneer het garens betreft die worden gevormd door een kern, bestaande uit of wel een dunne aluminiumstrook, of wel een strip van kunstmatige plastische stof, al dan niet bedekt met aluminiumpoeder, welke kern met behulp van een doorzichtige of gekleurde kleefstof is aangebracht tussen twee strippen kunstmatige plastische stof, waarvan de breedte niet meer dan 5 mm bedraagt.

** De gebruikte garnituren en toebehoren (met uitzondering van voeringen en binnenwerk) welke van tariefnummer veranderen, ontnemen het vervaardigde produkt niet het karakter van produkt van oorsprong, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
ex 60.03	aaneenzetten van stukken brei- of haakwerk (gesneden of in vorm gebreid of gehaakt) Kousen, onderkousen, sokken, voetjes en dergelijke artikelen, van niet-elastisch of van niet-gegummeerd brei- o haakwerk, verkregen door aaneennaaien of anderszins aaneenzetten van stukken brei- of haakwerk (gesneden of in vorm gebreid of gehaakt)		Vervaardiging uit garens*
ex 60.04	Onderkleding van niet-elastisch of van niet-gegummeerd breiwerk of haakwerk, verkregen door aaneennaaien of anderszins aaneenzetten van stukken brei- of haakwerk (gesneden of in vorm gebreid of gehaakt)		Vervaardiging uit garens*
ex 60.05	Bovenkleding, kledingtoebehoren en andere artikelen, van niet-elastisch of van niet-gegummeerd breiwerk of haakwerk, verkregen door aaneennaaien of anderszins aaneenzetten van stukken brei- of haakwerk (gesneden of in vorm gebreid of gehaakt)		Vervaardiging uit garens*
ex 60.06	Andere artikelen (kniestukken en aderspatkousen daaronder begrepen) van elastisch of gegummeerd breiwerk en haakwerk, verkregen door aaneennaaien of anderszins aaneenzetten van stukken brei- of haakwerk (gesneden of in vorm gebreid of gehaakt)		Vervaardiging uit garens*
ex 61.01	Herenbovenkleding en jongensbovenkleding met uitzondering van vuurbestendige uitrustingen van weef-		Vervaardiging uit garens*

* De gebruikte garnituren en toebehoren (met uitzondering van voeringen en binnenwerk) welke van tariefnummer veranderen, ontnemen het vervaardigde produkt niet het karakter van produkt van oorsprong, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
	sels die bedekt zijn met een folie van met aluminiumoxyde verbonden polyester		
ex 61.01	Vuurbestendige uitrustingen van weefsels die bedekt zijn met een folie van met aluminiumoxyde verbonden polyester		Vervaardiging uit weefsels zonder deklaag, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt*
ex 61.02	Damesbovenkleding, meisjesbovenkleding en kinderbinnenkleding, niet geborduurd, met uitzondering van vuurbestendige uitrustingen van weefsels die bedekt zijn met een folie van met aluminiumoxyde verbonden polyester		Vervaardiging uit garens*
ex 61.02	Vuurbestendige uitrustingen van weefsels die bedekt zijn met een folie van met aluminiumoxyde verbonden polyester		Vervaardiging uit weefsels zonder deklaag, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt*
ex 61.02	Damesbovenkleding, meisjesbovenkleding en kinderbinnenkleding, geborduurd		Vervaardiging uit niet-geborduurde weefsels met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt*
61.03	Herenonderkleding en jongsonderkleding, kragen, boorden, fronten en manchetten daaronder begrepen		Vervaardiging uit garens*
61.04	Damesonderkleding, meisjesonderkleding en kindersonderkleding		Vervaardiging uit garens*
ex 61.05	Zakdoeken, niet geborduurd		Vervaardiging uit ongebleekte eendraadgarens*.**
ex 61.05	Zakdoeken, geborduurd		Vervaardiging uit niet-geborduurde weefsels met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt*

* De gebruikte garnituren en toebehoren (met uitzondering van voeringen en binnenwerk) welke van tariefnummer veranderen, ontnemen het vervaardigde produkt niet het karakter van produkt van oorsprong, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

** Voor produkten die zijn samengesteld uit twee of meer textielstoffen is deze regel niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
ex 61.06	Sjaals, sjerpen, hoofddoeken en halsdoeken, mantilles, sluiers, voiles en dergelijke artikelen, niet geborduurd		Vervaardiging uit ongebleekte eendraadgarens, natuurlijke textielvezels of kunstmatige stapelvezels, of afvallen hiervan, of uit chemische produkten of textielmassa*
ex 61.06	Sjaals, sjerpen, hoofddoeken en halsdoeken, mantilles, sluiers, voiles en dergelijke artikelen, geborduurd		Vervaardiging uit niet-geborduurde weefsels met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt*
61.07	Dassen		Vervaardiging uit garens*
61.09	Korsetten, jarretellegordels, korselets (<i>gaines</i>), bustehouders, bretels, jarretelles, kousebanden, sokophouders en dergelijke artikelen, van weefsels (brei- en haakwerk daaronder begrepen), ook indien elastisch		Vervaardiging uit garens*
ex 61.10	Handschoenen, wanten en dergelijke, kousen en sokken, andere dan die van brei- of haakwerk met uitzondering van vuurbestendige uitrustingen van weefsels die bedekt zijn met een folie van met aluminiumoxyde verboden polyester		Vervaardiging uit garens*
ex 61.10	Vuurbestendige uitrustingen van weefsels die bedekt zijn met een folie van met aluminiumoxyde verbonden polyester		Vervaardiging uit weefsels zonder deklaag, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt*
ex 61.11	Ander geconfectioneerd kledingtoebehoren: sousbras, schoudevullingen en dergelijke opvulstukken voor kleding; gordels en koppels, moffen, overmouwen, enz., met uitzondering van kragen, fancy-artikelen, frontjes, jabots, manchetten, inzetsels en dergelijke garnering, voor		Vervaardiging uit garens*

* De gebruikte garnituren en toebehoren (met uitzondering van voeringen en binnenwerk) welke van tariefpost veranderen, ontnemen het vervaardigde produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
ex 61.11	dameskleding of voor damesonderkleding, geborduurd Kragen, fancy-artikelen, frontjes, jabots, manchetten, inzetsels en dergelijke garnering, voor dameskleding of voor damesonderkleding, geborduurd		Vervaardiging uit niet-geborduurde weefsels met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt*
62.01	Dekens		Vervaardiging uit ongebleekte garens van de hoofdstukken 50 tot en met 56**
ex 62.02	Tafel-, bedde- en huishoudlinnen; gordijnen, vitrages en andere artikelen, voor stoffering; niet geborduurd		Vervaardiging uit ongebleekte eendraadgarens**
ex 62.02	Tafel-, bedde- en huishoudlinnen; gordijnen, vitrages en andere artikelen, voor stoffering; geborduurd		Vervaardiging uit niet-geborduurde weefsels met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
62.03	Zakken voor verpakkingsdoeleinden		Vervaardiging uit chemische produkten, textielmassa of uit natuurlijke textielvezels, kunstmatige stapelvezels of afvallen hiervan**
62.04	Dekkleden, scheepszeilen, zonneschermen voor winkelpuien, tenten en kampeerartikelen		Vervaardiging uit ongebleekte eendraadgarens**
ex 62.05	Andere geconfectioneerde artikelen van weefsel, patronen voor kleding daaronder begrepen, met uitzondering van waaiers, alsmede waaiergeraamten en delen daarvan		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
64.01	Schoeisel met buitenzool en bovendeel van rubber of van kunstmatige plastische stof	Vervaardigd uit samenvoegingen van bovendelen met een binnenzool of met andere binnendelen, niet	

* De gebruikte garnituren en toebehoren (met uitzondering van voeringen en binnenwerk) welke van tariefnummer veranderen, ontnemen het vervaardigde produkt niet het karakter van produkt van oorsprong, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

** Voor produkten die zijn samengesteld uit twee of meer textielstoffen, is deze regel niet van toepassing op een of meer van de gebruikte textielstoffen, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
		voorzien van buitenzool, in alle andere stoffen dan metaal	
64.02	Schoeisel met buitenzool van leder of van kunstleder; schoeisel (ander dan schoeisel bedoeld bij post 64.01), met buitenzool van rubber of van kunstmatige plastische stof	Vervaardigd uit samenvoelingen van bovendelen met een binnenzool of met andere binnendelen, niet voorzien van buitenzool, in alle andere stoffen dan metaal	
64.03	Schoeisel van hout of met buitenzool van hout of van kurk	Vervaardigd uit samenvoelingen van bovendelen met een binnenzool of met andere binnendelen, niet voorzien van buitenzool, in alle andere stoffen dan metaal	
64.04	Schoeisel met buitenzool van andere stoffen (touw, karton, weefsel, vilt, vlechtwerk, enz.)	Vervaardigd uit samenvoelingen van bovendelen met een binnenzool of met andere binnendelen, niet voorzien van buitenzool, in alle andere stoffen dan metaal	
65.03	Hoeden en andere hoofdeksels, van vilt, vervaardigd van hoedvormen (<i>cloches</i>) of van schijfvormige <i>plateaux</i> bedoeld bij post 65.01, al dan niet gearneerd		Vervaardiging uit textielvezels*
65.05	Hoeden en andere hoofdeksels (haaretjes daaronder begrepen), van brei- of haakwerk of vervaardigd van weefsel, van kant of van vilt (aan het stuk, maar niet in stroken), al dan niet gearneerd		Vervaardiging uit garens of uit textielvezels*
66.01	Paraplu's en parasols, alsmede wandelstokparaplu's, tuinparasols, parasoltenten en dergelijke		Vervaardigd uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 70.07	Gegoten of gewalst glas en vensterglas (ook indien geslepen of gepolijst), anders dan vierkant of rechthoekig	Vervaardiging uit getrokken, gegoten of gewalst glas van de posten 70.04 tot en met 70.06	

* De gebruikte garnituren en toebehoren (met uitzondering van voeringen en binnenwerk) welke van tariefpost veranderen, ontnemen het vervaardigde produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“, indien het gewicht daarvan niet meer dan 10% van het totale gewicht van alle gebruikte textielstoffen bedraagt.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
70.08	gesneden, gebogen of anders bewerkt (met schuin- geslepen randen, gegraveerd, enz.); dubbel- en meerwandig glas voor isoleringsdoeleinden Veiligheidsglas, bestaande uit geharde glasplaten (hardglas) of uit twee of meer opeengekitte glasplaten (triplexglas, pantserglas, enz.), ook indien in een bepaalde vorm	Vervaardiging uit getrokken, gegoten of gewalst glas van de posten 70.04 tot en met 70.06	
70.09	Spiegels van glas, ook indien omlijst, achteruitkijkspiegels daaronder begrepen	Vervaardiging uit getrokken, gegoten of gewalst glas van de posten 70.04 tot en met 70.06	
71.15	Werken van echte parels, van natuurlijke synthetische of gereconstrueerde edelstenen of halfedelstenen		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
73.07	Blooms, billets, bramen en largets, van ijzer of van staal; smeedstukken van ijzer of van staal, enkel ruw voorgesmeed	Vervaardiging uit produkten van post 73.06	
73.08	Coils voor het walsen van plaat, van ijzer of van staal	Vervaardiging uit produkten van post 73.07	
73.09	Universaalplaten, van ijzer of van staal	Vervaardiging uit produkten van de posten 73.07 of 73.08	
73.10	Staven van ijzer of van staal, warm gewalst of warm geperst, dan wel gesmeed (walsdraad daaronder begrepen); staven van ijzer of van staal, verkregen door koud bewerken; holle staven van staal, voor mijnboringen	Vervaardiging uit produkten van post 73.07	
73.11	Profielijzer en profielstaal, warm gewalst of warm geperst, gesmeed of verkregen door koud bewerken; door koud nabewerken; damwandprofielen van ijzer of van staal, ook indien van gaten voorzien of	Vervaardiging uit produkten van de posten 73.07 tot en met 73.10, 73.12 of 73.13	

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	Omschrijving		
	bestaande uit aaneengezette delen		
73.12	Bandijzer en bandstaal, warm of koud gewalst	Vervaardiging uit produkten van de posten 73.07 tot en met 73.09 of 73.13	
73.13	Plaatijzer en plaatstaal, warm of koud gewalst	Vervaardiging uit produkten van de posten 73.07 tot en met 73.09	
73.14	Ijzdraad en staaldraad, ook indien overtrokken, met uitzondering van geïsoleerd draad voor het geleiden van elektriciteit	Vervaardiging uit produkten van post 73.10	
73.16	Bestanddelen van spoorbanen, van gietijzer, van ijzer of van staal; spoorstaven (<i>rails</i>), contrarails, wisseltongen, puntstukken, kruisingen en wissels, wisselstangen, heugels voor tandradbanen, dwarsliggers, lasplaten, spoorstoelen, wiggen, onderlegplaten, klempaten, dwarsplaten en dwarsstangen en andere dergelijke bestanddelen, speciaal bestemd voor het leggen, het verbinden of het bevestigen van rails		Vervaardiging uit produkten van post 73.06
73.18	Buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt), van ijzer of van staal, met uitzondering van de artikelen bedoeld bij post 73.19		Vervaardiging uit produkten van de posten 73.06, 73.07 of 73.15 in de bij de posten 73.06 en 73.07 aangegeven vormen
74.03	Staven, profielen en draad, massief, van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.04	Platen, bladen en strippen van koper, met een dikte van meer dan 0,15 mm		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.05	Bladkoper (ook indien ge-gaufreerd, gesneden, gepereoreerd, bekleed, bedrukt of bevestigd op papier, op karton, op kunstmatige plastische stof of op dergelijke dragers), met een dikte van niet meer dan		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	Omschrijving		
	0,15 mm (de dikte van de drager niet medegerekend)		
74.06	Poeders en schilfers, van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.07	Buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt) en holle staven, van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.08	Hulpstukken (<i>fittings</i>) voor buisleidingen, van koper (verbindingsstukken of aansluitstukken, koppelingen, ellebogen, bochten, moffen, flenzen, enz.)		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.10	Kabel, geslagen of gevlochten, en kabels, van koperdraad, met uitzondering van geïsoleerd materiaal voor het geleiden van elektriciteit		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.11	Metaaldoek (metaaldoek zonder eind daaronder begrepen), metaalgaas en traliewerk, van koperdraad; plaatgaas verkregen door het uittrekken van plaat- of bandkoper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.15	Draadnagels, spijkers, aangepunte krammen, duimen en dergelijke aangepunte haken, punaises, van koper of met schacht van ijzer of van staal en een kopere kop; bouten en moeren (met of zonder schroefdraad), schroeven, oogschroeven, schroefhaken, massieve klinknagels en klinkbouten, splitpennen en splitbouten, stelpennen en stelbouten, spieën en dergelijk bout- en schroefwerk van koper; sluitringen (veerringen en andere veerende sluitringen daaronder begrepen), van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.16	Veren van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
			meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.17	Komforen en andere huishoudelijk verwarmings-toestellen met uitzondering van elektrische, alsmede delen en onderdelen daarvan, van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.18	Keukengerei, huishoudelijke en sanitaire artikelen, alsmede delen daarvan, van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
74.19	Andere werken van koper		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
75.02	Staven, profielen en draad, massief, van nikkel		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
75.03	Platen, blanden en strip-pen, ongeacht de dikte, van nikkel; poeder en schilfers van nikkel		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
75.04	Buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt), holle-staven en hulpstukken (<i>fit-tings</i>) voor buisleidingen (verbindingsstukken of aansluitstukken, koppelingen, ellebogen, bochten, moffen, flenzen, enz.), van nikkel		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
75.05	Anoden voor het vernik-ken, ook indien verkregen door elektrolyse, ruw of bewerkt		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
75.06	Andere werken van nikkel		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.02	Staven, profielen en draad, massief, van aluminium		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.03	Platen, bladen en strippen, van aluminium, met een dikte van meer dan 0,20 mm		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
76.04	Bladaluminium (ook indien gegaufreerd, gesneden, geperforeerd, bekleed, bedrukt of bevestigd op papier, op karton, op kunstmatige plastische stoffen of op dergelijke dragers), met een dikte van niet meer dan 0,20 mm (de dikte van de drager niet medegerekend)		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.05	Poeders en schilfers, van aluminium		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.06	Buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt) en holle staven, van aluminium		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.07	Hulpstukken (<i>fittings</i>) voor buisleidingen, van aluminium (verbindingsstukken of aansluitstukken, koppelingen, ellebogen, bochten, moffen, flenzen, enz.)		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.08	Constructiewerken en delen van constructiewerken (loodsen, bruggen, brugdelen, sluisdeuren, vakwerkmasten en andere masten, pijlers, kolommen, kapconstructies, deur- en vensterkozijnen, balustrades, enz.), van aluminium; platen, staven, profielen, buizen, enz., van aluminium, gereedgemaakt voor gebruik in constructiewerken		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.09	Reservoirs, voeders, kuispen en andere dergelijke bergingsmiddelen, ongeacht voor welke goederen (met uitzondering evenwel van gecomprimeerd of vloeibaar gemaakt gas) zij bestemd zijn, van aluminium, met een inhoudsruimte van meer dan 300 liter, niet voorzien van een mechanische inrichting of van een inrichting om te koelen of te warmen, ook		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
76.10	indien inwendig bekleed of voorzien van een warmte-isolerende bekleding Fusten, trommels, bussen, blikken en andere dergelijke bergingsmiddelen, voor transport- of voor verpakkingsdoeleinden, van aluminium, buisjes en tubes voor verpakkingsdoeleinden daaronder		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.11	Bergingsmiddelen voor ge-comprimeerd of voor vloeibaar gemaakt gas, van aluminium		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.12	Kabel, geslagen of gevlochten, en kabels, van aluminiumdraad, met uitzondering van geïsoleerd materiaal voor het geleiden van elektriciteit		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.15	Keukengerei, huishoudelijke en sanitaire artikelen, alsmede delen daarvan, van aluminium		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
76.16	Andere werken van aluminium		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
77.02	Staven, profielen, draad, platen, bladen, strippen, gekalibreerd draaisel, poeder en schilfers, buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt), holle staven, van magnesium; andere werken van magnesium		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
78.02	Staven, profielen en draad, massief, van lood		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
78.03	Platen, bladen en strippen, van lood, met een gewicht van meer dan 1,7 kg per m ²		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
78.04	Loodfoelie (ook indien ge-gaufreerd, gesneden, ge-perforeerd, bekleed, bedrukt of bevestigd op papier, op karton, op kunst-		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	matige plastische stof of op dergelijke dragers), met een gewicht van niet meer dan 1,7 kg per m ² (het gewicht van de drager niet medege-rekend); loodpoeder en loodschilders		
78.05	Buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt), holle staven en hulpstukken (<i>fit-tings</i>) voor buisleidingen (verbindingsstukken of aansluitstukken, koppelingen, bochten voor stankafsluiters en andere bochten, ellebogen, moffen, flenzen, enz.), van lood		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
78.06	Andere werken van lood		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
79.02	Staven, profielen en draad, massief, van zink		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
79.03	Platen, bladen en strippen, van zink, ongeacht de dikte; zinkpoeder en zinkschilders		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
79.04	Buizen en pijpen (oo indien niet afgewerkt), holle staven en hulpstukken (<i>fit-tings</i>) voor buisleidingen (verbindingsstukken of aansluitstukken, koppelingen, ellebogen, bochten, moffen, flenzen, enz.), van zink		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
79.06	Andere werken van zink		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
80.02	Staven, profielen en draad, massief, van tin		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
80.03	Platen, bladen en strippen, van tin, met een gewicht van meer dan 1 kg per m ²		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
80.04	Tinfoelie (stanniool) (ook indien gegaufreerd, gesneden, geperforeerd, bekleed, bedrukt of bevestigd op papier, op karton, op kunstmatige plastische stof of op dergelijke dragers), met een gewicht van niet meer dan 1 kg per m ² (het gewicht van de drager niet medegerekend); tinpoede en tinschilfers		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
80.05	Buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt), holle staven en hulpstukken (<i>fittings</i>) voor buisleidingen (verbindingstukken en aansluitstukken, koppelingen, ellebogen, bochten, moffen, flenzen, enz.), van tin		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
82.05	Verwisselbare gereedschappen voor gereedschapswerktuigen en voor al dan niet mechanisch handgereedschap (voor het stampen, stansen, draadtappen, ruimen, draadsnijden, frezen, kotten, steken, draaien, vastschroeven, enz.), trekstenen of trekmatrizen en pers- of extrusiematrizen voor het warm bewerken van metalen en gesteenteboren daaronder begrepen		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
82.06	Messen en snijbladen, voor machines en voor mechanische toestellen		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
ex hoofdstuk 84	Stoomketels, machines, toestellen en mechanische werktuigen, met uitzondering van koel- en vriesinstallaties, koel- en vriesmachines, koelkasten en dergelijke machines en toestellen voor de koeltechniek al dan niet elektrisch werkend (post 84.15) en van naaima-		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
	chines, met inbegrip van meubelen voor naaimachines (ex 84.41)		
84.15	Koel- en vriesinstallaties, koel- en vriesmachines, koelkasten en dergelijke machines en toestellen voor de koeltechniek, al dan niet elektrisch werkend		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
ex 84.41	Naaimachines (voor weefsel, voor leder, voor schoeisel, enz.), meubelen voor naaimachines daaronder begrepen		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits : — berekend naar de waarde, ten minste 50% van de voor de montage van de kop (zonder motor) gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat, en — de draadspannings-, haak-en zigzagmechanismen „produkten van oorsprong“ zijn
ex hoofdstuk 85	Elektrische machines, apparaten en toestellen; artikelen voor elektrotechnisch gebruik, met uitzondering van de produkten van de posten 85.14 en 85.15		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
85.14	Microfoons en statieven daarvoor, luidsprekers, elektrische laagfrequent-versterkers		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan

* Voor het bepalen van de waarde van produkten delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong“, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :
 - de waarde van ingevoerde produkten,
 - de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	Omschrijving		
85.15	Zend- en ontvangtoestellen voor radiotelefonie of voor radiotelegrafie; zend- en ontvangtoestellen voor de radio-omroep en de televisie (ontvangtoestellen met ingebouwd toestel voor het opnemen of voor het weergeven van geluid daaronder grepen) en televisiecamera's; radio- en radartoestellen voor navigatiedoeleinden, voor plaatsbepaling, voor peiling, voor hoogtemeting of voor bediening op afstand		40% van de waarde van het eindprodukt, mits : — berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit produkten „van oorsprong“ bestaat — en de waarde van de gebruikte transistors niet meer dan 3% van de waarde van het eindprodukt bedraagt**
hoofd- stuk 86	Rollend en ander materieel voor spoor- en tramwegen; niet-elektrische signaal- en waarschuwingstoestellen voor het verkeer		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits : — berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat — en de waarde van de gebruikte transistors niet meer dan 3% van de waarde van het eindprodukt bedraagt**
ex hoofd- stuk 87	Automobielen, tractors, rijwielen, motorrijwielen en andere voertuigen, voor vervoer te lande, met uitzondering van de produkten van post 87.09		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt

* Voor het bepalen van de waarde van produkten, delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong“, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :

- de waarde van ingevoerde produkten,
— de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

** Dit percentage kan niet worden gecumuleerd met dat van 40%.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>		
87.09	Motorrijwielen en rijwielen met hulpmotor, ook indien met zijspanwagen; zijspanwagens voor motorrijwielen en voor rijwielen		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
ex hoofdstuk 90	Optische instrumenten, apparaten en toestellen; instrumenten, apparaten en toestellen, voor de fotografie en de cinematografie; meet-, verificatie-, controle- en precisie-instrumenten, -apparente en -toestellen; medische en chirurgische instrumenten, apparaten en toestellen, met uitzondering van de produkten van de posten 90.05, 90.07 (uitgezonderd elektrische flitslichtlampen voor gebruik bij het fotograferen), 90.08, 90.12 en 90.26		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
90.05	Binocles en verrekijkers, ook indien met prisma's		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
ex 90.07	Fotografietoestellen; flitslichtapparaten en flitslichtlampen en -buisen, voor de fotografie met uitzondering		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan

* Voor het bepalen van de waarde van produkten, delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong“, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :
 - de waarde van ingevoerde produkten,
 - de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	Omschrijving		
	van gasontladinglampen en -buisen bedoeld bij post 85.20, met uitzondering van elektrische flitslichtlampen en -buisen		40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% van de gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
90.08	Cinematografische toestellen (toestellen voor beeldopname of voor klankopname of voor beide; filmprojectietoestellen, ook indien ingericht voor geluidswaergave)		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
90.12	Optische microscopen, toestellen voor microfotografie, microcinematografie en microprojectie daaronder begrepen		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
90.26	Verbruiksmeters en produktiemeters, voor gassen, voor vloeistoffen of voor elektriciteit, controle meters en standaardmeters daaronder begrepen		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
ex hoofdstuk 91	Uurwerken, met uitzondering van de produkten van de posten 91.04 en 91.08		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een

* Voor het bepalen van de waarde van produkten, delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong“, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :
 - de waarde van ingevoerde produkten
 - de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

Nr. van het douanetarief	Eindprodukten	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent	Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent
	Omschrijving		
91.04	Klokken, pendules wekkers en dergelijke artikelen met ander uurwerk dan horloge-uurwerk		waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
			Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
91.08	Andere uurwerken (binenwerken voor klokken, enz.), volledig gemonteerd		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong“ bestaat
ex hoofdstuk 92	Muziekinstrumenten, toestellen voor het opnemen of het weergeven van geluid, toestellen voor het opnemen of het weergeven van geluid en beelden voor televisie, delen en toebehoren van deze instrumenten en toestellen, met uitzondering van de produkten bedoeld bij post 92.11		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
92.11	Grammofonen, dicteermachines en andere toestellen voor het opnemen of het weergeven van geluid, alsmede platenspelers en dergelijke apparaten voor geluidsbanden en -draden,		Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits,

* Voor het bepalen van de waarde van produkten delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong“, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :
 - de waarde van ingevoerde produkten,
 - de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt niet het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>		
	ook indien met weergavekop, toestellen voor het opnemen of het weergeven van geluid en beelden voor televisie		— berekend naar de waarde, ten minste 50% der gebruikte produkten, delen en onderdelen* uit „produkten van oorsprong” bestaat — en de waarde van de gebruikte transistors niet meer dan 3% van de waarde van het eindprodukt bedraagt**
hoofd- stuk 93	Wapens en munitie		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 96.01	Borstelwerk (borstels, bezems, kwasten; penselen, enz.), alsmede borstels voor machines; verfrullen, wissers van rubber of van andere soepele stoffen		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
97.03	Ander speelgoed; modellen op schaal voor ontspanning		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
98.01	Knopen, drukknopen manchetknopen en dergelijke (knopen in voorwerpsvorm, knoopvormen en delen van knopen daaronder begrepen)		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
98.08	Inktlinten voor schrijfmachines en dergelijke inktlinten, al dan niet op spoelen; stempelkussens, al dan niet geïnk, met of zonder doos		Vervaardiging uit produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

* Voor het bepalen van de waarde van produkten, delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong”, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :
 - de waarde van ingevoerde produkten,
 - de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

** Dit percentage kan niet worden gecumuleerd met dat van 40%.

BIJLAGE III

LIJST B

LIJST VAN BEWERKINGEN OF VERWERKINGEN VAN PRODUKTEN DIE NIET VAN OORSPRONG ZIJN, WELKE GEEN VERANDERING VAN TARIEFPOST MEEBRENGEN, DOCH AAN DE DAARDOOR VERKREGEN PRODUKTEN NIETTEMIN HET KARAKTER VAN „PRODUKTEN VAN OORSPRONG“ VERLENEN

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>	
		De verwerking van produkten, delen en onderdelen, in stoomketels, machines, toestellen, enz. van de hoofdstukken 84 tot en met 92, in ketels en radiatoren van post 73.37, alsmede in produkten van de posten 97.07 en 98.03, brengt niet mee dat deze produkten het karakter van „produkten van oorsprong“ verliezen, mits de waarde van deze produkten, delen en onderdelen niet meer dan 5% van de waarde van het eindprodukt be draagt
13.02	Gomlak (schellak), ook indien gebleekt; gommen, gomharsen, harsen en balsems, van natuurlijke oorsprong	Bewerking of verwerking met gebruikmaking van produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 15.05	Geraffineerde lanoline	Vervaardiging uit wolvet
ex 15.10	Industriële vetalcoholen	Vervaardiging uit industriële vetzuren
ex 17.01	Beetwortelsuiker en rietsuiker, in vaste vorm, gearomatiseerd of met toegevoegde kleurstoffen	Vervaardiging uit beetwortelsuiker en rietsuiker, in vaste vorm, niet gearomatiseerd en zonder toegevoegde kleurstoffen, met een waarde van niet meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt
ex 17.02	Lactose, glucose, ahornsuiiker en andere suikers, in vaste vorm, gearomatiseerd of met toegevoegde kleurstoffen	Vervaardiging uit andere suikers in vaste vorm, niet gearomatiseerd en zonder toegevoegde kleurstoffen, met een waarde van niet meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt
ex 17.03	Melasse, gearomatiseerd of met toegevoegde kleurstoffen	Vervaardiging uit produkten, niet gearomatiseerd en zonder toegevoegde kleurstoffen, met een waarde van niet meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt
ex 21.03	Bereide mosterd	Vervaardiging uit mosterdmeel
ex 22.09	Whisky met een sterkte van minder dan 50 graden	Vervaardiging uit alcohol, uitsluitend verkregen door distillatie van granen en waarvan ten hoogste 15% van de waarde van het eindprodukt wordt gevormd door produkten die niet van oorsprong zijn

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i> <i>Omschrijving</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>
ex 25.15	Marmer, gezaagd op een dikte van 25 cm of minder	Zagen in platen of vormstukken, polijsten, omvattend slijpen en schuren van marmer, onbewerkt of enkel kantrecht behouwen dan wel op een dikte van meer dan 25 cm gezaagd
ex 25.16	Graniet, porfier, basalt, zandsteen en andere natuursteen voor de steenhouwerij of voor het bouwbedrijf, gezaagd op een dikte van 25 cm of minder	Zagen van graniet, porfier, basalt, zandsteen en andere steen voor het bouwbedrijf, onbewerkt of enkel kantrecht behouwen, wel op een dikte van meer dan 25 cm gezaagd
ex 25.18	Dolomiet, gebrand; stamp- en strijk-massa van dolomiet	Branden van onbewerkt dolomiet
ex 25.19	Ander magnesiumoxyde, ook indien chemisch zuiver	Vervaardiging uit natuurlijk magnesiumcarbonaat (magnesiet)
ex 25.19	Natuurlijk magnesiumcarbonaat (magnesiet), ook indien gebrand, met uitzondering van magnesiumoxyde, gebroken en hermetisch verpakt	Breken en hermetisch verpakken van natuurlijk magnesiumcarbonaat (magnesiet) zelfs indien gebrand, met uitzondering van magnesiumoxyde
ex 25.24	Ruwe asbestvezels	Behandeling van asbesterts (geconcentreerd asbest)
ex 25.26	Afval van mica, gemalen en gehomogeniseerd	Malen en homogeniseren van afval van mica
ex 25.32	Verfaarden, gebrand of fijngemalen	Breken en branden of malen van verfaarden
ex hfdst. 28 t/m 37	Produkten van de chemische en van de aanverwante industrieën, met uitzondering van zwavelzuuranhydride (ex 28.13), gebrand, fijngestampt en gemalen natuurlijk aluminiumcalciumfosfaat (ex 31.03), tannine (looizuur) (ex 32.01), etherische oliën, harsaroma's en terpeenhoudende bijprodukten (ex 33.01), preparaten voor het mals maken van vlees, preparaten voor het klaren van bier, bestaande uit papaïne en bentoniet, en enzympreparaten voor het ontsterken van textiel (ex 35.07)	Be- of verwerkingen waarvoor produkten worden gebruikt met een waarde van niet meer dan 20% van de waarde van het eindprodukt
ex 28.13	Zwavelzuuranhydride	Vervaardiging uit zwaveligzuuranhydride
ex 31.03	Gebrand, fijngestampt en gemalen natuurlijk aluminiumcalciumfosfaat	Fijnstampen en malen van gebrand natuurlijk aluminiumcalciumfosfaat
ex 32.01	Tannine (looizuur), met water geëxtraheerde galnotentannine daaronder begrepen, alsmede zouten, ethers, esters en andere derivaten daarvan	Vervaardiging uit looiextracten van plantaardige oorsprong
ex 33.01	Etherische oliën (ook indien daaruit de terpenen zijn afgesplitst), vast of vloeibaar; harsaroma's; terpeenhoudende bijprodukten, afgesplitst uit etherische oliën	Vervaardigd uit geconcentreerde oplossingen van etherische oliën in vet, in vette oliën, in was of in dergelijke stoffen, welke zijn verkregen door enflourage of door maceratie

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>	
ex 35.07	Preparaten voor het mals maken van vlees; preparaten voor het klaren van bier, bestaande uit papaine en bentoniet; enzympreparaten voor het ontsterken van textiel	Vervaardiging uit enzymen of enzympreparaten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex hfdst. 38	Diverse produkten van de chemische industrie, met uitzondering van geraffineerde tall-olie (ex 38.05), gezuiverde sulfaatertijnnolie (ex 38.07) en houtteerpek (pek van plantaardige teer) (ex 38.09)	Be- of verwerking waarvoor produkten worden gebruikt met een waarde van niet meer dan 20% van de waarde van het eindprodukt
ex 38.05	Geraffineerde tall-olie	Raffineren van ruwe tall-olie
ex 38.07	Sulfaatertijnnolie, gezuiverd	Zuivering, inhoudende het distilleren en het raffineren van ruwe sulfaatertijnnolie
ex 38.09	Houtteerpek (pek van plantaardige teer)	Distillatie van houtteer
ex hfdst. 39	Kunstmatige plastische stoffen, ethers en esters van cellulose, kunstharsen en werken daarvan, met uitzondering van foliën van ionomeren (ex 39.02)	Bewerking met gebruikmaking van produkten met een waarde van niet meer dan 20% van de waarde van het eindprodukt
ex 39.02	Foliën van ionomeren	Vervaardiging uit een gedeeltelijk thermoplastisch zout dat een copolymeer is van ethyleen en van metacrylzuur dat gedeeltelijk geneutraliseerd is met metaalionen, voornamelijk zink- en natriumionen
ex 40.01	Platen van crêp rubber voor zolen	Walsen van vellen natuurlijke crêpe rubber
ex 40.07	Draad en koord, van ge vulcaniseerde rubber; omwoeld of omvlochten met textiel	Vervaardiging uit niet omwoeld of omvlochten draad en koord, van ge vulcaniseerde rubber
ex 41.01	Van wol ontdane schapevachten	Ontdoen van schapevachten van hun wol
ex 41.02	Voorgelooide doch niet tot perkament verwerkte huiden en vellen, van runderen (buffels daaronder begrepen) en van paarden en van paardachtigen, met uitzondering van de produkten bedoeld bij de posten 41.06 en 41.08, herlooid	Herlooien van enkel gelooide huiden en vellen, van runderen (buffels daaronder begrepen) en van paardachtigen
ex 41.03	Schapeleder, alsmede voorgelooide doch niet tot perkament verwerkte huiden en vellen, van schapen, met uitzondering van de produkten bedoeld bij de posten 41.06 en 41.08, herlooid	Herlooien van enkel gelooide huiden en vellen van schapen
ex 41.04	Geiteleder, alsmede voorgelooide doch niet tot perkament verwerkte huiden en vellen, van geiten, met uitzondering van de produkten bedoeld bij de posten 41.06 en 41.08, herlooid	Herlooien van enkel gelooide huiden en vellen van geiten
ex 41.05	Leder en voorgelooide doch niet tot perkament verwerkte huiden en vellen, van	Herlooien van enkel gelooide huiden en vellen van andere dieren

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>		
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>			
	andere dieren, met uitzondering van de produkten bedoeld bij de posten 41.06 en 41.08, herlooid			
ex 43.02	Aaneengenaaide pelterijen	Bleken, verven, appreteren, snijden en aaneennaaien van gelooid of anderszins bereide of veredelde pelterijen		
ex 44.22	Vaten, kuipen, tobben, emmers en ander kuiperswerk, alsmede delen daarvan	Vervaardiging uit duighout, ook indien gezaagd op beide hoofdvlakken, doch niet verder bewerkt		
ex 50.03	Afval van zijde, vlokzijde, bourrette en kammeling, gekaard of gekamd	Kaarden of kammen van afval van zijde, vlokzijde, bourrette en kammeling		
ex 50.09 ex 51.04 ex 53.11 ex 53.12 ex 54.05 ex 55.07 ex 55.08 ex 55.09 ex 56.07	Bedrukte weefsels	Bedrukken met verdere afwerking (bleken, appreteren, drogen, behandelen met stoom, noppen, stoppen, impregneren, sanforiseren, merceriseren) van weefsels met een waarde van niet meer dan 47,5% van de waarde van het eindprodukt		
ex 59.14			Gloeikousjes	Vervaardiging uit rondgebreide buisjes
ex 67.01			Plumeaux en veren stoffers	Vervaardiging uit veren, delen van veren en dons
ex 68.03			Werken van leisteen of van samengekit leigruis	Vervaardiging van werken van leisteen
ex 68.04			Handwetstenen en handpolijststenen, van natuursteen, van samengekitte schuur-, slijp- of polijstmiddelen of van aardewerk	Snijden, monteren en plakken van schuur-, slijp- of polijstmiddelen, die gelet op hun vorm, niet herkenbaar zijn als bedoeld voor handgebruik
ex 68.13			Werken van asbest; werken van mengsels samengesteld met asbest of met asbest en magnesiumcarbonaat	Vervaardiging van werken van asbest, mengsels samengesteld met asbest of met asbest en magnesiumcarbonaat
ex 68.15			Werken van mica, alsmede mica, bevestigd op papier of op weefsels	Vervaardiging van produkten van mica
ex 70.10			Flessen en flacons, geslepen	Slijpen van flessen en flacons met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
70.13			Glaswerk voor tafel-, keuken-, toilet- of kantoorgebruik, voor binnenhuisversiering of voor dergelijk gebruik, met uitzondering van de artikelen bedoeld bij post 70.19	Slijpen van glaswerk met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt of geheel met de hand versieren, doch niet door middel van zeefdruk, van met de mond geblazen glaswerk met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 70.20	Werken van glasvezels	Vervaardiging uit ruwe glasvezels		
ex 71.02	Natuurlijke edelstenen (halfedelstenen daaronder begrepen) geslepen of op an-	Vervaardiging uit onbewerkte edelstenen		

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong” verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>	
	dere wijze bewerkt, gevat noch gezet, ook indien aaneengeregen met het oog op het vervoer, doch niet in stellen	
ex 71.03	Synthetische of gereconstrueerde edelstenen of halfedelstenen, geslepen of op andere wijze bewerkt, gevat noch gezet, ook indien aaneengeregen met het oog op het vervoer, doch niet in stellen	Vervaardiging uit onbewerkte synthetische of onbewerkte gereconstrueerde stenen
ex 71.05	Zilver en zilverlegeringen (verguld zilver en geplatineerd zilver daaronder begrepen), halfbewerkt	Walsen, rekken, draadtrekken, pletten of fijnmaken van onbewerkt zilver en onbewerkte zilverlegeringen
ex 71.05	Zilver en zilverlegeringen (verguld zilver en geplatineerd zilver daaronder begrepen), onbewerkt	Legering of scheiding door elektrolyse van onbewerkt zilver en onbewerkte zilverlegeringen
ex 71.06	Metalen geplateerd met zilver halfbewerkt	Walsen, rekken, draadtrekken, pletten of fijnmaken van onbewerkte met zilver geplateerde metalen
ex 71.07	Goud en goudlegeringen (geplatineerd goud daaronder begrepen), halfbewerkt	Walsen, rekken, draadtrekken, pletten of fijnmaken van onbewerkt goud en onbewerkte goudlegeringen (geplatineerd goud daaronder begrepen)
ex 71.07	Goud en goudlegeringen (geplatineerd goud daaronder begrepen), onbewerkt	Legering of scheiding door elektrolyse van onbewerkt goud en onbewerkte goudlegeringen
ex 71.08	Onedele metalen en zilver, geplateerd met goud, halfbewerkt	Walsen, rekken, draadtrekken, pletten of fijnmaken van onbewerkte onedele metalen en onbewerkt zilver, geplateerd met goud
ex 71.09	Platina en platinametalen, halfbewerkt	Walsen, rekken, draadtrekken, pletten of fijnmaken van onbewerkt platina en onbewerkte platinametalen
ex 71.09	Platina en platinametalen, alsmede legeringen daarvan, onbewerkt	Legering of scheiding door elektrolyse van onbewerkt platina en onbewerkte platinametalen, alsmede onbewerkte legeringen daarvan
ex 71.10	Onedele en edele metalen, geplateerd met platina of met platinametalen, halfbewerkt	Walsen, rekken, draadtrekken, pletten of fijnmaken van onbewerkte onedele en edele metalen, geplateerd met platina of met platinametalen
ex 73.15	Gelegeerd staal en koolstofstaal : — in de vormen aangeduid in de posten 73.07 tot en met 73.13 — in de vormen aangeduid in post 73.14	Vervaardiging uit produkten in de vormen aangeduid in post 73.06 Vervaardiging uit produkten in de vormen aangeduid in de posten 73.06 en 73.07
ex 73.29	Sneeuwkettingen	Bewerking of verwerking met gebruikmaking van produkten met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>	
ex 74.01	Ruw koper (blisterkoper en ander)	Converteren van kopersteen of ruwsteen
ex 74.01	Gezuiverd koper	Thermische of elektrolytische zuivering van ruw koper (blisterkoper en ander), alsmede van resten en afvallen van koper
ex 74.01	Koperlegeringen	Smelting en thermische behandeling van gezuiverd koper, alsmede van resten en afvallen van koper
ex 75.01	Ruw nikkel (met uitzondering van de anoden bedoeld bij post 75.05)	Zuivering door elektrolyse, smelting of chemische behandeling van nikkelmatte, nikkelspijs en andere tussenprodukten van de nikkelmetallurgie
ex 75.01	Ruw nikkel met uitzondering van nikkellegeringen	Zuivering door elektrolyse, smelting of chemische behandeling van resten en afvallen
ex 76.01	Ruw aluminium	Vervaardiging door thermische of elektrolytische behandeling van niet gelegerd aluminium, resten en afvallen
76.16	Andere werken van aluminium	Vervaardiging uit metaaldoek (metaaldoek zonder eind daaronder begrepen), metaalgaas en traliewerk, van aluminiumdraad, uit plaatgaas, verkregen door het uitrekken van plaat- of bandaluminium, met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 77.02	Andere werken van magnesium	Vervaardiging uit staven, profielen, draad, platen, bladen, strippen, gekalibreerd draaisel, poeder en schilfers, buizen en pijpen (ook indien niet afgewerkt), holle staven, van magnesium, met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 77.04	Beryllium (glucinium), bewerkt	Walsen, rekken, draadtrekken en fijnmaken van ruw beryllium met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 78.01	Geraffineerd lood	Vervaardiging door thermische raffinage van werklood
ex 81.01	Wolfram, bewerkt	Vervaardiging uit ruw wolfram met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 81.02	Molybdeen, bewerkt	Vervaardiging uit ruw molybdeen met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 81.03	Tantalium, bewerkt	Vervaardiging uit ruw tantalium met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 81.04	Andere onedele metalen, bewerkt	Vervaardiging uit andere ruwe onedele metalen met een waarde van niet meer

<i>Eindprodukten</i>		<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>	
		dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 82.09	Messen met snijdend lemmet, ook indien getand (andere dan die bedoeld bij post 82.06, doch zaksnoeimessen daaronder begrepen)	Vervaardiging uit lemmeten van messen
ex 83.06	Voorwerpen voor binnenhuisversiering, van onedel metaal, andere dan beeldjes	Bewerking of verwerking met gebruikmaking van produkten met een waarde van niet meer dan 30% van de waarde van het eindprodukt
ex 84.05	Locomobielen (met uitzondering van tractoren bedoeld bij post 87.01) en half-locomobielen, werkend met stoom	Bewerking, verwerking of montage uit produkten, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
84.06	Explosiemotoren en verbrandingsmotoren, met zuigers	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt
ex 84.08	Andere motoren en andere krachtmachines, met uitzondering van straalmotoren en gasturbines	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits berekend naar de waarde, ten minste 50% van de gebruikte produkten, delen en onderdelen* „produkten van oorsprong“ zijn
84.16	Kalenders en walsmachines, andere dan walsmachines voor metalen of voor glas; cilinders voor deze machines	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 25% van de waarde van het eindprodukt
ex 84.17	Toestellen, apparaten en inrichtingen (ook indien elektrisch verhit), voor de behandeling van stoffen volgens werkwijzen waarbij temperatuursverandering nodig is, voor de hout-, papierstof-, papier- en kartonindustrie	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 25% van de waarde van het eindprodukt
84.31	Machines en toestellen, voor het vervaardigen van papierstof en voor het vervaardigen of afwerken van papier of van karton	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 25% van de waarde van het eindprodukt

* Voor het bepalen van de waarde van produkten, delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong“, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :
 - de waarde van ingevoerde produkten
 - de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>	
84.33	Andere machines en toestellen, voor de bewerking van papierstof, van papier of van karton, snijmachines daaronder begrepen	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 25% van de waarde van het eindprodukt
ex 84.41	Naaimachines (voor weefsels, voor leder, voor schoeisel, enz.), meubelen voor naaimachines daaronder begrepen	Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits — berekend naar de waarde, ten minste 50% van de voor de montage van de kop (zonder motor) gebruikte produkten, delen en onderdelen** uit „produkten van oorsprong“ bestaat, en — de draadspannings-, haak- en zigzagmechanismen „produkten van oorsprong“ zijn
85.14	Microfoons en statieven daarvoor, luidsprekers, elektrische laagfrequentieversterkers	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% van de gebruikte produkten, delen en onderdele produkten „van oorsprong“ zijn*
85.15	Zend- en ontvangtoestellen voor radiotelefonie of voor radiotelegrafie; zend- en ontvangtoestellen voor de radio-omroep en de televisie (ontvangtoestellen met ingebouwd toestel voor het opnemen of voor het weergeven van geluid daaronder begrepen) en televisiecamera's; radio- en radartoestellen voor navigatiedoeleinden, voor plaatsbepaling, voor peiling, voor hoogtemeting of voor bediening of afstand	Bewerking, verwerking of montage uit produkten, delen en onderdelen, met een waarde van niet meer dan 40% van de waarde van het eindprodukt, mits, berekend naar de waarde, ten minste 50% van de gebruikte produkten, delen en onderdelen produkten „van oorsprong“ zijn**
87.06	Delen, onderdelen en toebehoren, voor motorvoertuigen, bedoeld bij de posten 87.01 tot en met 87.03	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van produkten, delen en onderdelen met een waarde van niet meer dan 15% van de waarde van het eindprodukt

* De toepassing van deze regel mag niet tot gevolg hebben dat het percentage van 3% transistors als bedoeld in lijst A voor dezelfde tariefpost, wordt overschreden.

** Voor het bepalen van de waarde van produkten, delen en onderdelen moet worden uitgegaan :

- a) bij produkten, delen en onderdelen „van oorsprong“, van de eerste controleerbare prijs die voor deze goederen betaald is, of bij verkoop betaald zou moeten worden, op het grondgebied van het land waar de bewerking, de verwerking of de montage plaatsvindt;
- b) bij andere produkten, delen en onderdelen, van het bepaalde in artikel 4 van dit protocol ter zake van de bepaling van :
 - de waarde van ingevoerde produkten
 - de waarde van produkten van onbepaalde oorsprong.

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Eindprodukten</i>	<i>Be- of verwerking van produkten die niet van oorsprong zijn, welke het produkt het karakter van „produkt van oorsprong“ verleent</i>
	<i>Omschrijving</i>	
ex 94.01	Stoelen, banken en andere zitmeubelen, ook indien zij als bedden kunnen dienen (met uitzondering van meubelen bedoeld bij post 94.02), van onedel metaal	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van niet opgevuld katoenen weefsel met een gewicht van ten hoogste 300 g per m ² , in gebruiksklare vormen, met een waarde van niet meer dan 25% van de waarde van het eindprodukt*
ex 94.03	Andere meubelen, van onedel metaal	Bewerking, verwerking of montage met gebruikmaking van niet opgevuld katoenen weefsel met een gewicht van ten hoogste 300 g per m ² , in gebruiksklare vormen, met een waarde van niet meer dan 25% van de waarde van het eindprodukt*
ex 95.05	Werken van achiltpad, paarlemoer, ivoor, been, hoorn, geweien, natuurlijk of samengekit koraal en van andere stoffen van dierlijke herkomst, geschikt om te worden gesneden	Vervaardiging uit schildpad, paarlemoer, ivoor, been, hoorn, geweien, natuurlijk of samengekit koraal en uit andere stoffen van dierlijke herkomst, geschikt om te worden gesneden, bewerkt
ex 95.08	Werken van plantaardige stoffen, geschikt om te worden gesneden (corozo, noot, harde zaden, pitten en dergelijke); werken van meerschium en amber (barnsteen), natuurlijk of samengekit, git en dergelijke minerale stoffen	Vervaardiging uit plantaardige stoffen, geschikt om te worden gesneden (corozo, noot, harde zaden, pitten en dergelijke), bewerkt, of uit meerschium en amber (barnsteen), natuurlijk of samengekit, git en dergelijke minerale stoffen, bewerkt
ex 96.01	Kwasten, penselen en andere dergelijke artikelen	Vervaardiging uit gereede knotten voor borstelwerk, met een waarde van niet meer dan 50% van de waarde van het eindprodukt
ex 97.06	Handvatten van golfclubs van hout of van andere materialen	Vervaardiging uit ruwe materialen
ex 98.11	Tabakspijpen, pijpекoppen daaronder begrepen	Vervaardiging uit ebauchons

* Deze regel geldt niet wanneer voor de andere delen en onderdelen die in het produkt worden verwerkt de algemene regel van wijziging van tariefpost wordt toegepast.

BIJLAGE IV

LIJST C

LIJST VAN PRODUKTEN DIE VAN DE TOEPASSING VAN DIT PROTOCOL ZIJN UITGESLOTEN

<i>Nr. van het douanetarief</i>	<i>Omschrijving</i>
ex 27.07	Soortgelijke aromatische oliën in de zin van aantekening 2 op hoofdstuk 27, welke voor meer dan 65% van hun volume overdistilleren bij 250 °C of lager (mengsels van benzol en van benzine daaronder begrepen), bestemd om te worden gebezigd als motorbrandstof of als andere brandstof
27.09 tot en met 27.16	} Oliën uit mineralen en door distillatie daarvan verkregen produkten; bitumineuze stoffen; was uit mineralen
ex 29.01	Koolwaterstoffen — acyclische, — alicyclische en hydro-aromatische, met uitzondering van azulenen, — benzeen, toluen en zylenen, bestemd om te worden gebezigd als motorbrandstof of als andere brandstof
ex 34.03	Smeermiddelen welke aardolie of bitumineuze mineralen bevatten, met uitzondering van die welke 70 gewichtspersenenten of meer aardoliën of oliën uit bitumineuze mineralen bevatten
ex 34.04	Was op basis van paraffine, was uit aardolie of uit bitumineuze mineralen, paraffinehoudende residuen
ex 38.14	Preparaten voor smeermiddelen

BIJLAGE V

CERTIFICAAT INZAKE GOEDERENVERKEER

1. Exporteur (naam, volledig adres, land)		EUR. 1 Nr. A 000.000	
		<small>Raadpleeg de aanpakwijzen op de achterzijde afzenders het formulier te vullen</small>	
3. Geadresseerde (naam, volledig adres, land) (facultatief)		2. Certificaat gebruikt in het preferentiële handelsverkeer tussen	
		en	
		<small>(de betrokken landen, groepen van landen of gebieden vermelden)</small>	
		4. Land, groep van landen of gebied waaruit de produkten geacht worden van oorsprong te zijn	5. Land, groep van landen of gebied van bestemming
6. Gegevens in verband met het vervoer (facultatief)		7. Opmerkingen	
<small>(*) Voor oeverpauze goederen te vermelden het aantal voorwerpen of „gestort“</small>	8. Volgnr.; merken, nummers, aantal en soort der colli (*); omschrijving van de goederen		9. Bruto-gewicht (kg) of andere maatstaf (l, m ³ , enz.)
			10. Facturen (facultatief)
11. VISUM VAN DE DOUANE		12. VERKLARING VAN DE EXPORTEUR	
Verklaring juist bevonden		Ondergetekende verklaart dat de hierboven omschreven goederen aan de voor het verkrijgen van dit certificaat gestelde voorwaarden voldoen.	
Uitvoerdokument (*)			
formulier nr.			
d.d.			
Douanekantoor			
Land of gebied van afgifte			
Te de		Te de	
<small>(Handtekening)</small>		<small>(Handtekening)</small>	

(*) Slechts in te vullen indien de nationale bepalingen van het land of gebied van uitvoer zulke vereisen.

Stempel

<p>13. VERZOEK OM CONTROLE, te zenden aan:</p>	<p>14. UITSLAG VAN DE CONTROLE</p>
<p>Er wordt verzocht de echtheid en de juistheid van dit certificaat te controleren.</p> <p>Te _____, de _____</p> <p style="text-align: right;">Stempel</p> <p>_____</p> <p style="text-align: center;">(Handtekening)</p>	<p>Uit het ingestelde onderzoek is gebleken dat dit certificaat (*)</p> <p><input type="checkbox"/> door het daarin vermelde douanekantoor is afgegeven en dat de daarin voorkomende gegevens juist zijn.</p> <p><input type="checkbox"/> niet voldoet aan de voorwaarden inzake echtheid en juistheid (zie bijgaande opmerkingen).</p> <p>Te _____, de _____</p> <p style="text-align: right;">Stempel</p> <p>_____</p> <p style="text-align: center;">(Handtekening)</p> <p>(*) De toepasselijke vermelding aankruisen.</p>

AANTEKENINGEN

1. In het certificaat mogen geen raderingen of overschrijvingen voorkomen. Eventuele wijzigingen dienen te worden aangebracht door doorhaling van de onjuiste vermelding en, in voorkomend geval, door toevoeging van de juiste vermelding. Elke aldus aangebrachte wijziging dient te worden geodgekeurd door degene die het certificaat heeft opgesteld en te worden geïmprimeerd door de douaneautoriteiten van het land of gebied van afgifte.
2. Tussen de in het certificaat vermelde artikelen mag geen tussenruimte gelaten worden en deze artikelen dienen doorlopend genummerd te worden. Onmiddellijk onder het laatste artikel dient een horizontale lijn getrokken te worden. Onbeschreven gedeeltes dienen te worden doorgehaald, zodat elke latere toevoeging onmogelijk wordt.
3. De goederen worden met hun gebruikelijke handelsbenaming aangeduid onder opgave van de bijzonderheden nodig voor de vaststelling van hun identiteit.

**AANVRAAG TOT AFGIFTE VAN EEN CERTIFICAAT
INZAKE GOEDERENVERKEER**

1. Exporteur (naam, volledig adres, land)	EUR. 1 Nr. A 000.000		
	<small>Raadpleeg de aantekeningen op de keerzijde alvorens het formulier in te vullen</small>		
	2. Aanvraag tot afgifte van een certificaat voor gebruik in het preferentiële handelsverkeer tussen		
	en		
	<small>(de betrokken landen, groepen van landen of gebieden vermelden)</small>		
	4. Land, groep van landen of gebied waaruit de produkten geacht worden van oorsprong te zijn	5. Land, groep van landen of gebied van bestemming	
3. Geadresseerde (naam, volledig adres, land) (facultatief)	7. Opmerkingen		
6. Gegevens in verband met het vervoer (facultatief)	8. Volgnr.; merken, nummers, aantal en soort der colli (1); omschrijving van de goederen		
	9. Bruto-gewicht (kg) of andere maatstaf (l, m ³ , enz.)	10. Facturen (facultatief)	

(1) Voor overpaktes goederen te vermelden het aantal voorwerpen of „pakketten“.

VERKLARING VAN DE EXPORTEUR

Ondergetekende, exporteur van de op de voorzijde omschreven goederen,

Verklaart dat deze goederen aan de voor het verkrijgen van het hierbijgevoegde certificaat gestelde voorwaarden voldoen;

Geeft de onderstaande toelichting inzake de omstandigheden waardoor deze goederen aan deze voorwaarden voldoen :

.....

Legt de volgende bewijsstukken over⁽¹⁾ :

.....

Verplicht zich om op verzoek van de bevoegde autoriteiten alle verdere bewijsstukken over te leggen die deze voor de afgifte van het hierbijgevoegde certificaat nodig achten, en toe te staan dat deze autoriteiten in voorkomend geval zijn boekhouding aan een onderzoek onderwerpen en de omstandigheden nagaan waaronder de vervaardiging van bovenbedoelde goederen heeft plaatsgevonden;

Verzoekt voorts deze goederen de afgifte van het hierbijgevoegde certificaat.

Te, de

.....
 (Handtekening)

⁽¹⁾ Bij voorbeeld; invoerdocumenten, certificaten inzake goederenverkeer, verklaringen van de fabrikant, enz., ter zake van de be- of verwerkte produkten of de in ongewijzigde staat wederuitgevoerde goederen.

BIJLAGE VI

(RECTO)
Aandachtig de aanwijzingen aan ommezijde lezen alvorens dit formulier in te vullen:

FORMULIER EUR. 2 Nr. _____		1 Formulier gebruikt in het preferentiële handelsverkeer tussen _____ en _____ (1)	
2 Exporteur (naam, volledig adres, land)		3 Verklaring van de exporteur ONDERGETEKENDE, exporteur van de hieronder omschreven goederen, verklaart dat deze goederen aan de voor het opmaken van dit formulier gestelde voorwaarden voldoen en dat zij het karakter van produkten van oorsprong hebben verkregen onder de voorwaarden die voor het in vak 1 verneide handelsverkeer gelden.	
4 Geadresseerde (naam, volledig adres, land)		5 Plaats en datum	
7 Opmerkingen (2)		6 Handtekening van de exporteur	
		8 Land van oorsprong (2)	9 Land van bestemming (1)
		10 Brutogewicht (kg)	
11 Merken, nummers van de zending en omschrijving van de goederen		12 Administratie of dienst van het land van uitvoer (1), belast met de controle a posteriori van de verklaring van de exporteur	

- (1) Aangeven landen, groepen van landen of betrokken gebieden.
 (2) Verwijzen naar de eventueel reeds door de bevoegde administratie of dienst ingestelde controle.
 (3) Onder „land van oorsprong“ wordt verstaan het land, de groep landen of het gebied waaruit de produkten geacht worden van oorsprong te zijn.
 (4) Onder „land“ wordt verstaan een land, een groep landen of een gebied.

(VERSO)	13 Verzoek om controle Er wordt verzocht de op voorzijde van dit formulier vermelde verklaring van de exporteur te controleren (*). Te _____ de _____ 19____ <div style="text-align: right; margin-right: 50px;">Stempel</div> _____ (Handtekening)	14 Resultaat van de controle Uit de ingestelde controle is gebleken <input type="checkbox"/> dat de gegevens en vermeldingen op het onderhavige formulier juist zijn (!) <input type="checkbox"/> dat het onderhavige formulier niet voldoet aan de voorwaarden inzake echtheid en regelmatigheid (zie bijgevoegde opmerkingen) (!) Te _____ de _____ 19____ <div style="text-align: right; margin-right: 50px;">Stempel</div> _____ (Handtekening)
	(!) Met een X aanduiden hetgeen van toepassing is.	

(*) De controle *a posteriori* van de formulieren EUR. 2 wordt bij wijze van steekproef verricht, of telkens wanneer de douaneautoriteiten van het land van invoer gegronde twijfel koesteren over de echtheid van het formulier en de juistheid van de inlichtingen aangaande de werkelijke oorsprong van de betrokken goederen.

AANWIJZINGEN VOOR HET OPMAKEN VAN HET FORMULIER EUR. 2

1. Voor het opmaken van een formulier EUR. 2 komen alleen in aanmerking de goederen die in het land van uitvoer voldoen aan de voorwaarden welke zijn vastgesteld in de bepalingen die voor bet in vak 1 van het formulier vermelde handelsverkeer gelden. Deze bepalingen moeten zorgvuldig worden bestudeerd alvorens het formulier in te vullen.

2. De exporteur hecht het formulier aan het verzendformulier wanneer het een postcollo betreft of sluit het formulier in het collo in wanneer het een brievenpostzending betreft. Bovendien brengt hij op het groene etiket C 1 of op de douaneverklaring C 2/CP 3 de vermelding „EUR. 2“ aan, gevolgd door het serienummer van het formulier.

3. Deze aanwijzingen ontslaan de exporteur niet van het vervullen van alle overige formaliteiten volgens de douane- of postvoorschriften.

4. Het gebruik van dit formulier houdt voor de exporteur de verplichting in aan de bevoegde autoriteiten alle bewijsstukken over te leggen die deze nodig achten en toe te staan dat deze autoriteiten zijn boekhouding aan een onderzoek onderwerpen en de omstandigheden nagaan waaronder de vervaardiging van de in vak 11 omschreven goederen heeft plaatsgevonden.

B I J L A G E V I I

MODEL VAN DE VERKLARING

Ondergetekende verklaart dat de in deze factuur omschreven goederen in
 verkregen werden (de Staat of Staten vermelden die
 Partij zijn bij de Overeenkomst en waarin de produkten verkregen zijn)
 en (naar gelang van het geval) :

a) (*) voldoen aan de regels betreffende de definitie van het begrip „geheel en al
 verkregen produkten” of

b) (*) uit de hierna genoemde produkten verkregen werden:

<i>Omschrijving</i>	<i>Land van oorsprong</i>	<i>Waarde(*)</i>
.....
.....
.....
.....

en de volgende bewerkingen hebben ondergaan :

..... (de bewerking vermelden)
 in

..... (de Staat of Staten vermelden die Partij zijn bij de Overeenkomst en
 waarin de produkten verkregen zijn)

Gedaan te,
 (Handtekening)

(*) In te vullen indien nodig.

BIJLAGE VIII
EUROPESE GEMEENSCHAPPEN

1. Expeditieur ⁽¹⁾	INLICHTINGENBLAD ter verkrijging van een CERTIFICAAT INZAKE GOEDERENVERKEER voorgeschreven in het kader van de bepalingen die gelden voor het handelsverkeer tussen		
2. Geadresseerde ⁽¹⁾	DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP en DE A.C.S.-STATEN		
3. Be- of verwerker ⁽¹⁾	4. Staat waar de be- of verwerkingen hebben plaatsgevonden		
6. Douanekantoor van invoer ⁽²⁾	5. Voor ambtelijk gebruik		
7. Invoerdocument ⁽²⁾ model Nr. serie van <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>			
GOEDEREN OP HET OGENBLIK VAN DE VERZENDING NAAR DE STAAT VAN BESTEMMING			
8. Merken, nummers, aantal en soort der colli	9. Nummer tariefpost NVB en omschrijving van de goederen	10. Hoeveelheid ⁽⁴⁾	
		11. Waarde ⁽⁴⁾	
INGEVOERDE BE- OF VERWERKTE GOEDEREN			
12. Nummer tariefpost NVB en omschrijving der goederen	13. Land van oorsprong	14. Hoeveelheid ⁽⁴⁾	15. Waarde ⁽⁴⁾ (⁵)
16. Aard van de be- of verwerkingen die hebben plaatsgevonden			
17. Opmerkingen			
18. VISUM VAN DE DOUANE: Juist bevonden verklaring: Document: model Nr. Douanekantoor: Datum: <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <div style="text-align: right; margin-top: 10px;"> <input style="width: 50px; height: 30px; border: 1px solid black;" type="text"/> <small>Dienaarzempel</small> </div> <small>(Handtekening)</small>	19. VERKLARING VAN DE EXPEDITEUR Ondergetekende verklaart dat de op dit inlichtingenblad vermelde gegevens juist zijn Te de <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <small>(Handtekening)</small>		

(1) (2) (3) (4) (5) Zie noten om me zijde.

VERZOEK OM CONTROLE	UITSLAG VAN DE CONTROLE
<p>Ondergetekende, ambtenaar van de douane, verzoekt de echtheid en de juistheid van dit inlichtingenblad te controleren</p>	<p>Ondergetekende, ambtenaar van de douane, verklaart op grond van de door hem ingestelde controle dat dit inlichtingenblad:</p> <p>a) door het daarin vermelde douanekantoor is afgegeven en dat de daarin voorkomende gegevens juist zijn (*)</p> <p>b) niet voldoet aan de voorwaarden inzake echtheid en juistheid (zie de bijgaande opmerkingen (**))</p>
<p>Te, de</p> <div data-bbox="231 556 333 658" style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p>Dienststempel</p> </div>	<p>Te, de</p> <div data-bbox="688 556 790 658" style="border: 1px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p>Dienststempel</p> </div>
<p>..... (Handtekening van de ambtenaar)</p>	<p>..... (Handtekening van de ambtenaar)</p>
<p>(*) Doorhalen wat niet van toepassing is</p>	

VERWIJZINGEN VAN DE VOORZIJD

- (1) Naam of firmanaam en volledig adres.
 (2) Niet verplichte vermelding.
 (3) Kg, hl, m² of andere maat.
 (4) De verpakkingsmiddelen worden met de goederen die daarin zijn verpakt als een geheel beschouwd. Deze bepaling is echter niet van toepassing op verpakkingsmiddelen die niet de gebruikelijke verpakking van de goederen zijn en anders dan als verpakkingsmiddel een blijvende zelfstandige gebruikswaarde hebben.
 (5) De waarde moet worden vermeld overeenkomstig de bepalingen betreffende de regels inzake de oorsprong.

PROTOCOL Nr. 2. BETREFFENDE DE HUISHOUDELIJKE UITGAVEN VAN DE INSTELLINGEN

De hoge partijen bij de Overeenkomst

Hebben overeenstemming bereikt omtrent de volgende bepalingen, die aan de Overeenkomst zijn gehecht :

Artikel 1. De Lid-Staten en de Gemeenschap enerzijds en de ACS-Staten anderzijds, nemen de uitgaven voor hun rekening die voortvloeien uit hun deelneming aan de zittingen van de Raad van Ministers en de vergaderingen van de organen die daarvan afhankelijk zijn, zowel wat de personeelsuitgaven, de reis- en verblijfkosten, als de frankerings- en telecommunicatiekosten betreft.

De uitgaven voor tolkdiensten bij vergaderingen, alsmede voor de vertaling en vermenigvuldiging van de documenten, en de uitgaven in verband met de technische organisatie van de vergaderingen (vergaderruimten, benodigdheden, bodes, enz.) worden door de Gemeenschap of door een van de ACS-Staten gedragen, al naargelang de vergadering op het grondgebied van een Lid-Staat of op het grondgebied van een ACS-Staat plaatsvindt.

Artikel 2. De Gemeenschap en de ACS-Staten nemen, elk voor zich, de reis- en verblijfkosten op zich van hun deelnemers aan vergaderingen van de Raadgevende Vergadering.

Zij nemen voorts de reis- en verblijfkosten op zich van het voor deze vergaderingen benodigde personeel, alsmede de frankerings- en telecommunicatiekosten.

De uitgaven voor tolkdiensten bij vergaderingen, alsmede voor de vertaling en vermenigvuldiging van de documenten, en de uitgaven in verband met de technische organisatie van de vergaderingen (vergaderruimten, benodigdheden, bodes, enz.) worden door de Gemeenschap of door de ACS-Staten gedragen, al naargelang de vergaderingen op het grondgebied van een Lid-Staat of op het grondgebied van een ACS-Staat plaatsvinden.

Artikel 3. De overeenkomstig artikel 176 van de Overeenkomst aangevozen scheidsrechters hebben recht op vergoeding van hun reizen verblijfkosten. Deze laatste worden vastgesteld door de Raad van Ministers.

De reis- en verblijfkosten van de scheidsrechters worden voor de helft door de Gemeenschap en voor de helft door de ACS-Staten gedragen.

De uitgaven voor de door de scheidsrechters opgerichte griffie, voor de instructie van geschillen en voor de technische organisatie der zittingen (vergaderruimten, personeel, tolkdiensten, enz.) worden door de Gemeenschap gedragen.

De uitgaven voor buitengewone instructiemaatregelen worden met de overige uitgaven vereffend en worden door de partijen voorgeschoten op de in de beschikking van de scheidsrechters bepaalde wijze.

PROTOCOL Nr. 3. BETREFFENDE DE VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN

De hoge partijen bij de Overeenkomst,

Verlangende de goede werking van de Overeenkomst alsmede de voorbereiding van de daarmee samenhangende werkzaamheden en de uitvoering van de

ter toepassing daarvan getroffen maatregelen te bevorderen door het sluiten van een Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten,

Overwegende dat derhalve de voorrechten en immuniteiten welke de personen die deelnemen aan werkzaamheden betreffende de toepassing van de Overeenkomst kunnen doen gelden, alsmede de regeling voor de officiële mededelingen in verband met deze werkzaamheden dienen te worden bepaald, zulks onverminderd het op 8 april 1965 te Brussel ondertekende Protocol betreffende de voorrechten en immuniteiten van de Europese Gemeenschappen;

Overwegende voorts dat er een regeling inzake de eigendommen, fondsen en bezittingen van de Raad van ACS-Ministers en inzake het personeel van dit orgaan dient te worden vastgesteld;

Overwegende dat bij de Overeenkomst van Georgetown van 6 juni 1975 de ACS-Groep van Staten is opgericht en een Raad van ACS-Ministers en een Comité van ACS-Ambassadeurs zijn ingesteld; dat het secretariaat van de organen van de ACS-Groep wordt waargenomen door het ACS-Secretariaat-Generaal,

Hebben overeenstemming bereikt omtrent de volgende bepalingen die aan de Overeenkomst zijn gehecht :

HOOFDSTUK 1. PERSONEN DIE DEELNEMEN AAN DE WERKZAAMHEDEN MET BETREKKING TOT DE OVEREENKOMST

Artikel 1. De vertegenwoordigers van de Regeringen der Lid-Staten en der ACS-Staten en de vertegenwoordigers van de Instellingen der Europese Gemeenschappen alsmede hun adviseurs en deskundigen en de personeelsleden van het Secretariaat van de ACS-Staten die op het grondgebied van de Lid-Staten of van de ACS-Staten deelnemen hetzij aan de werkzaamheden van de Instellingen van de Overeenkomst of van de coördinatieorganen, hetzij aan werkzaamheden met betrekking tot de toepassing van de Overeenkomst, genieten aldaar gedurende de uitoefening van hun ambt en op hun reizen naar of van de plaats van hun missie de gebruikelijke voorrechten, immuniteiten en faciliteiten.

De vorige alinea is eveneens van toepassing op de leden van de Raad-gevende Vergadering van de Overeenkomst, op de scheidsrechters die krachtens deze Overeenkomst kunnen worden aangewezen, op de leden van de eventueel op te richten raadgevende instanties van de economische en sociale groeperingen, op de ambtenaren en andere personeelsleden daarvan, op de leden van de organen van de Europese Investeringsbank en het personeel daarvan, alsmede op het personeel van het Centrum voor industriële ontwikkeling en het Technisch Centrum voor landbouwsamenwerking en plattelandontwikkeling.

HOOFDSTUK 2. EIGENDOMMEN, FONDSEN EN BEZITTINGEN VAN DE RAAD VAN ACS-MINISTERS

Artikel 2. De door de Raad van ACS-Ministers voor officiële doeleinden gebruikte gebouwen en lokalen zijn onschendbaar. Zij zijn vrijgesteld van huis-zoeking, vordering, verbeurdverklaring of onteigening.

Tenzij zulks noodzakelijk is voor onderzoek in verband met ongevallen veroorzaakt door een motorvoertuig dat aan deze Raad toebehoort of voor zijn rekening aan het verkeer deelneemt, en behoudens in geval van door een dergelijk motorvoertuig veroorzaakte overtredingen van de verkeerswetgeving of ongevallen, kunnen de eigendommen en bezittingen van de Raad van ACS-Ministers

zonder toestemming van de bij de Overeenkomst ingestelde Raad van Ministers niet worden getroffen door enige dwangmaatregel van bestuursrechtelijke of gerechtelijke aard.

Artikel 3. Het archief van de Raad van ACS-Ministers is onschendbaar.

Artikel 4. De Raad van ACS-Ministers, zijn bezittingen, inkomsten en andere eigendommen zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

Wanneer de Raad van ACS-Ministers belangrijke aankopen doet van onroerende of roerende goederen welke strikt noodzakelijk zijn voor zijn officiële taakuitoefening, waarbij indirecte belastingen of belastingen op de verkoop in de prijs zijn begrepen, zal het gastland, telkens wanneer dit mogelijk is, passende maatregelen treffen tot kwijtschelding of teruggave van deze belastingen.

Geen enkele vrijstelling wordt verleend van belastingen, heffingen, rechten en retributies welke vergoedingen voor verrichte diensten vormen.

Artikel 5. De Raad van ACS-Ministers is vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en in- en uitvoerbependingen met betrekking tot goederen bestemd voor zijn officieel gebruik; de aldus ingevoerde goederen mogen op het grondgebied van het land waar zij zijn ingevoerd, niet worden verkocht of anderszins onder bezwarende titel of om niet worden overgedragen, tenzij op voorwaarden welke door de Regering van dat land zijn goedgekeurd.

HOOFDSTUK 3. OFFICIËLE MEDEDELINGEN

Artikel 6. Voor hun officiële mededelingen en het overbrengen van al hun documenten genieten de Gemeenschap, de Instellingen van de Overeenkomst en de coördinatieorganen op het grondgebied van de Staten die partij zijn bij de Overeenkomst, dezelfde behandeling als de internationale organisaties.

De officiële correspondentie en andere officiële mededelingen van de Gemeenschap, van de Instellingen van de Overeenkomst en van de coördinatieorganen mogen niet aan censuur worden onderworpen.

HOOFDSTUK 4. PERSONEEL VAN HET SECRETARIAAT VAN DE ACS-STATEN

Artikel 7. In de Staat waar de Raad van ACS-Ministers is gevestigd, genieten de secretaris of secretarissen, de adjunct-secretaris of adjunct-secretarissen alsmede de andere door de ACS-Statens aan te wijzen permanente personeelsleden die een hoge rang bekleden, van de Raad van ACS-Ministers, onder verantwoordelijkheid van de fungerend Voorzitter van het Comité van ACS-Ambassadeurs, de voordelen die worden toegekend aan de leden van het diplomatieke personeel van de diplomatieke missies. Hun echtgenoten en minderjarige kinderen met wie zij in gezinsverband leven, genieten onder dezelfde voorwaarden de voordelen die aan de echtgenoten en minderjarige kinderen van diplomatiek personeel worden toegekend.

Artikel 8. De Staat waar de Raad van ACS-Ministers is gevestigd, verleent aan de andere dan de in artikel 7 bedoelde permanente personeelsleden van het Secretariaat van de ACS-Statens slechts vrijstelling van rechtsvervolgning voor de daden die zij in hun officiële hoedanigheid en binnen de grenzen van hun ambtsbevoegdheden stellen. Deze vrijstelling geldt evenwel niet in geval van overtreding van de verkeerswetgeving door een permanent personeelslid van

het Secretariaat van de ACS-Staten of van schade veroorzaakt door een hem toebehorend of door hem bestuurd motorvoertuig.

Artikel 9. Naam, hoedanigheid en adres van de fungerend Voorzitter van het Comité van ACS-Ambassadeurs, van de secretaris of secretarissen, de adjunct-secretaris of adjunct-secretarissen van de Raad van ACS-Ministers alsmede van de permanente personeelsleden van het Secretariaat van de ACS-Staten worden op gezette tijden door de Voorzitter van de Raad van ACS-Ministers aan de Regering van de Staat waar deze Raad is gevestigd, medegedeeld.

HOOFDSTUK 5. ALGEMENE BEPALINGEN

Artikel 10. De in dit Protocol bedoelde voorrechten, immuniteiten en faciliteiten worden aan de begunstigden uitsluitend in het belang van hun officiële ambt verleend.

De in dit protocol bedoelde Instellingen en organen moeten van de immuniteit afzien in alle gevallen waarin opheffing van de immuniteit naar hun mening niet strijdig is met hun belangen.

Artikel 11. Artikel 176 van de Overeenkomst is van toepassing op de geschillen betreffende dit protocol.

De Raad van ACS-Ministers en de Europese Investeringsbank kunnen tijdens een arbitrageprocedure partij zijn in een zaak.

PROTOCOL Nr. 4. BETREFFENDE BANANEN

De Gemeenschap en de ACS-Staten komen overeen de volgende doelstellingen te aanvaarden ter verbetering van de omstandigheden waarin de bananen van de ACS-Staten worden geproduceerd en afgezet, en de vereiste maatregelen voor de verwezenlijking daarvan te treffen :

Artikel 1. Voor zijn uitvoer van bananen naar de markten van de Gemeenschap wordt geen enkele ACS-Staat, wat de toegang tot zijn traditionele markten en de voordelen op die markten betreft, in een minder gunstige positie geplaatst dan vroeger of thans.

Artikel 2. De betrokken ACS-Staten en de Gemeenschap zullen onderling overleg plegen om na te gaan welke maatregelen moeten worden uitgevoerd ter verbetering van de omstandigheden met betrekking tot de produktie en afzet van bananen. Daartoe zullen alle middelen worden aangewend waaring in het kader van de financiële en technische samenwerking is voorzien. Deze maatregelen zullen zodanig worden uitgewerkt dat de ACS-Staten, inzonderheid Somalië, met inachtneming van hun eigen situatie in staat worden gesteld hun concurrentiepositie zowel op hun traditionele markten als op de andere markten van de Gemeenschap te verbeteren. De maatregelen zullen worden uitgevoerd in alle stadia, van het produktie- tot het verbruiksstadium, en zullen in het bijzonder betrekking hebben op :

- verbetering van de omstandigheden met betrekking tot de produktie, de oogst, de behandeling en het intern transport;
- bevordering van de handel.

Artikel 3. Ter verwezenlijking van deze doelstellingen komen de twee partijen overeen overleg te plegen in een permanente gemengde groep, bijgestaan door een groep deskundigen, die tot taak heeft de specifieke problemen die bij de toepassing van dit protocol rijzen, doorlopend te bestuderen ten einde oplossingen voor te stellen.

Artikel 4. Indien de bananenproducerende ACS-Staten besluiten een gemeenschappelijke organisatie op te richten om de doelstellingen van dit protocol te verwezenlijken, zal de Gemeenschap een dergelijke organisatie steunen en de verzoeken in overweging nemen die eventueel tot haar worden gericht om steun te verlenen voor die werkzaamheden van de organisatie welke passen in het kader van de regionale acties op het gebied van de financiële en technische samenwerking.

PROTOCOL Nr. 5. BETREFFENDE RUM

Artikel 1. Tot de inwerkingtreding van een gemeenschappelijke marktordening voor alcohol worden de produkten van postonderverdeling 22.09 C I, van oorsprong uit de ACS-Staten, in de Gemeenschap met vrijdom van douanerechten toegelaten onder voorwaarden die de ontwikkeling van de traditionele handelsstromen tussen de ACS-Staten en de Gemeenschap enerzijds en tussen de Lid-Staten anderzijds mogelijk maken.

Artikel 2. a) Voor de toepassing van artikel 1 stelt de Gemeenschap, in afwijking van artikel 2, lid 1, van de Overeenkomst, jaarlijks de hoeveelheden die met vrijdom van douanerechten mogen worden ingevoerd, vast op basis van de grootste jaarlijkse hoeveelheden die uit de ACS-Staten in de Gemeenschap zijn ingevoerd in de laatste drie jaren waarover statistieken beschikbaar zijn, vermeerderd met een jaarlijks groeipercentage van 40 op de markt van het Verenigd Koninkrijk en van 18 op de andere markten van de Gemeenschap.

b) Wanneer de toepassing van littera *a)* de ontwikkeling van een traditionele handelsstroom tussen de ACS-Staten en een Lid-Staat belemmert, treft de Gemeenschap de nodige maatregelen om deze situatie te ondervangen.

c) Indien het verbruik van rum in de Lid-Staten aanzienlijk toeneemt, verbindt de Gemeenschap zich ertoe, het in dit Protocol vastgestelde jaarlijkse stijgingspercentage opnieuw te bestuderen.

d) De Gemeenschap verklaart zich bereid passend overleg te plegen alvorens de sub *b)* bedoelde maatregelen vast te stellen.

e) Voorts verklaart de Gemeenschap zich bereid met de betrokken ACS-Staat na te gaan met welke maatregelen hun verkoop van rum op de niet-traditionele markten kan worden opgevoerd.

Artikel 3. Ter verwezenlijking van deze doelstelling komen de partijen overeen overleg te plegen in een gemengde werkgroep die tot taak heeft doorlopend de specifieke problemen te bestuderen die rijzen bij de toepassing van dit protocol.

Artikel 4. Op verzoek van de ACS-Staten verleent de Gemeenschap in het kader van titel I, hoofdstuk 3, de ACS-Staten hulp bij de bevordering en ontwikkeling van hun afzet van rum op de traditionele en niet-traditionele markten in de Gemeenschap.

PROTOCOL Nr. 6. BETREFFENDE DE IN DE ACS-STATEN GELGENDE
BELASTING- EN DOUANEREGELING VOOR DE DOOR DE GE-
MEENSCHAP GEFINANCIERDE CONTRACTEN

Artikel 1. 1. De ACS-Staten passen op de door de Gemeenschap gefinancierde contracten een belasting- en douaneregeling toe die niet minder gunstig is dan die welke wordt toegepast ten opzichte van de meestbegunstigde Staat of de meestbegunstigde internationale ontwikkelingsorganisatie.

Voor de toepassing van de eerste alinea blijven de ten opzichte van de ACS-Statens of andere ontwikkelingslanden toegepaste regelingen buiten beschouwing.

2. Onverminderd lid 1 passen de ACS-Statens op de door de Gemeenschap gefinancierde contracten de in de artikelen 2 tot en met 12 van dit protocol genoemde regeling toe.

Artikel 2. Op de door de Gemeenschap gefinancierde contracten worden geen in de begunstigde ACS-Staat bestaande of in te voeren zegel- en registratierechten of fiscale heffingen van gelijke werking toegepast.

Zij kunnen evenwel aan de registratieformaliteit worden onderworpen overeenkomstig de in de ACS-Statens geldende wetten. Deze formaliteit kan aanleiding geven tot het heffen van een retributie die overeenkomt met de beloning voor de verleende dienst en niet meer mag bedragen dan de kosten van de akte overeenkomstig de rechtsvoorschriften die in elk van de betrokken ACS-Statens van kracht zijn.

Artikel 3. 1. Over door de Gemeenschap gefinancierde contracten inzake studies, controle of toezicht wordt in de begunstigde ACS-Staat geen omzetbelasting geheven.

2. De winsten die worden gemaakt bij de uitvoering van de door de Gemeenschap gefinancierde contracten tot het uitvoeren van werken en inzake studies, controle of toezicht zijn belastbaar volgens de nationale belastingregeling van de betrokken ACS-Staat, voor zover de natuurlijke personen of de rechtspersonen die deze winsten aldaar hebben geboekt, in deze Staat over een vaste vestiging beschikken, of voor zover de uitvoeringsduur van de contracten meer dan zes maanden bedraagt.

Artikel 4. 1. Invoer in het kader van de uitvoering van een door de Gemeenschap gefinancierd leveringscontract vindt plaats zonder dat de overschrijding van de douanegrens van de begunstigde ACS-Staat meebrengt dat douanerechten, invoerrechten, belastingen of fiscale heffingen van gelijke werking worden geheven.

2. Wanneer een door de Gemeenschap gefinancierd leveringscontract betrekking heeft op een produkt van oorsprong uit de begunstigde ACS-Staat, wordt dit contract afgesloten voor de prijs af-fabriek van de betrokken leverantie verhoogd met de nationale belasting die in de ACS-Staat op die leverantie van toepassing is.

3. De vrijdom van heffing wordt uitdrukkelijk in het contract vermeld.

Artikel 5. Aankoop van brandstoffen, smeermiddelen en bindmiddelen met koolwaterstof alsook in het algemeen van alle materialen die bij een door de Gemeenschap gefinancierd contract voor het uitvoeren van werken worden gebruikt, worden geacht op de lokale markt te zijn geschied; hierop is de belastingregeling krachtens de in de begunstigde ACS-Staat geldende nationale wetgeving van toepassing.

Artikel 6. Ondernemingen die voor de uitvoering van contracten tot het uitvoeren van werken professioneel materiaal moeten invoeren, vallen, op hun verzoek, voor dit materiaal onder de regeling voor tijdelijke invoer met vrijstelling, zoals deze in de nationale wetgeving van de begunstigde ACS-Staat is omschreven.

Artikel 7. Professioneel materiaal dat nodig is voor de uitvoering van de in een contract inzake studies, controle of toezicht omschreven taken, worden in de begunstigde ACS-Staat of ACS-Staten tijdelijk ingevoerd met vrijstelling van belastingen, invoerrechten, douanerechten en andere heffingen van gelijke werking, voor zover deze belastingen, rechten en heffingen niet een beloning voor verleende diensten vormen.

Artikel 8. 1. Invoer van persoonlijke bagage en voorwerpen voor persoonlijk en huishoudelijk gebruik door andere dan ter plaatse aangeworven natuurlijke personen die belast zijn met de uitvoering van de in een contract inzake studies, controle of toezicht omschreven taken, vindt binnen de grenzen van de wettelijke voorschriften van de begunstigde ACS-Staat met vrijdom van douanerechten, invoerrechten, belastingen en andere fiscale heffingen van gelijke werking plaats.

2. Deze bepalingen zijn eveneens van toepassing op de gezinsleden van de in lid 1 bedoelde personen.

Artikel 9. 1. De gemachtigde van de Commissie en de hem toegewezen personeelsleden zijn met uitzondering van de ter plaatse aangeworven personeelsleden vrijgesteld van alle directe belastingen in de ACS-Staat waar zij zich hebben gevestigd.

2. Artikel 8 is eveneens van toepassing op de in lid 1 bedoelde personeelsleden.

Artikel 10. De ACS-Staten verlenen vrijstelling van alle nationale of lokale belastingen of fiscale heffingen op de commissies en de aflossing in intrest en hoofdsom van de steun die de Gemeenschap verstrekt in de vorm van speciale leningen, achtergestelde leningen of voorwaardelijke leningen door risicodragend kapitaal of van leningen uit eigen middelen van de Bank, bedoeld in de artikelen 101 en 105 van de Overeenkomst.

Artikel 11. Elk gebied waarop dit protocol geen uitsluitel geeft, blijft onderworpen aan de nationale wetgeving van de Staten die partij zijn bij de Overeenkomst.

Artikel 12. Bovenstaande bepalingen zijn van toepassing op de uitvoering van alle door de Gemeenschap gefinancierde contracten welke na de inwerking-treding van deze Overeenkomst worden gesloten.

PROTOCOL Nr. 7. WAARIN DE TEKST IS OPGENOMEN VAN PROTOCOL Nr. 3 BETREFFENDE ACS-SUIKER GEHECHT AAN DE OP 28 FEBRUARI 1975 ONDERTEKENDE ACS-EEG-OVEREENKOMST VAN LOMÉ EN DE AAN DEZE OVEREENKOMST GEHECHTE DES-BETREFFENDE VERKLARINGEN

PROTOCOL Nr. 3. BETREFFENDE ACS-SUIKER

Artikel 1. 1. De Gemeenschap verbindt zich er voor een onbepaalde periode toe, tegen gegarandeerde prijzen bepaalde hoeveelheden ruwe of writte

rietsuiker van oorsprong uit de ACS-Staten, tot levering waarvan deze Staten zich verbinden, te kopen en in te voeren.

2. De vrijwaringsclausule in artikel 10 van de Overeenkomst is hierop niet van toepassing. Het protocol wordt uitgevoerd in het kader van het beheer van de gemeenschappelijke marktordening voor suiker, dat echter in geen enkel opzicht afbreuk mag doen aan de in lid 1 bedoelde verbintenis van de Gemeenschap.

Artikel 2. 1. Overminderd artikel 7 mogen binnen vijf jaar na de datum waarop de Overeenkomst in werking treedt geen wijzigingen op dit protocol in werking treden. Daarna treden de eventueel in onderling overleg vastgestelde wijzigingen op een overeen te komen tijdstip in werking.

2. De wijze van toepassing van de in artikel 1 bedoelde garantie wordt vóór het einde van het zevende toepassingsjaar opnieuw bezien.

Artikel 3. 1. De in metrieke tonnen witte suiker uitgedrukte hoeveelheden rietsuiker bedoeld in artikel 1, hierna „overeengekomen hoeveelheden“ genoemd, welke in elke van de in artikel 4, lid 1, bedoelde twaalfmaandelijke perioden moeten worden geleverd, bedragen :

Barbados	49.300
Fiji	163.600
Guyana	157.700
Jamaica	118.300
Kenya	5.000
Madagaskar	10.000
Malawi	20.000
Mauritius	487.200
Oeganda	5.000
Swaziland	116.400
Tanzanië	10.000
Trinidad en Tobago	69.000
Volksrepubliek Kongo	10.000

2. Behoudens artikel 7 kunnen deze hoeveelheden niet worden verminderd zonder de toestemming van elk van de betrokken Staten.

3. Voor de periode tot en met 30 juni 1975 bedragen de in metrieke tonnen witte suiker uitgedrukte overeengekomen hoeveelheden echter :

Barbados	29.600
Fiji	25.600
Guyana	29.600
Jamaica	83.800
Madagaskar	2.000
Mauritius	65.300
Swaziland	19.700
Trinidad en Tobago	54.200

Artikel 4. 1. De suiker exporterende ACS-Staten verbinden zich ertoe in elke twaalfmaandelijke periode van 1 juli tot en met 30 juni, hierna „leveringsperiode“ genoemd, de in artikel 3, lid 1, genoemde hoeveelheden te leveren, behoudens aanpassingen ten gevolge van de toepassing van artikel 7. Een soortgelijke verbintenis geldt eveneens voor de in artikel 3, lid 3, genoemde hoeveel-

heden voor de periode tot en met 30 juni 1975, die eveneens als een leveringsperiode zal worden beschouwd.

2. De hoeveelheden die van de haven van verscheping of, voor zover het niet aan zee gelegen Staten betreft, over de grens onderweg zijn, moeten worden gerekend tot de in artikel 3, lid 3, genoemde hoeveelheden die in de periode tot en met 30 juni 1975 moten worden geleverd.

3. Voor levering van ACS-rietsuiker in de periode tot en met 30 juni 1975 gelden de gegarandeerde prijzen voor de leveringsperiode die op 1 juli 1975 begint. Voor latere leveringsperiodes kunnen dezelfde regelingen worden getroffen.

Artikel 5. 1. De witte of ruwe rietsuiker wordt op de markt van de Gemeenschap in de handel gebracht tegen vrij tussen kopers en verkopers bedongen prijzen.

2. De Gemeenschap komt niet tussenbeide indien een Lid-Staat toestaat dat de binnen zijn grenzen toegepaste verkoopprijzen boven de drempelprijzen van de Gemeenschap stijgen.

3. De Gemeenschap verbindt zich ertoe hoeveelheden witte of ruwe suiker die niet in de Gemeenschap kunnen worden afgezet tegen een prijs die gelijk is aan of hoger dan de gegarandeerde prijs, tot bepaalde overeengekomen hoeveelheden te kopen tegen de gegarandeerde prijs.

4. De gegarandeerde prijs, die wordt uitgedrukt in rekeneenheden, wordt vastgesteld voor onverpakte suiker van de standaardkwaliteit, c.i.f. Europese havens van de Gemeenschap. Deze prijs wordt jaarlijks door onderhandelingen vastgesteld binnen de in de Gemeenschap geldende prijsschaal, waarbij rekening wordt gehouden met alle relevante economische factoren. Deze prijs wordt uiterlijk vastgesteld op 1 mei, onmiddellijk voorafgaande aan de leveringsperiode waarvoor hij zal gelden.

Artikel 6. Aankoop tegen de in artikel 5, lid 3, bedoelde gegarandeerde prijs geschiedt via de interventiebureaus of via andere door de Gemeenschap aangewezen instanties.

Artikel 7. 1. Indien een suiker exporterende ACS-Staat gedurende een leveringsperiode wegens overmacht niet de gehele voor dat land overeengekomen hoeveelheid levert, staat de Commissie, indien de betrokken Staat daarom verzoekt, de nodige verlenging van de leveringsperiode toe.

2. Indien een suiker exporterende ACS-Staat de Commissie in de loop van een leveringsperiode meedeelt dat hij niet in staat zal zijn de gehele voor dat land overeengekomen hoeveelheid te leveren en dat hij geen verlenging van de leveringsperiode, als bedoeld in lid 1, wenst, zal het tekort door de Commissie opnieuw worden toegewezen voor levering in de betrokken leveringsperiode. De Commissie gaat hiertoe over na overleg met de betrokken Staten.

3. Indien een suiker exporterende ACS-Staat gedurende een leveringsperiode om andere redenen dan overmacht niet de gehele voor dat land overeengekomen hoeveelheid suiker levert, zal deze hoeveelheid voor alle volgende leveringsperiodes met de niet geleverde hoeveelheid worden verminderd.

4. De Commissie kan bepalen dat voor de latere leveringsperiodes de niet geleverde hoeveelheid opnieuw wordt verdeeld over de andere in artikel 3 genoemde Staten. De Commissie gaat hiertoe over in overleg met de betrokken Staten.

Artikel 8. 1. Op verzoek van een of meer Staten die suiker leveren in het kader van dit protocol, of van de Gemeenschap, wordt in een door de partijen bij de Overeenkomst vast te stellen institutioneel kader overleg gepleegd over alle maatregelen voor de tenuitvoerlegging van dit protocol. Hiertoe kan gedurende de periode van toepassing van de Overeenkomst binnen de hierbij opgerichte Instellingen overleg plaatsvinden.

2. Ingeval de Overeenkomst buiten werking treedt, stellen de in lid 1 bedoelde suiker leverende Staten en de Gemeenschap institutionele bepalingen vast om ervoor te zorgen dat de bepalingen van dit protocol verder worden toegepast.

3. De in dit protocol voorgeschreven periodieke bestuderingen vinden plaats binnen het overeengekomen institutionele kader.

Artikel 9. Bijzondere suikersoorten die van oudsher aan Lid-Staten worden geleverd door bepaalde suiker exporterende ACS-Staten worden meegerekend voor en op dezelfde wijze behandeld als de in artikel 3 genoemde hoeveelheden.

Artikel 10. De bepalingen van dit protocol blijven van kracht na de in artikel 91 van de Overeenkomst vermelde datum. Na die datum kan de Gemeenschap ten aanzien van elke ACS-Staat en kan elke ACS-Staat ten aanzien van de Gemeenschap het protocol opzeggen, met inachtneming van een opzeggings-termijn van twee jaar.

B I J L A G E

VERKLARINGEN BETREFFENDE PROTOCOL Nr. 3 VAN DE ACS-EEG-OVEREENKOMST VAN LOMÉ

1. *Gemeenschappelijke verklaring betreffende mogelijke verzoeken om toetreding tot protocol nr. 3*

Elk verzoek van een ACS-Staat die partij is bij de Overeenkomst, maar in protocol nr. 3 niet uitdrukkelijk is vermeld, en die aan de bepalingen van dat protocol wil deelnemen, wordt onderzocht*.

2. *Verklaring van de Gemeenschap betreffende suiker van oorsprong uit Belize, St. Kitts-Nevis-Anguilla en Suriname*

a) De Gemeenschap gaat de verplichting aan de nodige maatregelen te treffen om voor de onderstaande hoeveelheden ruwe of witte rietsuiker, van oorsprong uit de volgende landen, dezelfde behandeling te garanderen als is bepaald in protocol nr. 3 :

Belize	39.400 metrieke ton
St. Kitts-Nevis-Anguilla	14.800 metrieke ton
Suriname	4.000 metrieke ton

b) Voor de periode tot en met 30 juni 1975 gelden echter de volgende hoeveelheden :

Belize	14.800 metrieke ton
St. Kitts-Nevis-Anguilla	7.900 metrieke ton**

3. *Verklaring van de Gemeenschap ad artikel 10 van protocol nr. 3*

De Gemeenschap verklaart dat artikel 10 van protocol nr. 3, dat voorziet in de mogelijkheid om dat protocol op te zeggen overeenkomstig de voorwaarden van dat artikel, rechtszekerheid ten doel heeft en voor de Gemeenschap geen wijziging of beperking vormt van de in artikel 1 van dat protocol vermelde beginselen***.

* Bijlage XIII bij de slotakte van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé.

** Bijlage XXI bij de slotakte van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé.

*** Bijlage XXII bij de slotakte van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé.

SLOTAKTE

De gevolmachtigden van

Zijne Majesteit de Koning der Belgen,
Hare Majesteit de Koningin van Denemarken,
de President van de Bondsrepubliek Duitsland,
de President van de Franse Republiek,
de President van Ierland,
de President van de Italiaanse Republiek,
Zijne Koninklijke Hoogheid de Groothertog van Luxemburg,
Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden,
Hare Majesteit de Koningin van het Verenigd Koninkrijk van Groot-Brittannië en Noord-Ierland,

en de Raad van de Europese Gemeenschappen, enerzijds, en

De gevolmachtigden van

het Staatshoofd van de Bahama-eilanden,
het Staatshoofd van Barbados,
de President van de Volksrepubliek Benin,
de President van de Republiek Botswana,
de President van de Republiek Boeroendi,
de President van de Verenigde Republiek Kameroen,
de President van de Republiek Kaapverdië,
de President van de Centraalafrikaanse Republiek,
de President van de Federale Islamitische Republiek der Comoren,
de President van de Volksrepubliek Kongo,
de President van de Republiek Ivoorkust,
de President van de Republiek Djiboeti,
de Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken van de onafhankelijke Staat Dominica,
de Voorzitter van de voorlopige militaire Bestuursraad en van de Raad van Ministers en opperbevelhebber van het revolutionaire leger van Ethiopië,
Hare Majesteit de Koningin van Fiji,
de President van de Republiek Gabon,
de President van de Republiek Gambia,
de President van de Republiek Ghana,
het Staatshoofd van Grenada,
de President van de Republiek Guinee,
de President van de Staatsraad van Guinee-Bissau,

de President van de Republiek Equatoriaal Guinee,
de President van de Republiek Guyana,
de President van de Republiek Opper-Volta,
het Staatshoofd van Jamaica,
de President van de Republiek Kenya,
de President van de Republiek Kiribati,
Zijne Majesteit de Koning van het Koninkrijk Lesotho,
de President van de Republiek Liberia,
de President van de Democratische Republiek Madagascar,
de President van de Republiek Malawi,
de President van de Republiek Mali,
de President van de Islamitische Republiek Mauritanië,
Hare Majesteit de Koningin van Mauritius,
de President van de Republiek Niger,
het Hoofd van de Federale Regering van Nigeria,
het Hoofd van de onafhankelijke Staat Papoea Nieuw-Guinea,
de President van de Republiek Rwanda,
de President van de Republiek Santa Lucia,
het Staatshoofd van Westelijk Samoa,
de President van de Democratische Republiek São Tomé en Príncipe,
de President van de Republiek Senegal,
de President van de Republiek der Seychellen,
de President van de Republiek Sierra Leone,
de President van de onafhankelijke Staat der Salomonseilanden,
de President van de Democratische Somali-Republiek, Voorzitter van de
hoge revolutionaire Raad,
de President van de Democratische Republiek Soedan,
de President van de Republiek Suriname,
Zijne Majesteit de Koning van het Koninkrijk Swaziland,
de President van de Verenigde Republiek Tanzania,
de President van de Republiek Tsjaad,
de President van de Republiek Togo,
Zijne Majesteit Koning Taufa'ahau Tupou IV van Tonga,
de President van de Republiek Trinidad en Tobago,
Hare Majesteit de Koningin van Tuvalu,
de President van de Republiek Oeganda,
de President van de Republiek Zaire,
de President van de Republiek Zambia, anderzijds,

Bijeengekomen te Lomé, de eenendertigste oktober negentienhonderd negen-
enzeventig ter ondertekening van de tweede ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé,
hebben de volgende teksten vastgesteld :

- De tweede ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé, alsmede de volgende proto-
collen :
- Protocol nr. 1 betreffende de definitie van het begrip „produkten van oor-
sprong“ en de methoden van administratieve samenwerking,
- Protocol nr. 2 betreffende de huishoudelijke uitgaven van de Instellingen,
- Protocol nr. 3 betreffende de voorrechten en immuniteiten,
- Protocol nr. 4 betreffende bananen,
- Protocol nr. 5 betreffende rum,
- Protocol nr. 6 betreffende de belasting- en douaneregeling welke in de ACS-
Staten van toepassing is op door de Gemeenschap gefinancierde contracten,
- Protocol nr. 7 waarin de tekst is opgenomen van protocol nr. 3 betreffende
ACS-suiker gehecht aan de op 28 februari 1975 ondertekende ACS-EEG-
Overeenkomst van Lomé en de aan deze Overeenkomst gehechte desbetref-
fende verklaringen.

De gevolmachtigden van de Lid-Staten en de gevolmachtigden van de ACS-
Staten hebben voorts de tekst vastgesteld van het Akkoord betreffende de produk-
ten die onder de bevoegdheid van de Europese Gemeenschap voor Kolen en
Staal vallen.

De gevolmachtigden van de Lid-Staten en van de Gemeenschap en de gevol-
machtigden van de ACS-Staten hebben tevens de tekst vastgesteld van de hierna
genoemde en aan deze Slotakte gehechte verklaringen :

1. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de indiening van de Overeen-
komst bij het GATT (bijlage I),
2. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de regeling inzake de toelating
van de in artikel 2, lid 2, van de Overeenkomst bedoelde produkten van
oorsprong uit de ACS-Staten tot de markten van de Franse overzeese de-
partementen (bijlage II),
3. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 9 en artikel 11 van de Overeen-
komst (bijlage III),
4. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de produkten die onder het
gemeenschappelijk landbouwbeleid vallen (bijlage IV),
5. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de handel tussen de Europese
Economische Gemeenschap en Botswana, Lesotho en Swaziland (bijlage V),
6. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 46, lid 3, van de Overeenkomst
(bijlage VI),
7. Gemeenschappelijke verklaring betreffende het EEG-ACS-overleg in geval
van invoering van een systeem tot stabilisatie van de exportopbrengsten op
wereldniveau (bijlage VII),
8. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de bevordering van mijnbouwwin-
vesteringen (bijlage VIII),
9. Gemeenschappelijke verklaring betreffende artikel 64 van de Overeenkomst
(bijlage IX),

10. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de aanvullende financiering van de industriële samenwerking (bijlage X),
11. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 82 van de Overeenkomst (bijlage XI),
12. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 131 van de Overeenkomst (bijlage XII),
13. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 132 van de Overeenkomst (bijlage XIII),
14. Gemeenschappelijke verklaring bevattende de artikelen 24 tot en met 27 van protocol nr. 2 bij de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé bedoeld in artikel 142 van deze Overeenkomst en de gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 26 van dit protocol (bijlage XIV),
15. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de werknemers die onderdaan zijn van een van de partijen bij de Overeenkomst en legaal op het grondgebied van een Lid-Staat of een ACS-Staat verblijven (bijlage XV),
16. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de vertegenwoordiging van regionale economische groeperingen (bijlage XVI),
17. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 185 van de Overeenkomst (bijlage XVII),
18. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de zeevisserij (bijlage XVIII),
19. Gemeenschappelijke verklaring betreffende het zeevervoer (bijlage XIX),
20. Gemeenschappelijke verklaring betreffende protocol nr. 1 (bijlage XX),
21. Gemeenschappelijke verklaring betreffende de oorsprong van visserijproducten (bijlage XXI),
22. Gemeenschappelijke verklaring betreffende protocol nr. 5 (bijlage XXII),
23. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 1 van protocol nr. 5 (bijlage XXIII),
24. Gemeenschappelijke verklaring *ad* artikel 4 van protocol nr. 5 (bijlage XXIV).

De gevolmachtigden van de ACS-Staten hebben akte genomen van de hierna genoemde en aan deze slotakte gehechte verklaringen :

1. Verklaring van de Gemeenschap betreffende de liberalisering van de handel (bijlage XXV),
2. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 2, lid 2, van de Overeenkomst (bijlage XXVI),
3. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 3 van de Overeenkomst (bijlage XXVII),
4. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 9, lid 2, sub *a*), van de Overeenkomst (bijlage XXVIII),
5. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 12, lid 3, van de Overeenkomst (bijlage XXIX),
6. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 21 van de Overeenkomst (bijlage XXX),
7. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 95 van de Overeenkomst (bijlage XXXI),

8. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 95 van de Overeenkomst (bijlage XXXII),
9. Verklaring van de Gemeenschap *ad* artikel 156 van de Overeenkomst (bijlage XXXIII),
10. Verklaring van de Vertegenwoordiger van de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland betreffende de omschrijving van het begrip „Duitse onderdaan“ (bijlage XXIV),
11. Verklaring van de Vertegenwoordiger van de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland betreffende de toepassing van de Overeenkomst op Berlijn (bijlage XXXV),
12. Verklaring van de Gemeenschap betreffende de artikelen 30 en 31 van protocol nr. 1 (bijlage XXXVI),
13. Verklaring van de Gemeenschap inzake protocol nr. 1 betreffende de begrenzing van de territoriale wateren (bijlage XXXVII),
14. Verklaring van de Gemeenschap betreffende protocol nr. 2 (bijlage XXXVIII),
15. Verklaring van de Gemeenschap inzake protocol nr. 2 betreffende de huishoudelijke uitgaven van de Instellingen (bijlage XXXIX),
16. Verklaring van de Gemeenschap betreffende protocol nr. 3 (bijlage XL).

De gevolmachtigden van de Lid-Staten en van de Gemeenschap hebben akte genomen van de hierna genoemde en aan deze Slotakte gehechte verklaringen :

1. Verklaring van de ACS-Staten *ad* artikel 2 van de Overeenkomst (bijlage XLI),
2. Verklaring van de ACS-Staten betreffende het stelsel van toepassing op mijnbouwprodukten (bijlage XLII),
3. Verklaring van de ACS-Staten *ad* artikel 95 van de Overeenkomst (bijlage XLIII),
4. Verklaring van de ACS-Staten betreffende de oorsprong van visserijprodukten (bijlage XLIV).

TIL BEKRÆFTELSE AF DETTE har de undertegnede befuldmægtigede sat deres underskrifter under denne slutakt.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter diese Schlussakte gesetzt.

IN WITNESS WHEREOF, the undersigned Plenipotentiaries have affixed their signatures below this final act.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent acte final.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente atto finale.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder deze slotakte hebben gesteld.

UDFÆRDIGET i Lomé, den enogtredivte oktober nitten hundrede og nioghalvfjerds.

GESCHEHEN zu Lomé am einunddreissigsten Oktober neunzehnhundertneunundsiebzig.

DONE at Lomé on the thirty-first day of October in the year one thousand nine hundred and seventy-nine.

FAIT à Lomé, le trente et un octobre mil neuf cent soixante-dix-neuf.

FATTO a Lomé, addì trentuno ottobre millenovecentosettantanove.

GEDAAN te Lomé, de eenendertig oktober negentienhonderd negenenzeventig.

Pour Sa Majesté le Roi des Belges
Voor Zijne Majesteit de Koning der Belgen
[For His Majesty the King of the Belgians]

[PAUL NOTERDAEME]¹

For Hendes Majestæt Dronningen af Danmark
[For Her Majesty the Queen of Denmark]
[Pour Sa Majesté la Reine du Danemark]

[NIELS ERSBØLL]

Für den Präsidenten der Bundesrepublik Deutschland
[For the President of the Federal Republic of Germany]
[Pour le Président de la République fédérale d'Allemagne]

[KLAUS VON DOHNANYI]

¹ Names of signatories appearing between brackets were not legible and have been supplied by the European Economic Community — Les noms des signataires donnés entre crochets étaient illisibles et ont été fournis par la Communauté économique européenne.

Pour le Président de la République française
[For the President of the French Republic]

[ROBERT GALLEY]

[PIERRE BERNARD-REYMOND]

For the President of Ireland
[Pour le Président de l'Irlande]

[MICHAEL O'KENNEDY]

Per il Presidente della Repubblica italiana
[For the President of the Italian Republic]
[Pour le Président de la République italienne]

[GUISEPPE ZAMBERLETTI]

Pour Son Altesse Royale le Grand-Duc de Luxembourg
[For His Royal Highness the Grand Duke of Luxembourg]

[JEAN DONDELINGER]

Voor Hare Majesteit de Koningin der Nederlanden
[For Her Majesty the Queen of the Netherlands]
[Pour Sa Majesté la Reine des Pays-Bas]

[D. F. VAN DER MEI]

For Her Majesty the Queen of the United Kingdom
of Great Britain and Northern Ireland
[Pour Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni de Grande-Bretagne
et d'Irlande du Nord]

[DOUGLAS RICHARD HURD, CBE]

For Rådet for De europæiske Fællesskaber,
Für den Rat der Europäischen Gemeinschaften,
For the Council of the European Communities,
Pour le Conseil des Communautés européennes,
Per il Consiglio delle Comunità Europee,
Voor de Raad van de Europese Gemeenschappen,

[MICHAEL O'KENNEDY]

[CLAUDE CHEYSSON]

For the Head of State of the Bahamas
[Pour le Chef d'Etat des Bahamas]

[R. F. ANTHONY ROBERTS]

For the Head of State of Barbados
[Pour le Chef d'Etat de la Barbade]

[HAROLD BERNARD ST JOHN, Q.C., M.P.]

Pour le Président de la République Populaire du Bénin
[For the President of the People's Republic of Benin]

[ANDRÉ ATCHADE]

For the President of the Republic of Botswana
[Pour le Président de la République du Botswana]

[ARCHIBALD MOOKETSA MOGWE]

Pour le Président de la République du Burundi
[For the President of the Republic of Burundi]

[DONATIEN BIHUTE]

Pour le Président de la République-Unie du Cameroun
[For the President of the United Republic of Cameroon]

[ROBERT NAAH]

For the President of the Republic of Cap Verde
[Pour le Président de la République du Cap-Vert]

[ABILIO AUGUSTO MONTERO DUARTE]

Pour le Président de la République centrafricaine
[For the President of the Central African Republic]

[JEAN-PIERRE LE BOUDER]

Pour le Président de la République fédérale islamique des Comores
[For the President of the Federal Islamic Republic of the Comoros]

[ALI MROUDJAE]

Pour le Président de la République populaire du Congo
[For the President of the People's Republic of the Congo]

[ELENGA NGAPORO]

Pour le Président de la République de Côte d'Ivoire
[For the President of the Republic of the Ivory Coast]

[ABDOULAYE KONE]

Pour le Président de la République de Djibouti
[For the President of the Republic of Djibouti]

[AHMED IBRAHIM ABDI]

For the Prime Minister and Minister of External Affairs
of Independent State of Dominica
[Pour le Premier Ministre et Ministre des Affaires extérieures
de l'Etat indépendant de la Dominique]

[ARDEN SHILLINGFORD]

For the Chairman of the provisional Military Administrative
Council and of the Council of Ministers and Commander in Chief
of the Revolutionary Army of Ethiopia
[Pour le Président du Conseil administratif militaire provisoire
et du Conseil des Ministres et Commandant en Chef de l'Armée
révolutionnaire de l'Ethiopie]

[TEFERRA WOLDE-SEMAIT]

For Her Majesty the Queen of Fiji
[Pour Sa Majesté la Reine de Fidji]

[SATYA NAND NANDAN]

Pour le Président de la République gabonaise
[For the President of the Gabonese Republic]

[MICHEL ANCHOUÉY]

For the President of the Republic of the Gambia
[Pour le Président de la République de Gambie]

[MOHAMADU CADI CHAM]

For the President of the Republic of Ghana
[Pour le Président de la République du Ghana]

[AMON NIKOI]

For the Head of State of Grenada
[Pour le Chef d'Etat de la Grenade]

[FENNIS AUGUSTINE]

Pour le Président de la République de Guinée
[For the President of the Republic of Guinea]

[N'FALY SANGARE]

Pour le Président du Conseil d'Etat de la Guinée-Bissau
[For the President of the Council of State of Guinea-Bissau]

[VASCO CABRAL]

Pour le Président de la République de Guinée équatoriale
[For the President of the Republic of Equatorial Guinea]

[CRISTINO SERICHE MALABO BIOCO]

For the President of the Republic of Guyana
[Pour le Président de la République de Guyane]

[SAMUEL RUDOLPH INSANALLY]

Pour le Président de la République de Haute Volta
[For the President of the Republic of the Upper Volta]

[GEORGES SANOGO]

For the Head of State of Jamaica
[Pour le Chef d'Etat de la Jamaïque]

[DONALD RAINFORD]

For the President of the Republic of Kenya
[Pour le Président de la République du Kenya]

[JOSEPH MULIRO]

For the President of the Republic of Kiribati
[Pour le Président de la République de Kiribati]

[DOUGLAS RICHARD HURD, CBE, M. P.]

For His Majesty the King of the Kingdom of Lesotho
[Pour Sa Majesté le Roi du Royaume du Lesotho]

[MORENA MAKHAOLA LEROTHOLI]

For the President of the Republic of Liberia
[Pour le Président de la République du Libéria]

[FRANKLIN NEAL]

Pour le Président de la République démocratique de Madagascar
[For the President of the Democratic Republic of Madagascar]

[JUSTIN RARIVOSON]

For the President of the Republic of Malawi
[Pour le Président de la République du Malawi]

[STOTT ZONDWAYO JERE, M. P.]

Pour le Président de la République du Mali
[For the President of the Republic of Mali]

[ALIOUNE BLONDIN BEYE]

Pour le Président de la République islamique de Mauritanie
[For the President of the Islamic Republic of Mauritania]

[ABDELLAH OULD DADDAH]

Pour Sa Majesté la Reine de l'Ile Maurice
[For Her Majesty the Queen of Mauritius]

[SATEAM BOOLELL, Knight]

Pour le Président de la République du Niger
[For the President of the Republic of the Niger]

[MAI MAIGENA]

For the Head of the Federal Government of Nigeria
[Pour le Chef du Gouvernement fédéral du Nigéria]

[P. AYODELE AFOLABI]

For the Head of the Independent State of Papua New Guinea
[Pour le Chef de l'Etat indépendant de la Papouasie-Nouvelle-Guinée]

[FREDERICK BERNARD CARL REIHER]

Pour le Président de la République rwandaise
[For the President of the Republic of Rwanda]

[AMBROISE MULINDANGABO]

For the President of the Republic of Saint Lucia
[Pour le Président de la République de Sainte-Lucie]

[GEORGE WILLIAM ODLUM]

For the Head of State of Western Samoa
[Pour le Chef d'Etat du Samoa-Occidental]

[FILIPO VAOVASAMANAIA]

For the President of the Democratic Republic of Sao Tome
and Principe
[Pour le Président de la République démocratique de Sao Tomé-
et-Principe]

[MARIA DE AMORIM]

Pour le Président de la République du Sénégal
[For the President of the Republic of Senegal]

[OUSMANE SECK]

Pour le Président de la République des Seychelles
[For the President of the Republic of Seychelles]

[MAXIME FERRARI]

For the President of the Republic of Sierra Leone
[Pour le Président de la République de Sierra Leone]

[I. M. FOFANA]

For the President of the Independent State of Solomon Islands
[Pour le Président de l'Etat indépendant des Iles Salomon]

[DOUGLAS RICHARD HURD, CBE, M. P.]

For the President of the Somali Democratic Republic,
President of the Supreme Revolutionary Council
[Pour le Président de la République démocratique somalie,
Président du Conseil révolutionnaire suprême]

[OMAR SALAH AHMED]

For the President of the Democratic Republic of the Sudan
[Pour le Président de la République démocratique du Soudan]

[IZZ EL DIN HAMID]

For the President of the Republic of Suriname
[Pour le Président de la République du Suriname]

[LUDWIG C. ZUIVERLOON]

For His Majesty the King of the Kingdom of Swaziland
[Pour Sa Majesté le Roi du Royaume du Swaziland]

[DZABULUMJIVA H. S. NHLABATSI]

For the President of the United Republic of Tanzania
[Pour le Président de la République-Unie de Tanzanie]

[ALPHONSE M. RULEGURA]

Pour le Président de la République du Tchad
[For the President of the Republic of Chad]

[ISSAKA RAMAT AL HAMDOU]

Pour le Président de la République togolaise
[For the President of the Republic of Togo]

[KOUDJOLOU DOGO]

For His Majesty King Taufa'ahau Tupou IV of Tonga
[Pour Sa Majesté le Roi Taufa'ahau Tupou IV des Tonga]

[TUPOUTO'A]

For the President of the Republic of Trinidad and Tobago
[Pour le Président de la République de Trinidad-et-Tobago]

[EUSTACHE SEIGNORET]

For Her Majesty the Queen of Tuvalu
[Pour Sa Majesté la Reine de Tuvalu]

[SATYA NAND NANDAN]

For the President of the Republic of Uganda
[Pour le Président de la République de l'Ouganda]

[ATEKER EJALU]

Pour le Président de la République du Zaïre
[For the President of the Republic of Zaïre]

[KIAKWAMA KIA KIZIKI]

For the President of the Republic of Zambia
[Pour le Président de la République de Zambie]

[REMI CHISUPA]

BIJLAGE I

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE INDIENING VAN DE OVEREENKOMST BIJ HET GATT

De partijen bij de Overeenkomst plegen met elkaar overleg wanneer de handelsbepalingen van de Overeenkomst in het kader van het GATT worden ingediend en behandeld.

BIJLAGE II

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP BETREFFENDE DE REGELING INZAKE DE TOELATING VAN DE IN ARTIKEL 2, LID 2, VAN DE OVEREENKOMST BEDOELDE PRODUCTEN VAN OORSPRONG UIT DE ACS-STATEN TOT DE MARKTEN VAN DE FRANSE OVERZEESE DEPARTEMENTEN

De partijen bij de Overeenkomst bevestigen wederom dat de hoofdstukken 1 en 3 van titel I van de Overeenkomst van toepassing zijn op de betrekkingen tussen de ACS-Statens en de Franse overzeese departementen.

De Gemeenschap zal de mogelijkheid hebben om tijdens de toepassingsduur van de Overeenkomst wijzigingen aan te brengen in de regeling inzake de toelating van de in artikel 2, lid 2, van de Overeenkomst bedoelde producten van oorsprong uit de ACS-Statens tot de markten van de Franse overzeese departementen, indien de economische ontwikkeling van deze departementen zulks vereist.

Bij het bezien van een eventuele toepassing van deze mogelijkheid houdt de Gemeenschap rekening met het rechtstreekse handelsverkeer tussen de ACS-Staten en de Franse overzeese departementen. De informatie- en overlegprocedures zijn tussen de betrokken partijen van toepassing overeenkomstig het bepaalde in artikel 16.

BIJLAGE III

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING AD ARTIKEL 9 EN ARTIKEL 11 VAN DE OVEREENKOMST

Indien de ACS-Staten een speciale tariefregeling toepassen op de invoer van produkten van oorsprong uit de Gemeenschap, worden de bepalingen van protocol nr. 1 *mutatis mutandis* toegepast. In alle andere gevallen waarin de door de ACS-Staten toegepaste invoerregeling het bewijs van de oorsprong vereist, aanvaarden deze Staten de certificaten van oorsprong die in overeenstemming zijn met de bepalingen van de internationale overeenkomsten ter zake.

BIJLAGE IV

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE PRODUKTEN DIE ONDER HET GEMEENSCHAPPELIJK LANDBOUWBELEID VALLEN

De partijen bij de Overeenkomst erkennen dat voor de produkten die onder het gemeenschappelijk landbouwbeleid vallen, speciale voorschriften en regelingen gelden, in het bijzonder met betrekking tot vrijwaringsmaatregelen. De bepalingen van de Overeenkomst betreffende de vrijwaringsclausule zijn op deze produkten slechts van toepassing voor zover zij verenigbaar zijn met het speciale karakter van deze voorschriften en regelingen.

BIJLAGE V

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE HANDEL TUSSEN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP EN BOTSWANA, LESOTHO EN SWAZILAND

Gelet op deel I, paragraaf 3, van protocol nr. 22 van de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden en de aanpassing der Verdragen, erkent de Gemeenschap en verklaren de Regeringen van Botswana, Lesotho en Swaziland het volgende :

- de drie Regeringen gaan de verbintenis aan om vanaf de inwerkingtreding van de Overeenkomst dezelfde tariefregeling op de invoer van produkten van oorsprong uit de Gemeenschap toe te passen als op die van oorsprong uit het andere land waarmee zij een douane-unie vormen;
- deze verbintenis wordt aangegaan onverminderd de uiteenlopende methoden die de drie Regeringen kunnen gebruiken om in hun begrotingsmiddelen te voorzien, voor zover zulks in verband staat met de invoer van produkten van oorsprong uit de Gemeenschap en die van oorsprong uit het andere land waarmee zij een douane-unie vormen;
- de drie Regeringen gaan de verbintenis aan om, door middel van de bepalingen van hun douaneregeling en in het bijzonder door toepassing van de in de Overeenkomst vastgestelde regels inzake de oorsprong, ervoor te zorgen dat er voor de Gemeenschap geen nadelige verleggingen van het handelsverkeer ontstaan ten gevolge van hun lidmaatschap van een douane-unie met een ander land.

BIJLAGE VI

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING *AD* ARTIKEL 46,
LID 3, VAN DE OVEREENKOMST

De partijen bij de Overeenkomst komen overeen dat besluiten ter toepassing van artikel 17, lid 4, van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé ook in de toekomst zullen worden genomen ten gunste van de volgende ACS-Staten : Boeroendi, Ethiopië, Guinee-Bissau, Rwanda, Swaziland, de Comoren, Lesotho, West-Samoa, de Seychellen, Tonga, Kaapverdië, de Salomonseilanden en Toevaloe.

BIJLAGE VII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE HET EEG-ACS-
OVERLEG IN GEVAL VAN INVOERING VAN EEN SYSTEEM TOT STABI-
LISATIE VAN DE EXPORTOPBRENGSTEN OP WERELDNIVEAU

De partijen bij de Overeenkomst komen overeen om in het kader van de Overeenkomst overleg te plegen ten einde eventuele dubbele compensaties te voorkomen indien tijdens de toepassingsduur van de Overeenkomst een systeem tot stabilisatie van de exportopbrengsten op wereldniveau mocht worden ingevoerd.

BIJLAGE VIII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE BEVORDERING
VAN MIJNBOUWINVESTERINGEN

Ter bevordering van de Europese investeringen in door de ACS-Staten opgezette ontwikkelingsprojecten in de mijnbouw- en energiesector kunnen de Gemeenschap en de Lid-Staten enerzijds en de ACS-Staten anderzijds, in het kader van de in titel IV genoemde algemene doelstellingen inzake de behandeling van investeringen, ook overeenkomsten voor afzonderlijke projecten sluiten, wanneer de Gemeenschap en eventueel Europese ondernemingen aan de financiering ervan deelnemen.

BIJLAGE IX

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE ARTIKEL 64
VAN DE OVEREENKOMST

1. Wanneer een ACS-Staat met een Lid-Staat een intergouvernementele overeenkomst betreffende de behandeling van investeringen heeft gesloten of denkt te sluiten, erkent hij dat het recht van niet-discriminerende behandeling van investeringen uit Lid-Staten van de Gemeenschap in ACS-Staten ingaat bij de inwerkingtreding van de Overeenkomst.

2. *a)* De toepassing van dit recht wordt gebaseerd op bilaterale intergouvernementele investeringsovereenkomsten die dienen als referentie-overeenkomsten.

b) Wat betreft dergelijke bilaterale intergouvernementele investeringsovereenkomsten die zijn gesloten vóór de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, wordt bij de toepassing van de niet-discriminerende behandeling rekening gehouden met alle bepalingen van de referentie-overeenkomst. De CAS-Staat heeft het recht deze behandeling te wijzigen of aan te passen wanneer internationale verplichtingen en/of gewijzigde feitelijke omstandigheden zulks noodzakelijk maken.

3. Met het oog op de toepassing van de niet-discriminerende behandeling op basis van punt 2, sub *a)*, gaan de overeenkomstsluitende Staten over tot bilaterale intergouver-

nemetele uitwisseling van brieven of tot een andere passende formaliteit zoals voorgeschreven door de wetgeving van de overeenkomstsluitende Staat.

4. Elke overeenkomstsluitende Staat heeft het recht te verzoeken om een dergelijke overeenkomst. Wanneer de overeenkomst wordt gesloten, wordt deze onmiddellijk van kracht overeenkomstig de wetgeving van de betrokken ACS-Staat.

5. Dergelijke overeenkomsten regelen alleen geschillen met betrekking tot investeringen, die rijzen na de inwerkingtreding van de nieuwe Overeenkomst.

6. De behandeling van investeringen die zijn gedaan vóór de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, wordt door beide partijen bestudeerd in het licht van de bepalingen van de referentie-overeenkomst.

B I J L A G E X

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE AANVULLENDE FINANCIERING VAN DE INDUSTRIËLE SAMENWERKING

1. Tijdens de onderhandelingen over de op de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé volgende regeling, hebben de ACS-Staten en de Lid-Staten geconstateerd dat er meer financiële middelen beschikbaar moeten worden gesteld om over een aanzienlijk kapitaal voor de industriële ontwikkeling te kunnen beschikken. Gezien de technische kwaliteit van de samenwerking tussen de Gemeenschap en de ACS-Staten, zijn de ACS-Staten en de Gemeenschap overeengekomen hiervoor passende oplossingen te zoeken en te vinden.

2. De Gemeenschap erkent dat de ACS-Staten groot belang hechten aan de ontwikkeling van hun industrieën in het kader van hun samenwerking met de Gemeenschap. Zij geeft uiting aan haar voornemen om met de ACS-Staten grondig te onderzoeken op welke wijze meer financiële middelen voor de industriële ontwikkeling van de ACS-Staten kunnen worden ingezet.

3. Gezien de complexiteit en de vele aspecten van dit probleem en de noodzaak om meer middelen beschikbaar te stellen en te vinden is een grondig onderzoek met de hulp van deskundigen geboden.

4. Derhalve komen de Gemeenschap en de ACS-Staten overeen om gezamenlijk een grondige studie te wijden aan dit vraagstuk en aan de wijze waarop meer financiële middelen beschikbaar kunnen worden gesteld. Deze studie moet in zo kort mogelijke tijd worden uitgevoerd en uiterlijk negen maanden na de ondertekening van de Overeenkomst zijn afgerond. Via het Comité van Ambassadeurs zal het verslag over de aldus verrichte studie onmiddellijk ter bespreking aan de Raad van Ministers worden voorgelegd, opdat passende maatregelen kunnen worden genomen.

B I J L A G E X I

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING AD ARTIKEL 82 VAN DE OVEREENKOMST

De partijen bij de Overeenkomst erkennen dat een aantal van de minst ontwikkelde, niet aan zee grenzende en insulaire Staten bepaalde speciale nadelen ondervinden, waardoor zij minder aantrekkelijk zijn voor investeringen dan andere ontwikkelingslanden.

Dientengevolge aanvaarden de partijen bij de Overeenkomst dat het wenselijk kan zijn aanvullende speciale maatregelen te treffen om in sommige van deze Staten investeringen aan te trekken.

Ter verwezenlijking van dit doel komen de partijen bij de Overeenkomst overeen zo spoedig mogelijk na de inwerkingtreding van de Overeenkomst een gezamenlijke studie

te verrichten om na te gaan welke specifieke maatregelen wenselijk zijn voor deze Staten om hun aantrekkelijkheid voor investeringen te vergroten.

BIJLAGE XII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING *AD* ARTIKEL 131 VAN DE OVEREENKOMST

Tot aan de toepassing van het in artikel 131 bedoelde besluit ressorteren de gunning en uitvoering van uit het Fonds gefinancierde overheidsopdrachten

- voor wat de ACS-Staten die partij zijn bij de op 29 juli 1969 te Yaoundé getekende Overeenkomst betreft, onder de per 31 januari 1975 geldende wetgeving,
- voor wat de overige ACS-Staten betreft, onder hun nationale wetgeving of hun geldende praktijken met betrekking tot internationale contracten.

BIJLAGE XIII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING *AD* ARTIKEL 132 VAN DE OVEREENKOMST

Hangende de toepassing van het in artikel 132 bedoelde besluit zullen als overgangsmaatregel geschillen definitief worden geregeld conform het verzoenings- en arbitragereglement van de Internationale Kamer van Koophandel.

BIJLAGE XIV

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BEVATTENDE DE ARTIKELEN 24 TOT EN MET 27 VAN PROTOCOL Nr. 2 BIJ DE ACS-EEG-OVEREENKOMST VAN LOMÉ BEDOELD IN ARTIKEL 142 VAN DEZE OVEREENKOMST EN DE GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING *AD* ARTIKEL 26 VAN DIT PROTOCOL

Artikel 24

De contracten voor technische samenwerking worden onderhands gesloten. Sommige contracten kunnen na inschrijving worden gesloten, met name voor belangrijke studies met een bijzonder ingewikkeld en technisch karakter, wanneer het om redenen van technische, economische of financiële aard gewettigd is van deze procedure gebruik te maken.

Artikel 25

1. Voor elke actie op het gebied van de technische samenwerking die aanleiding geeft tot een onderhandse procedure stelt de Commissie een beperkte lijst op van de gegadigden uit de Lid-Staten en/of de ACS-Staten, gekozen aan de hand van criteria die garanderen dat zij de vereiste kwalificaties, ervaring en onafhankelijkheid bezitten, terwijl er tevens op wordt gelet of zij voor de voorgenomen actie beschikbaar zijn.

De betrokken ACS-Staat kiest uit deze lijst vrijelijk de gegadigden met wie hij een contract wil aangaan.

2. In geval van een aanbestedingsprocedure wordt de beperkte lijst van gegadigden opgesteld in nauwe samenwerking tussen de Commissie en de betrokken ACS-Staat, op grond van de in lid 1 genoemde criteria. Het contract wordt gegund aan de gegadigde wiens aanbieding door de Commissie en de betrokken ACS-Staat wordt geacht economisch het meest voordelig te zijn.

3. De ACS-bureaus die in aanmerking komen voor acties op het gebied van de technische samenwerking worden in onderling overleg tussen de Commissie en de betrokken ACS-Staat of ACS-Staten gekozen.

Artikel 26

In het kader van de in artikel 22 bedoelde gemeenschappelijke regeling en van de gezamenlijk door de Commissie en de ACS-Staten opgestelde algemene honoreringsvoorwaarden worden de contracten voor technische samenwerking opgesteld, wordt erover onderhandeld en worden zij gesloten door de bevoegde instanties van de ACS-Staten, in samenwerking en overleg met de in artikel 31 bedoelde gemachtigde van de Europese Commissie, hierna „de gemachtigde“ genoemd.

Artikel 27

De Commissie bevordert zoveel mogelijk de samenwerking tussen studie bureaus, raadgevend ingenieurs en deskundigen uit de Lid-Staten en de ACS-Staten, tijdelijke samenwerkingsverbanden, onderaannemingen en inschakeling van deskundigen uit de ACS-Staten in de teams van studie bureaus of raadgevend ingenieurs uit de Lid-Staten.

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING AD ARTIKEL 26
VAN PROTOCOL Nr. 2

a) Tot de tenuitvoerlegging van het in artikel 22 van protocol nr. 2 bedoelde besluit geldt bij de uitvoering van de door het Fonds gefinancierde contracten voor technische samenwerking :

- voor de ACS-Staten die partij zijn bij de op 29 juli 1969 te Yaoundé ondertekende Overeenkomst, de thans voor de door het Fonds gefinancierde contracten toegepaste algemene bepalingen;
- voor de andere ACS-Staten, tenzij zij voorlopig de algemene bepalingen in toepassing brengen die momenteel voor de door het Fonds gefinancierde contracten gelden, hun nationale wetgeving of de in deze Statens ten aanzien van internationale contracten gevestigde gebruiken.

b) De Gemeenschap en de ACS-Statens zijn overeengekomen dat de Commissie zo spoedig mogelijk de inwerkingtreding van de Overeenkomst algemene voorwaarden voor het vaststellen van de contracthonorarie zal opstellen en ter goedkeuring aan de ACS-Statens zal voorleggen.

BIJLAGE XV

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE WERKNEMERS DIE ONDERDAAN ZIJN VAN EEN VAN DE PARTIJEN BIJ DE OVEREENKOMST EN LEGAAL OP HET GRONDGEBIED VAN EEN LID-STAAT OF EEN ACS-STAAT VERBLIJVEN

1. Elke Lid-Staat past op de werknemers die de nationaliteit van een ACS-Staat bezitten en legaal in loondienst werkzaam zijn op zijn grondgebied, wat de arbeidsvoorwaarden en beloning betreft, een regeling toe waarbij geen discriminatie op grond van de nationaliteit plaatsvindt ten opzichte van zijn eigen onderdanen.

Iedere ACS-Staat past dezelfde regeling toe op de werknemers die onderdaan zijn van de Lid-Statens en legaal in loondienst werkzaam zijn op zijn grondgebied.

2. De werknemers die de nationaliteit van een ACS-Staat bezitten en legaal in loondienst werkzaam zijn op het grondgebied van een Lid-Staat, alsmede hun bij hen inwonende gezinsleden, komen ten aanzien van de aan de tewerkstelling verbonden waarbij geen discriminatie op grond van de nationaliteit plaatsvindt ten opzichte van de eigen onderdanen van deze Lid-Staat.

Iedere ACS-Staat kent aan de werknemers die onderdaan van de Lid-Staten zijn en legaal in loondienst werkzaam zijn op zijn grondgebied, alsmede aan hun gezinsleden, een behandeling toe als bedoeld in de voorgaande alinea.

3. Deze bepalingen laten de rechten en verplichtingen onverlet die voortvloeien uit de bilaterale overeenkomsten tussen de ACS-Staten en de Lid-Staten, voor zover daarin ten behoeve van de onderdanen van de ACS-Staten of de onderdanen van de Lid-Staten in een gunstiger regeling is voorzien.

4. De partijen bij deze verklaring geven te kennen dat de uit deze verklaring voortvloeiende vraagstukken op bevredigende wijze, zo nodig door middel van bilaterale onderhandelingen, zullen worden opgelost ten einde tot sluiting van passende akkoorden te komen.

BIJLAGE XVI

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE VERTEGENWOORDIGING VAN REGIONALE ECONOMISCHE GROEPERINGEN

De Raad van Ministers neemt de maatregelen die vereist zijn opdat de Oostafrikaanse Gemeenschap en de Caribische Gemeenschap als waarnemers vertegenwoordigd kunnen zijn in de Raad van Ministers en van het Comité van Ambassadeurs. Verzoeken om soortgelijke regelingen met betrekking tot andere regionale groeperingen tussen de ACS-Staten worden door de Raad van Ministers per geval onderzocht.

BIJLAGE XVII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING AD ARTIKEL 185 VAN DE OVEREENKOMST

De Gemeenschap en de ACS-Staten zijn bereid de in het vierde deel van het Verdrag bedoelde landen en gebieden die onafhankelijk zijn geworden, toe te staan tot de Overeenkomst toe te treden indien zij hun betrekkingen met de Gemeenschap in deze vorm wensen voort te zetten.

BIJLAGE XVIII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE ZEEVISSERIJ

1. De Gemeenschap en de ACS-Staten erkennen het belang van de ontwikkeling van de visbestanden in de wateren die vallen onder de jurisdictie van de aan zee grenzende ACS-Staten als een bijdrage tot de algehele ontwikkeling van deze Staten. Deze activiteiten zullen plaatsvinden in het kader van het door elk van de betrokken ACS-Staten uitgestipelde beleid voor de instandhouding en exploitatie van deze bestanden.

2. Zich bewust van de noodzaak hun samenwerking op visserijgebied voort te zetten verklaren de ACS-Staten zich bereid om via onderhandelingen bilaterale visserij-overeenkomsten met de Gemeenschap te sluiten waarbij voor vissersvaartuigen die de vlag van een Lid-Staat voeren, wederzijds bevredigende voorwaarden kunnen worden gewaarborgd voor de uitoefening van de visserij in de maritieme wateren die onder de jurisdictie van ACS-Staten vallen. De ACS-Staten die dergelijke overeenkomsten sluiten, zullen op geen enkele wijze discrimineren tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap of ten aanzien van de Gemeenschap, onder voorbehoud van bijzondere regelingen tussen naburige Staten in hetzelfde subgebied, met inbegrip van visserijregelingen op basis van wederkerigheid.

3. De Gemeenschap zal in dezelfde geest handelen wanneer ACS-Staten die in hetzelfde subgebied gelegen zijn als gebieden waarop het Verdrag van Rome van toepassing is, wensen te vissen in de desbetreffende visserijzone.

4. De in punt 2 bedoelde wederzijds bevredigende voorwaarden hebben met name betrekking op de aard en de omvang van de compensaties die de betrokken ACS-Staten zullen ontvangen in het kader van deze bilaterale overeenkomsten.

Deze compensaties kunnen worden aangewend ter stimulering van de ontwikkeling van de visserijsector van de betrokken ACS-Staten en staan los van de steun voor projecten op hetzelfde gebied in het kader van de financiële en technische samenwerking als bedoeld in deze Overeenkomst.

5. De partijen bij de Overeenkomst werken rechtstreeks of op regionale basis of via desbetreffende internationale organisaties samen met het oog op de instandhouding van de visbestanden, met inbegrip van de sterk migrerende soorten, en de bevordering van een optimale exploitatie daarvan.

BIJLAGE XIX

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE HET ZEEVERVOER

1. *a)* De partijen bij de Overeenkomst erkennen dat de ontwikkeling en bevordering van het handelsverkeer tussen de ACS-Staten en de Gemeenschap gepaard moet gaan met de harmonische ontwikkeling van een doeltreffend en betrouwbaar zeevervoer onder economisch bevredigende voorwaarden.

b) Zij wijzen erop dat de Gemeenschap hiertoe een belangrijke bijdrage heeft geleverd door het aannemen van de verordening betreffende het verdrag van de Verenigde Naties inzake een gedragscode voor lijnvaartconferenties. Met deze verordening wordt beoogd dat de ontwikkelingslanden die partij zijn bij de gedragscode, daarvan de vruchten plukken.

c) De Gemeenschap neemt nota van de wens van de ACS-Staten om een groter aandeel te krijgen in het zeevervoer van stortgoederen.

2. Met het oog hierop verklaren de partijen bij de Overeenkomst zich bereid om onderwerpen van gemeenschappelijk belang op dit gebied in het kader van de bij deze Overeenkomst ingestelde Raad van Ministers te bespreken.

3. De Gemeenschap erkent dat het zeevervoer een belangrijke stimulerende factor kan zijn voor de economische groei en ontwikkeling van de ACS-Staten. Zij verklaart zich bereid om in het kader van de instrumenten voor financiële en technische samenwerking waarin deze Overeenkomst voorziet, bij te dragen tot de ontwikkeling van deze sector in de ACS-Staten die zulks wensen. Deze bijdrage zou in het bijzonder kunnen omvatten :

- i) studies die gericht zijn op de verbetering van het zeevervoer ten einde onder optimale omstandigheden te kunnen voorzien in de huidige en toekomstige behoeften van het internationale handelsverkeer, met name tussen de ACS-Staten en de Gemeenschap alsook tussen de ACS-Staten onderling;
- ii) het oprichten en uitbreiden van zeevaartmaatschappijen van de ACS-Staten en het stimuleren van ACS-EEG-joint ventures in de sector zeevervoer;
- iii) technische bijstand op het gebied van de opleiding van zeelieden, het zeevervoersbeleid, de zeevaartwetgeving, invoer- en uitvoeraangelegenheden, documentatie, zeevaartverzekeringen enz.;
- iv) uitvoerbaarheidsstudies en technische bijstand om de havens van de ACS-Staten beter te doen functioneren en evaluatie van projecten voor havens en scheepswerven.

De Gemeenschap zal tevens medewerken aan de bestudering van alle andere problemen of moeilijkheden die zich op het gebied van het zeevervoer kunnen voordoen.

BIJLAGE XX

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE PROTOCOL Nr. 1

1. Ter uitvoering van artikel 5, lid 2, sub *c*), van het protocol is het zeevervoerdocument dat wordt afgegeven in de eerste haven van inschepping op weg naar de Gemeenschap, gelijkwaardig aan het doorvoercognossement voor produkten waarvoor certificaten inzake goederenverkeer worden afgegeven in niet aan zee grenzende ACS-Staten.

2. Voor produkten die uit niet aan zee grenzende ACS-Staten worden uitgevoerd en elders dan in de ACS-Staten of de in verklarende aantekening 9 bedoelde landen en gebieden worden opgeslagen, kunnen certificaten inzake goederenverkeer worden afgegeven onder de voorwaarden van artikel 7, lid 2.

3. Ter uitvoering van artikel 7, lid 1, van het protocol worden de door een bevoegde instantie afgegeven en door de douaneautoriteiten afgetekende EUR. 1-certificaten aanvaard.

4. Ten einde de ondernemingen uit de ACS-Staten te helpen bij het opsporen van nieuwe bevoorradingsmogelijkheden om aldus optimaal profijt te kunnen trekken van de bepalingen van het protocol inzake de cumulatie van oorsprong, zal er zorg voor worden gedragen dat het Centrum voor industriële ontwikkeling het bedrijfsleven in de ACS-Staten ter zijde staat bij het leggen van de nodige contacten met leveranciers uit de ACS-Staten, de Gemeenschap en de landen en gebieden, mede ter bevordering van de industriële samenwerking tussen de verschillende ondernemers.

De partijen bij de Overeenkomst komen bovendien overeen dat er ten behoeve van de betrokken diensten en exporteurs een handleiding betreffende de oorsprongsregels zal worden opgesteld. Zij zijn voornemens in het kader van de verspreiding van deze handleiding voorlichtingsbijeenkomsten te organiseren.

BIJLAGE XXI

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE DE OORSPRONG VAN VISSERIJPRODUKTEN

De Gemeenschap neemt nota van het recht van de ACS-kust-staten om het visbestand in alle onder hun jurisdictie vallende wateren tot ontwikkeling te brengen en op rationele wijze te exploiteren.

De partijen bij de Overeenkomst zijn het erover eens dat moet worden nagegaan in hoeverre de bestaande oorsprongsregels in verband met de voorgaande alinea eventueel moeten worden gewijzigd.

De ACS-Staten en de Gemeenschap zijn zich bewust van hun respectieve wensen en belangen en komen overeen de problematiek in verband met de afzet van visserijprodukten afkomstig van vangsten in onder de nationale jurisdictie van ACS-Staten vallende zones op de markten van de Gemeenschap nader te bestuderen ten einde in dezen een voor beide partijen bevredigende oplossing te vinden. Dit onderzoek zal zo spoedig mogelijk na de ondertekening van de Overeenkomst in een passend kader plaatsvinden en zo nodig na de inwerkingtreding van de Overeenkomst in het Comité voor douanesamenwerking worden voortgezet. De resultaten van het onderzoek worden tijdens het eerste toepassingsjaar van de Overeenkomst bij het Comité van Ambassadeurs ingediend en uiterlijk in de loop van het tweede toepassingsjaar ter bespreking aan de Raad van Ministers voorgelegd om te komen tot een voor beide partijen bevredigende oplossing.

Met betrekking tot de verwerking van visserijprodukten in de ACS-Staten is de Gemeenschap momenteel reeds bereid de verzoeken om afwijkingen van de oorsprongsregels voor verwerkte produkten in deze sector in verband met de verplichte lossing van vangsten krachtens visserij-overeenkomsten met derde landen in een geest van openheid

te onderzoeken. Bij dit onderzoek zal met name rekening worden gehouden met het feit dat de betrokken derde landen ervoor dienen te zorgen dat deze produkten na de be- of verwerking ervan onder normale omstandigheden op de markt kunnen worden gebracht, voor zover zij niet voor binnenlands of regionaal verbruik zijn bestemd.

BIJLAGE XXII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING BETREFFENDE PROTOCOL Nr. 5

De Lid-Staten verbinden zich ertoe te waarborgen dat hun vergunningstelsel niet door de nationale autoriteiten zodanig wordt toegepast dat daardoor de invoer van de in artikel 2, sub *a*), vermelde hoeveelheden rum wordt belemmerd.

BIJLAGE XXIII

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING *AD* ARTIKEL I VAN PROTOCOL Nr. 5

Indien de Gemeenschap een gemeenschappelijke ordening van de alcoholmarkten vaststelt, verbindt zij zich tot het voeren van overleg met de traditionele rumexporteurs ten einde hun belangen bij veranderende marktvoorwaarden te waarborgen.

BIJLAGE XXIV

GEMEENSCHAPPELIJKE VERKLARING *AD* ARTIKEL 4 VAN PROTOCOL Nr. 5

De partijen bij de Overeenkomst stellen vast dat de Gemeenschap de bepalingen van artikel 4 heeft aanvaard op voorwaarde dat :

- a*) iedere ACS-Staat die gebruik wenst te maken van deze bepalingen, passende projecten tot bevordering van de afzet van rum in zijn nationaal indicatief programma opneemt;
- b*) de instemming van de Gemeenschap de wetgeving van de Lid-Staten ter zake van reclame voor alcohol geheel onverlet laat.

BIJLAGE XXV

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP BETREFFENDE DE LIBERALISERING VAN DE HANDEL

De Gemeenschap is zich bewust van de noodzaak om in alle toepassingsgevallen van deze Overeenkomst het behoud van de concurrentiepositie van de ACS-Staten te garanderen wanneer hun handelsvoordeel op de markt van de Gemeenschap in het gedrang komt door maatregelen in verband met een algemene liberalisering van de handel.

De Gemeenschap verklaart zich bereid om, telkens wanneer ACS-Staten haar een specifiek geval voorleggen, gezamenlijk de nodige speciale maatregelen te bestuderen om de belangen van de ACS-Staten te vrijwaren.

BIJLAGE XXVI

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 2, LID 2, VAN DE OVEREENKOMST

Voor de toepassing van artikel 2, lid 2, van de Overeenkomst is de Gemeenschap bereid, met het oog op de verwezenlijking van de in artikel 1 van de Overeenkomst vastgestelde doeleinden, een begin te maken met de behandeling van de verzoeken van de ACS-Staten om ook andere landbouwprodukten, bedoeld in artikel 2, lid 2, sub *a*), van de Overeenkomst, in aanmerking te laten komen voor een bijzondere regeling.

Deze behandeling zal betrekking hebben of wel op nieuwe landbouwproducties waarvoor reële mogelijkheden tot uitvoer naar de Gemeenschap bestaan, of wel op bestaande produkten die niet onder uitvoeringsbepalingen van bovenbedoelde regeling vallen, voor zover deze uitvoer een belangrijke plaats inneemt in de uitvoer van één of meer ACS-Staten.

BIJLAGE XXVII

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 3 VAN DE OVEREENKOMST

Artikel 3, lid I, van de Overeenkomst doet geen afbreuk aan de bijzondere regeling voor de invoer van motorvoertuigen en de motorvoertuigenassemblage-industrie in Ierland, neergelegd in protocol nr. 7 bij de Akte betreffende de toetredingsvoorwaarden en de aanpassing der Verdragen.

BIJLAGE XXVIII

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 9, LID 2, SUB *a*, VAN DE OVEREENKOMST

Door te aanvaarden dat in artikel 9, lid 2, sub *a*), de tekst van artikel 7, lid 2, sub *a*), van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé wordt overgenomen, handhaaft de Gemeenschap de interpretatie van deze tekst, namelijk dat de ACS-Staten aan de Gemeenschap een niet minder gunstige behandeling verlenen dan zij aan ontwikkelde Staten in het kader van handelsovereenkomsten toestaan, voor zover deze Staten aan de ACS-Staten geen ruimere preferenties verlenen dan de Gemeenschap.

BIJLAGE XXIX

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 12, LID 3, VAN DE OVEREENKOMST

Ingeval de Gemeenschap de in dit artikel bedoelde strikt noodzakelijke maatregelen vaststelt, streeft zij ernaar die maatregelen te kiezen, die gezien hun geografische draagwijdte en/of de betrokken produktsoorten, de uitvoer van de ACS-Staten minimaal benadelen.

BIJLAGE XXX

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 21 VAN DE OVEREENKOMST

De Gemeenschap aanvaardt dat reiskosten van personeel en transportkosten van voorwerpen en goederen die in verband met de deelneming van de minst ontwikkelde ACS-Staten aan handelsbeurzen en tentoonstellingen worden geëxposeerd, op het ogenblik van de reis of de verzending rechtstreeks door de gemachtigde van de Commissie in het betrokken land worden betaald.

BIJLAGE XXXI

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 95 VAN DE OVEREENKOMST

1. De Gemeenschap doet de toezegging dat de huishoudelijke uitgaven van de delegaties van de Commissie in de ACS-Staten, welke voorheen ten laste kwamen van de

begroting van het Europees Ontwikkelingsfonds, vanaf de inwerkingtreding van deze Overeenkomst voor rekening zullen komen van de algemene begroting van de Europese Gemeenschappen.

De kosten van de delegaties worden in het kader van de nieuwe Overeenkomst geraamd op 180 miljoen ERE.

2. Het maximumbedrag van de interventies van de Europese Investeringsbank uit eigen middelen is vastgesteld in artikel 95, lid 2, van de Overeenkomst.

Uit de eigen middelen van de Bank kunnen evenwel overeenkomstig artikel 59 aanvullende interventies plaatsvinden voor de financiering van investeringsprojecten in de mijnbouw- en energiesector, welke van wederzijds belang zijn voor de Gemeenschap en de betrokken ACS-Staat.

Deze aanvullende interventies uit hoofde van artikel 18 van de statuten van de Bank behoeven de goedkeuring van de Raad van Gouverneurs van de Bank overeenkomstig artikel 18, lid 1, tweede alinea, van deze statuten.

Het ligt in de bedoeling van de partijen dat deze aanvullende financieringen gaan tot 200 miljoen ERE tijdens de toepassingsduur van de Overeenkomst.

3. Dientengevolge belooft het totale bedrag dat de Gemeenschap als financiële steun ter beschikking van de ACS-Staten zal trachten te stellen, 5.607 miljoen ERE.

Indien het in de tweede alinea van punt 1 van deze verklaring vermelde bedrag van 180 miljoen ERE niet volledig is gebruikt voor de kosten van de delegaties, zal het saldo worden aangewend voor de financiële steun van de Gemeenschap aan de ACS-Staten.

BIJLAGE XXXII

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 95 VAN DE OVEREENKOMST

De in artikel 95 vermelde bedragen welke de gezamenlijke financiële middelen vertegenwoordigen die door de Gemeenschap ter beschikking van de ACS-Staten worden gesteld, zijn uitgedrukt in ERE, welke ERE is gedefinieerd bij besluit van de Raad van 21 april 1975 betreffende de definitie en de omrekening van de Europese rekeneenheid waarin de in artikel 42 van de ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé genoemde steunbedragen worden uitgedrukt.

Bij besluit van de Raad van de Europese Gemeenschappen, welk besluit der kennis zal worden gebracht van de ACS-Staten, zal de ERE kunnen worden vervangen door de Ecu als gedefinieerd bij Verordening (EEG) nr. 3180/78 van de Raad van 18 December 1978.

Indien een dergelijk besluit wordt genomen, zal de Ecu ter vereenvoudiging van het beheer van de verschillende Overeenkomsten eveneens worden toegepast op reeds ingezette of nog in te zetten transacties uit hoofde van de voorgaande Overeenkomsten.

BIJLAGE XXXIII

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP *AD* ARTIKEL 156 VAN DE OVEREENKOMST

De Gemeenschap bevestigt de tijdens de onderhandelingen over de op 28 februari 1975 ondertekende ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé afgelegde verklaring dat de Gemeenschap van mening is dat het weglaten van de woorden „met inachtneming van artikel 157“, waarvan de Gemeenschap tijdens de onderhandelingen opnemings heeft

gevraagd in fine van artikel 156, geen afbreuk doet aan het juridische verband tussen de artikelen 156 en 157.

BIJLAGE XXXIV

VERKLARING VAN DE VERTEGENWOORDIGER VAN DE REGERING VAN DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND BETREFFENDE DE OMSCHRIJVING VAN HET BEGRIP „DUITSE ONDERDAAN“

Voor zover in deze Overeenkomst sprake is van de onderdanen van de Lid-Staten, betekent dit voor wat de Bondsrepubliek Duitsland betreft „Duitsers in de zin van de Grondwet van de Bondsrepubliek Duitsland“.

BIJLAGE XXXV

VERKLARING VAN DE VERTEGENWOORDIGER VAN DE REGERING VAN DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND BETREFFENDE DE TOEPASSING VAN DE OVEREENKOMST OP BERLIJN

De tweede ACS-EEG-Overeenkomst van Lomé is eveneens van toepassing op het Land Berlijn, tenzij de Regering van de Bondsrepubliek Duitsland, binnen drie maanden na de inwerkingtreding van de Overeenkomst, tegenover de andere partijen het tegendeel heeft verklaard.

BIJLAGE XXXVI

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP BETREFFENDE DE ARTIKELEN 30 EN 31 VAN PROTOCOL Nr. 1

De Gemeenschap erkent dat het voor de ACS-Statens van bijzonder belang is dat de maatregelen ter toepassing van de afwijkingsbesluiten zo spoedig mogelijk na goedkeuring daarvan ten uitvoer worden gelegd.

Zij zal procedures uitwerken om de vereiste maatregelen zo spoedig mogelijk in het kader van artikel 31 te kunnen vaststellen, met name ten einde het hoofd te kunnen bieden aan noodsituaties.

BIJLAGE XXXVII

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP INZAKE PROTOCOL Nr.1 BETREFFENDE DE BEGRENZING VAN DE TERRITORIALE WATEREN

De Gemeenschap wijst erop dat volgens de erkende ter zake dienende beginselen van internationaal recht de begrenzing van de territoriale wateren tot 12 zeemijlen is beperkt en verklaart dat zij de bepalingen van het protocol met inachtneming van deze grens zal toepassen, telkens wanneer daarin naar dit begrip wordt verwezen.

BIJLAGE XXXVIII

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP BETREFFENDE PROTOCOL Nr. 2

De Gemeenschap heeft kennis genomen van het verzoek van de ACS-Statens betreffende een eventuele financiële bijdrage in de huidshoudelijke uitgaven van hun Secretariaat en verklaart in de geest van de tijdens de tweede zitting van de ACS-EEG-Raad

van Ministers in Fiji ter zake aangegane verbintenissen bereid te zijn de te zijner tijd bij haar ingediende concrete verzoeken met bijzondere aandacht te bestuderen ten einde het Secretariaat in staat te stellen over het nodige personeel te beschikken.

BIJLAGE XXXIX

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP INZAKE PROTOCOL NR.2 BETREFFENDE DE HUISHOUDELIJKE KOSTEN VAN DE INSTELLINGEN

De Gemeenschap is zich ervan bewust dat de uitgaven voor tolkendiensten bij vergaderingen en voor de vertaling der documenten hoofdzakelijk worden gemaakt om in haar eigen behoeften te voorzien. Zij is dan ook bereid om evenals in het verleden deze uitgaven in de praktijk voor haar rekening te nemen, ongeacht of de vergaderingen van de instellingen van de overeenkomst op het grondgebied van een Lid-Staat dan wel op dat van een ACS-Staat plaatsvinden.

BIJLAGE XL

VERKLARING VAN DE GEMEENSCHAP BETREFFENDE PROTOCOL Nr. 3

Het aan de Overeenkomst gehechte protocol nr. 3 is een multilateraal instrument van internationaal recht. De specifieke problemen die de toepassing van dit protocol in het gastland zou meebrengen, kunnen evenwel door een bilateraal akkoord met deze Staat worden geregeld.

De Gemeenschap heeft nota genomen van de verzoeken van de ACS-Staten tot wijziging van sommige bepalingen van protocol nr. 3, met name wat het statuut van het personeel van het Secretariaat van de ACS-Staten betreft.

De Gemeenschap is bereid te zamen met de ACS-Staten passende oplossingen te zoeken voor de problemen die deze Staten in hun verzoeken naar voren brengen, met het oog op de totstandkoming van een afzonderlijk rechtsinstrument zoals hierboven bedoeld.

Zonder afbreuk te doen aan de huidige voordelen die het Secretariaat van de ACS-Staten en het personeel daarvan genieten, zal het gastland in deze context:

- 1) zich soepel opstellen ten aanzien van de interpretatie van het begrip „personeelsleden die een hoge rang bekleden“, dat in onderlinge overeenstemming zal worden omschreven;
- 2) de door de Voorzitter van de Raad van ACS-Ministers aan de Voorzitter van het Comité van ACS-Ambassadeurs gedelegeerde bevoegdheden erkennen ten einde de toepassing van artikel 9 van bedoeld protocol te vereenvoudigen;
- 3) ermee instemmen bepaalde faciliteiten te verlenen aan de personeelsleden van het Secretariaat van de ACS-Staten ten einde hun eerste vestiging in het gastland te vergemakkelijken;
- 4) de vraagstukken van fiscale aard die van belang zijn voor het Secretariaat van de ACS-Staten en de personeelsleden daarvan naar behoren bestuderen.

BIJLAGE XLI

VERKLARING VAN DE ACS-STATEN AD ARTIKEL 2 VAN DE OVEREENKOMST

Zich bewust van de onevenwichtige verhouding en het discriminerende effect voortvloeiend uit de meestbegunstigingsregeling die uit hoofde van artikel 2, lid, 2 sub a) ii), op de markt van de Gemeenschap van toepassing is op produkten van oorsprong uit de

ACS-Staten, bevestigen de ACS-Staten wederom hun interpretatie dat het in dit artikel bedoelde overleg tot gevolg zal hebben dat voor hun essentiële exportprodukten een regeling zal gelden die ten minste even gunstig is als die welke de Gemeenschap verleent aan de landen waarvoor de regeling van het meest begunstigde derde land van toepassing is.

Overigens moet overleg plaatsvinden wanneer :

- a) een of meer ACS-Staten potentiële mogelijkheden bieden voor één of meer bijzondere produkten waarvoor preferentiële derde landen een gunstiger regeling genieten;
- b) een of meer ACS-Staten overwegen, een of meer bijzondere produkten waarvoor preferentiële derde landen een gunstiger regeling genieten, naar de Gemeenschap uit te voeren.

BIJLAGE XLII

VERKLARING VAN DE ACS-STATEN BETREFFENDE HET STELSEL VAN TOEPASSING OP MIJNBOWPRODUKTEN

1. De ACS-Staten prijzen zich gelukkig dat er een stelsel is ingevoerd voor het ACS-EEG-handelsverkeer in mijnbouwprodukten.

2. De ACS-Staten betreuren het echter dat de bepalingen van titel III door de opbrengsten van de ACS-Staten uit de uitvoer van deze mijnbouwprodukten niet te stabiliseren niet voldoende tegemoet komen aan de problemen waaraan de ACS-Staten wier economieën sterk afhankelijk zijn van de uitvoer van mijnbouwprodukten, het hoofd moeten bieden.

3. De ACS-Staten verzoeken de Gemeenschap ermee akkoord te gaan het hele stelsel aan het begin van het tijdvak van tenuitvoerlegging opnieuw te bezien ten einde dit te verbeteren en uit te breiden opdat daarin rekening wordt gehouden met de gevolgen van het gebrek aan stabiliteit der opbrengsten uit de export van mijnbouwprodukten voor de producerende Staten.

4. Voorts hebben de ACS-Staten tijdens de hele duur der onderhandelingen over de tweede Overeenkomst van Lomé, een reeks verzoeken ingediend ter opnemng van een aantal mijnbouwprodukten in het stelsel dat op deze categorie produkten van toepassing is.

5. De Gemeenschap heeft opnemng van sommige van deze produkten echter geweigerd.

6. De ACS-Staten wijzen erop hoe belangrijk deze produkten voor de economieën van sommige ACS-Staten zijn en benadrukken hoe noodzakelijk het is dat de Gemeenschap de behandeling van deze verzoeken voortzet met het oog op opnemng van deze produkten tijdens de tenuitvoerlegging van de tweede Overeenkomst van Lomé.

BIJLAGE XLIII

VERKLARING VAN DE ACS-STATEN AD ARTIKEL 95 VAN DE OVEREENKOMST

De ACS-Staten hebben met het oog op deze Overeenkomst in een geest van samenwerking hun goedkeuring gehecht aan het totale steunbedrag van 5.607 miljoen ERE, doch wensen eraan te herinneren dat dit bedrag volgens hen niet adequaat is en evenmin het akkoord volledig weerspiegelt dat tijdens de onderhandelingen in juni 1979 tussen de Co-Voorzitters van de Raad van Ministers is bereikt over de omvang van de financiële steun.

De ACS-Staten gaan er voorts van uit dat de financiële steun van de Gemeenschap uit hoofde van deze Overeenkomst in feite niet minder zal zijn dan bovengenoemd bedrag.

B I J L A G E X L I V

VERKLARING VAN DE ACS-STATEN BETREFFENDE
DE OORSPRONG VAN VISSERIJPRODUKTEN

De ACS-Staten bevestigen opnieuw het standpunt dat zij steeds tijdens de onderhandelingen over de oorsprongsregels ten aanzien van visserijprodukten hebben ingenomen en houden derhalve staande dat in het kader van de uitoefening van hun soevereine rechten inzake de visbestanden in de onder hun nationale jurisdictie vallende wateren alle in deze wateren verrichte vangsten die met het oog op de be- of verwerking daarvan verplicht in havens van de ACS-Staten worden gelost, het karakter van oorsprong dienen te bezitten.
